



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

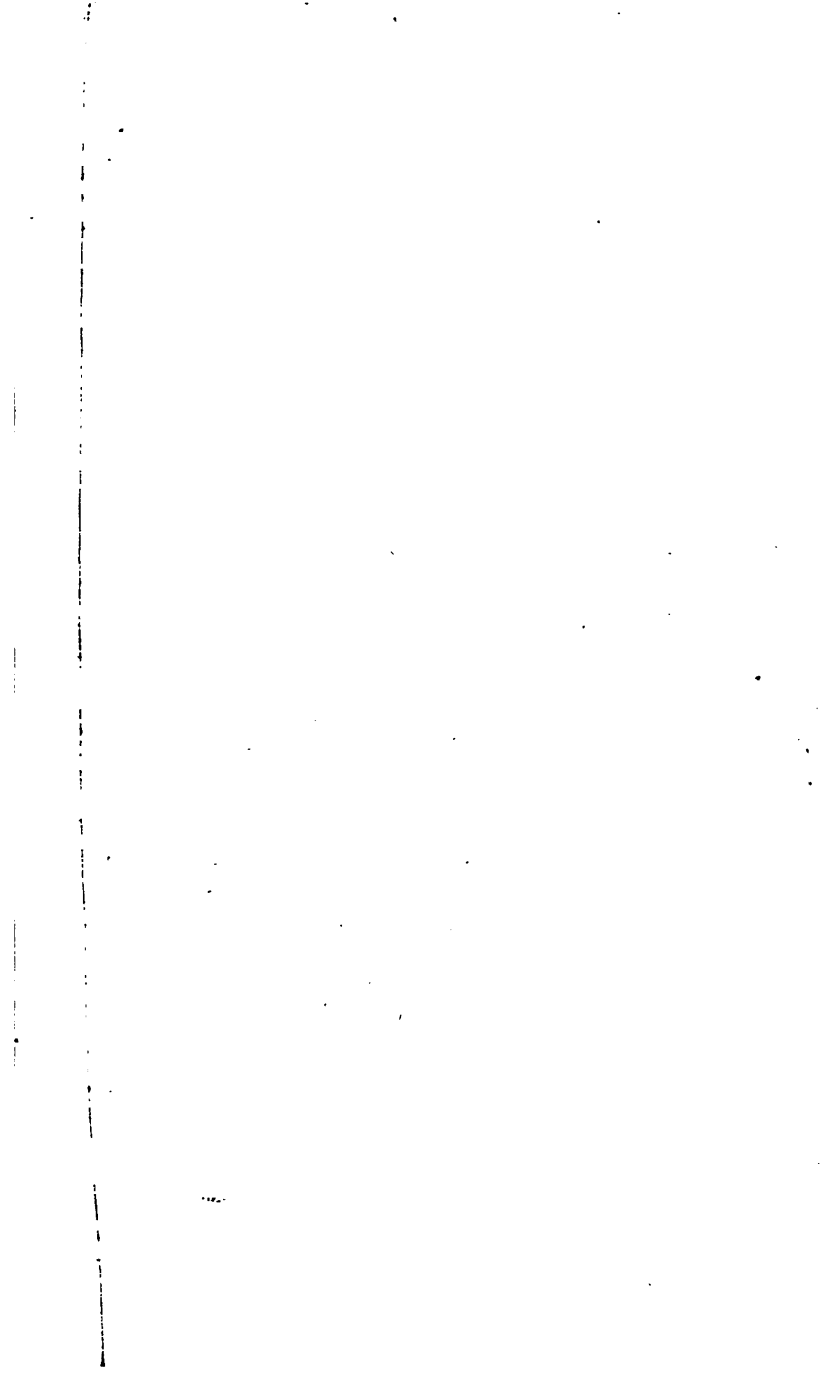
- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

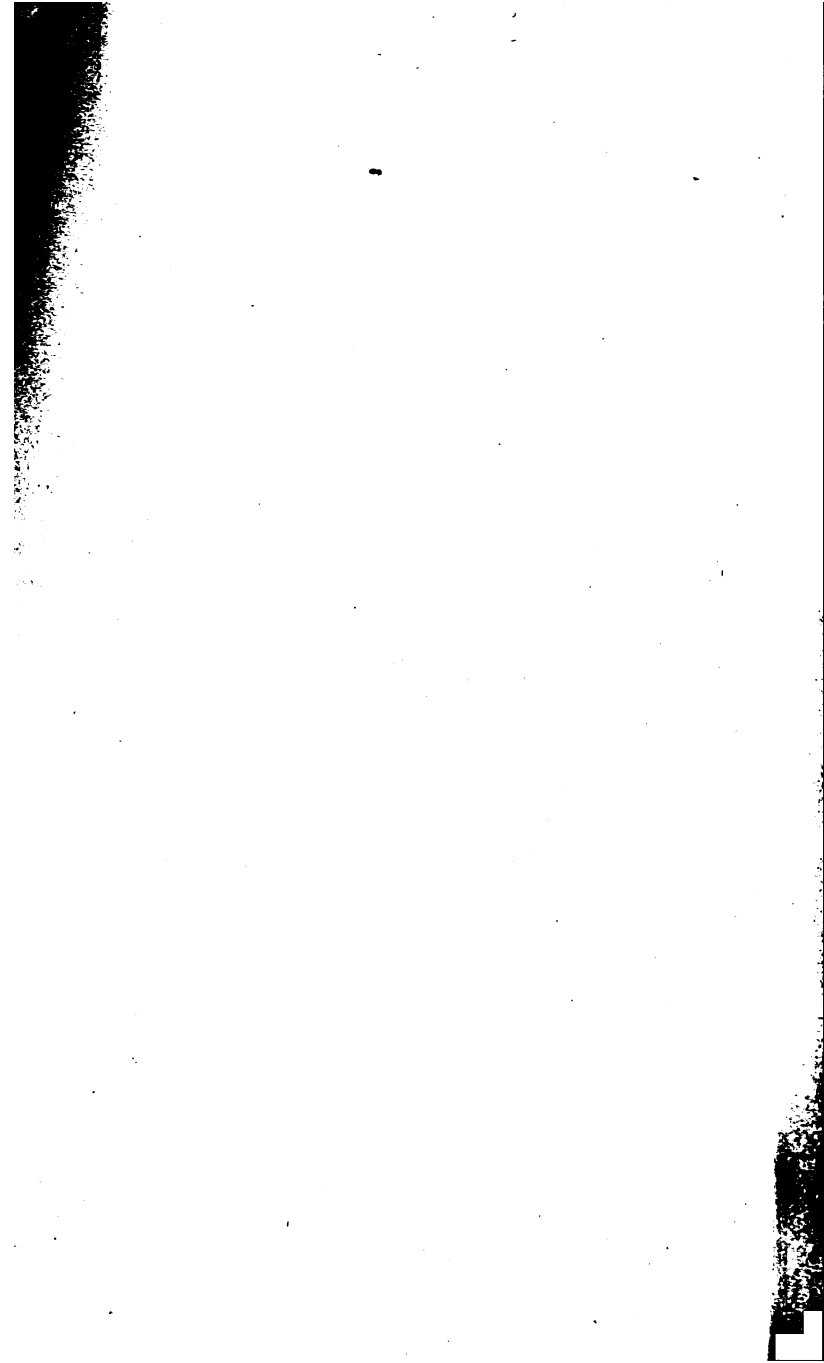
À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>

YB 58760









ŒUVRES COMPLÈTES
DE P. LANFREY

CHRONIQUES
POLITQUES

1860-1865

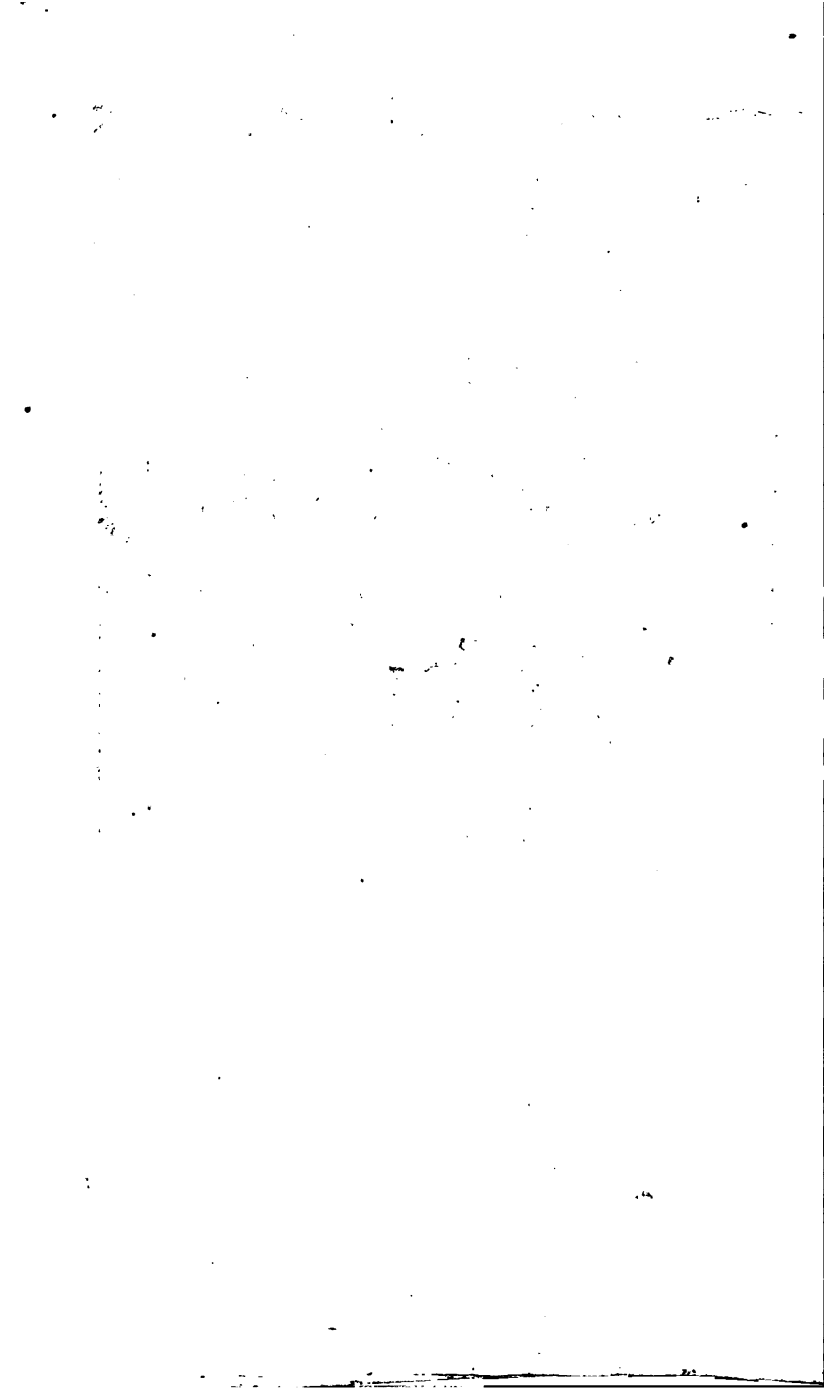
AVEC UNE PRÉFACE
PAR M. L. DE RONCHAUD

TOME SECOND

PARIS
G. CHARPENTIER ET C^{ie}, ÉDITEURS
13, RUE DE GRENNELLE-SAINT-GERMAIN, 13

—
1883





CHRONIQUES POLITIQUES

1860-1865

PARIS. — IMPRIMERIE E. CAPIOMONT ET V. RENAULT

6, RUE DES POITEVINS, 6

MTK
ŒUVRES COMPLÈTES
DE P. LANFREY

CHRONIQUES
POLITIQUES

1860-1865

• AVEC UNE PRÉFACE

PAR M. L. DE RÖNCHAUD

TOME SECOND

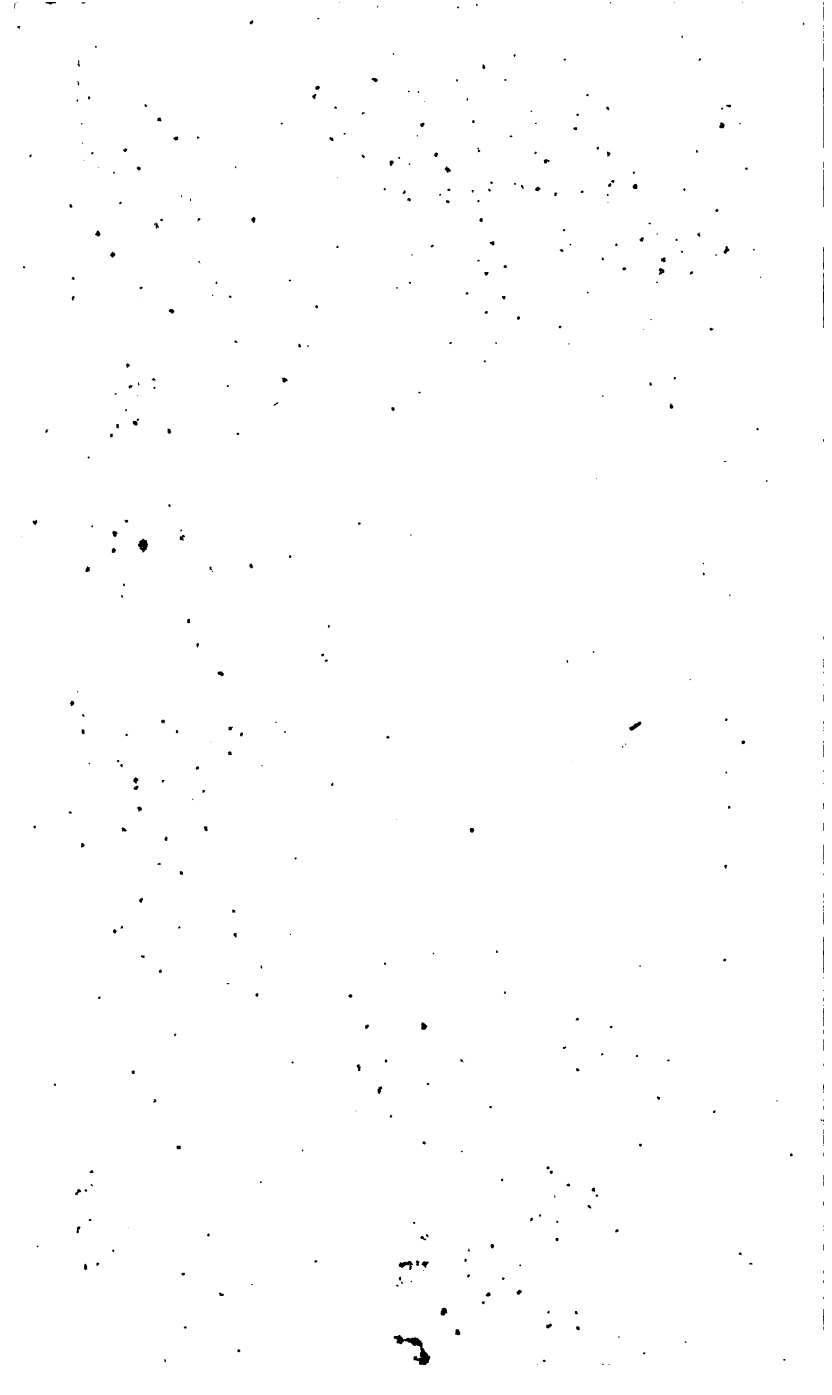
PARIS

G. CHARPENTIER ET C^{ie}, ÉDITEURS

13, RUE DE GRENNELLE-SAINT-GERMAIN, 13

—
1883

Tous droits réservés.



DC276
L.25

CHRONIQUES POLITIQUES v.2

1860-1865

8 mai 1862 ¹.

Les gouvernements forts issus de la grande réaction européenne qui a suivi l'année 1848 ont un tort qui leur sera difficilement pardonné, surtout par leurs propres adhérents : ils n'ont pas réussi. Ils n'ont pas réussi, puisque nulle part ils ne sont parvenus à réaliser la seule condition qu'on leur ait imposée en retour de la toute-puissance qu'on leur donnait : la sécurité. A quoi ont abouti, en effet, tous les sacrifices insensés que les nations ont faits alors à cette funeste manie du repos à tout prix ? A ce que leurs destinées, au lieu d'être débattues et réglées par tous et devant tous, comme il convient, lorsqu'il s'agit du bien commun, se jouent obscurément dans le huis clos d'un cerveau auguste, mais taciturne et irresponsable, entre quelques personnages dont nul ne sait le secret, et qui le plus souvent seraient eux-mêmes fort embarrassés de dire le matin ce qu'ils feront le soir. Tout est en sus-

1. A partir de cette date, la *Revue nationale* cesse d'être bimensuelle ; elle paraît une fois seulement, le 10 de chaque mois.

M324110

pens aujourd'hui en Europe; je ne parle pas seulement de l'état des esprits, mais de celui des affaires, car l'incertitude où sont tenus les uns se traduit par le malaise des autres; c'est une crise qui pèse également sur le crédit public et sur les transactions particulières; or cette incertitude qui dure depuis si longtemps, qu'on se demande ce qu'il en resterait si les questions auxquelles elle s'attache devaient être décidées par les nations elles-mêmes au lieu de l'être par quelques hommes! Qui est inquiet aujourd'hui, en Angleterre, au sujet des déterminations que le gouvernement y prendra demain? Ce genre de perplexité y est inconnu, parce que toute surprise y est impossible, parce que tout le monde y met la main aux affaires, parce qu'on peut y prévoir à longs termes.

Voilà la sécurité bien inestimable que les pays libres demandent au contrôle, à la publicité, à la participation de tous aux affaires publiques, et que nous demandons, nous, par une inconcevable aberration, aux concentrations de pouvoir. Il en est des peuples comme des individus; pour les uns comme pour les autres, il n'y a de sécurité que dans la certitude qu'on ne dépend que de sa propre volonté, et les gouvernements ne peuvent la donner aux nations qu'en les associant, pour ainsi dire, à leurs décisions. Le trait caractéristique et fâcheux de la situation actuelle de l'Europe est que, presque partout, les gouvernements semblent à la veille de prendre des déterminations extrêmement importantes pour l'avenir de leurs peuples, et que nulle part ces peuples n'ont la moindre donnée sur ce que seront ces déterminations. Qui peut dire à l'heure qu'il est, en Prusse, le parti que va prendre la couronne en présence des élections? Qui peut prévoir, en Russie, la réponse que fera l'empereur Alexandre aux sollicitations des classes éclairées? Qui peut émettre, en France, une conjecture tant soit peu probable au sujet des affaires de Rome? Il ne

tiendrait qu'à nous de multiplier ces exemples. Autant de questions vitales pour chacun de ces pays, et dont nul ne saurait dire dans quel sens elles seront tranchées. Comment l'esprit public n'y serait-il pas inquiet dans un tel dénuement de toute garantie ? Des gouvernements maîtres à ce point de la destinée d'un peuple peuvent lui donner bien des compensations plus ou moins avantageuses ou illusoires ; mais ce qu'on leur demande avant tout, la paix, le calme, la confiance, la sécurité, jamais. Les gouvernements n'ont eu cette puissance que dans des temps de foi aveugle aujourd'hui loin de nous, et la crainte seule peut encore la leur attribuer dans des moments de péril extrême, où l'on a coutume de dire qu'ils ont sauvé la société. En France, par exemple, on sauve régulièrement la société tous les quinze ans, ce qui veut dire que chaque parti y éprouve le besoin d'avoir son tour de dictature ; mais il faut espérer qu'on se blâmera quelque peu sur cette métaphore, et qu'on sera moins pressé de la prodiguer lorsqu'on saura bien à quoi elle engage. On devrait, dès aujourd'hui, bannir soigneusement du vocabulaire de l'histoire et de la politique cette locution empruntée à la phraséologie mystique. Il est permis au mysticisme, à qui l'on a toujours laissé une grande liberté d'affirmations, de dire que le genre humain a été sauvé tel jour et à telle heure ; mais cette façon de s'exprimer, transportée dans l'humble région des faits observables et soumis à une prosaïque exactitude, n'est plus qu'un abus assez impertinent du style figuré, même lorsqu'on ne l'applique qu'à une nation.

C'est sans doute à l'évidence de ces considérations qu'on doit attribuer les velléités de réforme qui se sont manifestées, dans ces dernières années, au sein même de ces gouvernements. Ils ont commencé à soupçonner qu'il n'y a de vraie stabilité pour eux que dans la satisfaction des tendances libérales, et que cette surabondance de force,

dont ils n'ont pas su faire sortir les avantages promis, les accuse plus qu'elle ne les sert ; mais ils voudraient, tout à la fois, diminuer leur responsabilité et ne rien abandonner de leur pouvoir, créer des institutions libérales et maintenir une autorité sans contrôle. Tel est le singulier système de gouvernement qu'on paraît avoir adopté pour l'heure ; mais comme il est encore moins praticable que celui dont on a essayé avant lui, on ne peut le considérer que comme un état de choses transitoire. Les ministres et hommes d'État du jour consentiraient volontiers à ce qu'on fût libre, à condition qu'on fût toujours de leur avis ; leur propre intérêt leur fera comprendre, avant qu'il soit longtemps, que la vraie politique consiste, au contraire, à deviner l'avis du public et à s'y conformer, à consulter sans cesse et à mettre toujours de son côté ce collaborateur tout-puissant qui se nomme la nation. Là seulement est la sagesse et en même temps la force, et il n'est pas de difficulté, si inextricable qu'elle paraisse, qui ne s'aplanisse devant ce système loyalement pratiqué. Quelle simplicité inespérée n'acquerrait pas la question romaine, qui est censée si grosse de périls, si l'on se décidait à lui appliquer cet expédient qui, dans un pays libre, est la condition même de toute grande décision politique ? Les hésitations du gouvernement français ne sont un mystère pour personne, il n'est plus arrêté aujourd'hui que par une responsabilité redoutée ; or, cette responsabilité, pourquoi ne la laisserait-il pas à la nation à qui elle revient de droit, dans une question de si haute importance ? Si on l'interrogeait en ce moment par de nouvelles élections dont l'objet serait clairement désigné à l'avance, croit-on que sa réponse, quelle qu'elle fût, pourrait être mise en question par un parti, et le gouvernement qui la prendrait pour règle de conduite, ne gagnerait-il pas en force morale aussi bien qu'en solidité ?

A nos yeux, cette réponse ne serait pas douteuse dans les circonstances actuelles ; elle se prononcerait à une immense majorité dans le sens d'une évacuation de Rome par nos troupes ; mais ce n'est point une raison suffisante, selon nous, pour que le gouvernement se croie autorisé à présumer une volonté qui n'est pas explicite, et à trancher la question par lui-même comme on l'y sollicite, et comme à la rigueur il le peut légalement, si cela lui convient. Nous dirions même qu'il est intéressé plus que personne à ce que la nation soit consultée ; mais ce n'est pas son intérêt qui nous touche en ceci. Nous ne sommes préoccupé ici que des complications ultérieures de ce grand démêlé entre le catholicisme et la liberté, et nous croyons qu'on doit autant à la grandeur des intérêts qui sont en cause qu'à la durée même de l'œuvre qu'on entreprend, d'attacher à cette détermination le souvenir d'une imposante manifestation nationale, qui ne permette pas qu'on essaye jamais de revenir en arrière sur ce point. C'est là le seul moyen de clore le débat d'une façon définitive. Un firman ministériel, quelque appuyé qu'il soit par l'opinion publique, est toujours sujet à contestation ; ce qu'il a fait, un autre peut le défaire ; il stimule les intrigues au lieu de les décourager. Il n'en est pas de même d'un engagement solennel pris par la nation elle-même. Il ôterait aux ennemis de cette mesure tout espoir de relever jamais une domination universellement condamnée, et, en même temps, il montrerait à tous les yeux le néant de l'influence dont ils se vantent, et qui n'est redoutable que pour ceux qui la craignent.

Compte-t-on qu'il se puisse présenter jamais un moment plus favorable pour opérer pacifiquement cette révolution depuis si longtemps imminente ? Ce serait une étrange illusion. En France, les esprits sont exaspérés par cette longue attente qui paralyse tout, et l'opinion publique

poursuit la lutte pour son propre compte, en accusant les irrésolutions d'un gouvernement qui recule devant des périls imaginaires, et qui perdra tous les bénéfices de sa détermination pour n'avoir pas su la prendre à temps. A tort ou à raison, sa conduite envers la cour pontificale est universellement assimilée à celle qu'on lui a vu tenir envers le roi de Naples à l'époque du siège de Gaète. Tout le monde le sollicitait alors de retirer sa flotte, de même qu'on lui demande aujourd'hui de rappeler sa garnison, et il s'y décida si tardivement que personne ne lui en sut gré. Encore faut-il noter que son appui, alors offert spontanément à un roi déchu et à moitié désarmé, est exploité aujourd'hui par une cour ouvertement hostile, et qui ne se sert de notre protection que pour nous nuire. Ces provocations, l'attitude dédaigneuse et irritante de nos ultramontains, si oublieux de leur propre histoire, font au cabinet français la partie aussi belle qu'il eût pu le souhaiter, car il trouverait l'esprit public prêt à prendre parti contre ses adversaires; un tel concours n'est pas tellement commun aujourd'hui qu'on ait le droit d'en faire fi.

Cette opportunité est encore plus clairement indiquée en Italie, où tout le monde croit le moment décisif arrivé et l'attend avec une confiance que nous sommes loin de partager en France. Il faut une foi plus robuste que la nôtre pour attribuer une telle signification à la présence d'une escadre française à Naples et au remplacement de M. de Goyon à Rome¹. Si ces actes nous annoncent, comme on l'assure, un dénouement prochain dans les affaires de Rome, nous avouons ingénument que leur symbolisme n'est pas assez transparent pour notre faible imagination,

1. L'escadre française de la Méditerranée avait reçu l'ordre de se trouver à Naples pendant le séjour de Victor-Emmanuel dans cette ville. M. de Goyon, commandant les troupes françaises à Rome, fut rappelé pendant le voyage, c'est-à-dire dans le commencement du mois de mai 1862. Il fut remplacé par le général de Montebello.

et que le rapport qui existe entre cette cause et cet effet nous échappe. Quoi qu'il en soit, les Italiens ont, sur ce point, une conviction très arrêtée, qui n'a pas été étrangère, sans doute, aux ovations extraordinaires que le roi Victor-Emmanuel vient de recevoir à Naples. On a beau leur démontrer qu'ils se font illusion, ils persistent dans leur opinion, en quoi il faut les approuver lors même qu'ils seraient dans la plus complète erreur, car les erreurs de ce genre sont, comme on la vu plus d'une fois, très susceptibles de devenir des vérités lorsque toute une nation les adopte avec passion. Sous ce rapport l'Italie a déjà fait des miracles. Rien de plus communicatif que la persuasion d'un peuple qui maintient son dire, avec persévérance, envers et contre tous. Il s'opère, à son profit, une sorte de fécondation mystérieuse qui, d'une espérance, d'un vœu, forme une indestructible réalité. C'est ce qu'on pourrait vraiment appeler une opération du Saint-Esprit.

L'accueil que Naples a fait au roi Victor-Emmanuel, sans avoir la portée que les exagérations optimistes lui attribuent, réduit à ses véritables proportions le malentendu qui a subsisté jusqu'à présent entre le Piémont et les populations de l'Italie méridionale. Il devient évident que la principale cause des discordes dont le royaume de Naples a été le théâtre depuis deux ans, doit moins être imputée à l'unité italienne, qui est chère à toutes les classes éclairées, qu'au méprises d'une administration inexpérimentée, placée en face d'une population corrompue par le gouvernement le plus dégradant que l'Europe ait connu dans ce siècle. Ceux qui se plaisent à représenter comme un mouvement national les déprédations et les excès de cette populace turbulente, un moment déchaînée par le hasard d'une révolution, seraient bien en peine de définir quel est le régime qui pourrait la contenter.

S'ils avaient la franchise de nous répondre que le régime

qu'ils regrettent pour les Napolitains est celui que Garibaldi est venu détruire, nous oserions leur dire à notre tour que nous préférons un gouvernement qui mécontente les bandes errantes des Abruzzes à celui qui mitraillait au 15 mai la libérale bourgeoisie de Naples et qui envoyait Poërio au bagne. Si l'on ne peut gouverner à Naples sans risquer d'y déplaire à quelqu'un, nous préférons le régime qui porte dans ce pays les institutions constitutionnelles et les améliorations économiques et industrielles, en troublant le repos de quelques héros de grands chemins, à celui qui ne s'y maintenait qu'en excitant contre les classes indépendantes et éclairées les appétits envieux et serviles d'une démocratie de lazzaroni.

Le succès éclatant que sa présence à Naples a valu au roi d'Italie devrait, ce semble, le décider à y séjourner une partie de l'année dans l'intérêt même de son affermissement dans ses nouvelles provinces. Il ne doit pas se dissimuler que le désordre qui a régné jusqu'ici dans les provinces napolitaines a été l'argument peut-être le plus efficace et à coup sûr le plus spécieux dont ses ennemis se soient servis contre lui. Plus le temps marche, plus cet argument acquiert de valeur, en sorte qu'il serait important aujourd'hui d'enlever tout prétexte à ceux qui le lui opposent. Il n'est pas douteux que son séjour à Naples, pendant une partie de l'année, rendrait bientôt définitive la pacification de ces provinces en imprimant une impulsion plus active à l'établissement du régime nouveau.

Ainsi, en Italie comme en France, la scène est admirablement préparée pour le dénouement réclamé par l'opinion publique. Il en est de même dans le reste de l'Europe. L'Espagne est aujourd'hui la seule puissance qui soit disposée à prendre fait et cause pour le Saint-Siège. Mais les temps de Charles-Quint sont loin de nous, et il serait un peu plus difficile de rétablir le pouvoir temporel à Rome

que d'occuper le littoral du Maroc. L'Autriche, qu'on a pu croire longtemps dans les mêmes dispositions, montre aujourd'hui à la cour romaine plus que de la froideur ; elle profite de sa détresse pour lui imposer un 'nouveau concordat et paraît plus que jamais gangrenée d'éléments josphistes. Elle a d'ailleurs beaucoup à faire chez elle, ne fût-ce que pour panser ses blessures. Elle a appris, elle aussi, à parler le langage de la pénitence. Elle prononce le mot de réforme financière, ce qui veut dire qu'elle ne sait plus où trouver de l'argent ; elle veut réduire son armée, ce qui signifie qu'elle ne peut plus la payer ; elle offre, en un mot, le spectacle bien connu d'une monarchie dévorée par les assignats et d'un souverain touché par la grâce. Elle a été ces jours derniers jusqu'à promettre solennellement de rétablir la responsabilité ministérielle, ce cauchemar qui chez nous trouble parfois le sommeil ordinairement paisible de nos ministres. Nous savons qu'on possède à Vienne, à un très rare degré, l'art de rendre ces concessions tout à fait inoffensives et d'ôter leur venin à ces formules autrefois redoutées. On a grand soin d'émousser préalablement les armes qu'on livre à l'opposition, mais il n'en est pas moins vrai que cet étalage de libéralisme auquel on se croit tenu jusqu'à nouvel ordre n'est pas favorable aux prétentions romaines et ne leur augure rien de bon quant à présent.

On chercherait en vain dans quel autre pays de l'Europe elles trouveraient plus d'appui. Les débats du sénat belge viennent de montrer quel accueil leur est réservé au sein d'un peuple si éminemment catholique. Ceux du Parlement anglais ont prouvé plus clairement encore qu'il y a, grâce à notre politique à Rome, un peuple qui, sans avoir tiré un coup de canon pour la cause italienne, est prêt à hériter des sympathies et de la popularité que nous avaient valu nos services. La Prusse s'apprête aussi à se

prononcer dans le même sens, et la reconnaissance du royaume d'Italie y est annoncée comme un fait certain. Enfin, il ne resterait à la cour romaine, pour tout appui de la part des gouvernements européens, que l'abstention du cabinet de Saint-Petersbourg, neutralité très problématique, malgré tout ce qu'on a fait pour l'acheter aux dépens de la catholique Pologne. Il est donc permis d'affirmer, sans présomption, sur de telles données, que la chute du gouvernement temporel des papes serait, en ce moment, acceptée avec satisfaction par la plupart des puissances, avec joie par les peuples et par l'opinion libérale de l'Europe. Le moment actuel est celui où le gouvernement français peut opérer cette révolution avec le moins de risque pour tout le monde ; s'il laisse échapper cette occasion, il ne sera pas moins forcé de l'opérer tôt ou tard, parce que tel est le courant irrésistible des choses, mais il le fera dans des circonstances beaucoup plus périlleuses pour lui-même, précisément parce qu'il y sera contraint.

Au reste, la convocation¹ des évêques catholiques à Rome, rendez-vous auquel nos prélats n'ont eu garde de manquer, malgré la répugnance très explicite avec laquelle le gouvernement français a vu cette démarche, va mettre très prochainement les deux camps en présence, et, dans l'état de surexcitation où se trouvent les esprits de part et d'autre, il est bien difficile que cet incident ne donne pas lieu à quelque éclat imprévu et décisif. Dans ce cas, nous devons de chaleureuses actions de grâce aux martyrs japonais, et ce sera là la première faveur bien authentique que ces bienheureux auront obtenue du ciel pour la pauvre humanité. Ils auront fait un miracle des plus signalés si, grâce à cette canonisation, la question romaine peut sortir enfin de l'équivoque où on l'a si longtemps maintenue, faute

1. Voir notre note dans la chronique du 8 avril 1862.

de franchise et, osons-le dire, surtout faute de courage. Ce n'est pas la première fois qu'en France et en Italie l'Église et l'État, la papauté et les pouvoirs civils se sont trouvés aux prises, mais c'est la première fois, sans contredit, qu'ils se sont fait cette guerre sourde, lente, immobile, où des deux côtés on cache son vrai drapeau, où l'on semble ne chercher qu'à épier et à surprendre l'adversaire que l'on ne peut se décider à attaquer de front, où l'on n'ose avouer hautement ni ses principes, ni ses griefs, ni son but.

Une si longue dissimulation, une prudence si consommée n'étaient possibles qu'au milieu d'une génération abâtardie et habituée par de nombreux mécomptes à trembler devant l'ombre même d'une action hardie. Mais, à moins qu'on ait refait la nature humaine de toutes pièces, ce qui n'est pas probable, une heure doit venir où l'on rougira de tant de nullité et où l'on entendra de nouveau retentir le cri des passions comprimées. Ce sera un soulagement immense. Nous aimons moins que personne les agitations stériles, mais les temps de lutte avec tous les déchirements qui les accompagnent sont à nos yeux mille fois plus profitables à la civilisation que ces époques immobiles qui ont la stagnation pestilentielle des eaux dormantes, où tout est ajourné, éludé, dissimulé, grâce à un silence convenu, où les inimitiés les plus vivaces se réconcilient doucement au sein de l'hypocrisie. Il ne peut sortir de là que l'abêtissement des esprits et l'effacement des caractères. Nous appelons donc de nos vœux tout ce qui peut mettre fin à cet état de torpeur et d'indécision. Voilà pourquoi nous applaudissons d'avance à la béatification des martyrs japonais, et voilà ce qui nous console de penser que, selon toute apparence, cette pieuse cérémonie n'est pas destinée à donner le signal de l'apothéose des ennemis du pape.

La Prusse continue à faire les frais d'une expérience extrêmement instructive pour le reste de l'Europe, et on ne saurait trop l'encourager à la persévérance. On se rappelle combien le langage de son roi, d'abord sévère et impérieux, était devenu paternel et caressant aux approches des élections primaires. La Prusse a accepté avec plaisir ces royales flatteries, mais elle a voté sans attendrissement, je veux dire sans faiblesse. Les élections primaires ont donné du premier coup une immense majorité au parti que la couronne avait voulu frapper par la dissolution du Parlement. De là une stupeur inexprimable au sein de la camarilla prussienne: Qu'allait-il advenir de cette nation factieuse? Comment la dérober au juste courroux d'un monarque irrité? On ne parlait à la cour que de coups d'État, de coups d'autorité, de coups de foudre. Que faisait cependant le peuple prussien? Il laissait dire les courtisans; il se présentait imperturbablement au second scrutin, et les élections secondaires venaient confirmer de point en point le résultat des élections primaires. Il a fait tout cela avec un flegme admirable, en portant des toasts à la santé de son roi, sans offrir le moindre prétexte à une intervention des troupes concentrées autour de Berlin; et, en présence de ce spectacle inattendu, Jupiter tonnant est resté interdit, sa foudre à la main.

La nation prussienne ne cherche pas à faire des révolutions, elle procède pacifiquement, avec ordre et méthode; elle se sert des lois qu'on lui a données, de l'influence qu'on lui a reconnue, et, sans violence ni brusquerie, elle emmaillotte tout doucement son roi dans la légalité dont il ne voulait pas. Elle met dans cette opération tant d'égards et de mesure que le roi Guillaume qui, au fond, est bon prince, se résignera, tout permet de l'espérer, à ne pas effacer la Prusse de la carte du globe et à ne pas exterminer ses habitants. La pluie de feu leur sera même

épargnée. La cour en sera pour ses étonnements, et les sujets resserreront encore les liens qui les unissent à leur souverain bien-aimé, en lui faisant agréer respectueusement des ministres de leur choix, qui s'empresseront de se mettre d'accord avec le Parlement nouvellement élu et de gouverner selon ses vœux, afin que la Prusse entière ne forme plus désormais qu'une famille, et tous les peuples voudront contempler ce touchant tableau d'intérieur. Il n'y aura plus désormais de raison pour que le Nationalverein ne rende pas à ce bon roi la confiance et les fonds qu'il avait cru devoir lui retirer un instant par mesure de prudence. Le peuple prussien a bien mérité du monde entier en cette occasion; sachons l'en remercier, — et vous, nations, instruisez-vous !

Pour parler sans figure de rhétorique, le roi de Prusse, dont la situation offre une analogie frappante avec celle de Charles X à la veille des journées de Juillet, aurait grand tort de chercher à pousser plus loin la ressemblance. Il ne saurait, en effet, faire valoir aucune des excuses que le vaincu de 1830 a pu invoquer pour sa justification. Il n'y a en Prusse ni prétendants, ni partis antidynastiques, ni article 14. Les partis y peuvent tous, fortune inappréciable, arriver au pouvoir sans secousse, sans bouleversement, sans dictature, sans la prétention de tout reconstruire à neuf ni de faire adorer leur fétiche aux populations. Ils sont séparés par des nuances et non par des abîmes, par des principes et non par des questions de personnes, de dynasties, ou par des haines entre classes. Ils s'appellent parti conservateur, parti libéral, parti progressiste. Il n'y a entre eux que des programmes. Dans un tel pays, pour régner paisiblement et glorieusement, il n'y a qu'à laisser la nation faire ses affaires comme elle l'entend, en tendant la main aux opinions à mesure que l'esprit public les adopte et les consacre. On ne voit pas pourquoi le roi

Guillaume s'obstinerait à ne pas comprendre ainsi son métier de roi. En s'attaquant à la nation, Charles X pouvait croire qu'il ne touchait qu'à un parti, mais une telle illusion est impossible en Prusse. L'opposition entre le roi et la nation y est trop nettement marquée. Qu'il se résigne donc à se prêter de bonne grâce à la singulière fantaisie d'un peuple qui s'est mis en tête de se gouverner lui-même. Ce n'est peut-être là que le commencement d'une épidémie générale, et son malheur est peut-être destiné à être suivi de beaucoup de catastrophes du même genre, ce qui lui servira de consolation. Si ses loisirs lui pèsent, le Nationalverein lui donnera une petite flotte pour le distraire !

Comme il est écrit qu'il ne doit rien exister de parfait en ce monde, nous nous voyons forcé, à regret, d'ajouter ici un post-scriptum restrictif à l'adresse de cet admirable peuple prussien. Quelle mouche le pique d'aller de nouveau chercher une querelle d'Allemand à la nation danoise à propos de cette éternelle et ridicule querelle du Schleswig-Holstein ? Cette agression sans cesse renouvelée contre un petit État, de forces si inégales, manque essentiellement de magnanimité, et il a mieux à faire dans le reste de l'Europe s'il tient si fort à exercer ses vertus guerrières. Quant aux principes de droit national que la Prusse invoque dans ce démêlé qui a fait répandre tant de flots d'encre, c'est à Posen qu'elle devrait les pratiquer et non dans le Schleswig où les populations germaniques sont en minorité et jouissent d'une liberté entière. Il n'y a, en somme, qu'une chose réelle sous les prétextes plus ou moins spécieux qu'elle exploite contre le Danemark, c'est l'ambition d'avoir une marine et la convoitise de quelques ports de mer. C'est mesquin et peu digne de la grandeur naissante du peuple prussien.

Les succès de l'armée fédérale aux États-Unis n'ont été

ni aussi complets, ni aussi foudroyants qu'on l'avait annoncé, et, comme toute exagération, dans un sens amène aussitôt une exagération en sens contraire, on a été jusqu'à contester absolument la victoire des unionistes. Des documents irrécusables, et entre autres la correspondance officielle échangée entre les chefs des deux armées le lendemain de la bataille, ne laissent pourtant subsister aucun doute sérieux à cet égard. Ce qui est incontestable, toutefois, c'est que cette victoire est loin d'avoir porté tous les fruits qu'on espérait.

Les armées adverses se trouvent de nouveau en présence dans des positions très fortes, et il faudra probablement qu'il s'écoule un assez long délai avant qu'on voie se produire un résultat vraiment décisif. Aussi l'attention publique s'est-elle un instant détournée du champ de bataille pour se concentrer avec une assez vive perplexité sur une démarche diplomatique, je veux dire sur le voyage de M. Mercier à Richmond. En cela, comme en tout ce qui concerne notre politique intérieure et extérieure, nous avons été réduits aux conjectures, et nous sommes condamnés à commenter des bruits d'antichambre. La chose, à ce qu'il paraît, ne nous regarde pas, la France étant le seul pays du monde où l'on pratique la vraie souveraineté du peuple ! Chacun a donc interprété le voyage de M. Mercier dans le sens de ses propres espérances. En France comme en Amérique, on y a vu, selon les points de vue, une menace d'intervention en faveur du Sud, ou une déclaration d'hostilité contre la nouvelle confédération. Il est cependant fort probable que ces deux suppositions sont également erronées et qu'il n'y a eu dans ce voyage qu'une tentative de médiation, un effort spontané en faveur de la paix et de la conciliation. Si c'était là le préliminaire d'une reconnaissance tardive de la confédération du Sud, il serait difficile d'admettre qu'on eût choisi pour en fixer les con-

ditions l'homme qui nous représente à Washington. Ce serait un procédé gratuitement blessant pour le gouvernement des États-Unis et peu conforme aux courtoises traditions françaises.

Les Anglais, qui sont un peuple beaucoup moins démocratique que nous, comme il nous plaît de le répéter sur tous les tons, savent du moins parfaitement à quoi s'en tenir sur les intentions de leur gouvernement envers les États-Unis, et ils emploient pour les connaître un moyen très simple; ils le somment de s'expliquer, et, au besoin, ils l'y forcent. Grâce à ce moyen fort élémentaire, mais efficace, on les trouve toujours au courant des projets de l'oligarchie qui est censée les opprimer, et qui ne fait jamais rien sans leur autorisation. Ils ne parlent jamais de souveraineté du peuple, mais ils se font obéir. On sait donc, par le discours de M. Gladstone au Parlement, que le cabinet anglais ne croit pas à la possibilité d'un arrangement entre le Nord et le Sud, c'est-à-dire qu'il souhaite que cet arrangement ne soit pas possible.

On comprend, en effet, que la session définitive des États-Unis en deux républiques serait vue par l'Angleterre avec un contentement infini; mais tel est, en ce pays, l'empire qu'exerce l'opinion des hommes éclairés, qu'on peut prédire, presque à coup sûr, que les suggestions de l'intérêt ne prévaudront pas contre le respect du droit. La reconnaissance des États confédérés n'y serait donc acceptée que dans le cas invraisemblable où de nombreuses victoires l'imposeraient à l'Union elle-même. Or, cette éventualité est contredite par tous les renseignements qui nous parviennent soit du Nord, soit du Sud. Le mouvement qui les a armés l'un contre l'autre est encore dans une période ascensionnelle chez le premier, lorsque déjà il décroît chez le second. L'ardeur grandit tous les jours dans les États unionistes, les ressources de tout genre s'y multi-

plient avec une incroyable fécondité, tandis que les confédérés en sont déjà aux expédients du désespoir. Ce mot ne paraît pas trop fort à ceux qui connaissent l'esprit américain et qui ont lu le récent message du président Jefferson Davis au sujet de la conscription.

Que dire maintenant de notre expédition du Mexique ? Que nous ne savons rien, comme toujours, des péripéties variées de cette mystérieuse affaire, que notre gouvernement a ses voies cachées comme la Providence, et que nous attendons qu'il lui plaise de les dévoiler pour porter un jugement motivé sur le but et les résultats de l'expédition. Le seul fait à constater pour le moment c'est que les puissances qui se sont proposé de régénérer le Mexique sont revenues à l'entente cordiale après s'être véhémentement accusées les unes les autres de n'apporter dans cette œuvre philanthropique que des vues d'ambition personnelle. On ne sait pas si leur bonne harmonie durera longtemps encore, mais dans tous les cas il est heureux qu'elles se rendent plus de justice aujourd'hui, car, si elles avaient d'elles-mêmes une si triste opinion, que devraient donc penser les Mexicains ?

8 juin 1862.

Le mois qui vient de s'écouler a vu s'accomplir des événements considérables en eux-mêmes, mais importants surtout en raison de l'avenir prochain qu'il annoncent. De quelque côté qu'on se tourne en ce moment, on voit s'agiter les éléments d'une situation nouvelle, et le charme qui nous enchainait à l'immobilité paraît décidément rompu. Or, le mouvement n'est pas le progrès, il s'en faut, mais

il n'y a pas de progrès sans mouvement. La façon dont les choses sont actuellement engagées est loin d'être aussi rassurante qu'on pourrait le désirer, mais en cela il faut moins juger du résultat d'après la valeur initiale des positions qui sont plus ou moins fausses de part et d'autre, parce qu'elles sont l'œuvre d'un ordre de choses usé et fini, que d'après la disposition générale des esprits et des opinions, qui a toujours, en définitive, le dernier mot, et qui est incontestablement favorable aux idées de liberté. C'est donc sans alarmes que les esprits libéraux peuvent attendre l'issue de la crise à laquelle le monde entier est livré aujourd'hui. Il est bien vrai que ceux qui sont chargés de porter la parole au nom des peuples sont trop souvent indignes de cet honneur, et ne cherchent dans leur pouvoir que la satisfaction de mesquins intérêts personnels ou d'une ambition perverse ; mais on ne doit pas oublier — et l'histoire de ces dernières années l'atteste avec évidence — que dans ce rôle ils sont sujets à dire beaucoup de choses qu'ils ne pensent guère, lorsque le public veut fermement qu'ils les disent, et qu'en somme il dépend de lui de faire d'eux, par un procédé renouvelé de la scène antique, de simples masques à travers lesquels il fera entendre sa voix et ses volontés. Ce n'est pas dans un pays où le gouvernement lui-même se plaît si souvent à rendre hommage à la souveraineté du peuple qu'une telle opinion pourrait paraître choquante.

Il est remarquable, en effet, et c'est là le grand fait qui nous rassure sur l'avenir, que dans presque toute l'Europe, à l'heure qu'il est, les pouvoirs établis subissent, comme une nécessité plus forte que leur volonté, les vœux de l'opinion publique et parlent un langage que tout le monde sait n'être nullement selon leurs goûts. Cette tendance s'est formée lentement sous la pression de la force des choses, et elle ne peut que se généraliser à mesure qu'elle

se prononcera plus énergiquement. Il n'est pas besoin d'énumérer les nombreux effets qu'elle a déjà produits en Prusse, en Russie, en Autriche et dans le reste de l'Allemagne; ce que nous souhaiterions, quant à nous, c'est de voir notre pays y participer plus largement qu'il n'a fait jusqu'ici, et nous sommes convaincu qu'il ne tient qu'à lui d'obtenir ce qui lui est dû sous ce rapport. Combien sa politique y gagnerait en sagesse, en habileté, en modération, en vraie dignité! Notre expédition du Mexique nous offre sur ce point une leçon digne d'être méditée, en même temps qu'un exemple frappant des entraînements auxquels peut se laisser aller un pouvoir habitué à ne prendre conseil que de lui-même. On peut affirmer sans crainte que jamais cette affaire n'eût été ainsi poussée à l'extrême, si nos gouvernants eussent eu à tenir compte des justes susceptibilités d'un esprit public puissant et éclairé.

La presse française, qui ne connaît en rien la limite exacte de ses droits — ce qui veut dire qu'elle n'a pas de droits — se demande tous les jours jusqu'à quel point elle peut se permettre de discuter cette expédition du Mexique, et les prétextes ne manquent point à ceux qui veulent lui fermer la bouche sur ce sujet, comme sur toutes les questions qui intéressent véritablement l'honneur et la sécurité du pays. Voilà où l'on ne doit pas craindre de remplir son devoir de citoyen, dût-on braver le mécontentement d'une administration seule juge dans sa propre cause. La presse ne recouvrera son autorité morale d'abord, et ensuite ses droits, qu'en sachant souffrir pour eux et en montrant qu'elle se passionne, non pour de mesquines taquineries, mais pour de grandes questions d'intérêt public. Le temps de la petite guerre est aujourd'hui passé; on sait ce que valent les épigrammes et les allusions comme moyen d'opposition. Ce n'est plus désormais que par une attitude franche, et des doctrines dégagées de toute préoccupation

personnelle, qu'on agira puissamment sur l'opinion publique.

On ne doit plus discuter l'expédition du Mexique, a-t-on dit, parce que le drapeau français est engagé. Singulière théorie d'après laquelle il suffirait à un gouvernement de déclarer une guerre pour se mettre à l'abri de toute responsabilité. Si ce point de vue était accepté, il en résulterait un moyen assez original à ajouter à la longue liste des extravagances de notre époque. Tant que les hostilités ne seraient pas ouvertes, on serait mal venu de les imputer à qui que ce fût, ni d'y faire aucune allusion. Le gouvernement ne communiquant ses intentions à personne, et une fois qu'elles seraient déclarées, il serait encore interdit de les lui reprocher, par cela seul qu'elles commenceraient. A ce compte, il serait plus sage de jeter toutes discussions sur les affaires publiques et de se mettre mollement au-dessus de tout contrôle et de toute critique.

I. Et un seul est qui, selon nous, doit imposer une telle réserve à la presse, c'est celui où la guerre est pour le nation une question de vie ou de mort. Quant à ces guerres d'influence qu'aucune nécessité ne motive, et qui ne peuvent pas même être pour justification un entraînement national, ou de grands avantages matériels, ou un étroit accroissement de gloire, c'est pour chacun un devoir d'en signaler les inconvénients, d'en démontrer le péril, si le gouvernement ne l'approuve pas. Et c'est là ce qui se réalise de point en point au sujet de l'expédition du Mexique. Ce que tout le monde y voit, aujourd'hui, à tort ou à raison, c'est de ces deux choses l'une : ou une entreprise abandonnée prématurément, ou des succès brillants tels qu'on peut les attendre de nos soldats, en aucun cas de prêt-à-l'œuvre, c'est-à-dire, en formant une entreprise ouverte, ou bien une guerre avec les États-Unis. Quel que soit le fondement de ces deux suppositions, on ne saurait

nier sérieusement qu'elles ne soient très accréditées chez les esprits les plus clairvoyants et qu'elles n'entraînent une profonde inquiétude au sein du pays ; il importe donc que le gouvernement les connaisse pour les combattre avec efficacité, et les réfuter, s'il se peut, par ses propres actes.

L'expédition du Mexique n'a pas été vue un seul instant avec une entière sécurité par l'opinion publique, même à l'époque où elle se présentait sous la garantie des trois puissances, et n'avait pour but, du moins ostensiblement, qu'un recouvrement d'indemnité. Dès lors, et en dépit des déclarations formelles du traité de Londres, par lequel les hautes parties contractantes s'engageaient expressément « à n'exercer dans les affaires intérieures du Mexique aucune influence de nature à porter atteinte au droit de la nation mexicaine de choisir et de constituer librement la forme de son gouvernement ; » dès lors, dis-je, on entendait avec une surprise inquiète parler de la régénération du Mexique, et proposer la candidature de l'archiduc Maximilien. De telles arrière-pensées n'étaient pas de nature à inspirer la confiance. Malgré les demi-désaveux que recevaient chez nous ces deux projets et les démentis énergiques que leur opposaient nos alliés, on persistait à croire qu'ils n'étaient pas sans avoir quelque chose de fondé, et une alliance formée sous des inspirations si différentes chez ceux qui la contractaient paraissait peu solide et peu durable. Ces prévisions se réalisèrent dès le début de l'expédition. L'Espagne, bien vite convaincue, par l'attitude des populations, de l'inanité de ses projets de conquête, l'Angleterre, préoccupée uniquement d'assurer le recouvrement de ses créances, se montrèrent disposées à se contenter des garanties offertes par le gouvernement mexicain, et nous amenèrent à entrer en négociations avec lui. Tel fut l'objet de la convention de la Soledad.

C'est alors que survint l'événement qui a amené la dissolution ¹ de l'alliance et la déclaration de guerre au nom de la France isolée.

Cet événement a été, pour parler plus exactement, l'occasion plutôt que la cause de cette double rupture, puisque le premier mouvement du gouvernement français a été de désavouer les plénipotentiaires qui avaient signé la convention, et que ce désaveu eût un peu plus tard annulé les négociations, lors même que le général Almonte et les émigrés mexicains n'eussent pas été accueillis au camp français avec la protection et l'éclat qui ont motivé la double retraite des Anglais et des Espagnols. Mais comme ce dernier fait est en somme le seul qui ait figuré dans le débat entre les alliés, nous n'envisagerons que lui. Nous ne voulons d'ailleurs le juger ni sur les amères récriminations du comte de Reuss, ni sur les dépêches si nettes et si précises de sir Ch. Lennox Wike au comte Russel. Nous l'apprécions uniquement sur la note quelque peu légère dans son laconisme des plénipotentiaires français Dubois de Saligny et Jurien de la Gravière ².

Il résulte, avec une souveraine clarté, de cette note, qu'on était en négociation avec le gouvernement mexicain au moment où le général Almonte et ses compagnons d'exil sont arrivés d'Europe et que, nonobstant ces négociations qui étaient une sorte de reconnaissance anticipée, on a accueilli au camp français des hommes venus avec l'intention déclarée de renverser le président Juarez. Ils étaient partis, dit la note, « à un moment où l'on ne doutait pas que les hostilités ne fussent depuis longtemps engagées. »

1. Voir notre note dans la chronique du 8 avril 1862.

2. Cette note a été publiée dans le *Moniteur universel* du 17 mai 1862 sous le titre d'« une correspondance adressée de la Havane. » Voir, dans le même journal, à la date du 20 mai, un article se rattachant à la question mexicaine.

Mais puisque au lieu de la guerre c'était de la paix qu'il s'agissait à leur arrivée, n'était-ce pas une raison pour tenir envers eux une autre conduite? La note ajoute que « le drapeau français a déjà abrité bien des proserits, et qu'il est sans exemple que sa protection, une fois accordée, ait été retirée aux hommes qui l'avaient obtenue. » Certes, ce n'est pas nous qui nous inscrirons en faux contre un si noble sentiment. Mais n'y a-t-il pas à distinguer entre abriter des proscrits ou les ramener à main armée dans leur patrie, alors même qu'on traite avec le gouvernement dont ils sont les ennemis-nés? Est-ce en France qu'on peut confondre l'asile ouvert à l'exilé avec la protection offerte à l'émigré de Coblenz?

On peut conclure de ce fait, comme aussi du désaveu dont j'ai parlé plus haut, que le gouvernement français avait dès longtemps l'intention arrêtée de ne pas se contenter des satisfactions qui paraissaient suffisantes aux autres puissances, et de poursuivre au besoin la guerre pour son compte particulier. Il faut donc, si l'on veut pénétrer la véritable pensée de cette expédition, écarter l'imbroglio diplomatique dont on a fait tant de bruit et chercher ailleurs que dans cet incident la cause de notre persistance à renverser le gouvernement de Juarez.

Ici, comme en tout ce qui concerne la politique du cabinet français, on est réduit aux conjectures, et n'étant pas dans le secret des dieux, nous nous contenterons d'examiner les vues qu'on lui a prêtées, et que nous ne pouvons considérer comme sérieuses, bien qu'il n'ait pas jugé à propos de les désavouer. Il serait, en effet, peu flatteur pour la dignité de ce pays que le *senor Hidalgo* et tant de *caballeros* fussent si bien au courant des plans¹ de notre gou-

1. Allusion à des articles de journaux espagnols qui prétendaient connaître le plan secret de l'empereur au sujet de l'expédition française du Mexique.

vernement; tandis que pas un de nos publicistes ne sait à quoi s'en tenir sur ce point. Si l'on s'en rapportait aux indiscretions plus ou moins autorisées de ces seigneurs cavaliers, l'expédition du Mexique ne serait rien moins que le signal de la régénération, non seulement du Mexique lui-même, ce qui semblait déjà une tâche assez forte, mais de la race latine dans les deux Amériques. Nous voudrions discuter ce plan avec toute la gravité convenable, mais en vérité il nous semble avoir été mis en avant surtout dans le but louable d'égayer la question mexicaine, que le public envisage avec des dispositions très éloignées de la confiance. On a déjà fort abusé, à propos de l'Europe, de cette dénomination de race latine, et les Allemands nous ont bâti là-dessus une foule de catégories plus impertinentes que sensées. Dans l'énumération de leurs griefs contre la race latine, ils ont oublié, en effet, le plus impardonnable de ses torts : c'est qu'elle n'existe nulle part avec les caractères qu'ils lui assignent, pas même en Italie. Mais, pour appliquer ce nom à des populations métisses qui ont à peine gardé une goutte de sang espagnol, il faut une singulière complaisance d'imagination, et il faut de la folie pour se figurer qu'on les ralliera au nom de l'intérêt et de la gloire de l'élément latin ! On voit d'ici l'échafaudage de ce plan fantastique. Substituer des monarchies aux républiques dans toutes les anciennes colonies espagnoles, grouper et discipliner sous l'influence française tous ces États nouveaux, enfin prendre corps à corps la race anglo-saxonne sur son plus glorieux terrain, en profitant des déchirements de l'union américaine : tel est ce programme, qui est, comme on voit, d'une réalisation aussi simple que facile.

Nous ne lui ferons pas l'honneur de nous y arrêter plus longuement. Nous n'admettons jamais que des idées aussi insensées aient pu un seul instant être accueillies par le

gouvernement français ; il est plus naturel de croire que ses prétendus confidents se sont vantés. Ces plans ont reçu toutefois une grande publicité, dont le premier effet a dû quelque peu déconcerter ses auteurs. La race latine disséminée dans les républiques hispano-américaines n'a pas plutôt appris qu'on s'apprêtait à la délivrer comme le Mexique, qu'elle a aussitôt formé un projet d'alliance offensive et défensive pour se mettre à l'abri de cet affranchissement.

Le mobile qui a déterminé le gouvernement français ne pouvant être celui dont nous parlons, et n'étant pas non plus le recouvrement pur et simple des indemnités qui nous sont dûes, on peut circonscrire son but dans trois hypothèses différentes qui s'imposent forcément à sa situation présente au Mexique. Ou il a en vue l'établissement d'un gouvernement national, et dans ce cas le peu d'empressement des Mexicains à profiter de leur délivrance fait bien mal augurer de la durée d'un tel régime ; ou il songe à y acclimater une dynastie étrangère, et dans ce cas c'est pour nous un engagement de l'y maintenir au prix d'incalculables sacrifices qui resteraient sans compensation ; ou bien enfin nous voulons y établir une colonie, comme l'Angleterre nous y encourage ironiquement en nous souhaitant bonne chance, et dans ce cas c'est l'Algérie recommencée, mais à deux mille lieues de nos côtes, avec un pays beaucoup plus vaste à occuper, des ennemis formidables pour voisins, et pour base d'opération des rivages pestiférés. Aucune de ces hypothèses ne nous paraît rassurante pour l'avenir, car dans chacune d'elles nous apercevons des complications sans fin, des dépenses énormes et stériles, et pour perspective dernière une guerre avec les États-Unis, nos alliés naturels sur mer. On ne peut plus, en effet, se faire d'illusion sur leur ferme volonté d'empêcher, à tout prix, la réalisation de ces divers projets sur la

république mexicaine, et on est forcé de convenir qu'ils y ont quelque intérêt, d'après les vues qu'on a manifestées. Les protestations énergiques que notre politique nous a déjà attirées de la part du cabinet de Washington, malgré les embarras qui le paralysent, ne laissent aucun doute à cet égard, et ses intentions se manifesteront plus clairement encore si la question se complique d'une cession de territoire ou de l'hypothèque de plusieurs provinces comme gage d'un emprunt contracté par le gouvernement mexicain, ainsi que semblent l'indiquer les nouvelles les plus récentes.

Telle est dans ses données actuelles cette singulière entreprise, autant du moins que le mystère dont le gouvernement français entoure ses déterminations permet de la comprendre. On concevra sans peine qu'elle ne nous inspire aucun enthousiasme. Elle commence à peine et déjà elle a gravement mécontenté l'Espagne, refroidi l'Angleterre, blessé les États-Unis, c'est-à-dire indisposé des puissances qui recherchaient notre alliance et n'avaient avec nous que de bons rapports. Tels sont ses premiers fruits, et ceux qu'elle nous promet nous paraissent moins désirables encore. En présence d'une partie engagée dans de semblables conditions, on ne peut que souhaiter un prompt et décisif succès qui nous permette de faire une retraite honorable en masquant ce que cette victoire aura de peu substantiel ; on ne peut que s'associer à l'espoir exprimé par un journal qui a obtenu les honneurs de la reproduction du *Moniteur*, et faire des vœux pour le prochain retour de nos soldats. Mais, en admettant que les avantages remportés par eux soient aussi brillants qu'on a le droit de s'y attendre, on ne doit pas se dissimuler combien ce prompt retour est difficile. L'occupation de Mexico et l'installation d'un gouvernement nouveau ne sont pas douteuses pour qui connaît l'élan de nos soldats ;

mais qu'est-ce qu'un tel triomphe remporté sur un ennemi insaisissable, qui se retire devant nous et qui a pour retraite un pays immense, coupé de montagnes, de déserts inaccessibles, où l'on peut tenir la campagne indéfiniment au milieu de populations habituées à cette guerre de pièges qui est leur existence normale? C'est par une aberration inexplicable et empruntée à nos moutonnières idées de centralisation, qu'on s'imagine tenir un tel pays en occupant sa capitale. Les vraies difficultés de cette entreprise ne finiront donc pas à Mexico, comme on se plaît à le dire et comme nous voudrions le croire, c'est là qu'elles commenceront.

Nous avons à peine fait allusion à l'impossibilité de concilier l'expédition du Mexique avec cet équilibre du budget dont on nous a tant rebattu les oreilles au commencement de cette année ; c'est que ce malheur est bien peu de chose auprès des dangers que nous redoutons, et que nous n'avons pas eu d'ailleurs jusqu'à présent la naïveté de croire à cet équilibre. S'il faut dire toute notre pensée, les délais interminables qu'on apporte cette année à la présentation du budget destiné à ouvrir une ère nouvelle à nos finances, ne nous semblent pas annoncer une discussion très approfondie. En cela comme en beaucoup de choses, nous nous en remettons volontiers aux leçons et aux remontrances d'un avenir moins éloigné peut-être qu'on ne pense.

Les complications de l'affaire du Mexique ne sont pas le seul point noir qui se montre à l'horizon pour notre politique extérieure ; il en est deux autres qui dans ces derniers temps n'ont pas préoccupé moins vivement l'attention publique : on devine que nous voulons parler ici des troubles qui viennent d'éclater à Brescia, contre-coup d'une agitation pour le moment apaisée, et principalement de la manifestation ecclésiastique qui se prépare à Rome. Ainsi qu'il n'était pas difficile de le prévoir, il n'est guère plus

question aujourd'hui des modestes apôtres qui ont servi de prétexte à tout ce bruit. On les canonisera et l'on n'en parlera plus. Le but réel de la démonstration a été atteint : l'ultramontanisme a ouvert ses grandes assises et s'apprête à juger les peuples et les rois. Il a réuni dans ce foyer séculaire de l'esprit théocratique une armée de trois cents évêques et de quatre mille prêtres, et il évoque devant eux le souvenir des Grégoire et des Innocent. Il oppose ses légions spirituelles à la puissance des temps nouveaux.

Nous ne sommes pas de ceux qui méconnaîtraient ce spectacle s'il devait sortir de là quelque résolution grande et hardie, lors même qu'elle dût être dirigée contre une cause qui nous est chère. Nous serions heureux d'avoir à honorer nos ennemis. Ce qui manque à notre temps, c'est le courage, la franchise, la force morale, et dans quelque camp que ces qualités se montrent, nous sommes prêts à applaudir, parce qu'on ne peut lutter contre elles avec succès qu'en les portant soi-même à un plus haut degré que ses adversaires. On leur serait reconnaissant d'élever le débat par cette générosité inattendue, de saisir fortement les esprits distraits ou endormis. Qu'on ose donc relever franchement la vieille bannière théocratique, qu'on ose faire briller de nouveau la foudre d'Innocent XIII sur les fronts rebelles, et l'on verra si le génie de ce siècle, tout dégénéré qu'il soit, est disposé à reculer devant ces vains fantômes !

Ce serait profondément méconnaître l'esprit qui anime aujourd'hui l'Église que d'en attendre rien de pareil. Elle évitera sagement les coups d'audace, nous en avons pour garant sa docilité tant de fois éprouvée depuis ces dernières années. Les esprits s'échauffent dans ce grand pêle-mêle de passions longtemps refoulées, quelques beaux diseurs s'enivrent du bruit de leurs propres paroles. On dépense en quelques discours véhéments de longues économies

d'impatience, on se donne à bon marché les honneurs du dévouement et d'un courage sans danger ; mais soyez assurés que ces respectables prélats ne commettront aucune imprudence compromettante, et s'ils jugent à propos de diriger un coup contre la conspiration dont ils disent le pape victime, tenez pour certain qu'ils ne frapperont pas à la tête. Ce sont, disent toutes les relations, les prélats français qui mènent à Rome l'agitation cléricale, et qui se montrent les plus hardis. Il y a là de quoi rassurer les alarmistes. On sait très bien à Paris à quoi s'en tenir sur cette hardiesse, ses écarts sont prévus et depuis longtemps mesurés, ses emportements n'ont de quoi effrayer personne ; on les modère avec un fil, un fil d'une ténuité merveilleuse, et cependant d'une solidité incomparable, et ce fil magique aboutit en droite ligne à un certain compartiment du ministère des cultes. Le clergé français a aussi son temporel ; il ne peut pas l'oublier, même quand il défend celui du pape.

Il est donc fort à croire, et pour notre part nous le voyons avec regret, que cette fois encore les anathèmes ecclésiastiques ne tomberont que sur un auteur secondaire de la révolution qui s'accomplit ; on leur mettra des sourdines, et on les détournera prudemment sur quelque grand-duc de Bade, comme il y a dix-huit mois. On se contentera de maudire énergiquement les doctrines nouvelles, qui recevront le coup avec une grande sérénité ; quant aux noms propres redoutables, on les désignera *in petto* à la vengeance céleste ; mais ils ne seront pas prononcés. Dès lors tout ce beau feu s'en ira en fumée, et cette imposante et vénérable manifestation sera transformée en simple reculade, après avoir échauffé et trompé le zèle des âmes dévotes, et avoir été une déception même pour les esprits sceptiques. Le monde ne croit pas à la vitalité d'une cause qui n'ose pas regarder ses ennemis en face. Si l'attitude

des prélats rassemblés à Rome vient donner un démenti à ces prévisions, nous serons les premiers à nous en réjouir.

Nous ne mentionnerons ici que pour mémoire les divers remaniements qui viennent d'être introduits dans notre occupation à Rome, il est au-dessus de notre pouvoir d'y attacher la moindre importance et d'accorder quelque sérieux aux subtiles interprétations auxquelles ils ont donné lieu. Qu'il n'y ait plus à Rome que trois brigades au lieu de cinq, que le général de Goyon y soit remplacé par le général de Montebello, que M. de Lavalette multiplie ses allées et venues de Rome à Paris, nous avouons ne pouvoir nous passionner pour ces dramatiques incidents, et lors même qu'il serait vrai, comme l'assurent nos plus habiles casuistes politiques, que la question s'en trouve avancée d'un centième de millimètre, cette surprenante nouvelle nous laisserait froid. Nous ajournons notre satisfaction comme notre reconnaissance au dernier terme de cette progression infinitésimale.

Comme, selon toute probabilité, c'est sur les hommes de la révolution italienne que tombera principalement l'averse des bénédictions ecclésiastiques, malheur dont ils peuvent rire, mais dont ils doivent savoir prévoir l'effet sur les esprits exaltés de l'Italie méridionale, on ne saurait trop déplorer les divisions qui se manifestent parmi eux dans un tel moment, et leur rappeler l'importance d'une entente qui, jusqu'ici, les a si bien servis. Les explications données au Parlement italien au sujet des événements de Brescia ont répandu peu de jour sur leur vraie nature, et, ce qui ressort le plus clairement des témoignages de M. Rattazzi, de Garibaldi, du général Bixio, c'est qu'il y a eu malentendu. Cela étant, il eût mieux valu jeter d'un commun accord un voile sur des dissentiments qui ne peuvent être qu'un sujet d'inquiétude pour les soutiens de la cause italienne et de joie pour ses ennemis. Le ministère

Ratazzi nous paraît avoir donné à cette affaire un éclat fort impolitique. Dans la situation présente de l'Italie, le gouvernement ne peut pas plus se passer des forces révolutionnaires que celles-ci ne peuvent se passer de lui. Il faut donc de toute nécessité que ces deux puissances également indispensables à l'affranchissement de l'Italie arrivent à une action commune. Dans la poursuite de ce but, il est bien impossible qu'il n'y ait pas de la part d'auxiliaires jeunes et passionnés quelques écarts et quelques imprudences, mais ce sont là des affaires de famille dont il importe de ne pas donner le spectacle aux étrangers.

Nous regrettons aussi que le général Garibaldi compromette son grand nom dans des aventures indignes de lui, et offre à ses adversaires une prise si facile par les contradictions trop excusables, mais aussi trop fréquentes, de sa conduite. Ce n'est au fond ni à lui ni à ses amis que nous imputons ces inconséquences ; tous les esprits sensés comprennent que la responsabilité en remonte à ceux qui tiennent en suspens les destinées de l'Italie, après l'avoir si longtemps encouragée à les accomplir. On ne dit pas impunément à un peuple à la fois : Arrête et marche en avant. Il est certain qu'une telle situation est souverainement irritante, qu'elle finira violemment quelque jour par un coup d'audace qui emportera tout ; mais les âmes politiques qui souffrent ensemble de cet état de choses, et qui le subissent avec des frémissements d'impatience, devraient comprendre qu'il ne finira que par leur union, et que ce n'est pas en se le reprochant mutuellement qu'elles en abrègeront la durée. Le général Garibaldi est aujourd'hui la force de l'Italie, comme il en fait le juste orgueil. Les fluctuations quelque peu enfantines, mais toujours si profondément sincères de sa conduite politique, sont plus qu'effacées à nos yeux par la généreuse anxiété qui les inspire, et ceux qui les exploitent si bruyamment contre

sa renommée et contre sa cause seraient bien heureux de posséder à ce prix dans leur propre parti ce vrai cœur de héros si grand, si désintéressé, le seul homme de notre temps qui ait osé vouloir et agir par lui-même, le seul qui ait mérité que tous les peuples l'envient à son pays. Tout le monde, en Italie, devrait conspirer pour ménager un tel homme, pour l'empêcher de se prodiguer dans des minuties, pour le réserver aux grandes circonstances qui se préparent. Il ne nous semble pas que, soit du côté du gouvernement, soit du côté de l'opposition, on se rende bien compte de cette nécessité.

Les affaires d'Allemagne se présentent sous un aspect plus rassurant que celles de l'Italie, grâce à la touchante émulation de libéralisme qui paraît s'être emparée des deux grandes puissances germaniques, la Prusse et l'Autriche. Le premier bienfait qu'on lui doit (espérons que ce ne sera pas le dernier) est la conclusion de ce conflit hessois qui menaçait d'être éternel, non qu'il eût rien de particulièrement difficile, mais parce que les conflits de cette nature ne s'arrangent d'ordinaire qu'à l'aide d'une révolution, extrémité fort éloignée du tempérament des populations hessoises. Ce conflit n'était autre que le différend qui existe à peu près partout aujourd'hui entre les nations et leurs souverains, les uns demandant des libertés que les autres refusent. L'électeur n'aurait jamais rendu à ses sujets cette constitution de 1831 qu'ils réclamaient depuis si longtemps de lui, sans le hasard providentiel qui a fait que la Prusse et l'Autriche se sont trouvées à la fois éprouver l'ambition de se refaire une popularité en Allemagne. Ces deux puissances, dont l'une cherchait à ce moment même à imposer à ses sujets des députés dont ils ne voulaient pas, et dont l'autre refuse aux Vénitiens, aux Hongrois et à d'autres nationalités ce que les Hessois cherchent à obtenir de leur gouvernement,

ont été scandalisées de la dureté de cœur dont témoignait la conduite de l'électeur, et comme il refusait de faire à ses dépens les frais de leur philanthropie, elles ont exercé sur lui une pression morale, ce qui veut dire qu'elles ont fait avancer quelques troupes du côté des frontières de la Hesse.

L'électeur s'est rendu aux vœux de ses bien-aimés sujets lorsqu'il n'a plus pu faire autrement, ainsi qu'il arrive toujours, et la Prusse, tenant jusqu'au bout à surpasser sa rivale, a été jusqu'à lui imposer le renvoi du ministère hessois. Ainsi s'est accompli cet heureux événement qui a inspiré partout le regret que la sphère de l'action collective des deux puissances germaniques ne s'étende pas au delà des limites de la confédération. Nous connaissons en Europe de nombreux conflits dont le règlement n'est pas moins urgent que celui du différend hessois.

Les élections prussiennes ont tenu toutes leurs promesses, et nous n'avons pas jusqu'à présent la moindre restriction à élever au sujet de l'admirable exemple que nous offre la Prusse. C'est avec ce calme dans la fermeté qu'on doit user de ses droits lorsqu'on veut se montrer digne de les garder et capable de les défendre, et il est impossible qu'en présence d'un tel spectacle un gouvernement ne se sente pas vaincu et obligé de céder. Le roi de Prusse semble avoir accepté de bonne grâce sa défaite sur le champ de bataille électoral, et on lui a rendu ce devoir facile par les égards, la modération qu'on a apportés dans la victoire. Il s'agit maintenant de consolider ce succès et d'en retirer tous les fruits qu'il peut donner, ce qui ne demande ni moins de ménagements, ni moins d'habileté. La Chambre va donner dans son adresse le sens général de son programme politique ; nous ne discutons pas ici les différents projets qui ont été présentés par les trois principales fractions de l'Assemblée ; nous y notons seule-

ment en passant, comme l'expression d'un sentiment qui est aujourd'hui dans tous les esprits, bien qu'il soit peut-être destiné à ne pas être accueilli dans la rédaction définitive, le paragraphe qui dénonce nettement à la couronne l'hostilité systématique de la chambre haute pour toutes les réformes réclamées par l'opinion, et la sollicite de faire cesser cette opposition par les moyens constitutionnels, c'est-à-dire vraisemblablement en modifiant sa majorité. C'est là que se trouve le nœud de la situation actuelle de la Prusse, et c'est sur ce point que se livreront les batailles les plus sérieuses.

L'effort de l'Allemagne pour se constituer autour de ses deux grands pôles du nord et du midi est surabondamment justifié par les mouvements qui s'annoncent dans l'Europe orientale, et surtout par la dissolution de plus en plus imminente de l'empire ottoman. Sans adopter les bruits qui ont cours présentement au sujet d'une alliance entre la France et la Russie, en prévision de cette éventualité, on ne peut contester que l'état actuel de la Turquie ne soit une menace permanente pour la paix de l'Europe. C'est ce que le lord Palmerston a pu répondre avec toute justice à ses adversaires dans la discussion qui vient de mettre en question l'existence du ministère wigh. Dans l'état de défiance et d'isolement où se trouvent aujourd'hui tous les gouvernements de l'Europe, les armements sont le seul gage de sécurité sur lequel on puisse compter.

La guerre des États-Unis marche vers son dénouement. La prise de la Nouvelle-Orléans, l'évacuation de Yorktown, les avantages de toute sorte remportés par les armées du Nord permettent d'espérer, malgré les échecs partiels qui s'y sont mêlés, que l'assurance donnée par M. Jefferson-Davis de prolonger pendant vingt ans la guerre en Virginie est une bravade qui recevra un prompt démenti.

Quoi qu'il arrive, il est bien difficile que la cause

de l'esclavage se relève jamais des revers qu'elle a subis. On voit aujourd'hui assez clairement que c'était bien l'émancipation des noirs qui était au fond de cette guerre. Chaque jour nous apporte quelque nouvelle mesure décrétée pour en assurer le succès, aujourd'hui l'abolition de l'esclavage dans les territoires, c'est-à-dire dans les États naissants de l'Union, demain le traité signé avec l'Angleterre pour l'abolition de la traite des nègres, traité consacrant ce droit de visite qui a été si longtemps odieux aux États-Unis et qui a fait naître tant de guerres ; et lorsqu'on désavoue un agent trop zélé, ce qui vient d'arriver pour le général Hunter, c'est en réservant hautement les droits du congrès, seul juge en cette matière. Dans de telles circonstances, il serait à jamais déplorable qu'une guerre dont personne ne veut et que tout le monde redoute, une guerre avec la France, vînt remettre en question tant de précieux résultats, de difficultés déjà résolues, et cela pour un motif aussi futile que la « régénération du Mexique. » Ce serait assurément payer bien cher ce jeu de mots.

8 juillet 1862.

Le Corps législatif a consacré huit jours à la discussion du budget, puis il a terminé sa session après avoir reçu de chaudes félicitations de son président. Si le public eût été admis à lui faire entendre les siennes, il est probable qu'elles eussent été un peu moins cordiales, à moins toutefois qu'il n'eût été enchaîné par le respect. Il se fût beaucoup moins étendu que M. de Morny¹ sur la laborieuse carrière fournie par nos députés. Ces huit jours donnés au

1. Allusion au discours que M. de Morny prononça le jour où la session de 1862 fut close au Corps législatif, le 27 juin.

budget additionnés avec les trois semaines employées à la rédaction de l'adresse forment, en effet, un total d'environ un mois de travail parlementaire, ce qui n'équivaut pas précisément aux douze travaux d'Hercule. On a beau vouloir persuader au public qu'il est on ne peut plus glorieux pour le Corps législatif de faire en un mois ce que nos anciennes Chambres faisaient en une année, et de se montrer semblable en tout cela à cette célèbre montre de Gascogne qui expédiait son heure en quelques minutes, cette grande démonstration de la supériorité de ce qu'on nomme le système représentatif sur la routine constitutionnelle n'a pas encore réussi à pénétrer dans les esprits. On convient volontiers qu'il y a économie de temps, il faudrait être aveugle pour ne point le reconnaître ; mais on prétend aussi qu'il y a économie de liberté, économie de contrôle et de garanties, économie de bon sens politique, économie de tout, excepté d'argent. On pousse l'ingratitude jusqu'à affirmer que c'est payer trop cher la belle simplicité du mécanisme actuel. Que de services précieux, pourrait-on répondre, il rend pourtant au gouvernement, c'est-à-dire en définitive au pays ! Qui ne se souvient de la lenteur interminable avec laquelle procédait autrefois cette malencontreuse discussion du budget, et cela à l'époque où le budget s'élevait à un milliard à peine, tandis qu'aujourd'hui il en dépasse deux ? Chaque chapitre, chaque article était analysé, examiné, supputé avec un esprit de minutie et de chicane insupportable ; on prenait le pays à témoin à propos de la plus insignifiante dépense ; on apportait toutes les pièces sous ses yeux, et on le condamnait à l'intolérable supplice de voir clair dans ses propres affaires ; on attestait les dieux immortels à propos d'une coupe de bois indûment faite dans les forêts de la liste civile : en résumé, on n'en finissait pas, et personne n'était content, ni le gouvernement, ni les sujets.

Aujourd'hui ceux-ci ne le sont peut-être pas davantage, grâce au mauvais esprit qui se propage, mais au moins le gouvernement jouit de quelque sécurité et peut se donner tout entier aux grandes affaires qui l'occupent. La discussion du budget n'est plus pour le pays une source d'agitation et d'inquiétude, grâce au sage huis clos, qui protège les pacifiques travaux de la commission des finances, et lorsque les rapporteurs soumettent à la Chambre leur œuvre soigneusement revue et corrigée, les députés, heureux de voir leur propre besogne si bien faite sans leur avoir coûté aucune peine, se hâtent d'en témoigner leur gratitude par un vote de confiance qui ne trouble le repos de personne.

L'examen détaillé du budget ayant été transporté de la Chambre à la commission, il en résulte que tout l'intérêt de cette discussion est perdu pour le public, dont la légitime anxiété n'a plus pour aliment que des critiques trop générales pour le passionner, et incapables même de piquer sa curiosité. Le travail effectif étant fait tout entier hors de l'enceinte législative, le rôle de la Chambre ne consiste plus qu'en une sorte de représentation destinée à figurer pour la forme un débat déjà terminé. De là la froideur d'une discussion où les orateurs ne voient guère qu'une occasion de venir faire une profession de foi en matière de finances, ou exposer longuement des plans de réforme ou d'impôts qu'ils sont les premiers à déclarer tout à fait inapplicables pour le moment. Telle a été, par exemple, la motion de MM. Granier de Cassagnac et Roques-Salvaza, relativement à un nouvel impôt sur le revenu, dont il paraît que le besoin se fait sentir. C'est sur les côtés faibles du budget qu'on eût désiré voir ces honorables membres concentrer leur attention et leurs lumières; mais M. Granier de Cassagnac, qui a pour maxime que plus une nation paye d'impôts plus elle est riche, croirait

manquer de patriotisme s'il exprimait des vœux en faveur d'une diminution des charges qui pèsent sur son pays, et son esprit habitué aux régions élevées de la politique n'a garde, d'ailleurs, de s'engager dans d'aussi mesquines contestations.

Quant aux rapports présentés au nom de la commission, on s'est généralement accordé à reconnaître, surtout dans ceux de MM. Segris et Alfred Leroux, un langage beaucoup plus ferme, plus libéral, plus indépendant que n'avait été celui des années précédentes, et il faut voir un heureux augure dans l'attitude encore timide que la commission a prise au sujet des plans financiers du gouvernement, dont elle n'a pas craint de repousser une partie assez notable. Les économies qu'elle a proposées, conçues d'ailleurs dans un esprit louable, resteront sans efficacité tant qu'on n'abordera pas avec résolution la question de désarmement, seul moyen de relever nos finances. Il est inutile de dire combien nous sommes loin pour le moment de cette voie salutaire, de ce remède déclaré infallible par ceux mêmes qui font tout pour en retarder l'emploi, et qui, selon toute probabilité, ne s'imposera aux gouvernements européens qu'à la suite de quelque grande et mémorable catastrophe amenée par la folie qui les pousse dans le sens opposé. Hors de là il n'y a que des mesures insuffisantes et illusoires, et la suspension même des cumuls et des gros traitements qui a été proposée par un orateur de l'opposition¹, ne constituerait que de bien faibles ressources, quoique, sur ce point spécial, comme en tout, il y ait lieu à de sérieuses réformes. Il sera toujours difficile à quelqu'un qui n'est pas fonctionnaire de partager l'amertume de M. Magne, s'indignant de ce qu'un serviteur de l'État

1. M. Picard. La proposition fut appuyée par ses amis politiques, Jules Favre, Darimon, Hénon et Ollivier.

ne soit pas aussi bien rétribué qu'un banquier ou qu'une danseuse. Ces contrastes se sont toujours vus, et jusqu'à ces derniers temps ils n'ont étonné personne. Ils sont fondés sur un vieux préjugé de nos pères, qui consistait à croire qu'il est certains services qui ne se payent pas avec de l'argent. C'est en vertu de ce préjugé qu'on donnait cent mille francs à Vestris et un sou par jour à nos soldats.

En résumé, cette discussion du budget a été insuffisante et stérile. Un événement, que personne ne prévoyait et qui a vivement ému l'opinion, a achevé de détourner l'attention publique d'un débat qu'elle n'était que trop portée à désertier. On devine qu'il s'agit ici de l'échec¹ que nos troupes ont éprouvé au Mexique. Ceux mêmes qui ont vu cette expédition avec le plus de répugnance n'avaient jamais supposé, dans leurs prévisions les plus découragées, que nous y trouverions si promptement des leçons d'une telle nature, et ils ont été les premiers à déplorer l'événement qui est venu donner raison à leurs appréhensions. En présence d'un malheur de ce genre, tout le monde se réunit dans un même sentiment de douleur patriotique ; mais, une fois la part faite aux regrets, tout n'est pas dit, il faut encore agir. Les difficultés de l'entreprise restent ce qu'elles étaient, et s'il est vrai que pour les surmonter il y ait plus d'une voie ouverte, il est bien permis à ceux dont les craintes ont été si tristement confirmées de croire leur opinion préférable à l'obstination de ceux qui, après un tel démenti donné à leurs espérances, n'ont vu dans cet échec qu'un moyen de fermer la bouche à leurs adversaires. Chose singulière ! l'embarras, d'après ces intrépides raisonneurs, devrait être ici pour la politique qui, dès le principe, a déconseillé l'expédition, au

1. Echec subi à Guadalupe, devant Puebla, le 5 mai 1862 (voir le *Moniteur universel* du 15 juin 1862).

lieu d'être pour celle qui l'a encouragée de toutes ses forces. Peu s'en faut qu'on impute tout le mal à ceux qui ont combattu le projet. A quoi donc servira l'expérience, si c'est dans un tel sens qu'on interprète ses enseignements ? Il faut aujourd'hui presque du courage civil pour dire nettement qu'on désapprouve cette entreprise. Et pourquoi ? parce qu'elle s'exécute dans des conditions encore moins favorables que ses adversaires les plus décidés ne le supposaient. Voilà vraiment une bonne raison pour se déjuger ! Il suffirait ainsi d'un commencement d'insuccès pour mettre au-dessus de toute discussion un projet qui, avant d'avoir contre lui cette première épreuve, soulevait déjà tant d'objections. Si l'entreprise avait réussi, le succès eût été invoqué comme un argument sans réplique ; elle ne réussit pas, on nous oppose ses revers comme une réponse qui doit couper court à toute critique. On ne peut pas prendre au sérieux de pareilles fins de non-recevoir. Le meilleur moyen de s'expliquer ces revers et d'en prévenir le retour est encore d'avoir une juste idée des faits qui les ont amenés.

L'obscurité qui couvrait les origines et les causes de l'expédition du Mexique commence à être dissipée, grâce aux débats parlementaires dont elle a été l'objet dans différents pays et aux dissentiments diplomatiques auxquels elle a donné lieu ; mais on est forcé de convenir que la France, qui est aujourd'hui la principale intéressée dans cette affaire, est sans contredit le pays de l'Europe où elle est le moins bien connue. En Espagne comme en Angleterre, les gouvernements n'ont pas hésité à prendre l'opinion pour juge de leur conduite, et ils l'ont fait de la seule manière qui soit sérieuse et décisive, c'est-à-dire en publiant toutes les pièces du procès. En France, au contraire, le public n'a été admis à connaître que les rares documents qu'on a jugé à propos de lui communiquer, en

sorte qu'on semblait se défier de son jugement, alors même qu'on faisait appel à son impartialité et qu'on se disait sûr d'obtenir son adhésion. La presse lui a même laissé ignorer la plupart des pièces publiées à l'étranger, soit insouciance, soit plutôt crainte exagérée de s'attirer les rigueurs administratives. Nous n'avons guère eu, en fait d'explications officielles, que le discours de M. Billault¹ qui n'a que très médiocrement contribué à éclaircir une affaire assez embrouillée par elle-même. Celui de M. Favre, qui, en cette circonstance, a représenté l'opposition, avait été lui-même moins pressant qu'on aurait pu le désirer. L'honorable orateur n'a évidemment qu'une connaissance insuffisante de la question. Dans des luttes de ce genre, M. Favre l'a prouvé plus d'une fois, il dépend de celui qui attaque de forcer son adversaire à être net et précis : il n'a qu'à porter lui-même la lumière sur les points décisifs de l'affaire en discussion. M. Favre s'est trop complaisamment maintenu dans la région des généralités, satisfait sans doute de savoir que les sentiments généreux dont son discours est l'expression iraient à leur adresse, et plus préoccupé de démontrer la supériorité des idées politiques dont il est l'organe que d'embarrasser son adversaire.

Grâce à l'indécision de l'attaque, la défense a pu rester elle-même dans le vague. M. Billault a produit sans doute quelques documents en réponse aux allégations de M. Favre, mais c'a été de sa part une pure libéralité que personne n'exigeait de lui, et la partie substantielle de son plaidoyer, celle du moins qui a été considérée par la majorité comme une réponse satisfaisante, a consisté en une succession d'effets et de variations oratoires sur le drapeau de la France, dans le goût des brillantes tirades que le public des boulevards lui-même a fort peu applaudies

1. Voir la séance du Corps législatif du 26 juin 1862.

dans la pièce des *Volontaires*. A la parcimonie avec laquelle M. Billault nous a communiqué les confidences du recueil des notes officielles, on voit bien qu'il est un ministre sans portefeuille. Peut-être étions-nous, jusqu'à présent, dans l'erreur en refusant de prendre à la lettre cette désignation ministérielle, et M. Billault lui-même ne connaît-il qu'imparfaitement le portefeuille de son collègue, le ministre des affaires étrangères. Ce qui est certain, c'est qu'à première vue, et pour un esprit qui ne juge des choses de la haute diplomatie qu'avec les règles ordinaires du bon sens, l'ensemble du discours de M. Billault paraît difficile à concilier strictement avec la partie des documents qui est connue, je ne dis pas en France, mais dans le reste de l'Europe.

Ces documents, publiés pour la plupart en Espagne après la rupture de l'alliance, et depuis traduits dans toutes les langues européennes, tendent à modifier considérablement l'opinion qu'on s'est faite en France sur la vraie nature de l'expédition mexicaine, et bien qu'ils soient encore comme inédits pour nous, il serait puéril de la part du gouvernement de continuer à les considérer comme tels, et coupable de la part de la presse de feindre d'ignorer leur existence et de n'en pas tenir compte. Ils complètent et rectifient sur plusieurs points le système que l'orateur du gouvernement a développé avec toute la chaleur de l'improvisation, mais aussi avec quelques-uns de ces hasards qui s'y joignent inévitablement. Ainsi M. Billault s'est attaché à démontrer que le gouvernement français n'avait jamais eu l'intention de traiter avec l'administration actuelle du Mexique. Ce que l'expédition devait faire, a-t-il dit, c'était frapper au cœur le gouvernement mexicain en pénétrant dans Mexico, c'était agir, marcher, renverser un fantôme de gouvernement, imposer la justice. Le cabinet français savait bien qu'il n'y avait pas à traiter

avec un pareil gouvernement. Ces affirmations sont évidemment trop absolues, soit qu'on les rapproche des termes mêmes du traité de Londres, soit qu'on les confronte avec les instructions beaucoup moins belliqueuses des deux autres puissances, soit enfin qu'on les mesure à la faiblesse de notre corps expéditionnaire composé alors seulement de deux mille hommes. Mais elles semblent une véritable erreur de date lorsqu'on lit les dépêches de notre ambassadeur à Madrid. Ce n'est en effet que le 17 janvier que notre ambassadeur, M. Barrot, fait savoir au ministre d'État espagnol « que l'empereur, ne doutant plus qu'il ne soit nécessaire d'aller dicter la paix à Mexico, décide que le corps expéditionnaire sera augmenté de trois mille hommes. » Le témoignage de notre diplomatie n'est point décisif sur d'autres points de détail. Si l'on voulait, par exemple, juger sur la correspondance de M. Dubois de Saligny avec le capitaine général Serrano du vrai caractère de ce général Robles que M. Billault nous a peint comme un type d'honorabilité « entouré du respect de tous, » et fusillé « pour avoir été soupçonné de venir causer avec un général français, » il faudrait croire que la reconnaissance pour le genre de services que Robles a rendus à notre expédition inspire à nos ministres sans portefeuille des théories étrangement nouvelles en matière d'honneur, car les causeries du genre de celles de Robles sont durement qualifiées chez tous les peuples civilisés. Mais ce sont là des questions qui peuvent être considérées comme accessoires, et il ne faut pas attacher à des inexactitudes de ce genre plus d'importance qu'elles ne le méritent. Il y aurait à les grossir outre mesure un manque absolu de perspective. Il est un seul point sur lequel nous voulions insister, précisément parce que M. Billault, comme à peu près tout le monde en France, l'a relégué sur le dernier plan, tandis qu'il a eu, en réalité, une importance capitale.

Le public français, selon son penchant favori, n'a guère envisagé jusqu'ici l'expédition du Mexique que comme une question politique. C'est parce qu'on connaît ce penchant qu'elle lui a été présentée sous cet aspect, et c'est aussi parce qu'elle n'avait pas de quoi satisfaire ses ambitions à ce point de vue qu'il l'a suivie avec regret dans ses vicissitudes. Il a accepté le thème qu'on lui a fait ; il a discuté les différents mobiles politiques vrais ou supposés qui ont été tour à tour mis en avant comme étant la cause réelle de l'expédition, ne pouvant croire qu'il y eût là-dessous un simple recouvrement d'indemnité, et un but si mesquin paraissant hors de proportion avec un tel déploiement de forces. Si l'on n'a pas cherché à entretenir ces illusions à cet égard, du moins l'on n'a rien fait pour les dissiper, et les hypothèses les plus invraisemblables ont pu se donner librement carrière sans recevoir aucun démenti officiel. Grâce au sérieux imperturbable avec lequel ont pu se débiter les extravagances les plus surprenantes sur la portée de l'expédition, on n'y a vu qu'une entreprise politique, et l'affaire financière qui s'y mêlait a complètement disparu aux yeux du public. L'événement même qui a été allégué comme la cause de la rupture de la triple alliance, c'est-à-dire l'accueil d'Almonte et des émigrés mexicains au camp français, malgré les protestations de l'Angleterre et de l'Espagne, a semblé une confirmation des vues qu'on prêtait au cabinet français, et a entretenu l'erreur commune, en faisant croire que le dissentiment qui le séparait de ses alliés était d'une nature toute politique. Les documents publiés par le gouvernement espagnol prouvent, au contraire, jusqu'à l'évidence, que ce dissentiment remontait au début même de l'expédition, qu'il avait pour objet avant tout une évaluation de la créance française, et qu'enfin le règlement des comptes pécuniaires, au lieu de n'être, comme on l'a dit, qu'un côté insignifiant et secon-

daire de la question, en est le point principal, au moins jusqu'à la rupture de l'alliance.

Il faut tout d'abord rendre justice à l'impartialité et au désintéressement avec lequel le gouvernement espagnol a fait cette publication, qui est loin d'être tout entière à son avantage. Il en a accepté les inconvénients inévitables avec une franchise courageuse qui mériterait de trouver des imitateurs même parmi ceux qui ont si bruyamment accusé sa loyauté. Quel que soit le mobile qui a inspiré ses hommes d'État, il faut les féliciter de n'avoir pas craint de laisser voir au grand jour leurs fluctuations, et d'avoir eu confiance dans l'opinion publique. C'est là pour les gouvernements le commencement de la sagesse. Parmi les pièces publiées par le cabinet espagnol, il en est plusieurs qui l'accusent lui-même, et il n'est que plus méritoire de sa part de les avoir fait connaître. J'en citerai une, entre autres, qui atteste chez ses principaux agents une singulière étourderie et qui d'ailleurs donnera une idée de la légèreté et du décousu qui ont présidé aux préparatifs de cette expédition. On lit dans une note de don Antonio Lopez Ceballos l'incroyable rapport qui suit :

« L'article des réparations à exiger du gouvernement mexicain et qui est relatif à dix millions d'intérêts échus sur la dette depuis la conclusion du traité Almonte, a donné lieu à des doutes, parce qu'il n'est pas dit s'il s'agit de *dix millions de piastres ou de dix millions de réaux*. Le capitaine général a consulté l'intendant, et celui-ci, se fondant sur ce que les dix millions de réaux paraissaient une somme insignifiante, a répondu qu'à son avis il devait s'agir de dix millions de piastres fortes. Consulté par Son Excellence, je n'ai pas hésité à déclarer que les dix millions ne pouvaient être que des réaux, et les fortes raisons que j'ai données à l'appui de cette opinion ont fixé celle du capitaine général et des autres autorités. »

Il est assez plaisant de voir ces chefs d'armée représentant les nations civilisées envahir un État plongé dans la barbarie sans savoir ce qu'ils viennent réclamer de lui. Singuliers missionnaires, en vérité ! Il n'y a pas lieu de regretter, d'après ce début, que l'Espagne ait, pour son compte, renoncé à son rôle de régénération ; mais ce fait prouve du moins qu'on n'est pas en droit de mettre en doute sa bonne foi dans l'espèce de confession générale à laquelle l'a amenée un excès de repentir après son désistement. Elle s'est sans doute sentie rassurée sur ses propres fautes à la suite d'une mûre et impartiale contemplation de celles du voisin, et la révélation de celles-ci lui a semblé devoir produire, par la seule force du contraste, tout l'effet d'une apologie pour elle-même. Nous ne savons pas si cette justification par comparaison a eu en Espagne tout le succès qu'on en attendait, mais elle mériterait d'être connue en France des publicistes qui ont si fort malmené le cabinet espagnol. Il n'entre nullement dans nos intentions de nous faire les défenseurs d'office de ce gouvernement. Sa politique envers le Mexique a été inspirée par une présomption peu clairvoyante et par une cupidité démesurée, mais il faut être ignorant comme un journal bien informé pour voir une trahison dans son désistement.

La vérité est que l'étourderie commise par les généraux espagnols, qui ignoraient jusqu'au montant des indemnités qu'ils avaient à récupérer, n'était que la reproduction en petit d'un malentendu qui existait dès le principe entre les gouvernements mêmes auteurs de l'expédition. Ils s'étaient engagés à faire valoir leurs griefs en commun, et ces griefs, ils en ignoraient l'étendue et la vraie nature. Ils s'étaient réciproquement garanti des recouvrements dont la légitimité ne leur était nullement connue, et c'est seulement lorsque les troupes furent débarquées qu'on songea à discuter la validité des diverses créances qu'on

venait sommer le Mexique d'avoir à reconnaître. C'était sans doute un témoignage de confiance tout chevaleresque que les trois puissances avaient entendu se donner en se portant ainsi les yeux fermés cautions les unes des autres ; mais ce procédé, qui nous ramène aux temps homériques, aurait dû, pour ne pas entraîner d'inconvénients dans notre ère de positivisme, être poussé jusqu'au terme de l'expédition, comme cela a dû se passer jadis entre Ulysse, Achille et Agamemnon, le roi des rois. Il y avait dans cette affaire assez de germes de division pour qu'on s'abstint d'y introduire, d'une façon si tardive, cette malencontreuse question d'argent. Les qualifications fort peu diplomatiques dont M. Dubois de Saligny use envers son collègue, sir Charles Wyke, dans ses lettres confidentielles au capitaine général Serrano, prouvent assez combien, dès le mois de novembre 1861, les chefs de l'expédition étaient loin de s'entendre, avant même qu'on eût rien discuté. Mais dès le premier moment où l'on s'expliqua sur les réclamations à faire valoir en commun, la bonne harmonie entre les puissances fut irréparablement troublée. Le lendemain même du débarquement, c'en était fait de l'entente cordiale, et bien longtemps avant qu'il fût question d'Almonte. Almonte n'arriva à Vera-Cruz que dans le courant de février, et dès le commencement de janvier les plénipotentiaires s'étaient nettement séparés sur la question du règlement des indemnités. Il faut mettre chaque chose à sa place. Sans doute « la protection offerte à l'exilé à l'ombre de notre drapeau » fait mieux dans un discours ou dans un article de journal, pour motiver la rupture de l'alliance, qu'un prosaïque dissentiment sur des intérêts pécuniaires ; mais la vérité mérite bien aussi quelques égards, et après que la rhétorique a si bien parlé, elle a peut-être le droit de dire son mot.

Il résulte, d'une façon claire et péremptoire, de tous

les procès-verbaux des conférences tenues entre les plénipotentiaires, qu'il leur a été absolument impossible de se mettre d'accord relativement aux réclamations présentées par la France. C'est dans la conférence du 14 janvier que cette impossibilité éclate avec une telle évidence que les plénipotentiaires se voient forcés, pour mettre fin à cette situation, de demander de nouvelles instructions à leurs gouvernements respectifs. Voici comment le plénipotentiaire espagnol rend compte de cet incident :

« Ce fut ensuite à l'amiral Jurien de présenter l'ultimatum préparé par M. de Saligny, et c'est ici que commença le désaccord. Les réclamations françaises comprennent le paiement de douze millions de piastres, chiffre auquel le ministre français a estimé celles qu'il tient pour légitimes. Elles comprennent l'exécution d'un contrat de Miramont avec une maison de commerce originairement suisse et depuis devenue française, et conclu au moment où son gouvernement était à l'agonie.

« En entendant parler du contrat Jecker et C^{ie}, les représentants anglais s'écrièrent tout d'une voix que c'était là une exigence inadmissible. Sir Charles Wyke exposa que Miramont étant tout près de tomber, » etc. Suit le récit de cette affaire fameuse qui est la seule cause de la division qui se manifesta dès lors entre les représentants des puissances ; après quoi la note ajoute : « Le plénipotentiaire anglais s'opposa de toutes ses forces à l'adoption de l'ultimatum français, et je confesse que, pour ma part, je ne pouvais me résigner à ce que l'influence de notre noble et généreuse nation et le sang de nos soldats fussent employés à précipiter dans une ruine totale ce malheureux pays, en soutenant des réclamations aussi injustes. »

Suit le texte des réclamations françaises, dont l'article III est ainsi conçu : « Le Mexique sera tenu à l'exécution pleine, loyale et immédiate du contrat conclu au mois de

février 1859 entre le gouvernement mexicain et la maison Jecker. »

Contraints d'attendre de nouvelles instructions pour sortir de cette impasse, les représentants des trois puissances n'adressèrent au gouvernement mexicain qu'une vague sommation d'avoir à exécuter ses engagements, sans pouvoir lui dire lesquels, puisqu'ils n'étaient pas eux-mêmes d'accord sur ce point, et ils y joignirent une invitation par laquelle ils adjuraient le peuple du Mexique de songer enfin à se rendre digne de cette régénération qu'on venait lui prêcher de si loin.

A la lecture de ces dépêches, l'impression des divers gouvernements et leur résolution définitive furent une confirmation pure et simple de la conduite de leurs représentants. Sir John Russel entra en négociations avec le cabinet français pour obtenir de lui l'abandon des prétentions de la maison Jecker et de ses ayants cause, mais il ne put parvenir à modifier ses vues sur ce point, et M. Thouvenel enjoignit à M. de Saligny de poursuivre le recouvrement des créances portées sur l'ultimatum. L'Angleterre et l'Espagne donnèrent à leurs plénipotentiaires une entière approbation et les chargèrent formellement de combattre les prétentions françaises. Voilà où en était la triple alliance lorsque l'arrivée d'Almonte vint combler la mesure des griefs réciproques, ou plutôt offrir un prétexte que tout le monde cherchait pour mettre fin d'une façon honorable à une action commune où l'on n'avait trouvé que déceptions. La question politique fut dès lors substituée avec empressement à la question financière. Un dissentiment de cette nature était pour chacun moins désagréable à invoquer que des contestations pécuniaires. Que deviendrait le prestige de la diplomatie si elle ne pouvait plus parler en style noble ?

Quoi qu'il en soit, le tableau que je viens de présenter

est aujourd'hui de l'histoire pour toute l'Europe, excepté pour nous, et il est bon qu'il subsiste à côté des brillantes fictions auxquelles ce sujet a donné lieu. Il importe que le point de vue positif soit représenté ici auprès des développements oratoires ; car, si la France est la terre classique de la tragédie, elle est en même temps, ne l'oublions pas, le pays où l'on appelle un chat un chat. Pour tout le monde aujourd'hui, c'est le zèle inexplicable de notre gouvernement à soutenir les prétentions de la maison Jecker qui a mis fin à l'alliance et nous a politiquement isolés. Cette vérité ressort de tous les documents.

« En résumé, messieurs, a dit M. Billaut, ce n'est pas l'affaire financière qui a amené la rupture. » J'ai démontré, je l'espère, combien ces paroles doivent peu être prises dans un sens absolu. Que penser du magnifique horizon que l'imagination du ministre a découvert à la nation mexicaine délivrée, et de ces promesses de liberté que nos soldats vont lui porter à la pointe de leurs baïonnettes ? Que penser de ces bras qui nous sont ouverts dans toutes les provinces mexicaines, de ces opinions qui n'attendent que la prise de Mexico pour se prononcer librement ? Il faut avouer qu'un tel langage produirait sur nous une singulière impression, si quelqu'un en Europe se permettait de nous l'appliquer à nous-mêmes, en nous promettant le vote libre après l'occupation de Paris. La résistance fort inattendue que nos troupes ont rencontrée au Mexique devrait, ce semble, dans l'intérêt même de notre amour-propre national, être expliquée autrement que par la coalition de quelques bandes de pillards avec un ramassis de mercenaires.

D'après les informations mêmes que M. Dubois de Saligny a transmises au gouvernement français, l'armée mexicaine était, au moment où l'expédition a été résolue, tout à fait hors d'état de nous arrêter un seul instant sur le

chemin de Mexico. Il résulte d'un tableau estimatif que ce diplomate a fourni, sur les données d'un officier général mexicain, que l'armée active était, à cette époque, composée d'un peu moins de six mille hommes; et le même rapport évalue à neuf mille hommes les forces de la garde nationale. Est-ce avec de tels éléments qu'on a pu organiser une résistance aussi sérieuse que celle qui nous a été opposée? Non, sans doute, et il suffit de lire les évaluations du général de Lorencez, relativement à la garnison de Puebla, pour s'en convaincre. Où donc se serait recrutée la défense, si elle n'avait pas trouvé d'appui dans le sentiment national? Il ne sert de rien de voir les choses autrement qu'elles ne sont, cela ne les change pas.

On ne doit plus se dissimuler que, dans la conduite de l'affaire du Mexique, de graves fautes ont été commises, dont les plus apparentes ne sont pas les plus répréhensibles. Ce n'est qu'à force de prudence et de modération qu'elles peuvent être réparées, et il est malheureusement difficile pour nous de revenir à ces règles si simples, après les engagements de tout genre que nous avons pris. Le plus fâcheux de tous, peut-être, est celui de ne jamais traiter avec le gouvernement actuel du Mexique. Une telle gageure est de nature à nous coûter très cher, si nous voulons la soutenir avec toutes les conséquences qu'elle implique. Il faut espérer que les vues de la politique française se modifieront à cet égard, après une plus saine appréciation des difficultés de l'entreprise.

Le seul point de départ équitable de cette politique nouvelle serait pour le gouvernement français de reconnaître loyalement qu'il a été égaré par de faux rapports, au sujet de la situation réelle des opinions et des partis au Mexique; que la plupart des accusations qu'il a accueillies contre le gouvernement de Juarez doivent être retournées contre les étranges alliés qui y sont accourus se joindre à

nous, tels que Marquez, Cobos, Miranda et consorts; enfin, qu'il se considère comme engagé d'honneur à soumettre à un contrôle sévère et rigoureux les réclamations qui ont été dénoncées dans les deux mondes comme un cri de réprobation unanime. A ces conditions, les difficultés de la question mexicaine sont, pour ainsi dire, résolues d'avance; mais si l'on persiste dans les errements suivis jusqu'ici, nul ne peut prédire où ces difficultés nous mèneront.

Lorsqu'on a une telle affaire sur les bras, il faudrait avoir l'humeur terriblement conquérante et être bien sûr de soi pour aller de gaieté de cœur se jeter dans de nouvelles complications, ainsi qu'une partie de la presse française en émettait le vœu ces jours derniers, à propos des récents épisodes de la guerre des États-Unis. C'était bien, en effet, une déclaration de guerre contre l'Union que proposaient, sous le nom de médiation, ces belliqueux publicistes¹; car, le Sud et le Nord n'étant résignés ni l'un ni l'autre à modifier en rien des prétentions inconciliables, le seul résultat possible de cette prétendue médiation eût été une reconnaissance des États confédérés, et, par suite, une rupture avec l'Union. Rien n'eût manqué à cette belle équipée, pas même les encouragements ironiques de l'Angleterre, qui nous poussait à nous mettre en avant, comme dans l'affaire du Mexique, sauf à nous laisser plus tard tous les honneurs de l'entreprise. Selon le *Times*, la seule base de cette négociation était l'établissement d'une république nouvelle, et nécessairement rivale, et l'Angleterre était prête à appuyer ce résultat de toutes ses forces; mais c'était « à la France seule de prendre l'initiative, » en raison des sentiments de défiance et d'hostilité que depuis longtemps le peuple des États-Unis nourrit contre la nation

1. Les rédacteurs de la *Patrie* notamment.

anglaise. Des arrière-pensées si maladroitement déguisées n'ont rien appris aux inventeurs de cette profonde conception, et ils n'y ont renoncé provisoirement qu'en présence d'une manifeste impossibilité créée par des circonstances qu'ils n'avaient pas prévues. A quoi bon chercher des occasions de rupture avec les États-Unis ? Elles ne se présenteront peut-être que trop tôt !

La grande manifestation ecclésiastique organisée à Rome a pris fin sans avoir justifié ni les craintes, ni les espérances dont elle a été l'objet. Annoncée bruyamment, hardie et menaçante dans ses conciliabules, timide et circospecte dans ses actes publics, elle n'a eu d'autre éclat que la pompe traditionnelle des cérémonies romaines, et elle a été nulle comme effet moral. Si blasé que l'on soit sur le langage des manifestes de la cour pontificale, c'est avec un étonnement toujours nouveau qu'on lit ces étranges allocutions, si loin de nous par la forme comme par le fond, et ce n'est pas sans un effort d'esprit qu'on en pénètre le sens, tant elles sont peu appropriées aux idées des hommes de notre temps. Elles ne peuvent avoir d'influence que sur les simples, et parce qu'ils ne les comprennent pas. A quel homme sensé fera-t-on accepter aujourd'hui cette proposition qui se lit dans l'allocution du pape, à savoir « que la science des choses philosophiques, des mœurs et des lois civiles, ne peut pas être séparée de l'autorité de l'Église ? » Tout est écrit de ce style, et c'est avec de pareilles maximes que ces hommes, qui se disent les conducteurs des nations, prétendent faire le procès à tout le mouvement d'idées qui depuis la réforme a conduit la civilisation. Un seul mot peut dignement qualifier ce manifeste : c'est l'esprit moderne, défini et jugé par un clerc du huitième siècle.

L'adresse des évêques n'est qu'une répétition banale de tous les lieux communs que nous avons lus depuis deux

ans dans les mandements de ces prélats. Ce n'était pas la peine d'aller à Rome pour si peu. Ils se sont vengés de ne pas oser désigner clairement les puissants adversaires qu'ils voudraient vouer à l'anathème, en outrageant, avec la violence dont les âmes dévotes ont seules le secret, le peuple dont ils étaient les hôtes. C'est maintenant à l'Italie de répondre. Le ministère Rattazzi sera-t-il à la hauteur de ce rôle? Nous ne le croyons pas. Il semble difficile d'admettre qu'un ministre italien ait consenti à accepter les humiliantes conditions qu'on dit avoir été le prix de la reconnaissance russe; mais ce qui est certain, c'est que cette acceptation a paru vraisemblable, et cela suffit pour condamner ce ministre.

8 août 1862.

Si notre situation intérieure ne présente en ce moment que fort peu d'événements qui méritent de fixer l'attention, elle offre, en revanche, plus d'un symptôme intéressant et curieux pour ceux qui savent observer. On commence à se préoccuper de l'avenir; on essaye des combinaisons nouvelles; il se fait de tous côtés des rapprochements, des préparatifs dont les plus bruyants ne sont pas les plus sérieux. On songe à inspecter d'avance le champ de bataille électoral. L'opinion publique, depuis longtemps désarmée de ses garanties les plus essentielles, démoralisée par toutes les violences qu'elle a subies dans le cours de nos vicissitudes, par le mutisme prolongé auquel elle a été condamnée, par le souvenir de ses propres défaillances, demeure encore dans un état apparent d'inertie et de résignation, comme si elle était effrayée d'avoir osé donner

cet hiver quelques faibles signes de vie ; mais l'on se tromperait étrangement si l'on prenait son silence pour une abdication définitive, ou sa stupeur pour une approbation. Elle ne sait encore protester qu'à la manière des faibles, par une attitude immobile et passive ; mais peut-être le jour n'est-il pas loin où elle ne parlera plus à voix basse, et saura se faire entendre de tout le monde. Il n'est déjà plus besoin d'avoir l'oreille bien fine pour saisir son timide monologue — pour lui entendre, par exemple, murmurer son humble avis sur l'expédition du Mexique. Qui ne sait à quoi s'en tenir là-dessus, même parmi ceux qui sont les plus intéressés à méconnaître cet avertissement ? Oui, le public est passé aujourd'hui à l'état de spectateur inerte et interdit d'événements dans lesquels il prétendait autrefois être acteur et juge ; mais il les suit d'un regard inquiet, ce qui ne lui arrivait plus depuis longtemps. Il assiste avec un ébahissement quelque peu naïf à certains essais qu'il ne comprend pas très bien et à certaines évolutions qu'il craint de trop bien comprendre. Ainsi on aurait peine à lui persuader que la formidable expédition qui va mettre à la voile pour le Mexique ne masque pas un changement de front prémédité contre tout autre adversaire que Juarez. De même encore, en présence de l'exaltation de M. de Morny au titre de duc¹, il se demande avec une anxiété assez comique s'il est destiné, comme on l'assure, à saluer l'éclosion d'une noblesse nouvelle. Et pourquoi non ?

Pour notre part, nous ne saurions nous associer en rien aux susceptibilités que la seule annonce de ce projet a eu le don d'éveiller. Nous ne pouvons être ni affligé ni surpris de voir le second Empire imiter le premier, car nous avons plus d'une fois regretté que l'imitation n'ait pas été poussée

1. M. de Morny venait de voir son titre de *comte* changé en celui de *duc*.

jusqu'au bout. On n'a le droit d'émettre un jugement bien motivé sur un régime politique que lorsqu'on le voit fonctionner avec son appareil au complet, et qu'il écarte toute équivoque, tous ces compromis qui empêchent qu'on ne le juge en connaissance de cause. Une logique secrète, mais infaillible, l'amène peu à peu à rejeter hors de son sein tous les éléments qui lui sont étrangers pour revenir à son type ou, comme on dit, à sa pureté primitive. Si les présages ne sont pas menteurs; nous aurons donc avant peu une aristocratie composée de préfets, de généraux et de fonctionnaires, — une vraie noblesse démocratique, — car il est bien entendu que nous ne tessons pas pour cela d'être la nation égalitaire par-excellence. Nos nobles sortiront du peuple et ne s'élèveront au-dessus du peuple que par leurs titres, ce qui est le beau idéal d'une aristocratie. On nous fait grâce des privilèges et du reste; que veut-on de plus?

Notre époque prouve tous les jours que, plus qu'aucune autre de ses devancières, elle prend au sérieux l'adage : *Homo duplex*. Tous les faits de notre temps, surtout en matière politique, ont ce double caractère, ou, si l'on veut, ce caractère double. C'est d'un côté la théorie, et de l'autre la pratique. On en est venu à ne plus prendre la peine de relever un dualisme aussi général et aussi naturel. Lisez les documents que la presse nous apporte chaque matin : c'est là que vous apprendrez cet art des nuances qui est la première condition de la grande politique. Prenons le premier venu, — si vous le voulez bien, — un rapport¹ tout récent adressé à l'empereur par Son Excellence le ministre de l'intérieur : « Sire, Votre Majesté a spontanément agrandi la sphère des libertés publiques telle que l'avait

1. Ce rapport de M. Rouland, chargé par intérim du département de l'intérieur, a paru dans le *Moniteur universel* du 27 juillet 1862. Il est, en effet, immédiatement suivi d'un décret supprimant le journal *l'Orléanais*.

faite la Constitution de 1852. La presse a eu sa large part dans cette initiative généreuse, » etc. Voilà pour la théorie. « En conséquence, j'ai l'honneur de proposer à Votre Majesté d'appliquer au journal *l'Orléanais* les dispositions de l'article 32 du décret du 17 février 1852, et de prononcer la suppression de cette feuille périodique. » Voilà pour la pratique. Et le tout forme ce que les musiciens nomment un accord parfait.

C'est un grand avantage en politique que de savoir faire à propos cette distinction. Elle est d'un usage encore plus constant et plus utile dans les affaires extérieures que dans l'administration intérieure; et il n'y a que les niais qui puissent blâmer une façon de procéder empruntée aux plus vieilles traditions de l'art de gouverner et qui n'est, en somme, qu'une séparation toute naturelle entre la parole et l'action, deux choses qui se côtoient, mais qu'on ne doit jamais confondre ! Il y a encore de bonnes gens qui croient le gouvernement français engagé d'honneur à régénérer le Mexique parce que ce mot de régénération a été prononcé au début de cette affaire. C'est là une vue étroite et erronée de faibles esprits qui ne connaissent pas la vraie signification des mots. Qu'ils examinent plutôt ce qui vient de se passer en Cochinchine. Qui oserait soutenir que nous ne l'avons pas régénérée ? Traduit dans le langage des affaires, ce mot veut dire qu'elle nous paye 25 millions et qu'elle nous donne des territoires.

L'Italie n'a pas de leçons à prendre de nous sous ce rapport, car si nous étudions de notre mieux Machiavel, elle l'a créé et mis au monde. Qu'on ne croie pas que nous cherchions ici un sujet de blâme contre M. Rattazzi et contre sa récente négociation au sujet de la reconnaissance du royaume d'Italie par la Russie et la Prusse. Si nous avions une critique à lui adresser, ce ne serait pas de pratiquer la politique du Florentin, qui dans ses lignes géné-

rales est grande et féconde ; ce serait de la mal comprendre et de n'en suivre que les fausses et mesquines traditions, telles qu'un préjugé très répandu les a dénaturées à force d'exagération. Évidemment, lorsqu'il a pris au nom de son pays l'engagement absolu et solennellement constaté « de ne pas faire valoir par la force des armes les prétentions territoriales de l'Italie sur Rome et sur Venise, » lorsqu'il a déclaré que « c'est seulement aux puissances qui ont créé l'état de choses actuel qu'il appartient de pourvoir à la solution pacifique de ces grandes questions, » il a promis plus qu'il ne peut tenir, et sa parole est allée quelque peu au delà de sa pensée.

Heureusement une telle promesse engage un ministère, elle ne peut pas engager une nation. Si on devait la prendre à la lettre, elle équivaldrait à un ajournement indéfini de la solution des difficultés italiennes ; car les puissances à qui on s'en remet du soin de les résoudre ont d'excellentes raisons pour préférer le *statu quo* à de nouvelles complications. Si l'on s'en était rapporté jusqu'ici à leur initiative, l'unité italienne n'aurait jamais été qu'un programme. Elles ne se sont jamais inclinées que devant les faits accomplis et tout à fait contre leur gré.

Pour les décider à une politique nouvelle, il faudra donc qu'il se produise en Italie des faits nouveaux, et, ces faits, le ministère Rattazzi sera forcé de les combattre sous peine de manquer aux plus solennels engagements. Il est déjà entré dans cette voie, et avec un zèle qui prouve qu'en fait de reconnaissance il n'a pas voulu rester au-dessous de ses nouveaux alliés. S'est-il donc juré de mériter aussi la reconnaissance de l'Autriche ?

On voit par là que cette reconnaissance, tant vantée comme un chef-d'œuvre d'habileté, peut créer de sérieux embarras au gouvernement italien. Elle a eu pour premier résultat le regrettable malentendu qui vient d'éclater entre

le ministère et le général Garibaldi, et peut-être la guerre civile comme conséquence dernière. Que ce malentendu soit réel et profond comme il paraît l'être, ou qu'il ne soit, comme quelques-uns l'ont prétendu, qu'un plan concerté à l'avance, ce qui semble impossible, il commence une aventure dont on ne peut prévoir l'issue, et offre tout autant de dangers s'il est un expédient désespéré que s'il est un événement fortuit. Il discrédite et compromet la popularité dont l'Italie a le plus besoin. En dépit des puissants patronages qui le protègent, pas plus que ses prédécesseurs, le cabinet Rattazzi ne peut se passer de l'appui du sentiment national et des passions populaires; il n'est pas d'acte diplomatique qui puisse remplacer cette force; or, il n'a su jusqu'ici que se l'aliéner après l'avoir un instant endormie par ses flatteries et ses promesses. Au lieu de la ménager et de la tenir en éveil comme une ressource pour l'avenir, il la lasse, l'exaspère et la décourage tour à tour. Ce n'est pas en énervant une nation qu'on la prépare aux grandes choses dont l'Italie a encore besoin. On ne coupe pas les jarrets à un cheval sous prétexte de le dompter, lorsqu'on compte sur lui pour le combat. Depuis son entrée au ministère, M. Rattazzi n'a vécu que sur le crédit qu'on lui suppose à l'étranger, et ce crédit ne repose que sur une docilité à toute épreuve. A l'intérieur, un pied dans le camp démocratique, l'autre dans le camp conservateur, il n'a su que ruser, diviser, affaiblir. Comme le lui a reproché à si juste titre M. Peruzzi dans un discours où le sens politique le plus fin s'allie à la fermeté et à l'élévation des vues, il n'a gouverné que par l'équivoque. Au lieu de laisser prendre au parti populaire l'impulsion et l'attitude qui pourraient être le plus utiles à la cause italienne, et de le seconder tout en le maintenant avec fermeté dans les limites légales, ainsi qu'avait fait M. de Cavour, il ne s'est appliqué qu'à user ses forces par des manœuvres artifi-

cieuses, qu'à obtenir son silence et sa neutralité tantôt en l'intimidant, tantôt en flattant sa crédulité d'une espérance dont mieux que personne il connaissait l'vanité. De là l'irritation bien concevable de ce parti, en reconnaissant qu'il a été joué, et que ces belles promesses se réduisent en somme à un ajournement indéfini sous la garantie des deux grandes puissances. La conduite de Garibaldi en cette circonstance a été en général appréciée sévèrement, et quelle que soit l'issue de l'entreprise héroïquement folle dans laquelle il vient de se jeter tête baissée, il est certain qu'il s'y mêle des écarts peu dignes de lui ; mais on devrait avant tout imputer la responsabilité de ces malheurs à la politique qui les a provoqués. Si le général manque tout à fait de ce sentiment des proportions qui mesure la portée d'un acte ou d'une parole, il a en revanche un sens profond des conditions qui sont nécessaires pour compléter l'affranchissement de son pays, et on comprend qu'il lui échappe un cri de douleur et de colère en présence de l'impuissance à laquelle on le condamne :

Ces conditions aujourd'hui se réduisent à une : être fort et savoir se faire craindre. Il est triste d'avoir à le reconnaître aujourd'hui, après tant d'illusions et d'espérances trompées ; mais la question romaine, qu'on a dit si longtemps être une question morale, n'est plus à l'heure qu'il est qu'une question de force. Au point de vue moral le problème est mille fois résolu et l'avenir ne peut rien ajouter à la lumière qui s'est faite sur ce point. A l'arrogance avec laquelle les catholiques persistent à demander qu'un peuple entier se condamne à l'ilotisme, afin d'entretenir pour leur bon plaisir une institution dont ils ne voudraient à aucun prix pour eux-mêmes, il n'y a plus désormais qu'une réponse à opposer, à savoir, faire acte de force et de puissance selon le conseil d'un ministre français. Les catholiques n'ayant pour dernière raison que leur

volonté, il faut qu'ils trouvent en face d'eux une volonté encore plus indomptable. En présence de l'Italie suppliant et désarmée, les partisans du pouvoir temporel ont le verbe haut et insolent ; mais qu'auraient-ils dit devant un rugissement de la Révolution française ? D'un souffle elle aurait dispersé aux quatre vents les éclats de leur idole, et ils seraient allés en relever les débris où bon leur aurait semblé, mais ils auraient cessé de croire à leur droit de l'imposer à ceux qui n'en veulent pas. A la force on ne répond que par la force. Ce genre de démonstration est malheureusement le seul qui puisse pénétrer dans leur intelligence, et tant qu'on leur opposera d'autres arguments ils ne leur feront qu'un accueil dérisoire. Il n'impliquerait d'ailleurs nullement, comme on se plaît à le dire d'ordinaire, une rupture avec la France. Le gouvernement français est beaucoup plus désintéressé dans la question qu'on ne le croit, et il ne demanderait pas mieux que de se dégager, le jour où sa responsabilité lui semblerait suffisamment à couvert.

On comprend difficilement qu'en présence d'une nécessité si impérieuse le gouvernement italien ait cru devoir se lier par des engagements nouveaux et invite la nation à se résigner et à s'effacer, au lieu de la maintenir dans l'attitude qui en imposerait à ses ennemis et qui rappellerait quelquefois à ses amis qu'il peut être bon de ne pas pousser à bout la patience d'un grand peuple. Les avantages diplomatiques que M. Rattazzi offre en dédommagement à son pays sont une bien faible compensation du profond désarroi où son incapacité l'a jeté. Jamais administration n'a été plus impuissante, plus discréditée, plus laborieusement inactive, et en même temps plus naïvement satisfaite d'elle-même ; et, chose remarquable, son existence paraît un problème au moment précis où elle vient de remporter ce qu'elle considère comme une grande victoire

politique. C'est à ce moment qu'elle a besoin de se couvrir du prestige de l'inviolabilité royale. Si ses triomphes sont une déception pour la nation et soulèvent une explosion de mécontentement, on peut juger de ce que seront ses échecs. Sa faiblesse semble s'être communiquée au parlement lui-même, qui perd un temps précieux en délibérations puériles et décousues, en interpellations sans suite, sans portée et sans sérieux. Sa majorité, désorientée et formée des éléments les plus disparates depuis la chute du cabinet Ricasoli, ne suit plus qu'une marche flottante et incertaine, donnant son adhésion pour soutenir un gouvernement quel qu'il soit; plutôt que pour soutenir celui de M. Rattazzi; et le ministre, fort de cet appui de résignation plutôt que de choix, prend avec la Chambre des façons à la française, la somme, par exemple, d'avoir à accepter ou à repousser un projet de loi dans son intégrité, sans y introduire d'amendement. Quel est son but en adoptant des pratiques si éloignées de l'esprit des institutions parlementaires? Est-ce de préparer l'Italie à une importation de mœurs politiques qu'elle ne nous a jamais enviées, ou bien est-ce seulement le désir de plaire et de mériter de plus en plus la protection qui s'étend sur lui? On ne sait de quoi s'étonner le plus, de tant d'outrecuidance ou de tant de nullité.

Les déchirements qui viennent de se produire en Italie nous donnent le droit de qualifier durement cette politique présomptueuse et stérile. La situation qu'elle a préparée s'aggrave d'heure en heure, et l'on s'épuise vainement à lui chercher un dénouement qui ne soit pas accompagné de malheurs incalculables. Si Garibaldi marche sur Rome, porté sur les bras de ses volontaires, acclamé par le fanatisme fidèle des populations qui l'idolâtrèrent; s'il n'est arrêté ni par les conseils de ses amis, ni par la résistance des armées italiennes; s'il en vient aux mains avec les

troupes françaises, qui peut déterminer les conséquences d'une telle agression sur les destinées de l'Italie? Si, au contraire, il échoue dès ses premiers pas, devant ces difficultés intimes, d'où dépend le plus souvent la métamorphose du ridicule en sublime ou du sublime en ridicule, qui pourrait ne pas déplorer la chute et l'humiliation d'un homme si grand malgré ses faiblesses? Quel est l'Italien qui osera porter la main sur ce soldat de l'Italie? Qui ne se sentirait menacé par ses dangers, frappé au cœur par sa blessure, affaibli par sa disgrâce et diminué par sa ruine? Ce sont toutes les forces vives de ce pays qu'on atteindrait en frappant Garibaldi, et courir un tel risque pour conserver à l'Italie les services du ministère Rattazzi, c'est les payer bien cher. Nous préférons espérer encore que les deux extrémités que nous avons signalées pourront être évitées, et qu'on découvrira quelque moyen terme propre à donner satisfaction aux espérances des uns, tout en rassurant les alarmes des autres; mais il est pour le moment bien difficile de le désigner autrement que par des vœux aussi vagues qu'inutiles.

La mollesse que le ministère italien apporte dans l'organisation des forces nationales, et contre laquelle le sentiment populaire vient de faire, par la voix de Garibaldi, cette protestation soudaine et imprévue, se conçoit d'autant moins dans les circonstances où se trouve l'Europe, qu'on voit les nations les plus sûres de leur puissance pousser leurs armements avec une activité désespérée, comme si nous étions à la veille d'une conflagration universelle. L'optimisme et la présomptueuse placidité de M. Rattazzi forment, avec l'inquiète vigilance de lord Palmerston, un contraste d'autant plus saisissant que l'Angleterre, loin d'avoir comme l'Italie sa capitale à conquérir ou des provinces à délivrer, possède des défenses formidables et se trouve en mesure de tenir tête même à une

coalition. Mais, au lieu d'y voir un motif pour s'endormir dans une fausse sécurité, l'infatigable et prévoyant ministre, l'œil fixé sur ses puissants voisins, augmente sans cesse les forces de son pays, sachant bien que le seul moyen d'être respecté est d'être redoutable, et rien ne peut rassurer ni décourager son patriotisme. C'est sur la question des armements que se sont engagées les luttes les plus sérieuses que lord Palmerston ait eu à soutenir dans le cours de cette année, et c'est encore elle qui a été le dernier débat de la session. Nous ne sommes pas de ceux qui affectent de ne pas comprendre ou de mépriser cette persévérante. Dans l'état de division où se trouve aujourd'hui l'Europe, un peuple ne peut et ne doit compter que sur lui-même; malheur à ceux qui l'oublient! Toutes les doléances que M. Cobden est venu apporter contre lord Palmerston au nom de tel intérêt ou de tel besoin en souffrance sont d'un orateur du congrès de la paix, et non d'un homme politique : le premier intérêt et le premier besoin d'un pays est d'être assuré de son indépendance. Le coton lui-même ne vient qu'en seconde ligne. M. Cobden et son école ne voient dans le monde que des transactions industrielles, et comme leur politique n'aurait d'autre visée que de les protéger en faisant bon marché de tout le reste; ils tiennent pour certain qu'ils assureraient la paix par cela seul qu'ils éviteraient toutes les occasions de guerre; mais ils ne savent pas comprendre que leur pays tomberait en même temps dans le mépris des peuples, ce qui leur attirerait bientôt des visites indiscrètes et des familiarités peu respectueuses. C'est là une de ces vérités de bon sens qui est à la portée des esprits les plus simples et qu'un économiste très savant peut fort bien ne pas apercevoir lorsqu'il est entêté d'un système irréprochablement déduit, mais parfaitement faux. Aussi l'Angleterre entière a-t-elle applaudi

lorsque son ministre de prédilection, avec ce flegme imperturbable dont il a le secret, a rappelé à l'orateur libre échangiste l'adage : *Ne sutor ultrà crepidam*.

Cette sortie de M. Cobden, assez maladroitement combinée avec une attaque en sens contraire de M. Disraeli, n'a point réussi à ébranler le ministère Palmerston. A vrai dire, on ne lui demande aujourd'hui qu'une chose, c'est de rassurer le patriotisme britannique sur les entreprises du dehors, et lui seul est en possession pour le moment d'inspirer à la nation une entière sécurité à cet égard. Sa susceptibilité sur ce point fait tout pardonner à ce gardien jaloux de l'honneur national. Ce mérite est aussi son principal titre à nos yeux, car tous ceux qui aiment la liberté en Europe ont plus ou moins l'Angleterre pour seconde patrie, et sont intéressés à la voir se maintenir grande et indépendante. La politique de lord Palmerston n'a d'ailleurs rien qui puisse nous inspirer un enthousiasme particulier. A côté de cette ombrageuse défiance, elle a trop souvent des complaisances et des accommodements qui montrent une absence de scrupules portée jusqu'au cynisme. Le chef du ministère wigh étale volontiers sa parfaite indifférence de sentiments et son goût peu difficile sur le choix des moyens ; ce scepticisme présenté avec l'esprit et le sang-froid d'un roué fait bien sur une assemblée de gens qui tiennent avant tout à passer pour positifs ; mais il est en somme plus compromettant qu'habile, en raison du retentissement fâcheux qu'il a au dehors, et n'a point contribué à populariser l'Angleterre. Combien de déclarations et de notes diplomatiques en faveur de l'Italie ne lui faudra-t-il pas pour effacer le souvenir des paroles brutalement insolentes qui furent prononcées au début de la guerre ! On pourrait presque en dire autant des arguments que lord Palmerston a employés pour faire rejeter par le parlement la motion de M. Lindsay en faveur d'une

reconnaissance du Sud qui eût été une déclaration de guerre aux États-Unis. Il l'a repoussée, non parce qu'il serait inique de déclarer la guerre à une nation sous prétexte que cette nation ne vous fournit plus des approvisionnements sur lesquels vous vous êtes habitué à compter, mais simplement parce que cette guerre, selon lui, ne pourrait pas être faite avec succès dans les conditions actuelles. Ce n'est pas le principe qu'il en conteste, mais seulement l'opportunité. Voilà assurément une franchise bien habile. Les États-Unis ne peuvent manquer d'être touchés de l'intention et reconnaissants envers l'Angleterre !

Un des plus tristes spectacles de ce temps est, sans contredit, la servilité avec laquelle la politique européenne se plie aux brusques variations des événements, et modifie ses plans selon le succès. Hier le Nord était vainqueur, tout le monde lui donnait cause gagnée et songeait à ressaisir son alliance ; aujourd'hui il essuie une défaite, on ne parle plus que de le soumettre, et, s'il le faut, de le partager. Heureusement la chose n'est pas aussitôt faite que dite. Les généraux de l'Union profiteront, il faut l'espérer, de la terrible leçon qu'ils ont reçue devant Richmond, et qui leur a été plus d'une fois prédite en présence de l'extension démesurée qu'ils avaient donnée à leur ligne d'opération, et de la négligence inconcevable avec laquelle ils suivaient les marches et contre-marches de leurs adversaires. Cet échec ne paraît, du reste, avoir affaibli en rien l'énergie du gouvernement de Washington, car il a imprimé un redoublement d'activité aux armements. La guerre servile peut être considérée, à l'heure qu'il est, comme un fait sinon accompli, du moins bien près de se consommer ; la responsabilité en retombera sur l'aveugle obstination des hommes du Sud à repousser les offres conciliantes et modérées qui leur ont

été faites, et sur le système d'intimidation dont on use en Europe envers les États-Unis. Dans aucun cas, on ne pourra reprocher à l'Union d'avoir trop précipitamment accepté les services de ce terrible auxiliaire. Ce sera probablement sa dernière réponse à la coalition dont on la menace. Nous ne pouvons employer d'autre mot pour qualifier le concert supposé de la France, de l'Angleterre et de la Russie au sujet des affaires américaines.

Cette intervention collective serait assez du goût, sinon de l'intérêt bien entendu de chacune de ces trois puissances. On ne conçoit pas, par exemple, la passion qui y pousserait la France, à moins que ce ne soit la passion de détruire chez les autres des institutions dont elle ne veut plus pour elle même. Mais le motif importe peu ; il suffit que le fait soit là, et que son gouvernement soit d'accord sur ce point avec les gouvernements russe et anglais. Cette entente cordiale existant entre eux, comment se fait-il qu'ils reculent devant cette guerre ? C'est qu'heureusement pour l'Amérique il y a d'autres questions sur lesquelles cette touchante bonne harmonie est beaucoup moins solidement établie, et les États-Unis sont protégés contre cette intervention par d'autres projets d'intervention. Selon toute probabilité, la question d'Orient les mettra à l'abri de cette visite amicale.

Ici la combinaison change, et ce n'est plus l'Angleterre, mais l'Italie qui est censée être en tiers avec la France et la Russie. La solution du problème consisterait donc à trouver un moyen de se donner la main aux États-Unis tout en se tirant des coups de canon en Orient. Ce problème nous paraît bien digne d'occuper les méditations de la diplomatie !

Quoi qu'il en soit, cette petite difficulté fera probablement échouer ce projet de médiation aux États-Unis. La France étant, comme tout le monde en convient chez nous,

la grande nation par excellence, si elle envoyait une armée dans les États de l'Union, ce ne serait évidemment que pour y porter le flambeau de la civilisation et tous les trésors dont elle jouit elle-même. Mais la justice que nous nous rendons sur ce point ne doit pas nous aveugler au point de nous empêcher de reconnaître les imperfections de notre prochain, quand il en a. Osons donc dire que ce serait une nouveauté hardie, originale, inouïe, de voir le gouvernement russe venir donner des leçons d'humanité et de justice à la libre nation américaine ! Il a beaucoup mieux à faire, s'il tient à occuper ses loisirs et à se réhabiliter aux yeux du monde. Qu'il reporte un instant ses regards sur ses propres infirmités, il y trouvera matière à des interventions plus salutaires. Comment intervient-il en Pologne, après tant de promesses de réformes restées sans résultat ? Un coup de pistolet tiré par un fou a suffi pour mettre à néant tous ces projets dont la seule annonce avait donné, par anticipation, au grand-duc Constantin, la popularité et presque la gloire d'un bienfaiteur du genre humain. Un simple accident l'a guéri de cette noble ambition. Une nation entière est inculpée de régicide parce qu'une pensée de meurtre a traversé un cerveau dérangé. Voilà les puissances qui prétendent enseigner la justice aux peuples ! Qu'on lise, s'il se peut, sans horreur, ce procès-verbal de la commission de salubrité de Varsovie, duquel il résulte que, dans l'espace de six mois, le cinquième de la population valide de cette ville a été entassé dans des cachots infects où elle n'avait pas même, en quantité suffisante, l'air nécessaire à la respiration humaine. C'est bien au gouvernement qui commet de pareils actes qu'il convient d'adresser des remontrances aux continuateurs de Washington !

8 septembre 1862.

Un brusque dénouement¹ est venu mettre fin à la crise qui depuis un mois fixait l'attention de l'Europe et tenait en suspens les destinées italiennes. Garibaldi a échoué devant un de ces terribles grains de sable dont parle Pascal, qui, placés à un certain endroit, suffisent quelquefois pour changer la face du monde. Dans les conditions qu'il avait acceptées avec une confiance trop généreuse en l'étoile de son pays, le général avait fait la part trop belle aux chances défavorables ; il suffisait, pour l'arrêter en chemin, d'un soldat qui voulût de l'avancement. Or c'eût été un miracle que ce soldat ne se fût pas trouvé dans un pays soumis au régime des armées permanentes et de l'obéissance passive, et l'on ne doit pas compter sur les miracles. Le moment est venu maintenant de prouver par raison démonstrative que l'entreprise était de tout point insensée et que son auteur est un fortuné à mettre aux petites maisons. Mais l'on s'est acquitté de ce soin avec un si généreux empressement en France et en Angleterre, que nous serions tenté d'accepter l'honneur, aujourd'hui si peu disputé, de défendre la thèse opposée. La presse anglaise en particulier, qui a sur la nôtre l'incomparable avantage d'être une presse libre et de n'être liée dans cette question par aucun engagement national, a fait volte-face du jour au lendemain avec une impudeur dont les hommes qui s'en sont réjouis chez nous ne pourraient citer qu'un seul exemple, — celui des applaudissements qu'elle accordait il y a dix ans à leur propre défaite. Il est donc

1. Le combat d'Aspromonte, où Garibaldi fut fait prisonnier après avoir été blessé.

bien doux d'insulter à la gloire et de cracher sur les vaincus ! De toutes les ignominies de la nature humaine, celle-là est la plus triste à interroger.

L'Angleterre voyait déjà Garibaldi poussant ses volontaires sur les baionnettes françaises, et elle ne peut lui pardonner de lui avoir donné cette fausse joie. Tout l'esprit de notre temps est dans ces changements à vue qu'opère le succès, ce grand machiniste des évolutions de l'opinion publique d'aujourd'hui. Là est le secret de nos misérables défaillances. L'époque actuelle se résume admirablement dans le hasard ironique qui vient de jeter une si grande proie aux mains d'un homme comme M. Rattazzi. Un autre eût été embarrassé de son triomphe ; il eût soupçonné une dérision de la fortune. Mais lui, il jouit de sa victoire avec une confiance souriante et tranquille, il en épuise les privilèges, il la savoure comme une satisfaction qui lui était bien due. C'est dans l'ordre, en effet, le ministre piémontais ne se trompe pas. Garibaldi attaché au char de M. Rattazzi, c'est le plus grand enseignement de l'histoire de notre temps.

L'entreprise de Garibaldi est de celles qui méritent d'être jugées sur une autre donnée que l'événement bon ou mauvais. Beaucoup des éléments de cette juste appréciation nous font encore défaut, l'avenir nous les donnera ; mais d'après ceux que nous possédons déjà, et pour les esprits qui savent s'élever au-dessus des impressions du moment et des inspirations d'une fausse et mesquine sagesse, le seul tort de l'illustre patriote est peut-être une erreur de date. On nous l'accordera sans doute, ce n'est pas au point de vue de la politique française que cette question peut être jugée. De son propre aveu, la politique française en ceci est égoïste, elle se préoccupe avant tout de son intérêt personnel, et elle est d'ailleurs si obscure qu'il est fort difficile d'en tirer une règle de conduite. Est-elle

pour le maintien indéfini du *statu quo*? A-t-elle au contraire le projet d'imposer une transaction définitive à la cour de Rome? On peut répondre oui et non avec la même assurance, et ce n'est pas nous qui nous chargerons de mettre d'accord ceux qui se donnent pour ses interprètes. Qu'une presse complaisante et dévouée passe son temps à épier et à commenter les oscillations d'une telle politique, on le comprend; mais n'y aurait-il pas un excès d'aveuglement à vouloir soumettre une nation entière à un pareil régime et à en attendre une semblable résignation?

Or c'est précisément là ce qui est arrivé. En présence de tant de faits et d'engagements contradictoires, la nation italienne était logiquement conduite à ne plus se fier qu'à elle-même, à n'attendre la solution désirée que de son seul courage. Le ministère français n'a-t-il pas lui-même contribué à propager cette idée en déclarant à la tribune que le premier soin des Italiens, s'ils voulaient arriver au but, était de faire acte de force? De tous ses conseils, celui-là seul devait être entendu de la démocratie italienne, parce qu'il était le cri même de l'évidence.

Faire acte de force, tout est là, en effet, et M. Billault ne croyait pas si bien dire. Telle était hier et telle est encore aujourd'hui, nous n'avons pas cessé de le répéter, la seule ressource de l'Italie. Cette vérité, tout le monde la sent, tout le monde la proclame, même ceux dont la politique a empêché jusqu'ici qu'elle ne se réalisât. Sans doute c'eût été une fortune inestimable pour l'Italie que ce programme eût été adopté par son gouvernement comme la devise nationale, que ce devoir eût été rempli par des voies légales et régulières, et que toutes les objections fussent tombées devant cette grande et imposante manifestation de la volonté de tout un peuple. M. Rattazzi n'a pas même été tenté un instant par la gloire de ce rôle. Il n'a eu pour tout système de conduite qu'une soumission si

absolue aux influences étrangères, que ses propres amis sont les premiers à en rougir. Quels que soient les prétextes qu'on invoque pour son excuse, on sera forcé de reconnaître qu'une telle sujétion, pour un peuple qui vient de naître à la liberté et que ses traditions n'ont que trop accoutumé à recevoir ses maîtres des mains de la force ou de la victoire, est une initiation qui ne peut le conduire qu'à la servitude. C'est une corruption lente qui atteint toutes ses forces vives. Les convulsions mêmes du désespoir valent mieux pour une nation que l'humiliation longtemps acceptée d'une telle dépendance.

On se relève des grandes défaites : les maux que la conquête apporte avec elle ne sont pas irréparables, souvent même ils contribuent à rallumer, au sein d'un peuple qu'on croyait mort, le foyer des nobles ambitions. C'est lorsqu'il les a perdus, qu'il apprend le mieux à connaître le prix des biens dont il ne se souciait plus, et il s'attache à son indépendance en raison des sacrifices qu'elle lui a coûtés. Ce qui est plus dangereux pour lui que ces grandes extrémités, c'est l'inertie, la stagnation, l'indifférence, l'amoindrissement du sentiment public; c'est un asservissement qui se déguise sous la forme de la reconnaissance pour les services rendus, c'est l'habitude de ne rien oser par soi-même et de tout attendre de la volonté d'autrui; c'est l'équivoque sous le nom d'habileté, et la servilité sous le nom de complaisance. Voilà un mal plus difficile à guérir parce qu'il se fait moins sentir. Voilà la politique qui est vraiment redoutable pour une nation, parce qu'elle use insensiblement les ressorts les plus énergiques de sa personnalité, parce qu'elle tue en elle toute force et toute fierté, parce qu'elle la décourage, parce qu'elle l'humilie, parce qu'elle l'abaisse.

La levée de boucliers de Garibaldi est une protestation du sentiment national contre une politique qui n'a que

trop de points de ressemblance avec celle que je viens de définir. Le gouvernement italien s'obstinant à ne pas remplir le rôle que tout le monde lui désignait, la révolution a cherché à s'en emparer; qu'y a-t-il là de surprenant, et à qui la faute? Elle retombe tout entière sur le ministère incapable et impuissant qui s'apprête à mettre Garibaldi en accusation et à combler par là la mesure de ses inconséquences. Il est difficile de s'expliquer une pareille aberration chez les hommes qui ont reçu le royaume de Naples des mains du vainqueur de Marsala; il l'est plus encore de trouver une excuse aux sauvages exécutions qui ont suivi l'échauffourée d'Aspromonte; mais si cette résolution, accueillie jusqu'ici par la surprise et l'incrédulité de l'Europe, est définitivement arrêtée, le ministère italien fera bien de se hâter, car à l'ouverture des Chambres les rôles pourraient bien se trouver intervertis, et les accusateurs être transformés en accusés comme les réels auteurs de ces déplorables déchirements.

Ce qui est dès aujourd'hui certain, malgré les précautions qu'on a prises pour empêcher la vérité de se faire jour, c'est que le sentiment public est partout favorable, non pas à l'entreprise de Garibaldi en elle-même, ni aux moyens qu'il a cru devoir employer, mais à la généreuse impatience qui l'a inspirée. Le malheur du général, les rigueurs impitoyables et sans excuse qu'on a déployées envers quelques-uns de ses compagnons, la vue de l'inutilité de ces sacrifices à la peur par lesquels on s'est vainement flatté de forcer la main au gouvernement français, donneront une impulsion de plus en plus prononcée à ce retour de l'opinion, et alors il n'y aura plus qu'une politique possible pour le ministère italien quel qu'il soit, celle qui eût prévenu la déplorable scission à laquelle nous venons d'assister, celle qui réconciliera le gouvernement avec le sentiment national, celle en un mot qui consistera

à tenter par des moyens légaux et réguliers l'œuvre que la révolution vient d'entreprendre à l'aide d'un coup d'État populaire.

Bien que la question que nous traitons ici soit infiniment délicate, nous ne craignons pas de dire clairement toute notre pensée. Lorsque nous reprochons au gouvernement italien la faiblesse de son attitude; lorsque nous lui rappelons le langage qui convient aux représentants d'une grande nation, lorsque nous l'invitons à montrer plus d'indépendance vis-à-vis du cabinet français, est-ce à dire que nous appelions de nos vœux une rupture entre l'Italie et la France! Une telle rupture serait à nos yeux un immense malheur; mais, soutenant dans cette *Revue* une politique de liberté, nous donnerions un démenti à tous nos principes si nous acceptions comme un fait normal, durable et légitime, l'influence que la France exerce actuellement dans les affaires italiennes. Nous ne voulons pas plus pour les autres d'une pareille dépendance que nous n'en voudrions pour nous-mêmes. Nous croyons que, si elle est funeste pour l'Italie qu'elle paralyse, elle ne l'est pas moins pour la France, qu'elle accoutume à compter sur une obéissance à laquelle elle n'a pas droit, et sur une alliance qui, usée par nos injustes exigences, lui ferait peut-être défaut à l'heure où elle en aurait le plus besoin. Nous lui voulons pour alliés des amis et non une domesticité, nous croyons qu'un respect réciproque des droits et de la dignité des deux nations est la plus sûre garantie de leur bonne harmonie présente et future. Nous croyons aussi que, le gouvernement français étant composé d'hommes, et obéissant en cette qualité aux mobiles qui conduisent la nature humaine, on obtiendrait plus de lui par une attitude à la fois ferme, modérée et indépendante, que par une docilité que rien ne rebute ni ne lasse.

Le jour où, à bout de sacrifices et de concessions, un

ministère italien ayant toute la nation derrière lui viendrait lui dire : « Nous avons tout fait pour votre satisfaction, nous avons accepté la guerre civile, nous avons sacrifié la popularité de nos plus grands citoyens, nous avons exposé nos villes à l'anarchie et livré nos campagnes au brigandage, nous avons fermé l'oreille à l'appel de nos frères opprimés, nous avons contenu les plus légitimes impatiences et réprimé l'espérance elle-même comme une sédition : nous ne pouvons plus rien. Nous ne vous déclarons pas la guerre, mais nous nous considérons comme dégagés envers vous et nous nous tenons prêts pour la première occasion qui nous permettra de revendiquer nos droits, » croit-on qu'une telle requête n'aurait pas plus d'efficacité que les obséquieuses sollicitations de M. Rattazzi? croit-on que le gouvernement français se résignerait si facilement à perdre en une heure tout le fruit de ses efforts en faveur de l'Italie?

Voilà le sens de la politique que nous conseillons aux Italiens ; elle n'a rien d'impossible ni de chimérique, c'est celle que le comte de Cavour a presque toujours pratiquée ; car, en tirant si habilement parti pour la cause italienne de la bonne volonté de la France, ce vrai politique dépensa une circonspection infinie à ne jamais mettre son pays à la merci de ses protecteurs. Un instant seulement, après Villafranca, il craignit d'avoir sérieusement compromis son indépendance, et son désespoir patriotique fut tel à cette occasion, qu'il faillit lui coûter la vie. C'est un fait généralement ignoré, et nous le rappelons à l'honneur de ce grand ministre, qu'une pensée de suicide se présenta alors à son esprit découragé, et que l'amitié seule parvint à l'en détourner. Il faut être à la hauteur de certaines tâches pour ressentir certaines douleurs. Il ne viendra à l'esprit de personne de demander de semblables inspirations à l'homme entre les mains duquel est tombée sa succession ;

mais, puisqu'il lui a plu de se placer à différentes reprises sous la recommandation de cette glorieuse mémoire, il devrait montrer un peu mieux qu'il se souvient des traditions que l'illustre mort a léguées aux continuateurs de son œuvre.

Je n'ai envisagé les derniers événements qu'au point de vue de la situation extérieure de l'Italie; la politique de M. Ratazzi ne soulève pas moins d'objections au point de vue de l'avenir des institutions constitutionnelles. On ne doit pas se le dissimuler, l'Italie marche à grands pas vers l'établissement du gouvernement militaire. Que le Parlement y prenne garde pendant qu'il est encore temps. Dans ce petit pays de Piémont, que la généreuse initiative de quelques hommes d'élite a conquis aux idées libérales, sommeille un système de gouvernement vaincu, mais non anéanti, que Charles-Albert a pratiqué pendant dix-huit ans, dont le personnel est encore debout, et qui, pour tous ceux qui l'ont vu de près, est le despotisme à la fois le plus mesquin et le plus impitoyable qui ait jamais pesé sur une nation. Il serait, sans doute, impossible d'appliquer aujourd'hui dans sa pureté cette administration à l'autrichienne, mais il y a une tendance marquée vers la restauration de ce régime, et les fusillades qui ont suivi l'affaire d'Aspromonte rappellent tout à fait les exécutions de 1831.

On a un moment espéré, pour l'honneur du gouvernement italien, que la nouvelle de ces lamentables représailles serait démentie par lui, qu'il se montrerait indulgent envers des hommes coupables seulement d'un entraînement généreux et assez punis par leur défaite; il a fallu renoncer à cette illusion. Il en a toujours été ainsi, la faiblesse croit faire preuve d'énergie quand elle n'est que cruelle et sanguinaire. Si le Parlement ne proteste pas avec vigueur contre de tels procédés, s'il ne restreint pas dans d'étroites limites ce régime de l'état de siège, qui semble devenir un

moyen de gouvernement normal et quotidien, s'il ne s'élève pas contre la violation de tant de garanties qui a précédé, accompagné et suivi les derniers événements, on doit s'attendre avant peu à voir l'Italie gouvernée par un gendarme piémontais. On y voit paraître déjà les tribunaux d'exception et les commissions militaires. Déjà la presse reçoit des instructions sur ce qu'elle peut divulguer et sur ce qu'elle doit taire.

N'est-il pas étrange et tristement significatif qu'à l'heure où j'écris ces lignes, on ne possède pas encore un seul détail authentique des circonstances de l'arrestation de Garibaldi, et qu'on soit parvenu à empêcher d'une façon absolue ce récit d'arriver jusqu'au public? Il faut qu'on ait bien peur de la lumière. Ce ne sont pas là les pratiques d'un gouvernement libéral. On a peine à comprendre l'illusion où sont tombés les hommes d'État de Turin. Ils oublient que toute la popularité et la force du roi Victor-Emmanuel ne lui sont venues que de son renom de libéralisme.

C'est la liberté qui lui a donnée l'Italie, la liberté seule peut la lui conserver. Le Piémont parlui-même n'a jamais été sympathique au génie italien. Sa morgue, sa pédanterie, sa roideur, sa pauvreté intellectuelle, son opiniâtreté étroite et stérile n'ont rien de commun avec l'esprit de cette race mobile, compréhensive et passionnée. Ses institutions nouvelles et son dévouement à la cause commune lui ont seuls valu l'empire en Italie; mais du jour où il voudra s'y comporter en conquérant, il n'y sera plus qu'un objet de haine et de risée.

Ce triste résultat est plus avancé qu'on ne pense, mais il dépend encore du cabinet de Turin de prévenir les déchirements qui en seraient l'inévitable conséquence. Il le peut, à la condition de s'élever au-dessus d'un mesquin ressentiment, et de ne pas chercher à punir la nation de

ce qu'il n'a pas su la comprendre. Qu'il montre seulement autant de zèle pour les susceptibilités de l'honneur national qu'il en a montré jusqu'ici pour les exigences de ses alliés. S'il avait rempli ce devoir avec convenance et dignité, jamais la révolution n'aurait cherché à suppléer à son inertie par une entreprise violente et dangereuse; elle n'a parlé que parce qu'il se taisait. S'il n'est pas absolument étranger à l'histoire du pays qu'il gouverne, il est impossible qu'il se méprenne sur le sens de l'avertissement qu'il vient de recevoir. La secousse qui a failli briser l'unité de l'Italie se retrouve presque à toutes les pages de son histoire, et les causes qui l'ont amenée sont une reproduction si fidèle du passé, que cette monotone répétition a quelque chose d'accablant pour l'esprit,

Le ministère Rattazzi a déjà réussi à rétablir l'éternel antagonisme du Nord et du Sud, comme il existait du temps du royaume des Lombards. De même il garde aussi pour trait d'union au centre une papauté hostile et protégée par l'étranger. C'est à lui de décider maintenant si la nouvelle monarchie poussera la ressemblance jusqu'au bout. Ce n'est pas sous l'épée des Francs que tombèrent les Lombards, ce fut en réalité sous une réaction du sentiment national qu'ils s'étaient aliéné par leur faute. Au reste, sous ces vieilles formes dont quelques-unes ne sont plus qu'un vain simulacre, combien la situation s'est au fond simplifiée, et combien la tâche est devenue plus facile! Si le grand obstacle à la consolidation de l'unité italienne est aujourd'hui comme alors la papauté, quelle différence infinie n'y a-t-il pas entre la force morale qu'elle possédait alors et l'influence toute nominale qui lui reste aujourd'hui dans le monde?

Malgré tout, nous ne pouvons renoncer encore aux espérances que les dix premières années de la nouvelle monarchie italienne avaient fait concevoir aux amis de la

liberté : ce serait là une défaite pour nous aussi bien que pour les Italiens. Ce malheur sera épargné à cette belle cause pour laquelle a coulé tant de sang généreux. Les malentendus s'éclairciront, les haines se réconcilieront dans l'amour de la commune patrie. Quelle que soit l'issue de ce procès ridicule qu'on intente au seul caractère vraiment pur et grand qui ait paru dans nos temps dégénérés, l'activité d'un tel homme ne sera pas condamnée à demeurer inutile à son pays, importune à lui-même, ses nobles qualités resteront une des espérances de l'avenir, sa gloire ne sera pas ternie. Les chicanes des gens de loi le grandiront au lieu de le diminuer, et si la légalité le condamne pour cette méprise du patriotisme au désespoir, elle ne fera de tort qu'à elle-même, et la conscience publique cassera ce jugement.

Au milieu des dangers qui viennent de mettre en question l'existence du nouveau royaume d'Italie, tous les yeux se sont tournés du côté du gouvernement français, dans l'espérance qu'il allait nous donner enfin le dernier mot de sa politique au sujet des affaires de Rome ; mais cette attente a été une fois de plus trompée. Comme le disait, il y a quelques mois, un de ses ministres orateurs, il ne livre pas son secret. Est-il bien sûr qu'il ait un secret ? Voilà ce dont on commence à douter et non sans fondement. Nous croyons que, dans tous les cas, il serait bien embarrassé de le dire même à ceux qui ont ses plus intimes confidences. Il y a une politique qui consiste à avoir un système arrêté, mais il y en a aussi une qui consiste dans l'absence de tout système. Cette politique est commode, elle n'engage à rien, elle permet toutes les fluctuations et toutes les inconséquences, elle vous laisse toute votre force pour faire face à la difficulté présente ; mais elle a ses inconvénients. Elle est essentiellement viagère et à courte échéance ; elle ne possède ni solidité, ni continuité, ni

chances de durée. Elle n'inspire aucune confiance. Elle ne lie envers personne, mais elle détache, inquiète ou indispose tout le monde. Il est difficile d'en apercevoir une autre dans notre intervention à Rome, et l'on ne doit pas s'étonner qu'elle donne lieu à des interprétations si contradictoires.

La dernière note du *Moniteur*¹, si péremptoire qu'elle soit par la forme, n'a rien fait pour éclaircir les obscurités qui couvrent les vues de notre diplomatie. Si le gouvernement italien n'a pas reçu des instructions secrètes qui ont fixé pour lui le sens de cette note, il a dû être singulièrement embarrassé; il a pu se demander, en effet, et avec raison, pourquoi son protectorat offert et accepté il y a deux ans pour les Romagnes dans des circonstances analogues, ne le serait plus aujourd'hui pour le reste du patrimoine de Saint-Pierre. Aussi le bruit d'une occupation mixte a-t-il rencontré d'abord beaucoup de partisans. La note répondait, il est vrai, d'avance à cela que la France n'abandonne pas dans le péril ceux sur qui s'étend sa protection; mais cette maxime était aussi vraie il y a deux ans qu'aujourd'hui, et chacun sait qu'elle n'a nullement empêché l'annexion des Romagnes. Que croire donc et sur quoi compter? Voilà ce que personne ne peut dire. Notre politique à Rome autorise toutes les espérances et malheureusement aussi toutes les craintes.

La gravité des événements d'Italie et l'incertitude qu'ils ont jetée dans les esprits ont été cause que nos conseils généraux se sont montrés cette année très sobres de harangues et de démonstrations politiques. Nous n'avons pas eu cette sorte de regain de nos exploits parlementaires. On n'y a pas songé; cela nous menace d'une véritable disette de prose apologétique. C'est là un malheur

1. Voir le *Moniteur universel* du 25 août 1862.

dont, en ce qui nous concerne, nous ne serons point inconsolable, mais tout le monde n'est pas aussi peu exigeant ; il y a des millions de Français qui ont l'habitude de compter sur ces discours pour savoir ce qu'ils doivent penser de la façon dont on mène leurs affaires et de la mesure de bonheur dont ils jouissent, ils vont se trouver bien embarrassés, et nous nous demandons ce qu'on leur donnera pour tromper leur faim. Seraient-ils réduits à la pénible nécessité d'examiner par eux-mêmes ces difficiles questions ? Espérons que cette triste extrémité leur sera épargnée et qu'on trouvera quelque autre moyen de leur faire connaître ce qu'ils doivent croire à cet égard. Les journaux des départements ne nous ont apporté qu'un seul discours émané d'un des membres¹ du gouvernement actuel, et il ne touche qu'indirectement à la politique ; c'est celui de M. Persigny, où il est prouvé par une loi mathématique qu'en France nous sommes tous nobles et membres de la même famille. Vérité consolante s'il en fut. On s'est évertué inutilement à chercher le but caché de cet ingénieux paradoxe : il n'en a pas eu d'autre que de nous intéresser à la création de la nouvelle noblesse.

Si peu aisée qu'elle soit, cette tâche lui sera plus facile que celle d'intéresser les écrivains à la création également nouvelle des fonctions de *directeur de la presse*. Nous avons jusqu'ici un directeur de la librairie et une foule de directeurs de tous genres, mais nous n'avons pas de directeur de la presse. Cette importante et salutaire direction nous manquait. Je ne sais pas si le lecteur se fait une idée bien juste de la signification de ce mot. Directeur de la presse, c'est comme si l'on disait : gouverneur de la pensée, intendant de la philosophie, sous-préfet de l'imagination, gendarme de la littérature. Ces locutions ont un sens ana-

1. Discours de M. de Persigny, à l'occasion de l'ouverture de la session du conseil général du département de la Loire.

logue, et on nous laisse le droit d'espérer qu'elles seront peut-être créées plus tard, car ces divers départements sont encore livrés à l'anarchie et réclament impérieusement de fortes institutions. Ces titres impliquent tous l'idée de soumettre à la bureaucratie une force de l'esprit, essentiellement libre et spontanée, qui perd toute sa vertu aussitôt qu'elle subit une contrainte. Un directeur de la librairie réglait des intérêts, un directeur de la presse voudra régler des pensées. La presse aura son chef d'orchestre, malheur à qui fera entendre une fausse note !

Mais, dit-on, qu'importe le mot puisque nous avons la chose ? Cette affirmation nous paraît incontestable, vu la centralisation qu'on a apportée dans les prérogatives de cette singulière magistrature ; mais lors même qu'on n'y introduirait aucun changement, n'est-ce donc rien que l'apparition d'un tel mot ? Que d'institutions qui n'ont duré qu'à cause du nom qui en perpétuait le souvenir et qui les recommandait à l'esprit de routine ? Que de révélations il contient sur nous, sur nos mœurs, sur nos idées, sur nos lois, sur nos caractères ? Retenez-le ce mot, il restera dans l'histoire longtemps après que bien des noms retentissants auront été oubliés ! De toutes les dénominations plus ou moins surprenantes que le temps présent léguera à sa postérité stupéfaite, voilà sans contredit celle qui l'étonnera le plus et qui lui paraîtra le plus incompréhensible. Nos petits-enfants, plongés dans de longues réflexions, répéteront lentement ce mot : Directeur de la presse — et ils chercheront à comprendre. — Espérons pour eux qu'ils n'y parviendront pas !

L'état des questions extérieures n'a guère changé depuis un mois, si l'on en excepte les affaires italiennes. La Prusse et l'Autriche continuent avec une aigreur croissante leur campagne diplomatique au sujet d'une réforme sur la constitution fédérale, et l'Autriche étonne le monde par

son libéralisme après l'avoir étonné par son ingratitude. Assurée d'avoir la majorité dans une diète formée des délégués des gouvernements allemands, elle pousse de toutes ses forces à l'extension des pouvoirs du gouvernement fédéral, et elle se glorifie dans d'interminables notes de cet excès de patriotisme et de désintéressement, ce qui contriste et embarrasse singulièrement le cabinet prussien hors d'état d'accepter ce défi et obligé de résister à un mouvement qu'il encourageait autrefois. Le désir de prendre une revanche a été pour beaucoup, s'il n'a pas été son seul mobile, dans sa reconnaissance du royaume d'Italie, qui n'a pas contribué à rétablir l'entente cordiale entre les deux grandes puissances germaniques. La note que M. de Rechberg a adressée à cette occasion à M. de Bernstorff est un document diplomatique tel qu'on ne peut en écrire impunément qu'en Allemagne. Cependant le ministre autrichien a tort de prendre avec la Prusse un ton si hautain et si dédaigneux. Dans vingt ou trente ans d'ici, le cabinet prussien pourrait bien perdre patience et se fâcher.

Ce qui mérite à plus juste titre de fixer l'attention que cette guerre sur le papier, ce sont les symptômes de plus en plus inquiétants qui se manifestent dans l'Europe orientale. La dislocation de l'empire turc paraît imminente, et malgré le temps si long depuis lequel elle préoccupe la politique européenne, personne n'est prêt pour le règlement de cette question, mais elle suffit déjà pour tout paralyser. C'est à la question d'Orient qu'on doit surtout attribuer le rôle secondaire et effacé, ou pour mieux dire l'abstention à laquelle l'Angleterre se condamne depuis dix ans dans les affaires de l'Europe. Cette préoccupation exclusive, et imprévoyante à force de vouloir tout prévoir, lui a fait subir bien des nécessités contre lesquelles son histoire proteste et qu'elle n'eût jamais consenti à accepter

autrefois. Elle veut tenir en réserve toutes ses forces pour le moment critique où cette question s'imposera aux gouvernants et demandera impérieusement à être résolue; mais elle oublie trop que son influence est aussi une force, et qu'en laissant tout décider en Europe sans sa participation, elle la perd et se déconsidère. A tous les points de vue, il serait donc souhaitable qu'elle se décidât à mettre fin au protectorat artificiel et désormais impuissant qui seul prolonge aujourd'hui l'existence d'une puissance expirante. La Turquie peut être, selon une remarquable prédiction de César Balbo, la rançon des nations opprimées, — et dût cette espérance être trompée, comme elle l'a été tant de fois, il suffit que cet événement leur apporte en effet quelques chances nouvelles de libération pour que le vœux s'accomplir avec joie.

8 octobre 1862.

Le gouvernement s'est enfin décidé à nous dire son secret, mais nous n'en sommes guère plus avancés, car si cette révélation répand quelque lumière sur le passé, elle autorise trop de conjectures contradictoires pour l'avenir. Cependant, il ne nous en coûte pas de le reconnaître, les documents publiés par le *Moniteur*¹ au sujet des affaires de Rome ont jeté de nouveaux éléments dans une discussion depuis longtemps languissante et épuisée, et par cela même ils ont fait faire un pas à la question. C'est à ce

1. Le *Moniteur universel* du 25 septembre 1862 contient : 1° Une lettre de l'empereur, datée du 20 mai 1862, et adressée à M. le ministre des affaires étrangères ; 2° La correspondance échangée entre celui-ci et notre ambassadeur à Rome

point de vue seulement que cette publication tant controversée nous a semblé complètement satisfaisante. Elle n'a, à nos yeux, d'autre valeur que celle d'un appel à l'opinion, mais c'est un grand point qu'on songe enfin à la consulter sur un intérêt d'une telle importance. La question romaine est toujours, quoi qu'on fasse, la question qui, chez nous, a le privilège de passionner le plus vivement les esprits, et, bien que nous comprenions, jusqu'à un certain point, le sentiment de ceux qui regrettent de lui voir prendre une si grande place dans les préoccupations publiques, nous ne saurions, pour notre part, nous associer à ce regret. Il nous est impossible de la reléguer comme ils l'ont parmi les questions extérieures. Il n'est aucun intérêt qui nous touche de plus près. Il n'est presque personne qui ne sente aujourd'hui que la révolution qui se prépare à Rome implique de profondes modifications dans les rapports de l'Église avec l'État, et quelles que soient ces modifications, en admettant même qu'elles soient momentanément exploitées au profit d'une tentative impossible dans l'état actuel de la civilisation, elles ne peuvent que hâter le triomphe définitif du grand et libéral principe de la séparation de l'Église et de l'État. Cet avantage suffirait amplement pour justifier à nos yeux l'impatience et la perplexité du public. Il est toutefois une autre considération dont nous ne sommes pas moins frappé, c'est que tant que la question romaine ne sera pas résolue, toute action en commun est interdite en France aux amis de la liberté. Elle seule entretient leurs divisions, et, ils ne doivent pas l'oublier, ce sont leurs divisions qui, jusqu'ici, ont fait leur impuissance. Il est probable que l'évidence de ce fait n'est pas absolument étrangère à la sage lenteur avec laquelle on a procédé au règlement de cette difficulté. Une fois le débat tranché, les croyants ne renonceront pas, sans doute, à à leurs convictions ; mais les esprits — et c'est la grande

majorité — pour lesquels il y a là, non un scrupule de conscience, mais une simple question de tactique opposante, perdront tout espoir de revenir jamais sur un arrêt aussi visiblement dicté par la force des choses, et emploieront leur passion d'une façon plus utile pour la cause qu'ils prétendent servir. Alors il leur deviendra facile de reconquérir sur l'opinion une partie de l'influence qu'ils ont perdue par leur faute, et cette réconciliation seule rendra quelque chose de possible en France au point de vue des institutions libérales.

Notre langage n'a ici rien de factieux. Nous entrons, au contraire, dans l'esprit des promesses officielles. Le gouvernement actuel s'est toujours donné lui-même comme capable et même désireux de supporter une large extension de libertés : il en doit être ainsi, s'il aspire à durer. Nous ne voulons lui contester en rien cette ambition plus souvent affirmée que démontrée. Mais sa réserve, sa parcimonie et sa lenteur à mettre d'accord ses actes avec ses paroles, prouvent surabondamment que, pour réaliser ce désir de son cœur, il a besoin d'y être fortement encouragé ; il a évidemment une crainte exagérée de nous faire violence en nous forçant à être libres, et ses scrupules ne cesseront qu'en présence d'un mouvement d'opinion sur le sens duquel il lui sera impossible de se méprendre.

Voilà le secret de notre impatience de voir couler à fond la question romaine ; elle nous paralyse, elle nous annihile, elle nous interdit toute action efficace en faveur de la liberté, et nous n'hésitons pas à le dire tout haut, parce que ceux dont les temporisations calculées ont tant contribué à le trainer en longueur sont eux-mêmes amenés par des motifs, il est vrai, tout différents des nôtres, mais non moins impérieux, à déclarer « qu'il y a urgence à ce qu'elle reçoive une solution définitive. » Cette déclaration d'urgence, corroborée par la menace conditionnelle que contient

la dépêche de M. Thouvenel¹, est incontestablement le trait le plus saillant et le plus significatif des documents publiés par le *Moniteur*. Quant à la transaction qui s'y trouve exposée, il n'y a pas lieu d'en discuter le mérite, puisque aucune des deux parties n'est disposée à y souscrire, ce qui était clair bien longtemps avant que les articles en fussent rédigés. On peut seulement remarquer, comme un symptôme caractéristique, qu'elle figure là plutôt à titre d'apologie pour le gouvernement français que comme un essai vraiment pratique et acceptable de réconciliation entre la cour de Rome et le cabinet de Turin. C'est un plaidoyer où l'avocat songe plus à lui-même qu'à ses clients. Tout cela, nous le répétons, est à l'adresse du public plutôt que des deux puissances rivales. Il est facile de se donner sur le papier les honneurs d'une impartialité absolue, en faisant ressortir avec une égale force les arguments invoqués par les deux causes qui sont aux prises ; mais ce n'est là, après tout, qu'un artifice de rhétorique ; le gouvernement français n'est pas, ne peut pas être impartial ; pourquoi s'en cacher ? C'est ce qu'on peut dire de plus honorable pour lui.

Il ne peut pas être impartial, parce qu'il a pris parti par ses actes antérieurs, parce qu'il a apporté sa coopération ouverte ou secrète, active ou passive, à tout ce que l'Italie a entrepris et accompli depuis trois ans, parce que, bon gré ou mal gré, il est engagé, parce qu'il est solidaire. Ce n'est pas dans de telles conditions qu'on peut se présenter en médiateur ; on ne peut être juge lorsqu'on est partie ; il y a d'ailleurs longtemps qu'il doit savoir, comme tout le monde, qu'entre des prétentions aussi inconciliables il n'y a pas de médiation possible, et la publication du *Moniteur*, si on la discutait comme un plan

1. Allusion à la dépêche publiée par le *Moniteur universel* du 25 septembre 1862.

politique réalisable, ne pourrait faire illusion qu'à ceux qui ignorent que la sagesse ne consiste pas à exposer les difficultés, mais à les résoudre. Si nous parlions avec la liberté de l'histoire, nous aurions bien d'autres observations à présenter au sujet du sens apparent et du sens réel de ce document ; mais ces distinctions n'échapperont pas aux regards pénétrants, et il suffit qu'on n'en puisse contester de bonne foi la portée générale, qui est celle d'une mise en demeure, à moins qu'il ne faille inventer à l'usage du gouvernement français un système d'interprétation tout différent de celui qu'on applique d'ordinaire aux actions humaines. Le soin même qu'il apporte à aller au-devant des accusations et à mettre ses adversaires dans leur tort implique la pensée de dégager sa responsabilité et de faire entrer sa politique dans une nouvelle phase. Mais ces velléités se transformeront-elles en résolutions irrévocables ? Cette évolution, combien mettra-t-elle de temps à s'accomplir ? Voilà, en définitive, les seules questions qui aient aujourd'hui une vraie importance et sur lesquelles on ne nous ait donné aucun éclaircissement. Il nous serait facile d'y répondre si le *Moniteur* avait pris la peine de nous dire au nom de quels principes le gouvernement français se propose d'agir dans le règlement de la question romaine ; mais c'est ce que son exposé justificatif, malgré son abondance et son dogmatisme, ne laisse pas même entrevoir, sans doute afin que ses auteurs puissent plus facilement conserver toute leur liberté d'action. Nous avons donc, pour tout garant d'une solution prochaine, le souci que lui inspirent ses propres intérêts, mobile infiniment variable et beaucoup plus favorable à une politique d'indécision et d'ajournement qu'à un parti pris franc et hardi. Sous une telle inspiration, la transition que nous annonce le *Moniteur* pourrait durer vingt ans si rien ne venait en précipiter le dénouement. Il nous

a été impossible de découvrir dans les documents qu'il a publiés un principe de conduite plus fixe et plus rassurant. Lorsqu'on y expose les droits du pape, c'est la cause du pape qui a raison ; lorsqu'on y développe les griefs de l'Italie, c'est la cause italienne qui est la seule juste. Chacun a pour soi et à son tour la vérité et la justice.

Cette attitude permet d'être impartial à peu de frais, et, ce qui est plus avantageux encore, de se prononcer pour l'un ou l'autre parti, selon les opportunités ; mais elle ne résout ni ne termine rien, et, comme en définitive, il n'en reste pas moins vrai, même après les oracles rendus par le *Moniteur*, qu'il n'y a pas de droit contre le droit, cette façon seule de tenir la balance égale entre deux affirmations absolument opposées, indique que les termes de la question ont été imparfaitement exprimés. La question romaine ne sera résolue que lorsqu'on aura hautement reconnu et proclamé le principe supérieur dans lequel disparaissent comme de misérables arguties tous les sophismes invoqués par les défenseurs du pouvoir temporel. Ce principe n'est pas d'hier ; c'est celui sur lequel reposent toutes les sociétés modernes, c'est le principe d'où découlent à la fois la liberté politique et la liberté de conscience. Le jour où l'on reconnaîtra aux populations romaines le droit qui depuis la Réforme est la loi commune des nations, c'est-à-dire le droit de choisir librement leurs institutions politiques et religieuses, ce jour là il n'y aura plus lieu d'établir une comparaison entre les titres du pontife et ceux de son peuple, et le vieux droit théocratique s'évanouira comme un brouillard confus sous les ardents rayons du soleil.

Quelle que soit notre impatience de voir prévaloir ce résultat, nous croyons cependant qu'il serait d'une mauvaise politique de lui tout subordonner d'une façon absolue, et d'ajourner toutes nos espérances jusqu'à son com-

plet triomphe. Ce serait peut-être en renvoyer bien loin l'échéance. Nous ne sommes nullement disposé à admettre, par exemple, qu'on en fasse, comme certains journaux le demandaient récemment, l'unique enjeu des prochaines élections. Les amis de la liberté en France sont encore trop peu nombreux, et les dissidences sur cette question sont à la fois trop vives et trop multipliées pour qu'on ait le droit de choisir un tel motif d'exclusion. Avant de se résigner à un pareil sacrifice, il faudrait tout au moins être sûr du succès, et il n'est nullement certain, ni que cette combinaison stratégique donnerait la majorité aux adversaires de la papauté, ni que cette majorité réussirait à faire sortir le gouvernement de son indécision. Il est au contraire de toute certitude que cet esprit d'exclusivisme réduirait presque à néant le petit nombre de nominations sur lesquelles l'opinion libérale peut compter, en divisant les voix de ses partisans sur des candidats de nuances opposées. Nous ajouterons à ce sujet que le public, comme la presse, nous paraissent perdre beaucoup trop facilement de vue cette question des élections, que des bruits prématurés d'une dissolution de la Chambre avaient récemment mise à l'ordre du jour. Jamais élections n'auront été, en effet, plus importantes pour la France, depuis celles qui pourvurent au remplacement de la Chambre introuvable. Nous n'avons pas à nous le dissimuler, hommes de l'opinion libérale, il y a là pour nous une question de vie ou de mort ; si nous nous laissons prendre au dépourvu, ce n'est pas seulement une honte pour notre cause, c'est une défaite peut-être irréparable. Malgré tout ce qu'on nous a dit de l'ajournement indéfini des élections, nous devons compter qu'elles se feront avant qu'il soit longtemps, parce qu'il est de l'intérêt du gouvernement qu'elles se fassent avant le dernier moment, et il faut que nous soyons prêts si nous ne voulons pas être

surpris. Selon toutes les probabilités, la première victoire éclatante que nos troupes remporteront au Mexique donnera le signal de la bataille électorale, et il n'est pas besoin d'être prophète pour prédire que l'administration actuelle se présentera aux électeurs sous les auspices les plus favorables qu'il lui sera possible de rencontrer, ou plutôt de faire naître, car elle se trouve un peu à cet égard dans la situation des augures de l'antiquité, qui consultaient les dieux, mais qui savaient aussi au besoin les faire parler.

Cette grave éventualité donne un grand mérite d'à-propos à l'excellente brochure¹ que M. André Pasquet vient de publier sur notre droit électoral et sur l'interprétation que le gouvernement lui donne. Il en résulte que la simple addition du mot « inscrits » à l'article 35 de la Constitution de 1852, qui est ainsi conçu : « Il y aura un député au Corps législatif à raison de 35,000 électeurs, » que cette simple addition, dis-je, du mot *inscrits* au mot *électeurs* nous retire 41 députés, c'est-à-dire ne nous en laisse que 270 à nommer, au lieu de 311 que nous aurions à élire sans cette addition malencontreuse, qui est bien en réalité une soustraction des mieux caractérisées. M. André Pasquet n'a pas de peine à faire remarquer combien cette interprétation paraît peu conciliable avec cet autre article de la Constitution qui dit formellement « que l'élection a pour base la population, » avec celui qui définit l'électeur « tout Français âgé de vingt et un ans accomplis, jouissant de ses droits civils et politiques, » et avec plusieurs autres dispositions de nos lois qui ne font nulle mention de cette nécessité de l'inscription en ce qui concerne la qualité d'électeur. Le public n'a pu s'expliquer qu'une administration qui a toujours montré tant de zèle pour la

1. Elle avait pour titre : *Qu'est-ce que l'électeur*, par M. André Pasquet.

consolidation du suffrage universel, et qui lui a dû tant de succès mémorables, ait paru tout à coup se défier de lui par une interprétation aussi étroite d'une législation qui est tout à la fois son œuvre et son acte de naissance. Elle aura sans doute voulu par là stimuler la paresse des électeurs qui négligent de se faire inscrire, en leur rappelant que la meilleure manière de conserver ses droits est de les exercer. Nous espérons que la leçon ne sera pas perdue pour eux.

Le gouvernement italien s'est enfin prononcé pour l'amnistie après de longues fluctuations entre le parti militaire et l'opinion des hommes modérés ou, pour mieux dire, l'opinion de la nation entière. En adoptant cette résolution tardive, il s'est amnistié lui-même ; mais il ne se sauvera pas de sa propre incapacité, et il sent bien, tout le premier, qu'il ne saurait survivre à la convocation des Chambres. De là sa répugnance toute naturelle à les réunir, malgré la gravité des circonstances, malgré l'urgence des projets de loi qu'il a à leur présenter, malgré le budget qui n'a pas encore été voté. Déjà on annonce que la session sera ajournée au mois de décembre, et que M. Rattazzi s'apprête à venir chercher à Paris un renouvellement de mandat qu'il n'ose pas demander aux représentants de son pays. Ces éternels pèlerinages ne sont guère flatteurs pour l'orgueil de la nation italienne. Il est fort douteux que cet expédient lui réussisse cette fois aussi bien qu'au début de sa dernière campagne ministérielle. Si la grâce d'en haut lui fait défaut, ce qui paraît fort à craindre, il ne lui restera qu'à donner lui-même sa démission. La cause italienne se relèvera, nous n'en doutons pas, des échecs qu'elle a subis dans ces derniers temps ; elle les réparera à force de patriotisme, de courage et d'abnégation ; mais le ministère actuel ne se remettra pas de sa victoire d'Aspromonte, il a été frappé au cœur par la balle

qui a blessé Garibaldi. Après avoir été, par sa présomption, sa légèreté, ses complaisances et sa politique équivoque, le principal auteur de la déplorable scission qui a déchiré l'Italie, il se présente aujourd'hui avec assurance, comme seul capable de guérir les maux qu'il a produits ; mais si la triste expérience qu'on a faite de ses talents n'est pas perdue, il ne fera pas facilement partager cette confiance à ses concitoyens. Ainsi que nous l'avions prédit ici même, dès le lendemain de sa facile victoire, il s'est vu réduit, pour donner satisfaction à l'opinion publique, à adopter pour son propre compte la politique de ses adversaires, et M. Durando a présenté en son nom au gouvernement français une note qui, sous la forme diplomatique, n'était autre chose que la requête du vaincu d'Aspromonte. Nous n'aurions que du bien à dire de cette note, si elle eût été rédigée par un autre ministère ; mais, après toutes ses concessions à la peur, M. Rattazzi est-il en droit de parler ce langage et en état de faire prévaloir une telle politique ? Elle fait contraste avec tous les actes de son administration, et son prochain voyage, dont la signification n'échappe à personne, nous prouve qu'il est encore plus prompt au repentir qu'à l'impatience.

Cette politique, que ses faiblesses ont rendue nécessaire à l'Italie, mais dont il ne saurait, en aucun cas, être le ministre ni le partisan convaincu, consistera, nous l'avons dit, à substituer l'action du gouvernement à l'initiative révolutionnaire, à obtenir par des moyens réguliers et normaux les résultats qu'en présence de l'inaction du ministère Garibaldi a demandés à l'insurrection, à un coup d'État populaire. Cette politique n'est ni dans le tempérament ni dans les goûts de M. Rattazzi. Son passé est là d'ailleurs qui lui défend de songer jamais à la faire sienne. Il y a là-dessus un vers célèbre, qui est d'une haute mo-

ralité : « Ah ! peut-on hériter... » nous n'achevons pas la citation que nous sommes loin de vouloir appliquer dans son sens littéral à l'honorable M. Rattazzi, mais qu'on peut considérer comme une excellente leçon au figuré sur l'attitude qu'il convient de garder vis-à-vis des adversaires qu'on a combattus, et des systèmes qu'ils représentent. Quelles que soient sa souplesse et sa facilité d'esprit et de caractère, M. Rattazzi doit comprendre qu'il est au moins un rôle qu'il lui est désormais interdit de s'approprier, même avec les meilleures intentions.

Les infortunes de Garibaldi, déjà à moitié transformées en légende en Italie, ont donné lieu, en Angleterre, à des manifestations qui sont un curieux témoignage des mœurs et du véritable caractère de ce peuple plus sérieusement enthousiaste sous ses apparences flegmatiques qu'aucune autre nation du continent. En présence de ces scènes singulières et si spontanées, en présence de tant de têtes cassées en l'honneur du héros populaire de l'Italie, on est forcé de reconnaître que ce peuple anglais, invariablement représenté chez nous comme un froid et insensible spéculateur, est cependant capable d'un entraînement généreux ; et quelle que soit la dose de machiavélisme qu'on lui prête, il faut croire qu'il ne pousse pas encore le calcul jusqu'à se faire rompre les os sur les places publiques pour nous donner une fausse idée de ses sentiments. Nous sommes fort loin, aujourd'hui en France, d'être à ce point romanesques ; nous ne donnons plus, hélas ! à l'Angleterre, comme au reste du monde, que des leçons de sagesse et de docilité. Nous aussi, pourtant, nous avons connu cette noble folie. Il fut un temps où nos places publiques frémissaient comme un champ de bataille à la nouvelle de quelque grand revers. Aujourd'hui nous rions de la badauderie britannique. Passe encore pour faire des manifestations bruyantes, accidentées de vociférations et de

coups de bâton. Mais en l'honneur de qui et de quoi ? S'il s'agissait au moins d'un plan de régénération sociale destiné à assurer le bonheur du genre humain ! Mais non, il ne s'agit que d'envoyer un cri de sympathie à un soldat blessé, désarmé et impuissant. Une telle manifestation n'est plus dans nos mœurs, elle nous fait hausser les épaules de dédain et de pitié. Et cependant il y a dans cet échange sentimental qui se fait entre cet homme et cette nation, quelque chose, non seulement de touchant, mais de très sérieux, qui n'est pas indigne de fixer l'attention des hommes d'État, et qui, s'ils en saisissaient bien la portée lointaine, n'exciterait peut-être pas leur hilarité. Les politiques du *Times*, lorsqu'ils discutent gravement les effusions passionnées de la lettre de Garibaldi au peuple anglais, ne se doutent pas que les non-sens qu'ils lui reprochent sont infiniment surpassés par leur propre absurdité. L'enthousiasme a toujours quelque côté ridicule pour l'observateur de sang-froid ; mais quand il se personnifie dans certains hommes, il possède le don des miracles. Qu'importe, d'ailleurs, au populaire anglais qu'on lui démontre savamment que Garibaldi exige de lui des choses irréalisables ? Ce qui lui plaît, c'est justement qu'on l'estime assez pour lui demander l'impossible.

Garibaldi, loin d'avoir été diminué par son échec, est aujourd'hui l'homme le plus populaire de l'Italie, et il sera bientôt, non son homme d'État, car il n'a rien de ce qu'il faut pour ce rôle, mais l'arbitre et le réconciliateur nécessaire des partis qui la divisent. Dans une telle situation, il serait fort imprévoyant de la part du cabinet français de ne pas tenir grand compte de la popularité immense que Garibaldi a acquise en Angleterre, car le gouvernement anglais, on le voit chaque jour, n'est plus aussi indépendant des mouvements de l'opinion qu'il l'a été autrefois, et il la suivrait d'ailleurs sans répugnance sur ce terrain,

encouragé par la certitude d'obtenir l'appui d'un parti déjà très puissant en Italie et hostile à l'influence française. Si le ministère actuel, qui vient de déclarer lui-même, par l'organe de M. Durando, que « l'état de choses n'est plus tenable, » n'obtient pas du cabinet français les concessions qu'il sollicite, tout autorise à croire que sa succession tombera entre les mains de ce parti, et c'est là une éventualité qui mérite sans doute d'être prise en considération pendant qu'il en est encore temps.

Pendant que l'Italie travaille à sauver cette unité qui lui a coûté tant d'efforts et qui n'est qu'à moitié réalisée, l'Allemagne cherche la sienne à tâtons, non à travers les obstacles créés par la domination étrangère, mais à travers les obscurités de sa propre pensée. Elle n'en est encore qu'à la définition, et si l'on considère la variété d'aspects sous laquelle le problème se présente à l'esprit de ses hommes d'État et de ses penseurs, elle n'est pas près de sortir de ce travail préliminaire, qui heureusement pour elle n'a fait jusqu'ici couler que des flots d'encre, bien que, selon la prédiction quelque peu emphatique d'un ministre prussien¹, il ne puisse s'accomplir définitivement que « par le fer et le sang. » Le fer et le sang ! on ne peut s'empêcher de demander à quoi bon. Quelle soit homicide s'est donc emparée de la bonne patrie allemande ? Nous persisterons à croire, jusqu'à plus ample informé, que le belliqueux ministre du parti de la Croix la calomnie. Si, pour fonder l'unité allemande, il ne s'agissait de faire couler le sang dont il parle qu'à Posen, ou en Gallicie, ou dans le Schleswig, nous serions beaucoup moins incrédule ; mais c'est le sang du peuple allemand lui-même qu'il s'agit de verser, et, dans l'état actuel de l'Allemagne, il ne nous semble pas que le résultat en vaille la peine. Son morcel-

1. M. de Bismark.

lement ne lui laisse pas, il est vrai, à l'extérieur, toute l'influence à laquelle lui donneraient droit sa puissance réelle et sa population si elle était unie, mais ce malheur a des compensations auxquelles elle devrait attacher plus de prix. Elle n'a, pour se consoler, qu'à jeter les yeux sur ces voisins qu'elle envie le plus.

Où sont nos *Vor-Parlement*? Vous figurez-vous un préfet français apprenant que les membres de la défunte Assemblée législative de 1851 vont se réunir et ouvrir leurs séances dans la ville qu'il administre, sous prétexte que tout ce qui s'est fait en France depuis cette époque est illégal et non avenu? C'est pourtant, à la lettre, ce que peuvent faire en Allemagne les membres du Parlement de Francfort de l'année 1848, sans qu'il vienne à l'esprit de personne de les troubler dans leurs arrangements. Une organisation politique qui rend possible de telles choses ne vaut-elle pas l'unité qui permet de faire une expédition du Mexique? Les Allemands ont chez eux sept à huit parlements préparatoires en permanence, qui ne doivent leur existence qu'à la libre initiative des citoyens, et où l'on discute chaque jour jusqu'à l'existence des gouvernements qui régissent actuellement la Confédération; et nous, si d'aventure nous éprouvons le besoin de dire en public que la presse doit être libre, que l'instruction doit être obligatoire, et autres vérités aussi hardies, il nous faut aller ouvrir un congrès à Bruxelles! il est vrai qu'en revanche nous avons l'honneur d'être la nation la plus unitaire et la plus centralisée qu'il y ait dans les deux mondes. Sans méconnaître donc ce qu'il y a de légitime dans le sentiment qui porte l'Allemagne à chercher une plus grande part d'autorité en Europe dans une plus grande concentration de ses forces, nous croyons que les Petits-Allemands, comme les Grands-Allemands, y mettent le plus souvent une ardeur aveugle, qui leur fait trop oublier les

biens certains qu'ils exposent pour les avantages beaucoup plus problématiques qu'ils poursuivent. Ni l'Autriche, ni la Prusse, après l'hégémonie desquelles ils soupirent, n'ont, en ce moment, dans leur situation intérieure, rien qui paraisse bien digne d'envie. L'Autriche, condamnée à l'impuissance comme empire absolutiste, travaille de son mieux à se créer une virginité de libéralisme sans avoir encore réussi à convaincre qui que ce soit de sa sincérité dans ces voies si nouvelles. Quant à la Prusse, les rapports entre la couronne et le Parlement y deviennent chaque jour plus difficiles, elle côtoie le dangereux expédient des coups d'État, et les Petits-Allemands qui aspirent de tout leur cœur à devenir Prussiens pourraient bien échoir en partage à un parti militaire qui leur donnerait toute l'unité qu'ils peuvent désirer, mais n'encouragerait pas dans la même proportion leur intarissable loquacité, ce qui serait regrettable pour tout le monde, mais particulièrement pour les Petits-Allemands.

Aux États-Unis, les succès du général Mac-Clellan sont venus relever les affaires du Nord au moment où elles semblaient dans une situation désespérée, et le dernier manifeste du président Lincoln va achever de faire rentrer cette guerre dans une phase toute nouvelle. Il devient de plus en plus difficile de soutenir que « l'esclavage n'est pour rien dans la lutte. » Nous avons d'ailleurs plus d'une objection à élever contre la mesure que le président a cru devoir adopter, ou plutôt contre la forme malheureuse, selon nous, qu'il a cru devoir lui donner, car au fond cette mesure n'est autre chose que l'abolition pure et simple. Puisqu'on a tant fait que de se décider à cette grande et solennelle résolution, il valait mieux l'aborder franchement que d'en amoindrir la portée par des restrictions peu dignes d'une telle cause. En agissant ainsi, on a ôté à la mesure son caractère juridique et universel, en qui rési-

dent toute sa vertu et toute sa raison d'être. On l'a abaissée aux mesquines proportions d'un fait et d'un accident, au lieu de la décréter comme un principe de justice.

Les vues qui ont inspiré ses auteurs ne sont pas difficiles à pénétrer; ils ont voulu laisser une porte ouverte aux États qui voudront rentrer dans le sein de l'Union avant l'échéance qui leur est assignée, ils ont voulu qu'ils y fussent même attirés par un intérêt palpable et certain; mais l'inutilité des ménagements qu'on a eus pour eux dans le passé montre trop bien celle des promesses en partie illusoires qu'on leur offre pour l'avenir, et puisque la mesure avait avant tout pour objet d'apporter aux forces fléchissantes de l'Union l'appui des esclaves délivrés, il fallait, pour susciter plus sûrement cette insurrection lui donner confiance et sécurité par un appel qui ne parût pas seulement un cri de détresse, par la liberté et non par un affranchissement conditionnel.

Le manifeste de M. Lincoln risque fort de ne ramener à l'Union ni les maîtres ni les esclaves. Quel enthousiasme veut-on que ressentent ces pauvres gens auxquels on promet la liberté, mais seulement à condition que leurs maîtres feront ou ne feront pas telle ou telle chose, à qui on dit d'avance que leur affranchissement est considéré, non comme un bien auquel ils ont droit, mais comme un moyen d'intimidation dont la république a besoin, non comme une récompense pour eux, mais comme un châtiment pour leurs maîtres? Tout cela n'est pas seulement souverainement impolitique, c'est d'une souveraine iniquité. Heureusement la force des choses est là pour reviser ce décret. La révolution qui s'accomplit aux États-Unis n'est pas à la merci d'une mesure fausse ou incomplète. Il y a dans les nobles passions qui lui ont donné naissance assez de grandeur pour suppléer à la médiocrité d'un homme d'État.

Ceux qui veulent se faire une idée juste et sûre des événements qui s'accomplissent aujourd'hui en Amérique et des causes qui ont amené la guerre actuelle n'ont qu'à lire la brochure substantielle et décisive que vient de publier sur ce sujet l'écrivain qui, depuis Tocqueville, a le mieux parlé en France des États-Unis et qui les a le mieux connus¹. Notre presse esclavagiste s'est bien gardée de mentionner cet irréfutable travail, sobre, concis, nourri de faits et de citations péremptoires, qui ne laisse debout aucun des arguments qu'elle continue à développer chaque matin avec une imperturbable assurance.

L'étude de M. Laboulaye contient spécialement un très curieux aperçu sur les vues politiques de Napoléon I^{er} au sujet des États-Unis. Il les considérait avec raison comme destinés à servir de contrepoids à la puissance maritime de l'Angleterre, et à aucun prix il n'eût voulu les voir divisés. L'éminent publiciste n'a pas de peine à faire ressortir la folie de ceux qui voudraient aujourd'hui lancer la France dans cette guerre fratricide et, qui *pis est*, comme eût dit M. de Talleyrand, impolitique.

« Chez nous, Français, ajoute-t-il à ce sujet, est-il possible que la cause de l'esclavage soit jamais populaire? Nos pères ont été en Amérique avec La Fayette et Rochambeau pour y soutenir la liberté. C'est là une de nos gloires nationales; c'est par ce service rendu aux États-Unis que nous sommes là-bas des frères et des amis. Effacerons-nous ce passé mémorable? Le nom français sera-t-il associé au triomphe du Sud, c'est-à-dire, quoi que nous fassions, à l'esclavage éternisé? Cela ne se peut pas. La France, dit-on, ne se bat jamais pour un intérêt, mais pour une idée. J'adopte cette fière devise, et, je le demande, si nous secourons le Sud, quelle est l'idée que nous défendrons? »

1. Les *Etats-Unis et la France*, par Edouard Laboulaye, chez Dentu.

8 décembre 1862.

Ce qu'on est convenu d'appeler le concert européen nous offre aujourd'hui une harmonie qu'on se sent embarrassé de qualifier dignement. Cela doit être quelque chose comme de la musique de l'avenir. Ceux qui conduisent ce grandiose orchestre ont le droit d'être fiers de leur ouvrage. Dieux immortels, qu'il fait bon vivre dans l'ère des gouvernements forts ! Quel accord et quelle bonne foi entre les cabinets, quelle confiance entre les nations, quelle sincérité chez les souverains, quel contentement chez les sujets ! Rien ne manque à ce tableau de famille. L'Europe, longtemps égarée à la poursuite d'une liberté chimérique, est enfin en pleine possession de la substantielle réalité des gouvernements paternels. Elle en savoure à son aise les douceurs, elle en recueille tous ces fruits auxquels on reconnaît au premier coup d'œil une grande civilisation et une grande époque : la hauteur dans les desseins, la suite dans les vues, la sûreté dans les relations, la fidélité dans les engagements ! Aussi ne peut-on s'étonner qu'elle cède si volontiers à l'ambition de faire participer de lointaines contrées à des bienfaits qu'elles ont le mauvais goût de ne pas envier. Nous aurions déjà porté au monde entier ces présents de l'âge d'or à la bouche philanthropique de nos canons, n'était la louable émulation qui s'est emparée des puissances. Chacune d'elles n'a en vue que la félicité et la régénération du genre humain, mais elle voudrait en être la seule dispensatrice. Dissidence inévitable qui n'enlève rien à la sublimité du spectacle que nous offre aujourd'hui la « confédération européenne » — c'est-à-dire la grande alliance des nations, car nous sommes dans le siècle des alliances.

Jamais on n'a vu une telle entente cordiale entre les peuples, un si touchant échange de procédés entre les souverains. C'est un embrassement général. On s'adore et on se le dit. Demandez à l'Italie ce qu'elle pense de sa bonne alliée la France ; demandez à la France ce qu'elle pense de sa bonne sœur l'Angleterre, à celle-ci ce qu'elle éprouve pour sa protégée la Turquie. Interrogez encore la Prusse sur l'Autriche et l'Autriche sur la Prusse. C'est partout le même sentiment, on s'aime à s'entre-dévorer à force de tendresse, mais personne n'ose donner le signal. Voilà le concert européen dans le temps aimable où nous vivons.

La politique internationale n'est plus aujourd'hui qu'une guerre d'embûches et de supercheries, où chacun ne poursuit qu'un but misérable, sans plan, sans hardiesse, sans élévation, sans principe, et où, en cherchant à faire trébucher ses adversaires, le principal machinateur demeure, de temps à autre, pris dans son propre piège, à la risée générale. Nous voudrions faire ici une exception en faveur du gouvernement de notre pays, mais la vérité nous force à reconnaître qu'il a fourni dans ces dernières années un large contingent à l'histoire des feintes diplomatiques, témoin sa politique compliquée vis-à-vis de l'Italie et des États-Unis, pour ne pas parler de faits moins connus. Ses détours, ses variations, sa promptitude à dérober sa marche ont pu lui faire croire à lui-même que sa conduite dans ces deux questions avait été d'une suprême habileté ; mais si l'on en juge par le résultat, il est douteux que le succès qu'il a obtenu vaille toute la peine qu'il s'est donnée. Isolé aux États-Unis, il se trouve en Italie en face d'une impopularité croissante, et obligé de s'avouer à lui-même qu'il valait encore mieux empêcher l'unité de se former que de la reconnaître, en la forçant à nous considérer comme ses ennemis naturels. La

situation de la France en Italie est aujourd'hui moins bonne qu'au début de la guerre, alors que nous n'avions dépensé pour elle ni un homme ni un écu. A cette époque, elle voyait en nous des libérateurs, aujourd'hui nous ne sommes plus pour elle qu'un obstacle, et elle dispose de forces beaucoup plus considérables que lorsqu'elle nous voulait du bien. Voilà le triomphe de la politique de stratagème. Notre campagne diplomatique en Italie est considérée comme le modèle du genre. Cela peut être très habile, car tout le monde est plus ou moins trompé dans son attente ; mais qui est en somme le plus compromis ? L'Angleterre vient de nous offrir, à son tour, dans les affaires de la Grèce¹, un spécimen de la politique de surprise, qui fait pâmer d'admiration ceux qui, par état, sont tenus d'en témoigner le plus d'humeur.

Les péripéties de cette singulière comédie qui vient de se dénouer brusquement, après avoir tenu pendant quinze jours l'Europe attentive, sont trop présentes à l'esprit de tout le monde pour qu'il soit nécessaire de les raconter en détail. Commencée comme une conspiration contre l'équilibre européen, elle a fini comme une espièglerie d'écolier, et on ne peut affirmer qu'elle ne nous réserve pas quelques nouveaux étonnements. Que lord Palmerston ait montré dans la conduite de cette intrigue une grande dextérité, et l'esprit le plus malicieux, c'est ce que personne ne songera à contester, mais qu'il ait agi en politique et bien mérité de l'avenir de son pays, c'est ce qu'on lui accordera plus difficilement, au moins jusqu'à plus ample information. L'Angleterre a, depuis longtemps, adopté en Orient une politique qui devient de jour en jour moins praticable. Réduite à étayer sans cesse une do-

1. Une révolution venait de chasser le roi Othon. Tout à coup l'on apprit qu'un nouveau candidat au trône était acclamé par tous les Grecs, et ce candidat était le second fils de la reine Victoria, le prince Alfred.

mination chancelante et visiblement destinée à périr, elle court grand risque de voir son influence en Orient disparaître le jour où cette domination s'écroulera. D'autre part, malgré cet appui persistant qu'elle prête à l'empire turc, ce n'est ni par principe ni par nature qu'elle se trouve l'adversaire des populations chrétiennes de l'Orient. En s'opposant à leur affranchissement, elle donne au contraire le plus sanglant démenti aux principes constants de sa propre politique, mais elle voit ces populations sur le point de tomber sous la prépondérance russe, et c'est pour empêcher ce résultat qu'elle les maintient sous la domination turque. Son véritable intérêt serait donc bien plutôt de les gagner à ses vues, de substituer son influence au patronage russe avant que l'empire turc, aujourd'hui très menacé, ne disparaisse tout à fait. Elle ne peut se dissimuler que le temps presse, que les populations chrétiennes de l'Orient s'éveillent et s'agitent, que l'avenir leur appartient, que le percement de l'isthme de Suez va leur imprimer un mouvement et une activité dont les suites sont incalculables, et qu'en présence de tous ces symptômes, il n'est point trop tôt pour l'Angleterre de chercher à se donner à leur sympathie des titres un peu plus sûrs que son ancienne complicité avec leurs oppresseurs.

La révolution de Grèce est venue offrir à l'Angleterre une occasion facile de mettre à profit ces avertissements, et de réparer le passé en se créant dans l'Orient chrétien une popularité qui aurait bien vite effacé celle de la Russie. Il n'eût tenu qu'à elle de faire triompher, sans une seule protestation de l'Europe, cette candidature qui a soulevé tant d'opposition d'une part et obtenu de l'autre une si enthousiaste adhésion. Ce n'est un mystère pour personne que la France et la Russie ont tout d'abord marqué une très vive répugnance pour le maintien du protocole dont les dispositions entravaient le succès de leur candidat,

le duc de Leuchtemberg, et qu'elles n'ont commencé à invoquer la foi des traités que lorsqu'on a démasqué la candidature du prince Alfred. Pour assurer le succès de cette dernière candidature, il suffisait donc au cabinet anglais d'obtenir, dès le début, des deux puissances une répudiation expresse des stipulations de ce protocole; ce qu'elles eussent alors accordé avec empressement et dès la première ouverture. Découverte, aussitôt cet arrangement conclu, et accompagnée de l'abandon des îles Ioniennes, dont la possession est un embarras et une honte pour l'Angleterre, cette candidature n'aurait pas rencontré en Europe d'obstacle sérieux. Les gouvernements l'eussent vue avec un dépit impuissant, s'étant eux-mêmes liés les mains, et l'opinion publique fût bientôt revenue de l'impression défavorable qu'elle a d'abord ressentie. Quel esprit libéral ne préférerait en définitive voir l'influence anglaise, ainsi modifiée par la force des choses, se substituer en Orient à l'influence russe !

C'était là, à la vérité, de la part du cabinet anglais, un changement complet de politique; mais un changement qu'il sera tôt ou tard contraint à subir contre ses plus chers intérêts, et qui aujourd'hui eût pu s'opérer à son honneur et à son grand avantage, sans exiger beaucoup plus d'habileté que lord Palmerston n'en a dépensé dans cette mystification. La guerre n'était nullement au bout de l'acceptation de ce trône dans les conditions que je viens de définir, et l'alliance anglo-française n'eût pu en être refroidie, car elle a atteint depuis longtemps son maximum de refroidissement. Le cabinet anglais a jugé plus adroit de retirer son candidat au prix de l'abandon de la candidature du duc de Leuchtemberg et de déclarer aux Grecs, c'est-à-dire à l'Orient chrétien tout entier, qu'il n'avait pas cessé un seul instant de se moquer d'eux. Voilà ce qu'on admire le plus dans cette délicieuse plaisanterie

C'est en quoi les rieurs nous paraissent se méprendre singulièrement. La diplomatie a été jouée et bernée avec un merveilleux sang-froid par le ministre qui en connaît le mieux les vieilles roueries, cela ne peut faire de doute pour personne, et il n'y a pas assez de sifflets en Europe pour célébrer dignement la déconvenue de cette école d'intrigue et de prétentieuse inutilité ; mais les Grecs, s'ils savent se tenir et se conduire, en quoi méritent-ils qu'on rie à leurs dépens ? Le moment approche où l'Angleterre aura plus besoin d'eux qu'ils n'auront besoin de l'Angleterre. Si elle croit réaliser un chef-d'œuvre d'habileté en s'aliénant pour toujours leur sympathie, en se liant à jamais au cadavre de ce qui fut l'empire turc, de quel côté est le ridicule ?

L'Angleterre se trouve en ce moment placée dans l'alternative de blesser irréparablement les populations dont elle a encouragé les espérances, ou de leur céder gratuitement les annexions qui devaient être le gage d'un trône. Il est encore temps pour elle d'y faire monter à ce prix un candidat selon son cœur, mais les instants sont précieux, car la confiance des Grecs en ses promesses est déjà fort ébranlée. Il est impossible de dire avec certitude à une telle distance si la résolution qui vient d'être adoptée par le gouvernement provisoire pour l'application du suffrage universel à l'élévation d'un roi ne cache pas quelque nouveau coup de théâtre, comme par exemple la candidature de quelque Bernadotte britannique, étranger à la famille royale, mais dévoué aux intérêts anglais. Il est certain que nous aurions mauvaise grâce à nous opposer à une élection de ce genre, nous qui faisons faire deux mille lieues à quarante mille soldats dans le seul but d'assurer le libre suffrage aux habitants de Mexico. Notre zèle désintéressé pour les principes perdrait singulièrement de son prestige s'il venait à se donner à lui-même de semblables

démentis. Si donc il n'y a là qu'une ruse de guerre, nous sommes prêts à applaudir à ces fils d'Ulysse ; mais si les Grecs n'ont fait en cela que sacrifier à la mode, ils n'ont pas pris conseil des intérêts de leur liberté future. Supposiez le roi Othon élu par le suffrage universel, il y a longtemps que leur embryon de parlementarisme eût été cousu dans un sac et jeté à la mer, selon un procédé connu ailleurs qu'en Turquie.

Il y a d'ailleurs, dans cette idée singulière de faire servir le suffrage des libres citoyens à l'élection d'un roi qui s'empressera peut-être d'enchaîner ceux qui l'auront élu, au nom de leur propre souveraineté, quelque chose qui paraît encore plus choquant sous ce ciel lumineux de la Grèce que dans tout autre pays. On proposerait plus volontiers cet expédient aux descendants des Perses de Xerxès, si ces dignes sujets du grand roi avaient laissé une postérité. Les Grecs feraient mieux de laisser aux barbares de telles institutions, et puisque leur spéculation sur les princes candidats ne leur a pas donné les résultats qu'ils espéraient, pourquoi craindraient-ils d'emprunter à leurs propres traditions quelque heureuse imitation de ce régime qui a rendu leur patrie si grande et si glorieuse ? Que n'essayent-ils d'une république fédérative au lieu de recommencer sur nouveaux frais la déplorable expérience qu'ils viennent d'achever ? La république fédérative, placée au centre de l'Europe, enclavée au milieu d'États unitaires et hostiles, n'aurait aucune chance de durée, et c'est pourquoi nous la repoussons pour l'Italie, où elle serait aujourd'hui un non-sens et une impossibilité.

Mais ces motifs n'existent pas pour la Grèce, protégée à la fois par son isolement et par la jalouse amitié des puissances, et placée à proximité d'un vaste empire dont toutes les pièces se détachent successivement et cherchent un nouveau centre de gravité. Sous la forme d'une répu-

blique fédérative, la Grèce exercerait une bien autre force d'attraction sur ces épaves de l'empire ottoman, qu'elle ne pourra le faire sous la forme monarchique, parce que le premier besoin et le premier souci de ces provinces, à peine affranchies du joug turc, seront de conserver l'indépendance qu'elles auront sans doute chèrement achetée, et parce que la fédération leur offrira des moyens certains de sauvegarder leur autonomie, tandis qu'une monarchie n'aura de relâche avant de l'avoir absorbée à son profit.

Les Grecs, s'ils veulent se montrer dignes de leur destinée, ne doivent jamais oublier que leur État naissant est appelé à servir de centre de ralliement à des populations erratiques, et parmi les mesures que vient de voter leur gouvernement provisoire, il est une disposition qui montre, selon nous, à un degré remarquable qu'il a conscience de ce rôle, c'est celle qui autorise les sujets grecs établis à l'étranger à envoyer des représentants à la prochaine assemblée nationale. C'est bien là la conception d'un peuple qui sent que ses frontières actuelles ne sont qu'une fiction géographique, un cadre susceptible de s'élargir indéfiniment, et qui cherche à réunir les membres dispersés de la patrie. C'est une idée originale, appropriée exclusivement à la situation particulière de la Grèce, et conçue en dehors de toutes les traditions de la routine des gouvernements, ce qui fait bien augurer de l'esprit politique de ce petit pays. Il n'aura pas lieu de se repentir de l'avoir adoptée; car il est à remarquer que le patriotisme est d'ordinaire bien plus énergique chez les citoyens qui résident à l'étranger que chez ceux qui vivent sur le sol natal. Il y a dans ce simple appel adressé à cette Grèce extérieure qui navigue sur des mers lointaines, ou fait le commerce dans les villes étrangères, ou conspire dans les provinces encore soumises, une inspiration plus haute que dans les actes et les visées habituelles de la politique du jour.

Il paraît, si l'on en juge par le courroux comique qu'à la presse officieuse a cru devoir témoigner à la suite de la mystification diplomatique de lord Palmerston, que l'insuccès de la candidature du duc de Leuchtemberg est un échec pour la politique française en Orient. N'est-il pas surprenant que cette politique, qui se donne elle-même à tout propos comme immuable en ses desseins et qui faisait, il y a sept ans, la guerre de Crimée contre la Russie, en soit arrivée en si peu de temps à considérer la déconvenue du candidat russe comme un coup dangereux porté à sa propre influence? Il serait opportun qu'elle fît connaître les principes qui l'inspirent en cette circonstance, car on cherche en vain les motifs qui peuvent nous faire désirer aujourd'hui ce que nous combattons hier, et on se demande en quoi nous éloignerions la Russie de Constantinople en l'installant à Athènes. Notre but serait-il de nous venger de l'isolement où nous a laissés l'Angleterre dans ce beau projet de médiation américaine où notre diplomatie n'a pas fait non plus brillante figure? Mais la Russie ne s'y est pas mieux associée que l'Angleterre. Il n'est d'ailleurs survenu dans l'équilibre européen aucun dérangement qui justifie un changement d'alliance contraire aux intérêts les plus élevés de notre pays.

Nous ne sommes pas de ceux qui ont pu s'étonner du refus de ces deux puissances d'appuyer le projet de médiation proposé par le gouvernement français, et nous sommes encore moins de ceux qui s'en affligent. D'abord ce refus était à prévoir, il paraît même inévitable, lorsqu'on examine froidement les mobiles qui doivent les inspirer dans la question américaine. L'Angleterre a un intérêt évident à voir la guerre qui ravage les États-Unis terminée; mais, ainsi que M. Cobden le lui a démontré par des chiffres concluants, elle a un intérêt plus grand encore à ne pas se mêler à la querelle, à quoi elle serait inévitablement

entraînée tôt ou tard par l'offre de médiation. Ce n'est pas par sympathie, on le sait bien, qu'elle est réduite à faire des vœux en faveur de la cause esclavagiste; tout son passé proteste contre une telle supposition. Du moment donc que, toute évaluation faite, il y a encore un avantage matériel certain pour elle à conserver la neutralité, on ne peut raisonnablement espérer qu'elle la rompra. Quant à la Russie, que la crise du coton favorise beaucoup plus qu'elle ne lui nuit, car elle a donné un développement extraordinaire à ses exportations de lin, on chercherait vainement quelle sorte d'intérêt eût pu la décider à se lancer dans cette aventure, à moins qu'on ne lui suppose une sorte de haine platonique contre la glorieuse cause que les institutions des États-Unis représentent dans le monde. Nous ne disons pas que cette haine ne puisse exister, car on l'a vue souvent dévorer des cœurs dans lesquels elle n'avait d'autre raison d'être que ce sentiment de rage mêlé de terreur que le spectacle de la liberté inspirera toujours à ceux dont il prédit la chute; mais enfin, la Russie ne la ressent pas à l'égard des États-Unis, et ses finances ne lui permettent nullement d'ailleurs de commencer, en ce moment, une si grosse entreprise.

Une autre considération était de nature à influencer puissamment sur la décision des cabinets de Londres et de Saint-Pétersbourg. Ils ne pouvaient pas ne pas s'apercevoir que l'intervention qu'on sollicitait de leur part était tout à l'avantage de la politique actuelle du gouvernement français, qui, seul peut-être, en recueillerait un jour les fruits. Il n'échappe à personne, en effet, que, par l'extension qu'elle a donnée à l'expédition du Mexique, la France s'est mise dans la nécessité de faire triompher à tout prix la scission des États-Unis, ou de renoncer à un établissement que l'Union, une fois relevée, ne laisserait jamais se consolider en Amérique. Notre utopie sur l'avenir de la race latine

en Amérique est intimement liée au succès de la cause esclavagiste. La France, qui a contribué de son sang à la fondation de cette grande république, et qui l'a toujours eue pour alliée, se trouve aujourd'hui, par suite de ses glorieux plans de régénération en faveur des métis mexicains, intéressée à la voir détruire. Il faut, par une fatalité vraiment étrange, qu'elle fasse désormais des vœux contre la cause qu'elle a toujours servie. Nous contribuerons de toutes nos forces à mettre en lambeaux l'œuvre de Lafayette et de Washington ; mais, en revanche, nous régènerons au son de nos tambours les sang-mêlés des *sierras* mexicaines ! Cette magnifique compensation éblouira-t-elle jusqu'au bout les imaginations françaises ? L'opinion publique restera-t-elle muette ? Le gouvernement, mieux avisé, ne comprendra-t-il pas qu'il est temps de revenir en arrière ?

C'est en vain qu'on se débat contre ces conséquences forcées de notre projet de médiation aux États-Unis. Ses défenseurs montraient plus de franchise, il y a quelques mois, lorsqu'ils demandaient purement et simplement que le gouvernement français déclarât la guerre à l'Union. Quel peut être le secret de leur sympathie pour la médiation si, comme ils l'assurent, elle ne peut entraîner aucun acte d'hostilité, même dans le cas infiniment probable où elle serait repoussée ? N'est-il pas de toute évidence qu'ils y voient une contrainte morale et un premier pas vers une intervention armée ? N'est-il pas plus évident encore que cette médiation, en apparence impartiale, est, en réalité, une démonstration dirigée contre une des parties belligérantes, puisqu'il est de notoriété universelle que le Sud la réclame et que le Nord la repousse ; puisqu'en suspendant les hostilités entre deux adversaires dont l'un est épuisé et dont l'autre imprime à ses armements une activité plus énergique que jamais, elle opérerait une diversion qui serait tout en faveur du premier ?

Au reste, la question est aujourd'hui tranchée, grâce à la jalouse défiance — nous voudrions pouvoir dire aux vues libérales et élevées du cabinet anglais. Quoiqu'on nous ait répété sur tous les tons que ce n'était là qu'une médiation ajournée et nullement abandonnée, nous ne croyons pas que les deux puissances se mettent jamais d'accord sur cette question, et il est peu probable que le gouvernement français ose tenter l'aventure avec ses seules forces. La petite révolution grecque aura fait, en cette occasion, pour les États-Unis, ce que le rat de la fable fit un jour pour le lion pris au piège. Nous aimons à croire qu'ils lui en témoigneront plus tard leur reconnaissance.

La politique extérieure du gouvernement français n'est pas aujourd'hui en veine de succès, nous le constatons avec un regret d'autant plus vif que dans l'état actuel de l'Europe il n'a à redouter ni prépondérance dangereuse, ni hostilité systématique, et qu'il lui serait facile de substituer à son isolement une influence sans rivale. Il ne doit pas se dissimuler qu'il n'inspire plus guère aujourd'hui à ceux mêmes qu'il se plaît à considérer comme ses clients que des sentiments de crainte et de défiance. La transformation qui s'opère en ce moment à notre égard dans les cœurs italiens peut lui donner une idée des impressions des peuples qui ne nous doivent rien et qui ne nous sont liés ni par la gratitude, ni par l'espérance. C'est être simplement exact que d'affirmer que le ministère Rattazzi¹ vient de succomber à Turin victime de son goût trop prononcé pour l'alliance française. Et on se rend compte de cette réaction du sentiment national, lorsqu'on examine la gradation d'espérances et de déceptions par laquelle notre politique l'a fait passer depuis deux ans. Il n'est pas de reconnaissance qui puisse résister longtemps à de telles

1. A la suite d'une discussion qui dura plusieurs jours, le ministère Rattazzi donna sa démission.

émotions ; encore avons-nous grand soin de déclarer à l'Italie que nous la dispensons de ce devoir, en lui faisant savoir en termes formels que, lorsque nous avons porté la guerre dans le Milanais, nous n'avons eu en vue que notre propre influence.

Le gouvernement français tient beaucoup à démontrer¹ que si l'attente de l'Italie a été trompée, c'est que les Italiens ont voulu se tromper eux-mêmes ; que sa politique était identiquement la même à l'époque où il rétablissait à Rome le pouvoir pontifical et à celle où il donnait son adhésion à l'annexion des Romagnes ; enfin qu'il n'a jamais accepté le principe de l'unité italienne. Tout cela est fort aisé à prouver sur le papier, car que ne peut-on prouver à l'aide d'un recueil de documents diplomatiques ? Il n'est pas une pièce qui ne contienne assez de réserves et de clauses résolutoires pour justifier les volte-facés les plus imprévues. M. Drouyn de Lhuys² énumère avec complaisance les protestations dont le cabinet français a fait suivre chacun des empiétements successifs de l'unité italienne, — mais ces protestations s'étendaient à une foule d'actes qu'il a ensuite reconnus et ratifiés. Il a protesté contre l'annexion des duchés, il a protesté contre l'invasion du royaume de Naples, mais il les a laissé s'accomplir. Parmi ces protestations, les unes n'étaient donc que de simples formalités, et les autres étaient un veto absolu.

Ce qu'on reproche aux Italiens n'est donc, en définitive, que de n'avoir pas su deviner toujours quand il leur était permis d'aller en avant ou quand il leur fallait reculer, quand oui voulait dire non et quand non voulait dire oui. Mais ils répondent, non sans raison, qu'il était facile de leur parler clairement dès le début, au lieu d'entrete-

1. Voir le *Moniteur universel* du 18 novembre 1862.

2. M. Drouyn de Lhuys venait de remplacer M. Thouvenel au ministère des affaires étrangères.

nir leurs espérances par cette politique à double entente. Il était au moins aisé de se faire comprendre du ministre qui tenait son portefeuille et son autorité de la confiance que le gouvernement français avait en lui; or, à qui persuadera-t-on que ce ministre, aussi docile qu'empressé, eût si longtemps persisté à faire briller aux yeux de ses compatriotes des promesses qu'il ne devait pas tenir, si l'on eût pris soin de dissiper ses illusions à cet égard? La politique française en Italie aurait donc trompé jusqu'à ses propres instruments, ce qui ne serait ni habile ni prudent, bien que ce soit là un procédé renouvelé de Machiavel, mais de Machiavel mal compris et appliqué par des Welches. Il peut être très politique de briser l'instrument qu'on a employé, lorsqu'il ne peut plus servir, mais avant de le faire, il eût été bon de ne pas mettre à sa disposition une nation de vingt-cinq millions d'hommes.

Quoi qu'il en soit, voilà le ministère Rattazzi à terre, et ce n'est pas le moment de lui adresser des invectives qu'il n'a que trop méritées. Il n'a pas succombé sous des attaques bien redoutables, car il n'a essuyé qu'un feu d'avant-garde, et n'a eu à se défendre que contre des agresseurs d'une rare incapacité; il est tombé de son propre poids devant le seul contraste de son humiliation présente avec son incroyable assurance d'il y a six mois. Il est fâcheux seulement que ce soit la cause italienne qui fasse les frais des leçons de modestie que reçoit M. Rattazzi, de même qu'elle a seule porté la peine des méprises de sa présomptueuse médiocrité.

Les embarras qu'on éprouve en ce moment à Turin pour lui donner des successeurs au ministère peignent bien le désarroi dans lequel est tombé ce malheureux pays; mais ils lui tracent en même temps la ligne politique qu'il doit suivre désormais s'il veut se relever de son abaissement. C'est pour avoir trop compté sur la France

que l'Italie se trouve arrêtée en chemin; il faut qu'elle apprenne maintenant à se passer d'elle. Il y a bien longtemps que ses amis les plus dévoués lui prédisaient ce qui lui est arrivé, et, pour notre compte, nous n'avons pas failli à ce devoir. Elle a, jusqu'à un certain point, mérité les mécomptes qu'elle a subis, car, dans son obstination à ne pas vouloir ouvrir les yeux, il y avait beaucoup de paresse, de laisser aller, de mollesse et de complaisance intéressée.

Les bonnes fortunes inespérées que lui ont valu coup sur coup la protection d'un allié puissant et les combinaisons d'un ministre de génie lui ont trop fait oublier à quelles conditions dures et pénibles les nations achètent d'ordinaire le droit de disposer d'elles-mêmes. Or il en est d'elles sous ce rapport comme des individus. Ce qu'on acquiert par la faveur, on le perd par le caprice. Il y a longtemps que la nation italienne aurait dû, dans l'intérêt de sa dignité, de son avenir, de sa considération en Europe, ne plus attendre que d'elle-même le complément de sa liberté, sauf à ajourner pour quelque temps encore la réalisation de ses espérances. On ne fait pas impunément ce métier de courtisan et de solliciteur auquel elle s'est soumise dans ces dernières années. L'honneur national y périrait à la longue, et avec lui toutes les énergies qui sont la vie d'un peuple; voilà pourquoi Garibaldi restera grand, dût-il être seul de son avis en Italie. Il y a un degré au-delà duquel la condescendance n'est plus que de l'avilissement, et il vaut encore mieux pour un pays accepter une défaite inévitable, mais momentanée, que de se corrompre et de se flétrir dans les liens d'une servitude acceptée par intérêt et toujours trompée dans ses calculs.

La tâche du nouveau ministère est clairement indiquée. Ce n'est plus en adulations et en intrigues auprès d'une cour étrangère qu'il est appelé à dépenser son activité et ses talents, c'est à donner aux ressources et aux forces de

la nation italienne tout le développement, toute l'extension qu'elles sont susceptibles d'acquérir. Il faut que l'Italie soit enfin mise en état de se suffire à elle-même, de peser dans la balance des intérêts européens, d'avoir une politique à elle, de se faire respecter et au besoin de se faire craindre. Tout cela, elle l'a demandé jusqu'à présent à des influences extérieures, comme si on pouvait jamais tenir de pareils biens de la volonté d'autrui. Il faut qu'elle s'habitue à ne plus rien attendre de l'étranger, qu'elle se tienne prête à profiter des occasions que lui offrira l'avenir. Ce n'est pas l'attente, l'immobilité, le désarmement que nous lui conseillons, comme le faisait ces jours derniers un publiciste qui semble être revenu du royaume des ombres, tout exprès pour montrer combien sont aujourd'hui usés, vieillis et déconsidérés les paradoxes qui lui valurent autrefois sa réputation. Nous voudrions au contraire lui voir donner une immense impulsion à son industrie, à son commerce, à son instruction publique, à sa marine, à son armée; recommencer, en un mot, ce que M. de Cavour fit pour le Piémont de 1850 à 1858. Combien les moyens dont l'Italie peut disposer aujourd'hui sont plus puissants et plus efficaces ! Si le ministère qui va prendre en main la direction des affaires ne sait pas comprendre une mission si clairement marquée par les derniers événements, s'il s'obstine à mendier avec humilité des concessions refusées avec dédain, s'il maintient ce peuple dans l'inertie et la mollesse auxquelles il n'est que trop enclin, s'il l'habitue à attendre son salut d'une volonté étrangère, comme il attend la pluie ou le beau temps de la Providence, il faut s'y résigner dès à présent, c'en est fait de l'unité italienne.

3 janvier 1863.

Les institutions ne donnent pas toujours, quoi qu'on en dise, la mesure de l'état moral d'une nation ; quelquefois elles la surfont, souvent elles la calomnient. Tel peuple, qui se vante à tout propos de sa liberté, montre, par sa mollesse et son inertie, qu'il est en réalité prêt pour la servitude ; tel autre, courbé sous le poids de nécessités accablantes, soumis, mais non résigné, proteste par son attitude contre un malheur immérité, et vaut mieux que sa destinée présente. Les actes de la vie politique peuvent tromper l'observateur le plus exercé, même sous un régime qui jouit d'une liberté relative. C'est ce qu'on a vu la veille de la révolution de 1848, événement qui est resté, pour tant de gens habiles, une surprise inexplicable. A plus forte raison ces actes n'ont-ils rien de concluant, lorsqu'ils se meuvent dans un cadre étroit, inflexible, où tout est convenu et réglé à l'avance. Dans ce cas on ne saurait, sans une extrême injustice, considérer cet ordre de faits comme la représentation fidèle de ce qui s'agite au cœur d'un peuple. Nous ne reculerons pas devant l'application qu'on peut faire de ces paroles à notre situation actuelle, comme à celle de tout autre pays. Nous ne croyons être désavoué par personne en affirmant que la France vaut mieux que le mouvement politique qui s'est produit à sa surface dans ces dernières années. Ceux qui savent, pour l'avoir vu, ce qu'elle a dépensé de vie et de force en luttes intérieures, peu bruyantes, mais non stériles, ne regarderont jamais son silence et son immobilité apparente comme un sommeil définitif. Cependant il se présente de temps à autre, chez nous, des faits mille fois plus accusateurs que les abdications ou les défaillances politiques. En présence de

ces faits attristants, on ne trouve aucune réponse à opposer aux théoriciens du découragement, si nombreux dans notre époque de prostration. Telle est l'impression qu'a produite sur notre esprit un fait moins significatif en apparence que beaucoup d'autres manifestations du sentiment public. Nous parlons de la souscription¹ qui a été ouverte au profit des ouvriers de la Seine-Inférieure, à la suite de la crise cotonnière.

L'insuccès de cette souscription n'est heureusement pas un événement consommé et irrévocable. Le cri d'alarme a été jeté; des voix éloquents, des actes plus éloquents² encore ont protesté à l'envie contre l'indifférence par laquelle la majorité du public a répondu à la détresse d'une population sans travail et sans pain; mais si cet appel devait rester aussi inutile qu'il l'a été jusqu'ici, il faudrait reconnaître que de tous les signes dont on s'autorise à l'étranger pour proclamer notre abaissement national, celui-là serait le plus grave et le plus accablant. Nous savons bien les circonstances atténuantes qu'on pourrait invoquer en notre faveur : la routine d'un pays accoutumé à tout attendre de l'administration; la déplorable habitude que nous avons en France de laisser à l'État l'initiative et le monopole de toutes les œuvres d'assistance et de réparation, afin, probablement, qu'il en ait aussi tout le bénéfice; une publicité trop restreinte au sujet de l'étendue et de la gravité du mal, ou bien une publicité déconsidérée, parce qu'on sait qu'elle obéit à un mot d'ordre au lieu d'être l'expression d'un sentiment spontané; enfin l'isolement des particuliers, et la désuétude, le néant où sont

1. Cette souscription fut d'abord ouverte à Rouen par les principaux industriels du département; plus tard, le gouvernement s'y rallia officiellement. Voir le *Moniteur universel* du 7 décembre 1862.

2. Allusions à l'appel du gouvernement et aux souscriptions de la famille impériale. Voir le *Moniteur universel* du 7 décembre et jours suivants.

forcément tombées toutes les manifestations collectives. Mais ces atténuations ne détruiraient pas ce qu'il y aurait d'ignominieux dans une telle apathie. Nous nous refusons donc à accepter comme définitif le triste résultat que les promoteurs de la souscription ont obtenu après plus d'un mois d'efforts incessants; il n'y a déjà que trop de quoi rougir dans l'hésitation qu'ils ont rencontrée! Que s'est-il donc passé chez ce peuple qu'on dépeignait autrefois comme si généreux, si chevaleresque, si désintéressé? De quelle maladie a-t-il été atteint, pour qu'il soit devenu si différent de lui-même? Qui le reconnaîtrait dans cette aggrégation d'individus sans sympathie et sans lien, où chacun n'ayant en vue que ses petits intérêts, est étroitement claquemuré dans son égoïsme ou dans sa peur? Nous avons plus que jamais la prétention d'être un grand peuple et de faire de grandes choses. Nous envoyons une armée de cinquante mille hommes à deux mille lieues de nos côtes, sous un ciel homicide, et sous quel prétexte? Sous prétexte, disent les proclamations de nos généraux, que le peuple chez lequel nous nous présentons en libérateurs a *des bâtiments en ruine, des rues impraticables, des eaux croupissantes, des villes mal éclairées et mal pavées*; sous prétexte que *l'administration n'y est qu'un vol organisé*; que *les monuments y sont mal entretenus*, que le brigandage y fleurit au détriment de l'agriculture, du commerce et des arts. Pour réparer tout cela, pour réaliser cette belle aventure, nous avons déjà dépensé 83 millions, et Dieu sait combien de milliers d'hommes y laisseront leur vie. Pendant ce temps, à nos portes, à deux pas de nous, une population entière, composée de nos concitoyens, de nos frères, se débat, au cœur de l'hiver, contre une misère horrible, et pour venir à son secours, après un mois d'appels suppliants, désespérés, nous réunissons quelle somme? un peu plus de 200,000 francs!

Honte à ceux qui ne comprendraient pas qu'il y a là une question, non seulement d'humanité, mais d'honneur national ! La leçon que nous recevons sur ce point d'un pays que nous nous plaçons à représenter dans nos complaisants parallèles comme la patrie du mercantilisme, n'est pas propre à faire valoir notre libéralité et notre désintéressement. En Angleterre, où la crise cotonnière a fait, il est vrai, un plus grand nombre de victimes, un souscripteur unique, lord Derby, a plus donné à lui seul que tous nos souscripteurs réunis. A Manchester, en deux heures, il a été souscrit pour une somme de près de 3 millions. Partout le public répond avec un admirable élan aux sollicitations qui lui sont adressées. Il n'est pas jusqu'aux États-Unis du Nord qui, tout écrasés qu'ils soient par les calamités d'une guerre à outrance, n'aient montré pour les souffrances d'un peuple qu'ils considèrent comme leur ennemi, plus de sollicitude que nous n'en avons témoigné pour le malheur de nos concitoyens. Serions-nous déjà réduits à invoquer l'exemple du peuple russe pour y chercher un sujet de consolation et pour nous relever à nos propres yeux ? Une souscription a été ouverte il y a peu de temps, à Saint-Petersbourg, en faveur des habitants de la Finlande, que désole une famine affreuse, et au bout de trois semaines, cette souscription, annoncée à grand bruit par les journaux officiels, officieux et semi-officieux de Saint-Petersbourg, avait produit une somme de 338 roubles (c'est-à-dire 1,419 fr. 60 c.). Ce résultat n'a pu être attribué à la nation russe, qui est reconnue pour une des plus hospitalières qui soient au monde. Mais si la faute n'est pas à la nation, qui donc est le coupable ?

C'est que le despotisme peut faire bien des choses ; il peut concentrer dans sa main toutes les forces vives d'une nation, et la rendre pour ses voisins un objet d'épouvante ; il peut la précipiter dans des entreprises lointaines ; il peut

disposer à son gré de la fortune publique et en jeter au vent les laborieuses épargnes ; il peut rebâtir les pyramides d'Égypte ; mais, ce qui n'est pas en son pouvoir, c'est d'inspirer un seul acte de dévouement volontaire et désintéressé. Tout ce que peut donner la contrainte, il le possède ; mais qu'il se garde bien de faire jamais appel à la bonne volonté, à la libre initiative des citoyens, qu'il se garde surtout d'avoir jamais besoin de leur dévouement spontané ? C'est alors, en effet, qu'on voit les despotismes les mieux organisés s'écrouler en quelques heures, sans qu'il se trouve parmi tant de serviteurs empressés un seul sujet fidèle.

L'exemple que je viens de citer me permet de discuter sans porter aucun ombrage à la patriotique susceptibilité de notre administration, la valeur relative des deux systèmes, dont l'un consiste à laisser faire le plus possible en toute chose aux particuliers, à leur imposer même le pénible devoir de s'aider les uns les autres, et l'autre à charger l'État de toute la besogne. Selon l'école ingénue qui défend chez nous la centralisation *au nom des idées de progrès*, il n'y aurait au fond de tout ceci qu'une question de race et de tempérament. Les avantages et les inconvénients de chaque système se balancent ; l'un et l'autre est le meilleur ou le pire, selon le peuple auquel on l'applique. En Angleterre, les citoyens ont la manie de vouloir faire leurs affaires eux-mêmes, ils ont été créés et mis au monde pour le premier système ; chez nous — je veux dire en Russie — ils préfèrent s'en rapporter à l'État, sauf à donner de temps en temps au pouvoir des avertissements appelés révolutions ou régicides ; ils sont nés pour le second. Les deux pratiques se valent. On n'a donc eu qu'un seul tort en Russie, c'est d'ouvrir une souscription. C'était transporter au milieu d'une civilisation asiatique un procédé emprunté aux habitudes anglaises. Sous les gouver-

nements paternels, l'État étant une providence, est tenu d'en remplir le rôle; c'était donc à l'État seul de venir au secours des habitants de la Finlande. Qu'importe sous quelle forme le soulagement leur vienne, pourvu qu'il arrive?

Telle est la thèse des auteurs de cette belle théorie. J'ignore si le malheur a voulu que nous soyons, en effet, nés pour la centralisation; comme les chevaux sont nés pour les coups de fouet et comme ces auteurs sont nés pour déraisonner. Ce que notre histoire permet d'affirmer, c'est qu'il y a eu des époques où nous avons paru nés pour un destin meilleur. Si ces auteurs veulent juger du vrai nom que mérite leur système, ils n'ont qu'à ouvrir nos lois civiles. Là aussi ils verront toute une classe de personnes que le législateur a voulu décharger du soin de leurs propres affaires; mais là cette dispense n'est plus considérée comme un titre de supériorité. Ces personnes, le Code les appelle tout brutalement des mineurs et des interdits. N'ayant aucun intérêt à les flatter, il ne leur dit ni que la tutelle est une distinction, ni qu'ils sont souverains, ni que le conseil de famille est un instrument qu'ils peuvent briser à leur gré, il leur dit qu'ils sont des incapables et qu'il faut obéir. Par quel étrange renversement de toutes les lois du bon sens cette incapacité, transportée dans l'ordre des choses politiques, deviendrait-elle un signe de sagesse, d'intelligence, de maturité, une condition de progrès? Comment l'interdiction, qui est une honte pour l'homme, serait-elle un honneur pour le citoyen? Plutôt que d'admettre une pareille anomalie, on se résigne à supposer que ces honorables auteurs n'ont pas autant de lucidité d'esprit que d'assurance et de subtilité.

Pour en revenir à la Russie, s'il est en effet préférable pour elle que les citoyens croupissent dans leur apathie et laissent à l'autorité les glorieux attributs de la Providence,

comment se fait-il que celle-ci s'acquitte si mal de son rôle? Comment se fait-il qu'au lieu de venir au secours de la Finlande affamée, elle préfère laisser ce soin à la générosité des particuliers? Ne serait-ce point par hasard que cette providence a ses intérêts particuliers qui ne se confondent pas toujours avec l'intérêt général? Ne serait-ce point que ce Dieu-État, en l'honneur duquel on a relevé l'antique infaillibilité sous une forme plus insolente, et qui se charge volontiers de tout faire pour tout dominer, n'est en réalité qu'un homme comme un autre, qui a ses passions, ses préoccupations personnelles, ses intérêts dynastiques, et trouve qu'il y aura plus de profit pour lui à dépenser les millions de son budget dans une expédition triomphante contre le Caucase ou le Kamchatka qu'à soulager des infortunes obscures. Voilà ce qu'on peut encore rappeler aux partisans du fétichisme gouvernemental.

Nous voudrions qu'à aucun prix on ne pût faire à notre pays l'injure d'une application, même lointaine, de ces sévères conclusions. Voilà pourquoi nous souhaitons ardemment la réussite de l'entreprise des généreux citoyens qui ont pris en main la cause des ouvriers de la Seine-Inférieure. L'insignifiance du résultat qu'ils ont tout d'abord obtenu a produit au premier moment un sentiment de profonde stupéfaction : on ne se doutait pas que l'esprit public fût tombé chez nous à un tel niveau. Mais à ce trait de lumière a succédé presque aussitôt un mouvement de révolte et d'indignation, qu'un publiciste éminent a eu l'honneur de ressentir le premier et la bonne fortune de traduire plus éloquemment que personne¹. Cette vive et soudaine réaction du sentiment public contre sa propre inertie, cette protestation contre un échec moral qui ne saurait être défi-

1. M. Eugène Forcade, *Revue des Deux Mondes*, nos des 15 décembre 1862 et 1^{er} janvier 1863.

nitif, puisqu'il n'est pas accepté, donnent lieu d'espérer que la souscription se relèvera de son insuccès et pourra atteindre son but. Cependant les caractères ont aujourd'hui si peu de ressort et les âmes si peu de chaleur, que nous ne parlerions pas avec autant d'assurance si l'humanité était seule en cause dans cette circonstance; mais on peut attendre de l'émulation ce qu'on n'oserait espérer d'un entraînement généreux. L'exemple que nous offre l'Angleterre est tellement humiliant pour notre amour-propre national, que cet enseignement, plein de muets, mais sanglants reproches, finira sans doute par frapper les esprits les moins clairvoyants. Égoïsme et intérêt, telle est, depuis longtemps, la devise que nous avons décernée à nos voisins : il faut convenir qu'en ce moment ils pourraient nous adresser une réplique écrasante. Ils soutiennent, par des dons volontaires, une population de plus d'un million d'hommes; nous laissons dans la détresse nos cent mille ouvriers, victimes du chômage. Ils ont tout intérêt à mettre fin à la guerre des États-Unis et ils refusent de leur imposer la paix, tandis que nous, les anciens et naturels alliés de l'Union, nous venons leur proposer d'y intervenir de concert avec nous. Il y a mieux, les ouvriers du Lancashire, ces populations que la crise du coton ruine et affame font, à Manchester, des manifestations enthousiastes pour envoyer aux États du Nord un cri de sympathie à travers l'Océan! Enfin, pendant que l'Angleterre abandonne aux Grecs, jusqu'ici ses constants adversaires en Orient, ses possessions des îles Ioniennes, nous maintenons sous la tyrannie ecclésiastique un peuple que nous sommes censés protéger et dont nous avons longtemps encouragé les espérances.

On accusera sans doute ce parallèle, qui n'est point à notre avantage, de manquer de patriotisme; mais on ne pourra pas du moins l'accuser de manquer de vérité. Il

reste à savoir s'il y a plus de patriotisme à flatter son pays par la peinture complaisante et mensongère des vertus qu'il n'a pas, qu'à réveiller sa fierté et à stimuler son ambition par un tableau exact des progrès accomplis par ses rivaux. La France n'est que trop portée à croire sur parole les endormeurs qui lui prêchent le repos et le contentement de soi-même : on n'a pas à redouter que notre pessimisme devienne de sitôt contagieux. Nous ne trouvons rien dans ses dispositions actuelles qui nous rappelle ce qu'elle a été à d'autres époques. Non, ce n'est pas là l'inquiétude, le tourment, le souci, la noble fièvre qui consomment les nations qu'occupent de grands desseins. Que d'autres se déclarent satisfaits ; nous avons pour notre pays un orgueil plus susceptible et plus exigeant.

Nous cherchons en vain dans notre situation intérieure des faits qui soient de nature à nous donner un démenti que nous serions heureux d'avoir à enregistrer au moins à titre d'exception. Il nous est impossible de trouver un sujet d'espérance ou de consolation dans le rapport financier¹ de M. Fould, où nous voyons reparaître, mieux portants que jamais, ces crédits supplémentaires que sa réforme avait eu pour but d'abolir. Ils sont d'ailleurs, sous tant de rapports, des crédits extraordinaires, que nous ne voyons pas pourquoi on hésiterait à leur rendre un nom qu'ils méritent si bien. Nous ne pouvons non plus nous réjouir d'avoir à constater que le nombre des députés de Paris² diminue à mesure que sa population augmente ; il y a là pour nous une obscurité qu'aucun commentaire, si verbeux qu'il soit, n'a eu le don de dissiper. Cependant nous n'hésiterons pas

1. Voir le *Moniteur universel* du 18 décembre 1862.

2. Voir, dans le *Moniteur universel* du 1er janvier 1863, le décret réduisant le chiffre des députés de la Seine et d'autres départements. Consulter en outre, à ce sujet, la circulaire de M. le préfet de la Seine du 28 novembre 1862 et deux articles publiés sur cette matière par M. E. André Jacquet, dans le *Siècle* des 15 et 26 décembre de la même année.

à reconnaître le mérite de la réforme¹ que M. le ministre de l'intérieur vient d'introduire dans la procédure des conseils de préfecture, en accordant à ceux qui poursuivent, devant cette juridiction, le règlement des affaires contentieuses, le double bénéfice d'un débat contradictoire et de la publicité des audiences. C'est là, sans aucun doute, un progrès réel, mais une réforme encore très incomplète, car l'administration n'en reste pas moins, en définitive, juge en sa propre cause. Aussi s'explique-t-on difficilement que M. de Persigny ait jugé à propos d'adjoindre un ministère public aux conseils de préfecture. Que représente, en effet, ce ministère public ? l'administration. Et le conseil de préfecture ? encore l'administration. Il y aura donc là l'appareil extérieur, mais non la sérieuse garantie d'un contrôle. Ce sera, en réalité, toujours l'administration qui se contrôlera elle-même. Or, on l'a dit depuis bien longtemps, un pouvoir qui est seul chargé de se modérer et de se surveiller lui-même, c'est l'arbitraire. Mais nous avons perdu le droit de faire les difficiles ; la publicité, qui est le contrôle de l'opinion publique, constitue à elle seule une précieuse innovation.

Le rapport de M. le ministre de l'intérieur donne lieu à une observation qui nous a frappé déjà bien des fois dans ces dernières années : c'est combien il est difficile de faire la plus petite réforme sans invoquer un principe, et plus encore, d'invoquer un principe sans *ébranler toutes les bases de l'ordre social*, comme dirait l'éloquent M. Baroche. « Il y a un grand vice dans le jugement des affaires contentieuses, répète M. de Persigny après Napoléon, « c'est qu'elles sont jugées sans entendre les parties. » Quoi ! est-ce bien la main qui signe tous les arrêts sans appel, dont sont chaque jour frappés la presse et les écri

1. Voir le *Moniteur universel* du 31 décembre 1862.

vains, qui a pu retracer une critique si forte de ses propres actes, une condamnation si décisive du système qui nous régit, une maxime aussi subversive? Est-ce là, de la part de M. le ministre de l'intérieur, une simple distraction, ou bien veut-il se donner le luxe d'un libéralisme tout platonique, ou bien encore les parias de la presse seraient-ils à la veille d'avoir des juges! Tous ceux qui ont à se plaindre d'être jugés sans être entendus peuvent choisir entre ces hypothèses variées. Mais que de perspective dans ce petit mot! Et je n'énumère ici qu'une très faible partie des suppositions qu'il autorise, car il contient toute une révolution. Vous voyez bien qu'on ne touche pas impunément aux principes!

Tout le monde sait que la session législative est sur le point de s'ouvrir chez nous, et cependant la pensée du public se porte déjà au-delà de ce moment, et il est facile de prévoir qu'il ne prêterait qu'une attention distraite aux prochains débats de nos Chambres. On peut dire qu'il les sait d'avance par cœur, y compris les débats de l'Adresse. Il ne les suivra guère que pour y surprendre quelque présage plus ou moins fondé de ce que les élections lui préparent. A cet égard, un champ presque illimité est ouvert aux conjectures, car il est impossible de nier que la situation morale de la France n'ait subi de profondes modifications depuis six ans. Quelle que soit donc l'issue du mouvement électoral, elle doit inévitablement nous apporter du nouveau, et comme il est difficile que ce résultat soit pire que ce que nous avons vu, on a raisonnablement le droit d'espérer qu'il sera meilleur. Cette lutte électorale va remettre en question bien des choses; ce n'est pas nous qui le disons, ce sont les défenseurs les plus dévoués de l'ordre actuel. Ne sont-ce pas eux qui parlent sans cesse de la nécessité d'une nouvelle bataille à livrer et à gagner? Nous les aurions crus plus sûrs de leur victoire. Mais que

veulent-ils dire par ces paroles belliqueuses et par ces défis plus bruyants que courageux ? En présence d'un scrutin, il ne peut être question d'un appel à la force, mais seulement d'une lutte légale.

Devons-nous supposer qu'un avantage remporté par l'opinion libérale serait à ce point menaçant pour leur système et pour leur influence ? Dans ce cas, nous leur devons des remerciements d'avoir bien voulu nous en avertir. C'est dans la crainte qu'il inspire à ses adversaires qu'un parti politique trouve la mesure de ce qu'il peut et souvent l'indication la plus sûre de ce qu'il doit faire. Nous adjurons donc les hommes de toute opinion, qui ont conservé au fond du cœur quelque attachement pour la liberté, de relever en son nom ces insolents défis, et d'accepter hardiment la lutte à laquelle on les provoque. Qu'ils se gardent surtout d'oublier les suites fâcheuses de leur abstention d'il y a six ans.

Le ministère italien s'est enfin reconstitué, après de longues hésitations qu'on doit attribuer surtout au désir immodéré qu'avait conservé M. Rattazzi de se combiner avec quelqu'un ou avec quelque chose, pour reparaitre sous une nouvelle forme. Cet homme d'État a un goût prononcé pour les métamorphoses. On a vu là l'effet d'un amour-propre excessif ; nous ne pouvons y voir qu'un excès d'humilité ; car, enfin, ce dont on ne voulait plus, c'était d'un cabinet Rattazzi, et ce ministre tenace n'eût pu se perpétuer dans les combinaisons nouvelles qu'à la condition d'y rester inaperçu. Il est vrai qu'à regarder les choses de près, le principal but de son administration changeante et compliquée paraît avoir été de se conserver elle-même. Ses successeurs offrent par leur passé politique des gages plus sérieux et plus sûrs aux amis de la cause italienne. Nous avons eu déjà l'occasion de parler plus d'une fois ici de l'intelligence fine et pénétrante ainsi

que de l'honorable caractère de M. Peruzzi. M. Farini est connu de toute l'Europe par l'habile fermeté qu'il a déployée dans l'administration des duchés, et par la coopération qu'il a prêtée à M. de Cavour pendant les deux dernières années de la vie de ce grand ministre. Il est fâcheux seulement que la maladie qu'il a contractée dans son gouvernement de Naples ne lui permette de consacrer aux affaires qu'une partie de son activité et de ses forces. M. Minghetti est réputé comme le principal défenseur du système régional. Il sera, au ministère, la réfutation vivante du reproche qu'on adresse si fréquemment aux hommes d'État italiens, de n'avoir rien imaginé de mieux pour leur pays, en fait d'institutions administratives, qu'une plate et stérile imitation de tous les abus de notre centralisation.

Le programme par lequel le nouveau ministère a inauguré son entrée aux affaires a le mérite, devenu très précieux en Italie, d'être sincère, net, et de ne spéculer sur les illusions de personne. Le gouvernement italien reprend la dignité d'attitude qui convient au représentant d'une grande nation, en attendant qu'il soit en état d'en montrer la hardiesse et la fermeté. Sa politique est conforme à ce que nous avons souvent indiqué ici comme la meilleure conduite à suivre dans la période de transition qui va s'ouvrir pour l'Italie. Cette politique consiste à demander le complément qui manque à l'unité italienne, non plus aux influences extérieures dont on n'a plus à attendre que de vagues promesses ou des humiliations à peine déguisées, mais au développement des forces, des richesses et des libertés nationales. A se heurter sans cesse avec des supplications ou des menaces également impuissantes contre un obstacle qu'on n'est pas en état de surmonter on gagne le mépris de ses adversaires et on lasse la pitié de ses amis. Il vaut mieux se taire et travailler avec éner-

gie et activité à se mettre en situation de présenter des requêtes un peu moins attendrissantes, mais un peu plus écoutées. C'est ce que le cabinet de Turin paraît avoir enfin compris sous le coup des déceptions réitérées qui l'ont frappé depuis un an. Il était temps, pour l'honneur de l'Italie, qu'il renonçât à cette politique de gémissements, dont le souvenir restera attaché au nom de M. Ratazzi. Il en était temps aussi pour le salut de l'œuvre que les Italiens ont voulu fonder, car on se méprendrait étrangement si on se figurait que cette triste politique ne compromettrait que la dignité extérieure du pays ; elle se traduisait à l'intérieur par une corruption profonde qui a atteint toutes les parties de l'administration, et dont la Représentation nationale elle-même ne paraît pas avoir été tout à fait préservée. Elle a arrêté brusquement l'organisation commencée par le comte de Cavour et condamné toutes les grandes entreprises à la plus honteuse torpeur.

C'est l'évidence de ce mal qui a marqué leur tâche aux nouveaux ministres, et le laconisme de leurs déclarations, qui fait un si parfait contraste avec les magnifiques promesses de leur prédécesseur, nous porte à croire qu'ils la mèneront à bonne fin. Ils ne se sont montrés explicites que sur un seul point, qui méritait, en effet, un solennel engagement de leur part. Nous voulons parler de cette lamentable question du brigandage. Ils ont compris, avec raison, que l'Italie devait enfin, sur ce point, une réponse aux accusations dont elle a, en quelque sorte, laissé grandir la vraisemblance. Mensonge ou impuissance, tel est le reproche que ses ennemis sont en droit de lui adresser, tant que le brigandage n'aura pas posé les armes.

Est-ce par esprit d'émulation que le gouvernement pontifical annonce de son côté l'intention de se consacrer désormais aux réformes intérieures ? Nous ne savons, mais nous laisserons à d'autres le soin de commenter et de

faire valoir les réformes municipales dont il se propose de doter ses sujets. Notre diplomatie doit être fière de ce beau triomphe remporté sur l'obstination du Saint-Siège ; elle aura là de quoi dormir au moins dix ans sur ses lauriers, selon l'habitude que paraît avoir adoptée systématiquement la politique française, après chaque pas qu'elle fait, tantôt en avant, tantôt en arrière. Après le plaisir de « poser des problèmes, » comme on dit aujourd'hui, rien ne lui est plus agréable que de les laisser indécis. Cela donne de l'occupation à tout le monde, mais cela n'inspire ni la confiance, ni la sympathie, ni la sécurité, biens sérieux dont les peuples n'ont jamais pu se passer longtemps, et qui seuls peuvent permettre à une politique de compter sur l'avenir. Nos rapports internationaux commencent à se ressentir d'une façon fâcheuse de cette situation équivoque et troublée. Quel est aujourd'hui en Europe le gouvernement sur l'alliance duquel nous puissions compter ? Ceux qui dirigent la politique française seraient peut-être eux-mêmes bien embarrassés de le dire.

L'année qui vient de finir laisse la situation européenne plus embrouillée qu'elle ne l'a jamais été, excepté pour un seul peuple, le peuple anglais, qui paraît avoir deviné quelle force, quelle originalité et quel prestige il y aurait aujourd'hui dans une politique généreuse et loyale. C'est le retour à ces nobles traditions, depuis si longtemps abandonnées, qui se trouve être en ce moment la suprême habileté. Le gouvernement britannique n'a qu'à persévérer dans cette voie pour acquérir, à peu de frais, en Europe, une prépondérance sans rivale. Qui sait même si, avant peu, il ne fera pas école ? Ne voyons-nous pas à cette heure même l'Autriche forcée par le cours des événements de prendre au sérieux sa propre conversion au libéralisme, qui n'avait d'abord été qu'une comédie ? Qui

sait jusqu'où sa rivalité avec la Prusse peut la pousser ? Il y a, dans la lutte singulière qui s'est engagée entre ces deux puissances, des surprises, des revirements, des gageures, des interversions de rôles, qui forment assurément le spectacle le plus curieux et le plus intéressant de l'histoire contemporaine. Les naïfs Allemands, qui aspirent à fusionner ces deux États en un seul, pourraient faire de leurs aspirations un emploi beaucoup plus judicieux en tirant parti pour leur propre liberté de cette heureuse rivalité. Quel que soit, en effet, le vainqueur, il dépend de l'Allemagne du centre de recueillir tous les fruits de la victoire.

Le conflit qui a éclaté entre la Couronne et le Parlement prussien, au sujet du budget et des armements, est resté à peu près stationnaire. Nous n'avons point à y intervenir, bien qu'il y ait là une belle occasion pour nous d'aller rendre la liberté aux Prussiens et de faire quelque peu ~~refleurir~~ dans ce royaume ~~deshérité~~ « l'agriculture, le commerce et les arts ; » mais on a le droit de veiller à ce que ni la Couronne ni le Parlement ne fassent payer les frais de leur réconciliation à quelque voisin faible et isolé. La Prusse éprouve depuis longtemps un vif désir de régénérer le Danemark. Tout le monde comprendra que nous ne puissions tolérer cela. Il est urgent que nous y mettions bon ordre, car deux notes récentes, émanées l'une du cabinet anglais, l'autre de celui de Saint-Pétersbourg viennent d'encourager d'une façon très inopportune et fort peu généreuse les prétentions de la Prusse sur le Schleswig. Que le gouvernement russe ait parlé un tel langage, on ne saurait s'en étonner, il était à la fois dans son rôle et dans ses traditions ; mais que lord John Russell ait cru devoir s'associer à cet acte d'intimidation, qu'il ait pris en main la cause du plus fort contre le plus faible, on doit le déplorer d'autant plus qu'il s'est mis

en contradiction avec tous les précédents de la diplomatie britannique au sujet de la question Schleswig-Holsteinoise. Il reviendra sans doute plus tard sur ce malentendu.

7 février 1863.

Si l'on en croit les diseurs de bonne aventure, et si l'on en juge par les transports d'allégresse auxquels se livrait ces jours derniers une grande partie de la presse, la France serait à la veille d'entrer enfin dans l'ère des institutions libres. Il nous serait doux de partager cette croyance pieuse ; mais en attendant que la grâce agisse sur notre esprit, il est assiégé par une foule d'objections que nous ne pouvons pas même songer à exposer ici dans toute leur étendue. Un fait nous frappe surtout dans cette confiance au moins prématurée, c'est la facilité inouïe avec laquelle on fait adopter du jour au lendemain aux principaux organes de l'opinion publique les impressions de crainte ou d'espérance qu'on peut avoir intérêt à leur communiquer. On dirait qu'ils voient tour à tour les choses en beau ou en laid, selon qu'on a besoin qu'ils espèrent ou désespèrent. Par exemple, le pouvoir pouvait désirer de leur part, il y a quelques mois, une sorte de désistement au sujet de la question romaine, — il l'a eu. — Aujourd'hui, en présence des élections, il a besoin que la presse¹ montre des dispositions espérantes, on les lui donne à première réquisition. Dans l'un et l'autre cas, il n'a eu qu'à manifester son désir pour être servi à souhait. La

1. Allusion au langage des journaux officiels de cette époque qui annonçaient, à mots couverts, la solution prochaine de l'unité italienne.

direction de la presse n'est donc pas un vain mot. Qu'elles qu'aient été les visées des auteurs de cette institution, le succès a certainement dépassé leur attente. Il n'entre nullement dans nos intentions de contester la sincérité des demi-promesses dont la presse s'est autorisée, dans ces derniers temps, pour motiver les effusions de sa reconnaissance anticipée; mais n'y a-t-il pas quelque manque de dignité à se réjouir si bruyamment à l'occasion de quelques assurances vagues et voilées que nous sommes loin d'entendre pour la première fois, surtout lorsque les actes mettent tant de lenteur à se conformer aux paroles?

Quant à nous, nous avons lu, non sans un peu de surprise, mais sans le moindre enthousiasme, dans les harangues officielles, les expressions qui ont donné lieu à ces flatteuses rumeurs qui seront bientôt démenties, il y a tout lieu de le craindre. Il n'est question, dans les documents¹ émanés depuis quinze jours des plus hauts dignitaires de l'État, que « d'initiative individuelle, de libre spontanéité des citoyens, des excès de la réglementation administrative, des abus de la centralisation, etc. » Le pouvoir s'approprie ces formules de l'opposition; quel qu'ait été en cela son but, il ne leur a rien fait perdre de leur vertu. Il nous est même permis de voir dans l'emploi de ces expressions, si longtemps factieuses dans notre bouche, un hommage rendu à la puissance des idées qu'elles représentent. Mais des expériences récentes nous ont donné le droit de nous défier d'un si facile triomphe, et ce que nous ambitionnons aujourd'hui pour les idées que nous nous faisons honneur de défendre, ce sont des hommages, non plus en paroles, mais en action. Tant que ces manifestes ne se traduiront pas en faits, ils n'auront pour nous qu'une valeur exclusivement littéraire. En lisant ces

1. Discours et rapports officiels des présidents du Parlement, des ministres, etc. etc.

magnifiques éloges de la liberté, qui coûtent si peu à ceux qui les écrivent, nous nous rappelons involontairement toutes les déceptions auxquelles nous nous sommes exposés lorsque nous avons voulu interpréter, d'après les règles ordinaires, des déclarations qui n'avaient certainement pas, pour ceux qui les avaient rédigées, le même sens que pour le plus grand nombre de leurs lecteurs. Telles étaient, par exemple, celles qui garantissaient à la presse sa liberté, à condition qu'elle n'attaquerait pas le principe du gouvernement. Évidemment le ministre qui préside aux avertissements possède, au sujet du principe du gouvernement, des idées tout à fait différentes de celles qu'on s'en fait d'ordinaire. Ce principe a, pour lui, une signification extraordinairement étendue. Tel était encore le célèbre décret dit de décentralisation. Ce mot, comme celui d'initiative individuelle, si fort en faveur en ce moment dans des régions où il n'avait jamais été prononcé jusqu'ici, appartenait également au vocabulaire des idées libérales, et cependant on l'appliqua à une œuvre si peu en rapport avec l'idée qu'il représente, que tout le monde crut qu'on l'avait employé par antiphrase.

Ces exemples et quelques autres que nous pourrions rappeler démontrent surabondamment que, même en admettant la parfaite bonne foi de nos gouvernants lorsqu'ils nous vantent des formules qui forment un si complet contraste avec leurs actes, en admettant qu'ils ne cèdent pas au désir de rajeunir, à peu de frais, leur popularité, il est infiniment probable qu'ils attachent aux expressions qu'ils nous empruntent un sens tout différent de celui que nous leur attribuons. Nous nous servons des mêmes mots pour qualifier des choses absolument opposées. Voilà tout. Eux, ou nous, nous parlons une langue dont la signification nous échappe. S'il en était autrement, s'il n'y avait pas confusion dans leur esprit ou dans le

nôtre, s'il y avait quelque chose de commun entre nos idées et les leurs, comment concevoir que les mêmes hommes d'État qui viennent de faire des institutions anglaises une apologie si juste et si méritée, nous proposent si souvent pour idéal les traditions romaines et le régime administratif des Césars ?

Il n'y a là, à ce qu'il semble, dans leur esprit aucune contradiction, car on suppose bien que s'adressant à un grand pays ils ne s'exposeraient pas, de gaieté de cœur, au reproche de n'avoir ni plans, ni vues politiques arrêtés, ou d'avoir pour tout système la préoccupation de se tenir prêts à se tourner du côté où soufflera le vent. A nos yeux, au contraire, il y a une incompatibilité absolue et éternelle entre les institutions du césarisme et la liberté telle que l'Angleterre a eu la gloire de la réaliser. L'administration romaine est, au point de vue historique comme au point de vue logique, l'anéantissement nécessaire de toute initiative individuelle, de toute spontanéité, de toute vie locale, de toute liberté d'opinion, de tous les éléments en un mot qui ont fait la force, la grandeur et la vitalité des institutions anglaises. Entre ces deux systèmes, selon nous, il faut choisir ; ils se nient et s'excluent l'un l'autre, et l'on ne peut admirer le premier sans affaiblir ou rendre suspects les éloges qu'on fait du second.

Il est trop évident que les manifestes officiels ne partagent en rien notre manière de voir puisqu'on y rencontre indistinctement et quelquefois dans la même page des apologies de la Rome impériale et des compliments pour la libérale Angleterre. Il y a donc, entre leurs auteurs et nous, des malentendus qui nous font un devoir de n'accueillir qu'avec une extrême réserve des promesses purement verbales. Pour s'en réjouir, ou seulement pour en prendre acte, il faudrait au moins s'entendre sur les mots. On renvoie toujours les philosophes à leurs définitions ;

un gouvernement ne définit ses paroles que par ses actes. Ce n'est qu'après avoir vu réalisées les franchises qu'on se propose de nous octroyer qu'il nous sera permis de dire si nous sommes satisfaits ou non. Jusque-là notre adhésion courrait grand risque de se tromper d'objet et n'attesterait que notre servilité. Il y a des publicistes, nous le savons, qui prêchent la confiance quand même, qui prêtent au pouvoir actuel une foule d'intentions qu'il n'a pas, dans l'espoir de les lui faire adopter, au moins par lassitude. Ils s'imaginent l'engager, parce qu'ils s'engagent eux-mêmes, et se croient de grands politiques en raison de cette profondeur dans la dissimulation. Ce que ces solliciteurs importuns ont obtenu au prix de beaucoup de déboires et de mécomptes n'est pas fait pour nous inspirer l'envie de leur disputer ce rôle sacrifié. Que le pouvoir actuel soit en état de rendre la liberté à la France, c'est ce qui n'est contestable pour personne; on peut même ajouter que jamais il ne lui sera plus facile de le faire que dans les circonstances présentes. Qu'on s'en afflige ou qu'on s'en réjouisse, il y a aujourd'hui toute une génération nouvelle qui est presque entièrement détachée des passions de parti et qui n'a quelque sympathie pour les régimes antérieurs à l'Empire que parce qu'ils lui promettent la liberté; qu'on la lui donne, et on peut être assuré qu'elle ne la chercherait plus en dehors du système qui la lui garantirait.

C'est à cette génération que se rattache aujourd'hui la masse principale des influences et des intérêts du pays. Son indifférence profonde pour nos anciens symboles politiques, jointe à cette inébranlable immobilité que l'empereur¹ s'est plu à reconnaître lui-même au suffrage univer-

1. Allusion à une phrase du discours que l'empereur prononça à l'ouverture de la session législative de 1863. (Voir le *Moniteur universel* du 13 janvier 1863.)

sel, offrirait incontestablement des bases d'une rare solidité pour l'affermissement d'une dynastie; mais il faudrait bien mal connaître la nature humaine, et particulièrement la nature humaine des souverains, pour croire qu'au lieu de s'en tenir à ces grandes considérations, on ne s'ingéniera pas à chercher mille raisons plus ou moins spécieuses de ne pas agir, d'ajourner, d'éluder une épreuve qui consoliderait pour de longues années, au prix, il est vrai, d'une crise passagère. Le passé crée d'ailleurs une solidarité dont les liens sont tenaces, et dont bien peu d'hommes savent se dégager. La volonté elle-même ne suffit pas à un tel changement de rôle : les idées ne se transforment pas aussi facilement que les intentions, et il est difficile de devenir l'initiateur de la liberté quand on a été le législateur de la dictature.

Ces réflexions nous sont suggérées par les discours de l'empereur aux chambres¹ et aux exposants², aussi bien que par les adresses du Sénat et du Corps législatif. Ces divers documents ont été tellement discutés à tous les points de vue, qu'il serait fastidieux d'y revenir avec détail; nous nous bornerons à ajouter une seule remarque aux observations que nous venons de présenter. Les discours de l'empereur, — particulièrement le discours aux exposants, — contiennent une promesse qu'on a déjà bien des fois fait briller à nos yeux. On nous promet la liberté, mais à une échéance indéterminée et sous de certaines conditions de calme et de sagesse que nous devons remplir pour être tout à fait dignes de ce bienfait. Or, il se trouve, par une rencontre assez singulière, et qu'on ne saurait trop faire ressortir parce qu'elle intéresse la sincérité de

1. Voir le *Moniteur universel* du 13 janvier 1863. *

2. Ce discours s'adressait aux exposants français qui avaient été signalés par la commission impériale à l'Exposition de Londres, dont le prince Napoléon était président. (Voir le *Moniteur universel* du 26 janvier 1863.)

nos institutions, que les adresses du Sénat et du Corps législatif constatent précisément que nous remplissons tout à fait ces conditions. Faut-il croire de leur part à une mise en demeure que le respect ne leur eût pas permis de présenter sous une forme plus claire? Les deux adresses ne tarissent pas d'éloges sur la tranquillité, le calme, l'apaisement des esprits dont jouit aujourd'hui la France; elles en font, il est vrai, beaucoup plus honneur à l'empereur qu'à nous-mêmes; mais enfin elles constatent le fait avec une solennité qui ne permet pas de supposer une flatterie, si le compliment s'adresse à l'Empereur, et qui en exclut encore plus l'idée, s'il s'adresse à nous. S'il en est ainsi, si cette ère de stabilité et d'apaisement s'est enfin levée, on se demande quels motifs s'opposent à la réalisation des projets que le discours impérial nous annonce; on se demande quel peut être le sens de ce nouveau vote de confiance que l'administration semble aujourd'hui solliciter des électeurs.

Il y a là une contradiction que nous ne nous chargeons pas d'éclaircir. Mais ce n'est pas en s'abstenant de faire usage du peu de liberté dont elle dispose que la nation peut se préparer aux libertés qu'on assure vouloir lui rendre. Ce n'est pas en s'inclinant de plus en plus sous la tutelle administrative qu'elle s'habitue à compter sur elle-même comme on l'y convie. C'est, au contraire, un devoir pour elle de manifester clairement ses vœux par des élections indépendantes qui prouvent qu'elle est mûre pour le contrôle et la gestion de ses propres affaires. Ce devoir, elle commence à en comprendre l'importance, si nous en croyons l'activité peu bruyante, mais consciencieuse et résolue, qui anime peu à peu le mouvement électoral. Un grand progrès s'est accompli sous ce rapport : il s'opère en France une espèce de dégel. L'intérêt que les électeurs de toute condition ont pris à la vérification des

listes électorales est en quelque sorte un fait nouveau dans nos mœurs, et il est permis d'y voir un heureux augure. Nous n'avons pas de grandes illusions au sujet du résultat définitif du scrutin qui doit s'ouvrir dans quelques mois; mais nous ne pouvons plus entendre sans impatience et sans irritation ceux qui motivent encore leur abstention sur l'impossibilité d'ébranler la majorité, qui est, selon eux, d'avance acquise au gouvernement. Laissons ces quiétistes dormir leur sommeil; il n'y a rien à attendre d'eux. La publicité de la tribune est la seule qui jouisse dans notre pays d'une complète liberté, et elle est, pour qui sait s'en servir, une arme d'une incomparable puissance. N'est-ce donc rien qu'une telle ressource? avons-nous le droit de la dédaigner? Il ne s'agit pas aujourd'hui pour nous de disputer une majorité, il s'agit de parler à la France et de s'en faire écouter. Il s'agit de lui rappeler les grands principes qui ont fait la gloire de ses hommes de génie, qui lui ont donné ce qu'elle a eu de puissance dans le monde, pour qui elle a versé le plus pur de son sang, et qu'elle n'a jamais cessé d'adorer au fond du cœur. Pour cela il n'est pas besoin d'une majorité, il suffit de quelques hommes qui sachent se montrer dignes d'une telle cause. Lorsqu'on leur reprocherait leur petit nombre, ils pourraient bientôt répondre comme Casimir Périer : Nous avons toute la nation derrière nous.

Les débats de l'adresse au Sénat n'ont guère duré que le temps¹ de compter les voix pour le vote de chaque paragraphe. Ils n'ont donné lieu à aucun incident qui vaille la peine d'être noté. Il faut excepter toutefois un discours de M. Thouvenel² sur la question romaine. Ce discours vient de prouver une fois de plus quels embarras singuliers et à peu près inextricables entraîne la question de

1. La discussion dura deux jours, les 30 et 31 janvier 1863.

2. Voir le *Moniteur universel* du 30 janvier 1863.

responsabilité sous la constitution qui nous régit. La responsabilité des ministres est si bien dans la nature des choses que les partisans les plus déclarés du système actuel se conduisent chaque jour comme si elle était écrite dans nos lois. Ainsi c'est un sénateur, M. de la Guéronnière, qui a accusé M. Thouvenel d'avoir fait dévier la politique de l'empereur au sujet de la question d'Italie, comme si cette imputation pouvait avoir un sens sous la constitution impériale, et comme si on avait le droit de diriger une accusation quelconque contre un ministre, après que l'empereur s'est déclaré seul responsable. De son côté M. Thouvenel, malgré ses précautions oratoires multipliées et de grandes subtilités de raisonnement pour concilier des choses contradictoires, s'est défendu en véritable ministre constitutionnel, car il n'aurait pas insisté à ce point sur les actes de son ministère, s'il ne les avait pas considérés comme l'expression de sa politique personnelle. Pourquoi mettre tant de soin à expliquer et à motiver sa retraite, si, comme il l'assure, les vues de l'empereur n'ont pas changé? Au fond, quoi qu'il fasse, l'apologie des actes de son ministère n'en est pas moins une critique indirecte de ceux de son successeur, et, par suite, de la politique impériale qui les adopte. Bon gré ou mal gré, le pouvoir ministériel tend donc à se distinguer et à s'émanciper de la pensée du souverain ; ainsi le veut la force des choses. La théorie du gouvernement constitutionnel sur la responsabilité n'est pas seulement la plus logique, elle est aussi la plus favorable à la dignité humaine. Un homme qui pense par lui-même répugnera toujours à l'idée de n'avoir pas à répondre personnellement de ses actions. Transporter sur une autre tête, fût-elle celle du souverain, toute cette responsabilité du poids de laquelle on le décharge, c'est lui dire trop clairement qu'on ne voit en lui qu'un instrument.

Au Corps législatif, la discussion¹ de l'adresse suit une marche un peu plus accidentée qu'au Sénat, mais non moins fatale quant à son résultat final : aussi avons-nous parlé plus haut du projet d'adresse comme du texte définitif de ce document, certain que nous sommes d'avance qu'il ne subira aucune modification essentielle. M. Baroche reproche aux amendements de l'opposition d'être rédigés en termes qui rendent leur insertion dans l'adresse impossible ; c'est qu'ils n'ont jamais eu cette prétention : ils sont une adresse à l'opinion publique. M. Émile Ollivier a développé dans un discours éloquent, et avec une confiance que nous regrettons de ne pouvoir partager, les considérations de toute nature qui le portent à croire que le moment est venu pour le gouvernement actuel de rendre la liberté à la France. Il a surtout insisté, et avec raison, sur les conditions de force, de calme et de puissance qui rendent si facile une telle détermination. La réponse que M. Baroche a opposée à cet argument est caractéristique et mérite d'être méditée. Quoi ! lui a-t-il dit, vous reconnaissez cette force et cette puissance, et vous voulez que le gouvernement abandonne la politique qui les lui a données pour rentrer dans la voie des aventures ? Ce raisonnement est, en effet, infiniment spécieux ; mais peut-être le ministre n'a-t-il pas assez remarqué que, pour se donner plus facilement le plaisir d'embarrasser son adversaire, il traitait assez légèrement la parole et les engagements de son souverain. « L'empereur, pourraient lui répondre ceux qui attendent de Napoléon III la liberté, ne nous a-t-il pas toujours renvoyés à l'époque où l'Empire paraîtrait consolidé ? N'est-ce pas dans l'espoir de voir se réaliser un jour cette promesse que nous avons voté à yeux fermés tout ce que vous nous avez demandé ? Et aujour-

1. Voir le *Moniteur universel* des 5 et 6 février 1863.

d'hui que de votre propre aveu le but est atteint, que la France est pacifiée, le présent prospère, l'avenir assuré, ainsi que le constatent solennellement les grands corps de l'État; aujourd'hui que nous attendons de vous la récompense de nos sacrifices, voilà les fins de non-recevoir que vous nous opposez ! Hier vous repoussiez notre requête parce que vous ne vous sentiez pas assez affermis, et aujourd'hui vous la rejetez parce que vous vous sentez inébranlables ! Mais si vous n'y faites pas droit lorsque vous êtes forts, est-ce donc lorsque vous serez faibles que vous vous proposez de l'accueillir ? »

Nous savons bien ce que nous répliquerions pour notre part à ces naïfs solliciteurs, mais nous ne voyons pas ce qu'on peut leur répondre raisonnablement au point de vue de la politique officielle. Le discours de M. Baroche est venu jeter quelques gouttes d'eau froide sur des imaginations déjà échauffées : il donne pleinement raison aux doutes que nous exprimions plus haut. Nous savons maintenant à quoi nous en tenir sur ces chimères dont on nous berçait. Nous devons des remerciements à M. Baroche pour avoir dissipé sans ménagement des illusions qui ne sont profitables à personne, et pour nous avoir dit la vérité avec une franchise devenue infiniment trop rare dans les régions officielles. Un pouvoir discrétionnaire est un moyen de gouvernement si commode et si séduisant pour ceux qui l'emploient, qu'il y aurait un excès de crédulité à supposer qu'ils s'en déposséderont jamais volontairement. Il n'y a dans toute l'histoire que quelques grands hommes qui aient eu assez de prévoyance et d'empire sur eux-mêmes pour prévenir en cela les désirs de leurs concitoyens : les autres ne l'ont jamais fait que sous la pression des circonstances, c'est-à-dire lorsqu'il était trop tard pour que cette transformation s'opérât avec fruit pour leur pays et avec avantage pour leur propre

gloire. Ajoutez à cela que les préoccupations dynastiques, qui devraient simplifier la question, la compliquent, au contraire, le plus souvent. Si Sylla avait eu une dynastie, Montesquieu n'aurait probablement jamais pu écrire son dialogue admirable d'Eucrate et de Sylla.

Dans le cours de cette discussion, une question¹ d'un intérêt douloureux, et à laquelle il nous tarde d'arriver, a été portée à la tribune française par MM. Guyard-Delalain et Jules Favre, presque au même instant où le parlement britannique en était saisi par d'autres orateurs, et, nous l'espérons, avec un plus heureux résultat. L'insurrection qui vient d'éclater en Pologne ne pouvait pas être passée sous silence dans un débat où l'on touche à tous les sentiments qui sont si chers à la nation française ou qui intéressent son honneur. Le ministre qui a été interpellé sur ce que le gouvernement comptait faire en faveur de la Pologne n'a pas même promis de négocier comme on s'y engagea en 1831. Il n'a eu pour la tentative désespérée à laquelle des atrocités sans nom viennent de pousser la nation polonaise, que des paroles de commisération et presque de blâme. En cela le ministre ne nous paraît pas avoir été inspiré par une juste appréciation des sentiments et des traditions que la politique napoléonienne représente aux yeux de l'esprit populaire. Il a du moins montré peu d'intelligence des passions qui ont fait le succès du nouvel empire et des obligations qui en sont résultées pour lui. Ce qui a le plus contribué à discréditer en France le gouvernement de Juillet, c'est sa politique extérieure, et particulièrement son attitude lors de l'insurrection polonaise de 1831. A tort ou à raison, le sentiment national ne la lui a jamais pardonnée, et c'est peut-être là ce qui a le plus contribué à sa chute. On peut dire également que ce qui

1. Voir le *Moniteur universel* du 6 février 1863. (Compte rendu du Corps législatif.)

a le plus contribué à relever la dynastie de Napoléon, c'est que ce nom promettait satisfaction à des sentiments trop longtemps froissés, c'est qu'aux yeux du peuple il signifiait gloire, orgueil national, influence extérieure, revanche des traités de 1815.

Si cette signification devait se montrer et briller de tout son éclat, c'était sans doute à propos d'une nation que la France a toujours aimée avec passion, qui lui a été fidèle dans la bonne comme dans la mauvaise fortune, et à laquelle l'Empire a dû une bonne part de sa gloire militaire. Aussi ne pouvons-nous accepter comme l'expression définitive des résolutions de la politique française les paroles décourageantes qui sont tombées de la bouche du ministre. Il a craint probablement de paraître promettre plus qu'il ne pouvait tenir, il a craint d'exalter trop vivement des espérances qui peuvent amener d'incalculables catastrophes, aussi bien que donner le signal d'un grand réveil ; mais nous aimons à croire qu'il n'a pas été, en cette occasion, l'interprète rigoureux de la vraie pensée d'un gouvernement qui se montre si jaloux de faire respecter l'honneur et les sympathies de la France lorsqu'il s'agit du Mexique ou de la Cochinchine.

Nous pouvons affirmer en tout cas qu'il n'a pas été l'interprète du sentiment public, ni en France, ni en Europe. J'ai eu tort de parler des liens historiques et des sympathies nationales qui nous attachent à la Pologne : pour prendre parti en sa faveur aujourd'hui, il suffit d'être homme. C'est une question non plus de patriotisme, mais d'humanité. Il ne s'agit ici ni du principe des nationalités, ni de celui de liberté, il s'agit de la civilisation elle-même.

Il y a longtemps que la guerre sans merci déclarée par la Russie à la Pologne s'est affranchie de toutes les règles qui ont été consacrées par le respect des nations civilisées.

Ce n'est plus une lutte de peuple à peuple, ce n'est plus même une domination injuste et oppressive qui défend par la violence des droits acquis par l'usurpation, c'est l'extermination systématique et froidement combinée de la race conquise par la race conquérante, telle qu'on la voyait dans l'antiquité ; c'est un état de choses où l'on ne laisse plus au vaincu, si ce n'est à titre précaire, aucune de ces institutions élémentaires et primordiales qui sont le bien commun des hommes dans notre temps, ni le foyer, ni la famille, ni la propriété, ni même la langue nationale ; c'est, en un mot, une nation entière littéralement mise en esclavage. L'histoire de la domination russe en Pologne est un fait à part dans les temps modernes : aucune oppression, aucune tyrannie ne peut lui être comparée. C'est un fait qui date d'avant l'ère des martyrs ! Nous avons entendu des indifférents demander quelquefois ce que cette nation a de si glorieux dans son passé, pour exciter de si ardentes sympathies ; à cela il n'y a qu'un mot à répondre : voyez le supplice qu'elle endure depuis un siècle ; et cependant elle est debout ! De son malheur, et de la constance avec laquelle elle l'a supporté, elle s'est fait une gloire à laquelle les autres peuples n'ont rien à comparer. Cette originalité vaut peut-être bien la richesse et la prospérité dont l'Europe se vante aujourd'hui.

La cause polonaise, nous le craignons, a peu à espérer des gouvernements, à moins que l'opinion publique européenne ne s'émeuve enfin de l'odieux spectacle qui lui est offert.

On a rappelé avec raison le cri de réprobation qui s'éleva partout lorsqu'il y a quelques années M. Gladstone dévoila les mystères de la domination des Bourbons à Naples : on peut dire que, ce jour-là, cette dynastie fut frappée de déchéance. Ce ne serait plus un cri de réprobation, mais un

cri d'horreur, qui éclaterait en Europe si les exploits de la domination russe en Pologne étaient connus dans toute leur vérité. Les lois qui ont amené cette insurrection de la faiblesse conjurée avec le désespoir, les mesures qui ont pu exaspérer une population de mœurs douces et paisibles au point de pousser ces jeunes gens, ces enfants à se jeter armés de bâtons sur les troupes les mieux disciplinées de l'Europe, cette abominable loi du recrutement qui a changé la conscription en proscription, et son abominable auteur qui ose s'intituler un patriote polonais à la face de ceux qu'il envoie au supplice, tous ces faits et les hommes qui y ont coopéré ne seront pas oubliés par l'histoire, mais ils sont encore malheureusement trop peu connus pour produire l'effet qu'on a le droit d'en attendre. Nous en sommes encore ici à la philanthropie et au libéralisme éclairé du gouvernement russe, au grand caractère et à la haute capacité du marquis Wielopolski. Et si la répression vient à triompher tant soit peu promptement de l'insurrection polonaise, il y a beaucoup de chances pour que cette étrange appréciation passe à l'état de chose jugée. Le monde appartient aujourd'hui à une génération d'énervés dont les jugements se règlent avant tout sur le succès, et qui reconnaît et salue le génie partout où elle aperçoit un crime heureux. Les Polonais auront beaucoup de victoires à gagner avant de pouvoir compter sur son appui.

Cependant, en admettant même que ce mouvement avorte dès sa naissance, nous ne croyons nullement que leur cause soit désespérée. Il y a longtemps, il est vrai, qu'il n'y a plus de grande politique en Europe, et que la plupart des gouvernements s'y contentent de la modeste ambition de vivre au jour le jour. Mais s'il n'y a pas de grands desseins, il y a du moins des intérêts permanents. Tel est, par exemple, l'intérêt qu'a l'Angleterre à empêcher que l'Orient ne tombe aux mains de la Russie. On peut

dire que le cabinet anglais a, sur ce point, depuis longues années déjà, une politique constante et continue, politique qui s'est accentuée surtout singulièrement depuis la campagne de Crimée, et qui vient de se manifester avec éclat en Grèce, par un acte à la fois habile et généreux. Si la reconstitution de la Pologne ne fait pas partie du programme de cette politique, il est du moins incontestable qu'elle lui serait d'un secours puissant. L'Angleterre ne peut pas aborder une telle entreprise avec ses seules forces; mais il est certain qu'elle y verrait aujourd'hui une bonne fortune inespérée. L'Autriche a dans cette question le même intérêt que l'Angleterre. Elle a coopéré au partage de la Pologne en quelque sorte à son corps défendant, et avec un pressentiment qu'elle aurait à s'en repentir un jour.

Cet acte, en effet, ne lui a pas profité; il l'a affaiblie et découverte en faisant disparaître la seule barrière qui la protégeât efficacement contre la prépondérance russe, et, depuis que son influence s'est trouvée en Orient en lutte avec celle de la Russie, ses regrets n'ont pas cessé de s'accroître. Aussi a-t-on pu affirmer, non sans vraisemblance, qu'elle voit l'insurrection polonaise avec des sentiments qui n'ont rien d'hostile. L'aigreur de ses rapports avec le cabinet russe, depuis la guerre de Crimée, autorise pleinement ces conjectures.

Les dispositions de ces deux puissances n'étant guère contestables pour ceux qui savent l'influence que les intérêts exercent en politique sur les sentiments, on voit qu'il dépend en grande partie du cabinet français de donner à ces sympathies une efficacité décisive, soit en se joignant à l'Angleterre et à l'Autriche, si elles prenaient l'initiative d'une négociation en faveur de la Pologne, soit en provoquant une intervention de leur part, comme il n'a pas craint de le faire récemment à l'occasion de la guerre des

États-Unis. Autant il a rencontré de tiédeur ou de désapprobation dans un cas, autant il serait soutenu dans l'autre par l'adhésion unanime de l'Europe. Ce que nous avons fait pour obtenir un peu de coton, ne pourrions-nous le faire pour venir en aide à un noble peuple qui succombe? Laisserons-nous écraser une quatrième fois la Pologne sans avoir au moins élevé la voix en sa faveur? Le gouvernement actuel ne peut manquer de mémoire au point d'oublier combien l'abandon de la cause polonaise a porté malheur à ses devanciers.

Tout ce qu'exigent de lui, en cette circonstance, l'humanité et le soin de l'honneur national, son intérêt le lui conseille non moins énergiquement. Au reste, quelle que soit sa résolution, quel que soit même le sort de l'insurrection actuelle, nous sommes sans inquiétude sur l'issue définitive de cette lutte. Après un siècle entier de persécutions sans exemples, la nation polonaise est aujourd'hui beaucoup plus vivante qu'à l'époque du partage. Ce seul mot dit tout. Il répond suffisamment aux pitoyables hommes d'État qui la laissaient succomber il y a trente ans, sous prétexte qu'elle ne pouvait vivre « parce qu'elle ne possédait pas de frontières naturelles » et par conséquent pas de lignes de défense. Ses lignes de défense, ce sont les grandes qualités qui l'ont maintenant compacte et inébranlable sous les flots de l'invasion qui l'a tant de fois submergée; c'est sa constance, c'est son dévouement, c'est son héroïsme. Ce sont là des remparts qui en valent bien d'autres. On peut refaire la géographie et effacer de la carte jusqu'au nom de la Pologne, mais à quoi bon, si la patrie se réfugie dans l'âme même du peuple et y maintient ses possessions usurpées? C'est là un domaine inviolable où la rage de ses oppresseurs ne saurait l'atteindre.

La Prusse observe ce mouvement l'arme au bras et d'un regard qui n'a rien de bienveillant, comme quelqu'un qui

entend parler de corde dans la maison de son voisin, et qui a ses raisons pour ne pas aimer ce sujet de conversation. Le conflit prussien est entré dans le sixième mois de son existence, et rien ne fait prévoir encore la façon dont il est appelé à se dénouer. La couronne et le pouvoir parlementaire s'adressent réciproquement des requêtes, des sommations, des traités complets sur la théorie constitutionnelle, et se tiennent en échec avec un flegme admirable. Depuis six mois, on s'attend à chaque instant à recevoir la nouvelle d'une émeute ou d'un coup d'État. Nous n'avons en France, on le voit bien, aucune donnée sur le temps que cette situation peut durer : nous en sommes réduits là-dessus aux calculs astronomiques. Mais ceux qui ont étudié avec un peu d'assiduité l'origine et les développements de cette affaire, assurent que cela peut durer indéfiniment, parce que ces deux corps célestes — je veux dire politiques — sur lesquels se concentre en ce moment l'attention de la Prusse entière, suivant une marche parallèle, et ne voulant, ni l'un ni l'autre, rien changer à leur direction, il n'y a pas de raison pour qu'ils se rencontrent, et par conséquent se choquent. Le conflit prussien ne serait donc qu'un conflit métaphysique, *si* non par sa nature, du moins par ses effets.

La Chronique politique du 10 mars 1863, intitulée : *Le Rétablissement de la Pologne*, ayant été insérée dans le volume des *Études et Portraits politiques*, n'est pas comprise dans le présent recueil.

7 avril 1863.

I

Une grande épreuve va commencer pour notre pays ; il est temps que la France se recueille. Il n'y a plus en ce moment pour nous qu'une seule question intérieure, c'est la question des élections. Toute autre préoccupation pâlit et s'efface en présence de cet intérêt vital et unique. C'est toujours une chose grave que la manifestation des sentiments et de la volonté d'un peuple, mais cela est surtout vrai des élections politiques, dont l'influence sur les événements est impossible à calculer, et plus encore des élections actuelles, qui empruntent aux vicissitudes par lesquelles nous avons passé dans ces dernières années, à l'ambiguïté du présent, aux incertitudes de l'avenir, une importance qu'on peut dire sans précédents. En montrant jusqu'à quel point il est capable de comprendre cette importance, notre pays va porter sur lui-même un premier et solennel jugement. Dans la vie des peuples comme dans celle des individus, il y a des instants où l'on tient en quelque sorte dans ses mains sa propre destinée, et où l'on secoue, ne fût-ce que pour une heure, le joug de ces nécessités que nous nous créons sans cesse à nous-mêmes. C'est à un de ces instants décisifs que nous touchons aujourd'hui, et l'on pourra trouver dans notre conduite en présence de cette grande mise en demeure, la juste mesure de notre développement intellectuel et moral. Je dis dans notre conduite, et non dans le résultat final des élections ; car ce résultat est soumis à des forces dont la direction aussi bien que l'évaluation précise nous échappe. Que le public éclairé fasse son devoir, et ce sera pour nous une

victoire suffisante. C'est à cette aristocratie de l'intelligence de dire si elle veut accepter l'espèce de déchéance dont les événements l'ont frappée et dont témoigne si douloureusement la scission qui la sépare encore des classes populaires ; c'est à elle de décider si, en la flattant d'un retour prochain à ces institutions libres qui semblent reculer devant nous à mesure que nous avançons, on lui a fait un honneur immérité, ou si elle entend, au contraire, montrer qu'elle est digne d'un destin meilleur.

Ces dispositions sont heureusement celles des hommes les plus éminents de la presse française et de nos assemblées politiques ; on a même acquis déjà quelque droit d'espérer qu'elles prévaudront sur l'esprit d'exclusivisme et de rancune, malgré la prédilection toute particulière que nous semblons avoir pour tout ce qui peut nous affaiblir et nous diviser. Des réunions préparatoires se sont formées chez des hommes que leur caractère et leur position désignaient à la confiance de leurs concitoyens ; là, toutes les questions d'opportunité, de discipline et de conciliation qui se rattachent à la lutte électorale ont été librement débattues, et bien que beaucoup de temps ait été dépensé en agitations stériles, de notables progrès ont été faits vers l'entente et l'union des oppositions de toute nuance. Il a été tout d'abord facile de constater le terrain perdu depuis cinq ans par les partisans de l'abstention. L'abstention a été de tout temps l'*ultima ratio* des partis vaincus et découragés ; elle n'est autre chose en somme que le sentiment très naturel qui pousse l'homme à ne rien tenter lorsque l'inutilité de ses efforts lui est démontrée. Mais l'abstention a eu de notre temps un caractère tout particulier, qui frappera à coup sûr les yeux de l'histoire, et l'on risque fort de ne pas comprendre la fortune qu'elle a obtenue, lorsque les systèmes et les passions qui ont dominé notre époque seront tombés dans l'oubli.

L'abstention n'a pas été chez nous comme chez nos devanciers le résultat d'une impuissance démontrée, l'immobilité instinctive de la peur et d'une défaite sans remède; elle a été érigée en calcul et presque en honneur par des partis encore pleins de vie et de vigueur, puissants par le nombre et par les ressources. Elle a été enseignée et préconisée comme un dogme. Nous avons non seulement une politique, mais une philosophie de l'abstention, et je touche ici au côté vraiment caractéristique de ce singulier nihilisme. Cette conception des effets merveilleux de l'abstention se lie en effet étroitement aux doctrines qui ont tout envahi dans ces derniers temps, et particulièrement le domaine de la philosophie de l'histoire, je veux parler de cette théorie fataliste du progrès selon laquelle tout se fait dans l'humanité en vertu de je ne sais quelle action latente dont la marche est infaillible, et qui, ne pouvant être modifiée par des efforts individuels, dispense naturellement les individus de tout effort. L'abstention s'est produite en France à l'époque où ces idées y exerçaient le plus d'empire, ayant été vulgarisées à la fois par le panthéisme allemand, par nos écoles socialistes, par nos historiens les plus populaires et même par nos métaphysiciens éclectiques. Le terrain, on le voit, était admirablement préparé pour ce quietisme politique, et on ne peut s'étonner de la faveur avec laquelle il a été accueilli. Ce qui n'aurait paru, en tout autre temps, qu'une désertion honteuse, vu l'état des forces qui nous restaient, fut considéré comme le signe d'une intelligence impartiale, compréhensive, tolérante pour le présent parce qu'elle était sûre pour l'avenir.

Quelques-uns allaient même jusqu'à voir dans l'abstention un calcul politique plein d'habileté, un véritable piège combiné dans le plus profond machiavélisme. On avait inventé une nouvelle façon de combattre ses adversaires

politiques, plus lente, mais plus sûre que les méthodes employées jusque-là. Il ne s'agissait que de les isoler, « de faire le vide » autour d'eux, de les mettre sous une espèce de cloche pneumatique. Avec du temps et de la patience on les tuerait par une simple raréfaction de l'air nécessaire à leur existence. Ce procédé, qui ne demandait que de la résignation, fut adopté d'enthousiasme par une génération découragée, fatiguée avant d'avoir agi et nourrie d'abstractions sans grandeur. Il a produit tous les effets que pouvaient prévoir dès lors ceux qui savent que rien ne se fait en ce monde que par des efforts obstinés et persévérants. L'abstention a laissé le champ libre aux hommes et aux idées que notre devoir était de combattre; elle leur a livré sans résistance toutes les positions que nous aurions pu défendre au moyen des luttes légales. On s'aperçoit aujourd'hui qu'au lieu d'avoir à recueillir les fruits de ce prétendu travail latent, qui devait s'accomplir en quelque sorte à notre insu, et dont le moindre tort serait d'assimiler l'humanité au règne végétal, il nous reste tout à faire si nous ne voulons pas déshonorer notre cause par un abandon pire désormais que la défaite.

Ce point une fois établi — et il suffit pour le reconnaître d'avoir des yeux et de regarder autour de soi, tant le démenti donné par les faits à ces complaisantes illusions a été brutal et éclatant. — les difficultés se simplifient considérablement. On a le droit de croire que les objections qui tendent à se substituer à ce thème discrédité de l'abstention, non plus pour nous écarter d'une lutte qu'on reconnaît nécessaire, mais comme pour rendre cette lutte impraticable et inutile, n'obtiendront pas tout le succès qu'on espère. Ces objections se sont produites dès le premier jour où des hommes de bonne volonté se sont réunis dans le but de discuter des candidatures et d'établir un concert préalable entre les électeurs d'opinions diverses. Cette

louable et pacifique entreprise a été tout d'abord dénoncée comme un complot contre la liberté des électeurs et la sincérité des élections — idée dont la justesse et l'opportunité paraissent également contestables, mais qu'on aurait tort de qualifier trop sévèrement chez un publiciste qui s'est engagé, il y a quinze ans bientôt, à avoir une idée par jour. C'est une idée, en effet, et cela suffit ; elle ira rejoindre les trois cent soixante-cinq idées que M. de Girardin enfante bon an mal an. Ne soyons pas ingrats envers une telle fécondité. Bien que ce publiciste ne croie plus à la puissance de la presse, bien qu'il se défie justement de l'arme qu'il a tant de fois faussée et qui n'est plus dans ses mains qu'un jouet, nous ne refusons pas à sa plainte le secours de notre publicité. Il faut que le monde entier entende son cri de détresse ; M. de Girardin n'est plus libre ; M. de Girardin se sent opprimé — depuis quinze jours. Oui, il est opprimé par le *comité Carnot* !¹

Il y a plus de sérieux dans certains reproches qu'on a adressés aux hommes qui voudraient réunir dans une action commune toutes les nuances de l'opposition actuelle. On leur a reproché de rêver une alliance équivoque et impossible entre des opinions qui se repoussent. On a rappelé, à ce propos, tous les griefs et tous les principes qui les séparent, et on n'a pas eu de peine à démontrer l'immoralité d'une pareille fusion. Telle est, en substance, la thèse que M. d'Alton Shée entre autres a présentée avec talent et avec une modération à laquelle nous rendons toute justice. Mais est-ce bien, en effet, d'une fusion qu'il s'agit ? Je ne vois rien ici qui ressemble à cela. Il s'agit d'un acte qui n'implique aucun sacrifice d'opinion ; il s'agit de se concerter pour un vote, et nullement de renier des

1. M. de Girardin attaquait, dans la *Presse*, M. Carnot et les personnes qui se réunissaient quelquefois chez l'ancien ministre en vue de se concerter au sujet des élections législatives.

principes ou de concilier, par un accord contre nature, des doctrines qui n'ont rien de commun. Réduite à ses termes les plus simples, la question consiste à décider lequel est préférable pour nous, dans l'état de choses actuel, d'un candidat officiel, c'est-à-dire d'un homme résolu à tout approuver, ou d'un candidat opposant, c'est-à-dire d'un homme résolu à user du droit de contrôle, de discussion et de contradiction, qui a été reconnu au Corps législatif, quelle que soit d'ailleurs l'opinion dont ce candidat s'inspire. Est-il juste d'appeler fusion, ou même coalition, une action commune qui se borne à la poursuite d'un résultat aussi-simple et aussi légitime?

Pour nous, qui considérons le silence et l'immobilité comme mortels pour notre cause, et comme ce qu'il y a de plus dangereux pour un pays, cette question ne peut être douteuse. Notre hostilité envers nos adversaires ne va pas jusqu'à désirer que leurs opinions ne puissent se produire à la tribune française; nous souhaitons, au contraire, qu'ils y soient tous représentés. Nous ne craignons pour nos idées ni la discussion ni la lumière. On ne sait rien trouver de mieux en France que de supprimer ses adversaires pour se dispenser de leur répondre. Un parti s'y console toujours volontiers des coups qu'il reçoit, pourvu que ses rivaux soient également frappés. C'est là, tout à la fois, un sentiment mesquin et une manie funeste. Un parti n'est pas digne du régime représentatif, lorsqu'il est capable de sacrifier sa propre liberté et celle de ses compétiteurs à la jalouse ambition d'être seul représenté : nous nous coalisons pour que tout le monde le soit.

Les opinions opposantes ne pouvant obtenir aujourd'hui cette représentation à laquelle elles ont droit qu'en se prêtant un mutuel appui, elles sont par cela même solidaires, elles sont des alliées naturelles, et n'ont pas besoin d'aller chercher ailleurs une cause qui leur soit

commune, car c'est la force des choses qui la leur donne.

Toutes les opinions réclament la liberté, nous dit-on, mais toutes la conçoivent d'une façon différente. Cette objection originale et vraiment neuve a été formulée par M. Guérault¹, gardien sévère des principes et de la pureté politique. M. Guérault éprouve des scrupules; il rougirait pour son compte de se prêter à une pareille promiscuité. Sa vertu, que depuis trois ans nous voyons chaque soir fusionner avec tout ce qu'il y a de plus officieux sous le régime actuel, se révolte, il le déclare, à l'idée de voter pour M. Thiers ou M. de Montalembert. Il consentira volontiers à se coaliser avec le gouvernement, mais M. de Montalembert l'épouvante. Il ne se sentira tout à fait rassuré que si le pays envoie à la chambre des hommes qui comprennent la liberté comme lui M. Guérault. Nous n'osons, pour notre part, rêver un si glorieux résultat. Ce que nous voulons à la Chambre, ce dont le pays a soif comme nous, c'est la libre discussion, c'est le contrôle, c'est un contrepoids au pouvoir discrétionnaire, c'est un examen raisonné au lieu d'une invariable satisfaction. De quelque opinion que ce bienfait nous vienne, il sera pour nous le bienvenu; si l'opposition ne représente pas un corps de doctrine, elle représente du moins ce grand principe qui, dans une société démocratique, est le commencement et la fin de tout. Chacun réclamant la liberté de discussion pour soi, la fera naturellement prévaloir pour tous.

Nous ne comprenons pas mieux qu'on essaye de détourner les chefs de nos anciennes assemblées politiques de se présenter aux élections comme si l'on craignait déjà pour

1. M. Guérault était directeur de l'*Opinion nationale*; il appartenait au parti dit la démocratie impériale.

la prochaine législature une sorte d'encombrement d'éloquence, d'habileté et d'expérience. Il nous semble, quant à nous, qu'on ne saurait trop faire appel à toutes les forces vives de ce pays, et nous voudrions avoir la baguette magique pour frapper le sein du rocher. On repousse ces hommes sous prétexte qu'ils ont commis des fautes, ce qui est apparemment un tort exceptionnel et irrémédiable ; pour nous, qui leur avons souvent reproché ces fautes, mais qui ne sommes pas aussi difficiles en fait de vertu que les publicistes de la presse officieuse, il nous suffit qu'ils soient restés hommes d'honneur et fidèles à leurs opinions. Nous nous contenterons de cette garantie même envers ceux qui, comme M. Thiers, sont revendiqués à la fois par le libéralisme et par ses adversaires, parce que la discussion ne peut que contribuer à les faire sortir de cette équivoque involontaire, parce que la parole seule de ces vétérans de la tribune a assez de retentissement pour réveiller le pays de sa torpeur, parce que les jeunes gens qu'on leur oppose ont, à la vérité, sur eux, une grande supériorité d'innocence, mais que l'innocence ne suffit pas pour juger ou conduire les grandes affaires, parce que s'il est bon d'être un homme nouveau, c'est une qualité qu'on partage avec trop de gens pour avoir le droit de s'en faire un mérite. C'est une singulière illusion que de croire qu'on aura amélioré la situation de la France lorsqu'on aura définitivement condamné au silence et à l'inaction les hommes les plus distingués qu'elle ait produits depuis un demi-siècle. Nous les adjurons, au contraire, de comprendre le devoir que les circonstances leur imposent, et de ne pas signer cette abdication qu'on feint de demander à leur patriotisme, et qui n'attesterait que leur faiblesse.

II

La question polonaise est, avec la question électorale, la grande préoccupation du moment, et l'on peut aussi dire d'elle qu'elle est notre seule question extérieure. L'événement malheureux qui a mis fin brusquement à la courte et glorieuse campagne de Langiewicz a découragé un instant les amis de la cause polonaise, et lui a fait un tort qui est loin d'être irréparable, mais qu'il serait puéril de nier en présence de la surprenante évolution dont cette défaite nous a rendus témoins. Les victoires de ce jeune homme, inconnu hier, avaient obtenu en France un succès dont on se fera difficilement une idée plus tard, et ce succès grandissait chaque jour. Tout le monde les avait prévues, tout le monde commençait à prendre parti pour la Pologne, à supplier le gouvernement français de ne pas la laisser succomber. Langiewicz battu, tout le monde s'est trouvé avoir prévu sa défaite, s'est empressé de chanter un *De profundis* sur la Pologne. Ça a été une défection générale, un vrai *saute qui peut*. On s'est hâté de dire l'oraison funèbre sur la tombe encore entr'ouverte. La presse s'est fait un devoir de recommander, en termes bien sentis, à la pitié des puissances cette infortune intéressante. Jamais défunt embarrassant n'a été enterré avec plus de célérité. Jamais le fait accompli, ce roi légitime de notre temps, ne nous a fait plus durement sentir son pouvoir brutal et humiliant. Mais le lendemain, circonstance tout à fait gênante, le mort s'est retrouvé vivant ; il protestait contre cette inhumation précipitée ; la Pologne se relevait, refusait de laisser sceller la pierre du tombeau. On en avait, comme on dit, fait son deuil ; toute cette dépense de sensibilité était perdue. Il fallait recommencer à croire à l'in-

surrection polonaise, malgré son invraisemblance, à faire des vœux pour elle, malgré les embarras qu'elle nous cause, à intercéder en sa faveur auprès des puissances, malgré le peu de sympathie qu'elle leur inspire. On comprend d'après ces pénibles péripéties que l'opinion publique ne remonte pas facilement à son premier diapason ; mais ceux qui se rappellent l'effet produit sur elle en moins d'un mois par les victoires de Langiewicz, effet si fidèlement noté par les deux discours de M. Billault, dont l'un est d'une dédaigneuse pitié, l'autre d'une considération presque respectueuse, ceux-là, dis-je, n'ont pas le droit de désespérer d'une cause qui a le don d'opérer de tels miracles. Les Polonais ne doivent pas se dissimuler que des victoires seules peuvent leur donner l'appui de l'Europe ; mais on irait au delà de la vérité, si l'on affirmait qu'il leur en faut un nombre indéfini. Si grande que soit l'inertie des gouvernements européens, elle ne pourrait pas tenir devant quelques faits d'armes éclatants accomplis en Pologne. A défaut d'exploits de ce genre, que la guerre de partisans rend difficiles à réaliser, la durée de l'insurrection suffira à elle seule pour rendre l'intervention inévitable.

Cette intervention a été discutée à outrance, en France comme en Angleterre, dans les assemblées publiques comme dans la presse, et ce qu'on peut dire pour et contre nous est suffisamment connu. La seule chose qui reste un mystère pour nous, c'est, en cela comme presque en tout, la secrète pensée du gouvernement français ; car nous ne pouvons admettre qu'il se considère comme dégagé sur ce point par l'échec de la proposition de M. Drouyn de Lhuys. Cependant, malgré notre peu de goût pour le silence sur des questions qui intéressent à un si haut degré l'honneur et l'avenir de notre pays, peut-être le préférons-nous encore en cette circonstance à la déplorable et scandaleuse loquacité dont lord Palmerston paraît affligé.

En déclarant à tout propos que l'Angleterre ne fera à aucun prix la guerre en faveur de la Pologne, cet homme d'État ôte toute valeur à la politique de son pays ; il discrédite publiquement, autant qu'il est en lui, la pitoyable comédie diplomatique qu'il s'est cru obligé de jouer pour complaire aux sympathies de ses compatriotes. Il oublie qu'il a lui-même, en d'autres temps, sévèrement qualifié une telle conduite. En 1832, lorsque le roi Louis-Philippe lui proposa d'intervenir de concert avec la France en faveur de la Pologne, lord Palmerston déclina cette proposition, sous prétexte que toute intervention de la part de ces deux puissances serait dérisoire si elles n'étaient pas prêtes à la soutenir par la guerre, extrémité à laquelle, disait-il, l'Angleterre n'était pour sa part nullement décidée. C'est après avoir écrit de semblables déclarations, encore présentes à toutes les mémoires, que lord Palmerston ose convier les puissances à une grande négociation en faveur des Polonais, en même temps qu'il avoue ouvertement son intention d'éviter la guerre à tout prix. Une pareille intervention est en vérité bien faite pour effrayer la Russie ! Si vous n'avez que de vaines et impuissantes démonstrations à offrir à la Pologne, laissez-lui du moins le bénéfice de votre silence, et ne faites pas du secours que vous lui offrez un piège et un outrage de plus. C'est pitié que de voir la politique d'un grand pays tombée dans les mains d'un vieillard vaniteux, et se donnant à elle-même de pareils démentis.

Tout ce qu'on a dit et écrit sur les difficultés d'une telle guerre, a plutôt affermi qu'ébranlé notre opinion. Nous croyons encore que son imminence seule peut exercer quelque influence sur les déterminations de la Russie ; nous croyons que si nous sommes réduits à faire cette guerre, elle peut être conduite dans des conditions favorables. Malheureusement ce qui a transpiré des négociations enta-

mées par le cabinet est d'une nature telle, que nous craignons encore plus de pénétrer ses véritables dispositions que nous n'en avons la curiosité ; mais il est si vrai qu'une attitude énergique et nettement comminatoire peut seule être efficace en faveur de la cause polonaise, que le public, qui voit cependant cette extrémité avec une appréhension motivée, n'a pris au sérieux, soit les discours, soit les notes diplomatiques de nos hommes d'État, que dans la mesure où ils laissaient entrevoir une arrière-pensée de faire la guerre. Il a senti d'instinct que, dans cette question, les utopistes et les rêveurs sont ceux qui, reconnaissant la nécessité de venir au secours de la Pologne, n'imaginent rien de mieux pour obtenir ce résultat que des recours en grâce auprès du magnanime empereur, ou des représentations amicales dans le style de la circulaire du lord John Russell du 22 mars, ou la convocation d'un congrès qui délibérera encore longtemps après que le dernier bataillon de l'insurrection aura été écrasé. C'est pour ce motif que la discussion du Sénat a produit sur l'opinion publique une impression si peu en rapport avec la solennité de la mise en scène. Du moment où le plus véhément des orateurs du Sénat, abordant l'examen de cette redoutable éventualité, s'est écrié : « la guerre, je la repousse ! » le public, qui a aussi sa voix délibérante au débat, a déclaré la discussion terminée et il a, de son côté, passé à l'ordre du jour. Il ne veut s'émouvoir et se passionner qu'à bon escient, pour une négociation vraiment sérieuse, c'est-à-dire également prête à la paix ou à la guerre. Ceux qui méconnaissent cette nécessité sont, à ses yeux, des virtuoses politiques, plutôt que des hommes d'État, et nos orateurs actuels ne sont pas de force à lui faire oublier que, dans une question aussi importante, les faits ont une éloquence qu'aucun discours de tribune ne saurait égaler. Cette politique seule est en effet à la fois pratique et digne de notre pays.

Quelle que soit la négociation qui va s'ouvrir, quels que soient les ménagements qu'on se propose d'y apporter, si elle est inspirée par un désir sincère de venir en aide à la cause polonaise, ceux qui l'auront entreprise seront d'autant plus vite entraînés vers le dénouement qu'ils redoutent, qu'ils auront montré plus de condescendance et de timidité. Ils n'ont qu'un seul moyen d'éviter la guerre, c'est de laisser voir qu'ils sont prêts à la faire.

Au reste, quoi qu'il arrive, les sympathies de la France pour la Pologne sont trop profondes et trop vivaces pour demeurer éternellement stériles. — Elles auront leur jour : si ce n'est aujourd'hui, ce sera demain, car le temps, loin de les refroidir comme on aurait pu le croire, n'a fait que leur donner plus de force et d'élan. Tous ceux qui ont vu le mouvement de 1832 sont unanimes pour attester ce progrès. Il nous est une garantie que la dette sera tôt ou tard payée. Il y a dans les manifestations auxquelles ces sympathies ont donné lieu quelque chose de passionné et de jaloux qu'on ne trouve que dans les sentiments qui tiennent au fond même du cœur des hommes. Telle est l'espèce de rivalité qui s'est déclarée entre les deux camps ennemis qui divisent la France, chacun accusant son adversaire d'un malheur qui n'a été le fait ni de l'un ni de l'autre, et lui portant, pour l'avenir, une sorte de défi. Ce combat, où chacun avait à la fois tort et raison, n'a prouvé qu'une chose, c'est que, par des motifs différents, tout le monde arrive à la même conclusion, et nous ne voyons pas en quoi cette unanimité de sentiments peut être interprétée contre la cause polonaise.

Que les amis de la liberté soient favorables à cette nation parce qu'elle a aimé la liberté jusqu'à en mourir ; les catholiques, parce qu'elle est restée fidèle à sa foi malgré les plus atroces persécutions ; les politiques, parce qu'elle est nécessaire à l'équilibre européen ; les masses populaires, parce

qu'elle s'est montrée vaillante et chevaleresque sur les champs de bataille ; les philanthropes, parce qu'elle représente une des plus grandes violations des droits de l'humanité ; il n'y a rien dans ces divers mobiles qui soit contradictoire ou qui ressemble à une équivoque, et ce serait une étrange prétention que de vouloir faire de la multiplicité de ces titres une fin de non-recevoir contre leur validité. Nous ne sommes donc pas de ceux qui chercheront à jeter de la suspicion sur l'émulation louable qui vient de se produire entre le libéralisme et une partie du clergé de France. Leur alliance ne nous inspire, en cette circonstance, aucune inquiétude. Nous consentirions même volontiers, comme M. Quinet, à ce que notre parti fût vaincu dans ce combat de générosité, pourvu que la Pologne reçût le prix de la victoire.

Malheureusement, l'exemple de Mgr Dupanloup trouvera peu d'imitateurs au sein de l'Église. La dernière allocution du pape ne nous laisse, sous ce rapport, aucune illusion. Le pontife déclare que son cœur est affligé des malheurs de la Pologne, qu'il les a pris en sérieuse considération ; et, en conséquence, il annonce au monde « qu'il a pourvu au veuvage de plusieurs églises polonaises. » Nous savons bien que Pie IX est le successeur de ce Grégoire XIII, auteur des trop fameuses encycliques, qui, pour se créer des droits à la protection de l'empereur Nicolas, répondit à l'appel suppliant des Polonais par un ordre de se soumettre et de se résigner. Nous savons aussi que le pape a, dans son titre de père commun des fidèles et même des schismatiques, une excuse toute prête pour se dispenser d'approuver les guerres les plus légitimes, celles même qu'il n'hésite jamais à consacrer une fois qu'elles sont devenues des triomphes ; mais nous espérons, malgré tout, qu'il ferait à cette cause l'aumône d'une inconscquence généreuse. Nous espérons qu'il saurait

comprendre un devoir que les faibles pontifes de la fin du dix-huitième siècle n'ont pas hésité à remplir : il en a décidé autrement. Ce n'est pas la Pologne qui y perdra le plus.

Cette grave et difficile question est venue ajouter une complication de plus à la situation profondément confuse et troublée où se trouve l'Europe depuis quelques années. Les essais qui ont été tentés en Autriche, en France et en Angleterre, dans le but d'établir un concert entre les puissances, n'ont réussi qu'à mettre en lumière les défiances et les rancunes qui les séparent. Ce concert a échoué devant des dissentiments d'une telle insignifiance, qu'ils n'ont été évidemment que le prétexte de la rupture. La cause réelle en est dans la politique de stratagème et de surprise qui a été remise en honneur depuis dix ans. Cette politique est d'un usage commode pour ceux qui savent s'en servir ; mais elle isole, elle condamne les gouvernements à vivre au jour le jour ; elle fait du soupçon une nécessité et de la ruse une loi ; elle ne permet aucune action commune, aucun système suivi, aucune grande entreprise.

Au moment même où ils avaient besoin de s'entendre et de se concerter, les cabinets ont été réduits à se dénoncer les uns les autres, pour ne pas se voir contraints d'avouer plus clairement leur impuissance. Les peuples assistent avec tranquillité à ce spectacle plein d'édification, car ils sont paralysés par la crainte, comme les gouvernements le sont par la défiance. De là, la lenteur avec laquelle les grandes affaires européennes se traînent plutôt qu'elles ne marchent. Laissez passer des mois entiers sans vous en occuper, vous êtes sûr de les retrouver au point où vous les avez laissées, si même elles n'ont reculé au lieu d'avancer. C'est ce qui nous arrive, par exemple, pour la Prusse, où nous retrouvons le roi et le parlement immobiles à la

même place et occupés, je suppose, à se magnétiser l'un l'autre. Qui baissera les yeux le premier? Voilà la question. Cependant, la Grèce a fait un pas en avant — ou en arrière — cela dépend des points de vue — elle a trouvé un roi.

7 mai 1863.

Les prochaines élections¹... Un Romain n'achèverait pas cette phrase. On dirait que ces syllabes séditieuses ont le don d'attirer la foudre. Il n'est presque pas de jour, en effet, où nous n'ayons à lire dans le *Moniteur* quelque arrêté ainsi conçu : « Vu l'article commençant par ces mots : « Les prochaines élections, » et finissant par, etc., un avertissement est donné, etc. » Cependant comme cette formule ne nous est pas encore interdite et qu'elle est absolument nécessaire à l'expression de notre pensée, nous continuerons à en faire usage provisoirement, malgré les périls mystérieux qu'elle semble recéler. Osons donc le dire en tremblant, les élections s'annoncent assez favorablement pour l'opinion libérale, si l'on en juge par le redoublement de rigueur dont la presse est l'objet. Malgré ces disgrâces inévitables, nous sommes heureux du mouvement qui s'accomplit dans notre pays. Que ce mouvement s'achève, et la presse sera trop payée de ses sacrifices. Ainsi que l'y conviait l'empereur il y a quelques mois, la nation semble disposée à s'occuper de ses affaires et à compter enfin sur elle-même. Nous ne nous expliquons pas que certains agents du gouvernement persistent à voir ces dispositions avec défiance ou dépit. Ils devraient com-

1. Elles ont eu lieu les 31 mai et 1^{er} juin 1863.

prendre que leurs excès de zèle sont un démenti donné à la parole du souverain. S'ils s'imaginent servir utilement auprès des électeurs la cause de l'administration, ils n'y mettent pas beaucoup d'habileté et ils pourraient bien ne pas tarder à s'apercevoir qu'ils se sont trompés. L'élan qui se manifeste et se propage dans le pays à mesure que le moment des élections approche est un sentiment qui a conscience de sa légitimité et que les intimidations surexciteraient au lieu de l'affaiblir. Il serait plus sage de lui laisser sa naturelle expansion. Déjà, dans plus d'un département qui sommeillait depuis longtemps, les procédés de la dictature préfectorale ont fait naître parmi des populations fort pacifiques une susceptibilité qui, jusque-là, s'ignorait elle-même. Elles veulent des candidats, je ne dirai pas indépendants, — puisque ce mot ne doit plus s'appliquer désormais qu'aux candidats officiels, — mais libre de tout engagement, pour n'être pas soupçonnées de les accepter par contrainte, et elles deviennent hardies par peur de paraître timides.

Nous ne saurions donc voir avec beaucoup d'appréhension pour le succès de nos idées le système qui paraît avoir été adopté par l'administration. Le pouvoir actuel n'a pas eu jusqu'ici à se plaindre du suffrage universel. On peut dire à cet égard que les choix législatifs de la France n'ont été depuis dix ans qu'un long vote de confiance. S'il plaît à l'administration de s'exposer de gaieté de cœur à paraître ingrate envers ceux qui lui ont donné leur constante adhésion, ce n'est pas à nous de le trouver mauvais. Or elle ne doit pas se dissimuler que telle est la conclusion qui ressort, pour un grand nombre d'esprits nullement hostiles, de la politique qu'elle a suivie. Nous ne parlons pas ici de la situation précaire qui a été faite à la presse. La liberté de la presse est sans doute indispensable à l'exercice éclairé du droit de suffrage ; mais puisqu'on la consi-

dère en France comme n'intéressant que l'écrivain, nous laisserons de côté ce grief. Nous avons en vue les prérogatives qui sont en quelque sorte inséparables de la qualité d'électeur, qui font partie de la personnalité du corps électoral, telles que le droit de se concerter et de s'entendre. Comment nier que ce droit n'ait reçu de nombreuses et profondes atteintes ? La dernière répartition des circonscriptions électorales, dont deux écrivains de mérite viennent de fixer le parlant tableau, restera, à ce point de vue, comme un curieux document historique. Ceux qui voudraient savoir dans quelles localités, en France, s'est conservé quelque reste de cet esprit libéral qu'autrefois notre pays s'honorait de servir, n'ont qu'à jeter les yeux sur la carte qui a été dressée¹ par les soins de MM. Ferdinand Duval et Édouard Delprat. Ils y verront ces pauvres circonscriptions disloquées, écartelées comme le corps du poète antique, et comme lui aussi peut-être, punies pour avoir trop bien chanté ! Mais que dire de la récente communication du *Moniteur*², qui assimile les comités électoraux aux associations interdites par la loi ? Nous ne pouvons que renvoyer sur ce point nos lecteurs à l'excellente et substantielle consultation qui a été signée par MM. Dufaure, Berryer, et par les membres les plus éminents du barreau de Paris. De tous les actes du pouvoir actuel dans ces dernières années, celui-là est sans contredit le plus grave, parce qu'il est une atteinte portée à son propre principe. Ce n'est plus ni une précaution, ni un acte de représailles contre ses ennemis, c'est une mesure de défiance contre le suffrage universel.

Aussi ne pouvons-nous croire qu'une telle doctrine soit maintenue. Le gouvernement actuel sait mieux que per-

1. Chez Lanée, éditeur, 8, rue de la Paix.

2. Voir le *Moniteur universel* du 1er mai, à la suite du bulletin.

sonne qu'on ne s'attaque pas impunément aux forces auxquelles on doit son origine, et dans ses rapports mêmes avec le suffrage universel, il a montré plus d'une fois, par son propre exemple, que la plus grande des habiletés était la confiance. La détermination qu'il a prise de convoquer les électeurs pour le 31 mai, date expiatoire, est à elle seule un désaveu anticipé de toute velléité de restreindre le droit de suffrage ou d'en gêner l'exercice. En cela, il n'est pas besoin de faire appel à sa générosité ; on peut s'en rapporter à son intérêt bien entendu et à ses plus essentielles traditions. Si une entière liberté n'était pas laissée à l'exercice du droit de suffrage, au lieu de voir une antithèse dans le choix de cette date du 31 mai, les électeurs pourraient bien n'y voir qu'une commémoration.

Le Corps législatif termine sa dernière session au milieu de l'inattention générale, ainsi qu'il était facile de le prévoir. Les députés se sont séparés¹ après avoir reçu les félicitations, méritées s'il en fût, de leur honorable président. Il serait, en effet, bien difficile s'il n'était pas satisfait. Ces congratulations intimes échangées sur le seuil de l'éternité, comme on dit en style d'oraison funèbre, ont vivement ému le Corps législatif, mais elles ne produiront pas beaucoup d'attendrissement en dehors de sa respectable enceinte. Ce n'est pas que notre génération soit particulièrement dépourvue de sensibilité. Son indifférence tient à diverses causes qui ne peuvent pas toutes être mises sur le compte de l'ingratitude. La principale, c'est que la Chambre qui s'en va ne laisse après elle que des témoignages assez peu distincts de sa personnalité, soit qu'elle ait eu pour tout idéal le dévouement, soit que sa modestie l'ait poussée à s'effacer en toute occasion derrière ses conducteurs. A tort ou à raison, ce sont ceux-ci qui ont repré-

1. Le 30 avril eut lieu la dernière séance du Corps législatif.

dère en France comme n'intéressant que l'État de la
 laisserons de côté ce grief. Nous avons en outre recon-
 tives qui sont en quelque sorte inséparables considérés en
 d'électeur, qui font partie de la composition du Corps
 électoral, telles que le droit de se présenter s portefeuille
 dre. Comment nier que ce droit aient fort adou-
 et profondes atteintes ? La dernière la Chambre leur
 descriptions électorales, dont d'ailleurs la popularité de
 nent de fixer le parlant tabl' d'oublier qu'en deux
 comme un curieux docu-ment on soupçonner que ce rôle
 draient savoir dans quel personnalité du pouvoir exé-
 servé quelque reste de f'actement à sa véritable mission.
 pays s'honorait de dire elle a fait violence à toutes ses
 carte qui a été dressée par une partie des articles portant mo-
 Duval et Édouard de pénal, et surtout cet article 222¹, qui
 conscriptions empruntée à une législation bien connue du sei-
 poète antique mais ces velléités ont été trop rares pour rien
 avoir trop à l'impression produite par ses actes.
 municatif de son rôle sacrifié, loin d'être démentie par ses derniers
 raux au rôle sacrifié, loin d'être démentie par ses derniers
 vous a été confirmée d'une façon peu obligeante pour
 et de son rôle sacrifié, loin d'être démentie par ses derniers
 f'assemblée par les exclusions qui viennent d'être signi-
 f' à la minorité indisciplinée dont la docilité n'a pas
 répondu aux espérances ministérielles. Ces députés, qui
 ont eu autrefois l'appui de l'administration, sont disgraciés
 aujourd'hui pour n'avoir pas toujours plié devant le
 quos ego de M. Baroche, qui exerce sur le Corps législatif
 la même fascination que Mgr Dupanloup sur l'Académie
 française². Nous sommes touchés du malheur de ces hono-

1. L'article 222 créait un délit nouveau : l'outrage adressé directement ou indirectement par écrit à un magistrat de l'ordre judiciaire ou administratif. (Voir le *Moniteur universel* du 11 au 19 avril 1863.)

2. M. Dupanloup venait de faire échouer la candidature de M. Littré à l'Académie.

LIBRARY OF THE
MUSEUM OF MODERN ART
1000 Fifth Avenue
New York 17, N.Y.

... nous avons écouté d'un cœur compatis-
sant les plaintes et les doléances de M. de Flavigny et les
plaintes de M. le marquis de Pierre ; mais,
réfléchissant à l'avenir, nous avons peu d'espoir
qu'ils soient assez dociles pour être patronnés
par nous, et assez sages pour être adoptés par
nous. C'est tout ce qu'il a été dit : *Vous êtes*
ce qui paraît sans remède ; mais on
peut leur donner un enseignement ; c'est qu'on ne
peut rien. Que ce soit là leur consolation !

... efforts, nécessairement un peu confus, de
la presse libérale pour préparer ses forces et compter ses
victoires. Elle nous a montré jusqu'à l'évidence combien il importe
de former les hommes qui tiennent à obtenir un résultat se jet-
tent franchement dans la mêlée. Nous sommes surpris
d'avoir encore à rappeler une vérité aussi banale en pré-
sence des heureux effets qui se produisent chaque jour sous
nos yeux. Il faut ne pas commencer la lutte ou en accepter
toutes les conditions. Sous le régime du suffrage universel,
il n'y a aucune victoire à espérer si l'on ne va au-devant de
ses concitoyens, pour les réveiller de leur apathie, pour
leur montrer de nouveau des couleurs oubliées. Il n'y a
plus guère aujourd'hui que M. Proudhon pour défendre
l'abstention ; mais il se trouve des publicistes sérieux pour
parler de la nécessité d'une *réserve triste*, pour recom-
mander une politique passive, une *attitude fière*. Fièvre
de quoi ? fièvre de ne pas agir ? fièvre d'une défaite sans
combat ? fièvre de perpétuer cette honteuse inaction à la-
quelle les opinions libérales se sont si longtemps condam-
nées ? Personne, en vérité, ne s'était encore avisé d'un
expédient aussi original à l'usage des politiques dans l'em-
barras ; rentrer dans son cabinet et prendre une *attitude*
fière ! Cela est admirable et vraiment digne du sérieux
imposant de la *Revue des Deux-Mondes*. Ce journal peut

chance de salut, c'est de nous hâter de former des « comités d'abstention ! » M. Proudhon ne refuse pas de reconnaître que le Corps législatif est le seul endroit où il soit désormais permis à l'opinion de se faire entendre ; « mais, dit-il, s'il en est ainsi, c'est précisément le cas, non pas de nommer des députés, des mandataires sans mandat, puisque la teneur de ce mandat n'aurait pu être discutée, définie, mais de garder le si en ce. »

Voilà la logique de M. Proudhon ; nous préférerions un peu de sens commun. Il dit ailleurs : « La démocratie est aujourd'hui sortie de l'état de torpeur où l'avait jetée le deux décembre. Elle s'est montrée aux élections de 1837 ; elle vit enfin et nous devons l'en féliciter. Une louable ardeur anime le corps électoral, des comités se sont formés, une foule de jeunes orateurs brûlent de mettre leur talent au service de la plus juste des causes, etc. » Qu'en concluez-vous, lecteurs ? que le moment est enfin venu d'agir ? que vous savez mal la dialectique ! Le moment est venu de se croiser les bras. *Ch mæra in vacuo bombit ms !* Nous ne lisons jamais un écrit de M. Proudhon sans nous rappeler cette facétie de Rabelais. Il nous semble toujours en l'écoutant, entendre la chimère bourdonnant dans le vide. C'est là le rôle que la nature lui a assigné ; il a tort de vouloir s'en départir. Son essor qui, quoique pesant, a de l'imprévu, ne gagne pas à s'égarer hors des régions de la spéculation pure. La politique ne lui porte pas bonheur. Elle lui inspire des calculs fâcheux. Nous ne savons si M. Proudhon est fier des encouragements dont il est l'objet ; mais ils nous paraissent difficiles à expliquer à son avantage. Nous voyons qu'on supporte ses brutalités de langage avec beaucoup de philosophie ; on n'en tolère autant d'ordinaire que de la part des sages, — ou de la part des fous. Nous souhaitons pour M. Proudhon que ce soit sa sagesse qui en impose, et qu'on ne lui témoigne en

cette occasion que des égards désintéressés. On se repent d'avoir si longtemps méconnu un homme aussi utile. M. Proudhon est un bourru, mais c'est un bourru bien-faisant. Quoi qu'il en soit, il est temps qu'il sépare nettement sa cause de celle de cette liberté qu'il prétend servir. « Parlez, homme courageux que n'effrayent pas les discussions interdites ; parlez, homme terrible à vos amis, précieux à vos adversaires ; nous savons désormais à quel prix cette immunité vous est acquise ! »

La politique extérieure nous fournit aujourd'hui des documents qui étaient attendus avec une vive impatience, et qui n'ont pas justifié les espérances dont ils étaient l'objet. Nous doutons que la confiance des esprits inexpérimentés qui croient encore à l'efficacité des négociations dans les affaires de Pologne survive à cette déception. Si le contraste que forme la banalité des euphémismes et des fictions diplomatiques avec les affreuses inégalités de cette lutte inégale n'était pas, avant tout, un spectacle navrant, nous aurions beau jeu pour en faire ressortir les ridicules. Il nous convient encore moins de triompher de ce que nos prévisions sont si tristement réalisées par les réponses que la cour de Russie vient d'adresser aux puissances qui lui ont envoyé des représentations. Ces réponses sont aussi habiles que ces puissances peuvent le désirer si, comme nous le craignons, elles étaient surtout décidées à y chercher des prétextes plausibles pour éviter la guerre. Ces notes auraient même fait complètement illusion au public, n'était une nuance presque imperceptible d'ironie qui s'entrevoit sous l'imperturbable sérieux du langage officiel. La réponse à l'Angleterre est de tous points conforme à ce que nous en prédisions ici même il y a deux mois. Lord Palmerston, en revenant à son thème favori de 1832, n'a pas dû être étonné de voir reparaitre aussi les arguments de M. de Nesselrode. Toute requête fondée sur les traités

de 1815 sera très facilement repoussée au nom même de la lettre de ces traités, qui offrent à la Russie une position vraiment inexpugnable. C'est donc lui fournir des armes que de les invoquer dans cette question, surtout lorsque, comme lord Palmerston, on a si souvent déclaré à l'avance qu'on ne ferait la guerre à aucun prix.

La réponse ¹ adressée à la France est la plus étudiée et la plus digne d'attention. C'est un parfait spécimen de la souplesse et de la subtilité slave. Jamais on n'a été plus doux, plus conciliant dans la forme sans rien céder au fond. L'empereur des Français s'intéresse à la Pologne, mais c'est la préoccupation constante de l'empereur de Russie. On fait appel aux dispositions libérales du czar, mais il en est rempli ainsi que de bonnes intentions. Il éprouve *la plus vive sollicitude* pour ses sujets de Pologne, il déplore les maux auxquels ils sont en proie ; il se déclare en un mot parfaitement d'accord sur les principes avec l'empereur des Français. Quant aux moyens employés pour réaliser ces bons sentiments, il reconnaît qu'ils n'ont pas été couronnés de succès jusqu'à présent, mais il ne demande pas mieux que de les modifier. Qu'on lui en propose de meilleurs, il les adoptera. Il va même jusqu'à exprimer l'espérance que « la France ne lui refusera pas son concours » dans cette œuvre de réparation. On s'attend un instant à lui voir réclamer la coopération des troupes françaises à l'effet de rétablir la paix dans le royaume de Pologne.

Si cet acquiescement, illimité lorsqu'il s'agit de considérations sentimentales, ne se traduisait par aucun fait positif, lorsqu'il s'agira d'en venir aux actes, cette note si courtoise en apparence se trouverait être en réalité une des plus audacieuses mystifications qu'on ait jamais adres-

1. Voir le *Moniteur universel* du 5 mai 1863.

sées à un grand pays. Mais nous ne sommes pas près de savoir à quoi nous en tenir sur ce point, puisque le plan proposé par la Russie implique une entente préliminaire de la part des puissances au sujet des conditions à stipuler en faveur de la Pologne.

Cet accord ne sera ni prompt, ni facile. Indépendamment de ces lenteurs, qui seraient mortelles pour la cause polonaise, si cette cause n'avait pas appris à se suffire à elle-même, il est un vice caché dans le point de départ même de cette négociation et qui la rendra toujours stérile; c'est une reconnaissance de la possession russe. On s'adresse à Alexandre comme au maître légitime des provinces révoltées. Avec un pareil point de départ, il ne serait nullement impossible que l'intervention des puissances aboutît à une confirmation pure et simple du droit de la Russie sous la garantie des gouvernements européens. Quelles que fussent les concessions qu'on exigerait de lui, l'empereur Alexandre ne croirait sans doute pas avoir payé trop cher une aussi importante sanction; mais il est permis d'affirmer que les Polonais n'accepteraient jamais des adoucissements qu'ils devraient acheter à un tel prix.

En présence de la façon dont les choses sont engagées, ils ne doivent donc pas se dissimuler qu'ils ont peu à compter sur les secours de la diplomatie, à moins toutefois qu'ils ne parviennent à mettre de leur côté quelque grand fait accompli. En dépit de tous les progrès que nous sommes censés avoir faits depuis l'antiquité — et au premier rang de ces progrès je place le plus incontestable de tous, le progrès de la phraséologie — il faut toujours en revenir aux vieux moyens décorés de noms nouveaux. Parlez tant tant qu'il vous plaira de philanthropie, d'humanité, de congrès de la paix et du droit des nations, c'est toujours l'épée de Brennus qui fait pencher la balance.

La guerre se poursuit aux États-Unis avec un acharnement que l'Europe cherche en vain à comprendre. Jamais races ennemies ne se sont exterminées avec cette rage inextinguible. Il faut, à ce qu'il paraît, être issu du même sang pour arriver à cette intensité de haine. Pour peu que la guerre continue, l'esclavage finira bientôt faute de maîtres. On a pu craindre un instant que l'intervention étrangère ne vint porter le coup de grâce à cette grande et malheureuse république autrefois si prospère. Aujourd'hui ces appréhensions sont, grâce à Dieu, dissipées. L'Angleterre s'est arrêtée comme la France au moment de lever la main pour frapper. Aveugle, trois fois aveugle, l'Angleterre, si elle ne sentait pas qu'en s'attaquant aux États-Unis, elle se frapperait elle-même ! Heureusement, les griefs réciproques qui sont nés de la saisie du Peterhof et du Dolfin d'une part, et de l'autre du concours déguisé mais trop certain que l'Angleterre a prêté aux corsaires du Sud, ont eu moins de prise sur les esprits que l'évidence des calamités qui auraient été la suite inévitable d'une telle guerre. Si l'Angleterre veut s'assurer de l'avantage qu'il peut y avoir en ce moment pour une puissance à être engagée, avec des forces considérables, dans une expédition lointaine, elle n'a qu'à regarder au delà du détroit. Un seul coup d'œil la préservera amplement de toute tentation de régénérer les États-Unis.

7 juin 1863.

Ceux qui ont pu voir Paris dans la soirée du 2 juin dernier ¹ garderont longtemps le souvenir de cette aurore boréale de la liberté, messagère d'un jour meilleur encore qui se lèvera tôt ou tard pour nous. Ce rayonnement des physionomies, ces regards brillants de joie, ces voix altérées par l'émotion, ces mains serrées avec une énergie passionnée, ces exclamations, ce frémissement, nous reportaient à des époques bien éloignées de la nôtre, et n'avaient rien de nos airs de fête commandés. Cette fois, c'étaient les visages qui avaient illuminé. Paris avait remporté sa victoire si longtemps et si ardemment désirée, et un instant on avait pu croire que toute la France suivrait Paris. On entendait dans l'air comme des bruits d'armes. C'est par de telles nuits qu'ils devraient parcourir la cité, ces politiques irrésolus qui désirent savoir où en est aujourd'hui la France intelligente. A la lueur de cet éclair rapide, ils auraient pu lire jusqu'au fond de son cœur, et ils cesseraient de se demander avec anxiété de quel côté est l'avenir. Paris veut aujourd'hui que la France soit libre, voilà ce qu'il a écrit sur chacun de ces deux cent mille bulletins qui ont donné la victoire à l'opposition. Tous les noms lui ont été bons pour exprimer ce vœu : il s'est paré de ceux qui étaient illustres, il a anobli ceux qui étaient obscurs ou insignifiants. Ce vote de Paris, qu'on nommait un oracle lorsqu'on l'avait pour soi, et qu'on appelle une *espièglerie* depuis qu'il est hostile, n'est pas, dans tous les cas, un fait dont on puisse ne tenir

1. Allusion à la victoire que le parti libéral venait de remporter aux élections législatives, dans le département de la Seine.

aucun compte. Sous un système de centralisation semblable à celui qui nous régit, Paris est littéralement une sorte de résumé, de délégation de la France entière, et ce n'est pas à ceux qui ont porté ce système au point excessif où nous le voyons qu'il appartient de rabaisser la valeur d'une telle manifestation. Leur amertume a dû être extrême, cela se conçoit. Se voir ainsi maltraiter dans la ville unique, la ville par excellence, à laquelle toutes les provinces sont sacrifiées, par cette population spirituelle dont chaque boutade est une blessure, par ces ouvriers si bien payés, si bien disciplinés, et à qui on fait bâtir tant de palais, c'est là une surprise médiocrement agréable, et, pour tout dire, digne de cette cité perfide et charmante. Mais quoi, les destins sont changeants, les peuples sont ingrats. Aujourd'hui on donne des avertissements, demain on en reçoit. Ainsi va le monde.

Au reste, que le pouvoir comprenne ou méconnaisse la leçon que le suffrage universel vient de lui donner, c'est son affaire, et nous n'avons qualité ni pour la lui expliquer, ni même pour lui faire part de nos alarmes ou de nos condoléances. La leçon que nous voudrions graver dans toutes les mémoires, c'est celle que les amis de la liberté ont reçue par la même occasion. Plusieurs faits, très importants pour l'avenir de notre pays, peuvent être considérés comme acquis à la suite de cette grande expérience. Le premier de tous, c'est que le suffrage universel, en dépit de sa prétendue immobilité, admirée par les uns, déplorée par les autres, est très capable de s'animer et de s'émouvoir. Ce n'est point, comme on l'a dit, une idole sourde, aveugle et muette : c'est un bon prince, accessible à la pitié, et sachant au besoin se laisser fléchir ; mais il veut qu'on soit empressé auprès de lui, et n'aime pas les boudeurs. Il a les faiblesses des souverains et toute la susceptibilité d'un parvenu. Il a disgracié très brutale-

ment quelques-uns des hommes les plus éminents de notre temps, parce qu'ils ne s'étaient pas inclinés assez bas devant lui. Il leur a préféré des inconnus, quelques-uns sans passé, quelques autres sans avenir, se complaisant dans la pensée qu'ils tiendraient tout de lui, même leur mérite. Mais ces petits travers du roi absolu n'empêchent pas qu'il n'ait beaucoup de bon ; seulement, au lieu de l'effaroucher avec de grands airs dédaigneux, il faut l'aborder d'une façon civile, lui marquer les égards qu'il croit lui être dus, et alors essayer de lui parler raison.

Jacques Bonhomme est plus avisé qu'il n'en a l'air ; mais il n'aime pas les délicats, et pour peu qu'il soupçonne qu'on croit lui faire honneur en recherchant ses suffrages, il met son bonnet de travers et ne veut plus rien entendre. Espérons que les hommes distingués qui ont commis cette méprise, en cédant à la malheureuse inspiration de déclarer dans leurs circulaires « que, malgré leurs répugnances, ils ne croyaient pas devoir se refuser plus longtemps aux sollicitations de leurs concitoyens, » etc., comprendront enfin qu'ils ont fait tout ce qu'ils ont pu pour faire échouer leur candidature. Le journal, qui leur a si souvent conseillé une « attitude fière, » peut prendre pour lui une grosse part de responsabilité dans leur déconvenue. Vis-à-vis des individus, un sentiment de dignité même exagéré est toujours de bon aloi chez certains hommes ; mais, vis-à-vis d'une nation, il est presque un ridicule. En supposant même que cette nation soit déchue, quel homme politique peut se flatter de n'y avoir pas contribué par ses propres fautes ? Enfin, ces messieurs auraient dû se souvenir que Mahomet lui-même est allé à la montagne. Ce n'est pas manquer de dignité que de s'incliner devant la majesté de son pays. Au reste, il n'y avait dans le sentiment qui les a exclus absolument rien de systématique. Ceux d'entre eux qui ont compris autrement leur devoir en présence de

cette solennelle mise en demeure, et qui sont allés résolument solliciter le suffrage de leurs concitoyens, en ont, pour la plupart, été récompensés, sinon toujours par l'élection, du moins par une imposante minorité.

Le suffrage universel n'est donc point aussi immobile qu'on pouvait le craindre ; il ne demande qu'à être éclairé pour donner d'excellents fruits, et c'est là la tâche à laquelle l'opposition doit se dévouer, si elle veut faire prévaloir ses justes réclamations. Il résulte de là que l'abstention est à jamais jugée comme tactique. Un autre fait à constater, c'est combien l'intimidation, autrefois toute-puissante, réussit mal aujourd'hui. Tout le monde s'accorde à reconnaître que ce sont les deux circulaires de M. de Persigny¹ qui ont fait l'élection de M. Thiers. Après la première, il a eu d'assez fortes chances d'être élu ; mais, après la seconde, son succès n'a plus été douteux. Le ton de ces documents a produit surtout une impression d'étonnement. C'était comme un écho d'une époque oubliée. On a remarqué, pour la première fois, que c'était aux révolutionnaires qu'on avait jusqu'ici reproché ce langage. Par quel renversement des rôles la violence se trouvait-elle du côté du pouvoir et la modération du côté de l'opposition ? Si le ministre, sans patronner expressément la candidature de M. Thiers, s'était contenté de rappeler la part que cet historien national a eue dans la fondation du second empire par son ardeur à glorifier les principes du premier, il eût indubitablement assuré le triomphe de son concurrent. Il est vrai que faire échouer M. Thiers en rappelant de pareils titres, n'eût guère mieux valu qu'une défaite.

1. M. de Persigny avait adressé une lettre à M. le préfet de la Seine contre la candidature de M. Thiers ; elle avait été affichée dans un grand nombre de circonscriptions départementales (voir le *Moniteur universel* des mois de mai et juin 1863).

Les circulaires de l'opposition, au contraire, ont, en général, fait appel à la raison, plutôt qu'aux passions. Si l'on avait moins abusé, dans ces derniers temps, du style apologétique, nous céderions à la tentation de montrer, par les doctrines émises dans ces circulaires, combien les opinions que nous nous faisons honneur de défendre ici ont accompli de progrès et se sont vulgarisées. Mais on croirait que nous voulons prouver à notre tour comme quoi nous avons à nous seul découvert et inventé la liberté, et c'est là un mérite que nous laissons de bon cœur aux hommes ingénus qui ont la modestie de se le reconnaître. Il nous suffira de constater que la grande majorité des candidats se placent sur le terrain de la liberté, abstraction faite des engagements et des préférences de parti, et nous rappellerons à ce propos que nous avons longtemps été traités d'utopistes pour avoir soutenu que c'était là la seule voie pratique et efficace.

Ces conditions sont si bien celles de toute politique sérieuse et durable dans la situation que ses divisions antérieures ont faites à notre pays, qu'on peut déjà prévoir le jour où elles s'imposeront au pouvoir lui-même comme une nécessité de salut. Ce jour aurait pu être hier, il peut être demain. Supposez que le suffrage universel, par un de ces brusques revirements qui lui sont familiers, ou même simplement par la marche naturelle des choses, envoie à un moment donné à la Chambre ce qu'on est convenu d'appeler les anciens partis avec une majorité considérable — et cette hypothèse n'a plus rien aujourd'hui d'inadmissible — il ne resterait au pouvoir, qui sans doute ne consentirait pas à porter la main sur son propre principe, qu'un seul moyen de sortir de cette impasse, c'est de descendre à son tour sur le terrain de ses adversaires et de les y rendre impuissants, en offrant au pays plus de garanties et de franchises qu'ils ne lui en ont eux-mêmes donné.

Nous sommes encore bien loin de là, et cependant il nous semble presque impossible que le mécanisme actuel se maintienne intact dans toutes ses parties, même en présence de la faible opposition qui vient de forcer les portes du palais législatif. L'institution des ministres sans portefeuille a été plus d'une fois mise en défaut par les attaques des cinq ; il est difficile qu'elle soutienne avec avantage la nouvelle épreuve à laquelle elle va être soumise. Déjà les dissentiments qui ont éclaté entre MM. Magne et Fould ont démontré jusqu'à l'évidence qu'un acte politique, et à plus forte raison une série de mesures aussi compliquées que celles qu'exige la direction d'un ministère, ne peuvent être défendus à bon escient que par le ministre qui les a décrétés et mis en pratique. L'expérience qui va commencer achèvera de mettre au grand jour l'insuffisance et l'inanité de la parole séparée de l'action. On sera réduit, ou à multiplier hors de toute proportion le nombre de ces ministres avocats, et à augmenter par là les inconvénients que je viens de signaler, ou à revenir à cette règle de bon sens qui veut qu'un ministre défende lui-même sa politique. Je me trompe ; il y a un troisième parti à prendre : c'est d'adopter le système que le roi de Prusse vient de pratiquer pendant plus de six mois, et qui consisterait à laisser les arguments de l'opposition sans réponse. Mais nous croyons que dans ce cas il serait prudent de supprimer dès aujourd'hui la publicité de la tribune, — et personne ne voudrait admettre une pareille éventualité.

La nouvelle opposition n'aura guère plus d'influence sur les délibérations de la Chambre que n'en a eu son aînée ; mais elle comprendrait bien mal son rôle, selon nous, si elle allait s'étudier à plaire à la majorité dans l'espoir de l'amener à quelques votes de défiance. Elle n'arriverait guère par là qu'à s'affaiblir par des concessions inoppor-

tunes mal compensées par de trop rares avantages, et à compromettre son autorité morale. Elle peut renoncer d'avance à cet inutile prosélytisme. Elle a mieux à faire que de parler à la Chambre, c'est de s'adresser au pays. En l'absence de toute liberté de presse, la publicité de la tribune est un levier d'une force incalculable, au milieu surtout d'une nation lasse aujourd'hui de son inertie comme elle l'était autrefois de ses agitations, et en quelque sorte affamée de contrôle et de libre discussion. Le Corps législatif va avoir maintenant des députés tout à fait à la hauteur de cette tâche. Ils sauront parler, nous n'en doutons pas ; s'ils savaient aussi bien se taire lorsque les circonstances l'exigeront ! On devine que nous faisons allusion ici aux questions qui peuvent avoir pour effet de diviser cette opposition, déjà si peu nombreuse, et de nuire à son pouvoir sur l'opinion. Elle sera déconsidérée aussitôt qu'elle cessera d'être unie.

Les anciens parlementaires que le suffrage universel est allé chercher dans leur retraite ne doivent pas se dissimuler combien leurs opinions, bien connues sur ces questions, ont nui au succès de leur candidature et ont rendu impopulaire la cause de leurs amis. Est-ce trop attendre de leur patriotisme que d'espérer qu'ils auront l'abnégation de s'abstenir dans les cas où leur intervention n'aura d'autre effet que d'irriter, de diviser et de jeter de la défaveur sur l'opinion libérale ? S'il faut l'avouer, nous n'osons nous bercer d'une telle illusion. Pour citer un exemple, M. Thiers pourrait se refaire une popularité sans rivale dans ce pays s'il avait le bon esprit de ne prendre la parole que sur les questions spéciales. Eh bien, il préférera, nous le prédisons avec assurance, nous donner une édition nouvelle de ses anciennes théories sur le protectionnisme, la centralisation, la Pologne et la question romaine ; mais nous lui prédisons aussi l'échec le plus

notre société moderne, et qui, n'étant en harmonie ni avec nos idées ni avec nos mœurs, ne pouvait avoir qu'une durée éphémère. Nous avons déjà le droit de l'affirmer, les fils n'ont renoncé à aucune des ambitions qu'ont poursuivies les pères ; à peine remis de leur défaillance, ils reprennent la tâche au point où on la leur a laissée. Il n'est pas de nation qui, dans ces dernières années, n'ait remis la main à ce travail de la civilisation dont la première condition est la liberté. Les peuples qui n'ont pas eu le cœur assez ferme pour revendiquer la liberté pour eux-mêmes ont voulu s'honorer en la reconquérant pour les autres, et aujourd'hui ils l'invoquent à leur tour. On peut ralentir ou modérer un tel mouvement, mais on ne l'arrête pas. Il est facile de prévoir qu'il aura avant peu une force d'impulsion au moins égale à celle qui poussait il y a douze ans les nations vers l'extrémité opposée, à la suite des agitations inconsidérées de l'année 1848. Aussi n'est-ce plus à nous aujourd'hui, mais aux gouvernements, qu'il convient d'avoir des inquiétudes sur son issue. Ceux qui auront eu le bon esprit de le devancer et de le servir en seront peut-être récompensés — je dis peut-être, car tout le monde sait que les peuples ne se piquent pas d'être reconnaissants — mais ce qui est bien certain, c'est que ceux qui se mettraient en travers ne feraient que donner en spectacle leur folie et leur impuissance. Autant le rôle qu'ils rêvent était facile alors que l'Europe entière était emportée dans les voies de la réaction absolutiste, autant il est impossible aujourd'hui que tout se précipite vers la liberté.

Ce spectacle est celui que donne depuis son avènement le nouveau roi de Prusse. Ni la volonté de son peuple plusieurs fois exprimée par des élections unanimes, ni les représentations amicales des puissances, ni l'émulation qu'on pouvait attendre des réformes consenties par l'em-

pereur d'Autriche, ni les supplications de ses plus fidèles sujets, ni les menaces de l'Allemagne trompée dans ses plus chères espérances, n'ont pu décider le roi Guillaume à entrer franchement dans la pratique des institutions constitutionnelles, et comme on ne reste jamais stationnaire sur une telle voie, le voici maintenant lancé à toute vitesse sur la pente scabreuse des coups d'État. A la suite de la scène singulière où le ministère s'est déclaré opprimé par la Chambre à propos d'un coup de sonnette, les dernières apparences de la légalité ont disparu, et le régime des ordonnances a pris en Prusse la place du système constitutionnel. La prétention de régler les budgets et de lever des impôts sans le contrôle et la participation de la Chambre était déjà souverainement inique et arbitraire; mais l'ordonnance royale qui vient en temps régulier, en pleine paix, sans le moindre prétexte de discorde civile, sans aucune des excuses ordinaires de la dictature, de dépouiller tout un peuple du droit sacré d'exprimer ses opinions, parce qu'on sait qu'il n'aurait qu'une voix, qu'un cri pour flétrir la conduite de ce ministère, cette ordonnance est un acte qu'on peut dire sans précédents, car elle laisse bien loin derrière elle ces ordonnances de Charles X qu'on a voulu lui comparer. Elle fait pâlir même la législation draconienne dont elle est une odieuse et ridicule imitation; car enfin cette législation, née au milieu du deuil de la liberté et fille de circonstances funestes, n'a jamais rien imaginé de semblable à ce burlesque délit qui consiste « à miner les bases de la vénération envers le roi. »

Voilà donc tout ce que le roi de Prusse et son ministre M. de Bismark ont su apprendre dans ces fameux voyages qui ont tant préoccupé l'Europe? S'il est vrai que les voyages forment la jeunesse, il faut reconnaître que ces éminents personnages ont commencé trop tard à voyager. Nous avons annoncé plus d'une fois ici même ce résultat

probable de leurs pérégrinations; mais, malgré tout, nous ne pouvions croire ni à un pareil aveuglement ni à un aussi énorme anachronisme. Celui du couronnement était du moins d'une folie inoffensive. Plus d'une fois aussi, nous avons souri du flegme et de la longanimité inépuisable du peuple prussien depuis l'ouverture de ce conflit entre la couronne et la Chambre; ou pour mieux dire entre la couronne et la nation, mais nous croirions lui faire injure si nous admettions un seul instant l'idée qu'il livrera ses libertés sans résistance. Les coups d'État se subissent lorsqu'ils sont frappés par une partie de la nation contre l'autre, et lorsqu'ils ont pour eux l'approbation ouverte ou cachée de l'immense majorité; mais rien de pareil ne se voit en Prusse, où la nation est tout entière d'un côté et la couronne presque seule de l'autre, avec quelques hobereaux besogneux qu'aucune aristocratie ne voudrait avouer, et quelques soldats avides d'avancement. Dans un tel état de choses, et après tant d'engagements solennels que le peuple prussien a pris en présence de l'Europe par ses votes unanimes, par les protestations de ses écrivains politiques et de ses hommes d'État les plus distingués, la résignation serait une véritable humiliation nationale. Jusqu'ici ses temporisations, à beaucoup d'égards excessives, ont pu passer pour de la modération et de l'habileté; il avait ses représentants légalement constitués, il recevait leur mot d'ordre, il ne voulait pas qu'on pût l'accuser d'avoir négligé un seul moyen de conciliation; mais s'il assistait avec la même impassibilité à la destruction de ses dernières garanties, il aurait mérité son sort et donné raison à ses spoliateurs. Les malheurs qui accompagnent les discordes civiles et même les défaites de la liberté, ne sont rien auprès de la honte d'une soumission sans combat.

Il semble évident que le roi de Prusse a spéculé en cette occasion sur les appréhensions de ses sujets relativement

à une guerre en Pologne. C'est un procédé connu et jugé. Après avoir monté la tête aux sous-lieutenants par des harangues belliqueuses et par des articles de journaux du genre de celui que toute la presse européenne a salué de ses sifflets, on détourne leur ardeur conquérante contre leurs propres concitoyens, et l'on fait campagne à l'intérieur. Nous espérons que la nation prussienne ne se laissera pas prendre à un piège aussi facile à déjouer. En admettant même l'hypothèse d'une guerre qui paraît assez peu vraisemblable, puisque aucune puissance n'est disposée à la faire, la Prusse doit se souvenir que ce n'est ni à sa dynastie ni à son organisation militaire qu'elle a dû sa délivrance en 1813, mais à un généreux sentiment d'indépendance et de liberté. Ce n'est pas en se laissant dépouiller de tous les droits qui font que la patrie est sacrée et chère aux citoyens, que les Prussiens se prépareront mieux à la défendre contre les entreprises de l'étranger; car s'il est doux de mourir pour une patrie honorée, on ne s'expose qu'à regret pour une cause avilie.

L'agitation produite par les élections a fait pâlir pendant ces derniers temps l'intérêt qui s'attache si naturellement aux intrépides défenseurs de la cause polonaise; mais, en ce qui nous concerne, nous n'aurons pas à nous reprocher d'avoir été complices de l'oubli et de l'espèce de défaveur qu'une partie de la presse s'efforce, aujourd'hui, de jeter sur cette lutte. Avec le mouvement qui a ramené à la surface les hommes politiques du dernier règne, nous voyons reparaitre leurs vieux arguments contre une intervention en faveur de la Pologne. Ils n'ont plus à leur disposition ce spectre suranné de la Sainte-Alliance qu'ils faisaient à chaque instant sortir de leur tabatière à l'ébahissement et à la terreur du public; — les enfants mêmes n'en ont plus peur aujourd'hui. — Mais nous avons besoin de faire des économies, et puis la Pologne est si loin! Pourrons-nous

est, jusqu'à un certain point, une garantie de l'efficacité de cette intervention. On ne voudra pas, au moins par amour-propre, se retirer les mains tout à fait vides. Si tant de protestations d'humanité émanées des trois gouvernements les plus puissants de l'Europe n'aboutissaient qu'à jeter quelques fleurs de rhétorique sur la tombe d'une nation assassinée, il est à croire que la conscience des peuples se soulèverait partout contre une telle honte. Nous ne saurions donc douter que ces sentimentales déclarations ne puissent, à la rigueur, être suivies de quelque effet; mais ce que nous leur contestons absolument, c'est le pouvoir de fonder un état de choses durable, ou même qui soit temporairement accepté par la nation polonaise. L'armistice proposé par l'Angleterre aurait pu être une trêve salubre, mais il ne sera agréé par la Russie qu'autant qu'elle y pourra voir un piège pour ses ennemis. Dès lors, il vaudrait mieux procéder plus rapidement. Du moment où ces belles phrases n'apparaissent plus que comme du temps perdu, elles prennent un caractère odieux, parce que chacune des lettres dont elles se composent représente la vie d'un homme. La diplomatie a souvent le tort de se trop prendre au sérieux, d'oublier qu'elle n'est qu'un intermède : dans la question polonaise, ce tort devient presque un crime. Avec un adversaire aussi subtil que le cabinet russe, il n'y a qu'une seule façon pratique de procéder : c'est une mise en demeure ferme et catégorique, et le jour où il la recevra, la diplomatie fera place à la guerre.

7 juillet 1863.

Il est dès aujourd'hui permis de croire que les décrets du 23 juin ne seront une déception pour personne¹. On les a accueillis avec assez peu de surprise, mais surtout sans le moindre enthousiasme. C'est là, à notre avis, un réel progrès de la raison publique. De tous les progrès qui nous ont été octroyés — ou promis — par les décrets du 24 novembre de célèbre mémoire, cette circonspection de la reconnaissance populaire à l'endroit des présents du pouvoir, est celui auquel nous attachons le plus de prix. Tant que nous n'aurons pas recouvré toutes nos libertés, toute satisfaction est au moins très prématurée. Avant de nous réjouir, sachons du moins ce qu'on nous donne, ou mieux encore, n'attendons rien que de nous-mêmes; car c'est montrer un excès de simplicité que de croire qu'un gouvernement, fût-il composé de purs philanthropes, se dépossédera jamais de son propre mouvement d'attributions qui lui rendent si commode l'exercice du pouvoir et simplifient si considérablement sa tâche. Cela ne s'est pas vu et ne se verra pas; les gouvernements n'aimeront jamais ni le contrôle, ni la discussion. Pour les décider à rendre ou à donner à une nation ces garanties essentielles de la liberté, la docilité et la patience ne suffisent pas, quoi qu'on ait dit. Il est infiniment plus sûr de les pousser dans la voie des concessions par des démonstrations du genre des récentes élections de Paris. La résignation n'a jamais été une vertu pour les peuples libres. On calomnie d'ailleurs le gouvernement actuel lorsqu'on le représente comme inaccessible à cette sorte de persua-

1. Voir le *Moniteur universel* du 24 juin 1863.

sion. *Compelle intrare*, c'est une méthode qu'il connaît pour l'avoir lui-même pratiquée avec bonheur. Il est permis d'en rappeler de ses résolutions d'aujourd'hui à celles de demain. Il est même inconcevable que, sous prétexte de glorifier sa politique, on ait pu songer à lui appliquer l'épithète d'immuable. On a voulu dire, sans doute, immuable dans sa mobilité. Où trouver, en effet, une seule de nos constitutions antérieures qui ait subi un aussi grand nombre de modifications que celle qui nous régit? Il est à peine quelque-unes de ses dispositions qui n'aient été remaniées de fond en comble; c'est au point que, si nous étions conservateur, nous ne serions pas sans éprouver quelque inquiétude au sujet de la stabilité tant vantée de nos institutions! Quand une institution a duré deux ans, elle est usée et mise au rebut. Voilà, par exemple, l'institution des ministres sans portefeuille, qui a été dans son temps une inspiration de génie, une création immortelle, destinée à faire oublier pour toujours les vieilles théories sur la responsabilité ministérielle — il y a de cela deux ans à peine — et aujourd'hui elle expire, pour ainsi dire, avant d'avoir vécu, au milieu de l'indifférence générale et sans obtenir un mot d'oraison funèbre de la presse qui l'a prônée.

Spectacle plein de philosophie! Quoi! deux ans pour une grande institution politique? Et c'est en présence de cette fragilité, en présence de cette incertitude et de cette indécision dans les choses qui exigent le plus de suite et d'idées arrêtées, qu'on prétendrait nous contester le droit d'intervenir dans la gestion de nos propres affaires, nous interdire l'espérance d'y faire prévaloir des principes que nous considérons à la fois comme plus sûrs, plus justes et plus stables, des principes qui ont pour eux des siècles d'expérience? Que sont-ils donc ces changements plus nombreux qu'habiles qui découvrent à chaque instant aux

yeux du vulgaire ces « quatre planches de sapin » dont parlait Napoléon I^{er}, sinon l'aveu indirect, mais formel, qu'on n'a jusqu'ici rien pu trouver de satisfaisant à mettre à la place de ce principe de la responsabilité ministérielle dont on se plaît à dire tant de mal, comme pour se venger de ce qu'on est forcé de s'en rapprocher tous les jours davantage? Allons au fond des choses; quelle est la pensée, quel est le but de ces nouvelles modifications? L'événement dont elles sont nées le dit assez clairement: c'est à la suite des élections qu'elles ont été conçues. Les élections ont, en effet, démontré la possibilité, que jusque-là on se refusait à admettre, d'un conflit entre le gouvernement et le Corps législatif. Supposez que le gouvernement rencontre à la Chambre une opposition persistante; avec l'ancien système des ministres sans portefeuille l'échec est personnel pour le chef de l'État; avec le système actuel il est dans la force des choses qu'il retombe plus spécialement sur le ministère. Seulement, comme cette action de la Chambre n'aura d'autre caractère que celui d'une influence morale, et sera dépourvue de toute sanction efficace, le système nouveau atténue les inconvénients de l'ancien, mais il ne les détruit nullement.

Nous avons, quant à nous, la ferme confiance qu'on n'arrivera à quelque chose de fixe et de régulier que par un rétablissement pur et simple de la responsabilité ministérielle telle qu'elle existe chez tous les peuples libres. C'est en vain qu'on nous oppose sur ce point l'exemple des États-Unis. Là, il est vrai, le président couvre les ministres; mais sa responsabilité à lui n'est point une fiction: elle est à courte échéance, puisqu'il n'est élu que pour quatre ans, et elle est au moins aussi réelle qu'a jamais pu l'être celle des ministres dans les monarchies constitutionnelles. Ajoutez à cela que le pouvoir exécutif n'agit que dans un cercle extrêmement limité, grâce à

l'absence de toute centralisation. Est-ce à cette responsabilité qu'on prétendrait comparer celle qui, d'après notre constitution, pèse sur l'empereur, mais d'un poids tellement léger qu'on peut la classer hardiment parmi les impondérables? Qu'on dise seulement, si l'on peut, dans quelles conditions elle s'exerce.

Il faut cependant de toute nécessité que quelqu'un soit responsable, c'est là une question non seulement de gouvernement, mais de civilisation, et comme dans les monarchies on ne peut sans cesse mettre en cause la personne du souverain, on a sagement agi en décidant que la responsabilité serait attribuée aux ministres. Sous l'empire de notre constitution le souverain est responsable de nom, mais personne ne l'est de fait. Il nous est impossible de comprendre par quelle aberration on a pu en arriver à qualifier « d'institution aristocratique » une garantie qui n'est pas autre chose que le contrôle qu'exerce le pays en la personne de ses représentants sur les affaires publiques et la marche du gouvernement. Si les hommages qu'on adresse si fréquemment à la souveraineté du peuple et à la toute-puissance du suffrage universel ne sont pas une dérision, pourquoi refuser aux élus de ce suffrage une attribution qui est, ce semble, leur unique raison d'être, à savoir, la faculté d'approuver ou de blâmer la direction politique du ministère? L'essence, le signe distinctif de l'aristocratie, n'est-ce pas précisément que cette influence soit réservée au petit nombre au lieu d'appartenir au grand? Est-ce bien au nom de la démocratie que parle M. de Persigny lorsqu'il déplore, dans la mélancolique circulaire qui lui a servi de testament politique, « la doctrine funeste qui avait pour résultat de faire tomber le pouvoir des mains de la royauté dans celles des orateurs de la Chambre? » Les orateurs de la Chambre sous le régime du suffrage universel, ce sont les représentants du

peuple, et c'est en sa qualité de zélé démocrate, c'est au nom des intérêts de la démocratie, que M. de Persigny s'effraye des faibles prérogatives qu'on leur a laissées et voudrait les en déposséder au profit des influences de cour? Voilà assurément une façon nouvelle et singulière de comprendre la démocratie, mais à qui espère-t-on la faire adopter? Ce pourra être là la thèse d'un ministre en expectative ou d'un ministre démissionnaire, mais ce ne sera jamais la doctrine d'un pays libre. Tous les reproches qu'on adresse à la responsabilité ministérielle, principalement ceux qui portent sur les compétitions d'ambition qu'elle a fait naître, ont pu avoir un sens alors que la vie politique à tous les degrés était la propriété exclusive d'une minorité privilégiée; mais ils n'en ont pas depuis que le suffrage universel forme la base de nos institutions. Toutes les compétitions deviennent légitimes alors qu'elles sont l'expression de la pensée nationale.

Les disputes de portefeuille sous le roi Louis-Philippe n'ont eu un caractère mesquin et antipathique à la nation, que parce qu'elles ne répondaient pas aux réelles classifications des partis et représentaient des rivalités de personnes au lieu de représenter des compétitions de partis. Mais ce tort, dont je ne dissimule pas la gravité, à tenu, je le répète, non pas au principe de la responsabilité ministérielle, mais à ce que, grâce à l'exiguïté et à l'insuffisance du corps électoral, les partis ne se trouvant pas représentés à la Chambre, la lutte, au lieu de s'établir sur des principes et de grands intérêts, s'alimentait de passions et de vanités sans grandeur. Les personnalités et les coteries seules pouvaient s'y mouvoir à l'aise. Élargissez cette base trop étroite, la scène change aussitôt; au lieu de cette agitation superficielle et stérile, vous avez la lutte féconde des partis qui est non seulement utile, mais nécessaire, et sans laquelle il n'y jamais eu et il n'y aura

jamais de liberté au sein d'une nation. Je dis à dessein la lutte, parce qu'il faut qu'ils aient chacun à leur tour leur victoire avec le pouvoir qui en est le prix. Jetez les yeux autour de vous : partout où vous voyez une nation libre vous apercevez en même temps des partis puissants qui s'y disputent l'empire ; c'est la condition même de la vie ; en Angleterre, les tories et les whigs, aux États-Unis, les démocrates et les républicains, en Suisse, les fédéralistes et les radicaux unitaires, en Belgique, les libéraux et les catholiques, etc. Les partis n'étant autre chose que les éléments constitutifs d'un peuple, il est naturel et légitime qu'ils aient leur participation successive au pouvoir à mesure que l'opinion publique les désigne en se portant de leur côté, qu'ils se le transmettent les uns aux autres comme un patrimoine commun et indivis, et la responsabilité ministérielle est le mécanisme même au moyen duquel cette transmission bienfaisante s'opère. Là où elle n'existe pas, le pouvoir n'en est pas moins soumis jusqu'à un certain point aux variations de l'opinion publique, car comment s'y déroberait-il d'une façon absolue ? Mais il ne les traduit que par brusques soubresauts. Les changements de politique, au lieu de s'opérer régulièrement et au grand jour par les simples déplacements de la majorité, ont toujours l'air d'un coup de théâtre et d'une surprise. Le pouvoir semble en état de conspiration permanente, le bien même qu'il fait ressemble à un acte de violence, et la sécurité manque aux citoyens comme la stabilité aux institutions.

Ce n'est donc pas par un attachement superstitieux pour une théorie surannée que nous réclamons avec tant de persévérance le rétablissement de la responsabilité ministérielle. C'est sous l'inspiration d'un sentiment très positif, et parce que nous voyons en elle la clef de voûte de tout établissement libre. Nous voulons que le ministère

soit responsable, parce qu'il faut que de toute nécessité quelqu'un le soit, et qu'avec le système suivi dans ces dix dernières années, cette essentielle condition de tout gouvernement normal n'était qu'un mot. La nouvelle organisation du ministère, qui fait de M. Billault ¹ une sorte de président du conseil, n'est sans doute qu'une faible approximation vers un état de choses régulier, mais elle est une preuve qu'on sent l'insuffisance des suppléments employés jusqu'ici, et il dépend de la Chambre de montrer encore plus clairement cette insuffisance.

Ces réflexions attestent que nous ne sommes nullement porté à nous exagérer ce qu'on est convenu d'appeler « les résultats des élections. » Si nous devons borner ces résultats aux concessions que le *Moniteur* a enregistrées, il ne nous en coûterait pas de confesser notre déconvenue. Mais est-il besoin de le rappeler ? Ce n'est pas sur le gouvernement que nous avons compté et que nous comptons encore ; c'est sur le pays. Ce que nous désirions, c'est qu'il pût entendre des voix capables de le tirer de sa léthargie, de lui faire reprendre goût à la discussion des affaires publiques, de lui rappeler qu'à d'autres époques il a connu une ambition plus haute que celle du repos. Il fut un temps où il eût, considéré comme une injure qu'on le jugeât indigne de la liberté, alors que tant de peuples, ses égaux ou ses inférieurs, jouissaient en paix de ce bienfait. Voilà pour nous le vrai résultat des élections, nous n'en connaissons pas d'autre. Ce point une fois obtenu, tout le reste ira de soi. La seule difficulté était de mettre la nation en état de penser et de vouloir, de produire ce que les physiiciens appellent le mouvement initial. La machine une fois lancée ne s'arrêtera plus. C'est pourquoi nous

1. Il avait été nommé ministre d'Etat, à la date du 23 juin (voir dans le *Moniteur* de ce jour une note abolissant les ministres sans portefeuille et le décret réorganisant le nouveau ministère).

avons également attaché peu d'importance au nombre des voix acquis à l'opposition. Il nous suffit que la minorité, si faible qu'elle soit numériquement, soit capable de parler au pays ; elle a entre les mains un levier auquel aucune force aujourd'hui n'est en état de résister si elle sait s'en servir avec habileté et énergie : ce levier, c'est la publicité de la tribune. Tel est le seul résultat immédiat que nous ayons attendu des élections ; ce résultat existe, et nous l'opposons avec tranquillité aux sarcasmes des rares partisans que l'abstention a conservés et qui se croient le droit de triompher, parce que le suffrage universel ne nous a pas envoyé une Chambre composée exclusivement de députés opposants. Il faut être aveugle pour ne pas admettre l'utilité de l'action après ce qui vient de se passer sous nos yeux. Nous avons vécu pendant dix ans sur cette hypothèse des abstentionnistes : l'inutilité de tout mouvement. Nous avons assez donné à la majesté de l'impuissance ; il nous faut quelque chose de plus efficace. Si les abstentionnistes n'attendent rien des efforts individuels pour modifier l'état de choses existant, qu'ils nous disent du moins dans quel expédient mystérieux ils ont placé leurs espérances ! Si les hommes éclairés sont impuissants, est-ce sur l'initiative des masses que nous devons compter ? ou bien les modifications que nous réclamons doivent-elles s'opérer toutes seules et sans que personne y mette la main ? Est-ce à l'opération du Saint-Esprit que nous devons nous en rapporter ? Il serait temps que les partisans de l'abstention s'expliquassent une bonne fois là-dessus.

Les réformes qui ont accompagné ou suivi la nouvelle organisation ministérielle ont comme elle un caractère très incomplet, mais il en est une, la liberté de la boulangerie¹,

1. Le décret relatif à la boulangerie est consigné dans le *Moniteur universel* du 30 juin 1863, ainsi que celui concernant le rétablissement de l'enseignement philosophique.

qui est un réel progrès sur ce qui existait antérieurement, bien que cette industrie reste encore chargée de quelques entraves qui disparaîtront avec le temps. Le décret qui a rétabli purement et simplement l'enseignement philosophique, si longtemps mutilé et faussé au profit de misérables passions qui auraient voulu tuer la liberté jusque dans la pensée humaine, fait naître de salutaires réflexions, et contient un aveu bien précieux à recueillir. Quoi, le gouvernement n'est donc plus infail-
lible en France? où allons-nous, bonsdieux? il s'est trompé, il le reconnaît lui-même, il s'est trompé du tout au tout, et pendant dix ans, sur un objet d'une importance aussi capitale. Et il trouverait exorbitant qu'on osât avancer qu'il s'est également trompé sur d'autres points? Non, tant de hauteur n'est pas compatible avec tant de modestie, et le jour où les opinions libérales auront conquis la majorité dans la Chambre, ce qui est moins difficile qu'on ne pense, nous amènerons le gouvernement actuel à reconnaître beaucoup d'autres de ses erreurs, qu'à l'heure qu'il est peut-être il considère comme des titres de gloire. Nous n'avons encore rien dit du décret¹ qui a le plus vivement éveillé l'attention publique, — nous parlons de celui qui est relatif à la décentralisation. C'est que ce décret n'est encore qu'une promesse, et qu'en cette matière plus qu'en aucune autre nous avons acquis le droit d'être défiants. Personne, nous l'espérons, n'a encore oublié le fameux décret dit de décentralisation qui nous fut octroyé il y a bientôt deux ans, et qui eut pour effet de renforcer les attributions des préfets, ce qui était une façon tout à fait nouvelle de décentraliser. Ceux qui avaient jugé ce décret sur son étiquette, avaient oublié que le point de vue du gouvernement est, sur cette question, si différent du nôtre,

1. Voir le *Moniteur universel* du 2 juillet 1863, lequel supprime les décrets du 14 décembre 1860 et du 5 octobre 1862.

qu'il est bien difficile que par les mêmes mots nous entendions les mêmes choses.

S'il faut dire toute notre pensée, les termes mêmes du nouveau programme de centralisation nous font craindre quelque confusion du même genre. Nous voyons bien qu'on pense à soulager l'administration du poids dont elle est surchargée dans certaines affaires, comme, par exemple, lorsque ces affaires doivent passer sous les yeux de onze autorités différentes ; dans ce cas, on trouve plus simple d'épargner aux administrateurs tout ce travail inutile, et il est heureux pour les administrés que leur intérêt se rencontre en cela avec celui des administrateurs. Mais nous voyons en même temps que le manifeste parle des avantages de la centralisation, et ce mot nous alarme pour l'avenir de cette réforme, car c'est justement ce que le pouvoir appelle les avantages de la centralisation, qui forme à nos yeux ses abus, et que nous voudrions détruire. Le pouvoir ne trouve la centralisation mauvaise que dans les petites affaires où elle lui coûte plus de peine qu'elle ne lui vaut de profit ; quant à nous, elle nous paraît surtout funeste dans les grandes. Il tarde à l'État de se débarrasser de la procédure qui exige son intervention dans l'établissement d'un moulin, et il est tout disposé à cette grande et généreuse abdication de ses privilèges, si elle peut faire notre bonheur et contenter nos aspirations vers la liberté. Pour nous, au contraire, nous prévoyons que, même après cette mémorable et magnanime renonciation, il nous restera encore quelque chose à désirer. Nous aurions l'ambition de lui rendre sa tâche plus légère et plus facile encore. Nous voudrions, par exemple, le décharger du soin de nommer les magistrats et de leur donner de l'avancement. Nous voudrions lui épargner la peine d'instituer les évêques et de salarier les cultes. Nous voudrions qu'il laissât les communes faire elles-mêmes leurs affaires

et choisir leurs maires. Voilà en quoi consiste pour nous la décentralisation, et c'est sous cette forme qu'elle existe dans les pays libres. Combien la besogne de l'État serait par là simplifiée, et quel mouvement, quelle vie se répandraient bientôt dans ces provinces, aujourd'hui languissantes et paralysées par le système auquel elles sont depuis si longtemps soumises ! Nous n'avons pas besoin d'ajouter que ce point de vue ne saurait dans aucun cas être celui du conseil d'État qui a été chargé d'élaborer le projet de loi. Le choix du réformateur nous dit assez ce que sera la réforme. C'est à peu près comme si on avait chargé l'administration de se réformer elle-même ; car, si le conseil d'État ne fait pas partie de l'administration proprement dite, il en conserve les traditions, il en surveille la marche, il en est l'inspirateur. La haute administration presque tout entière est choisie dans le sein du conseil d'État. Pour tous ces motifs et d'autres qu'il est inutile de dire, il ne peut sortir aucune réforme bien efficace de cette pépinière d'administrateurs. Un abus est quelquefois réformé par ceux qui souffrent de son existence, jamais par ceux qui en profitent.

Les négociations entreprises au sujet de la Pologne paraissent destinées, si rien ne vient en changer le cours, à devenir un des plus honteux épisodes de l'histoire de notre siècle. C'est la première fois sans doute qu'on voit trois grandes puissances soutenir si mal leurs paroles par leurs actes dans une cause où elles ont si évidemment de leur côté le bon droit, la conscience et la sympathie des peuples. On se demande, avec une surprise mêlée d'indignation, jusqu'où elles laisseront aller l'horrible comédie que le cabinet russe joue depuis trois mois devant l'Europe stupéfaite. En feignant de prendre au sérieux un stratagème diplomatique que depuis longtemps les hommes éclairés ne considèrent plus que comme un moyen de

gagner du temps, elles passent du rôle de spectateur à celui de complice. Elles ont une part de responsabilité dans toutes les abominations qui se commettent en Pologne. Pour ne pas comprendre le sens des notes russes en présence des sanglants commentaires qu'elles reçoivent chaque jour, il faut cette stupidité de parti-pris, cet imperturbable sang-froid et ce sérénissime formalisme dont la diplomatie seule est capable. Mais, quelle que soit la solennelle insensibilité des faiseurs de memorandum et l'importance de ces magnifiques-riens si indispensables, à ce qu'il paraît, à la force et à la majesté des empires, il faut reconnaître pourtant qu'il est, en matière de négociation, un point au delà duquel il n'est pas permis d'aller sans déshonneur. Ce qui nous alarme dans la circonstance actuelle, c'est qu'on ne se préoccupe nullement de déterminer ce point, en sorte que le système odieux et dérisoire qui a été adopté par la Russie, et qui a déjà obtenu plus de succès qu'elle ne pouvait s'y attendre, menace de s'éterniser grâce aux encouragements inconcevables qu'il reçoit de la part des gouvernements. On a toujours exigé jusqu'ici des cabinets avec qui l'on traite, sinon une entière loyauté, du moins un certain respect de la foi publique et de ces conventions générales qui font que des peuples même ennemis se reconnaissent comme fils de la même civilisation et peuvent toujours se tendre la main. Le cabinet russe semble en avoir perdu toute notion ; il n'a pas même conservé les apparences de la pudeur. On ne s'est jamais joué plus impudemment de sa propre parole qu'il ne le fait en ce moment dans ses notes diplomatiques. C'est au moment même où l'empereur Alexandre remplit ses memorandum des assurances « de sa sollicitude pour ses bien-aimés sujets de Pologne, » que le féroce Mouraviev remplit la Pologne de sang et de larmes. Chaque jour que gagne l'empereur par ses phrases

philanthropiques, le ministre l'emploie en nouvelles exécutions. Et ces assurances si bien prouvées par les faits sont reçues par la diplomatie occidentale avec tous les témoignages de la plus parfaite confiance et de la plus profonde vénération. Elle s'apitoie sur les extrémités auxquelles il est réduit. Que sont les cris des victimes auprès de cette attestation auguste et authentique des sentiments de S. M. I. et R.? Ne faudrait-il pas avoir perdu l'esprit pour attacher plus de foi aux plaintes d'un peuple martyrisé, mais partial, qu'à la parole d'un souverain aussi considérable que celui de toutes les Russies?

Telle est évidemment l'opinion de la diplomatie occidentale ; c'est à contre-cœur qu'elle se voit forcée de verbaliser contre un aussi grand monarque en faveur de quelques factieux, et pendant qu'elle rédige ses plans de pacification et ses représentations amicales, le gouvernement russe met le temps à profit en exterminant en Pologne tout ce qui aurait pu offrir un point d'appui à notre intervention. Lorsque cette tâche sera achevée, les puissances se trouveront toutes dispensées de remplir l'obligation qu'elles n'osent envisager en face. On dirait que c'est là en effet le but qu'elles poursuivent, tant elles apportent de lenteurs et de tergiversations dans une question douloureusement urgente s'il en fut jamais. Le temps qu'elles ont employé pour rédiger leurs six points, document d'une fastueuse inutilité, que personne ne considère comme réalisable, surtout parmi ceux qui l'ont inspiré, représente à lui seul les ruines fumantes de vingt cités, et la vie de plusieurs milliers d'hommes. On frémit lorsqu'on songe à la longueur des délais, à la facilité des prétextes, au nombre des subterfuges de toute sorte qu'une pareille mise en demeure offre au cabinet russe. Sa réponse n'est pas encore connue, mais il est aisé de la prévoir. Il acceptera avec empressement la discussion sur ce terrain,

car il peut la faire durer plusieurs années. Il vaudrait mieux pour les Polonais que l'intervention n'eût jamais été mise en délibération plutôt que de se traduire en pareils termes. Ils n'auraient jamais compté que sur leur désespoir, auxiliaire moins prodigue de promesses mais plus sûr que les puissances qui les ont encouragés.

Le principal coupable de ces lenteurs cruelles comme de cette misérable politique c'est, il faut le dire, le cabinet anglais. L'Angleterre, depuis quelques années, perd beaucoup de son ancien prestige en Europe. Ce n'est jamais impunément qu'un peuple pratique la politique de la paix à tout prix. Telle est à peu près la seule règle de conduite qu'on puisse aujourd'hui apercevoir dans ses actes, et sa considération n'y gagne pas. Comme le peuple anglais est très libéral en démonstrations de sympathie, en même temps que son gouvernement devient plus avare de son appui et de ses ressources, tout le monde est plus ou moins trompé pour avoir compté sur l'un ou sur l'autre, et ne pouvant l'avoir pour allié, on s'habitue à se passer de lui. Un gouvernement assez mal inspiré pour se résigner à ce rôle, quelles que soient la force et la grandeur du peuple dont il dirige les destinées, ne tarderait pas beaucoup à tomber dans le mépris. En ce qui concerne la Pologne, il y a déjà eu en Angleterre cinq ou six revirements complets de l'opinion publique, et des évolutions non moins nombreuses dans la politique du gouvernement. Le motif de ces hardiesses soudaines, bientôt suivies de paniques puériles, n'est un secret pour personne ; mais quand on occupe dans le monde la position unique qu'y tient l'Angleterre, on devrait savoir risquer quelque chose pour la conserver, et se souvenir que la fierté est aussi quelquefois un bon calcul. Or la politique de l'Angleterre dans la question polonaise a manqué non seulement de fierté, mais de dignité. Il n'était digne ni de l'histoire ni

des traditions du peuple anglais de déclarer, comme l'a fait lord Palmerston dès l'ouverture de ces négociations, qu'on ne ferait la guerre à aucun prix ; car avancer de pareilles maximes, c'est déclarer qu'on met l'intérêt au-dessus de l'honneur, s'exposer à compromettre l'un et l'autre. Le cabinet anglais devrait se contenter des lauriers que cette politique lui a valus dans la question italienne. Les défiances qui le font agir ont certainement un côté très légitime ; mais ce n'est pas en s'isolant dans une immobilité stérile et systématique, qu'il en préviendra mieux l'objet. Ce n'est pas en reculant sans cesse devant la responsabilité qui s'offre à lui, qu'il accroîtra son influence en Europe. Il n'évitera au contraire les éventualités qu'il redoute, qu'en se mettant à la tête du mouvement pour le contenir et le modérer au besoin, au lieu de le suivre de mauvaise grâce et comme attaché au char du vainqueur. Le *Times* résumait ces jours derniers la position de l'Angleterre dans la question polonaise en disant que tous ses intérêts s'opposaient à cette guerre, et que si elle ne la faisait pas, c'était le déshonneur. Et il gémissait de voir son pays engagé dans une telle impasse. Jamais à une autre époque cette alternative n'eût été envisagée comme une impasse pour l'Angleterre.

A mesure que l'intervention diplomatique et la lutte insurrectionnelle suivent leur marche parallèle, comme pour se railler l'une l'autre, on est chaque jour plus vivement frappé des impossibilités que renferme le problème dans les termes où la diplomatie l'a posé. Au début même de cette guerre nous disions toute réconciliation impossible entre la Pologne et la Russie ; qu'en pensent aujourd'hui les diplomates ? Nous disions les traités de Vienne insuffisants et dérisoires ; qu'en pense leur obstiné champion lord Palmerston ? Que pense-t-il de ces six points présentés aux Polonais par un Mouraviev ? Il est temps

de renoncer à cette politique d'octogénaire et d'en venir aux viriles résolutions qu'exige l'état de l'Europe. Il faut enfin savoir le reconnaître, les demi-mesures ne peuvent rien pour résoudre les difficultés de la question polonaise. Il n'y a d'arrangement possible et durable que par une reconstitution de la Pologne; et si l'on demande dans quelles limites, je réponds, sans crainte de me tromper, dans celles qui lui sont tracées aujourd'hui par l'état de siège et par la dévastation. Ses ennemis eux-mêmes ont pris le soin de marquer la ligne avec du sang. Cette preuve ne peut être récusée; elle prévaudra sur les touchants scrupules qu'éprouvent tant d'honnêtes gens lorsqu'il s'agit de faire rendre gorge au spoliateur et au meurtrier. La Russie, définitivement refoulée vers l'Orient, pourra se livrer à ses goûts de civilisation sur les hordes errantes de l'Asie. Il faut laisser à ses nouvelles destinées une nation qui a un si bel avenir en Tartarie.

L'assimilation que le despotisme russe s'est flatté de réaliser entre la Russie et la Pologne, et dont le marquis Wielopolski s'est fait en désespoir de cause l'apôtre forcené, est une monstrueuse utopie qui n'a jamais reposé que sur une confusion de mots. L'identité d'origine et de race qu'on a supposée entre ces deux peuples parce qu'ils ont quelques éléments communs est toute chimérique. Si l'on ne savait quel rôle les invasions tartares et mongoles ont rempli dans la formation de l'empire russe, on n'aurait besoin, pour nier cette identité, que de rappeler les différences si profondes de génie et de caractère qu'atteste l'histoire des deux nations, à n'en saisir même que l'aspect le plus général et le plus apparent. D'un côté vous voyez un peuple qu'on peut dire né pour le despotisme, tant il en conserve les traditions avec une sorte de culte religieux, tant il se courbe avec amour sous la main de ses maîtres. Là, le pouvoir est une espèce de fétiche, une idole qui

tient dans ses mains l'empire des âmes aussi bien que celui des corps par une confusion inconnue aux peuples européens, et qui produit un degré de servitude dont on ne pourrait citer aucun autre exemple.

En Pologne, au contraire, vous voyez une nation qui a aimé la liberté jusqu'à en mourir. Le *liberum veto* qui a perdu la Pologne n'est pas autre chose que le respect de la liberté poussé jusqu'à la superstition et à l'aveuglement. Il n'y a pas moins d'opposition entre les mœurs serviles, le caractère artificieux des Moscovites et les entraînements parfois inconsidérés, mais toujours généreux, du caractère polonais. C'est faire violence à la vérité et au bon sens que de vouloir souder de vive force l'un à l'autre, sous prétexte qu'ils ont une commune origine, deux peuples dont l'histoire offre à première vue des contrastes aussi fortement marqués. La mort elle-même est impuissante à les réconcilier, puisqu'on voit la Pologne sortir du tombeau, après soixante-dix ans de sépulture, pour protester contre ce hideux accouplement de l'exécuteur avec la victime.

Les États-Unis viennent d'échapper à une nouvelle tentative d'intervention. Autant on est peu tenté d'intervenir en faveur de la Pologne, autant on brûle d'impatience d'aller détruire dans son foyer l'odieux despotisme de la république de Washington ! Ce n'est ici qu'un excès d'émulation qui paralyse les puissances. Que le cabinet français ait pu songer à prêter sa coopération à cette œuvre anti-française, qu'il ait pu se résigner, contre toutes nos traditions nationales, à porter la main sur la libre république que notre sang a contribué à fonder et qui est notre alliée naturelle et nécessaire, c'est ce que nous ne nous chargeons pas d'expliquer ici ; mais qu'il ait pu croire que l'Angleterre consentirait à nous donner son appui, la France ayant au Mexique, à deux pas des États du Sud,

une armée de cinquante mille hommes, c'est de sa part une naïveté que rien n'excuse. Tant que cette situation se maintiendra, nous ne redoutons rien pour les États-Unis d'une intervention européenne. Les succès mêmes des confédérés, quelque alarmants qu'ils soient par leur inconcevable persistance, ne sont pas aussi redoutables qu'ils en ont l'air. Notre évaluation sur ce point n'est pas la même que celle des Américains. Nous comptons par les batailles gagnées ou perdues, et eux ne comptent plus depuis longtemps que par le nombre proportionnel des tués et blessés. Il en résulte, grâce à l'immense supériorité des ressources qui est acquise au Nord, que telle défaite est une victoire, et telle victoire une défaite. Si le Nord sait s'emparer de la ligne du Mississipi, on peut prédire presque à coup sûr que son triomphe définitif n'est qu'une question de temps.

7 août 1863.

I

La déconvenue des chancelleries européennes dans les négociations au sujet de la Pologne, a été encore plus complète que nous n'avions osé le prédire. Cet admirable flegme qui forme le plus clair de la science de la diplomatie, et dont elle prétend ne se départir jamais, surtout en présence des profanes, n'a pas pu tenir devant l'inanité de ce débat réduit aux termes dans lesquels il était posé, et on en est venu assez vite du persiflage aux gros mots. Le prince Gortschakoff, dont les premières notes étaient empreintes d'une ironie très transparente et très fine, encouragé probablement par le succès d'esprit qu'il a obtenu

dans le public, et plus encore par la timidité des trois puissances, a poussé cette fois la raillerie jusqu'à ses extrêmes limites¹; sur quoi lord Napier lui a vivement répliqué que sa réponse était insultante; ce qui est strictement exact, mais peu conforme aux traditions de ce corps plein de circonlocutions. Voilà à quoi ont abouti ces grands diplomates après six mois de pourparlers les plus solennels. Il n'était pas nécessaire d'employer six mois pour en arriver à ce résultat. On aurait pu confier cette négociation impossible à des inconnus, aux premiers venus; ils eussent précisément commencé par là, car c'était le langage indiqué par le plus simple bon sens, et c'eût été six mois de gagnés. Il y a une puissance qui domine la diplomatie: c'est la force des choses. Diplomatiquement, la question polonaise est insoluble, parce que les négociations ne peuvent avoir en vue qu'une transaction, et que ni la Russie ni la Pologne ne consentiront à transiger.

Il n'est pas admissible maintenant que les puissances, malgré le soin qu'elles ont pris de ne s'engager à rien, se résignent à laisser les choses dans l'état incertain et misérable où elles se trouvent actuellement. Le bruit public, qui, à la suite de cet échec, s'est obstiné à dénoncer la guerre comme imminente, leur a peut-être fait un honneur immérité, en les supposant capables de la déclarer, mais il a été du moins l'écho d'un sentiment qui leur indique clairement leur devoir. Sauront-elles le remplir? Et surtout quelles arrière-pensées se cachent pour chacune d'elles sous la bonne volonté qu'elles ont manifestée dans ces derniers temps? Voilà ce qui mérite un peu plus de fixer l'attention que la forme tant discutée à l'avance de l'ultimatum adressé à la Russie. Nous n'avons malheureu-

1. Lire, dans le *Moniteur universel* du 22 juillet la dépêche du prince Gortschakoff en réponse à la dépêche de M. le duc de Montebello, au sujet des affaires de la Pologne.

sement sur ce point, comme tout le monde, que des données extrêmement vagues, et en eussions-nous de plus positives nous ne leur accorderions aucune confiance, tant la politique contemporaine nous inspire d'estime !

Nous avons soutenu et nous soutiendrons toujours la cause polonaise parce qu'elle est celle d'un peuple généreux, sur qui pèse depuis un siècle une destinée implacable ; mais nous n'entendons nullement nous déclarer solidaire des calculs intéressés auxquels sa délivrance peut offrir un prétexte. Pour chacun des gouvernements qui se portent ses champions, cette délivrance prend un sens complémentaire et sous-entendu qui, à ses yeux, passe bien avant le sens naturel que le vulgaire y attache. C'est ce qui explique pourquoi l'entreprise marche si lentement : il n'y a pas un but, il y en a cent et pour la plupart incôciliables. Pour l'Italie, la délivrance de la Pologne signifie : Rome et la Vénétie ; pour l'Autriche, elle signifie les provinces danubiennes et l'Orient ; pour la Suède, elle signifie la Finlande ; pour l'Angleterre, elle signifie la Turquie arrachée à l'influence russe ; pour la France... on n'a que trop dit ce qu'elle signifie pour la France ! Mais s'il ne nous appartient pas de stipuler au nom de son gouvernement dont les dispositions sur ce point ne nous sont pas connues, n'étant pas soumises à la libre discussion, nous pouvons du moins protester, au nom des sympathies nationales les plus vives et les plus désintéressées qui furent jamais, contre toute imputation de ce genre. Si le cabinet français est en cette occasion l'interprète fidèle du sentiment national, il ne sera jamais accusé d'avoir poussé à cette guerre avec des arrière-pensées cupides.

Ce conflit de prétentions si diverses donne lieu aux changements à vue les plus imprévus sur la scène politique. Les casuistes de la publicité arrangent chaque matin les combinaisons les plus étourdissantes. Nous ne ferons

pas à ces bruits d'antichambre l'honneur de les discuter. Nous sommes même moins frappé de ces côtés ridicules d'une situation si compliquée que du grave malaise qui en résulte pour toutes les grandes affaires, malaise qui réclame impérieusement une prompte décision dans un sens ou dans un autre. Il est superflu d'ajouter que l'état de la Pologne la réclame mille fois plus impérieusement encore. Les proclamations de Mourawieff, que l'Europe vient de lire avec un sentiment d'horreur unanime, nous dispensent ici de tout commentaire. Elles exigent une répression immédiate. De tels actes devraient être punis comme ces flagrants délits que tout passant a le droit de châtier. Le droit des nations aura un jour sa police. En présence de pareils faits, il faudrait désespérer de la clairvoyance des gouvernements alliés, s'ils se laissaient arrêter de nouveau par ce projet de médiation que la Prusse met, dit-on, en avant dans le but de forcer la Russie à prêter l'oreille à nos ouvertures.

Que peut être notre situation intérieure au milieu de telles préoccupations? tout s'annihile et tout est en suspens. Cependant, nous ne sommes pas sans ressentir encore de temps à autre quelque contre-coup éloigné des dernières élections. Les préfets ne sont décidément pas satisfaits de la docilité de leurs administrés, ni même de leurs administrateurs, si l'on en juge par la destitution de vingt-sept maires ou adjoints dans une seule circonscription de la Lozère¹. Un de ces jours, Paris sera sans doute puni à son tour. Le remaniement des circonscriptions en offre un moyen bien simple. On n'a qu'à faire voter le boulevard des Italiens avec ces enfants de l'Auvergne dont

1. Ce ne furent pas là les seules victimes de M. de Persigny, l'ancien ministre de l'Intérieur, MM. de Flaghac, de Saint-Germain, conseiller général, Duchamp, Achard, Fouilly, etc., tous maires dans le département de la Haute-Loire, furent aussi révoqués. M. Fouilly était maire depuis trente-deux ans.

M. le duc de Morny nous traçait l'année dernière un portrait si touchant ! Passons, en attendant, à un ordre d'idées qui a plus de rapports qu'on ne le pense avec celui que je viens de traiter.

La réalisation de ce plan de régénération du Mexique, qu'un journal presque officiel nommait naguère « la plus magnifique entreprise du règne actuel, » a fait dans ces derniers temps des progrès qu'il ne nous est pas permis de passer sous silence. Nous avons longtemps manifesté un certain scepticisme au sujet de ce plan. « Nos sabres et nos baïonnettes, » dont M. le maréchal Forey parle avec un enthousiasme si communicatif dans ses proclamations aux Mexicains qu'il est venu délivrer des sabres et des baïonnettes de Juarez, nous paraissaient un moyen de civilisation quelque peu arriéré. Mais depuis que nous avons pu lire dans le *Moniteur*¹ les actions de grâces par lesquelles la municipalité de Puebla a remercié ses libérateurs, tous nos doutes se sont dissipés. Si l'on considère que cette municipalité a rédigé et voté son adresse sur les ruines encore fumantes d'une cité réduite en poussière par nos boulets après cinquante jours de siège, on se dit qu'il doit y avoir dans nos moyens de persuasion une bien grande force d'évidence pour qu'ils aient pu inspirer un document où se témoigne si peu de rancune et tant de mansuétude ! Que ne civiliserons-nous pas avec nos sabres et nos baïonnettes !

Les faits qui ont suivi cette mémorable conversion de nos ennemis viennent tous confirmer cette impression. Toutes les dépêches sont unanimes pour constater que nos soldats sont entrés à Mexico sous une pluie de fleurs et de bénédictions. Il y a bien encore, ajoutent-elles, trois

1. Voir la dépêche du général Forey dans le *Moniteur universel* du 19 juillet 1863 et, dans celui du 21 du même mois, le discours que les autorités municipales de Mexico adressèrent au général français.

armées qui tiennent la campagne dans différentes directions ; mais, jusqu'à preuve contraire, on peut croire que c'est avec les intentions les plus conciliantes. Il faut espérer que l'esprit de ces armées n'a pas encore été perverti par ces démagogues européens dont le prince Gortschakoff et M. le maréchal Forey ont simultanément signalé la présence au Mexique et en Pologne, avec un accord qui les honore sans doute, mais qui met en question la perspicacité de l'un ou de l'autre, à moins que ces démagogues n'aient la faculté de *bilocomotion* dont certains saints privilégiés de la liturgie catholique ont seuls joui jusqu'à présent.

Les différentes pièces dans lesquelles se développe le plan de la régénération mexicaine avec ses moyens d'application, nous paraissent destinées à produire en Europe quelque chose d'analogue à la sensation qu'elles ont produite au Mexique. On admirera sans doute la vigueur de nos procédés, mais peut-être paraîtront-ils un peu sommaires et expéditifs de la part d'un peuple qui proclame une croisade dans le but d'aller détruire en Pologne des procédés que je ne comparerai pas aux nôtres, Dieu m'en garde, mais qui ont avec eux un air de famille regrettable.

Ainsi l'idée de transformer des belligérants en insurgés, de traiter comme rebelles des patriotes qui croient défendre leur pays, une telle idée, on peut le jurer, n'est pas née au sein de la nation qui a décrété qu'en présence de l'invasion étrangère tous les citoyens sont soldats ! Cette idée manque de la générosité qu'on nous a toujours attribuée dans nos guerres ; elle est russe plutôt que française ; encore les généraux qui traitent les Polonais en sujets révoltés peuvent-ils invoquer en leur faveur la lettre des traités, tandis que nous n'avons à alléguer que le droit de la force. L'analogie ne s'arrête malheureusement pas

là; elle va au delà de ces caractères généraux que présente uniformément le spectacle des conflits entre nations. Notre mesure de séquestration¹ « de toutes les propriétés foncières et mobilières possédées par les Mexicains qui combattent l'intervention, » — n'est pas précisément la confiscation, telle surtout que la pratique Mourawieff; on s'est hâté de constater la différence, et on a bien fait, mais c'est un acheminement beaucoup trop prononcé vers cet état de choses. Le séquestre n'est pas la confiscation des propriétés, soit, mais c'est la confiscation des revenus qui sont aussi une propriété.

Voilà ce que M. le receveur général Baudin, commissaire spécial du Trésor, grand partisan et premier promoteur de la mesure, appelle dans son rapport « porter le flambeau de la civilisation aux peuples opprimés. » Quelque habitué que soient les Mexicains aux hardiesses du style figuré, nous doutons qu'ils goûtent beaucoup cette métaphore. Nous doutons aussi que leur ignorance en mathématiques ne leur permette pas de distinguer entre le vote de cent quinze notables et le suffrage universel qui leur a été si longtemps garanti à l'avance. On leur promettait par le même décret de les initier à la suprême félicité du système des avertissements administratifs. Sur quoi on peut se demander pour qui cette décision est la plus flatteuse : pour les Mexicains qui vont être traités comme leurs vainqueurs, ou pour les Français qui continueront à être traités comme les vaincus? On veut que les uns n'aient rien à envier aux autres. Ces deux mesures constituent jusqu'à présent la plus claire des améliorations que nous avons portées aux Mexicains, et elles ont sur le reste de notre programme cet avantage que ces populations, plus fortunées peut-être qu'elles n'auraient voulu

1. On avait, en effet, décidé de mettre le séquestre sur les biens de tous les adversaires de l'intervention française.

l'être, ont pu immédiatement entrer en jouissance, tandis que les autres bienfaits que nous leur promettons pour longtemps encore n'existeront que sur le papier. Maintenant, comme dit le *Times*, qui déclare n'être point jaloux de nos succès — et nous le croyons sur parole — qu'allons-nous faire de cette magnifique conquête? (entre nous, nous pouvons bien appeler le Mexique une conquête — il ne nous entend pas.) — En ferons-nous une nouvelle colonie? la prospérité de notre établissement d'Algérie est bien faite pour nous y encourager! y relèverons-nous l'empire de la race latine, — de cette race latine qu'on découvrira quelque jour n'avoir jamais existé? Les États-Unis nous y convient de toutes leurs forces, — ils nous enverront au besoin une petite armée pour nous y aider. Ou bien enfin, nous contenterons-nous, ambition plus modeste, d'y introniser cet archiduc Maximilien qui semble si peu empressé de prendre possession d'un si beau royaume? On n'a qu'à choisir parmi ces alternatives également rassurantes et faciles à réaliser.

Non, encore une fois, l'Angleterre ne sera pas jalouse! S'il nous est permis d'avoir un avis sur cette question, nous n'osons rêver pour notre pays des triomphes aussi éclatants. Maintenant « que l'honneur est satisfait, » comme on dit après les équipées dont on se tire toujours à bon marché, quand on s'en tire, nous souhaitons purement et simplement que nos troupes évacuent le Mexique. Nous le souhaitons pour lui, nous le souhaitons pour elles. Nous avons exprimé à plusieurs reprises et très nettement les objections que cette guerre nous semblait soulever dès le début au point de vue du droit comme au point de vue des intérêts de notre pays; l'événement a justifié surabondamment toutes les prévisions que nous avons émises à ce sujet. Aujourd'hui les faits d'une incalculable portée qui viennent de s'accomplir sur le Mississipi,

ceux mêmes qui se préparent en Europe, nous font désirer plus que jamais de voir cette guerre prendre fin.

Il est, en effet, facile de prévoir l'instant prochain où les États-Unis d'Amérique vont se trouver comme embarrassés d'un excès de forces, à la suite du puissant effort militaire qui aura bientôt achevé leur victoire. De quel côté rejettent-ils ce trop plein ? Les républiques clairvoyantes n'ont jamais aimé les armées permanentes ; elles n'ont jamais aimé non plus les voisinages du genre de celui que notre expédition du Mexique a créé à l'Union. Les hommes d'État de l'Union se sont d'ailleurs toujours très nettement expliqués sur la répugnance que leur inspirent les ingérences européennes dans les affaires de l'Amérique. Au moment même où leur situation était la plus critique, ils n'ont pas craint de manifester hautement leur opinion à cet égard, et nos propositions d'intervention en faveur du Sud n'ont pas été de nature à les en faire changer. Il en résulte avec une certitude inexorable que, si notre occupation se prolonge, elle nous conduit en droite ligne à une guerre avec les États-Unis. Nous n'avons pas pour le moment à qualifier une telle guerre ; mais si le gouvernement français a l'intention de la soutenir, ce n'est pas trop de toutes ses forces réunies, et il a autre chose à préparer qu'une campagne en Pologne. Il est encore temps pour lui d'aviser et de songer à l'avenir, mais ce moment sera bientôt passé. Nous passions pour des pessimistes systématiques lorsque nous soutenions au début de l'expédition que les six mille Français du premier corps expéditionnaire ne suffiraient pas pour prendre Mexico ; aujourd'hui nous nous bornons à faire des vœux pour que la sommation des États-Unis ne vienne pas nous surprendre à l'improviste, alors que nous serons engagés en Europe dans une aventure dont nul ne peut calculer ni les péripéties ni les conséquences dernières.

Bien que l'Amérique soit la terre de l'imprévu, on peut maintenant considérer la défaite du Sud comme assurée, non que la résistance soit rendue impossible, car les confédérés peuvent la faire durer presque indéfiniment en transportant la lutte de la circonférence au centre, mais parce que cette résistance serait désormais sans issue et sans avenir. Dans les conditions nouvelles que leur a faites la chute irrémédiable de Wicksburg et de Port-Hudson, les États confédérés étoufferaient bientôt, même sans être attaqués, faute de vie et d'expansion. La politique la plus humaine, et en même temps la plus habile, conseille au Nord de ne pas abuser de sa victoire, d'épargner un sang qui n'a que trop coulé dans ces batailles acharnées. Pour atteindre ce but, il n'a qu'à attendre : ses ennemis se rendront eux-mêmes à discrétion. Le sentiment qu'ils auront de leur impuissance sera plus efficace que les blessures les plus sensibles. Les derniers succès du Nord font rentrer dans l'Union tous les États riverains du Mississippi ; les autres États, réduits à leurs seules forces, peuvent encore continuer une défense, mais seulement une défense désespérée.

Il reste encore convenu pour beaucoup de gens que l'abolition de l'esclavage n'aura été pour rien dans les causes de cette terrible guerre. On leur entend dire à chaque instant, — surtout en Angleterre : — Ah ! s'il s'agissait de la destruction de l'esclavage ! mais c'est bien différent ! etc. Il devient de plus en plus probable que les regrets de ces personnes compatissantes ne seront pas sans recevoir quelque adoucissement, car si l'abolition de l'esclavage n'a été, comme elles l'affirment, pour rien dans les causes de la guerre, on peut prédire avec assurance qu'elle sera pour beaucoup dans ses effets. Non, tant de nobles vies n'auront pas été tranchées par un triomphe stérile et dérisoire ! La république de Washington laisse à la vieille

Europe ces glorieux égorgements, dont une nation croit avoir acquis le droit d'être fière, lorsqu'un de ses soldats y a ramassé une couronne ou un bâton de maréchal. C'est pour un autre motif que les citoyens américains sont tombés, et leur renommée ne sera pas l'écho insignifiant de batailles sans but; elle maintiendra leur œuvre après eux. Tant que leur mémoire restera chère à leur patrie, le souvenir de l'esclavage y sera un objet d'exécration. Ainsi ces légions prématurément moissonnées combattront jusque dans le trépas. L'esclavage gardera la blessure qu'il a reçue; car ni la nation américaine, ni l'humanité elle-même, ne lui pardonneront cette génération de vaillants qui s'est sacrifiée presque tout entière pour détruire plus sûrement le monstre.

Et d'ici à quelques mois, voici le spectacle que la république des États-Unis offrira au monde. L'homme qui a entre les mains ces forces formidables, qui a levé plus d'un million d'hommes, qui a perçu les impôts par milliards, qui a disposé souverainement pendant plusieurs années de la société la plus active, la plus vivace et la plus riche qui soit sur la terre, cet homme viendra remettre sa dictature patriotique au peuple qui la lui a confiée, sans avoir fait un effort pour la garder une heure de plus que le temps légal; il rentrera dans la foule de ses concitoyens plus pauvre que le jour où il en est sorti, et personne ne songera même à s'en étonner un instant! O terre heureuse, grande nation, nobles exemples de la pureté des citoyens, de l'honneur et des vertus publiques!

II

Les événements nous ont tellement pressés dans ces derniers temps, qu'il ne nous a pas été permis de parler des publications politiques qui ont paru récemment; nous

voulons aujourd'hui réparer cet oubli, au moins en ce qui concerne deux volumes, qui n'ont sans doute point passé inaperçus pour nos lecteurs, et nous avons plus d'une fois mentionné ici et encouragé dans la mesure de nos forces la méritoire entreprise de ces publicistes lorrains qui n'ont pas craint de s'inscrire en faux contre la déchéance intellectuelle dont la province est frappée en France (déchéance qui n'est durable que parce qu'elle est acceptée) et qui, sous le titre de *Varia*¹, nous envoient tous les ans un excellent volume, mi-partie d'histoire, de politique et de morale. Ils sont restés fidèles à cette sorte d'engagement, et nous considérons comme un devoir de les en remercier. Leur exemple n'a pas fait jusqu'ici beaucoup d'imitateurs ; mais il faut dire que notre pays serait une terre d'élection, si chacun de ses départements était en état de produire une œuvre semblable. S'il en était ainsi, le conseil d'État n'aurait pas à étudier le problème de la décentralisation ; ce problème serait tout résolu d'avance et probablement beaucoup mieux qu'il ne le sera jamais par cette auguste assemblée. Mais elle n'a malheureusement pas à redouter cette concurrence. Pour se décharger du soin de sentir et de penser, les départements ont sagement décrété que Paris est à la fois le cœur et le cerveau de la France. Qui oserait s'insurger contre une métaphore si bien établie ? Que deviendrait « notre belle unité nationale, » si la France se mettait tout à coup à penser de la tête aux pieds ? Il y a dans cette seule idée de quoi faire frémir M. Thiers !... Cette perspective effrayante n'a point arrêté les auteurs de *Varia*. Ils ont hardiment ressuscité l'hydre du fédéralisme. Ils nous donnent cette année plusieurs travaux remarquables et tout à fait dignes de leurs aînés, entre autres une éloquente étude sur Mirabeau, et une disserta-

1. A Nancy, chez Gros-jean Maupin, et à Paris, chez tous les libraires.

Europe ces glorieux égorgements.
 avoir acquis le droit d'être fière
 y a ramassé une couronne on
 pour un autre motif que l
 bés, et leur renommée
 batailles sans but; elle
 Tant que leur même
 venir de l'esclavage
 légions prématu
 dans le trépas
 reçue; car n
 même, ne l
 qui s'est s
 sûremen'

Et d'
 blique
 entr
 mi'

La liberté pure et simple étant toujours la dernière
 chose dont on s'avise en France, on ne s'est jamais préoc-
 cupé sous nos régimes antérieurs, même sous la répu-
 blique de 1848, du danger que le système des brevets révo-
 cables faisait courir à la liberté de la presse : on cédait
 innocemment à ce besoin de tout monopoliser et de tout
 réglementer dont nous avons toujours été possédés. Ainsi,
 en cela comme en toute chose, longtemps avant que la dic-
 tature fût venue, les instruments de la dictature étaient
 prêts et montés de toutes pièces. Il fallait avoir oublié jus-
 qu'au sens naturel des mots pour ne pas se rappeler que
 la liberté de la presse implique essentiellement, et avant
 toute autre condition, la liberté de l'imprimerie. Il est un
 point sur lequel nous nous séparons absolument de l'auteur
 de ce travail. Il croit utile de conserver le cautionnement
 dans une certaine mesure, afin d'offrir une prise certaine à la
 répression judiciaire. Quant à nous, nous considérons le
 cautionnement comme la mesure qui a le plus contribué à

degrader la presse en la faisant passer sous le contrôle des spéculateurs. Il y a mille autres lois, mais la loi une sanction efficace.

Les *Varia* ont individuellement leurs préférences, mais ils ne connaissent pas d'autre principe que celui de la liberté. L'excellente étude intitulée *l'Éducation politique en France*, dont nous ne pouvons parler avec développement, peut être considérée à ce titre comme leur véritable profession de foi. Tous nos régimes divers sont successivement caractérisés avec une rare justesse, sans autre criterium que le type des institutions libres, qui ne peut pas contenter certains goûts, et pour cause ; mais qui est en tout cas bien supérieur à tout ce que nous avons essayé en France. Avec un tel point de comparaison dans l'esprit, on est impartial sans effort, et l'on peut juger son propre parti avec autant de sûreté que celui de ses adversaires ; car on s'élève au-dessus de la région tumultueuse des partis de toute la hauteur qui sépare une idée d'une passion. L'auteur de ce remarquable travail cherche les causes de notre inconstance politique jusque dans les origines de notre histoire. Mais bien différent, dans sa sévérité, des juges prétendus indulgents, qui font de notre infirmité une question de race et de tempérament, et sous prétexte de nous en excuser nous y condamnent à perpétuité, il repousse par de vives raisons et par l'évidence des faits ces dégradantes théories qui nous refusent le droit d'être libres, parce que nous n'avons pas dans les veines une proportion suffisante de sang germanique. On aura tout dit sur l'ignominie de notre temps, quand on aura rappelé que le public éclairé d'aujourd'hui a pu accepter sur lui-même un pareil arrêt, formulé par une école chez laquelle l'ethnographie n'a jamais été que la marque de la servilité ou le paradoxe d'une abjecte pédanterie !

M. Carnot vient de publier le troisième volume de ses intéressants Mémoires sur la vie de son père¹. Nous avons apprécié ici, même avec une sévérité qui n'a pas été du goût de tout le monde, le volume consacré au rôle de Carnot dans le comité de salut public. L'estime même qui s'attache au nom de l'auteur nous faisait un devoir de protester contre une théorie qui n'a eu que trop de partisans en France sous tous les régimes. Avec un tel système, toutes les condescendances peuvent se transformer en actes de patriotique abnégation. Nous n'admettrons jamais pour notre part qu'il puisse y avoir de la grandeur civique à laisser mettre sa signature sous des arrêts de mort qu'on déplore au fond du cœur. N'offrons pas de si faciles excuses aux proscripteurs de tous les temps, y compris ceux du nôtre ; la mobilité populaire, la peur, les défections, l'oublieuse ingratitude ne leur apportent que trop de prétextes. Il y a là tout un arsenal de justifications qui n'est que trop riche en arguments spéciaux, gardons-nous de lui fournir des armes. Qui sait combien un sophisme nouveau en ce genre pourrait enfanter de lâchetés nouvelles ?

Personne, au reste, ne songera à imputer une telle pensée à l'honorable auteur de ce livre, qui a été égaré à son insu par un sentiment mal entendu de piété filiale. La juste rigueur avec laquelle il juge les proscripteurs de son père, lorsque Carnot est frappé à son tour par le coup d'État de fructidor, nous est une garantie que sa justification ne s'étend qu'à une seule personne et n'a rien d'une thèse générale. Cependant parmi les signataires de la déportation de fructidor, mesure inique, mais si insignifiante lorsqu'on la compare à celles que décréta le terrible comité, combien auraient pu alléguer qu'ils faisaient violence à leurs senti-

1. *Mémoires sur Carnot*, par son fils. Chez Pagnerre.

ments particuliers pour ne pas déchirer le sein de la république ! M. Carnot ne paraît nullement disposé à accepter cette excuse lorsqu'elle peut être invoquée par les ennemis de son père ; comment lui semble-t-elle suffisante lorsqu'il s'agit de défendre une si chère mémoire ?

Ce n'est là de notre part qu'une querelle rétrospective. Le volume dont nous nous occupons aujourd'hui ne donne lieu à aucun reproche de cette nature. On ne peut que louer les jugements aussi sages que fermes que l'auteur porte tour à tour sur la conspiration de Babeuf, sur les actes politiques du Directoire et sur le coup d'État de fructidor, premier type de tous les guet-apens qui se sont accomplis depuis en ce genre. Il est bon que ces coups de dictature, qui ont si profondément démoralisé l'esprit politique de notre pays, soient flétris au sein même des partis qui sont censés en avoir profité. Il a longtemps fallu du courage et il faut encore de l'indépendance d'esprit pour oser dire du mal des auteurs de fructidor au sein de l'opinion à laquelle appartient M. Carnot. On a des trésors d'indulgence pour les violences qu'on blâme le plus chez les autres lorsqu'on se figure en avoir eu les bénéfices. Que les fructidoriens aient eu cette illusion lorsqu'ils portèrent la main sur les institutions qu'ils avaient faites et sur une opposition qui n'était point sortie de la légalité, et dont le seul tort était de ne pas partager leurs vues, c'est là un aveuglement trop commun pour qu'on en soit surpris ; mais qu'en présence des événements qui ont suivi on persiste à croire que ce coup de violence a profité à la cause républicaine, c'est ce qu'il faut renoncer à expliquer. Fructidor fut la première épreuve du 18 brumaire ; Bonaparte n'eut qu'à calquer son coup d'État sur celui du Directoire, et c'est fructidor qu'il invoqua lorsqu'on lui reprocha la constitution violée. Le peuple, qui avait laissé faire la première de ces journées, ne pouvait qu'applaudir à la seconde.

La manière dont M. Carnot présente et apprécie le 18 brumaire est une nouvelle preuve des incompatibilités qui existent, selon nous, entre les sentiments du fils et les devoirs de l'historien. Il n'est pas douteux pour nous que M. Carnot ne réprouve très sincèrement et très énergiquement le 18 brumaire, bien qu'on ne s'en aperçoive guère en lisant son livre. Comment serait-il à l'aise pour le flétrir lorsqu'il a à raconter la part que son père a prise au gouvernement qui s'établit à la suite de ce coup d'État ? Comment blâmerait-il le premier consul sans blâmer son père qui en fut le ministre ? Entre le blâme et l'éloge, il choisit le silence et s'abstient de toute appréciation : neutralité pénible pour un homme politique et pour un ami de la liberté ; en quoi nous remarquerons toutefois qu'il y a de sa part un progrès et un louable effort d'impartialité. L'année dernière, en effet, il n'eût pas manqué de présenter la participation de Carnot au gouvernement consulaire comme une nouvelle immolation de ce grand citoyen au salut de la République. Sa conduite ne fut en réalité ici qu'un acte de faiblesse et une coupable inconséquence. Le proscrit de fructidor ne devait à aucun prix être le ministre de brumaire, car fructidor avait du moins laissé debout quelques garanties de liberté, et brumaire venait de jeter aux pieds d'un soldat toutes conquêtes de la Révolution. Carnot avait à faire de sa vieille popularité républicaine un meilleur emploi que de l'user au profit du nouveau despotisme. A dater de ce moment il fut un homme fini comme politique.

Cette inconséquence, qui est loin d'être unique dans la vie de Carnot, a tenu principalement à deux causes : d'abord à la persuasion où il était d'être un homme nécessaire, et ensuite à un manque de sens politique qui surprend dans un esprit si éminent dans sa spécialité. Carnot ignorait qu'à proprement parler il n'y a pas d'homme nécessaire.

C'est faire injure à une nation que de lier sa destinée à celle d'un homme. Dans tous les cas, lorsqu'on se croit indispensable, on le prouve en pliant les circonstances à sa volonté et non en les subissant. En acceptant leur joug, vous perdez précisément toute cette force qui vous donnait le droit de vous estimer si haut, et vous vous trouvez annulé lorsque l'occasion vous réclame. On le vit bien pour Carnot en 1815. Carnot se croyait nécessaire au comité du salut public, que ne le pouvait-il en refusant sa signature aux arrêtés de Fouquier-Tinville ? Carnot se croyait nécessaire au gouvernement consulaire, que ne le prouvait-il en lui imposant des garanties ? Plus tard, Carnot se crut encore nécessaire à l'Empire, et dans une confiance si obstinée en lui-même, il ne sut pas même puiser la force de repousser un titre de comte ! Singulière nécessité qui l'enchaîne lui-même au lieu de l'imposer aux autres ! Au reste, le premier consul ne lui laissa pas longtemps cette illusion. Carnot ne tarda pas à s'apercevoir qu'on pouvait fort bien se passer de lui, et il donna sa démission de ministre de la guerre. C'est à ce moment qu'il commença à se douter que le Consulat pourrait bien aboutir à l'Empire, ce qui ne donne pas une haute idée de sa perspicacité politique ! Alors commença pour Carnot ce rôle d'opposition très honorable, mais tardive et impuissante, qu'il soutint courageusement jusqu'à l'époque des revers de l'Empire. Il vota contre le consulat à vie ; il vota contre l'Empire, relevant avec bon sens la contradiction qu'il y avait à sacrifier les libertés publiques à un seul homme pour le récompenser précisément de ce qu'il avait sauvé ces mêmes libertés, selon ses apologistes. Sa voix fut couverte par le bruit des acclamations qui saluèrent le nouveau régime ; mais on eût pu dès lors lui opposer à lui-même, dans une certaine mesure, la réponse qu'il fit à quelque temps de là à des collègues qu'il entendait se plaindre de la tyrannie impé-

riale : « Il est trop tard. Vous avez placé Bonaparte si haut, que vous ne pouvez plus l'atteindre. »

Le livre de M. Carnot est instructif, et écrit dans un excellent esprit toutes les fois que l'auteur n'est pas exclusivement dominé par les préoccupations, d'ailleurs fort concevables, qui lui ont mis la plume à la main. Il lui était difficile d'être juste, — que ce soit là son excuse d'avoir couvert de son autorité des maximes regrettables. Il a sagement agi en quittant le ton de l'apologie à outrance pour rester strictement dans les limites d'une simple exposition historique. En cela il servira la renommée de son père beaucoup plus utilement que par une approbation invariable et systématique. L'organisateur des armées de la République a fait d'assez grandes choses pour qu'on n'ait pas à lui chercher des titres de gloire parmi les torts et les faiblesses que l'histoire lui reprochera un jour.

7 septembre 1863.

Il y a eu et il y a encore des gens à petites vues qui estiment que la politique est tenue de se subordonner à certains principes. On ne leur a pas épargné les sifflets, car notre époque met volontiers la vertu sur le compte de l'impuissance. Cependant, si quelque chose est propre à consoler ces pauvres gens-là de leurs déceptions passées et de leur inaction présente, c'est bien le spectacle qui leur est offert par la soi-disante habileté de leurs successeurs. Qu'on interroge l'histoire et qu'on y découvre, si l'on peut, une époque où la politique européenne ait présenté une plus accablante image de l'impuissance ! L'Europe foisonne de Machiavels au petit pied, experts en artifices de toute

sorte, et très attentifs en toute occasion à réserver ce qu'ils appellent « leur liberté d'action, » c'est-à-dire à ne s'engager en quoi que ce soit, ni envers qui que ce soit ; qu'en ont-ils fait de cette liberté d'action ? Si l'on raille la droiture et ses gênants scrupules, que dire de la ruse qui ne réussit pas ? Leur habileté, par quelles œuvres s'est-elle manifestée ? Quel système, quel intérêt ont-ils servi à défaut d'un principe ? Quelle suite découvrir dans leurs idées et dans leurs actes ? Hier, la moitié de l'Europe se déclarait prête à se lever pour secourir la Pologne, trois gouvernements¹ prêchaient la croisade ; aujourd'hui, il n'en est plus question. La Pologne est un thème abandonné aux moralistes, depuis que les hommes d'État n'en ont pas su tirer parti. Les uns tendent la main à ses oppresseurs de droite, les autres à ses oppresseurs de gauche. On passe à quelque chose de beaucoup plus urgent : — à une revision générale des conditions de l'équilibre européen ! — Une puissance penche d'un côté, sa voisine se met aussitôt à pencher de l'autre. Les souverains jouent aux quatre coins. De temps à autre, ils s'interrompent pour jeter à leurs peuples, qui les contemplent avec ébahissement, ces vieux mots — redevenus nouveaux — de liberté et de garantie. Voilà où en est aujourd'hui la politique d'habileté. Quoi ! pour avoir du génie, il ne suffirait donc pas de ne pas avoir de principes ? Ah ! ne disons pas que nous sommes vengés, car rien de ce qui abaisse la grande patrie européenne ne saurait être un triomphe pour nous.

Quelque résigné qu'on soit aux surprises les plus invraisemblables, ce revirement a de quoi étonner, et la stupeur avec laquelle il a été accueilli en dit assez long sur les sentiments qu'il inspire. Que la triple alliance fût faite pour avorter, et que les négociations relatives à la Pologne dus-

1. L'Angleterre, l'Autriche et la France.

sent aboutir dans le vide, il n'était pas difficile de le prévoir. Nous avons signalé longtemps à l'avance les fautes qui rendaient ce résultat inévitable. Après les inqualifiables déclarations du cabinet anglais au sujet de ses intentions de ne faire la guerre à aucun prix ; après la note par laquelle le cabinet français définissait la question polonaise une question « européenne, » ce qui était reprendre identiquement la politique tant vilipendée du roi Louis-Philippe, sans avoir aucune de ses excuses à faire valoir ; après l'ultimatum qui formulait les concessions réclamées par les puissances, concessions d'une nature telle que la Russie a pu répondre impunément qu'elle avait déjà accordé beaucoup plus qu'on ne lui demandait ; après les arrière-pensées intéressées et les défiances réciproques que ces mêmes puissances n'ont pas tardé à laisser paraître, ces négociations ne pouvaient plus être qu'une sorte de représentation diplomatique, un spectacle d'autant plus pénible et plus irritant pour ceux qui prenaient à cœur cette grande cause, qu'on mettait plus de solennité dans ces inutiles démonstrations. C'était assez d'une semblable humiliation ; on pouvait même nous épargner la peine de la lire, amplifiée dans de si interminables documents, comme si l'on craignait qu'elle ne fût pas assez constatée pour l'histoire. Mais cette épreuve n'a pas paru suffisante ; on nous apprend subitement que tout est changé, et que toutes les difficultés sont résolues ; on nous annonce de sang-froid que nos ennemis d'hier sont nos amis d'aujourd'hui, qu'il n'y a plus ni oppresseurs ni opprimés ; que ceux que, dans toute la France, on appelait les bourreaux de la Pologne, sont devenus ses bienfaiteurs et nos alliés, qu'ils se sont trouvés tout à coup convertis par notre libéralisme, que Mourawieff n'était pas autre chose qu'un philanthrope incompris, et qu'enfin les Polonais submergés sous le flot des institutions libérales qu'on leur prépare

à Saint-Pétersbourg ne seront plus embarrassés désormais que pour exprimer leur reconnaissance et leur repentir.

Il ne nous appartient pas de dire ce qu'il peut y avoir de fondé dans cette fantasmagorie politique ; ce qui est certain, c'est que ceux qui ont bien voulu nous mettre dans le secret de cette merveilleuse conception n'ont point été désavoués. Elle pouvait d'ailleurs être vraie ce matin et se trouver fausse ce soir. Une alliance aujourd'hui éclate comme une conspiration et finit aussi comme elle. Ce qui nous suffit pour caractériser le temps où nous vivons, c'est qu'on nous l'ait présentée comme un titre de gloire pour ceux qui l'ont imaginée, c'est qu'elle ait pu paraître vraisemblable, et tout le monde l'a acceptée comme telle. L'alliance franco-prusso-russe a eu pour admirateurs la plupart de ceux qui, la veille, soutenaient une alliance tout opposée. Il semble admis d'un accord presque unanime qu'un pays peut, du jour au lendemain, changer de cause, de sympathies et de politique, sans que son honneur en reçoive aucune atteinte. On ne soupçonne pas que la conscience publique puisse faire entendre la moindre protestation contre un pareil abandon. Eh bien, c'est un fait grave que des hommes d'État aient pu concevoir un tel plan, mais c'est un événement mille fois plus grave encore qu'ils aient osé le publier avec si peu de ménagements pour les plus nobles et les plus légitimes susceptibilités. Ils ont mis par là tout le monde à même de mesurer la distance qui sépare leur politique des inspirations du sentiment national.

Au reste, il va sans dire que de pareilles évolutions, qu'elles soient vraies ou fausses, ne sont faites pour inspirer de crainte à personne. Quelle consistance pourraient avoir des alliances improvisées avec cette rapidité et fondées sur de tels antécédents ? Quelle confiance, quelle sécurité peuvent-elles apporter à ceux qui les ont complo-

tées plutôt que conclues ? Elles n'ont déjà même plus le prétexte éphémère qui était censé les rendre opportunes depuis la clôture du congrès de Francfort ¹. Ce congrès lui-même n'est déjà plus qu'un fantôme à demi effacé dans les brumes du brouillard allemand, et l'œuvre qu'il s'est proposé d'accomplir renferme tant d'impossibilités, qu'on a pu se demander, non sans quelque vraisemblance, si cette réforme fédérale, annoncée avec tant de fracas, n'a pas été un simple expédient imaginé pour distraire la badauderie européenne des complications de la question polonaise et de l'humiliation subie par les puissances.

On a peine à s'expliquer en effet que le cabinet de Vienne se soit lancé dans une entreprise d'une pareille importance au moment même où ses négociations au sujet de la Pologne semblaient tout près d'aboutir à une guerre. Comment se serait-il exposé à mécontenter gravement la France, ce qui était la conséquence évidente des conférences de Francfort, s'il avait été réellement disposé à rompre avec la Russie ainsi qu'il le laissait croire ? Son attitude a donc manqué de sincérité dans l'une ou dans l'autre de ces deux circonstances, à moins qu'on lui suppose la folle pensée d'avoir voulu se faire en même temps deux ennemis aussi redoutables que la France et la Russie. On ne peut prendre au sérieux son rôle à Francfort, qu'à la condition de ne voir qu'une mystification dans son intervention en faveur de la Pologne.

Il est possible qu'elle n'ait été sincère ni dans un cas ni dans l'autre. La libérale Autriche se serait unie aux puissances occidentales pour sauvegarder ses possessions de

1. Ce congrès auquel avaient été convoqués tous les princes allemands, et que présidait l'empereur d'Autriche, avait pour but de prendre des réformes unitaires. Le roi de Prusse avait refusé de s'y rendre. Il fut suivi d'une réunion dite démocratique composée en majeure partie de députés allemands. Les deux assemblées aboutirent à un résultat négatif. On sait comment et par qui fut unifiée l'Allemagne.

Gallicie, puis, une fois délivrée de ce côté, elle aurait songé aux éventualités de l'avenir et profité de sa popularité nouvelle pour s'emparer de la direction suprême de la Confédération germanique. Cette double conduite s'accorderait assez bien avec la franchise et la hauteur de vues qu'on admire dans la plupart des conceptions politiques de notre époque ; malheureusement pour l'Autriche, l'exécution de la seconde partie de ce programme n'a pas répondu à ce que la première avait fait espérer à ses admirateurs. Le cabinet de Vienne a mis tout d'abord dans la convocation des confédérés une précipitation qui a éveillé tous les soupçons. Son empressement a trahi ses arrière-pensées.

Il a ensuite laissé beaucoup trop clairement percer ses intentions personnelles dans le plan qu'il a soumis aux délibérations du congrès.

Quelque compliquée que soit la machine que l'Autriche propose de substituer à l'organisation actuelle de la Confédération germanique, il suffit d'un coup d'œil pour reconnaître que chacune de ces complications n'a d'autre but que de masquer la dictature de l'empereur. Cette dictature serait, il faut en convenir, une triste personnification de l'unité de l'Allemagne, et nous ne pensons pas que les patriotes allemands soient assez aveugles pour l'accepter, malgré la ferveur de leurs aspirations. Le projet de réforme fédérale n'est d'ailleurs nullement nouveau ; ce qui serait nouveau, ce serait qu'il fût inspiré par des vues désintéressées. Entreprise tantôt au profit de la Prusse, tantôt au profit de l'Autriche, tantôt enfin au profit des souverains de second ordre, comme il y a deux ans, dans le projet de M. de Beust, la réforme fédérale n'a jamais été tentée au profit de l'Allemagne, et c'est là principalement ce qui a fait avorter toutes ces combinaisons. On accepterait peut-être un sacrifice qui pèserait également sur tous, mais on le repousse s'il doit profiter à un intérêt

égoïste et exclusif, et grâce au droit de *veto* que la constitution actuelle accorde à chaque souverain, des réformes de ce genre ont beaucoup de chances de n'être pas accueillies. Les patriotes allemands ont souvent déploré les obstacles que cet inexorable *veto* oppose à leur impatience. Qu'ils ne le maudissent pas trop ! Sans lui, depuis longtemps peut-être l'Allemagne serait courbée sous un seul maître.

Les aspirations des Allemands vers l'unité de leur patrie n'ont rien en soi que de très légitime, à condition qu'ils renoncent à germaniser leurs voisins ; seulement, l'opposition de mœurs, de caractère et de génie qui existe entre l'Allemagne du midi et celle du nord est encore telle que cette unité n'est réalisable aujourd'hui que sous la forme fédérative. Toute autre unité n'y pourrait subsister que par le despotisme, et c'est un despotisme plus ou moins déguisé que contiennent tous les plans qui méconnaissent les conditions du lien fédéral. Le plan autrichien en laisse à peine subsister les apparences. En assurant à l'Autriche la majorité dans le Directoire, qui possède à peu près tout le pouvoir effectif de la Confédération, il transforme celle-ci en une vaste monarchie unitaire, où les États, aujourd'hui indépendants, ne sont plus que des provinces aisément dominées. La partie la plus libérale de l'Allemagne, qui est incontestablement le nord, est complètement annihilée au profit du sud, et surtout au profit d'une puissance au sein de laquelle les populations allemandes ne forment qu'une infime minorité. La marche actuelle du gouvernement prussien semble, nous le savons, donner un démenti à cette appréciation de la supériorité morale de l'Allemagne du nord sur celle du sud ; mais est-ce nous, Français, qui voudrions juger la nation prussienne sur le gouvernement qu'elle a, mais qu'elle n'a peut-être pas mérité ?

Le libéralisme de la nation prussienne a des titres qui valent bien ceux de la maison d'Autriche, et il a droit à une influence au moins égale dans les affaires de l'Allemagne. Le plan autrichien ne fait à la Prusse qu'une part dérisoire ; il ne maltraite pas moins les autres États de la Confédération. En cela il a flatté jusqu'à un certain point les passions unitaires ; mais, s'il est aussi libéral d'intention que ses auteurs ont bien voulu le dire, a-t-il du moins rendu aux libertés constitutionnelles ce qu'il enlevait aux libertés fédérales ? Nullement. Non seulement les députés des États ne seront pas nommés par une élection directe, mais ils ne jouiront que d'une autorité consultative et toute nominale. Et telle est la confiance de l'Autriche dans le sentiment national, tel est son respect pour les institutions libres dont elle se constitue le champion en Allemagne, qu'il n'est plus question le moins du monde aujourd'hui de soumettre son plan de réforme ni aux parlements des divers États, ni même à des conférences ministérielles, mais seulement à un nouvel examen des princes confédérés ; après quoi on se flatte d'être en mesure de lui donner force de loi.

C'est en quoi l'on s'abuse singulièrement. Menaçant pour la Confédération qu'il absorbe et dénature, ce plan ne le serait pas moins pour la sécurité de l'Europe s'il avait quelque chance de réussite, car il incorporerait pour ainsi dire à l'Allemagne une population de près de trente millions de Slaves, de Magyars, d'Italiens, habitant des provinces qui n'ont jamais fait partie de la Confédération. Il donnerait en outre un caractère offensif à une constitution jusque-là toute défensive. L'Autriche a, en effet, poursuivi deux buts dans son plan de réforme : celui d'assurer sa prépondérance en Allemagne et celui de se faire garantir la possession de ses provinces extrafédérales. Elle pourrait bien les manquer l'un et l'autre pour avoir

montré une ambition trop impatiente. Dans tous les cas, on s'est alarmé, avec une affectation poussée jusqu'au ridicule, des dangers que nous créent les progrès de l'unité allemande. N'y eût-il en Allemagne qu'un seul prince sage et sensé comme le grand-duc de Bade, cette unité ne serait pas réalisable dans l'état actuel de ce pays et avec les conditions qui lui sont imposées. Mais avec une rivalité aussi envenimée que l'est celle de l'Autriche et de la Prusse, il n'y a de possible qu'une union restreinte, soit au profit de l'une, soit au profit de l'autre; et tout effort trop violent pour resserrer le lien fédéral n'aurait pour effet que de le briser. On ne fait pas violence au temps et à la nature des choses. Tant que subsisteront les passions qui divisent aujourd'hui l'Allemagne et les éléments si divers dont elle se compose, le dernier mot de l'unité allemande, c'est une conquête et une sécession.

Le congrès de Francfort n'est pas le seul congrès que nous ayons eu dans ces derniers temps. Nous avons eu aussi le congrès de Malines¹, le congrès des notables de Mexico², qui a épargné tant de besogne au suffrage universel mexicain, et nous aurons d'ici à peu le congrès de Gand. Il y a en ce moment un retour général des esprits vers les formes et les garanties constitutionnelles, et même lorsqu'on ne pense qu'à les éluder, on se croit obligé d'en parodier les usages. Cette tendance est d'un excellent augure et d'une grande signification, même lorsqu'elle n'est qu'un hommage menteur rendu à des principes qu'on déteste au fond du cœur. Une association de voleurs, disait Platon, ne saurait durer une heure, s'ils n'observent au

1. Ce congrès réunissait les *catholiques libéraux* (ils s'appelaient ainsi), tels que MM. de Montalembert, de Broglie, etc. Ils avaient la prétention de réconcilier la démocratie avec le catholicisme. On sait encore là-dessus quelle fut la suite de ce projet (voir les journaux de la deuxième quinzaine du mois d'août 1863).

2. Voir le *Moniteur universel* du 15 août 1863, en tête de son bulletin.

moins entre eux les lois qu'ils violent envers les autres, et les règles qui régissent les sociétés d'honnêtes gens. La même chose peut se dire, nous le savons, du respect de certains congrès pour les formes parlementaires ; mais la vérité du principe ne s'en trouve, après tout, que mieux confirmée, puisque, même pour agir contre lui, on ne peut se passer de lui. Au reste, le congrès de Gand, qui sera aussi composé de princes, mais de princes de la pensée, nous consolera sans doute de celui de Francfort, car c'est la liberté surtout qui pourrait dire : « Quand plusieurs seront réunis en mon nom, mon esprit sera au milieu d'eux. »

Au congrès de Malines, M. de Montalembert a affligé le cœur de tous les vrais catholiques par un discours dans lequel les erreurs les plus pernicieuses sont déguisées sous une forme propre à séduire et à troubler les âmes simples. Ces détestables maximes ne sont pas nouvelles, puisqu'elles ont été mille fois condamnées par l'Église comme étant de nature à ébranler tous les fondements de la foi et à propager un esprit d'orgueil, de révolte et d'insubordination contre les puissances établies. Sous ce nom funeste de liberté qui a servi de mot de ralliement à toutes les hérésies, et qui a enfanté tant de séditions et de dangereuses nouveautés dans l'ordre politique, M. de Montalembert préconise la liberté du mal et de l'erreur, tandis que l'Église n'a jamais reconnu que la liberté du bien, la seule légitime et la seule bonne. Il voudrait que l'Église s'enrolât dans un parti et adoptât une doctrine politique. L'Église est au-dessus de tous les partis, et tous les principes politiques sont égaux devant elle. M. de Montalembert voudrait convertir l'Église, qui a converti le monde. On ne peut que plaindre un pareil égarement !

Parlons sérieusement. Nous croyons M. de Montalembert sincère dans son amour pour la liberté, et à Dieu ne

M. de Persigny nous paraît être sous l'empire d'une singulière illusion. Il a fait à Saint-Étienne ce qu'on appelait autrefois un discours-ministre. Il a cru le moment venu de défendre *sa politique*. Il oublie absolument que, sous les institutions qui nous régissent, un ministre n'a pas et ne peut pas avoir de politique. Cela était bon sous le régime dont M. de Persigny se plaît à dire tant de mal. Nous le rappelons à la légalité et à la réalité des faits. Aujourd'hui le ministre ne représente que la pensée et la volonté du souverain; il n'a ni système ni responsabilité propre, et par là même il emprunte toute son importance au choix qui l'a tiré de la foule. Aussitôt que le pouvoir se retire de lui, il n'est plus qu'un particulier comme un autre, car aucun groupe d'intérêts ou d'influences ne se personnifie en lui. L'étonnement a donc été grand dans le public quand on a appris que M. de Persigny avait des idées personnelles et un système à lui. Personne ne s'en était douté jusqu'ici. Si sa prétention n'était qu'inconstitutionnelle, passe encore, nous ne sommes pas chargé de faire respecter la constitution; mais il se trouve malheureusement que ces idées et ce système, une fois dépouillés de leur valeur officielle, n'en ont plus aucune autre. La comparaison que M. de Persigny établit entre notre charte et la constitution anglaise est un lieu commun tellement usé que personne ne prend plus la peine de le réfuter; sa critique des institutions constitutionnelles est démentie par la prospérité de plusieurs pays où ce régime est florissant; enfin la démonstration lumineuse par laquelle il établit que nous jouissons aujourd'hui de la séparation des pouvoirs telle que l'a définie Montesquieu, cette démonstration, dis-je, est une des plus étourdissantes découvertes de la nouvelle science politique qui a été inaugurée il y a douze ans. M. de Persigny fait bien de déprécier le régime sous lequel un homme, puissant par le génie et par l'éloquence,

devenait une sorte de force sociale avec laquelle le gouvernement du pays était tenu de compter, car il est fort probable qu'il n'y aurait jamais joué le rôle que nous l'avons vu remplir. Mais qu'il renonce à l'espoir de nous faire considérer comme une marque de l'infériorité des régimes libres ce juste hommage rendu à la puissance des idées !

Aucun incident nouveau ne s'est produit dans notre occupation du Mexique, mais les imaginations devancent les faits, et les perspectives les plus séduisantes s'ouvrent devant nous. Il s'agirait tout simplement, selon les publicistes les mieux informés, de reconnaître le Sud et d'aller latiniser quelque peu les États-Unis du Nord, étrangers jusqu'ici aux bienfaits de notre civilisation. Ce plan nous paraît tout à fait digne d'être pris en sérieuse considération. Il est à la hauteur de ce que la grande politique a conçu de plus beau. Il suffirait après tout, pour le réaliser, de réunir un nouveau congrès de cent vingt-sept notables à Washington ou à New-York. Le résultat du vote ne serait pas douteux, et il ne manque pas en Europe de princes qui seraient fiers de tenir de nous la couronne des États-Unis. Ceci nous fait songer que l'archiduc Maximilien ne s'est pas encore décidé à accepter celle du Mexique. Ce retard est presque une offense : que peut-il signifier ? Qu'on hésite à recevoir un pareil présent ? N'est-il pas vraiment plus inexplicable encore que tous les hommes sages de son pays et de l'étranger soient unanimes pour détourner le prince de cette acceptation ? Ce doit être la conspiration de l'envie. L'Europe entière est jalouse de notre conquête, puisqu'elle la blâme universellement.

Au reste, les futurs sujets de l'empereur Maximilien ont déjà songé à lui donner un successeur, ce qui prouve que notre occupation ne les a pas fait renoncer à leur amour du changement, et que le trône le plus hypothétique du monde n'est pas à l'abri des révolutions. Les Mexicains

seraient bien difficiles s'ils n'étaient pas contents de nous. Nous leur avons donné un empereur. Nous leur construisons un chemin de fer qui transportera nos troupes avec la plus grande célérité d'une extrémité à l'autre de l'empire mexicain, — condition inappréciable de sécurité pour les populations paisibles. Enfin, si nous n'avons encore ni desséché leurs marais, ni éclairé leurs rues, ni assaini leurs campagnes, ni refait leurs routes et leurs édifices publics, selon le programme du maréchal Forey, nous exploitons du moins leurs mines d'argent, assure le *Moniteur*, avec la plus grande activité... et à notre profit; — que peuvent-ils désirer de plus?

Les États-Unis, il est vrai, voient notre occupation de mauvais œil; ils n'ont jamais cessé de protester, même au temps de leur plus grande détresse, contre notre ingérence dans les affaires américaines; mais que peuvent-ils contre notre invincible armée? comme dit la presse bien pensante. Laissons-les attester Monroë et sa doctrine inutile; poursuivons imperturbablement notre œuvre de civilisation, et si jamais ils essayent de la troubler, portons-leur la *liberté comme en France!*

7 octobre 1863.

Les trois puissances ont enfin terminé leur glorieuse campagne diplomatique en faveur de la Pologne. Nous pouvons en apprécier les fruits. Étions-nous pessimiste lorsque nous en signalions ici, il y a plus de six mois, l'inévitable et humiliante issue? Non, nos plus tristes prévisions restaient au-dessous de la vérité, car si nous avions deviné les équivoques, les sophismes et les faux-fuyants au

moyen desquels le cabinet russe éluderait nos requêtes, tout en feignant de les accueillir pour gagner du temps, nous n'eussions jamais pu supposer qu'une fois son but atteint, il oserait couper court aux remontrances par l'insolente volte-face qui est venue clore ces négociations. Nous nous serions refusé à admettre une pareille éventualité, non que l'alliance, dans les conditions où elle était engagée, nous parût très redoutable pour la Russie, mais parce que nous pensions que l'honneur de notre pays, déjà plusieurs fois souffleté en ce siècle à l'occasion de la Pologne, inspirerait à nos ennemis plus de prudence et de ménagement. L'alliance pouvait être devenue un sujet de risée plutôt que de crainte, sans qu'il y eût là de quoi justifier un tel excès d'audace. Le prince Gortchakoff était dans son droit en bafouant une diplomatie déjà sifflée par toute l'Europe; mais il a trop oublié que derrière ces diplomates si accommodants des trois cours alliées, il y a au moins une nation qui a plus de mémoire et de susceptibilité que les rhéteurs des chancelleries. Les négociateurs peuvent être disposés à « empocher l'affront » sans mot dire, selon le conseil héroïque que leur donne le *Times*, mais nous prédisons hardiment que le sentiment national ne ratifiera pas leur résignation, et que la Russie payera tôt ou tard les frais de l'insolence de son ministre.

On a beaucoup répété que ce passage subit de l'extrême humilité à l'extrême arrogance devait être attribué surtout aux approches de l'hiver, qui met la Russie à l'abri de toute attaque avant le printemps. Cette opinion n'est pas invraisemblable, et se trouve, à ce qu'il semblerait, confirmée par les allusions pleines de défi que le prince Gortchakoff a faites, dans son mémorandum, à la campagne de 1812. Mais l'explication de ce brusque changement de ton ressort, peut-être avec plus de probabilité encore, de la situation respective des trois puissances alliées au

moment où ces notes ont été écrites. N'était-ce pas, en effet, un étrange point de départ pour une action commune que cette singulière coalition au sein de laquelle chaque puissance était principalement occupée à dénoncer et à déjouer les arrière-pensées qu'elle prêtait à ses coopératrices, tout en n'y cherchant elle-même que la réalisation de ses propres vues? N'était-ce pas une singulière alliance que celle qui préludait à l'entente étroite que supposait la réalisation de ses plans par des divisions intestines du genre de celles que le congrès de Francfort était si bien fait pour créer entre l'Autriche et la France? N'était-ce pas donner à cette alliance une sanction bien imposante et bien efficace que de déclarer chaque jour et à tout propos, comme le faisaient les hommes d'État anglais, que l'Angleterre ne ferait la guerre à aucun prix? Enfin n'était-il pas merveilleusement habile, de la part de la seule puissance qui fût à redouter pour la Russie, d'entamer cette négociation ayant pieds et poings liés, et de s'engager de plus en plus, à mesure qu'elle avançait vers son terme, dans les inextricables difficultés de l'expédition du Mexique?

Je ne parle pas des avances qu'on faisait à la Russie au moment où il était le plus nécessaire de l'intimider. En vérité, si l'humiliation a été rude, on peut dire qu'elle a été recherchée à plaisir; et telle est la duplicité qui préside depuis quelques années à la conduite des grandes affaires, qu'on est en droit de se demander si, parmi les grandes puissances qui sont entrées dans la prétendue alliance, il n'en est pas au moins deux qui n'y sont intervenues qu'avec la secrète pensée de faire échouer les négociations et de rendre la guerre impossible. L'attitude équivoque de l'Autriche, les brusques variations de sa politique, son double jeu en Gallicie, où d'une main elle encourage secrètement l'insurrection en la poussant de l'autre dans les pièges de la police russe, les refus persistants qu'elle

oppose aux mesures les plus simples, alors qu'on les lui demande, en se déclarant prête à accepter les partis les plus énergiques, alors qu'elle sait qu'on n'en veut pas, ne donnent que trop de vraisemblance à cette supposition.

Quant à l'Angleterre, comment expliquer, je ne dirai pas l'extraordinaire impassibilité, mais l'espèce de satisfaction peu déguisée avec laquelle elle endure ou plutôt savoure sa déconvenue diplomatique? L'affront, il faut le reconnaître, n'a pas été aussi sanglant pour elle que pour ses alliées, puisqu'elle avait déclaré ne pas vouloir la guerre; mais il y a une grave erreur, de la part de ses hommes d'État, à croire qu'une nation peut rester froidement sous le coup d'un si brutal démenti sans que son autorité morale et son influence politique en reçoivent aucune atteinte. Nous ne pouvons pas comprendre, nous l'avouons, le comte Russell conviant ses compatriotes à se réjouir de la situation présente de leur pays et leur disant au banquet de Blairgowrie : « Reposez-vous ici et soyez reconnaissants. » Il n'y a, en vérité, dans cette situation, ni de quoi se reposer, ni de quoi monter au Capitole. Ce n'est point une ère glorieuse pour l'Angleterre que celle qui a vu les récentes négociations au sujet de la Pologne, et ce n'est point une ère de prospérité que celle qui a vu la détresse des ouvriers du Lancashire. Il invite ses compatriotes à dormir, mais ce n'est pas sur des lauriers. Il faut chercher le mot de l'énigme dans les motifs qu'on ne dit pas. Lord John Russell constate et énumère ses mécomptes dans la question polonaise avec une sorte de complaisance qui indique plus d'ironie envers la France que de ressentiment contre la Russie. Il aurait glissé plus légèrement sur ce chapitre scabreux s'il n'avait pas su que le mérite d'avoir conservé, malgré la France, la paix au continent ébranlé, efface tout à fait aux yeux de ses compatriotes l'humiliation diplomatique qu'il a subie. C'est de cela

qu'ils iront remercier les dieux. Ils ne sont pas loin de voir dans son échec une victoire, et ils lui savent plus de gré du bon tour qu'il nous a joué, qu'ils ne lui en veulent de n'avoir rien fait pour la Pologne. Chaque motif qu'il avait pour déclarer la guerre lui est ainsi compté comme un mérite de plus, parce qu'il ne l'a pas faite.

Ce sont là de petites vues indignes de la politique d'un grand pays, et tous les sous-entendus de lord John Russell ne feront pas qu'il n'y ait quelque chose d'avalissant, pour une nation puissante, à ce qu'on constate ainsi publiquement en son nom une grande infamie en ajoutant qu'on ne fera rien pour s'y opposer. Cette froide et paisible contemplation du crime fera toujours horreur à la nature humaine. Aucune considération accessoire ne saurait effacer ce qu'une telle déclaration a d'ignominieux, surtout lorsqu'elle est destinée à servir de réponse à une provocation flagrante. Or, le discours de Blairgowrie, comme les propos qu'à tort ou à raison on prête en ce moment aux représentants des autres puissances, peut se résumer à peu près en ces mots : Le premier partage de la Pologne a été un crime ; ce crime, la Russie le renouvelle aujourd'hui, non par un nouveau partage, mais, ce qui est pire encore, par le meurtre systématiquement prémédité d'une nation ; — mais nous ne ferons rien. La Russie a tenu d'abord la Pologne du droit de conquête ; en 1815, elle l'a tenue de la volonté de l'Europe, à la condition de remplir certains engagements ; ces engagements, elle les a méconnus ; nous déclarons donc, dès aujourd'hui, sa possession frappée de nullité ; — mais nous ne ferons rien. Nous avons adressé à la Russie des conseils et des représentations pour mettre fin à l'état de choses que nous déplorions. Elle nous a répondu qu'elle était prête à les accueillir, en ajoutant qu'elle serait heureuse de connaître nos vues et de les mettre en pratique. Nous lui avons exposé notre requête en

six points, accompagnés des plus vives exhortations. A quoi elle a répliqué d'une manière brève et péremptoire d'avoir à nous mêler désormais de nos propres affaires, et cette invitation nous a rendus la risée de l'Europe; — mais nous ne ferons rien. Les Berg et les Mourawieff poursuivent leur tâche sanglante; ils montrent, rémies dans l'accomplissement de leurs desseins, des abominations que les siècles n'avaient jusque-là jamais connues que séparées; chaque jour est une Saint-Barthélemy. L'humanité, l'honneur, la sécurité de l'Europe, l'horreur et la pitié de tout ce qui porte un cœur généreux, la justice, la sympathie, l'intérêt, tout ce qu'il y a là de plus sacré aux yeux des hommes nous fait un devoir d'agir; mais nous ne ferons rien.

Et cette lamentable réponse, on n'en fait nullement mystère. On l'expose, on l'explique, on l'excuse, on la justifie, on s'en fait presque un titre de gloire! C'est là un nouveau genre de vanterfe qui passe notre intelligence. Plus nous allons, plus nous nous persuadons qu'il s'est opéré de notre temps quelque incompréhensible altération dans le caractère et le tempérament des hommes. Ils ont évidemment une façon de sentir et de penser dont l'histoire offre peu d'exemples. Les douze ans d'absolutisme que l'Europe vient de traverser ont certainement laissé leur empreinte sur la génération actuelle; le peu d'émotion que le public a ressenti, en présence de cette étrange confession de la diplomatie, en est une nouvelle preuve. Nous ne croyons pas que le passé ait rien vu de semblable à ces triomphants aveux d'impuissance. Le règne de Louis XV est, sans contredit, une des époques politiquement les plus dégradées que l'Europe ait traversées. Eh bien, même alors, il y avait encore quelque étincelle d'un certain sentiment, appelé honneur, qui faisait que, lorsqu'un gouvernement avait reçu un affront, dont il n'espérait pas pou-

voir se venger, il le passait sous silence. Du moment où il l'aurait rendu public, il se serait regardé comme tenu d'en tirer vengeance. Une plainte non suivie d'effet était considérée comme un acte sans dignité. Jamais un gouvernement de ce temps-là, tout abaissé qu'il fût, n'aurait pris plaisir à étaler les blessures faites à son amour-propre, comme le comte Russell vient de le faire pour l'Angleterre, car le préjugé qui voulait que l'injure fût lavée aussitôt que constatée, était encore plus puissant que lui. A l'époque même du premier partage de la Pologne, la France, quoique humiliée sous la main des courtisanes et vendue à l'alliance autrichienne, a montré encore plus de dignité que n'en montre aujourd'hui le cabinet anglais, malgré l'inconcevable contentement dont témoignent ses paroles. Elle ne fit pas, et pour cause, étalage de ses protestations ni de ses plaintes, mais tout décidé qu'était son roi à ne rien entendre et à ne rien voir, il n'en fit pas moins parvenir secrètement aux Polonais des secours en hommes, en armes et en argent, qui rendirent les plus grands services à une cause malheureusement déjà perdue. La diplomatie française d'alors ne vint pas prononcer d'inutiles lieux communs d'humanité sur la tombe où la Pologne allait descendre : mais Dumourier, Vioménil, Choisy et leurs compagnons vinrent mêler leur sang à celui de ses derniers défenseurs, et échanger avec eux les gages de cette alliance sans précédents qui a été contractée en présence d'une destruction inévitable et maintenue par delà la mort.

Ce n'est pas, à coup sûr, se montrer bien exigeant envers un gouvernement qui se fait gloire d'être une protestation du sentiment national contre les humiliations de 1815, que d'attendre de lui qu'il se tienne en fait de susceptibilité patriotique à la hauteur du gouvernement de Louis XV; on ne peut cependant qu'être contraint de reconnaître que

le gouvernement actuel n'a jusqu'ici apporté à la cause polonaise qu'un secours en paroles. Jugée sur les apparences, d'après les faits, et sans l'appoint de ce crédit de confiance qu'il réclame en toutes choses, sa conduite donne prise absolument aux mêmes reproches que celle des autres puissances. Quel que soit le désir qu'on ait de se payer de mots, notre diplomatie aura beau répéter après le gouvernement du roi Louis-Philippe, et en termes peut-être moins dignes, que la question polonaise est une question européenne, une question qui doit être réglée de l'accord commun de toutes les puissances, elle ne fera pas que nos intérêts et nos engagements dans cette question n'aient pas plus d'étendue et de force que ceux de l'Autriche, qui a pris sa part dans tous les partages et qui dit hautement vouloir la conserver; elle ne fera pas que la Pologne ne nous tienne pas de plus près qu'à la puissance qui a fait les massacres de Gallicie. Si le devoir de réparation est commun à toute l'Europe, il n'est pas de même nature pour tous. On peut en dire autant de l'offense reçue; légère pour l'Autriche, qui n'est, après tout, qu'un ancien complice à qui on rappelle ses propres méfaits, elle est sanglante pour nous qui recevons moralement une partie des coups dont la Pologne est frappée. La question est européenne, soit; mais ce caractère ne nous ôte rien de notre responsabilité. Nous ne pouvons pas sans honte assimiler notre situation à celle de l'Autriche, ni laisser sans réponse la dédaigneuse fin de non-recevoir qui a fermé la bouche au cabinet de Vienne. L'inaction de l'Autriche, pas plus que celle de l'Angleterre, ne peut justifier la nôtre. Il ne manque pas dans le monde de gens malintentionnés qui disent déjà hautement que nous n'avons mis en avant l'idée de la triple alliance que pour y chercher un prétexte qui vint nous dispenser d'agir. Il faut tâcher de ne pas leur donner raison.

Ne songeons donc pas à répéter à la suite de lord John Russell que : « ni les obligations, ni l'honneur, ni l'intérêt n'exigent que nous fassions la guerre pour la Pologne, » car cette allégation, qui n'est nullement conforme à la vérité en ce qui concerne l'Angleterre, deviendrait, appliquée à la France, un ignominieux mensonge. Nous ne pouvons non plus nous contenter de déclarer, dans une communication verbale sans portée et sans sanction, la Russie déchue des droits qu'elle tient des traités de 1815, car il lui importe infiniment peu de les tenir des traités ou de la conquête, pourvu qu'elle les garde.

Il y aurait aujourd'hui plus que du ridicule à croire à l'efficacité de semblables manifestations, car nos archives diplomatiques sont encombrées de protestations du même genre qui n'ont servi qu'à perpétuer le souvenir de nos défaillances. Les esprits ont, de notre temps, une déplorable tendance à se persuader que, dans les événements de cet ordre, la justice fait son chemin toute seule, par la force des choses, et sans que personne ait un effort à faire pour l'y aider. C'est ce que le comte Russell appelle « agir par la force morale, » comme s'il pouvait y avoir quelque force morale dans des paroles qui sont démenties par les actes. Nous avons perdu le droit, pour notre compte, d'invoquer ce sophisme de l'inertie et de la peur. Nous ne pouvons plus nous couvrir de ce fatalisme si commode. On peut dire, à cet égard, que, indépendamment des engagements qui nous lient de tout temps à la Pologne, le gouvernement actuel s'est créé envers elle des obligations, pour ainsi dire, personnelles. On n'a, pour mesurer le chemin qu'il a parcouru dans cette voie, qu'à rapprocher deux faits suffisamment significatifs : d'une part, le discours dans lequel M. Billault se défendait si vivement « d'encourager les passions insurrectionnelles » de la Pologne, et d'une autre, l'insertion, au *Moniteur*, de la

lettre du gouvernement national au prince Czartoryski, insertion dont on a bien vainement essayé d'atténuer la portée. Dans ce même discours, si nous avons bonne mémoire, l'organe du gouvernement reprochait au régime précédent d'avoir donné aux Polonais des espérances qu'il n'avait pas ténues, et il assurait la Chambre que, si le cabinet dont il faisait partie prenait jamais en main la cause de la Pologne, ce ne serait plus pour tromper son attente. Or, il n'y a plus à s'en dédire aujourd'hui, nous avons pactisé de la façon la plus flagrante avec les passions insurrectionnelles, nous les avons encouragées, nous avons plaidé leur cause, nous avons fait valoir leurs arguments, et les notes du cabinet français pourraient leur servir d'apologie. Nous avons passé sept mois à rédiger ces pièces éloquentes sans avoir réussi à les rendre persuasives. Trouve-t-on que nous n'ayons pas encore assez donné aux belles phrases? N'est-ce pas assez de rhétorique de la part d'hommes d'État qui affichent tant de dédain pour les gouvernements de parole?

Il est temps, pour l'honneur de notre pays, qu'on en vienne enfin à une politique plus énergique et plus nette. Cette politique, nous avons le droit de la réclamer des hommes qui nous gouvernent, sans nous considérer le moins du monde comme solidaires des embarras qu'ils se sont créés à eux-mêmes. Ils ne sont nullement dispensés de remplir leurs devoirs envers la Pologne, parce qu'ils se sont donné des torts envers le Mexique. Il ne peut pas dépendre d'eux d'échapper si facilement à une responsabilité si légitime et si grave. Il faut passer de la diplomatie aux actes. Le premier, le plus pressant de ces actes, leur a été tout d'abord désigné par l'opinion publique; c'est la reconnaissance que leur demande le gouvernement polonais dans la lettre au prince Czartoryski, et qui permettra à l'insurrection de combattre les troupes russes avec d'autres

armes que des faux et des bâtons. Cette reconnaissance, implicitement proclamée dans le discours du comte Russell, l'Autriche, dit-on, la repousse comme conduisant à une guerre immédiate; mais peut-on croire sérieusement que si elle se décidait à l'accepter, sur les pressantes sollicitations et sous la garantie de la France et de l'Angleterre, la Russie oserait toucher à des frontières si bien gardées? Ce n'est pas probable, et les deux puissances ont incontestablement le pouvoir et le droit d'exiger de l'Autriche ce gage de sincérité, car le seul qu'elle ait donné jusqu'à présent a consisté à saisir les armes et les munitions qui étaient expédiées aux insurgés qu'elle prétend défendre. Au reste, nous ne méconnaissions pas les difficultés de la tâche, nous constatons seulement qu'on les a accrues à plaisir par la politique la plus propre à exciter contre nous les défiances de l'Europe. Ni les suites de la guerre d'Italie, ni les causes de la guerre du Mexique n'ont été de nature à faire croire à notre désintéressement dans la question polonaise, et nos négociateurs portent aujourd'hui la peine des fautes qu'ils ont commises. Notre premier soin devrait être aujourd'hui de dissiper ces appréhensions, de nous dégager des embarras que ces guerres nous ont légués, et de donner à nos alliés des garanties non équivoques contre les convoitises qu'on nous suppose. Enfin, si nous ne pouvons les garder comme coopérateurs, nous pouvons tout au moins nous assurer leur neutralité. La neutralité de l'Angleterre et de l'Autriche entraînerait presque forcément celle de la Prusse. Nous avons, quant à nous, la ferme conviction que la France, dégagée du côté du Mexique, ayant la Suède pour base d'opérations et la Pologne pour champ de bataille, suffirait amplement et avec ses seules forces au refoulement de la Russie au delà du Dniéper. Les savants stratégestes qui déclarent péremptoirement ce plan impraticable avec leur

infaillibilité d'hommes qui n'ont jamais fait manœuvrer que leur plume sur le papier, ont contre eux un précédent qui est la réfutation vivante de leurs plus spécieuses objections. Ce précédent est la guerre de Crimée, qui a réussi dans des conditions infiniment moins favorables.

Le pape est en somme le souverain qui, toute proportion gardée, a le plus fait pour la Pologne; il a employé les seules armes dont il puisse disposer, les armes spirituelles. Secours touchant, quoique tardif, et qui rachète un peu les honteux souvenirs de l'encyclique de Grégoire XVI. Nous ne sommes pas de ceux qui renient la cause polonaise en haine de la procession du Jubilé, ou qui ne peuvent pardonner aux Polonais leur attachement pour la religion catholique. Ces sentiments, fort en faveur auprès d'une certaine fraction de la démocratie, nous paraissent inspirés par un esprit de secte aveugle et étroit. La foi religieuse n'est aujourd'hui, pour les Polonais, qu'une des formes du patriotisme; ils la maintiennent contre la persécution de l'orthodoxie russe, au même titre qu'ils ont maintenu leur langue nationale contre celle qu'on voulait leur imposer; et il faut être bien exigeant pour leur faire un crime d'une croyance qui aide tant de braves gens à mourir sans pousser une plainte. Ce n'est pas d'ailleurs le catholicisme qui est en cause ici, et on ne saurait trop flétrir cette inique et révoltante prétention de certains démocrates, qui consiste à croire que les principes ne sont faits que pour eux et leurs amis, à trouver toute naturelle une violation du droit dont ils ne sont pas eux-mêmes victimes. C'est ainsi qu'ils s'indignent contre les souvenirs de la terreur blanche, et qu'ils n'ont d'apologies que pour les massacres de Septembre; qu'ils réclament l'affranchissement de tous les peuples, mais ne sont pas loin de considérer comme légitime l'oppression la plus atroce dont il ait été fait mention dans les annales humaines, parce qu'elle pèse sur des popula-

tions catholiques. Pauvres politiques sans compréhension, sans générosité, dont la vue se trouble aussitôt qu'elle se porte au delà des étroits horizons de l'esprit de système, et qui en sont à la peur de l'inquisition et de tous les vieux fantômes de l'autocratie catholique, lorsqu'il s'agit de s'attaquer à la formidable réalité de l'autocratie russe ! Pitoyables ergoteurs, aux yeux de qui ni le dévouement, ni la constance, ni le courage, ni l'amour de la liberté, ni l'héroïsme, ne comptent plus pour rien du moment qu'il s'y mêle un sentiment religieux qui n'est pas le leur !

Au reste, quelle que soit l'issue bonne ou mauvaise de leurs efforts actuels, les Polonais n'ont plus le droit désormais de désespérer de la cause de leur pays, et il est même permis de croire que la lutte ne s'arrêtera plus dans aucun cas, ou ne sera interrompue que par des trêves passagères. L'idée de la liberté polonaise est maintenant ineffaçablement imprimée au cœur de la nation, elle a passé pour ainsi dire dans son sang, elle n'en sortira qu'avec la dernière goutte de celui qui coule dans ses veines. La durée de leurs épreuves ne doit ni les décourager ni les surprendre. Les Hollandais se trouvaient placés à l'égard de l'Espagne dans une situation bien meilleure que la leur, puisqu'ils en étaient séparés par la mer ; cependant il leur a fallu quatre-vingts ans de combats pour reconquérir leur indépendance. Les Grecs, que notre siècle a vus ressaisir aussi leur liberté, n'y ont pas mis un espace de temps aussi long, mais par combien de sacrifices ne l'ont-ils pas achetée ! Ces grands exemples de persévérance, d'abnégation et de vertu, qui ont été qualifiés de folie, tout aussi bien que la résistance actuelle des Polonais, ne doivent jamais sortir de leur mémoire ; c'est là qu'ils puiseront la force de vaincre, bien plus que dans l'attente des secours intéressés ou insuffisants de l'étranger.

Les affaires du Mexique viennent d'entrer dans une

phase nouvelle que j'appellerai, faute d'une meilleure expression, la période du ballottage — celle même dont les Grecs viennent de sortir et non sans peine. On pourrait croire, au premier abord, que les difficultés inhérentes à ce genre de situation sont très simplifiées en ce qui concerne le Mexique; mais, en y regardant de plus près, on ne tarde pas à changer d'avis. Les choses sont en effet beaucoup plus compliquées qu'elles n'en ont l'air. Prenons pour exemple le fait le plus saillant de cette situation, l'acceptation de l'archiduc Maximilien. Voici qui est clair et net, à ce qu'il semble; l'archiduc a accepté la couronne du Mexique. C'est là un fait positif — peut-être. Les journaux l'ont en effet annoncé sur toute la ligne; aussi s'est-on hâté d'en conclure que l'archiduc n'acceptait pas. Et c'est là une opinion qui peut n'être pas fondée, mais qui ne manque nullement de vraisemblance. Et d'abord, l'archiduc a commencé par déclarer formellement qu'il acceptait, ce qui, pour toutes les personnes au courant des formules du langage politique de notre époque, est une très forte présomption en faveur de ceux qui soutiennent qu'il n'acceptera pas. Il a ensuite mis à son acceptation des conditions non seulement d'une réalisation très difficile, mais qui nous semblent une ironie fort peu déguisée à l'adresse de ceux qui lui ont offert la couronne du Mexique bien longtemps avant que la députation mexicaine se soit doutée que « le doigt de la Providence » l'avait en effet désigné à l'amour du peuple mexicain. L'archiduc Maximilien n'a pas craint de s'engager publiquement à doter ses sujets de ces institutions constitutionnelles que nos gouvernants nous dépeignent suivant les hasards de l'improvisation — tantôt comme l'anarchie organisée, tantôt comme un gouvernement dont nous n'avons pas encore su nous rendre dignes à l'exemple de l'Angleterre. L'archiduc Maximilien a soulevé là une question bien embarrassante pour nos ministres.

blissement d'une monarchie au Mexique, avant même d'avoir fait le recensement de ces électeurs dont nous disions vouloir consulter les vœux. Et nous avons choisi, pour indisposer plus vivement les États-Unis, le moment même où l'Angleterre se réconcilie avec eux. S'il y a dans tous ces actes quelque secrète et profonde pensée qui en rachète l'énorme imprudence, il serait temps de la mettre en lumière.

L'Allemagne continue à tenir son éternelle exécution fédérale suspendue sur le Danemark. Il n'y a pas cependant à concevoir de très vives alarmes; tout porte à croire que la paix de l'Europe ne sera pas troublée. Les personnes que ce mot d'exécution effraye ignorent apparemment le sens qu'il prend en Allemagne lorsqu'il est uni à l'adjectif fédéral. Exécution fédérale signifie une exécution qu'on n'exécute pas. C'est ainsi que les résolutions des congrès en général et du congrès de Francfort en particulier sont des résolutions qui ne résolvent rien. Il ne s'agit que de s'entendre sur les mots. Nous espérons que notre explication rassurera tous ceux qui n'avaient pas encore pénétré le sens de cette locution abusive. Au reste, le petit mais intrépide peuple du Danemark paraît attendre avec beaucoup de tranquillité le choc du Goliath germanique. Si, par impossible, cette guerre se faisait, ce serait parce que le roi de Prusse voudrait à tout prix se créer une diversion. Or, on peut déjà prévoir, d'après le mouvement de l'opinion en Prusse, que sa déconvenue dans les prochaines élections sera telle que cette guerre même lui paraîtra une diversion insuffisante. Les débuts de l'agitation électorale en Prusse prouvent combien M. de Bismark s'est trompé en comptant sur une réaction du sentiment national en faveur de sa politique. Les Prussiens ont pu être froissés par les prétentions excessives que l'empereur d'Autriche a affichées au congrès de Francfort; mais cette légitime irri-

tation n'a pu leur fermer les yeux sur les torts d'un ministère qui a violé chez eux tous les principes constitutionnels et qui a ensuite frappé un véritable coup d'État pour échapper à la responsabilité de ses actes. En faisant appel à la volonté de la nation, M. de Bismark a couru au-devant de son propre châtement. C'est vainement qu'il se présente aux électeurs avec le programme libéral qu'il a opposé aux vues de l'empereur d'Autriche; il ne s'est pas aperçu qu'on ne peut lui donner raison à Francfort qu'à la condition de le condamner à Berlin. Les principes qu'il invoque pour sa justification sont ceux mêmes qui motivent le mieux son arrêt.

Je n'ai rien dit de notre situation intérieure; elle sera comme vide d'événements, tant que la nouvelle Chambre ne sera pas réunie. Elle offre pourtant un trait remarquable : c'est l'énorme dépense de notes et de circulaires qui se fait au ministère de l'instruction publique. S'il n'a pas beaucoup agi, ce n'est pas, à coup sûr, faute d'avoir beaucoup parlé. Parmi les mesures qu'il a décrétées, celle qui a le plus occupé le public est le programme du nouveau cours d'histoire¹ sur les événements accomplis depuis le commencement du siècle. Ce programme est, par sa nature, tout politique. Cette tentation de donner aux jeunes gens des leçons de politique s'était certainement présentée à l'esprit des gouvernements antérieurs au régime actuel, mais ils l'avaient écartée par d'honorables scrupules pour la liberté de leurs adversaires. Les opinions politiques se forment d'elles-mêmes par le spectacle des événements, elles ne s'enseignent pas. Or, le nouveau cours institué par M. Duruy n'est pas autre chose qu'un cours d'impérialisme.

Il a appliqué à notre histoire contemporaine la théorie bien connue du progrès continu, et, en vertu des déduc-

1. Voir le décret relatif à ce nouveau cours dans le *Moniteur universel* du 26 septembre 1863.

tions qu'il en tire, il se trouve que le dernier terme du progrès accompli jusqu'à présent par l'humanité est le ministère de M. de Persigny. Nous ne contredirons pas sur ce point le savant ministre de l'instruction publique, nous lui ferons seulement observer combien son programme est chose grave au point de vue de la liberté et de la dignité de l'enseignement. Jusqu'ici le professorat était, dans une certaine mesure, accessible à des hommes de toute opinion. On pouvait, par exemple, être professeur d'histoire et ne pas adopter les théories officielles sur les empereurs romains. Mais, au sujet des faits contemporains, ces dissidences ne seront jamais admises, et le programme en est d'avance la preuve. L'enseignement est fermé aux hommes qui n'appartiennent pas à l'opinion orthodoxe. La timide histoire ne s'arrêtera plus sur le seuil du présent, elle ne sera plus retenue par la crainte de blesser nos modesties contemporaines, elle osera dire désormais, en complétant la classique série des grands noms du passé : Alexandre, César, Charlemagne et M. de Persigny !

8 mars 1864¹.

Les élections et les candidatures ouvrières ².

Les électeurs de la 1^{re} et de la 5^e circonscription de Paris sont convoqués pour le 21 mars, et nous assistons depuis quelques jours déjà au conflit d'opinions et de prétentions auquel cette nouvelle lutte électorale devait natu-

1. Les chroniques des mois de novembre et décembre 1863, janvier et février 1864, et celles d'avril, mai, juin et juillet 1864 n'étant pas de Lanfrey, ne doivent pas trouver place dans cette publication.

2. Cet article tient la place de la chronique politique dans ce numéro de la *Revue*.

rellement donner lieu. Nous ne nous plaindrons pas de la mêlée un peu confuse qui en a été le premier résultat. Nous y voyons un symptôme, après tout heureux, du réveil de l'esprit de liberté dans notre pays ; et cette agitation, quelque inconsidérée qu'elle soit parfois, est un immense progrès sur la honteuse torpeur dont nous avons été si longtemps témoins et trop souvent complices. Les écarts, les méprises, les singulières aberrations auxquels ce mouvement donne carrière, montrent toutefois combien nous sommes encore loin de l'esprit de conduite et surtout de l'esprit d'initiative qui est nécessaire aux peuples qui aspirent à posséder des institutions libres. Les dernières élections, malgré le succès qu'elles ont donné à la cause libérale, avaient déjà prouvé le peu de solidité de nos mœurs politiques. Nous n'y avons acheté la victoire qu'au prix d'une sorte de violence faite au public par une coalition de quelques journalistes et de quelques députés. Le public s'inclina sans protestation devant ce coup d'État fait au nom de la liberté. On a renoncé à employer ce procédé pour les élections actuelles, et nous sommes d'avis qu'on a bien fait. Mais nous avons aussitôt versé dans l'excès opposé, et nous nous sommes jetés dans une espèce d'anarchie d'où il est difficile de prévoir ce qui pourra sortir. Qu'on ne se méprenne pas sur la signification que nous attachons à ce mot d'anarchie. Nous ne regrettons pas que les électeurs n'aient reçu cette fois aucun mot d'ordre et aucune consigne, et qu'ils se montrent disposés à n'en accepter de personne ; cette disposition est tout à fait conforme à notre propre manière de voir. — Nous regrettons seulement qu'ils ne sachent pas mieux se donner eux-mêmes cette direction que personne ne songe plus à leur imposer.

Cette direction, c'est du sein même des comités électoraux qu'elle doit partir, et c'est d'eux qu'on est encore

réduit à l'attendre. Les devoirs que leur impose la situation actuelle sont aussi clairs qu'impérieux. C'est à eux surtout qu'il appartient de se concerter pour la désignation des candidats ; or ils n'ont su montrer jusqu'ici qu'une inexplicable inertie. Qui pourrait se plaindre de les voir s'emparer de ce rôle ? Autant vaudrait récuser le suffrage lui-même. Leur désignation n'écarte d'ailleurs aucune compétition. Une coalition de journaux ôte aux candidatures la faculté de se produire ; une coalition de comités électoraux n'étouffe personne, elle ne fait qu'offrir à la foule ignorante ou indécise une présomption favorable au profit d'un candidat qu'elle n'eût jamais su reconnaître et découvrir elle-même.

Ce droit d'initiative, une fois nettement établi, de quelle façon l'exercer ? Ici la conduite à tenir est encore moins douteuse. Quel peut être le sens des élections nouvelles ? Ce sens, un mot le résume, c'est le mot de liberté. Oui, c'est la liberté avec toutes les institutions, avec tous les développements qu'elle comporte, que depuis quelques années tous les hommes de bonne volonté, sans distinction d'origine et de parti, travaillent en commun à conquérir pour notre pays. Devant ce grand but dont nous sommes encore si éloignés, toutes les considérations secondaires s'effacent, toutes les préférences personnelles sont tenues de disparaître. Le problème ainsi simplifié, la question se réduit à ceci : Quels sont aujourd'hui les hommes qui, par leur talent, par leur caractère, par leur expérience des grandes affaires, par leur influence politique, peuvent le plus utilement servir la liberté ?

Si la question était ainsi posée, la réponse ne serait pas difficile dans un pays qui tient en disponibilité et condamne au repos forcé des hommes tels que MM. Laboulaye, Dufaure, Odilon-Barrot, Duvergier de Hauranne, etc., et nous ne craindrions pas de voir les votes s'égarer sur

des têtes obscures ou sur des candidats tout fiers de n'avoir jamais fait parler d'eux, parce que cela leur donne le précieux titre d'hommes nouveaux. On oublie trop facilement que, pour avoir le droit de s'appeler un homme nouveau, il faudrait d'abord avoir prouvé qu'on est un homme. Il y a plus de danger encore dans ces réputations mystérieuses, fondées on ne sait sur quels titres, ouvrage patient de la grande franc-maçonnerie des sots et des badauds. Il est peu de spectacles plus démoralisants que celui de la médiocrité couronnée par l'acclamation populaire, et nous voudrions voir notre pays éviter cet écueil des démocraties. Ceux qui savent la haine qu'inspire généralement la supériorité ne seront pas étonnés d'apprendre que dans le petit nombre de réunions électorales qui ont eu lieu le premier mouvement a été de donner l'exclusion aux hommes que je viens de nommer. Voilà qui peint un temps et une nation : on écartera sans hésitation M. Dufaure, un des hommes qui honorent le plus notre pays ; mais, en revanche, on accueillera avec enthousiasme la candidature d'un anonyme que la multitude aime et adopte parce qu'il est fait à son image et qu'il lui devra tout, même son mérite. Ceci m'amène à la seconde partie de mon sujet.

Un incident du mouvement électoral a vivement éveillé l'attention publique et fait naître chez les uns des espérances, chez les autres des alarmes qui sont, selon nous, également exagérées ; cet incident est le manifeste des *candidatures ouvrières*. L'idée d'envoyer des ouvriers au Corps législatif n'a en soi rien qui soit plus choquant que celle d'y envoyer des avocats, des industriels ou des journalistes. L'éligibilité n'est pas apparemment un droit qu'on a reconnu aux ouvriers à condition qu'ils ne s'en servent jamais. Il y a toutefois lieu de remarquer ici que ces avocats, ces industriels, ces journalistes ne sont pas élus en raison de la profession qu'ils exercent, ou parce qu'ils en

représentent plus ou moins fidèlement les intérêts ; ils sont élus parce qu'ils s'élèvent au-dessus d'elle , parce qu'en raison de leur caractère et de leur culture intellectuelle ils représentent une idée générale, un intérêt qui est commun à toutes les professions, à toutes les catégories de citoyens, et qui, en même temps, leur est supérieur.

Voilà ce qui constitue essentiellement le député, le véritable représentant de la nation ; voilà le caractère qui, seul, peut lui donner de l'autorité et prévenir tout antagonisme au sein d'une assemblée représentative. Faites de lui le délégué d'une profession , d'une corporation ou même d'une classe, vous l'affaiblissez et le diminuez , parce que le législateur doit toujours avoir en vue la société tout entière, et non tel ou tel groupe d'intérêts ou d'individus. La politique est éminemment la science des rapports. Les hommes spéciaux ne seront jamais que de détestables politiques. C'est là ce que les auteurs du manifeste n'ont pas suffisamment compris. Ils se plaignent de n'être pas représentés ; s'ils entendent dire par là que leurs vœux et leurs principes n'ont pas d'organes au sein du Corps législatif, c'est à eux d'en chercher parmi les classes populaires ou ailleurs ; mais , si leur pensée est qu'ils ne sont pas représentés en tant qu'ouvriers, toutes les professions ont le droit de se plaindre au même titre.

Nous touchons ici au point le plus délicat de la question, et il nous semble qu'on a mis en général à l'éviter un soin presque injurieux pour ceux dont on a voulu ménager ainsi la susceptibilité ou flatter les illusions. Nous n'avons pas, quant à nous, l'habitude de reculer devant l'expression de notre pensée lorsqu'elle nous paraît juste et vraie. Les candidatures d'ouvriers ont principalement ceci contre elles, qu'un ouvrier ne peut guère être un bon candidat que lorsqu'il a cessé d'être un ouvrier. Il peut y avoir des exceptions à cette loi de la force des choses, mais elles

sont infiniment rares, et l'année 1848 dont on invoque à tout propos le souvenir dans ce débat est là pour l'attester. La culture d'esprit, l'élévation de caractère, la connaissance des hommes et des affaires qu'exigent la direction et le contrôle des grands intérêts politiques et sociaux sont à peu près incompatibles avec une profession manuelle. Aussi est-ce par un juste et profond instinct que dans tous les temps et dans tous les lieux, depuis les Gracques jusqu'à Mirabeau, les classes populaires sont toujours allées choisir leurs tribuns parmi les hommes qui ont eu le loisir et l'éducation dont elles manquent. Toutes les fois qu'elles ont voulu les tirer de leur propre sein, elles n'y ont jamais trouvé que des Mazaniello. Du petit au grand, cette observation garde sa vérité jusque dans le choix d'un député. Les classes ouvrières seront presque toujours mieux représentées par un député appartenant aux professions libérales que par un député ouvrier ; dans tous les cas il sera bien plus favorablement écouté lorsqu'il parlera pour elles. Il ne suffit pas pour les servir utilement de bien connaître les maux dont elles souffrent, ces maux sont surabondamment connus ; il importe surtout de bien comprendre le lien qui rattache entre eux tous les intérêts sociaux, sans quoi pour éviter un mal on se précipite dans un mal plus grand encore. Cette intelligence si rare, les auteurs du manifeste s'imaginent sans doute que l'élection populaire l'inculquera à leur candidat par une sorte d'inspiration surnaturelle et instantanée, puisqu'ils veulent que ce candidat soit choisi « parmi les travailleurs exerçant leur métier au moment du choix. »

Nous ne partageons pas, quant à nous, ce mysticisme démocratique dont nous avons vu à l'œuvre les honnêtes mais très médiocres héros. Nous ne croyons pas qu'il suffise d'être nommé par cent mille électeurs pour posséder la science infuse. « Le vote de leurs électeurs, ajoutent

avec une singulière naïveté les rédacteurs de ce document, ne donnerait-il pas à la parole de nos candidats une autorité plus grande que n'en possède le plus illustre orateur¹ ? » Mon Dieu non, en vérité ! Mais en revanche la parole d'un candidat incapable, comme on en a tant entendu en 1848, ferait certainement le plus grand tort à la cause que vous prétendez défendre.

Nos objections, on le comprend, portent non contre le droit des ouvriers de choisir un des leurs, mais contre la prétention avouée que cette qualité d'ouvrier, appuyée par la délégation populaire, puisse suppléer aux conditions de capacité et de notoriété que tout le monde a considérées jusqu'ici comme indispensables au choix d'un député. Nous rendons pleine justice aux intentions du manifeste, nous y saluons surtout avec joie les heureux symptômes qui nous montrent les classes populaires échappant à l'influence du socialisme ; mais nous y regrettons d'autant plus cette prétention de former un corps à part dans la nation, que la pensée première de ce document est une pensée de réconciliation. Ses auteurs ne se contentent pas de vouloir voter à part, ils vont jusqu'à s'imaginer qu'ils pensent à part, et ici leur exclusivisme envers le reste de la société devient de l'ingratitude, car le programme qu'ils nous donnent comme un produit de leur invention est un thème qui, dans ce qu'il a de juste, a été mille fois rebattu par la presse démocratique et libérale : « Nous ne sommes pas représentés, disent-ils par exemple, car *personne n'a dit* que la loi sur les coalitions n'était plus qu'un épouvantail, et qu'au lieu de faire cesser le mal, elle le perpétuait en fermant toute issue à celui qui se croit opprimé. »

¹ Citation extraite d'un manifeste électoral signé par soixante ouvriers. Cette proclamation provoqua des réponses faites par d'autres ouvriers qui envisageaient autrement la lutte. Voir là-dessus le journal *le Siècle* du mois de février 1864.

Quoi ? personne n'a dit cela ?

Nous eussions juré, au contraire, que ce lieu commun a été répété à satiété à tel point que le gouvernement lui-même s'est vu forcé de le prendre en considération. Il en est ainsi de presque tous les griefs qui reviennent dans le manifeste accompagnés de ce perpétuel refrain : « Nous ne sommes pas représentés ! » — Oui, vous êtes représentés, serions-nous tenté de leur répondre ; vous êtes beaucoup mieux représentés par les hommes qui ont pris votre cause en main que vous ne l'auriez été par vous-mêmes, car toutes vos plaintes, toutes vos revendications ce sont eux qui les ont fait valoir avant vous, mieux que vous, sans les erreurs et les contradictions que vous y mêlez. Il n'est pas une de ces formules libérales, si nouvelles dans votre bouche, que vous ne leur empruntiez, tout en prétendant renier un patronage dont vous ne pouvez vous passer. Vous pouvez abolir tous les genres de patronage, mais vous n'abolirez pas celui de l'intelligence, car il est éternel. Les misères dont vous vous plaignez ne sont pas, pour la plupart du temps, particulières à une classe, elles sont attachées à la condition humaine. Votre classe elle-même n'est pas une classe. Des milliers d'hommes en sortent chaque jour, des milliers y retombent ; personne n'y est totalement enfermé. Votre prétendu enfer social n'a pas plus de réalité que celui des théologiens. Il n'y a plus dans notre société que des fonctions diverses et également nécessaires : ces grands cadres, ouvrage de la destinée humaine, indispensables à la vie des peuples, sont immobiles par nature ; mais la foule qui les remplit est dans un perpétuel mouvement, et les hommes que leur caractère et leur intelligence appellent au sommet les parcourent presque à volonté. Vous voulez supprimer la misère imméritée ; qui ne le souhaiterait comme vous, s'il ne s'agissait pas de détruire du même coup la liberté des grandes

entreprises si nécessaire à l'essor du génie de l'homme? Vous parlez aussi de détruire la tyrannie du capital, expression qui, pour le dire en passant, forme un singulier contraste avec vos théories de libéralisme ; eh bien, détruisez-la, bonnes gens, si toutefois vous pouvez le faire sans vous détruire vous-mêmes, et vous me direz des nouvelles de la tyrannie qui s'établira à sa place !

8 août 1864.

Le temps est décidément plus que jamais aux coups de théâtre, aux coups de Jarnac, aux coups de mains, à tous les mauvais coups imaginables. Sous ce rapport, rien ne saurait désormais nous étonner ; nous avouons même que nous avons à peu près perdu la faculté de nous indigner. Les exploits de cette politique de grands chemins, que certains cabinets européens ont remis en honneur, sont trop misérables pour inspirer beaucoup de colère ; toute conscience droite et tout esprit éclairé les domine d'assez haut pour les juger avec calme. Quant à nous, c'est avec la froide justice de l'histoire que nous les envisageons. Les systèmes fondés sur une évidente iniquité n'ont jamais qu'une durée très éphémère ; cependant, lorsqu'ils sont maniés par des scélérats grandioses, cette durée est susceptible de s'étendre au delà des limites ordinaires. Nous n'avons, on le voit, rien à craindre de pareil. La grandeur, qui est encore une sorte de vertu, fait complètement défaut aux méfaits qui se commettent sous les yeux de l'Europe. Les événements auquel nous assistons ne sont d'ailleurs que la conséquence naturelle des causes que nous avons bien souvent signalées. Toutefois, il s'y mêle une anoma-

lie qui nous semble particulière à notre époque, et que nous ne nous chargerons pas d'expliquer, mais dans laquelle on pourra, si l'on veut, trouver un sujet d'espérance. Le monde, ainsi que les historiens nous l'enseignent, a été plus d'une fois livré aux chenapans. Ce spectacle n'est pas nouveau. Mais il est à remarquer que leur pouvoir s'est d'ordinaire appuyé sur les instincts dominants de leurs contemporains et a répondu à des idées généralement admises. Borgia lui-même n'a rien d'énigmatique pour qui connaît l'Italie du seizième siècle. Ce qui fait l'originalité des héros du jour, c'est que, venus dans un siècle qui semblait avoir pour suprême idéal les vertus bourgeoises, ils les ont outrageusement bravées, et se sont mis, de sang-froid, en contradiction ouverte avec tout ce que les hommes de leur temps considéraient, en politique et en morale, comme acquis, démontré, irrévocable. Il n'est pas une de leurs pensées, pas une de leur paroles, pas un de leurs actes qui ne soit un démenti donné à la civilisation de leur temps, une insulte aux vérités les plus évidentes et les plus accréditées, une audacieuse négation de tout notre développement intellectuel et moral. C'est pourquoi j'ai dit que leur influence ne peut être durable, si toutefois il est permis d'espérer quelque chose d'une société assez lâche pour les supporter, malgré le mépris qu'ils affichent pour elle. Déjà elle expie cette honte par la dégradation inouïe de ses mœurs, car tous les germes de corruption se tiennent. Qui aurait quitté l'Europe il y a quinze ans, ne la reconnaîtrait pas aujourd'hui. C'est une grande humiliation pour les peuples que de tomber dans des mains à la fois perverses et médiocres. Cependant, ils en ressentent parfois une confusion salutaire; mais si elles ont assez d'empire sur eux pour leur refaire jusqu'à leurs mœurs, c'est que le mal est bien plus grave et plus profond qu'il n'en a l'air.

Quelque opinion qu'on adopte à cet égard, ce que les esprits les plus disposés à l'optimisme ne contesteront pas, c'est que quiconque se permettrait, dans ses relations privées, la centième partie des licences que les hommes d'État prennent aujourd'hui avec les prescriptions les plus élémentaires de la morale, se verrait aussitôt mis hors la loi des honnêtes gens. Mais il paraît que ce qui serait un déshonneur dans les petites affaires devient un titre de gloire dans les grandes. Ainsi s'explique la fortune rapide de celui qui met le plus d'audace à violer ses engagements, à frapper un coup de surprise, à tendre un piège, à écraser le faible en caressant le fort. A ces quelques traits, vous vous empressez de nommer M. de Bismark. — Je ne l'aurais pas nommé moi-même, mais puisque vous l'avez reconnu, je l'avouerai, depuis deux mois, ce dilettante improvisé homme d'État a mérité de passer chef d'école, et je fais amende honorable, pour ma part, d'avoir refusé tout d'abord de m'incliner devant son génie. Ce n'est pas que ses plans soient d'un machiavélisme bien difficile à pénétrer ; non, ils n'ont rien qui s'élève au-dessus de la portée d'esprit d'un conseiller aulique prussien ; ils étaient dénoncés, percés à jour avant d'être mis à exécution. Sa supériorité consiste à avoir cru, avec la sublime naïveté du génie, que l'Europe le laisserait faire patiemment, qu'elle supporterait ce soufflet sans mot dire, tandis que nous nous refusions obstinément à admettre qu'elle fût tombée si bas. Voilà ce qui fait de M. de Bismark un grand homme, ce qui lui donne des droits à l'admiration de tout homme qui ambitionne un rôle politique, c'est-à-dire qui aspire à tromper et à exploiter ses semblables.

Pourquoi ne le dirions-nous pas aussi ? Une chose nous charme particulièrement dans son triomphe, c'est de voir avec quel magnifique sang-froid il persifle ceux qui ont été ses auxiliaires ou ses instruments dans cette tragi-comé-

die, où le Danemark a rempli le rôle de victime. Nous avons enfin vengé la nationalité allemande, s'écrient en chœur les démocrates d'outre-Rhin. — Vous vous moquez, leur répond-il, il n'a jamais été question de nationalité dans tout cela. Partageons, maintenant, disent les États secondaires. — Nenni, leur dit-il, restez chacun chez vous, mes bons amis... Et la Diète, avec quels égards dérisoires elle est éconduite et reconduite ! avec quel sans façon on chasse les troupes des postes de l'occupation fédérale ! Il est trop tard pour s'en repentir, vos jours sont comptés, vénérable Diète. Ces deux puissances dont vous venez d'allumer si follement les convoitises et de fortifier le pouvoir, ce sont deux héritiers présomptifs que vous avez institués ; ils commencent à prendre en pitié vos éternels radotages, à trouver que vous avez la vie bien dure pour une personne aussi âgée, à dire tout bas que votre succession se fait bien désirer. Et vous, États secondaires, glorieux conquérants d'une province qui ne vous a pas été disputée, à quels assaisonnements, aujourd'hui, préférez-vous qu'on vous mange ? Vous accommodera-t-on aux idées de nationalité, à celles de l'unification ou tout simplement au droit de conquête ? Cela ne dépend plus, à l'heure qu'il est, que du goût de vos bons frères de Prusse et d'Autriche, à moins toutefois que vous ne veniez implorer l'appui de cette France que vous avez si souvent insultée, extrémité pénible et humiliante pour des fils d'Arminius. Quant à vous, libéraux allemands, si bruyants au début de cette guerre, et si silencieux depuis que le moment est venu de protester contre le dénouement qui lui a été donné, quelles que soient les épreuves qui vous sont réservées, quelles que soient les déceptions que vous aurez à subir, vous ne serez frappés qu'avec les verges que vous aurez vous-mêmes préparées, et nous ne vous plaindrons pas ; car votre attitude démontre que ce qui vous poussait vers les duchés, c'était moins

le désir de délivrer le Holstein que celui d'opprimer le Schleswig !

Il y a dans le conflit de prétentions, de convoitises, d'amours-propres froissés, de désappointements de tout genre qui a sitôt suivi l'abus que l'Allemagne a fait de sa facile victoire, un commencement de justice distributive dont M. de Bismark doit être étonné de se trouver l'instrument, car ce n'est certainement pas un sentiment de ce genre qui l'inspire. Mais c'est justement par ce qu'il y a d'involontaire dans son rôle qu'il captive le plus notre admiration : il est, à sa manière, une espèce d'homme du destin. Il se chargera lui-même de punir, les uns après les autres, tous ses complices, et alors... Mais non, mille fois non, je n'aurai pas la cruauté d'envisager ce qui se passera alors. Déjà la Diète a eu à Rendsbourg un avant-goût des traitements qui lui sont réservés, et les consolations que M. de Bismark lui a fait offrir à cette occasion par M. de Savigny n'ont pu qu'envenimer la blessure par leur ironique banalité. Du même coup, les États de second ordre ont vu tomber bon nombre de leurs plus chères illusions : leurs parlements retentissent encore des plaintes et des cris de colère que cette déception leur a arrachés. La fureur comique de leur principal homme d'État, M. de Beust, était surtout curieuse à observer au milieu de ce désarroi. M. de Beust, qui a représenté la Diète à la conférence de Londres et qui avait été précédemment le principal meneur de la ligue des États secondaires, en était venu à se persuader de très bonne foi, grâce au rôle plus apparent qu'efficace qu'on lui avait laissé remplir à la Conférence pour embrouiller la négociation, qu'il était devenu le centre et le pivot de tout le mouvement allemand. Ses lettres à lord John Russell, gonflées d'importance et de pédanterie, dans lesquelles il semblait vouloir appliquer l'exégèse à la diplomatie, attestent suffisamment la haute opinion qu'il avait

de lui-même. Or, ce personnage si considérable s'est tout à coup aperçu qu'il n'avait été dans tout cela que le très humble instrument de M. de Bismark. Il s'était endormi l'Agamemnon de la Confédération Germanique, il s'est réveillé le ministre du petit royaume de Saxe comme devant.

Après le châtement des petits États viendra celui du National Verein : une institution qui n'a de force que dans la liberté est toujours punie lorsqu'elle est restée au-dessous de sa mission. Mais qui peindra surtout la déconvenue réservée à ce prétendant qui n'a pas craint de déchaîner sur sa patrie tous les fléaux de la guerre pour revendiquer des droits dont il avait déjà touché le prix à beaux deniers comptants ? Qui refusera ici à M. de Bismark le titre d'homme providentiel ? qui ne lui sera reconnaissant de la façon dégagée et narquoise dont il pèse alternativement dans ses deux mains Augustenbourg et Oldenbourg, les trouvant invariablement trop légers ? C'est de la haute philosophie qu'il fait là, ce ministre prussien ; si seulement les peuples pouvaient comprendre le sens de cet enseignement !

Mais quel intérêt M. de Bismark peut-il avoir à accomplir tant de choses bonnes et justes. Car enfin, cela ne paraîtra jamais naturel de sa part, même à ses plus chauds admirateurs. Voyez cette main furtive que la Prusse étend et retire tour à tour du côté des duchés, et vous ne le demanderez plus. Ici nous sommes forcé de l'avouer, ce grand homme ne prête pas moins à rire parfois que ceux qu'il a si outrageusement bafoués. Bien que la tâche soit en effet très simplifiée pour lui par le succès de ses combinaisons antérieures, il reste encore plus d'un marron à retirer du feu et, si alerte qu'on soit, on s'y brûle parfois la patte. A ne considérer que l'état de l'Allemagne et la situation apparente de la plupart des puissances de l'Europe, la moisson peut paraître mûre pour la Prusse et il

semble qu'elle ne peut guère refuser plus longtemps aux duchés de faire leur bonheur; cependant, en examinant les choses de plus près, il y a encore bien des risques à courir. L'Autriche verra l'événement avec répugnance, mais on a un moyen assuré de lui fermer la bouche en lui garantissant ses possessions italiennes et en la menaçant de la propagande du principe des nationalités; il y a d'ailleurs si longtemps qu'elle s'est mise à la remorque de la Prusse qu'elle n'est plus à regarder à une concession de plus ou de moins. La Diète protestera; non seulement on n'y voit aucun inconvénient, mais on compte là-dessus, car le verbiage de cette bonne dame ne peut que faire ressortir la décision et l'esprit pratique de M. de Bismark. Les petits États clabauderont, on les calmera avec quelques manifestations de la démocratie unitaire qu'il est toujours facile de lâcher contre eux. Les prétendants gémiront, cela est encore dans le programme et fera même très bien dans le cortège triomphal du ministre prussien. Enfin, l'Angleterre elle-même verra la chose avec résignation et se contentera de répéter une fois de plus par l'organe de lord John Russell « que l'attitude du gouvernement anglais n'a jamais été plus fière et que son influence à l'extérieur n'a jamais été plus grande! »

Jusque-là rien de mieux, assurément; mais toutes ces oppositions qui ne peuvent rien par elles-mêmes sont cependant susceptibles de devenir embarrassantes et même dangereuses pour le cabinet de Berlin, si elles trouvent quelque part un point d'appui sérieux. Si, par exemple, la France leur offrait ce point d'appui, les savantes combinaisons de M. de Bismark nous paraîtraient passablement menacées. C'est ici, en effet, que commenceraient, si les échos n'ont pas menti, les tribulations de ce grand tacticien. Comme cette question, encore à l'état d'hypothèse, intéresse l'honneur de notre pays au moins autant que le succès des intrigues de

M. de Bismark, nous l'examinerons avec toute l'attention qu'elle mérite.

On a affirmé récemment, et ces bruits n'ont jusqu'à présent reçu aucun démenti, que le gouvernement français ne laisserait pas pour sa part s'accomplir l'annexion des duchés sans réclamer à titre d'*indemnité* une rectification à ses frontières du nord et de l'est; on a même nommé les villes fortes qui devaient faire partie de cette récupération, Sarrelouis, Landau, Philippeville. On sait que ces places, qui appartenaient à l'ancienne monarchie, ont été détachées de la France en 1815 comme autant de gages de notre docilité future, et afin que la brèche faite à nos frontières par l'invasion ne pût jamais plus être fermée; mais ce qu'on sait beaucoup moins généralement, c'est que, grâce au gouvernement de Juillet, leur possession est devenu indifférente à la sûreté de notre territoire, c'est qu'une barrière nouvelle s'est relevée derrière celle qu'on nous avait enlevée et l'a rendue inutile.

On ne peut tout d'abord s'empêcher d'éprouver quelque surprise en lisant ce mot d'*indemnité* sous lequel s'introduit cette réclamation. Quoi! on dépouille nos alliés, nous nous réunissons en conférence pour les défendre contre les injustes exigences de leurs ennemis, nous ne leur offrons pour tout secours que de vaines paroles; puis lorsqu'ils ont été accablés par le nombre et que la victoire s'est prononcée contre eux, lorsqu'ils sont à la merci de leurs vainqueurs avides, nous intervenons une seconde fois, nous jetons au besoin notre épée dans la balance, afin d'obtenir une indemnité, et cette indemnité nous la stipulons non pour eux, mais pour nous! Nous laissons s'accomplir la ruine d'un peuple qui avait confiance en nous, et une fois cette ruine consommée, nous venons arracher au vainqueur une part du butin comme pour mieux prouver qu'il ne tenait qu'à nous de l'arrêter dans sa marche! Que

représente, en effet, cette portion de territoire que **nous** sommes censés réclamer, sinon un lambeau équivalent du malheureux Danemark ! Et nous accepterions ce **présent** arrosé du sang de nos alliés ? Et nous nous vanterions encore d'être le seul peuple qui fasse la guerre pour **une** idée ?

Quelque étrange que cela puisse paraître, cet expédient a trouvé des approbateurs même parmi les publicistes appartenant à l'opinion libérale. Ils conviennent volontiers que ces places nous sont inutiles et n'ajouteront rien à la force de nos frontières, ils avouent que cette acquisition fournira une triste interprétation de la politique que le gouvernement français a suivie envers le Danemark ; mais, disent-ils, si cette cession n'a pas d'importance effective, elle constituera une revanche des traités de 1815, elle sera pour nous une satisfaction morale. Satisfaction morale ! le mot n'est pas heureux, car il est difficile d'imaginer quelque chose de plus immoral qu'un pareil marché.

Jamais un gouvernement soucieux de l'honneur de la France n'acceptera un avantage de ce genre dans de pareilles conditions. Il est déjà assez peu glorieux pour nous d'avoir laissé écraser, dépouiller, effacer de la carte une nation qui avait le droit de compter sur nous ; il ne faut pas qu'on puisse dire que nous avons pris notre part de ses dépouilles, que notre abstention nous a été achetée par ses ennemis. Nous savons qu'il suffit chez nous de prononcer le mot d'agrandissement territorial pour donner aussitôt l'éveil à toutes ces passions, en général plus chateureuses qu'intelligentes, qu'on a désignées sous le nom de chauvinisme ; nous estimons pourtant qu'en France le sentiment national a encore assez de tact et de délicatesse pour se trouver peu flatté d'un agrandissement qui serait le prix non de nos victoires, mais de la défaite et de la ruine de nos alliés.

Nous ne nous attacherons pas à discuter une autre supposition qui nous montrait le gouvernement français placé entre M. de Bismark lui offrant Sarrelouis et l'Angleterre le suppliant d'accepter les provinces rhénanes. Il faut bien peu connaître la politique anglaise pour admettre un seul instant le second terme de l'hypothèse. Quant à M. de Bismark, ce rôle de tentateur qui lui est prêté n'a rien d'in vraisemblable, mais il n'est pas non plus sans difficultés pour lui. En admettant, en effet, qu'il parvienne à gagner à ce prix l'adhésion de la France pour tous ses plans, ce qui n'est pas encore certain, il reste à savoir comment son projet de cession sera envisagé en Allemagne et en Prusse, par un peuple dont la vanité nationale a été follement surexcitée, et auprès duquel le ministre n'est populaire, en ce moment, que parce qu'il a su flatter ses appétits. Il ne sera peut-être pas facile de faire comprendre à des gens qui se considèrent comme les propriétaires légitimes de l'Alsace, qu'ils doivent nous céder une partie des pays rhénans. La Bavière, particulièrement, pourra trouver dur d'être obligée de nous donner Landau, afin de rendre plus facile à M. de Bismark une annexion qu'elle déteste de tout son cœur, et qui ne lui présage rien de bon pour l'avenir. Un pareil tour lui semblerait du plus mauvais goût.

En résumé, la transaction qui se négocie à Vienne est la digne conclusion de ce long et criant abus de la force dont le Danemark vient d'être victime grâce à la faiblesse des cabinets européens; et les passions qui s'agitent autour de cette conférence qui a pour but la paix, ont quelque chose de plus odieux encore que celles qu'avait allumées la guerre. Depuis cette audacieuse violation des garanties du droit des gens, il n'y a plus en présence, dans ce qu'on appelait le concert européen, que des convoitises, et toutes ces convoitises se sont donné rendez-vous autour du tapis vert

sur lequel on dépèce la proie dont vient de se saisir l'Allemagne. Puissé ce spectacle édifiant n'être pas perdu pour l'instruction des peuples ! L'Europe officielle, qu'on a espéré un instant réconcilier avec les idées nouvelles, vient de donner là la mesure de ce qu'on doit attendre de sa portée d'esprit et de sa valeur morale. On a beaucoup parlé dans ces derniers temps de la reconstitution d'une sainte alliance entre les cours du Nord ; nous-même avons signalé le danger d'une alliance contractée en vue de certaines éventualités, par exemple en vue de réprimer une insurrection en Pologne, en Hongrie, une levée de boucliers en Italie, mais le mot de sainte alliance était de trop, non pas que l'Europe soit aujourd'hui trop au-dessus d'un tel état de choses, mais parce qu'elle est trop au-dessous. Elle est incapable même d'une sainte alliance. Où est aujourd'hui le souverain dont le caractère puisse inspirer la confiance qui s'attachait au seul nom d'Alexandre I^{er} ? Où sont les États capables de ces sacrifices réciproques que nécessite une politique commune ? Où sont les gouvernements qui ne soient secrètement séparés par des rivalités, des rancunes envenimées, par une insurmontable défiance, qui soient capables, en un mot, d'une alliance durable et non improvisée en vue d'un objet unique et passager ?

Contre qui d'ailleurs une sainte alliance ? Si la France a pu mériter cette distinction sous la Restauration, en dépit d'un gouvernement qui avait donné tant de gages à l'absolutisme européen, qu'a-t-elle fait dans ces dernières années qui ait pu lui valoir un tel excès d'honneur ? La liberté menace-t-elle de déborder de nos frontières ? Les exemples que nous donnons aux autres peuples ont-ils de quoi inquiéter les souverains ? Il faut toute la naïve vanité dont nous sommes si amplement pourvus pour croire que ce qui se passe en France aujourd'hui soit de nature à inspirer la moindre inquiétude à qui que ce soit : notr

sagesse et notre docilité sont au contraire partout citées en Europe aux nations moins satisfaites comme le plus beau modèle qu'elles puissent imiter, et s'il y avait un prix Monthyon pour les peuples, nous serions sûrs de l'obtenir à l'unanimité.

La crainte d'une union plus intime de notre part avec l'Angleterre aurait seule pu consolider le rapprochement qui s'est momentanément opéré entre les trois puissances copartageantes de la Pologne, et dans de telles conditions nous n'eussions pas eu à en concevoir des alarmes exagérées, mais nous avons pris soin de les rassurer sur ce point, et nous sommes allés si loin dans cette voie que si une sainte alliance se constituait aujourd'hui nous aurions tous les titres possibles à en faire nous-mêmes partie. Au reste le danger, pour n'être pas de ce côté, n'en est peut-être que plus grand pour ce qui reste de liberté dans le monde; car enfin cette grande conspiration contre les franchises des peuples obéissait du moins à certaines règles, elle reconnaissait certaines garanties du droit international; aujourd'hui il n'y a plus d'autre règle du droit public que la force; elle seule est appelée à prononcer en dernier ressort dans les complications futures de l'Europe. Et qu'on ne dise pas qu'elle trouvera toujours un certain tempérament dans les arrêts de l'opinion; nous venons de voir, dans plusieurs circonstances successives et toutes récentes, le compte qu'on est décidé à tenir de l'opinion. Les exécutions de la Russie en Pologne, la sauvagerie féroce de ses procédés envers les populations du Caucase, le coup d'État du prince Couza dans les principautés, enfin la conduite déloyale et oppressive des puissances allemandes envers le Danemark, tous ces faits ont produit sur l'opinion publique européenne une impression dont le sens n'est douteux pour personne; cependant la Russie est en coquetterie avec les plus puissants États qui se font hon-

neur de rechercher son alliance, le prince Couza jouit en paix du succès de son mauvais plagiat et les Germains ruminent pesamment quelque nouvelle idée de conquête. Voilà la force qu'a conservée l'opinion ; si nous comptons là-dessus il faut avouer que nos espérances sont bien placées.

Il est impossible qu'un tel affaissement de toutes les forces vives qui ont si longtemps dominé dans le monde n'amène pas un jour ou l'autre une mémorable expiation pour les nations qui y ont travaillé, mais plus encore pour celles qui l'ont laissé se produire malgré les devoirs que leur imposait leur passé. Que la barbarie russe, que la brutalité austro-prussienne aient de toutes leurs forces coopéré à un tel résultat, cela se comprend, elles n'ont fait, après tout, que leur métier ; mais que les nations occidentales, que les fils aînés de la civilisation laissent ainsi périr la part la plus précieuse de leur héritage, qu'ils laissent fouler aux pieds par un Mascarille politique ces grandes maximes du droit public, œuvre du temps et du génie, qui étaient l'intimidation du fort et la sauvegarde du faible, une pareille défaillance ne restera pas impunie, et déjà elle a reçu un châtiment anticipé dans l'humiliation qu'ils en ressentent au fond du cœur. Chez nous, en l'absence des Chambres, ce sentiment ne s'est encore traduit que dans la presse ; en Angleterre il a trouvé une magnifique expression dans le discours de lord Ellenborough. Les deux principaux ministres de la couronne ne laissent pas passer une occasion de parler en public sans revenir sur le rôle qu'ils ont joué dans les affaires danoises, sans exalter de nouveau la victoire boiteuse qu'ils ont remportée devant le parlement. Ils ont beau outrer les expressions de leur satisfaction au sujet de ce rôle, ils ont beau répéter à satiété qu'ils sont de plus en plus fiers de ce qu'ils ont fait, on voit par là même qu'ils sont de moins en moins contents

de leurs apologies, et le jugement que l'avenir portera sur eux se trouve déjà formulé dans le discours de lord Ellenborough. Le jour où, selon les paroles de l'éloquent orateur, « revivra l'ancien esprit de ce pays qui ne regarde pas le lucre comme le seul bien véritable, mais qui considère avant tout l'honneur et la justice d'une cause, » ce jour-là il y a gros à parier que la politique de lord John Russell ne sera pas invoquée comme un titre de gloire.

Si du spectacle peu consolant que nous offre la situation générale de l'Europe, nous reportons nos regards sur ce qui se passe à l'intérieur, nous n'y trouvons que de nouveaux sujets de tristesse. S'il est vrai, comme on nous l'a assuré tant de fois, que la légalité qui nous régit actuellement est un état transitoire et si le régime qu'on nous applique est un acheminement vers la liberté, il faut convenir que la voie par laquelle on nous y conduit est singulièrement détournée et que l'approximation est bien difficile à constater. La presse est plus que jamais frappée par les suspensions et les avertissements; l'Algérie est placée plus étroitement encore qu'elle ne l'a été jusqu'ici sous le régime militaire si favorable, comme chacun sait, à l'essor et à la prospérité des colonisations ! On croyait assez généralement que ce système était jugé en dernier ressort depuis l'effet produit par quelques procès fameux : le public, qui a pu lire de loin en loin les curieux firmans du maréchal Pélissier, pensait que, dans tous les cas, ce système était appliqué en Algérie avec une rigueur plus que suffisante ; on vient de le rendre ¹ plus rigoureux encore, probablement afin de faire briller avec plus d'éclat les aptitudes qu'on se refusait à lui reconnaître. Enfin la condamnation, qui a mis fin au procès des Treize ², a porté à la liberté élec-

1. Lire, dans le *Moniteur universel* du 23 juillet 1851, le rapport du ministre de la guerre, M. Randon, et le décret rendu sur l'Algérie.

2. C'est-à-dire procès contre les chefs du parti démocratique qui étaient

torale un coup dont les conséquences seraient trop faciles à prévoir, s'il n'arrivait le plus souvent que de telles mesures vont directement contre le but qu'elles semblent atteindre. Les franchises électorales sont, depuis l'établissement du suffrage universel, à peu près les seules libertés dont les masses se soient montrées jalouses, parce qu'elles y voient le signe d'une souveraineté qu'elles s'imaginent exercer dans sa plénitude, bien qu'elles en possèdent à peine le simulacre. Pour ce motif, il est très délicat d'y toucher, et nous croyons qu'au point de vue conservateur on avait agi sagement en s'abstenant jusqu'ici de se servir des armes qu'un texte légal plus ou moins bien interprété pouvait fournir contre elles. On a jugé à propos de se départir de cette règle de conduite, nous oserions presque affirmer que ce n'est pas aux amis de la liberté de s'en plaindre. Défiez-vous du suffrage universel, il se défiera de vous à son tour; et quelque puissant que vous soyez, il lui est plus facile de se passer de vous qu'à vous de vous passer de lui.

Ce procès, qui a amené tant d'hommes distingués sur les bancs de la police correctionnelle, pour s'y voir réprimander et punir d'avoir rempli ce que, dans tous les pays tant soit peu libres, on considère comme le premier devoir d'un citoyen, ce procès, disons-nous, nous fait jeter un œil d'envie sur un pays voisin, qui a les mêmes mœurs, les mêmes idées, le même langage que nous, et dans lequel on glorifie hautement ce qui vient d'être condamné chez nous, sans que personne s'y doute du danger que cela fait courir à l'État. La Belgique est, en ce moment, en pleine fièvre électorale, on y rencontre par milliers des réunions de plus de vingt personnes nullement autorisées par les

prévenus du délit d'association de plus de vingt personnes. Voir le journal *le Siècle* des 6, 7 et 8 avril 1864. L'éditeur Dentu a publié les débats de ce procès dans une brochure.

commissaires de police, et on n'y voit pas un seul fonctionnaire à qui cette vue fasse dresser les cheveux sur la tête. Chose surprenante, ce pays semble croire qu'il est nécessaire d'examiner des candidats pour les connaître. Ce peuple, probablement à l'épreuve du poison, comme Mithridate, use impunément de tous les genres de libertés, et cependant le soleil continue à se lever à l'orient. Cela se passe, non aux antipodes, mais à quelques lieues d'ici. Ajoutons, pour achever le tableau, que l'opposition belge est montée en ce moment au paroxysme de l'indignation et du désespoir, et crie chaque matin à l'abomination de la désolation. De quoi s'agit-il ? Les ministres ont-ils violé la constitution ! Non. Ont-ils tenté un coup d'État ? Non. Ont-ils touché à une liberté ? Non. Que s'est-il donc passé ? Voici : le parlement étant depuis longtemps divisé en deux fractions à peu près égales qui se paralysent l'une l'autre par leur mutuelle opposition, un bon bourgeois, nommé M. Orts, a proposé, pour en finir, qu'on créât six nouveaux mandats de député, nombre proportionnel à l'augmentation constatée de la population en Belgique. L'opposition ne conteste pas la nécessité d'augmenter le nombre des députés, mais elle tient à ce que cette mesure soit ajournée à deux ans, et c'est pourquoi elle crie à la tyrannie. Heureux pays, où l'on s'indigne si fort pour une si petite offense !

Pour réjouir l'imagination du lecteur par des images plus riantes que celles que nous lui avons présentées jusqu'à présent, nous arrêterons, en finissant, ses regards sur la brillante et prospère situation du Mexique. Tous les récits qui nous reviennent de cette contrée, naguère si ravagée, nous tracent les tableaux les plus enchanteurs de sa félicité. Comme il ne s'est produit dans ces derniers temps au Mexique aucun événement nouveau, si ce n'est l'arrivée de l'empereur Maximilien, on est en droit de supposer que

ce grand changement a été produit surtout par la confiance qu'il a su inspirer. On s'explique, dès lors, l'enthousiasme avec lequel il a été accueilli. Il a failli être enseveli sous les fleurs qu'on lui a jetées. Une chose toutefois nous surprend dans le succès si incontesté du prince, c'est que personne ne le jalouse, ne le déprécie, ni ne l'envie. Ses ennemis, ses détracteurs naturels n'ont l'air nullement attristés de son triomphe, ils n'en éprouvent aucune confusion. Tout au contraire; de même qu'à l'époque de son départ ils se sont écriés : bon voyage ! ils continuent à se répandre en souhaits gracieux tels que : bonne chance ! ou : longue durée ! ou encore : bien du plaisir ! et autres propos du même genre. Ces sentiments, exprimés par de telles bouches, nous paraissent une véritable énigme ; car enfin le succès ni le bonheur n'ont jamais passé pour désarmer l'envie. Quoi qu'il en soit, il faut bien que le Mexique soit dans un délire de joie pour avoir déjà mis aux pieds de son empereur cinq millions de piastres, lui dont on n'avait jamais pu tirer un maravédis ; et il faut que cet empereur soit bien sûr de sa popularité pour nous avoir aussitôt expédié cinq millions de piastres. Après un pareil miracle, tout lui est facile, il peut nous renvoyer non seulement quelques soldats, comme le *Moniteur* l'a annoncé, mais toute notre armée, et il lui est défendu désormais d'être gardé autrement que par l'amour de ses sujets. C'est là que nous l'attendons.

8 septembre 1864.

Il y a eu des temps où l'on a mis son orgueil à avoir le courage de son opinion, il y en a eu où l'on a su porter plus

loin encore le courage de dire ce que l'on ne pense pas. Dans notre époque, ce dernier genre de courage n'exige pas un grand effort d'héroïsme. Quand la conscience publique se tait, il n'y a pas grand péril à la braver. Mais cette réserve une fois faite, il faut convenir qu'on n'a jamais poussé à ce point l'art de dire avec conviction des choses auxquelles on ne croit pas devant des gens qui n'en pensent pas un mot. Ce qui nous fait parler ainsi, ce sont toutes ces apologies de la liberté que nous entendons depuis quelque temps dans la bouche d'hommes qui ont passé leur vie à la combattre, et qui voudraient anéantir jusqu'à son nom. Qu'espèrent-ils donc par là ? Que nous ne la reconnaitrions plus sous les travestissements dont ils l'affublent, ou que nous la renierons lorsque nous la croirons menacée de subir un tel patronage ? S'imaginent-ils qu'il leur suffira de s'emparer de son nom pour s'approprier sa vertu ? Pour nous, en présence de cette audacieuse usurpation, nous sentons parfois gronder en nous quelque chose de ce frémissement qui, dans l'antiquité, saisissait les peuples, lorsqu'après leur avoir ravi tous les biens, le vainqueur leur prenait aussi leurs dieux comme pour rendre le ciel lui-même complice de leur ruine. Mais nos dieux sont placés hors de l'atteinte des profanateurs, et la liberté prouvera sa puissance en survivant même à leurs hommages, ce qui est peut-être plus difficile qu'il ne l'était de survivre à leurs coups.

Il ne viendra assurément à l'esprit de personne d'appliquer ces simples réflexions — d'une portée toute générale — (beaucoup trop générale !) au récent discours que M. de Persigny a prononcé devant le conseil général de la Loire, car ce qui nous charme dans ce discours... — (Quelle épithète lui donnerons-nous ? Éloquent ? non ; il ne l'est pas. — Habile ? encore moins. — Ingénieux ? pas du tout. — Élevons-le à une grande dignité, et appelons-

le ducal pour en finir), ce qui nous charme, disons-nous, dans ce discours ducal, c'est que nul ne sera jamais tenté d'y voir une apologie de la liberté. La principale proposition de ce discours étant en effet que nous possédons dès aujourd'hui « la vraie liberté, la seule liberté, la liberté telle qu'elle a été comprise dans tous les temps, avec une forme particulière qui lui donne une supériorité évidente sur toutes les libertés de notre temps, » il est, de prime abord, évident pour tout le monde qu'il n'a cherché ni à flatter la vraie liberté ni à tromper ses auditeurs par de vaines promesses, et le lecteur est immédiatement fixé sur la valeur du libéralisme de M. le duc de Persigny. Nous irons même plus loin, et nous dirons que, contrairement à la constante pratique de la plupart de ses contemporains, M. de Persigny nous paraît penser ce qu'il écrit; nous le dirons avec le regret de retirer à sa portée intellectuelle tout ce que nous accordons à sa sincérité, car plus ce discours est sincère, plus sa médiocrité est accablante. M. de Persigny a un défaut capital pour un ennemi naturel du gouvernement parlementaire: il parle trop; il finira par y perdre tout son prestige. Il est regrettable toutefois, au point de vue historique, que ses harangues n'aient rien de ce qu'il faut pour aller à la postérité; elle y aurait vu de quoi se compose, de notre temps, le bagage d'un grand ministre, et ce document lui aurait donné la mesure de la part qui, dans le succès de nos hommes d'État, doit être faite à la fortune, et de celle qui doit être faite au talent.

Sans aller jusqu'à la postérité dont le jugement paraît destiné à reviser plus d'une réputation et à dégrossir beaucoup d'importances qui se croient bien à l'abri de ces désagréables surprises, il est douloureux de penser que ce discours qui a été la risée de la presse européenne sert aujourd'hui, à l'étranger, de criterium de l'esprit politique d'un pays qui a produit des publicistes comme Mirabeau

et Benjamin Constant. Il n'est pas moins pénible de s'avouer qu'il a été en France une espèce d'événement, et qu'on est presque tenu de prendre au sérieux et de discuter ces fantastiques théories qui ne s'appuient ni sur un fait ni sur une idée. M. le duc de Persigny se sent sous nos institutions actuelles l'homme le plus libre qu'il y ait au monde, et sur ce point nous sommes tout à fait de son avis : il imprime tout ce qui lui passe par la tête; il va et vient d'un ministère à un autre, il donne des avertissements aux journaux, il réunit des assemblées de plus de vingt personnes, il donne des banquets politiques, il jouit en un mot d'une liberté d'allures qui nous paraît souvent aller jusqu'à la licence. Mais où commencent nos dissentiments avec le noble duc, c'est lorsqu'en vertu de l'adage « quand Auguste a bien bu, la Pologne est ivre » il éprouve périodiquement la démangeaison de prouver à ses concitoyens qu'ils sont aussi libres que lui, et cela sous prétexte qu'ils possèdent le suffrage universel, c'est-à-dire, bien entendu, la faculté de lui continuer, à lui et à ses amis, un pouvoir dont il font un si excellent usage.

Ce raisonnement, qui d'ailleurs est le grand cheval de bataille de M. de Persigny, ne nous paraît pas avoir toute la clarté désirable. Il ne nous persuade pas, même lorsque son auteur l'emploie à nous démontrer que nous sommes beaucoup plus libres que les Anglais qui, eux, ne possèdent pas ce bienheureux suffrage universel. Même après les laborieuses élucubrations de M. de Persigny, il reste vrai que le suffrage est une chose et la liberté une autre, et j'oserai ajouter que c'est là une vérité qu'on peut rendre palpable et évidente pour l'esprit le plus obtus. Qu'un étranger aille s'établir dans cette pauvre Angleterre si maltraitée par le terrible orateur, y jouira-t-il du droit de suffrage ? Non, assurément, mais il y jouira de la liberté de la presse, il y jouira de la liberté des cultes, il y jouira

de la liberté de réunion, il y jouira de la liberté d'association, il y jouira de la liberté d'enseignement. Les Français, au contraire, jouissent tous du droit de suffrage, mais — à part M. de Persigny — quel est celui d'entre eux qui jouisse des libertés que je viens d'énumérer ? On arrive ainsi à ce résultat que chez nous le citoyen n'exerce, dans sa plénitude, pas une seule des prérogatives dont en Angleterre l'étranger est investi de plein droit. Ceci est-il assez clair, monsieur le duc ?

A quoi se réduit-il donc, dans la pratique, ce droit de vote qu'on fait sonner si haut, à quoi se réduit-il, surtout quand il n'est éclairé ni par une presse libre ni par le droit de réunion ? A une souveraineté qui dure une minute tous les six ans, à une influence infinitésimale et abstraite à laquelle il ne reste aucun moyen d'action sur la masse et le nombre auxquels elle ne se mêle que pour s'y anéantir. Est-ce là ce qui doit nous tenir lieu de tout ce qui fait la vie, l'activité et la dignité du citoyen libre !

Supposez encore qu'en tombant dans le gouffre obscur et anonyme du grand nombre, le vote individuel et intelligent ne s'y noie pas ; supposez que, malgré les obstacles qui se dressent contre lui, il triomphe, — il aura fait un député, allons jusqu'à l'impossible, il aura fait une majorité. Que trouvera cette majorité à ce sommet où elle est appelée à prendre place à côté des autres pouvoirs ? Elle y trouvera ce que M. de Persigny appelle avec enthousiasme « l'indépendance de l'autorité, » conception qu'il fait figurer à bien juste titre à côté de sa théorie de la liberté, car la liberté telle qu'il la comprend est seule capable de vivre avec l'autorité telle qu'il la définit. Ces deux créations de son cerveau se complètent admirablement l'une par l'autre. Hâtons-nous de dire que cette indépendance de l'autorité consiste en ceci : le seul moyen d'action, le seul moyen qui soit laissé à la majorité législative de faire pré-

valoir ses vœux, est le vote des dépenses publiques. Tous les autres moyens d'influence à l'usage des assemblées délibératives, M. de Persigny les repousse avec indignation. Il nous en coûte encore ici de détruire une des plus chères illusions de cet homme d'État. Nous convenons avec lui que la liberté est compatible avec beaucoup de formes politiques différentes, mais nous le mettons au défi de citer dans le présent ou dans le passé un seul pays qui ait été libre sans que ses représentants aient joui de ces droits de contrôle quotidiens et permanents dont il semble s'effrayer si fort, y compris en première ligne le droit de renverser les mauvais ministres. Nous nous trompons, il nous citera une exception, — une seule, — les États-Unis d'Amérique; — là, ce ne sont pas les ministres, c'est le président lui-même qu'on renvoie quand on est mécontent de son gouvernement. M. de Persigny oserait-il assimiler la responsabilité de l'empereur à celle du président des États-Unis? S'il l'ose, qu'il le dise!

Ainsi, en dernière analyse, la seule prise réelle sur le pouvoir qu'on laisse dans cette étrange théorie au Corps législatif, c'est-à-dire à ce suffrage universel décoré du beau titre de souverain, se réduit au droit de refuser l'impôt, c'est-à-dire à la faculté de tout bouleverser du jour au lendemain dans l'État, extrémité devant laquelle on est bien sûr qu'il reculera toujours. Ce n'est pas l'indépendance, c'est l'arbitraire de l'autorité qui est le vrai nom d'une pareille doctrine. Le contrôle des assemblées sur les actes du pouvoir exécutif n'est pas la liberté comme on le dit souvent, mais il en est la première et la plus indispensable garantie.

Que dire des propositions accessoires qui ajoutent leur agrément particulier au puissant attrait de l'ensemble du système que je viens d'exposer? de celle-ci, par exemple : que la presse en France est parfaitement libre, à l'except-

tion des journaux, vérité neuve et hardie qui — les journaux étant à peu près la seule forme possible de la discussion politique — revient à dire que la presse est libre à l'exception de la presse. M. de Persigny a d'ailleurs peu de mémoire quand sa mémoire contrarie ses théories. Il lui est cependant plus facile qu'à personne de se rappeler les saisies et les condamnations qui ont frappé les livres. Que dire encore de sa réjouissante théorie sur la domination des Normands en Angleterre, théorie qui a eu le privilège d'égayer pendant plusieurs jours la flegmatique Albion ? Il était réservé à ce perçant regard de découvrir que la descendance normande, qui ne compte pas à l'heure qu'il est dix représentants dans la pairie britannique (mais c'est pour cacher son jeu), s'est propagée sourdement dans le corps électoral au point de l'envahir tout entier et l'a inondé de douze cent mille de ses rejetons, ce qui est assurément un bel exemple de fécondité. Comment s'étonner après cela que ces hommes dangereux soient parvenus à réunir dans leurs mains toute la liberté et toute l'autorité de l'Angleterre, selon la remarque profonde de M. de Persigny ? Heureusement leur marche souterraine est maintenant dévoilée. Comme on voit bien à la sagacité de ses observations que celui qui les démasque aujourd'hui a été pendant plusieurs années notre ambassadeur à Londres !

Il fallait un couronnement digne d'elle à cette imposante argumentation ; M. de Persigny l'a trouvé dans un mouvement oratoire qui mérite de rester célèbre. Toute la France a admiré cette saisissante hypothèse qui consistait à supprimer, pour un instant, par la pensée cette administration que l'Europe nous envia, et à se demander ce qui arriverait ensuite. M. de Persigny seul pouvait poser une hypothèse aussi hardie. C'est la partie du discours qui a été la plus goûtée. Elle a été reproduite devant une

multitude d'auditoires plus intimes, mais avec un succès peut-être un peu différent de celui que son auteur cherchait : « Supposez, disait-on, que notre beau mécanisme administratif vienne à disparaître, que notre admirable centralisation soit emportée, qu'un tremblement de terre engloutisse soudainement nos préfets, sous-préfets, gardes champêtres, etc., etc. Vous frémissez, messieurs... » Pas du tout ; chose singulière ! personne ne s'épouvantait à cette idée ; une douce gaieté se peignait même sur beaucoup de visages. M. de Persigny s'adressant à un conseil général que l'hypothèse condamnait aussi à tomber dans le gouffre, l'impression a dû être naturellement toute autre, mais, s'il veut répéter ce morceau d'éloquence devant des auditeurs désintéressés dans la question, il lui sera facile de vérifier par ses yeux l'expérience que nous lui indiquons ici.

Pour résumer la conclusion politique que M. de Persigny mêle à ses rêveries personnelles, tout est excellent, délicieux, parfait dans nos institutions ; il ne reste, selon lui, à introduire qu'un seul perfectionnement, c'est le droit d'entrée pour tous les membres du conseil d'État au sein du Corps législatif. Ce grand point une fois réalisé, il faut tirer l'échelle, il n'y a plus rien à demander, c'est l'âge d'or. L'imprudent ! il ne sait donc pas que l'homme a toujours besoin d'espérer, et que même, lorsqu'on ne veut rien lui donner, il faut toujours lui promettre quelque chose ? Quoi ! c'est là votre paradis de Mahomet ? c'est là le patrimoine de liberté que vous osez offrir à cette jeunesse qui se sent déjà maîtresse de cet avenir dont vous disposez si légèrement ? Quant à nous, qui étions libres sans le savoir, que ne nous laissiez-vous cette heureuse ignorance, gardienne de notre modestie ? En nous rendant plus vains, n'avez-vous pas craint de nous rendre aussi plus exigeants ?

Nous soumettons timidement ces faibles objections à

M. de Persigny, nous hâtant de profiter de ce que ses doctrines ne sont pas encore des articles de foi. Qu'il écoute les amis de sa gloire et cesse de méconnaître sa véritable vocation : il est né spécialement pour ne pas prononcer de discours. Pourquoi ne pas accepter cette mission providentielle ? Qu'il renonce à dogmatiser, à être un Montesquieu, à renouveler la science politique ; qu'il se contente, en un mot, d'être un grand ministre — couvert par la responsabilité du souverain !

La presse s'est plu en général à opposer au discours de M. de Persigny le discours de M. Rouher ¹, et elle a accordé libéralement à celui-ci tous les éloges qu'elle a refusés à celui-là. Au risque de passer pour un esprit intraitable, nous avouons ne pouvoir nous associer à ce concert de louanges avant de connaître en détail les réformes qu'on nous fait espérer. Nous trouvons dans le discours de M. Rouher toutes les formules les plus libérales, et ceci n'a rien de nouveau pour nous, et même, s'il faut le dire, nous sommes quelque peu gêné par nos souvenirs dans l'expression de notre gratitude. Ce qui nous met en garde contre les libertés qu'on nous promet ce sont les libertés qu'on nous a données. Nous n'avons que trop de raisons de craindre que la nouvelle organisation des conseils généraux ne soit une réforme dans le genre de la liberté des coalitions, de la liberté des théâtres et du fameux décret dit de décentralisation ; auquel cas nous en serions pour nos frais d'admiration, rôle que nous préférons laisser à ceux pour qui il a été fait. Les généralités dans lesquelles se tient M. Rouher sont trop vagues pour constituer un engagement, et il n'est pas impossible que toute cette extension de pouvoirs au profit des conseils généraux dont on fait si grand bruit, se réduise, en défini-

1. Discours également prononcé à l'ouverture de la session du conseil général en Auvergne.

tive, à la faculté d'achever le réseau secondaire des chemins de fer. Or, l'homme étant naturellement ingrat, nous pourrions presque affirmer avec certitude que cette immense concession nous laisserait froid.

Pendant que la politique prend presque partout ses vacances, il s'opère en Europe un touchant échange de congratulations. Les souverains, les ministres ont des entrevues où ils se félicitent les uns les autres des choses mémorables qu'ils ont accomplies. Le roi de Prusse félicite l'empereur d'Autriche de l'avoir aidé à dépouiller le Danemark ; M. de Rechberg félicite M. de Bismark d'avoir enfanté cette grande conception ; le patriarche de Moskou félicite l'empereur de Russie d'avoir méprisé les menaces des puissances occidentales ; l'empereur des Français félicite le roi d'Espagne, on ne sait pas de quoi ; et ceux que personne ne félicite, comme lord Palmerston et lord Russell, ceux-là se félicitent eux-mêmes. Se louer soi-même n'est-ce pas le meilleur moyen de ne rien trouver à redire à la louange ? On achève à Vienne d'arracher au malheureux Danemark ce qui lui restait de ressources ; c'est ce qu'on appelle en style diplomatique poser les bases d'une paix durable. Tout porte à croire, en effet, qu'une paix ainsi faite sera pour lui la paix éternelle.

Un incident tout à fait imprévu est venu produire au milieu de ce contentement général l'effet d'une sorte de détonation ; c'est la conflagration qui a éclaté à Genève à propos de l'élection de M. Chenevière. Le trait le plus remarquable de ce très regrettable épisode est incontestablement la décision de ce grand bureau qui, chargé de vérifier l'élection et recruté en quelque sorte par le hasard, c'est-à-dire composé d'assistants tirés au sort et dépourvus de toute autre autorité, a pris sur lui d'annuler le vote, uniquement parce que les opinions de l'élu lui étaient désagréables, et sans alléguer le moindre motif à l'appui

de sa détermination. C'est là, à coup sûr, un fait sans précédents et l'on ne sait ce dont on doit le plus s'étonner, ou de la brutale imbécillité des hommes qui se sont flattés de faire accepter de tels procédés à un peuple libre, ou de la naïve ineptie de ceux qui, en France, ont accusé les adversaires du grand bureau de violer la loi, parce qu'ils s'opposaient à un pareil attentat.

Un parti se suicide quand il emploie de tels moyens dans une république libre. Cet emprunt des partisans de M. Fazy à une théorie connue ne leur réussira pas plus que les autres imitations qu'ils ont importées à Genève. Nous reconnaissons là cette mauvaise démocratie qui ne rêve qu'usurpations et coups de force, qui a toujours vendu sa liberté pour un plat de lentilles, et qui, en fait de foi politique, n'a jamais eu que des appétits. Elle méritait d'avoir pour guide et inspirateur ce chef de gouvernement qui, pour civiliser sa ville natale, y a installé des jeux publics dans sa propre maison ! Il ne manque plus à ce parti, pour couronner dignement sa carrière, que d'attirer à Genève une intervention étrangère au moyen de la guerre civile.

Ce nom, ce triste nom de guerre civile nous amène par un rapprochement trop naturel à parler des événements qui s'accomplissent aux États-Unis. En même temps qu'on y déploie des deux côtés pour la guerre plus d'énergie et d'acharnement que jamais, on s'y prépare, dans les États restés fidèles à l'Union, à une grande et suprême épreuve plus décisive peut-être pour l'avenir de cette puissante république qu'aucune victoire ou qu'aucune défaite : on comprend que nous voulons parler de l'élection présidentielle qui doit se faire au mois de novembre prochain.

Cette élection met en présence trois candidatures principales, celle de M. Lincoln, dont la politique est assez connue ; celle du général Mac Clelland, qui représente le

rétablissement de l'Union au moyen des concessions faites au Sud, et enfin celle du général Frémont. La candidature de M. Frémont, d'ailleurs si honorablement connu comme homme de guerre, a selon nous un tort capital dans les circonstances actuelles, c'est de n'avoir pas une signification suffisamment précise, et de faire double emploi avec celle de M. Lincoln, dont elle n'est séparée que par des nuances, après tout, très secondaires. Nous admettons volontiers que M. Frémont donnerait aux opérations de la guerre une direction plus savante et plus habile que celle qui leur est imprimée par M. Lincoln ; mais qu'est-ce qu'un tel avantage auprès du danger de bouleverser, dans un moment comme celui-ci, l'administration tout entière, et de réorganiser à nouveau tous les services, à commencer par ceux de la guerre et de la marine, comme c'est l'usage après chaque changement de présidence. Nous croyons donc qu'il y aurait de la part de M. Frémont un véritable patriotisme à se désister de sa candidature, et à donner à ses concitoyens cet exemple de désintéressement et d'abnégation personnelle. Il n'y a de sérieuses à nos yeux que la candidature de M. Lincoln et celle du général Mac Clelland, de même qu'il n'y a en réalité que deux partis en présence, le parti de la guerre et le parti de la paix, le parti des principes et le parti des concessions. C'est entre ces deux-là qu'il faut choisir. Au premier abord, quand on lit la description des effroyables hécatombes qui s'accomplissent journellement là-bas, quand on songe à l'immense destruction qui s'y consomme, quand on voit l'inertie et l'indifférence de cette race nègre dont la rédemption coûte si cher, l'indomptable courage que déploient ses maîtres, quand on contemple tous ces ravages et toutes ces ruines, et, par-dessus tout, cette guerre immobile qui semble vouloir s'éterniser sur le même champ de bataille, on se sent pris de lassitude, envahi par

le doute et le découragement ; on se demande avec un sentiment d'horreur et de pitié s'il ne vaut pas mieux se résigner aux concessions, même à la séparation, et, en un mot, laisser aller les choses comme elles peuvent, que de perpétuer tant de fléaux pour en supprimer un dont les victimes semblent elles-mêmes ne plus se plaindre. On voit que nous sommes loin de méconnaître les motifs qui peuvent être invoqués en faveur de la paix. Cependant, en examinant de plus près la question, on ne tarde pas à reconnaître qu'elle est plus haute, qu'elle renferme d'autres intérêts qui dominent même la question de l'esclavage, et que le mal produit par l'abandon d'une si grande cause serait pire encore que l'état actuel des choses.

Le parti qui rêve en ce moment le rétablissement de l'Union au moyen des concessions sur la question de l'esclavage, nous paraît sous l'empire d'une illusion difficile à comprendre pour quiconque connaît l'histoire des États-Unis dans les trente dernières années. La sécession serait mille fois plus désirable pour les États du Nord qu'une paix faite sur de telles bases, car, pour ceux qui ont étudié ce passé, le mot « concession » ne peut avoir qu'un seul sens, c'est le rétablissement de la domination du Sud sur le Nord. Le mal que cette domination a fait aux États-Unis est connu, c'est elle qui a corrompu leur démocratie, abaissé leur gouvernement, introduit l'esclavage dans les nouveaux territoires, protégé et patronné les flibustiers, dénaturé, en un mot, toutes les vieilles traditions de Washington pour les faire concourir à une œuvre d'iniquité et d'oppression. Mais si le Sud a pu commettre tous ces excès alors que rien ne le troublait dans sa possession, si ce n'est la propagande inoffensive de quelques abolitionnistes isolés qu'il faisait assommer à coups de bâton jusque dans l'enceinte du Congrès, ne faut-il pas être mille fois aveugle pour croire que, rentrant au sein de l'Union avec

es honneurs de la guerre, après la terrible leçon qu'il vient de recevoir, il s'y contentera de son ancienne influence si on n'a pu le protéger? Pour croire qu'il ne cherchera pas tout prix, par tous les moyens, avec la supériorité d'infirmité, d'activité et d'ambition qui le caractérise, à prendre des gages contre le retour d'une éventualité qui l'a mis à deux doigts de sa perte?

Le retour du Sud au sein de l'Union dans de semblables conditions, c'est l'inévitable asservissement du Nord, c'est la corruption des institutions républicaines, c'est le triomphe de l'absolutisme en Amérique comme en Europe, c'est l'irréremédiable décadence des États-Unis. Le Sud est aujourd'hui gangrené d'esprit militaire, il ne se soutient plus que par la dictature, il en a contracté toutes les habitudes, il n'aura garde de renoncer à un instrument de salut aussi précieux, et ne se sentira rassuré que lorsqu'il l'aura introduit dans l'Union. L'esclavage et la dictature, voilà les deux présents qu'il lui apportera comme gages de réconciliation.

Si un pareil fait était destiné à se réaliser, si nous devions voir un jour la libre constitution des États-Unis tomber dans le néant, ce jour-là une grande lumière disparaîtrait du monde, car les institutions américaines, tout obscurcies qu'elles soient par l'éclipse passagère qu'elles subissent, n'en sont pas moins un des plus grands témoignages que l'humanité ait jamais donnés d'elle-même. Non seulement elles éclairent un peuple libre, mais elles brillent plus lumineuses encore sur les nations courbées sous le despotisme; elles sont un appel à l'espérance, un soutien moral pour les opprimés, un enseignement, un exemple, un vivant et perpétuel démenti donné à ceux qui soutiennent que l'homme n'est pas capable de se gouverner lui-même. Ces institutions ont été une création réfléchie de la volonté et de la raison humaine, auxquelles on avait refusé

jusque-là le pouvoir de constituer une œuvre politique durable, elles ne laissent rien au hasard, ni à l'instinct, ni à la routine, ni à ces vieilles superstitions dont l'impuisante Europe se moque, mais devant lesquelles elle fléchit le genou. Elles ont concilié, dans la mesure la plus parfaite qui ait jamais été conçue, la démocratie avec la liberté, deux puissances qui seraient depuis longtemps les maîtresses du monde, si elles avaient su s'allier au lieu de se faire la guerre. Elles sont, en un mot, un éternel et irréfutable argument en faveur de tous les principes chers aux cœurs généreux ; voilà pourquoi tant qu'elles seront debout, en étant même mal appliquées, ce qui leur arrive dans ce moment, rien ne sera désespéré ; mais le jour où les hommes les déclareront définitivement impraticables, le jour où le nouveau monde sera, comme l'ancien, devenu la proie des dictatures, des coups d'État, des régimes militaires, ce sera pour la civilisation une immense défaite, plus irréparable peut-être que celle qui suivit la chute de Rome, car nous n'aurons pas même des barbares à espérer pour notre régénération.

Si ces craintes sont exagérées, comme nous serions heureux de le croire, on conviendra cependant qu'il leur reste une assez grande part de vérité pour qu'elles méritent d'être prises en considération dans l'appréciation de la conduite que va tenir le peuple des États-Unis. A nos yeux, nous le répétons, elles dominent même la question de l'esclavage dont l'importance reste cependant tout aussi grande que par le passé, car c'est lui qui a été la cause première de tout le mal.

Tels sont les motifs qui nous font considérer la candidature de M. Lincoln comme le seul moyen de salut pour l'Union. Nous connaissons les justes critiques qu'on peut adresser à son administration : nous les avons plus d'une fois relevées ici-même. Il a conduit les opérations de la

guerre avec une extrême gaucherie, pour ne rien dire de plus; il a laissé prendre une extension déplorable au système des enrôlements et des remplacements qui, peu à peu, ont changé l'armée du Nord en une armée de mercenaires. D'autres reproches lui ont été adressés avec moins de justice. Mais quelles qu'aient été ses fautes au milieu de circonstances si difficiles, il a montré une grande énergie et une grande probité, deux vertus assez rares parmi les hommes d'État de notre temps. On ne l'a point vu profiter de la détresse de son pays pour lui voler ses libertés comme cela se pratique ailleurs. Il a formé l'administration actuelle et il en connaît le maniement, ce qui est un grand élément de succès; il a une politique très arrêtée, un but qui est connu de tout le monde, enfin il ne veut pas d'autre programme que la victoire. Aucune autre candidature ne présente ces avantages.

Ce qui fait la force du parti des concessions c'est le vague de ses promesses. Si l'on avait aux États-Unis une idée claire des résultats qu'il poursuit peut-être sans s'en douter lui-même, si l'on savait qu'il s'agit non seulement de perdre en un seul jour le fruit de tant de douloureux sacrifices, mais encore de tomber inévitablement sous le joug des hommes auxquels on vient de faire une guerre si cruelle, le parti des concessions perdrait d'un seul coup tout son prestige et ne serait plus que le parti du découragement et de la défection. Mais il a su exploiter habilement la lassitude produite par cette guerre qui semble destinée à ne jamais finir, il a pour appui des sentiments d'humanité qui n'auraient rien que de louable s'ils n'étaient fondés sur une illusion. La situation militaire est après tout loin d'être aussi décourageante qu'elle le paraît à première vue. Si les armées fédérales n'ont pas fait grand progrès du côté de Richmond, elles ont entamé sur plusieurs autres points le territoire des États confédérés, et

malgré tous les efforts qu'on fait pour les en chasser, elles s'y maintiennent avec une invincible ténacité, elles y restent logées comme le fer dans la blessure. Le Sud, au contraire, n'occupe aucune partie du territoire des États du Nord, il n'y fait que des incursions passagères, de fugitives apparitions, il est partout réduit à la défensive; de l'aveu de beaucoup d'hommes compétents, un grand effort bien dirigé suffirait pour l'écraser. Mais cet effort, il est temps que le président Lincoln et ses amis y songent, le patriotisme seul peut le réaliser; on l'attendrait en vain d'une armée de mercenaires.

Nous hésitons à mentionner en finissant un bruit qui vient de mettre toute l'Italie en émoi. Il ne s'agissait de rien moins que de l'évacuation de Rome par nos troupes, évacuation motivée sur la première raison venue, un projet de mariage, un enlèvement d'enfant par le gouvernement pontifical, qui passe décidément à l'état de Papavoine apostolique, enfin sur un incident quelconque. Les Italiens, dont l'intelligence politique est souvent poussée jusqu'à la rouerie, y mêlent parfois une dose de naïveté qui étonne. Ils ne l'ont jamais mieux prouvé qu'à l'occasion de cette question romaine à l'aide de laquelle on leur fait faire de si plaisantes pantomimes de convoitise et de déception, de béatitude et de désespoir. Ne se lasseront-ils donc jamais de servir d'amusement à la galerie? Ne sentent-ils pas ce qu'il y a d'humiliant pour une nation à toujours supplier pour ne jamais obtenir? Connaissent-ils assez mal leur époque pour croire qu'on y réalise quoi que ce soit autrement qu'avec ses propres forces, ou qu'on peut s'y faire écouter sans s'y faire craindre? Qu'ils prennent la peine de regarder autour d'eux et qu'ils voient si c'est avec des soupirs de componction et des mines extatiques que M. de Bismarck s'est rendu maître des deux duchés. Les Italiens ont assez long-

temps compté sur l'aide étrangère, il serait temps qu'ils apprissent à compter un peu sur eux-mêmes. Leur dignité y gagnerait.

8 octobre 1864.

Nous avons à enregistrer aujourd'hui une nouvelle surprise¹ et, pour la première fois depuis bien longtemps, cette surprise est agréable, — saluons au passage cet oiseau rare, *rara avis*, comme disaient les anciens. Pour la première fois, notre défiance si souvent justifiée nous a mal inspiré. Pour la première fois, nos prévisions se sont trouvées en défaut en mettant les choses au pis. Plût à Dieu que notre pessimisme eût reçu plus souvent des démentis de ce genre; on croira, sans peine, que nous eussions mille fois préféré nous voir contraint de l'abjurer que d'avoir si souvent à reconnaître qu'on avait trompé nos espérances. Lorsqu'il y a un mois, le public commença à s'entretenir vaguement des négociations qu'on disait ouvertes entre Turin et les Tuileries, au sujet de l'évacuation de Rome, nous n'hésitâmes pas à rejeter ce bruit comme invraisemblable. L'événement n'a pas tardé à démontrer que nous étions dans l'erreur. Notre incrédulité était fondée sur des motifs sérieux, qu'il nous serait peut-être difficile d'exposer ici dans toute leur étendue; mais, s'il faut l'avouer, le fait, quelque certain qu'il soit maintenant, n'a pas cessé de nous paraître invraisemblable, sinon quant à la portée qu'on lui attribue actuellement, du

1. Allusion à la convention du 15 septembre 1864, qui fixait un terme (deux ans) à l'occupation française à Rome (voir le texte de la convention dans le *Moniteur universel* du 7 octobre 1864).

moins quant aux vues qui sont censées l'avoir inspiré. Nous ne pouvons nous défendre de lui soupçonner des corollaires et des accessoires qui ne nous seront révélés que plus tard. Pour tout dire, malgré le soin extrême avec lequel on s'efforce de le présenter comme préparé de longue main, il nous paraît peu conforme aux précédents de notre politique, qui ne s'est pas montrée jusqu'ici très disposée à se compromettre gratuitement pour autrui, et qui n'a eu, dans ces derniers temps, aucune raison nouvelle de donner aux Italiens ce qu'elle leur avait si obstinément refusé jusqu'à présent. On se rappelle, en effet, à combien de reprises différentes et avec quelles instances on avait réclamé pour l'Italie l'état de choses que la convention du 15 septembre vient de lui accorder. Laisser le pape en présence de ses sujets, répondait invariablement M. Billault, c'est le livrer à la révolution. Ce qui était vrai alors, n'a pas cessé d'être vrai aujourd'hui. Il n'est pas moins certain que l'Italie eût dès lors accepté avec empressement les conditions qu'on vient de lui imposer, celles du moins qui sont connues du public. Faut-il donc croire qu'il y en a d'autres ? La chose ne serait pas précisément nouvelle dans l'histoire de notre politique. Nous ne nous prononcerons pas là-dessus. Ce qui nous paraît évident, c'est qu'il est difficile d'admettre que le gouvernement français n'ait eu, dans cette affaire, d'autre motif déterminant que le désir d'affermir son alliance avec l'Italie. Cette alliance, il l'avait, pour ainsi dire, à sa discrétion ; on ne lui avait donné aucune raison de craindre de la perdre. Le besoin de prendre une revanche de ses échecs dans les dernières complications européennes, d'opposer une diversion aux bruyants triomphes de la politique austro-prussienne, aura eu, à coup sûr, une part plus effective dans sa détermination ; mais nous ne pensons pas que ces seuls mobiles aient suffi pour le décider, et l'avenir dira si nous nous

sommes encore trompé, — ce que nous souhaitons de tout notre cœur.

Quoi qu'il en soit, la convention du 15 septembre offre à l'Italie de tels avantages, qu'on a peine à concevoir qu'ils aient pu être un seul instant contestés. D'abord on traite avec elle, ce qui est implicitement reconnaître son droit. Si Rome était considérée par les auteurs du traité comme un État indépendant, la convention faite avec l'Italie n'aurait pas de sens. Ce serait sans doute la première fois qu'on aurait vu deux États stipuler entre eux, à l'égard d'une troisième puissance, des conditions qu'elle n'a ni discutées ni consenties ; on n'en agit ainsi qu'avec les pays dont on dispose en maître. L'Italie ne renonce donc ni à ses droits ni à ses espérances, et c'est justement parce que ses droits et ses espérances sont fondés sur la nature des choses, qu'elle peut prendre en toute sécurité l'engagement de ne pas intervenir dans la lutte qui éclatera forcément entre le pape et ses sujets. Si, en effet, les Romains, une fois livrés à eux-mêmes, ne parvenaient pas, au bout d'un certain temps, à s'affranchir des obstacles que pourra leur opposer le gouvernement pontifical réduit à ses seules forces, ce serait une présomption sérieuse contre leur goût pour la nationalité italienne. Mais il est peu probable qu'une armée de mercenaires étrangers tienne longtemps contre la volonté de toute une population, et c'est là une expérience dont les Italiens peuvent attendre l'issue sans crainte. Enfin, le transfert de la capitale à Florence, quoique décidé et surtout annoncé avec une extrême inopportunité, dont, malgré l'assertion formelle de M. Drouyn de Lhuys, nous hésitons fort à attribuer l'initiative au cabinet de Turin, ce transfert, disons nous, est en soi une mesure sage et prévoyante qui rapproche le centre du gouvernement des pays où son action a le plus besoin de se faire sentir, et qui, en cas de guerre, lui offre deux

lignes stratégiques d'une très grande force, celle du Pô et celle des Apennins. Toutes ces conditions, nous le répétons, sont avantageuses à l'Italie; il y a peu de temps, elles eussent paru inespérées à ses amis, à ceux du moins qui se flattaient de connaître le mieux les dispositions du gouvernement français. Il est possible que la convention du 15 septembre renferme des stipulations secrètes qui atténuent ces avantages, mais jusqu'à ce que ces stipulations soient connues, on peut considérer le traité comme une chance heureuse pour les Italiens.

Nous voyons d'ailleurs plus d'un grave inconvénient et même plus d'un danger dans la façon dont on a conçu quelques unes de ses dispositions, et principalement dans les équivoques auxquelles il donne lieu, équivoques dont le premier effet a été la déplorable effusion de sang dont la ville de Turin¹ vient d'être le théâtre. Les passions municipales n'ont, en effet, joué que le second rôle dans ces tristes scènes; leur cause principale a été l'indignation produite par la conviction où étaient beaucoup d'Italiens — surtout dans le parti de l'action — que la convention du 15 septembre impliquait une renonciation absolue et définitive à Rome capitale. Il eût été facile de prévenir une telle interprétation par des engagements plus clairs et plus nets. Mais il semble qu'on y ait accumulé les réticences et les sous-entendus comme à plaisir, soit pour se ménager la faculté de revenir en arrière, soit pour offrir un prétexte à ceux qui ne demandent pas mieux que de prendre le change. Ce qui est certain, c'est qu'on a pu y voir simultanément, et presque avec une égale abondance d'arguments pour et contre, sinon avec une égale vraisem-

1. Le 21 septembre 1864, à l'occasion de la translation de la capitale italienne à Florence, Turin fut le théâtre de troubles sanglants provoqués par les ennemis de la décapitalisation de Turin au bénéfice de Florence. Le calme, au reste, se rétablit aussitôt dans la cité piémontaise.

blance, d'un côté la fin du pouvoir temporel, d'un autre sa consolidation *in æternum*. Nous savons bien que cette ambiguïté est un titre à l'admiration de notre époque. Nous avons vu des badauds se pâmer d'enthousiasme de ne pouvoir dire ni oui ni non, après avoir lu la dépêche de M. Drouyn de l'Huys¹. Pour notre part, il nous déplait de voir un traité de cette importance proposé sous la forme d'une énigme. La vraie politique, celle qui est sûre de sa force et forte de son droit, a d'autres allures et parle un autre langage. En somme, qui donc s'est trompé à ces obscurités ? Ce ne sont ni les Italiens, qui ont déjà repris leur air discret, réservé et diplomatique du temps de Cavour ; ni le pape qui prélude par des prières publiques à des démarches plus décisives ; ni les ultracatholiques qui se répandent en plaintes et en gémissements ; ni les libéraux qui leur ont répondu par une longue acclamation. Non, personne ne s'est mépris sur le sens de la convention franco-italienne. Après les souvenirs laissés par l'annexion des Romagnes, une telle méprise serait la marque d'une insigne naïveté ; il était donc tout au moins inutile de chercher à se donner le bénéfice d'une double interprétation.

Si l'on avait l'intention d'échapper à la responsabilité d'un acte dont la portée est presque incalculable, il faut reconnaître qu'on a bien mal choisi le moyen. La façon autocratique dont le gouvernement français a pris et notifié sa résolution n'a pas seulement quelque chose de blessant pour la dignité d'une nation dont on dispose sans la consulter, dans une question qui intéresse au plus haut point son honneur et son avenir ; elle semble en outre avoir été imaginée tout exprès pour faire peser sur lui seul cette responsabilité qu'il paraît redouter et qu'il lui

1. Voir le *Moniteur universel* du 3 octobre 1864.

eût été si facile de partager avec le pays lui-même. Ceux-là ne connaissent pas la France qui se figurent que la France, loyalement consultée, prendrait parti pour le pouvoir temporel. Sa réponse, selon nous, n'eût pas été douteuse, si on l'eût interrogée : elle se serait prononcée contre l'occupation de Rome, à une condition toutefois, c'est qu'elle eût voté avec la liberté de la presse. Cette condition, tout à fait indispensable, a paru trop scabreuse sans doute et l'on a préféré faire tout par soi-même, sauf à courir seul tous les risques. Ceux qui ont pris ce parti ont eu probablement de bonnes raisons pour agir ainsi, mais combien l'acte dont nous parlons, ainsi sanctionné par la volonté de la nation tout entière, aurait eu plus d'autorité, de force et de grandeur ! combien il aurait eu un caractère plus définitif ! Nous n'aurions pas appris comme par hasard, et comme une affaire qui ne nous regarde en rien, un événement qui est appelé à jouer une si grande influence sur notre destinée. La grande institution que nous voyons périr sous nos yeux, après avoir rempli de si hautes destinées, en recevant le coup mortel de la main de ces Francs qui jadis lui donnèrent l'empire du monde, aurait eu elle-même un plus noble trépas, un fin moins misérable que celle qui l'attend désormais dans cette Rome où on l'enferme comme dans la tour d'Ugolin.

En procédant par cette voie droite et sûre, on n'aurait eu besoin ni de sous-entendus, ni d'obscurités, ni d'équivoques ; on n'aurait pas eu besoin non plus de ce délai de deux ans, si court et si long ! si impolitique dans sa prétendue habileté, si imprudent surtout. N'est-ce pas, en effet, comme si l'on disait à quelqu'un : Préparez-vous à la mort, nous vous donnons encore deux ans ; jusque-là vous êtes libre. Stipulation presque inconcevable, si l'on devait la prendre au pied de la lettre, et s'il n'était pas dans la nature des choses que, les griefs réciproques aidant

et les passions envenimant les griefs, l'évacuation une fois commencée s'achève selon toute probabilité beaucoup plus rapidement qu'on ne pense.

Nous avons, on le voit, des objections de plus d'un genre à élever contre la convention du 15 septembre ; mais pourquoi ne conviendrions-nous pas qu'en dépit de tous les défauts que nous lui trouvons, elle nous plaît ? Elle nous plaît pour l'Italie, à qui elle va permettre enfin de se constituer librement et définitivement ; elle nous plaît plus encore pour la France et la catholicité entière qu'elle va mettre en présence d'un grand inconnu : la séparation de l'Eglise et de l'Etat. Nous disons d'un grand inconnu, parce que nous pensons aux pays catholiques qui n'ont jamais eu jusqu'ici le courage d'aborder cette forte et salutaire épreuve.

La chute du pouvoir temporel entraîne en effet celle de toute la législation concordataire qui régit les rapports de l'Eglise avec l'Etat. L'Etat n'ayant plus en face de lui cette puissance extérieure avec laquelle seule il pouvait traiter, il se trouve par cela même mis en demeure de choisir entre une absorption complète de l'Eglise telle qu'on la voit en Russie, et une séparation encore plus entière que celle qui existe dans la plupart des pays protestants, en raison de la situation d'antagonisme dans laquelle il sera placé vis-à-vis du clergé. La première de ces combinaisons produirait un épouvantable despotisme, la seconde équivaldrait à la liberté. Beaucoup de catholiques affectent de craindre qu'une fois la chute du pouvoir temporel consommée, l'Etat en France essaye d'absorber l'Eglise à l'imitation du czarisme moscovite ; certains démocrates l'y encourageaient volontiers, par suite d'une ignorance stupide ou de l'aveugle routine qui leur fait tout sacrifier à l'Etat ; enfin quelques libéraux persistent à croire cette usurpation possible, parce qu'ils ont écrit autrefois que les deux pouvoirs

doivent être réunis à Rome pour être séparés dans le reste du monde, et qu'il faut bien défendre ce qu'on a écrit. Pour nous, ce danger nous effraye peu, nous avons plus de confiance dans la vitalité des forces morales de notre pays, et c'est sans aucune inquiétude que nous verrions l'État se lancer dans une telle entreprise, s'il pouvait jamais avoir la folle pensée de la tenter. Reste donc, comme dénouement pratique et durable, la seule combinaison qui protège efficacement l'Église contre l'État et l'État contre l'Église, la combinaison que M. de Montalembert a si bien définie dans sa célèbre formule qu'à la vérité il interprète tout autrement que nous : l'Église libre dans l'État libre.

Cette transformation désormais inévitable sera un événement d'une immense portée morale pour les pays catholiques. S'ils sont susceptibles d'être régénérés, c'est de là que leur régénération viendra. Il peut paraître étrange d'affirmer, mais il est facile de prévoir dès à présent que la papauté, une fois réduite à l'état de pouvoir purement spirituel, sera l'instrument le plus actif de cette même transformation qu'elle maudit aujourd'hui, par la raison bien simple qu'elle ne pourra conserver d'autorité sur les églises particulières qu'en proportion directe de l'indépendance qui leur sera laissée. Son autorité n'aura, pour ainsi dire, plus d'autre substance que la liberté des églises, et elle se verra dans la nécessité d'augmenter celle-ci, si elle veut conserver celle-là.

Si donc la papauté survit à cette crise, ce qui n'est pas certain, il sera probablement donné à nos petits-neveux de revoir des papes zélateurs de la liberté, spectacle nouveau à force d'être oublié ! Ainsi l'Église se trouvera, après dix-huit siècles, ramenée à son point de départ, et les deux pouvoirs, si longtemps les deux pôles du monde moral, après avoir rempli le moyen âge de leurs luttes d'abord pour se confondre et s'absorber, plus tard pour se partager

l'empire, seront enfin séparés pour ne plus se réunir.
Amen.

Le gouvernement italien, un instant ébranlé par la commotion que les événements de Turin ont produite, a repris son équilibre, et le ministère Peruzzi a fait ses adieux au public par un exposé de principes dont le ton ferme et digne répare un peu le triste effet de cette démission imprévue et précipitée. C'est selon nous avec une extrême injustice qu'on a fait retomber sur ce ministère la responsabilité de ce déplorable malentendu entre le gouvernement et la population. Il n'a dépendu de lui ni de préparer les esprits à ce qui allait se faire, ni d'ajourner la translation de la capitale, ni peut-être même de donner à temps des explications plus promptes. L'événement a tenu à la nature même des conditions qui leur étaient imposées, à la marche qui a été choisie de préférence par le cabinet français, enfin au hasard qui a toujours sa part d'influence dans les choses humaines.

Le ministère La Marmora n'a pas une signification politique très prononcée, ce qui serait d'ailleurs fort inutile et presque inopportun dans la position subordonnée à laquelle l'Italie vient de se condamner pour deux ans, mais il peut rendre de très grands services à son pays s'il comprend bien sa tâche. Cette tâche est, selon nous, très nettement indiquée par les circonstances. Profiter de l'élan et des espérances que la convention franco-italienne vient de rendre à l'esprit national, stimuler l'activité de la nation, organiser ses ressources, préparer, en un mot, par tous les moyens et sous toutes les formes, les éléments industriels, politiques et militaires qui doivent accompagner et assurer la consolidation de l'unité italienne, il y a là pour des patriotes, et même pour des hommes d'État épris d'une gloire solide et durable, une entreprise dont l'attrait surpasse à coup sûr les difficultés, bien que nous n'ayons nullement

l'intention de méconnaître ces difficultés. Les embarras financiers du gouvernement italien ont fait assez de bruit dans ces dernières années pour qu'on en puisse parler sans indiscretion. Cependant personne ne contestera que ces embarras tenaient infiniment plus à la condition instable et précaire dans laquelle il semblait condamné à vivre longtemps encore, qu'à une réelle pénurie. Son crédit était affecté beaucoup plus sérieusement que ses ressources. C'est qu'il n'y a pas de crédit possible pour un gouvernement sans cesse remis en question et qui semble toujours à la veille de se disloquer, et telle est aujourd'hui l'organisation de la richesse publique qu'un gouvernement sans crédit est un gouvernement mort. C'est pour ce motif que le gouvernement italien ne pouvait se soutenir que par des emprunts dont la fréquence même le condamnait à une ruine certaine. Au bout de quelque temps, il serait infailliblement mort d'inanition au milieu de l'abondance.

L'émotion produite en Europe par la convention franco-italienne a rejeté sur le second plan un homme d'État qui semblait devoir longtemps encore occuper la scène, et qui, selon toute apparence, ne se résignera pas facilement à rester dans l'ombre. L'éclipse de M. de Bismark a été aussi complète que soudaine, et nous en serions inconsolable, si elle pouvait être autre chose qu'une disgrâce passagère. Ce grand homme ne doit pas disparaître avant d'avoir terminé son œuvre. Après avoir entraîné la Prusse et l'Autriche dans la plus inique des entreprises, il lui reste maintenant à les punir l'une et l'autre de l'aide qu'elles lui ont prêté, et nous espérons bien le voir mener à bonne fin cette seconde partie de sa tâche. L'Autriche a eu déjà plus d'une fois sujet de se repentir de s'être mise à sa merci ; elle doit le regretter aujourd'hui plus amèrement que jamais, sous le coup de la menace italienne ; qui sait les surprises que lui réserve ce turbulent personnage ?

A l'heure qu'il est, il peut tout contre elle et elle ne peut rien contre lui ; de plus il est son seul et nécessaire allié. Quelle belle occasion de porter à cette puissance un mémorable coup de jarnac ! M. de Bismark ne serait plus le premier homme politique de notre temps s'il n'en éprouvait pas une très vive tentation. Qu'il ose donc s'avouer sa secrète pensée, qu'il cesse de feindre et de tergiverser, qu'il ne se croie pas obligé d'aller s'enrhumer aux bains de mer pour motiver ses allées et ses venues à Paris, — faiblesse indigne du conquérant des duchés ! Y a-t-il ou non profit pour la Prusse, dans les circonstances actuelles, à abandonner l'Autriche à son destin, toute la question est là. L'Autriche lui a sacrifié son alliance avec l'Angleterre ; elle lui a sacrifié sa popularité en Allemagne et sa réputation nouvelle de libéralisme, — raison de plus ; on peut la trahir sans danger, il est donc temps qu'elle reçoive sa récompense.

Nous ne faisons ici qu'exposer les principes élémentaires de la politique à la mode, et s'il ne nous est pas possible de prédire à coup sûr la conduite ultérieure des joueurs, c'est uniquement parce que les cartes dont ils disposent ne nous sont pas toutes connues. Pour ceux à qui il est donné de les voir, ce jeu édifiant n'a absolument rien de plus inaccessible à l'intelligence qu'une foule de transactions qui, dans l'ordre civil, sont assez brutalement qualifiées par le Code pénal. Mais on sait que la politique est comme le feu qui purifie tout. Ce n'est pas au nom de la morale que nous voudrions attaquer ce système ; une pareille prétention ne pourrait que nous couvrir d'un juste ridicule. Nous l'attaquerions au nom de l'habileté et du succès, comme une méthode usée, vieillie, bonne tout au plus pour les radoteurs du machiavélisme. Quand tout le monde trompe, personne ne trompe ; quand tout le monde ment, la suprême habileté ce serait de dire la vérité. Non, rien ne

serait plus fort, plus invincible qu'une ligne droite au milieu de toutes ces lignes obliques et tortueuses. Nous connaissons trop nos contemporains pour faire valoir d'autres considérations en faveur de la politique à armes courtoises, mais on peut être assuré que l'homme d'État qui s'aviserait aujourd'hui d'être loyal et véridique serait d'emblée considéré par ses collègues comme passé maître en l'art de tromper, ce qui lui donnerait sur eux de grands avantages.

A mesure que la crise électorale des États-Unis approche de son terme, les chances du président Lincoln s'accroissent sensiblement, et sa candidature semble déjà n'avoir plus à redouter de concurrence sérieuse. Le général Frémont a retiré la sienne devant l'insignifiance des dissentiments qui les séparent et plus encore devant l'évidence du danger commun. Quant au général Mac Clellan qui semblait un instant destiné à l'emporter sur le président Lincoln, il a vu sa popularité compromise en un seul jour par un de ces revirements d'opinion si fréquents au sein des démocraties. Il n'y avait pourtant rien en apparence dans la lettre écrite par lui, en réponse aux électeurs de Chicago, qui fût en contradiction avec le programme qu'ils lui avaient soumis en lui offrant la candidature. Mais le dissentiment, pour n'être pas nettement formulé, n'était pas moins réel, et il est infiniment honorable pour le général d'être allé de lui-même par la franchise de ses explications au-devant d'une rupture qu'il lui était si facile d'éviter en laissant subsister sur ses intentions un vague que personne ne le sollicitait de dissiper. Quelque déçue que soit en ce moment l'Union par suite de ses tristes déchirements, elle peut encore citer avec orgueil ce trait de ses mœurs politiques, elle peut mettre l'ancien monde au défi de lui en montrer de pareils. Ce point n'est pas douteux pour quiconque se rappelle l'extension encyclopédique, la largeur

si imprévue de principes que prennent les professions de la foi de nos candidats au moment des élections. C'est au contraire pour avoir trop restreint son programme au gré des électeurs de Chicago que le général Mac Clellan a compromis sa candidature ; et cela il l'a fait volontairement, sans se dissimuler un instant les conséquences de cet acte. Les électeurs de Chicago proclamaient bien, ainsi que lui, en principe, le maintien de l'Union, mais en fait ils le subordonnaient secrètement au rétablissement de la paix, et pourvu que la paix se fit, ils étaient prêts à sanctionner la sécession des États du Sud. C'est là ce que le général n'a pu se résoudre à accepter, et après tout ce que nous avons dit des malheurs inséparables d'une pareille scission, si elle devenait jamais un fait accompli, nous n'avons pas besoin d'ajouter combien cette détermination l'honore à nos yeux. Nous verrions cependant avec regret que cet acte de patriotisme produisît une réaction favorable à sa candidature, car il y aurait selon nous quelque chose de plus funeste aux États-Unis que la sécession : ce serait le rétablissement de l'influence du Sud, conséquence inévitable d'une politique de concessions.

Nous regrettons que le défaut de temps et d'espace ne nous permette pas de parler ici avec quelque développement d'une publication¹ qui mérite à plus d'un titre de fixer l'attention des esprits sérieux. Il y a peu d'époque dont l'histoire ait été aussi complètement travestie et dénaturée par l'esprit de parti que celle de la Révolution française. A quelque opinion qu'on appartienne, on ne peut donc qu'encourager les publications qui répandent une lumière nouvelle sur des événements si vivement controversés. Le travail que M. Mortimer-Ternaux publie sous le titre d'*Histoire de la Terreur* a pris une place impor-

1. *Histoire de la Terreur*, par Mortimer-Ternaux, t. IV.

rente parmi ces ouvrages par l'étendue des recherches, par le nombre et le prix des découvertes, enfin par l'esprit de généreuse simplicité dans lequel il est écrit. La quantité de pièces rares et inédites, pour la plupart ignorées jusqu'ici, dont il fait suivre son récit, suffit, à elle seule, pour lui assigner un rang à part parmi les historiens de notre Révolution. La publication de ces pièces, nous le savons, est vue d'un fort mauvais œil par les hommes qui nous croient tenus d'accepter la solidarité des massacres de Septembre et de la loi des suspects, parce que nous avons bénéficié de ce que la Révolution a fait de bon et de grand. Mais lors même que nous pourrions nous résigner à accepter pour notre cause la tache de sang et de boue que les hommes de la terreur ont laissée sur des principes qu'ils n'avaient ni conçus, ni proclamés les premiers, nous nous souviendrons encore qu'il y a un intérêt supérieur aux préoccupations de l'esprit de parti, celui de la vérité historique. Si nous nous déclarions solidaires de ce qu'ils ont fait, nous aurions du moins assez d'orgueil pour ne pas nous dérober aux conséquences de cette responsabilité, en défigurant leurs actes par d'hypocrites atténuations. Grâce à Dieu, rien ne motiverait de notre part une pareille adhésion, et on ne l'imposera jamais à des esprits libres. Tous les partis ont eu leurs fanatiques ; tous ou presque tous ont eu leurs Saint-Barthélemy ; mais d'imbéciles sectaires seuls ont pu se croire tenus d'accepter cette part de l'héritage.

Pour notre compte nous nous ferons toujours gloire d'être, selon leur expression, ingrat envers les hommes de la Terreur. Et de quoi leurs serions-nous reconnaissants ? d'avoir rendu la Révolution odieuse à ses enfants ? de l'avoir fait échouer dans la dictature ? d'avoir faussé tous ses principes ? d'avoir si bien compromis sa cause, qu'après plus de cinquante ans il a suffi d'évoquer leur souvenir pour renverser la liberté ? Ce sont là, il faut l'avouer,

de singuliers services, et nous espérons que nos enfants en garderont la mémoire. Il est mille fois temps aujourd'hui d'en finir avec cette niaise affirmation : qu'il faut absoudre ou condamner la Révolution prise en bloc. Il y a sous cette vague dénomination trois ou quatre doctrines, non seulement très distinctes, mais souvent très contradictoires. Il faut, par exemple, ne pas savoir le premier mot de cette histoire pour soutenir que la dictature n'y a été qu'un fait et non pas une doctrine, un accident et non pas un principe. La dictature est au fond de toutes les idées politiques de Robespierre ; elle est l'âme de son système. Laissons donc à chacun son rôle. Chaque doctrine, comme chaque parti, comme chaque acteur, a sa responsabilité propre. Les confondre dans la même admiration en cherchant à parer la perversité des uns de la pureté des autres, ce serait déshonorer ceux-ci sans innocenter ceux-là. A chacun selon ses œuvres : les prédicateurs de solidarité ont beau faire, ils ne remplaceront pas ces vieux axiomes de justice. L'histoire ne paraît pas non plus devoir y renoncer ; aussi faut-il applaudir aux esprits consciencieux qui s'efforcent de l'aider dans sa tâche. Nous n'avons pas besoin d'ajouter d'ailleurs que nous sommes loin de partager toutes les appréciations de M. Mortimer-Ternaux. Son but n'a pas pu être de nous donner un jugement définitif, mais de fournir des éléments d'instruction et des pièces de conviction au juge souverain qui est destiné à rendre cet arrêt en dernier ressort ; ce but il l'a atteint et nous l'en félicitons.

8 novembre 1864.

En appréciant ici, il y a un mois, les diverses clauses de la convention du 15 septembre, en faisant ressortir les avantages qu'elle nous semblait apporter à l'Italie, nous soupçonnions cependant qu'on n'avait pas tout dit ; nous signalions les équivoques et les sous-entendus auxquels se prêtait sa rédaction. « Il semble, disions-nous, qu'on y ait accumulé les réticences comme à plaisir, soit pour se ménager la faculté de revenir en arrière, soit pour offrir un prétexte à ceux qui ne demandent pas mieux que de prendre le change. » Nous étions loin toutefois de prévoir que ces équivoques, qui déjà donnaient lieu dans le public à tant d'interprétations contradictoires, étaient à la veille de diviser les auteurs de la convention eux-mêmes, incertains du sens qu'ils doivent attacher à leur propre ouvrage, tant ils y ont apporté de clarté, de franchise et de fermeté de principes ! Il leur a suffi de s'expliquer pour ne plus s'entendre. Après les explications anodines et enveloppées de la première dépêche de M. Drouyn de Lhuys, nous avons eu les confidences beaucoup plus nettes de M. Nigra¹. Alors ces deux grands diplomates se sont aperçus qu'ils n'étaient pas du tout d'accord, et le ministre français est revenu à la charge pour redresser et admonester son jeune collègue italien². Celui-ci aurait eu sans doute beaucoup de choses à répliquer, mais il a préféré s'en tenir à une défensive timide, et a reçu la leçon en toute docilité. Ce spectacle est nouveau même dans la diplomatie qui a tou-

1. Voir le *Moniteur universel* du 5 novembre 1864, et celui du 6 du même mois à la rubrique : « Italie. »

2. *Idem.*

jours passé pour l'art de déguiser sa pensée ; il fait peu d'honneur à l'habileté de nos hommes d'État, à moins toutefois que l'habileté consiste à ne pas savoir ce que l'on veut, où l'on va, et à si bien dissimuler ses plans que ceux même qu'on y associe n'y comprennent plus rien, et qu'on n'est pas très sûr de les bien comprendre soi-même. Ces explications et contre-explications, échangées moins d'un mois après la conclusion d'un acte aussi important dont on pouvait croire qu'on avait mûrement examiné le sens et la portée, méritent à ce point de vue de rester comme un monument de la politique actuelle.

Le nouveau document diplomatique, au moyen duquel M. Drouyn de l'Huys vient, selon son langage pittoresque et hardi, *d'entrer dans un échange de pensée* avec le gouvernement italien, a pour but, nous assure-t-il, « de dissiper les équivoques et de prévenir les malentendus. » Peut-être eût-il été plus simple d'y songer plus tôt ; ce qui est certain c'est qu'à la lecture de cette note on ne se douterait guère des intentions qui l'ont inspirée. Que notre ministre des affaires étrangères signale comme ambiguës, vagues et dangereuses les expressions *droits de la nation*, *aspirations nationales*, personne en France ne s'en étonnera ; mais ce qui est encore plus dangereux, plus vague et plus ambigu dans la situation présente de l'Italie, c'est l'obscurité nouvelle qu'il vient de répandre sur cette convention déjà si peu claire par elle-même. Sous sa première forme, en effet, cette convention avait un sens, avec ses commentaires elle n'en a plus aucun. Voilà le perfectionnement qu'on y a introduit.

Consultée dans sa lettre comme dans son esprit, la convention du 15 septembre offrait, malgré ses ambiguïtés calculées, un point fixe et stable qui avait été saisi par tout le monde, bien qu'il n'y fût pas expressément stipulé ; ce point était moins l'évacuation de Rome par nos troupes

que l'application du principe de non-intervention au gouvernement pontifical. Ce principe, l'Italie s'engageant à le respecter contre son propre intérêt, il était tout naturel de supposer que la France s'engageait de son côté, par là même, à ne plus le violer à l'avenir en faveur d'une puissance qu'elle se déclare contrainte d'abandonner à ses propres forces. Que signifie, en effet, l'évacuation pour les Italiens sans cette clause implicite du traité ? Elle substitue à une garnison de six mille Français *amis* une garnison de douze à quinze mille aventuriers *ennemis*, voilà tout. Et c'est pour obtenir ce beau résultat que le ministère italien aurait dépensé cent millions dans la détresse actuelle de ses finances, qu'il aurait ruiné une province, occasionné les tueries de Turin et l'insurrection du Frioul, qu'il aurait jeté son pays dans la crise la plus grave et la plus périlleuse ?

C'est trop compter sur l'ineptie des hommes que de vouloir leur donner le change sur des faits aussi transparents. Les Italiens, s'imposant d'aussi douloureux sacrifices, avaient le droit de s'attendre à un autre dédommagement que la substitution de M. Lamoricière à M. de Montebello et des volontaires austro-belges à l'armée française. Ils avaient le droit de croire que cette souveraineté, déclarée par nous incorrigible et irréformable, serait enfin soumise au droit commun, forcée d'accepter la loi que subissent les gouvernements les plus despotiques, celle de subsister sans l'aide d'un secours étranger ; ils avaient le droit d'espérer que si ce pouvoir n'était pas capable de supporter une telle épreuve, que s'il était renversé par les populations qu'il opprime, les vœux de ces populations seraient enfin écoutés et satisfaits. Et c'est une pitoyable argutie d'objecter que la convention n'a pas prévu ce dernier cas, quand il est évident et mille fois démontré que, sans cette prévision, non seulement elle n'existerait pas, mais serait le plus insigne non-sens.

A cette interprétation claire, rationnelle, équitable, la seule qui soit avouée par les esprits pratiques à quelque opinion qu'ils appartiennent, que vient substituer la note de M. Drouyn de Lhuys ? Elle ébranle le seul point fixe qu'on pût démêler dans la convention, la seule raison d'être qu'on puisse encore lui trouver, à savoir la reconnaissance du principe de non-intervention en ce qui concerne le pouvoir pontifical. Une fois l'évacuation faite, non seulement la France ne s'engage nullement à ne pas recommencer, le cas échéant, son expédition de Rome, mais on stipule expressément que « la seule aspiration légitime pour les Italiens est celle qui a pour objet la réconciliation de l'Italie avec la papauté, » ce qui revient à dire qu'ils n'iront jamais à Rome si ce n'est avec le consentement du pape. Si la révolution prévue vient à éclater, le gouvernement français recouvre par cela même sa « liberté d'action, » c'est-à-dire, apparemment, que dans ce cas il se regarderait comme dégagé des obligations que la convention lui impose ; clause, pour le dire en passant, fort singulière, puisqu'elle rend le contrat caduc par le fait d'un tiers. Ces restrictions, si considérables qu'elles soient, n'ont pas suffi à M. Drouyn de Lhuys. Il en formule plusieurs autres qui atténuent encore la portée de l'acte du 15 septembre, une entre autres qui nous paraît très grave, celle qui laisse au pape une latitude illimitée quant au chiffre de ses troupes. Avec une telle disposition, en effet, l'Autriche aura, quand il lui plaira, à Rome, une garnison déguisée sous le nom de volontaires pontificaux, ce qui sera en vérité un grand progrès, et le pape pourra non seulement se défendre avantageusement contre ses sujets, mais au besoin inquiéter sérieusement le nouveau royaume.

Voilà la lumière que M. le ministre des affaires étrangères se vante d'avoir répandue sur le traité par son inter-

prétation ; voilà ce qu'il appelle dissiper les équivoques. Réduite à de pareils termes, nous ne demandons pas quels avantages la convention offre encore à l'Italie, nous demandons s'il lui reste une signification quelconque. Telle qu'elle est, sous sa forme actuelle, avec les compléments et les commentaires qui l'accompagnent, elle ne supporte ni l'examen ni la discussion, elle n'a plus ni logique ni consistance ; c'est un contrat sans cause, un raisonnement sans conclusion ; elle nie et affirme en même temps, elle retire d'une main ce qu'elle donne de l'autre, elle est un vrai chaos de contradictions. On nous dira sans doute que les paroles sont une chose et les actes une autre ; nous avons assez de mémoire pour nous en souvenir, mais les conceptions politiques bonnes ou mauvaises qui reposent sur cette distinction ne sont pas faites pour la publicité, elles n'y résistent pas. Le grand tort du gouvernement italien dans toute cette affaire, ce qui fait sa faiblesse, c'est précisément qu'il est un gouvernement libre, un gouvernement forcé de donner des explications et de rendre des comptes, en un mot un gouvernement gangrené de parlementarisme. Il serait bien vite forcé de se corriger de ce défaut s'il signait beaucoup de conventions semblables à celle du 15 septembre.

En résumé, la note de M. Drouyn de Lhuys ne laisse subsister ni un droit ni une garantie, mais seulement un *fait*, celui de l'évacuation. Ce fait paraîtra-t-il aux Italiens valoir les risques qu'il va leur faire courir ? Voilà ce que nous apprendront bientôt les délibérations du Parlement. On s'est beaucoup appuyé dans le cours de ces négociations du nom et de l'autorité de M. de Cavour. Quant à nous, nous doutons fort que ce grand ministre, qui était aussi un grand patriote, eût ratifié les conditions complémentaires que vient de formuler notre ministre des affaires étrangères. Il est vrai que l'on n'eût jamais osé les lui

proposer ! Il fallait, pour qu'on en vînt là, que les mécomptes et le découragement eussent amolli les âmes, il fallait que la politique servile de M. Rattazzi eût créé en Italie des mœurs et des traditions nouvelles. C'est beaucoup présumer de la bonne volonté d'un Parlement que de lui demander sa sanction pour des transactions aussi sujettes à controverses, car les hommes réunis en assemblée se croient tenus de montrer plus de susceptibilité qu'ils n'en ont individuellement.

Ces réflexions nous dispensent peut-être de dire combien nous comprenons les perplexités que doivent éprouver les Italiens qui aiment sincèrement leur pays. S'il nous fallait leur donner un conseil, nous serions fort en peine de le motiver d'une façon satisfaisante ; nous nous en tirerions volontiers par le mot si connu de Socrate : « quel que soit le parti que tu prennes, tu t'en repentiras. » Les Italiens n'ont d'ailleurs plus guère à l'heure qu'il est le choix des déterminations ; ils sont liés par leurs antécédents, par les nécessités qu'ils se sont créées eux-mêmes, et il est bien tard pour en revenir à une politique ferme, fière et indépendante. C'est celle-ci que nous leur conseillerions s'ils s'étaient montrés capables de la soutenir. Dans la situation qu'ils se sont faite, il est fort probable que la question d'intérêt figurera seule en ligne de compte, et ici on est forcé de reconnaître qu'au point de vue purement logique les arguments pour et contre se font presque équilibre. Si d'une part, en effet, on peut dire dans une certaine mesure que la note du gouvernement français n'est une reculade qu'en paroles, et que la convention reste entière, on peut répondre avec non moins de raison que les mêmes arrière-pensées qui le font aujourd'hui reculer devant les mots le feront bien plus facilement reculer plus tard devant les choses.

Mais, pratiquement, la question prend un autre aspect ;

les Italiens connaissent de longue date cette politique d'oscillations, ils savent que, s'ils lui ont dû plus d'un cruel mécompte, ils lui ont dû aussi plus d'un avantage : ils se rappellent ses détours, ses tergiversations : c'est elle qui laissait faire l'annexion des duchés et qui rappelait l'ambassadeur, qui laissait prendre le royaume de Naples et qui empêchait le blocus de Gaëte. C'est sur cet aléatoire qu'ils comptent et avec raison. La convention leur apporte un élément précieux dans leur situation : l'inconnu. Enfin, l'évacuation demeurât-elle purement et simplement à l'état de fait sans amener aucune des conséquences prévues et dût-elle être suivie d'une période d'occupation mixte, l'importance de ce fait grandirait pour ainsi dire chaque jour, car le temps n'est pas loin où aucun pouvoir ne sera assez fort dans notre pays pour recommencer une expédition de Rome. La routine, au contraire, y sera toujours assez puissante pour continuer et maintenir une occupation préexistante.

Il est donc permis de conseiller aux Italiens de soutenir le traité par leur vote et leur adhésion, car on peut prédire avec assurance qu'ils y gagneront beaucoup, — à moins qu'ils n'y perdent considérablement. On pourrait même aller jusqu'à affirmer qu'ils auront tout lieu de s'en féliciter, — s'ils n'ont pas sujet de s'en repentir. Nous espérons que cette consultation motivée dissipera toutes les équivoques, comme dit M. Drouyn de Lhuys.

Ce qui nous intrigue le plus parmi toutes les énigmes que la convention du 15 septembre nous a données à deviner c'est l'attitude discrète et mystérieuse des partisans du pouvoir temporel. Nous voulons parler de ses partisans naturels, de ceux qui sont ses défenseurs par état, du clergé de France en un mot. Que pense-t-il, que veut-il, qu'espère-t-il ? Nous voudrions bien être renseigné sur ce point. Pendant les premiers jours on se disait : il

se recueille ; plus tard on s'est dit : il se prépare ; aujourd'hui on commence à se demander s'il a une pensée quelconque. Où sont ces convictions qu'on disait si ardentes, ce zèle qu'on disait si sincère et si insensible aux suggestions de la petite prudence ? Rien n'a trahi jusqu'ici ses impressions ; il n'a laissé voir qu'une imperturbable quiétude ; on dirait que l'événement ne le regarde en rien. Le dévouement laïque a seul pris la parole comme s'il était lui seul intéressé dans la question. Admirable discipline ! sagesse pleine d'édification ! on croyait jusqu'à présent que la diplomatie seule avait le secret de ces attitudes d'observation.

M. de Falloux¹ seul n'a pas craint de se compromettre, et n'a pas voulu garder plus longtemps le silence. Il est vrai que M. de Falloux, quoique père de l'Église, n'a pas officiellement charge d'âmes. Il a attaqué avec beaucoup de vivacité la convention du 15 septembre, et, bien entendu, il l'a attaquée au nom de la liberté. Pourquoi s'en étonner ? N'est-ce pas aussi au nom de la liberté qu'il a fait l'expédition de Rome ? Pour se comprendre, il ne s'agit que de s'entendre sur les mots, et une fois qu'on est averti que M. de Falloux entend par liberté le contraire de ce qu'on exprime ordinairement par ce mot, son discours devient aussitôt d'une limpidité parfaite. Plusieurs des critiques qu'il adresse à la convention sont d'ailleurs fort justes, et nous n'avons aucune envie de défendre contre ses attaques un acte dont la portée définitive n'est pas encore fixée, et dont, Dieu merci, nous n'avons pas à répondre. Mais nos principes restent le lendemain ce qu'ils étaient la veille, et M. de Falloux a beau invoquer les

1. M. de Falloux publia à cette époque une brochure dans laquelle il disait, entre autres curiosités, « que la convention du 15 septembre ne renversait pas seulement le pouvoir temporel, mais encore le développement des institutions libérales en France. »

paroles du général Bonaparte, autorité nouvelle en matière de liberté, il n'empêchera pas que le pouvoir pontifical ne soit une monstrueuse exception au point de vue du droit. « Le pape, dit le général, n'est ni à Paris, ni à Vienne, ni à Madrid, et c'est pourquoi nous supportons son autorité spirituelle. » Mais qu'importe que le pape ne soit dans aucune de ces villes, s'il ne peut subsister que sous la garde de soldats français, autrichiens ou espagnols ? N'est-il pas à la merci de la puissance qui tient garnison à Rome ? Son indépendance est-elle donc une question de géographie ? Pourquoi les catholiques se sentiraient-ils moins libres quand le pape serait gardé par des soldats italiens, que lorsqu'il est gardé par des soldats français ? Du moment où le pape ne peut plus se passer de l'occupation étrangère, il ne peut plus être indépendant ; voilà la conséquence rigoureuse de vos principes.

Mais laissons de côté des observations tant de fois rebattues. La brochure de M. de Falloux ne fait d'ailleurs qu'effleurer cette question. Ce que nous tenions surtout à y signaler, c'est le peu de confiance dont l'auteur témoigne en son propre parti. On n'a jamais eu moins d'illusion sur ses amis. Non seulement il ne semble attendre de la plupart d'entre eux aucune résistance efficace, mais il prévoit déjà le jour où, après cette première complaisance, ils ne sauront plus rien refuser à aucun pouvoir, et feront bon marché de toutes les libertés. Eh bien, nous répondons à M. de Falloux que ce fait n'aura absolument rien de nouveau pour nous. Pour en venir là, ils n'ont qu'à rester *fidèles* à leurs propres exemples, à persévérer dans la conduite qu'ils ont toujours tenue. Dans ce moment même, où ils commencent à balbutier ce mot de liberté si nouveau dans leur bouche, que demandent-ils au fond du cœur ? Un mot suffirait pour les rendre contents. Qu'on leur livre la liberté des Romains, et ils sont prêts à renier la nôtre.

M. de Falloux est de ceux qui croient qu'une fois la chute du pouvoir temporel consommée, les clergés catholiques tomberont fatalement sous la dépendance absolue de l'État et deviendront comme le clergé russe sa chose et son instrument. Voilà ce que nous n'avons pour notre compte jamais voulu admettre; nous qui sommes leurs adversaires, nous aurions cru leur faire une mortelle injure en admettant une pareille supposition. Nous avons toujours pensé que chez nous le clergé avait encore assez d'énergie morale pour se retremper dans une telle épreuve au lieu d'y périr, ou d'y laisser sa dignité; mais M. de Falloux, en sa qualité de fils respectueux, est plus compétent que nous sur ce point, nous le reconnaissons. Cependant, lors même que ses craintes seraient fondées, lors même que le clergé serait en effet capable de se résigner à cet état d'abaissement, nous ne verrions pas dans ce fait un motif suffisant de changer d'opinion, parce qu'à défaut du clergé ce serait la société tout entière qui se révolterait contre un pareil état de choses, parce qu'il n'est pas un seul principe qui soit aussi solidement établi au fond des consciences que celui de la séparation de l'Église et de l'État. N'est-il pas étrange, en vérité, que ce soient ceux-là mêmes qui se disent des hommes de foi qui ne croient plus à la force et à la durée des croyances religieuses séparées des prérogatives politiques? N'est-il pas étrange qu'ils ne considèrent plus l'Église que comme un mécanisme administratif? Qu'ils déclarent le pape incapable de conserver son indépendance dans les conditions où tous les autres hommes gardent la leur, et qu'en même temps ils le regardent comme infallible, c'est-à-dire comme supérieur à la nature humaine; ce sont là des contrastes que la faible raison doit se contenter d'admirer en silence.

Au reste, l'attitude actuelle de l'Église et de la cour de Rome autorise toutes les suppositions. On est libre d'y voir,

soit le silence de la résignation, soit celui qu'on dit être le précurseur des grands orages. En ce qui concerne particulièrement le gouvernement pontifical, on lui a prêté simultanément les résolutions les plus opposées, tantôt une expectative muette et impassible, tantôt un appel à la catholicité qui constituerait une véritable croisade, tantôt enfin des projets de fuite qui semblent un peu prématurés : il est probable que tous ces partis et d'autres encore ont été, dès le premier moment, proposés et débattus, pour être ensuite abandonnés ou ajournés ; mais rien n'a transpiré sur ces délibérations intimes. Nous ne pouvons croire pourtant que ce silence et cette inaction se prolongent longtemps en présence d'une si solennelle mise en demeure. S'il en devait être ainsi, la papauté achèverait de perdre son empire spirituel avant d'avoir perdu les derniers débris de sa puissance politique.

La dépêche de M. Drouyn de Lhuys n'aura pas beaucoup contribué à simplifier la tâche du ministère italien. Dans la phase si critique que traverse en ce moment le royaume d'Italie, il eût peut-être été plus généreux de ne pas lui créer de nouveaux embarras, non seulement en fournissant des armes à toutes les oppositions, mais en éveillant les scrupules les plus légitimes dans tous les esprits soucieux de l'avenir de leur pays. Les stipulations du 15 septembre ayant été considérées à Turin comme un abandon de Rome et en Vénétie comme un abandon de Venise, ayant produit ici une insurrection désespérée, là de déplorables émeutes, on pouvait les considérer comme suffisamment énigmatiques et il était peu opportun d'y revenir, surtout pour en augmenter les obscurités. Et si l'on ajoute à cela l'effrayante situation financière que vient de révéler le rapport de M. Sella, on se demande si cet acte, qu'on présentait d'abord comme un moyen de salut inespéré pour l'Italie, n'est pas destiné au contraire à lui créer d'inextricables difficultés.

Ce dont le nouveau royaume a le plus besoin en effet dans ce moment, c'est le crédit, et les perturbations où l'on vient de le jeter sont loin d'être de nature à relever son crédit : leur premier résultat a été au contraire de le faire tomber plus bas que jamais. Les moyens que propose M. Sella pour le rétablir ne sont pas seulement d'une évidente insuffisance, ils ont ce caractère d'expédient qui, plus qu'aucun autre, accuse, et par cela seul aggrave, les grandes détresses. Anticipation sur la vente des biens domaniaux, anticipation sur le paiement des contributions directes, ce sont là des mesures qui ont le tort d'abord d'être purement dilatoires, et ensuite de jeter partout l'alarme et le mécontentement. Quant aux réductions à opérer sur l'armée, elles ne peuvent être qu'insignifiantes au milieu des dangers intérieurs et extérieurs qui menacent l'Italie, et on peut ajouter dans la situation présente de l'Europe.

M. de Girardin est aujourd'hui la seule puissance européenne qui puisse à volonté armer ou désarmer, sans que cela ait la moindre conséquence fâcheuse pour lui-même ou pour les autres. Les Italiens n'en sont malheureusement pas là ; ils ont encore beaucoup à conquérir, ils ont aussi beaucoup à conserver. En attendant que le congrès de la paix ait exproprié les gouvernements et refait la carte d'Europe, ils feront bien d'avoir de bons soldats, et d'en avoir le plus possible. Ils ne doivent donc pas compter sur ce genre d'économie pour le rétablissement de leurs finances, non plus que sur la réduction des services publics, qui, loin d'être exagérés, sont à peine suffisants. D'autre part, ce n'est un mystère pour personne que les biens domaniaux, de même que les chemins de fer, ces deux bases d'opérations de leurs financiers, ont toujours été estimés fort au-dessus de leur valeur, ou tout au moins ont subi une énorme dépréciation. Ce simple exposé montre assez si c'est rendre service à l'Italie que de la jeter dans

des crises politiques semblables à celle qu'elle traverse, dans un moment où toutes ses ressources sont compromises et où son crédit est ruiné.

L'insurrection du Frioul¹ a ramené l'attention sur cette malheureuse Vénétie dont la situation serait un remords pour notre pays, si les peuples étaient capables de remords, car c'est nous seuls qui l'avons asservie et livrée à Campo-Formio. Mais nous trouvons plus commode et plus grandiose de jeter notre argent par les fenêtres, que de payer nos dettes, nous préférons régénérer le Mexique, que de réparer une faible partie du mal que nous avons fait à une république dont le seul tort était de ne plus savoir se faire craindre. Venise est aujourd'hui entre les mains de ce libéralisme autrichien qu'il est devenu de mode chez nous de citer comme un modèle ; et, pour caractériser ce libéralisme, il suffira de dire qu'il a trouvé moyen de faire regretter aux Vénitiens leur ancienne administration.

Il faut être dupe des mots comme on l'est seulement en France pour prendre au sérieux cette liberté à l'autrichienne qui se concilie si bien avec la servitude de tant de millions d'hommes en Vénétie, en Gallicie, en Bohême et en Hongrie. On ne voit pas qu'il n'y a là qu'une grossière illusion d'optique. On a monté à Vienne dans une succursale du théâtre de la cour toutes les pièces du mécanisme constitutionnel, on a fait jouer les marionnettes et la représentation se donne là pour le reste de l'empire. Loin de nuire à l'oppression des provinces ce système la favorise, car il détourne d'elles l'attention publique, et il met toute la publicité dans des mains intéressées à perpétuer l'illusion. Tout ce petit monde qui s'agite sur cette petite scène sait d'ailleurs parfaitement son rôle et le joue au naturel : on

1. Allusion au soulèvement des patriotes vénitiens contre le gouvernement autrichien, en novembre 1864.

y vote, on y interpelle, on y harangue, on y légifère dans un simulacre de Chambre ; on y voit une droite, une gauche, un centre, une opposition qui a tout l'air d'attaquer un ministère qui fait semblant de tomber, mais il est bien entendu entre les acteurs que tout cela n'est que pour la forme et, comme disent les enfants, que « ce n'est pas pour de bon. » Le libéral viennois, ainsi que le publiciste et le député viennois, sait fort bien au fond que les affaires sérieuses ne le regardent pas et que son empereur ne lui permettrait pas d'avoir un avis là-dessus. Aussi se garderait-il bien d'en avoir un ; ses sentiments à cet égard se résument dans une admiration immense et attendrie pour son empereur. Mais il est flatté de jouer un rôle dans une comédie où figurent d'aussi grands personnages et cela lui suffit. Il sait que sa gloire passera les monts, qu'il sera envié, prôné comme un grand citoyen par des publicistes qui se disent fanatiques de liberté ; cette mystification lui paraît assez bien réussie pour une plaisanterie allemande, mais il se garde bien de dire son secret, à savoir qu'il n'est rien, ne peut rien, et que tout cela n'est qu'un jeu. Cela n'est qu'un jeu, en effet, mais un jeu hypocrite et cruel dans sa puérilité, car il n'a d'autre but que de cacher à l'Europe les souffrances de ceux qu'on opprime, et pour la misérable satisfaction d'y figurer en qualité de comparse, celui qu'on appelle le libéral autrichien consent non seulement à taire l'imposture, mais à s'en faire le complice. Non, tant que dure un pareil état de choses, le temps n'est pas venu pour les Italiens de faire tomber l'arme libératrice des mains de leurs soldats !

Mais le libéral autrichien n'est pas seul à faire si bon marché de la liberté d'autrui. Dans ces derniers temps le mot de « Garantir la Vénétie à l'Autriche » est devenu une sorte de mot d'ordre, ou plutôt de mise aux enchères, et si cette garantie ne lui a pas été en effet octroyée, c'est qu'elle

doute lui rappeler ses devoirs envers le bienfaiteur de la nation allemande, envers le libérateur des duchés, envers le continuateur du grand Frédéric, envers l'homme d'État qui a fortifié, glorifié et agrandi la Prusse.

Malgré tout, il y a un enseignement et une moralité dans le spectacle que nous offrent les deux puissances qui ont conduit cette guerre inique, couronnée par un traité plus inique encore. Il y a quelque chose de consolant pour ceux qu'elles ont si brutalement dépouillés, à les voir se diviser avant même d'avoir disposé des fruits de la victoire, rompre par la fraude cette alliance formée par la convoitise, et se retirer pleines de défiances et de rancunes réciproques, l'une avec ses libertés intérieures compromises, l'autre avec les plus amers mécomptes et avec l'humiliation d'avoir servi à ses propres dépens les intérêts d'une rivale qu'elle déteste. A coup sûr, les candides auteurs de la Morale en action n'auraient jamais trouvé mieux qu'un semblable dénouement. Et nous ne sommes pas au bout de cette curieuse et instructive leçon. Ce n'est rien que d'avoir conquis les duchés, il faut maintenant en régler le sort définitif. Ici nous allons voir recommencer les combinaisons, les manèges, les machinations, les allées, les venues, les feintes, les circuits; nous allons voir reparaître dans les mains habiles de M. de Bismark tous les intéressants personnages qu'il manie si bien, et Oldenbourg et Augustenbourg, et la bonne Diète de Francfort, et les États secondaires, et M. de Beust et le Nationalverein, et le comité des Trente-six, et les grands Allemands et les petits Allemands; toutes les pièces enfin du grand répertoire germanique. Mais cette fois l'aigreur croissante des rapports de l'Autriche avec la Prusse introduira très probablement des motifs nouveaux dans un thème dont on connaît déjà surabondamment les variations.

Cette situation d'antagonisme de la Prusse vis-à-vis de

l'Autriche est d'ailleurs l'état naturel de ces deux puissances, et l'émulation de popularité en Allemagne qui les a poussées à y renoncer un instant ne peut plus aujourd'hui que les y ramener. Elles vont reprendre avec ardeur ce *steeple chase* furieux dont le congrès des princes, à Francfort, il y a trois ans, avait été un des plus singuliers incidents. Déjà la Prusse vient de mettre en mouvement une de ses plus importantes machines, le Nationalverein. Cette assemblée a repris le cours de ses délibérations, philosophie éthérée dont M. Bismark saura tirer les éléments pratiques qui peuvent lui convenir. On y a mis à l'ordre du jour la question de l'hégémonie prussienne. On y a savamment discuté la question de savoir s'il vaut mieux arriver à la liberté par l'unité, ou bien à l'unité par la liberté, et nous aurions été heureux de la voir résolue, mais nous craignons fort d'avoir à garder longtemps encore nos incertitudes à cet égard. On y a dénoncé, avec une indignation que partagera toute âme honnête, le *particularisme* des États du Sud de l'Allemagne. Il faut, en effet, avoir renoncé à toute pudeur pour être particulariste dans un temps où il serait si facile d'être toute autre chose. Enfin, cette première séance a montré que le Nationalverein est travaillé par de sourdes mésintelligences entre les Allemands du Nord, qui aspirent de tout leur cœur à devenir Prussiens, et les Allemands du Sud, qui tiendraient avant tout à rester Allemands. Ce désaccord ne tardera pas, sans doute, à y être discuté sous la forme d'un problème métaphysique : il est facile, en effet, d'y trouver une thèse et une antithèse. Quant à la synthèse, c'est M. Bismark qui se chargera du soin de la formuler. N'est-ce pas plus que jamais le cas de dire que le Nationalverein travaille pour *le roi de Prusse*?

8 décembre 1864.

Telle est d'ordinaire l'insignifiance de notre vie politique intérieure que, toutes les fois qu'un événement préoccupe ou impressionne vivement l'esprit public, on peut être assuré qu'il s'accomplit à l'étranger et ne nous touche que fort indirectement. On rend les publicistes responsables de ce travers, comme s'il dépendait d'eux de créer des faits qui n'existent pas, de discuter des questions imaginaires, de prêter un corps à une vie absente. La discussion politique ne peut se passer d'un certain fond de réalité; si cette substance lui manque, elle n'est plus qu'un stérile jeu d'esprit, bon tout au plus pour amuser ceux à qui elle devrait faire peur. Il lui faut des faits, il lui faut des intérêts et des passions en lutte, il lui faut des combats réels à soutenir. Si vous ne lui donnez pour tout aliment que les sujets de controverse que lui offre si généreusement M. de Persigny¹, elle fuit à l'étranger pour ne pas mourir d' inanition. Alors ce vaillant paladin reste seul dans l'arène; il y triomphe tout à son aise, et comme un autre héros assez connu, il s'écrie : « Je suis donc un foudre de guerre ! » — Mon Dieu ! oui, à ce qu'il paraît ; cette explication est assez plausible et, dans l'intérêt de son amour-propre, nous conseillons fort à M. de Persigny de n'en pas chercher d'autre. Nous lui prédisons en outre que son triomphe sera de plus en plus complet : aujourd'hui, pour trouver quelqu'un qui lui donne la réplique, il est forcé de s'adresser au dévoue-

1. Allusion à une lettre que M. de Persigny avait adressée, le 2 novembre 1864, à M. de Girardin, et commentée par plusieurs journaux. Cette lettre fut l'objet d'une note insérée dans le *Constitutionnel* du 24 du même mois, laquelle indiquait que l'empereur avait manifesté à M. de Persigny son regret qu'il eût publié cette lettre sans l'avoir consulté.

ment de ses amis, avant peu il sera réduit à se répondre à lui-même. Il réalisera ainsi l'idéal de notre jeune école philosophique, aux yeux de qui un homme n'est vraiment supérieur que lorsqu'il porte en lui-même son contraire. M. de Persigny n'atteindra à l'apogée de son développement intellectuel et de sa gloire politique que lorsqu'il écrira la réhabilitation de la maison de Hanovre.

Maintenant, fermons cette parenthèse sur le noble duc et revenons à notre discours. Nous disions que si ceux qui s'occupent de politique dans notre pays ont le tort de regarder trop souvent au delà de nos frontières, c'est de ce mouvement instinctif qui fait qu'on se tourne du côté de la lumière. S'ils poussent quelquefois cette manie un peu loin, ce n'est pas toujours leur faut. Leurs yeux vont chercher au dehors la vie, le mouvement, la liberté qu'ils ne trouvent pas au dedans. Depuis assez longtemps déjà c'est à l'extérieur seulement qu'il nous est donné de pouvoir, de loin en loin, constater une victoire de nos idées. Pourquoi n'en prendrions-nous pas notre part? Dira-t-on que nous ne cédon en cela qu'à une illusion de don quichottisme? S'il en est ainsi, pourquoi nos adversaires s'affligent-ils des événements qui nous réjouissent? Pourquoi, par exemple, la réélection du président Lincoln a-t-elle le don de les attrister autant qu'elle nous console et nous rassure?

Il faut bien croire que cet événement, si lointain qu'il soit, est appelé à exercer sur nous une certaine influence, et à vrai dire nous l'aurions soupçonné avant même d'avoir vu l'effet qu'il a produit. Non, nous ne sommes pas désintéressés dans cette question; nous ne le serons jamais dans les victoires que remporte la liberté. Nous tous qui, malgré nos défaites et nos déceptions, dévouons notre vie au rétablissement des institutions libres, au maintien des droits; nous qui croyons qu'il n'y a ni grandeur ni dignité pour les hommes tant qu'ils ne sont pas arrivés à se gouverner

eux-mêmes, qui soutenons qu'un tel état de choses est possible, il ne peut nous être indifférent qu'une grande démocratie, fondée justement sur ces principes, sur ces utopies, traverse une crise si redoutable sans qu'il leur ait été porté la moindre atteinte. Quoi qu'on fasse ou qu'on dise, c'est là un événement qui nous touche et qui nous regarde. La démocratie américaine a ses travers et ses faiblesses : elle est inquiète, jalouse, turbulente, orgueilleuse. Ses ennemis ne se sont pas fait faute, dans ces dernières années, de nous décrire ses vices et ses défauts. A les entendre, le peuple des États-Unis était encore inférieur à nos populations européennes. Cependant, où trouvons-nous un spectacle pareil à celui qu'il vient de nous donner ? où verrons-nous un chef d'État, armé par la guerre et la nécessité de tant de moyens de dictature, résignant les pouvoirs qui lui ont été confiés sans faire un effort pour les garder une minute de plus que le temps légal ; une population divisée par tant d'intérêts et de passions contraires, remettant la décision de son sort au libre vote des citoyens, témoignant un respect égal pour les opinions les plus opposées, apportant dans une question de vie ou de mort le calme et la régularité des jours prospères, conciliant enfin la sagesse avec la générosité en confirmant à son premier magistrat un pouvoir dont il a toujours usé en homme de bonne volonté ? Ni le présent ni le passé n'ont rien à mettre en parallèle. Si les Américains sont tels que leurs ennemis les dépeignent en France, ce sont donc leurs institutions qui ont accompli tous ces miracles ? Quel plus magnifique éloge pourrait-on faire de ces lois admirables, et puisqu'elles ont assez de vertu par elles-mêmes pour opérer de pareils prodiges, que ne se hâte-t-on de nous les donner ?

A ce point de vue, la réélection de M. Lincoln a été un événement pour le monde entier, et l'anxiété avec laquelle on a attendu le résultat du scrutin, malgré toutes les raisons

qu'on avait d'espérer, démontre suffisamment la gravité des intérêts qui y étaient engagés. Il ne s'agissait pas seulement, en effet, de savoir si la guerre continuerait, si l'esclavage, déjà aux abois, serait poursuivi à outrance et forcé dans ses retranchements, mais si l'œuvre de Washington, si le plus beau monument de la civilisation moderne, si la pierre d'attente des sociétés futures seraient maintenus ou renversés de fond en comble. Voilà de quoi il s'agissait, et bien que l'on ne puisse pas dire que la réélection de M. Lincoln ait définitivement sauvé ces grandes choses, elles les a, à coup sûr, préservées d'un danger imminent. Le succès apparent de la candidature du général Mac-Clellan avait donné lieu de craindre un instant que le peuple des États-Unis ne fût, lui aussi, atteint de cette peste de notre temps, qui, sous prétexte d'impartialité, de conciliation et de largeur d'esprit, nous porte à poursuivre et à vouloir simultanément les objets les plus contradictoires, et nous rend impuissants pour le bien comme pour le mal. Grâce à Dieu, cette maladie mortelle à toutes les grandes inspirations, dans la politique comme dans l'art, et qui a si profondément perverti notre esprit national, n'a pas encore gagné la nation américaine. Elle a une volonté et elle la réalise, et le premier effet de la résolution qu'elle a montrée a été de faire pâlir ceux qui se partageaient d'avance ses dépouilles.

La candidature de M. Mac-Clellan lui offrait pourtant une belle occasion de réconcilier le pour et le contre et de faire admirer sa haute compréhension. Ceux qui voulaient la paix à tout prix, comme ceux qui lui préféraient le maintien de l'union ; ceux qui réclamaient un abolitionisme mitigé, comme ceux qui désiraient le salut de l'institution, les opinions en un mot les plus opposées pouvaient, malgré les timides désaveux du général, trouver de quoi se satisfaire dans cette candidature. Elle avait en ampleur, en

équivoques et en sous-entendus, de quoi faire envie à nos programmes européens. Ce n'est guère que le lendemain de l'élection qu'on se fût aperçu que cette candidature contenait toute la confusion de la tour de Babel. Le peuple des États-Unis, dans sa simplicité, lui a préféré la politique du vieil Abraham Lincoln, qui ne signifie qu'une seule chose, l'abolition de l'esclavage et le rétablissement de l'union, et il est allé droit au but avec une spontanéité de mouvement, un exclusivisme, une absence de vues larges et complexes qui lui assurent le mépris de la critique transcendante et le respect de tous ceux qui méritent encore le nom d'hommes. Espérons que ce peuple, le seul qui depuis si longtemps ait su se montrer capable de volonté, conservera le culte de la plus noble des facultés humaines, et qu'en récompense il sera préservé du malheur de connaître ces lâches générations de sophistes et de pédants, qui, se sentant incapables de choisir entre le vrai et le faux, s'en consolent en démontrant qu'il n'y a ni faux ni vrai, et qui, déguisant leur pusillanimité sous des dehors philosophiques, s'attachent à prouver que la servitude elle-même a d'excellents côtés et se piquent d'impartialité envers la verge qui les châtie.

La réélection de M. Lincoln¹ est à nos yeux une victoire morale dont aucun succès militaire n'aurait pu égaler l'importance, et nous croyons que les fruits ne s'en feront pas longtemps attendre. Les défenseurs de la cause du Sud ont montré jusqu'ici une énergie à laquelle on ne peut refuser de rendre hommage, malgré tout ce qu'elle a eu de funeste, mais depuis quelque temps déjà cette énergie vivait en partie sur une hypothèse.

Au début de la sécession, les confédérés se croyaient

1. La présidence lui fut maintenue par 148 suffrages, tandis que le général Mac-Clellan n'en obtint que 65.

assurés d'une intervention plus ou moins prochaine des puissances européennes. A mesure que les faits se sont chargés de donner un démenti à cette illusion, sans y renoncer absolument, ils ont commencé à en adopter une autre qui consistait à croire qu'un grand parti s'était formé en leur faveur dans les États du Nord et qu'on y était fatigué et dégoûté de la guerre. Aujourd'hui, ces deux illusions s'évanouissent à la fois. D'une part, le succès écrasant de M. Lincoln leur montre une nation décidée à pousser la guerre à outrance, à la poursuivre, comme l'a dit M. Seward, jusqu'à ce que l'un des deux partis tombe d'épuisement, de l'autre la réponse que lord Russell vient de faire à leurs dernières ouvertures est conçue de manière à leur ôter toute espérance du côté de l'Europe. De semblables mécomptes ne peuvent pas rester sans effet lorsqu'ils viennent frapper un parti dont les efforts mêmes trahissent l'épuisement. Le ton assuré du message de M. Jefferson Davis a été, comme on devait s'y attendre, habilement calculé pour masquer ce découragement, mais les mesures qu'il recommande au congrès confédéré ont une signification que les artifices oratoires ne sauraient détruire. M. Jefferson Davis ne propose pas encore l'affranchissement de tous les noirs, mais il en enrôle déjà 40,000 et il se croit obligé de réfuter ceux qui voudraient les enrôler tous. Quel témoignage plus accablant sur cette société réduite à faire battre l'esclave pour le salut de l'esclavage?

Mais pourquoi nous étonner ? Ce spectacle n'est pas nouveau et peut se voir ailleurs qu'en Amérique. Laissons toutefois ce sujet, trop de gens seraient exposés à y découvrir des personnalités. D'ailleurs, ce n'est pas de nous, Français, qu'il peut s'agir ici ; de pareilles allusions ne sauraient nous atteindre. Ne sommes-nous pas le peuple souverain ! Trop souverain même à notre gré, puisque nous sommes en ce moment même occupés à nous retrans-

cher tout un vain luxe de franchises électorales dont nous n'avions que faire. Et nous pratiquons de nos propres mains sur nous-mêmes cette belle opération, en sorte que si jamais nous nous repentons d'avoir donné au monde cet exemple de vertu nous ne pourrons pas nous en prendre à la domination d'une race étrangère. Il n'y a donc rien de commun entre nous et les nègres. Nous étions évidemment beaucoup trop libres et il était urgent de réprimer l'esprit d'anarchie qui s'est donné carrière lors des dernières élections.

Le procès des Treize¹ est venu mettre bon ordre à ces tendances subversives. Le gros du public n'a vu en général dans ce procès que la petite amende réclamée contre les prévenus ; il a été étonné et presque indisposé, de tout le bruit qui s'est fait à cette occasion. « Voyez-vous ces avocats, disait-on ; aussitôt qu'on touche un confrère, quels cris de paon ! » Cette appréciation fait honneur à la perspicacité politique de notre pays. On voit que nous mettons à profit les leçons qui nous sont données, et pour peu que cela dure, de progrès en progrès, nous ne pouvons manquer d'aller très loin !

Si ce qu'il y a de plus pénible pour l'homme intelligent est de n'être pas compris, les avocats éminents qui ont défendu dans la personne des Treize la cause de notre liberté électorale ont acquis à notre reconnaissance un titre bien plus méritoire encore que celui qui leur est assuré par leurs éloquents efforts. A d'autres époques, la France entière leur eût servi d'auditoire ; car, ainsi qu'ils l'ont si bien dit, ce qui se cache sous cette petite amende,

1. Le procès des *Treize* (voir notre note dans la chronique du 10 août 1864, page 197) était venu devant la Cour d'appel. Elle confirma (le 7 décembre 1864) le jugement du tribunal de première instance, tout en modifiant les considérants. (Voir le *Siècle* des 7 et 8 décembre.) — Au sujet de cet appel, lire les quatre articles de M. André-Pasquet, dans le *Siècle* des 12, 14, 15 et 16 novembre 1864.

c'est toute une juridiction, c'est une loi qui supprime le plus important de nos droits politiques. Le suffrage universel, sans la liberté de la presse, c'est le mouvement sans la lumière, c'est une machine immense qui se meut dans les ténèbres. Le droit de réunion, même dans les conditions si restreintes que nos lois lui ont faites, suppléait jusqu'à un certain point à ce qui manquait à la presse ; il laissait aux minorités un espoir, quelque lointain et affaibli qu'il fût, sinon de faire prévaloir leur opinion, du moins de faire entendre leurs vœux ; il leur permettait de travailler à ce résultat par l'emploi des voies légales ; elles doivent désormais renoncer à cette espérance, on brise dans leurs mains la seule arme défensive qui leur eût été laissée ; on les force à ne plus compter que sur le hasard, sur l'imprévu, sur les circonstances qui sont quelquefois plus fortes que les hommes. Supprimer ses adversaires est sans doute plus commode que de les combattre ; mais la question est de savoir si ce qu'on a fait autrefois on peut le faire encore, si la minorité qui veut aujourd'hui la liberté dans notre pays — à supposer qu'elle soit encore une minorité — peut être impunément supprimée. Cela peut se discuter ; ce qui est certain, c'est que le moment est mal choisi pour une telle exécution. Qu'en pense la démocratie impériale, qui vient d'écrire sur son chapeau son nouveau titre d'empire constitutionnel, et qui, pour nous engager à prendre patience, nous rappelle avec orgueil qu'elle nous a conquis la *liberté des théâtres* ? Cet immense bienfait ne nous laisse pas indifférent ; cependant, s'il faut le dire, la satisfaction de la démocratie impériale nous paraît un peu prématurée. Il faut que nous soyons bien ingrats, ou qu'elle soit bien facile à contenter.

L'acharnement avec lequel on poursuit chez nous tout ce qui ressemble de près ou de loin à une association, en l'attaquant tantôt au nom de la liberté, comme on l'a fait

naguère à propos de l'école des Beaux-Arts, tantôt au nom des principes conservateurs, comme on vient de le faire dans le procès des Treize, semble indiquer chez l'État le système préconçu de détruire ou de dissoudre toute force organisée, par cela seul qu'elle est, je ne dirai pas hostile ni même indépendante, mais seulement placée en dehors de lui. Dans cette entreprise, il a malheureusement pour alliées des passions très invétérées chez nous, et un goût absurde d'uniformité qui font qu'on applaudit des deux mains à tout ce qu'il essaye dans ce sens. Et lorsqu'il peut invoquer la liberté comme lors de la transformation de l'école des Beaux-Arts, comme tout le monde sait qu'il a une passion spéciale pour la liberté et ne rêve que de travailler pour elle, l'approbation va jusqu'à l'enthousiasme. Il arrive ainsi à tuer tout élément de vie indépendante, tout centre d'action publique et privée, et ne trouve plus en face de lui qu'une poussière d'individus sans lien ni consistance, qu'il balaye à volonté lorsqu'ils essayent de lui opposer une résistance.

Il faut bien reconnaître à ce point de vue que notre conception moderne de l'État, lorsqu'on la sépare des garanties qui en sont le complément indispensable, aboutit à une tyrannie mille fois pire que celle qui résultait de l'ancienne constitution des sociétés ; car l'ancien régime trouvait devant lui des corps dont les privilèges mêmes, tout abusifs qu'ils fussent, protégeaient contre l'arbitraire une partie très importante de la nation, tandis que l'État moderne ne rencontre à leur place que des individus, et si leurs droits ne sont pas garantis il peut tout contre eux. Voilà pourquoi, tant que nos libertés ne nous seront pas rendues, nous n'applaudirons jamais à la destruction d'une association dans notre pays, s'appelât-elle la société de Saint-Vincent-de-Paul et eût-elle des privilèges que cette société n'avait pas. •

En présence des actes par lesquels ce système se traduit, nous sommes surpris que quelque ministre bien intentionné n'ait pas encore pensé à appliquer les vrais principes à cet ordre illustre des avocats qui a rendu de si éclatants services à notre cause en mainte occasion, et particulièrement dans le procès qui vient de se juger. L'ordre forme en effet une association de plus de vingt personnes, et d'ailleurs n'y aurait-il pas, en tournant les choses d'une certaine façon, quelque moyen de l'attaquer au nom de la liberté? Ne constitue-t-il pas tout au moins une atteinte flagrante à l'esprit d'égalité en formant une sorte d'aristocratie! Ne pourrait-il pas, à un moment donné, devenir un État dans l'État, comme disait M. de Persigny? Enfin ne renferme-t-il pas dans son sein des factieux notoires tels que Jules Favre, Marie, Dufaure, Odilon Barrot et Berryer, cet infatigable lutteur, cet aimable et généreux esprit, ce grand orateur que l'Angleterre nous envie, cet homme dangereux qui a eu l'incivisme d'accepter une ovation britannique? Il y a là de la part de nos ministres réformateurs un oubli que nous avons peine à concevoir et qui ne peut manquer d'être réparé.

Bien que l'esprit d'association dans l'ordre économique n'ait ni la même nature ni la même portée que dans la sphère politique, on comprendra, d'après les idées qui viennent d'être exposées, que nous signalions avec joie le mouvement chaque jour croissant qui se produit dans ce sens au sein des classes ouvrières. Pour qui sait voir, ce mouvement est l'équivalent exact de celui qui s'est manifesté ailleurs en faveur des idées de liberté et de décentralisation, et, s'il se développe, il aura des conséquences bien autrement profondes. Les classes ouvrières s'étaient obstinées jusqu'à présent à tout attendre de l'État, erreur plus excusable chez elles que chez nous, en raison de leur peu de lumières et de leur situation dépendante et pré-

caire. Comment n'y seraient-elles pas tombées, d'ailleurs, lorsque ceux qui semblaient le plus s'intéresser à leur sort ne savaient leur offrir d'autre idéal que l'État remplissant à leur égard le rôle de la Providence, et expropriant en quelque sorte en leur faveur le reste de la nation ? C'est là, en effet, si l'on s'en souvient, le trait commun de tous nos systèmes socialistes. On ne peut pas s'étonner du succès que rencontrèrent ces doctrines chez des esprits peu éclairés qui ne connaissaient guère que de réputation les biens précieux qu'il eût fallu sacrifier à leur réalisation, mais on doit reconnaître qu'avec toutes leurs intentions humanitaires elles ne pouvaient amener que des ruines et des divisions. On sait assez les fruits amers qu'elles ont portés. L'esprit populaire, pendant longtemps, n'a pu se détacher de ce rêve : il prenait en haine et en défiance quiconque cherchait à l'entraîner dans une autre voie. Aujourd'hui, il abandonne de lui-même cette routine condamnée. Beaucoup de personnes qui ne le croient pas capable de se mouvoir sans guide s'alarment de lui voir accomplir une évolution qu'il a conçue lui-même, et qu'il entend exécuter tout seul. Quant à nous, c'est plutôt là ce qui nous rassure. Si ce mouvement s'exécute sans mot d'ordre et sans direction, c'est qu'il est vraiment sérieux, solide et spontané. S'il était artificiel, il nous inspirerait moins de confiance.

L'essor que prennent en ce moment les sociétés coopératives est un pas immense vers la réconciliation des classes. Du moment que les classes ouvrières n'attendent plus leur affranchissement de ce « quart d'heure de dictature » que réclamaient autrefois leurs tribuns, et qui eût été une dictature éternisée, du moment qu'elles ne demandent plus leur bien-être qu'à la libre association, au travail assuré et fécondé par le crédit et par une habile gestion des intérêts communs, la légitime ambition dont elles sont animées, au lieu d'être une menace, devient une

garantie de sécurité, et tout le monde est intéressé à améliorer leur condition morale et matérielle. Si les classes éclairées comprennent leur rôle dans cette circonstance, elles favoriseront de toutes leurs forces un mouvement dont la bonne issue serait le fait capital de notre histoire dans ces trente dernières années. Si l'on se défie d'elles, s'il reste quelque chose des anciens ressentiments, qu'elles ne se rebutent pas facilement, et surtout qu'elles n'épargnent pas les sacrifices. Elles ont aussi le droit de concourir à cette œuvre; il s'agit de leur liberté, tout autant que de l'émancipation du prolétariat.

La Chambre des députés italienne a enfin voté la sempiternelle convention après avoir écouté une centaine de discours sur ce lamentable sujet; nous n'en ajouterons pas un cent unième sous prétexte de rajeunir la discussion. La cause est entendue. Le Sénat italien continue, il est vrai, à la discuter; mais tout Sénat est un peu comme ces bonnes gens qui ont la manie de parler tout seuls. Cela ne porte ombrage à personne, et il faut bien passer quelque chose à ces vénérables assemblées. Le résultat du vote n'en est pas moins assuré d'avance. Quelle que soit aujourd'hui l'appréciation des Italiens sur cette transaction diplomatique, il est trop tard pour revenir en arrière. Nous croyons qu'avec une autre politique ils eussent pu obtenir des conditions plus avantageuses, mais, telles qu'elles sont, il n'est plus temps de refuser de les ratifier, et il faut attendre le résultat qu'elles donneront. Au reste, le bon sens et le tact politique dont ils ont fait preuve dans le cours de ces débats, montrent qu'ils ont parfaitement compris cette nécessité. Mais leur sera-t-il possible d'attendre jusqu'au bout? Voilà maintenant le grand problème, et voilà à quoi on n'a peut-être pas assez songé en leur assignant cette échéance. On a fait un éloge mérité de la spontanéité avec laquelle les municipalités italiennes se sont

offertes à faire les frais de l'anticipation demandée par le ministre des finances ; mais personne ne peut se dissimuler l'insuffisance de ces ressources et des autres mesures qu'il a proposées. Le royaume d'Italie se trouve placé entre deux abîmes : d'un côté la banqueroute, de l'autre la guerre. Avant qu'il soit longtemps peut-être, il faudra qu'il choisisse.

Des empiriques lui conseillent, il est vrai, un moyen terme, le désarmement : c'est aujourd'hui le remède qui guérit tous les maux. Si l'Italie suivait ce conseil, il est fort probable, en effet, que sa guérison serait tellement radicale qu'on n'aurait plus à s'occuper d'elle. Mais si ceux qui le lui donnent sont excusables de ne pas savoir son histoire, elle n'est pas dans une situation assez prospère pour l'avoir oubliée. De la part de certaines puissances le désarmement serait un acte de générosité ou une mesure imprudente, selon les situations ; de la part de l'Italie ce serait une trahison. Tant que Venise ne sera pas délivrée, exiger des Italiens qu'ils désarment, c'est leur demander de déshonorer leur pays. Au reste ce vœu a été aussi formulé au sein du Reichsrath autrichien, et veut-on savoir comment il a été accueilli ? Le ministre de la guerre a répondu par le mot si connu : « Que messieurs les assassins commencent ! » C'est un ministre autrichien, un ministre de la guerre, ayant par conséquent sous ses ordres le corps d'occupation de la Vénétie qui a répondu cela ! Les assassins ne vont-ils pas réclamer ?

Au reste les publicistes qui préconisent le désarmement, dans le but de supprimer la guerre, nous font l'effet d'un réformateur qui proscrireait une parure pour tuer la galanterie, ou la monnaie pour tuer l'avarice. Ils oublient que ce ne sont pas les armées qui sont cause de la guerre, elles n'en sont qu'un effet, et c'est à supprimer, à prévenir les grandes iniquités, qui sont la source de ces conflagra-

tions, qu'ils devraient dépenser leur éloquence. Tant que les peuples seront constitués en dominateurs et en opprimés, la défiance, l'hostilité seront leur état naturel, et ceux mêmes qui n'auront rien à se reprocher sous ce rapport seront contraints de se tenir sans cesse en garde contre les entreprises de leurs voisins. L'Angleterre, quelque favorisée qu'elle soit par sa position insulaire, n'échappe pas plus que les autres puissances à cette dure nécessité, et ceux qui comme M. Cobden lui prêchent le désarmement seraient les premiers à se rétracter s'ils avaient à répondre de la sécurité de leur pays.

Au reste, bien que cette éventualité d'un ministère Cobden ne semble pas imminente pour le moment à M. Layard, il est plus que probable que le célèbre économiste sera, un jour ou l'autre, mis en demeure d'appliquer au gouvernement de son pays les généreuses maximes qu'il développe à tout propos devant le public des meetings. La décrépitude du cabinet Palmerston et l'impuissance démontrée de la politique des torys rendent inévitable l'avènement de l'école de M. Cobden, et M. Gladstone, en tendant la main à ce parti, tout en restant attaché à l'administration actuelle, fait preuve de prévoyance sinon de patriotisme. Après tout, le cabinet Palmerston n'a guère fait que pratiquer les doctrines de M. Cobden sans oser les professer hautement, et celui-ci aura tout au moins sur ses prédécesseurs l'avantage d'être net, de ne tromper personne et de ne pas reculer devant les mots. Avec lui on sait de suite à quoi s'en tenir : « Nous ne sommes pas chargés de faire respecter le droit et la justice, — nous ne sommes pas responsables de ce qui se passe dans le reste du monde, — il ne faut pas que les pays étrangers s'imaginent que nous nous compromettrons pour eux, etc., etc. »

Ces maximes ne sont pas nouvelles. On les entend chaque jour professer dans l'ordre des relations privées par

des hommes qui ne sont pas précisément entourés de l'estime et de la sympathie générale. Il y a par le monde beaucoup de ces gens qui, lorsqu'ils entendent égorger un passant dans la rue, referment leur fenêtre en disant : cela ne me regarde pas. On sait ce que ce système vaut et produit socialement ; l'Angleterre semble vouloir expérimenter ce qu'il peut produire en matière de droit public ; elle l'apprendra à ses dépens. Ce qu'elle peut savoir dès aujourd'hui, c'est que ce n'est pas à ce système qu'elle doit sa grandeur et son influence dans le monde. Au reste, il est tellement contre nature, qu'on peut mettre au défi M. Cobden lui-même de le pratiquer à la lettre ; et, pour s'en convaincre, il n'est pas nécessaire de se rappeler l'adage si connu de Mirabeau : « Un jacobin ministre ne sera jamais un ministre jacobin. » Il suffit de relire ce discours de Rochdale, dans lequel l'économiste de Manchester étalait cette triomphante politique. Parmi les reproches qu'il adressait à ses adversaires, figurait en première ligne le tort qu'ils ont eu, selon lui, d'encourager par les manifestations de la presse et de la tribune la résistance du Danemark et d'entretenir ainsi ses illusions. Aussitôt après avoir blâmé cette conduite, M. Cobden termine sa harangue par un plaidoyer chaleureux en faveur de la cause des États-Unis du Nord. Ce qui prouve une fois de plus combien la vérité est plus forte que les systèmes.

L'affaire des duchés est entrée dans une nouvelle phase où le ridicule a décidément tué le tragique. Voici quinze jours que les petits États allemands évincés, à leur grande surprise, d'une conquête qu'ils croyaient avoir si bien gagnée, remplissent l'air de leurs lamentations et de leurs cris de détresse, sans que personne y fasse la moindre attention, ce qui met le comble à leur étonnement. Ils sont naïfs, les petits États allemands. M. de Beust surtout ne peut se consoler des victoires de l'heureux Bismark. Si la

Diète de Francfort avait montré un peu de la résolution du ministre de Saxe, peut-être aurions-nous eu la satisfaction de voir ces deux rivaux aux prises ; mais tout ce que la Diète avait d'héroïsme elle l'a dépensé contre le Danemark. Elle en a fait dans cette guerre une telle consommation, ainsi que ses confédérés, qu'il ne lui reste plus aujourd'hui que de la résignation. Aussi M. de Beust a-t-il été forcé de céder le terrain à son rival. Il a battu en retraite et de rage s'est mis à accueillir, en Saxe, les émigrés polonais chassés par la Prusse et l'Autriche. Tant il est vrai que la fortune rend les hommes meilleurs. — Mais à ce compte combien faut-il d'échecs politiques pour donner une vertu à un homme d'État ?

M. de Bismark procède, on le voit, par élimination. Le voilà maintenant débarrassé des États allemands et de leurs éternelles plaintes. Après avoir invoqué les droits de la confédération pour s'emparer des duchés, il invoque la cession du Danemark pour les garder contre la confédération. Reste à régler la question de succession à laquelle cette méthode peut être appliquée avec non moins de succès. On vient de découvrir dans la poussière des archives féodales de Berlin certains titres qui nous paraissent destinés à jouer un rôle décisif dans cette affaire. Ils démontrent, dit-on, avec une clarté suprême que la maison royale de Prusse a les droits les plus sérieux à la succession des duchés. Pour notre compte, nous n'avons pas connaissance de ces titres, mais nous n'avons jamais douté de leur existence. Il était impossible qu'on ne finit pas par les trouver quelque part, et de même qu'un simple calcul a suffi à M. Leverrier pour marquer dans le ciel la place de sa fameuse planète, une simple étude des signes et des caractères du temps suffisait à tout astronome politique un peu exercé pour désigner la place où devait s'opérer cette précieuse trouvaille.

L'Autriche continue à suivre à la remorque son entreprenante alliée. Le comte de Mensdorf Pouilly a inauguré sa politique prétendue nouvelle en copiant de point en point son prédécesseur, M. de Rechberg, et le Reichsrath prononce des discours qui exercent sur la marche du cabinet toute l'influence qu'on peut attendre du régime constitutionnel appliqué avec cette sincérité de libéralisme qui caractérise l'Autriche. Le Reichsrath a exprimé le vœu qu'on rompit nettement avec la politique prussienne; on lui a répondu en appuyant M. de Bismark auprès de la Diète. Il a demandé qu'on fit une loi sur la responsabilité ministérielle; on lui a répliqué que cette demande était inopportune et injurieuse pour le ministère; enfin il a formulé le désir qu'on ne pût pas mettre une province en état de siège sans son autorisation. Cette prétention a tout à fait scandalisé M. de Schmerling; il a prouvé qu'elle était usurpatrice, inconstitutionnelle, et il a rappelé l'assemblée à la vérité des principes libéraux.

Le système russe a bien aussi ses petites imperfections, mais il a du moins plus de franchise; il ne cherche pas à mettre les étiquettes de la liberté sur les œuvres du despotisme, et quand il nous fait des emprunts, c'est dans le sens de sa propre politique. Il s'est approprié récemment une de nos plus ingénieuses institutions, qui sera appréciée à sa juste valeur, quand on aura dit que le gouvernement russe l'a adoptée pour se consoler de ne l'avoir pas inventée; c'est notre régime des avertissements. Le prince Gortchakoff n'est pas exclusif, il prend les bonnes idées partout où il les trouve, au besoin même chez « ces nations d'épiciers, » comme dit le marquis Wielopolski; il enrichit ainsi la législation de son pays de tous les perfectionnements inventés par la civilisation occidentale. Mais où sa supériorité se montre, c'est dans la parfaite aisance avec laquelle il manie ces armes redoutées; il a tout l'éclectisme

d'un collectionneur, et ne marque pas plus de préférence pour l'une que pour l'autre. Les journaux russes jouissaient déjà de la censure préventive, ils auront de plus le système des avertissements ; mais il ne fera aucun tort à la censure, il leur est donné par surcroît comme le royaume du ciel. On leur laisse la liberté de décider auquel de ces deux régimes ils préfèrent se soumettre. Heureux journaux russes, qui peuvent choisir entre la corde et le poison !

8 janvier 1865.

Les premières conséquences de la convention du 15 septembre commencent à se montrer : elles se font jour sous une forme, il est vrai, encore timide et appropriée au faible tempérament de notre époque, qui répugne aux résolutions décisives ; mais enfin elles se produisent, et il en était temps pour l'honneur même des principes qui sont engagés dans cette lutte. Il est des causes qui n'ont rien à gagner à suivre les inspirations de la petite prudence, et la cause du saint-siège est de ce nombre. L'histoire atteste que la papauté n'a jamais été bien conseillée en cherchant à fuir les extrémités où les autres pouvoirs périssent d'ordinaire, particularité qui, pour le dire en passant, prouve mieux que toute autre qu'elle était faite pour être un pouvoir tout spirituel. Aussi, bien que l'Encyclique du 8 décembre soit évidemment une réplique du saint-siège aux coups qui lui ont été portés dans ces dernières années, est-on en droit de lui reprocher d'être une riposte beaucoup trop indirecte et détournée. De tous les signes de décadence qui se manifestent dans cette grande institution, le plus

grave est sans contredit le manque d'énergie dont témoigne sa conduite en présence des attaques auxquelles elle a été en butte depuis quelques années. Ses annales, aux époques les plus troublées et les plus difficiles de son existence, n'offrent rien de pareil à la résignation et à la longanimité dont elle vient de faire preuve. Il y a beaucoup de raisons pour qu'on ne croie plus aux foudres du Vatican, mais du moins ceux à qui elles ont été confiées n'auraient pas dû donner lieu de penser qu'ils n'y croient pas eux-mêmes. Ce n'est pas, en effet, la pusillanimité qui leur inspire leurs hésitations, leurs ménagements, leurs circonlocutions, c'est bien plutôt un manque de confiance en l'avenir et de foi en soi-même. Aucun symptôme ne saurait être plus significatif. Au moment même où la papauté revendique plus péremptoirement que jamais en théorie « sa pleine puissance de lier et de délier sur la terre, » au moment où elle rappelle tous ses titres au pouvoir absolu, où elle rassemble les lambeaux épars de cette pourpre que le temps a déchirée, comme si elle voulait s'en parer une dernière fois pour mourir, à ce moment même elle n'ose pas, dans la pratique, je ne dis pas frapper d'anathème ses ennemis, mais même les désigner clairement. Il y a quatre ans, lorsqu'on lui prit les trois quarts de ses États, elle lança l'excommunication contre le grand-duc de Bade ; aujourd'hui, qu'elle se voit menacée de perdre le reste, elle foudroie le rationalisme, le tolérantisme, le panthéisme, le libéralisme, le naturalisme et une foule d'autres substantifs en *isme* qui ne s'en porteront pas plus mal. Elle s'attaque à l'univers en général. Elle frappe tout le monde, c'est-à-dire, en fin de compte, personne.

Mais elle a beau reculer devant ce combat suprême, il est engagé aujourd'hui et ne s'arrêtera plus désormais. Malgré sa forme indirecte et générale, l'Encyclique est plus qu'un simple acte d'hostilité, c'est une rupture ouverte

entre la papauté et les États dans lesquels ont prévalu à un degré quelconque les principes de la civilisation moderne. L'incompatibilité radicale qui existe entre les sociétés actuelles et l'Église ainsi constituée n'était pas un secret pour ceux qui ont lu l'histoire de la papauté, et ils ne se sont pas fait faute de la signaler ; mais on les taxait d'exagération, et jamais d'ailleurs leurs démonstrations n'eussent pu atteindre à la clarté de ce précieux manifeste. Tout ce qu'on a dit de l'immobilité de ce pouvoir et de la folie de ses prétentions se trouve tellement dépassé par le témoignage qu'il vient de porter sur lui-même, qu'il est permis de dire que cette fois la cause est définitivement entendue.

A ce point de vue, si les adversaires du pouvoir temporel doivent des remerciements aux auteurs de l'Encyclique ; il est douteux que les catholiques bien avisés leur sachent gré de la déclaration de principes qu'ils viennent de publier. C'est par une prudence mal entendue que les conseillers du saint-siège ont transformé en une attaque contre l'esprit moderne en général des représailles qui devaient avoir un caractère tout personnel. Aucun anathème, aucune excommunication, quelles qu'en eussent été les suites, n'eussent fait à la cause pontificale un tort comparable au mal produit par cette inopportune révélation. Que cette exposition de principes soit en réalité le fondement sur lequel repose la papauté depuis le concile de Trente, c'est ce qu'il est impossible de nier ; il n'y a pas dans cette étrange profession de foi une seule proposition qui ne date de plusieurs siècles ; mais ne pouvait-on, comme on l'a fait si souvent, les taire en attendant des jours meilleurs ? Ne pouvait-on, comme le pape actuel, à l'aurore de son pontificat, choisir dans la tradition catholique des maximes plus conciliantes, des principes moins hostiles, des sentiments plus tolérants ? Ne pouvait-on se rappeler Innocent XI refusant d'approuver la double persécution

dirigée en France contre le jansénisme et la réforme par un roi plus zélé que le pape, ou le sage Lambertini pactisant avec l'esprit de son siècle et acceptant la dédicace du *Mahomet* de Voltaire !

Mais non, ce sont là de vaines illusions : les systèmes et les institutions ont une logique intime qui est leur essence même et à laquelle ils ne se dérobent jamais que momentanément, car ils ne pourraient lui désobéir longtemps sans cesser d'exister. Les principes sur lesquels s'appuie la papauté ont l'inflexibilité d'un dogme, d'une vérité absolue ; c'est ce qu'ont trop oublié les hommes plus généreux que clairvoyants qui se sont flattés de faire pénétrer en elle l'esprit de progrès. La vérité ne se transforme pas, elle n'a pas à se modifier selon l'esprit du temps, c'est à l'esprit du temps de se soumettre et de s'humilier. La certitude, l'infailibilité, ne transigent avec personne. Les propositions que le pape vient de publier dans le *Syllabus*¹ sous forme négative sont absolues comme des axiomes, et ceux qui nous parlent de papauté libérale sont désormais tenus de les concilier avec leurs contraires ou d'en appeler au futur concile comme toutes les hérésies — ce qui serait de leur part un dernier rêve, car il n'est pas difficile de démontrer que toutes ces propositions ont été approuvées par le concile de Trente et sont par conséquent des vérités éternelles.

Le manifeste pontifical est donc un acte émané de la force des choses et conforme à toutes les traditions historiques de la papauté : il en résume le rôle et l'esprit sous la forme la plus saisissante, et s'il lui manque encore quelques accessoires on peut être assuré qu'ils ne se feront pas longtemps attendre. Ainsi qu'il était facile de le prévoir le gouvernement français s'est hâté d'interdire la publica-

1. Encyclique du 8 décembre 1864 (Voir le *Siècle* des 27 et 28 octobre).

tion de la partie la plus significative, de ce document¹ : c'est là une conséquence toute naturelle des concordats qui lui font un devoir de vivre en bonne intelligence avec l'Église, et lui donnent le pouvoir de se passer au besoin de cette bonne harmonie lorsqu'il n'en peut obtenir que les apparences. Cette simple interdiction nous paraît être le commencement d'une grosse affaire. — L'Église française est, par là, mise en demeure de se prononcer entre la papauté et l'État, situation qui sans doute n'est pas nouvelle, mais qu'elle est parvenue à éluder jusqu'ici à force de discipline et de circonspection. Aujourd'hui le silence ne lui est plus permis, il faut qu'elle parle et choisisse. Quelles que soient ses tendances et ses prédilections secrètes, elle doit se sentir embarrassée de prendre une détermination. La verra-t-on revenir à cette doctrine gallicane qu'elle a si souvent honnie et condamnée depuis le commencement de ce siècle ? Une conversion si subite dans des circonstances si périlleuses pour la papauté ne serait pas propre à augmenter la considération et l'autorité morale du clergé de France. Quand on se rappelle ses prédications enflammées en faveur de l'ultramontanisme, le blâme, le ridicule, les persécutions même dont les ecclésiastiques restés fidèles à la tradition gallicane ont été l'objet de sa part, on a peine à admettre la possibilité d'une volte-face aussi imprévue. D'un autre côté, comment se brouiller avec le tout-puissant bras séculier ? avec le sacrosaint budget ? Moment plein de perplexité ! Les concordats ont bien quelques douceurs, mais ils ont aussi leurs inconvénients et ils rendent quelquefois les devoirs bien embarrassants à remplir pour les âmes les plus saintes !

La sensation produite chez nous par l'Encyclique a été

1. Voir la circulaire de M. Baroche aux archevêques et évêques de France, dans le *Siècle* des 2 et 8 janvier 1868, à la rubrique : Courrier.

surtout une sensation d'étonnement. On savait bien que ces prétentions théocratiques avaient existé autrefois, mais on les croyait pour toujours ensevelies dans les archives du Vatican, et on traitait volontiers de visionnaires ceux qui en affirmaient l'existence. On n'aurait pas été plus surpris si l'on avait vu tout à coup paraître et se mettre en ligne devant une batterie de nos canons rayés une légion de preux vêtus de l'armure de Don Quichotte. Devant tant de faiblesse, de présomption et d'aveuglement, on éprouve plus de pitié que d'indignation. Il y a, dans ce défi jeté par quelques vieillards à toute la société européenne, ou pour mieux dire au monde entier, quelque chose d'enfantin qui désarme ; on se sent sur le point de s'écrier : Prenez garde, vous allez vous blesser ! Mais, après tout, que les destins s'accomplissent et que ce qui doit mourir meure. « *Quos vult perdere Jupiter...* » Jupiter se venge, et cela est nécessaire pour que le monde catholique connaisse un jour la séparation de l'Église et de l'État. Qui se serait jamais douté que ce vieux Jupin serait pour quelque chose dans la réalisation des principes de '89 ?

Mais laissons de côté ces grands mots. Pour dire la vérité, l'Encyclique de M. Haussmann¹ a produit à Paris beaucoup plus d'impression que celle du pape. Notre langue, qu'on dit si pauvre et si ennemie des innovations, s'est même enrichie à cette occasion d'un verbe nouveau, ce qui prouve la profondeur des préoccupations publiques. Le verbe *haussmanniser* n'a pas encore été adopté par l'Académie, mais à coup sûr elle l'acceptera un jour ou l'autre, de crainte qu'on ne le conjugue à ses dépens. *Haussmanniser*, vient de Haussmann, comme tyranniser

1. Voir, dans le *Moniteur universel* du 6 décembre 1864, le discours que M. Haussmann prononça à l'ouverture du conseil municipal de la ville de Paris, et, dans le *Siècle* du même mois, son allocution adressée à la commission municipale dans un banquet.

vient de tyran ; c'est un admirateur du préfet de la Seine, qui, dans une heure de lyrisme et d'enthousiasme, a créé ce brillant néologisme, en procédant, sans doute, par analogie. Le public a trouvé l'expression pittoresque et il s'en sert volontiers, mais il y attache un sens qui paraît différer un peu de la signification que lui a attribuée l'auteur. Les grammairiens sont avertis que ce verbe ne se prend pas en bonne part. Il serait pourtant difficile de leur dire au juste ce qu'ils doivent entendre par là ; on ne peut qu'indiquer à peu près la nuance. *Haussmanniser* quelqu'un ou quelque chose, c'est à peu près comme si l'on disait : *girardiniser* la langue française. Quoi qu'il en soit, la création de ce verbe et le succès qu'il a obtenu indiquent une notoriété qui équivaut presque à de la gloire. Si l'on cherche dans l'histoire les noms propres ainsi transformés, on ne trouve guère que Pindare et le docteur Guillotin qui aient eu l'honneur de nous fournir des verbes : l'un par ses beaux vers, l'autre par sa philanthropie.

L'instinct public ne s'est pas trompé en s'attaquant de préférence à M. Haussmann parmi les membres de l'administration actuelle. Il faut en effet une toute-puissance exceptionnelle pour se permettre impunément les libertés que le préfet de la Seine prend, soit avec ses administrés, soit avec ses collègues. Il y a longtemps que Paris, qu'on a appelé le cœur et le cerveau de la France tant qu'on a espéré le voir revenir à de meilleurs sentiments, a perdu tout crédit dans certaines régions, mais M. Haussmann seul a donné à entendre clairement qu'il ne voit dans la population parisienne qu'un ramassis d'existences déclassées, sans lien et sans patrie, qu'une multitude cosmopolite à laquelle il ne serait peut-être pas mauvais de retirer ses droits civiques. Voilà ce que Paris a pu entendre de la bouche de son premier magistrat, le Paris de tant de barricades et de tant de journées fameuses ! Le Paris de Vol-

taire et de Mirabeau ! le Paris enfin qui, malgré tout, a été un instant le foyer intellectuel du monde, qui, dans ses pires années, a montré tant de grandeur à côté de son abjection, ville à la fois infâme et sacrée dont l'héroïsme rachetait toujours les impuretés ! Voilà la cité que M. Haussmann traite aujourd'hui du haut de sa grandeur ! Qui défendra Paris contre M. Haussmann ?

Mais M. le préfet de la Seine ne se contente pas de pulvériser Paris, il en use non moins cavalièrement avec les ministres ses collègues, ce qui, par le temps qui court, est certainement plus hardi et plus périlleux. Il traite les réformes qu'ils ont opérées avec un sans-façon qui atteste l'omnipotence illimitée dont il jouit, mais qui donne une moins haute idée de l'accord et de l'unité de vues qui règnent parmi ces hommes d'État. L'allocution de M. Haussmann sur la liberté de la boulangerie a été en général assez peu remarquée, et nous n'entendons pas affirmer qu'elle ait rien de mémorable, mais elle n'est pas moins instructive que le discours au Conseil municipal de la Seine, et elle contient à l'adresse de M. Rouher, l'auteur de cette réforme, des blâmes que sous le gouvernement parlementaire un ministre n'aurait jamais acceptés de la part d'un collègue. M. Rouher se sent sans doute invulnérable parce qu'il est irresponsable, et c'est là une affaire à régler entre eux ; mais, ce qui est moins facile à arranger, ce sont les attaques incroyables que ce haut fonctionnaire s'est permises contre toute une classe de la population, nous voulons parler de celle qui exploite le commerce de la boulangerie.

Depuis que cette industrie a été affranchie des entraves qui pesaient sur elle, elle a suivi la loi commune et a subi les variations de prix que crée la concurrence d'après le rapport qui s'établit entre les besoins du consommateur d'une part et les frais de la production de l'autre. Il en est

résulté que le prix du pain a augmenté depuis la réforme, au lieu de diminuer, comme on s'en était flatté. C'est de là que part M. le préfet de la Seine pour dénoncer à la population « les bénéfices énormes qu'ils prélèvent à leur profit sur les consommateurs, » insinuation injurieuse pour ces industriels qui, dans la fixation de leurs prix, suivent exactement les mêmes règles que les autres commerçants, et dont on menace la légitime propriété en la flétrissant comme on le ferait d'un monopole. Si le pain se vend aujourd'hui plus cher qu'autrefois, c'est que sa valeur a réellement augmenté depuis lors, ou qu'il se vendait alors au-dessous de sa valeur réelle, car les choses tendent aussi naturellement à se vendre leur véritable prix que les liquides à trouver leur niveau ; aucune loi de l'économie politique n'est mieux démontrée !

Dans de telles conditions, dénoncer des industriels qui exercent loyalement leur profession, en des termes dont la violence rappelle les anciennes déclamations contre les accapareurs, est un procédé que rien n'excuse chez un magistrat dont le premier devoir est de protéger les propriétés. On frémit à la pensée de ce que produiraient de telles paroles tombées au milieu de la foule dans un jour d'émotion populaire. Ajoutons, pour compléter ce compte rendu, qu'après avoir longuement formulé cette espèce d'acte d'accusation M. le préfet de la Seine s'arrête tout à coup comme saisi de scrupule :

« Peut-être, dit-il, que cette cherté relative, qui coïncide heureusement avec une période de bon marché extraordinaire du prix des blés et des farines, était une crise nécessaire pour fournir aux anciens boulangers les capitaux dont ils avaient besoin pour perfectionner leurs procédés habituels de fabrication du pain ; peut-être aussi fallait-il l'appât des bénéfices énormes que réalise aujourd'hui la boulangerie pour faire entrer dans la lice des

concurrents sérieux et capables de déterminer un mouvement prononcé en sens inverse ; en un mot peut-être en est-il de la liberté de la boulangerie comme de bien d'autres qu'il a fallu tout d'abord payer par de douloureux sacrifices ! »

Ces peut-être sont loin d'être tous ceux qu'il eût été possible et équitable de placer ici ; dans tous les cas, il en est un que nous nous faisons un plaisir de signaler à M. le préfet de la Seine : peut-être ajouterons-nous, eût-il été juste, avant de désigner tant d'honorables industriels à la haine de leurs concitoyens, avant de les exposer à être lapidés dans un jour d'émeute, peut-être eût-il été juste que M. le préfet de la Seine s'assurât du degré de réalité de tous ces peut-être !

Nous ne craignons pas ici de nous exposer au reproche d'avoir exagéré l'importance de cette question. Elle en a par elle-même une très grande, puisqu'elle touche à des intérêts généraux et à des droits incontestables, elle en a une plus grande encore par les prétentions qu'elle révèle. M. Haussmann apporte dans les affaires une désinvolture qu'on peut nommer inimitable. Il serait né dans le lit de Louis XIV en personne qu'il ne les traiterait pas avec plus de sans-façon. A mesure que son rôle et son importance grandissent, il serait bon que le sentiment public se manifestât avec assez d'énergie pour lui imposer un peu plus de réserve et de modération. Il est dès aujourd'hui très nettement prononcé contre la mission providentielle que ce ministre s'attribue. M. de Girardin voudrait voir haussmanniser la France ; les vœux du public sont plus modestes, il voudrait voir haussmanniser M. Haussmann !

Le manifeste du pape et celui de M. Haussmann ne sont pas les seuls que le mois dernier ait vu éclore ; il n'est guère de peuple qui n'ait reçu ses étrennes sous forme de harangue et d'amplification oratoire. Les Prussiens ont

reçu les félicitations du roi de Prusse à propos de leur éternelle prise de Düppel, exploit qui commence à se perdre dans la nuit des temps et qu'il serait opportun de rajeunir ou de remplacer par quelque trait d'héroïsme plus neuf. Les contorsions d'enthousiasme que le souvenir de la prise de Düppel arrache au peuple prussien excitent chez ses voisins plus d'hilarité que d'envie. Quant à la valeur intrinsèque de cette victoire que le roi de Prusse assure naïvement « être consignée dans les annales de l'histoire pour des temps éternels, » ceux qui ont pu comparer le misérable état de l'artillerie danoise dont les pièces dataient pour la plupart de 1789, — chose excellente pour un principe, mais détestable pour un canon, — à la formidable artillerie rayée de l'armée prussienne; ceux-là disons-nous, assurent que la Prusse se montre bien ingrate envers les ouvriers de ses fondes en ne les faisant pas figurer en première ligne dans ses manifestations triomphales.

Les Espagnols ont eu aussi des étrennes oratoires de leur souveraine, mais sur un ton singulièrement modeste pour cette terre classique de la métaphore. On voit bien que ce n'est plus le duc de la Victoire qui y rédige les discours du trône. Quel titre y donnera-t-on au maréchal Narvaëz? l'appellera-t-on le duc de la Retraite ou le duc de la Résignation? Toujours est-il que le nouveau ministre a dû faire pressentir dans le discours de la couronne que le gouvernement espagnol se disposait à l'abandon de Saint-Domingue faute d'avoir réussi à s'en emparer par la force, — abandon tout volontaire sans doute, mais fortement conseillé au gouvernement espagnol par l'attitude des insurgés dominicains. Le peuple de Saint-Domingue ne s'est pas élevé jusqu'ici à un très haut degré de civilisation, mais il a su, mieux que beaucoup de nations qui se piquent d'être très éclairées, comprendre et employer le moyen le plus propre à faire écouter ses très humbles remontrances,

ce qui prouve que la barbarie a dû bon. Il est dur pour un message royal d'avoir à constater des vérités aussi brutales, aussi la reine de toutes les Espagnes n'a-t-elle abordé ce sujet pénible que par voie d'allusion, et avec tous les ménagements qu'on emploie lorsqu'il s'agit de s'avouer à soi-même des choses qu'on aimerait mieux ne pas se dire. Aussi s'est-elle empressée de se venger sur l'Italie de la contrainte qu'elle avait à s'imposer sur Saint-Domingue. L'Italie ne doit pas se le dissimuler, elle est en défaveur auprès de la gracieuse souveraine des Espagnes. On ne déchaîne pas encore contre elle *l'invincible Armada*, on consent à lui laisser le temps de se repentir, mais on la suspecte, on l'observe, on lui donne son premier avertissement. C'est aux amis de l'Italie de la conjurer d'être prudente, et d'intercéder pour elle aux pieds de ce trône redoutable!

Les Principautés danubiennes ont eu un message du glorieux prince Couza qui continue à s'applaudir du succès de son guet-apens, ce que nous trouvons assez naturel de sa part, mais qui en félicite les populations, ce qui nous paraît plus risqué. Au fait le prince a bien raison; que manque-t-il à son triomphe! Pas même peut-être la satisfaction de ce peuple auquel il a pris toutes ses libertés en lui donnant en échange un bulletin de vote, selon une méthode bien connue et jusqu'ici toujours heureuse. Dans tous les cas, ce ne sont pas les applaudissements de la presse française qui lui auront fait défaut. C'est avec un élan spontané et presque unanime qu'elle a salué la victoire remportée par le prince sur le parlementarisme; elle s'est pâmée d'aise au récit de cet exploit, s'élevant par là d'un seul coup à la hauteur des publicistes gagés de Bucharest, et montrant qu'elle serait au besoin tout à fait digne de vivre sous le régime de cette cravache danubienne.

Consolons-nous en détournant nos regards de ces tristes

témoignages pour les reporter sur un dernier manifeste, plus digne de fixer l'attention, sur le message du président Lincoln. Si l'on en juge par la seule apparence et par le ton de ce document, il faut croire qu'il y a dans l'exercice et le spectacle de la liberté quelque chose qui fait des hommes d'une trempe tout autre que celle du reste de l'espèce. M. Lincoln n'est peut-être pas personnellement mieux doué sous le rapport intellectuel que les auteurs des pièces que je viens d'analyser. Cependant, dès les premières lignes de son manifeste, on se sent tout d'abord transporté dans une région plus pure et plus élevée. La franchise, la noblesse et la dignité du langage ne sont pas seulement l'expression naturelle d'une politique ferme et loyale, elles en sont la récompense et le résultat nécessaire; on ne les obtiendra jamais qu'à la condition de poursuivre un grand but par des voies légitimes et libérales. Le message de M. Lincoln ne dissimule aucune des difficultés de la situation actuelle des États-Unis; mais c'est là ce qui atteste mieux que toutes les déclarations son indomptable volonté de réaliser le double programme qu'il expose au Congrès : le rétablissement de l'union et l'abolition de l'esclavage. Cet exposé prouve d'ailleurs surabondamment que les ressources ne lui manqueront pas pour accomplir cette résolution. Il y a dans ce pays une force d'expansion merveilleuse, une vitalité surprenante : on en jugera par ce seul fait que depuis la guerre la population a triplé dans les territoires. De tels faits sont de nature à consoler les États-Unis des félicitations et des encouragements que la cour romaine vient d'adresser aux États confédérés avec l'esprit d'à-propos qui la caractérise.

8 février 1865.

Nous venons d'avoir, selon une expression devenue historique, une nouvelle « campagne de Rome à l'intérieur¹ ; » mais cette fois le résultat n'a pas été brillant, et ses auteurs doivent être, nous l'imaginons, quelque peu confus de l'effet qu'ils ont produit. Comme mise en scène le plan de nos seigneurs les évêques de France pour réveiller et agiter l'opinion publique était, il faut leur rendre cette justice, fort habilement calculé. L'idée de substituer à une manifestation collective cette sorte de défilé, ou, pour mieux dire, de procession solennelle où chacun vient à son tour dire son *raca* et lancer l'anathème, était une trouvaille heureuse que le théâtre pourrait leur envier à juste titre, et qui, si elle eût rencontré un public mieux préparé, eût pu amener un formidable *crescendo*. Mais ce sont là de ces effets dramatiques qui ne veulent être employés qu'à coup sûr, car s'ils ne vont pas aux nues ils tombent à plat. C'est ce qui est arrivé à la manifestation épiscopale. Les démonstrations de ces vénérables prélats ont éprouvé le fiasco le plus complet : en d'autres temps elles eussent mis le feu aux quatre coins de l'univers. On aurait tort d'attribuer cet échec à la médiocrité de ces compositions ; il tient à des causes très multiples qui peuvent se résumer dans un seul mot : « Le malheur des temps. » C'est lui seul qui est le grand coupable en tout ceci. Grâce à cette puissance insaisissable et malfaisante, ce qui devait faire pleurer a fait rire ; et les

1. La plupart des archevêques et évêques de France répondirent à M. Baroche pour protester avec plus ou moins de violence contre la circulaire qu'il leur avait adressée et qui interdisait la publication d'une partie de l'Encyclique du 8 décembre 1864. C'est cette manifestation du haut clergé français que M. Lanfrey désigne dans cette expression.

manifestes de ces pasteurs des peuples, au lieu de produire l'irrésistible *crescendo* qu'on attendait, ont fait l'effet d'une litanie infiniment trop prolongée. Au lieu de s'enflammer à la lecture de ces pieux factums, le public frivole et blasé n'a vu en eux que les pièces d'une sorte de concours d'amplification ouvert entre les lauréats de l'épiscopat français; il a jugé ces morceaux de rhétorique avec une dédaigneuse impartialité; il a parié, tantôt pour l'évêque d'Orléans, tantôt pour l'évêque de Montauban; mais en somme, il n'a pas même jugé à propos de décerner de prix.

Le malheur des temps, disons-nous, a voulu cela. Il a voulu d'abord que la valeur morale de ces défis fût singulièrement diminuée par les tiraillements dont ils témoignent entre la conscience et le budget. Il a voulu ensuite que ces déclamations misérables contre les principes les plus saints qui soient dans la conscience humaine restassent sans effet sur une génération qui, à défaut d'autre mérite, a, du moins, celui de bien connaître l'histoire du passé, et de savoir quel sang ont fait couler ces maximes prétendues inoffensives qu'on nous dit faites « pour une société idéale. » Si peu soucieuse qu'elle soit de ses devoirs, elle sait qu'elle est la dépositaire et la gardienne de ces principes, et on peut être assuré qu'ils ne périront pas entre ses mains. Sur ce point, qu'on y prenne garde, l'indifférence qu'elle a témoignée pour les folles attaques dont le manifeste pontifical a donné le signal n'est pas le fait d'un manque de conviction, elle vient du sentiment qu'elle a de sa force. Elle n'a vu dans cette bizarre croisade qu'un anachronisme qui lui a inspiré plus de pitié que d'alarmes, et elle ne prend pas plus au sérieux ceux qui cherchent à en atténuer le ridicule que ceux qui en ont encore outré l'expression. Les uns et les autres auront même succès.

Au reste, la fâcheuse campagne que vient de faire l'épiscopat français n'est qu'un préliminaire de la lutte qui est

désormais ouverte entre l'Église et l'État et qui se continuera jusqu'à leur entière séparation. Ceux que ce mot de lutte effraye oublient qu'au fond il n'y a de réel fanatisme ni d'un côté ni de l'autre, et que les prélats mêmes qui croient devoir affecter un fanatisme de doctrine montrent assez, par l'extrême prudence de leur conduite, combien ils sont étrangers à cette passion. Ils prouvent par là qu'à leurs propres yeux ce sont leurs intérêts plutôt que leurs convictions qui sont en cause dans cette question. Jusqu'à présent la bataille s'est livrée dans les nuages, il faudra bien qu'un jour ou l'autre elle prenne corps et redescende sur terre. La cour de Rome a pour les noms propres une extraordinaire répugnance ; il ne lui en coûte rien de maudire et de pulvériser toute la civilisation en général ; mais si elle a à formuler le moindre blâme contre les puissants qui lui ont fait le plus de mal, il est rare que le reproche ne se change pas en une humble et paternelle bénédiction. Cependant la mise en demeure est là, l'heure de l'échéance va sonner et il faudra bien enfin faire cet effort surhumain d'appeler les hommes et les choses par leur nom. Ce n'est qu'à partir de ce moment que la lutte dont nous parlons commencera à avoir une signification et qu'on pourra en attendre quelque chose de sérieux. Jusque-là nous n'avons devant nous que des fantômes.

Cette pluie de mandements épiscopaux a fait à peu près tous les frais de nos discussions intérieures pendant le mois qui vient de s'écouler, mais cet intérêt pâlit déjà devant celui qui s'attache à la prochaine réunion de nos Chambres législatives¹. On nous promet pour cette occurrence un mandement de M. Thiers sur l'Encyclique, ou, ce qui revient à peu près au même, sur la Convention du 15 septembre. Nous nous réjouissons à la pensée de voir l'illustre

1. Le Sénat et le Corps législatif étaient convoqués pour le 15 février 1865.

orateur renouveler un sujet qui commence à devenir un peu usé, et nous sommes bien sûr d'avance qu'il n'y portera ni la solennelle banalité des uns, ni la pauvreté d'esprit des autres, ni les inutiles arguties que M. Dupanloup a revêtues de sa prose coquette et académique. En tout cas, nous ne sommes pas de ceux qui envisagent d'un esprit chagrin la détermination de M. Thiers. Selon nous, au contraire, jamais cet homme d'État n'aura été plus conséquent avec lui-même, et plus fidèle à ces doctrines de vrai libéralisme qui ont inspiré sa carrière politique et ses travaux d'historien. On peut dire à cet égard que ses discours de l'année dernière, quelque succès qu'ils aient eu, ont en somme affaibli l'unité de sa vie et n'ont guère été qu'une concession faite en vue d'une vaine popularité. Mais il n'est jamais trop tard pour se repentir, et il est temps que M. Thiers nous montre de nouveau le vrai libéral que nous avons connu autrefois et que nous commençons à oublier, ce vrai libéral qui a glorifié non seulement le Concordat, mais le 18 brumaire, mais la centralisation, mais l'assujettissement du pouvoir judiciaire, mais les institutions les plus tyranniques du premier empire. Qu'il se montre de nouveau cet ami de la vraie liberté, qu'il ose, l'Encyclique à la main, soutenir la légitimité du pouvoir qui a rédigé ce code où la barbarie le dispute à l'imbécillité, qu'il ne craigne pas de tendre franchement la main à ses anciens alliés, il aura du moins dignement couronné sa carrière, et nous lui promettons d'être là pour applaudir à son triomphe.

Quelle que soit l'issue de ces discussions encore hypothétiques, nous sommes loin d'être d'avis que l'esprit public attache une trop grande importance aux débats législatifs; nous croyons même qu'il dépendrait de lui d'augmenter celle qu'ils ont en réalité, dans la mesure de celle qu'il voudrait bien leur attribuer. Mais il est d'autres intérêts auxquels, même toute proportion gardée, il est loin d'accor-

pour beaucoup dans le triomphe des candidatures opposantes, et ce sentiment tend à se propager de plus en plus en haine du patronage officiel et du rôle qu'il s'arroe dans les élections. S'il nous fallait une preuve de la vérité de cette assertion, nous la trouverions aisément dans la faveur qui a accueilli la candidature de M. Paul Bethmont au sein de ces mêmes populations¹ qui, il y a un an, n'avaient donné que trois mille voix à celle de M. Dufaure. Il y a là une progression qui nous paraît singulièrement significative. Si ceux qui nous gouvernent se sentent encore trop forts pour se croire obligés de tenir compte de l'avertissement, nous serions, quant à nous, bien insensés de n'en pas faire notre profit.

Nous rappellerons à ce propos que depuis longtemps déjà le conseil d'État est saisi d'un grand projet de décentralisation, dont on nous parle de loin en loin pour nous engager à être bien sages, mais sur lequel le public semble fonder assez peu d'espérances. S'il faut en dire notre avis, nous avouons volontiers que nous partageons son scepticisme. Cette réserve nous est suggérée non seulement par les mémorables précédents qui nous ont appris à peu compter sur les largesses du pouvoir en matière de liberté, mais par la nature même de l'officine dans laquelle ce fameux plan est élaboré. Nous aimerions autant donner à faire la législation sur les cultes à une assemblée du clergé que la loi sur la décentralisation au conseil d'État. Le conseil d'État, c'est la centralisation elle-même ; il ne vit que par elle et pour elle. Quelque désintéressement qu'on suppose à cette assemblée, elle ne le poussera certainement pas jusqu'à se supprimer elle-même ; or, c'est à ce résultat ou à peu près qu'aboutirait une réelle décentralisation.

1. Dans la deuxième circonscription de la Charente-Inférieure. Il fut élu contre M. Leclerc, candidat du gouvernement.

Il est inutile de dire que nous n'espérons rien de semblable. Sans même aller si loin, il y a encore bien des améliorations possibles, et il nous semble que, dans tous les cas, on ne peut guère tarder plus longtemps de faire connaître au public le travail élaboré par le conseil d'État. Notre situation extérieure est maintenant aussi pacifiée que les plus exigeants pouvaient le désirer; en ce qui nous concerne, nous n'en faisons pas, on le sait, un titre de gloire à la politique qui nous régit, car on a toujours eu la paix à l'acheter au prix dont nous l'avons payée dans ces derniers temps. Mais enfin, puisque nous l'avons, il faut en employer les loisirs, et il serait peut-être opportun de réaliser quelque chose à l'intérieur. L'ouverture des Chambres nous dira très prochainement sur quoi nous devons compter à cet égard.

La plupart des parlements européens ont déjà commencé leur session. Le parlement prussien, depuis longtemps condamné au silence pendant que la parole était aux glorieux canons de Düppel et d'Alsen, et dont la réapparition était attendue avec une certaine curiosité, a repris imperturbablement son discours au point où il l'avait laissé à l'ouverture de la campagne contre le Danemark, et les craintes qu'on avait de lui voir abandonner son droit constitutionnel en échange des dépouilles opimes que M. de Bismark est venu lui apporter, ont été heureusement dissipées par les déclarations si fermes et si honorables de M. de Grabow. Nous n'aurions que des éloges pour l'attitude de la Chambre prussienne si ses antécédents permettaient d'espérer qu'elle joindra à un degré quelconque l'action au précepte; nous ne parlons, ici, bien entendu, que d'action légale, la seule qu'on soit vraiment en droit d'exiger d'elle. Le conflit qui existe entre la Chambre et la couronne peut, en effet, s'il continue à se maintenir dans la région des idées pures, comme il l'a fait pendant près

d'une année, se prolonger indéfiniment sans que cela ait le moindre inconvénient pour le ministère. Dans de telles conditions, ce conflit sera non seulement stérile, mais fâcheux pour la considération et la popularité de la Chambre, car les peuples ne se piquent pas de beaucoup de constance, et il ne respectent leurs propres représentants qu'autant que ceux-ci savent eux-mêmes se faire respecter. Des paroles dénuées de toute sanction n'inspirent à la longue que le mépris, même lorsqu'elles s'appuient sur le bon droit le plus incontesté, comme c'est le cas ici. Le parlement prussien possède, comme tous les parlements, un moyen assuré d'imposer sa volonté au ministère; ce moyen devant lequel il ne peut, si le ministère s'obstine, reculer plus longtemps sans compromettre sa dignité, c'est le refus non pas seulement du chapitre du budget qui est la cause de tout ce débat, mais celui du budget tout entier. Cette mesure, dont la responsabilité retomberait sur les ministres qui l'ont provoquée, sera en fin de compte, si la négociation qu'on dit actuellement entamée ne réussit pas, la seule issue possible d'un conflit dans lequel le parlement est allé jusqu'aux extrêmes limites de la longanimité, et le ministère jusqu'au dernier degré de l'insolence.

Ces difficultés que M. de Bismark pouvait croire définitivement conjurées par tant d'éclatants triomphes ont semblé un instant faire pâlir l'étoile de cet homme d'État. Dans son embarras, il a même laissé échapper des aveux qui ne s'accordent pas précisément avec l'habileté consommée qu'on lui attribue. Pour s'excuser de ne pas dévoiler les plans dont il poursuit la réalisation, il lui est échappé de dire que, si ses alliés avaient connu tout d'abord le but où il se proposait de les conduire, ils lui eussent à coup sûr refusé leur coopération; déclaration qui est vraiment bien faite pour rassurer ceux qui, en ce moment, marchent

d'accord avec lui. Dans la bouche de M. de Bismark, elle a produit un immense étonnement, non qu'elle parût fausse, mais justement parce qu'elle était vraie. Ce fait inouï de sa part est en réalité un signe de décadence, et il a semblé tout à fait inexplicable à ses nombreux admirateurs. Mais peut-être, après tout, M. de Bismark avait-il ce jour là quelque intérêt à dire la vérité. Une fois n'est pas coutume, et le véritable homme d'État doit savoir quelquefois sacrifier ses goûts personnels à la nécessité.

Quoi qu'il en soit, c'est tout un spectacle que de le voir en ce moment tourner autour de sa proie — et comme il l'enlace de ses nœuds, et comme il la caresse du regard, et comme il la magnétise, et comme il écarte d'un geste menaçant tous ceux qui pourraient la lui disputer ! Contemplez-le ce spectacle, mais n'oubliez pas que ce manège, classé dans l'histoire naturelle, s'appelle de la haute politique dans un siècle qui se vante d'être allé plus loin que tous ses devanciers dans les voies de la civilisation ! Voilà où en sont aujourd'hui les garanties du droit public européen, et notez bien que M. de Bismark aurait depuis bien longtemps mis de côté les faux-fuyants et les ruses dont il s'enveloppe, n'étaient les compétitions qu'il a à redouter, car on se ferait une étrange illusion si l'on s'imaginait que ses lenteurs et ses détours lui sont inspirés par son respect pour l'opinion de l'Europe. C'est là un scrupule qu'il ne connaît pas, il n'a d'autre mobile que la crainte de voir à un moment donné l'Allemagne et l'Autriche se révolter contre la triste complicité qu'il leur impose.

Cette crainte est malheureusement de jour en jour moins justifiée. Après tout ce que l'Autriche et l'Allemagne ont accepté ou subi, rien ne peut plus leur coûter désormais. Il y aurait de leur part une ineptie inadmissible à prendre au sérieux les raisons dilatoires que le ministre prussien invoque à l'appui de l'occupation indéfinie des

duchés, il est donc permis de supposer qu'elles sont à peu près résignées au sacrifice de leurs propres prétentions. M. de Bismark met à profit leur apathie en multipliant les lenteurs et les précautions, en soulevant à tout propos des questions préjudicielles qui ne peuvent être résolues qu'après des délais infinis, en couvrant les duchés du réseau de sa propagande, en remuant à la fois tous les mobiles qui peuvent agir sur ces populations, tantôt le patriotisme, tantôt l'intérêt. Il leur déduit en thalers ce qu'elles gagneront à être annexées à la Prusse. Les duchés ont contracté envers la Prusse une dette de reconnaissance évaluée à soixante-dix millions de thalers environ. C'est le prix que leurs libérateurs ont mis à leurs services. Cela fait à peu près soixante-dix thalers par habitant. Les Holsteinois estiment, non sans raison, que c'est payer un peu cher l'héroïsme de leurs bons frères les Allemands, et si la chose était à refaire il est probable qu'ils se mettraient en quête de héros d'un prix plus modéré. Les journaux de M. de Bismark les consolent en leur montrant que leur malheur n'a rien d'irréparable : qu'ils s'annexent à la Prusse et la dette des duchés se trouvera pour ainsi dire noyée dans la dette prussienne. Et ici interviennent de savants calculs, qui leur prouvent que par suite d'une telle fusion la dette de chaque habitant ne sera pas plus de quatorze thalers, au lieu de soixante-dix, argument décisif et qui démontre de la façon la plus lumineuse les droits de la maison de Brandebourg à la succession des duchés.

En même temps, M. de Bismark se fait envoyer des adresses et des suppliques pour l'annexion de tous les points des duchés et même de la Prusse ; c'est un véritable mouvement national qui exige cette mesure. Cependant il résiste encore à ces entraînements populaires, il n'y cédera qu'à la dernière extrémité, il en prend le monde à témoin.

Chemin faisant, il met la main sur tout ce qui peut être pris dans ces malheureuses provinces, il en occupe les ports, les places fortes, il s'y établit solidement, s'y retranche, s'y fortifie; il les habitue à la domination nouvelle, les acclimata sous l'administration prussienne jusqu'à ce qu'un jour, jugeant son œuvre terminée, il annoncera son fait accompli aux diplomates européens qui protesteront ou ne protesteront pas, cela revient au même et lui sera fort indifférent. Et c'est ainsi qu'après tant de déclarations solennelles par lesquelles les deux puissances belligérantes ont protesté du désintéressement qui les inspirait dans cette guerre, après tant d'engagements, d'assurances qu'il ne serait jamais touché à l'indépendance des duchés, on aura pu jouer l'Europe par des tours de Scapin dont personne n'a été dupe un seul instant et qu'on aurait pu faire cesser d'un mot; mot qu'on n'aura pas prononcé soit lassitude, soit plutôt dilettantisme et amour de cet art dont M. de Bismark est l'ingénieux interprète.

Pendant que le Piémont du nord se livre sans contrainte à son goût pour les annexions, le Piémont du midi en est presque à se repentir de celles qu'il a pratiquées avec tant de succès et surtout avec un meilleur droit. Il arrive au Piémont ce qui arrive à tous les États qui s'agrandissent, ce que Rome elle-même n'a pas pu éviter, ce qu'il a fait lui-même éprouver autrefois à la petite Savoie, son premier centre d'attraction, il est absorbé par sa conquête, il disparaît dans l'Italie. Mais il y disparaît pour y puiser une grandeur qu'il n'eût jamais connue sans elle. Cette considération devrait lui faire prendre de meilleure grâce les petits mécomptes du déplacement de la capitale. Le Piémont n'a pas à craindre de longtemps d'être annulé en Italie. Il est en quelque sorte à lui tout seul le nerf militaire du nouveau royaume, et les titres ainsi que les traditions qui lui ont été légués par M. de Cavour exerceront long-

temps encore une influence dominante sur la Péninsule. On ne peut donc qu'applaudir à la mesure par laquelle le parlement italien a si sagement épargné au Piémont une faute dont il se fût repenti plus tard. L'ordre du jour, au moyen duquel M. Ricasoli a couvert les anciens ministres contre l'enquête impolitique dont ils étaient menacés au sujet des événements de Turin, est un acte de patriotisme et d'habileté que l'Italie peut offrir en exemple à ses amis comme à ses ennemis; et on doit en dire autant de l'élan vraiment admirable avec lequel les municipalités ont anticipé le paiement des contributions. La nation qui dans un si court espace de temps a conçu et réalisé deux inspirations de ce genre peut écouter sans se troubler les prédictions de ceux qui prophétisent sa ruine, en se montrant eux-mêmes livrés à tous les vertiges d'une colère impuissante et d'une haine aux abois. Les événements sur lesquels portaient l'enquête qui a été écartée avec tant d'opportunité, ont eu un caractère essentiellement fortuit; ils ont été le résultat d'un malentendu déplorable, mais qu'on ne peut imputer sans injustice au ministère Peruzzi, qui avait plus d'intérêt que personne à le prévenir. C'est un de ces malheurs dont le coupable est à la fois tout le monde et personne, et l'enquête ne pouvait avoir d'autre résultat que de réveiller des passions encore toutes frémissantes, pour ne leur donner qu'un aliment insuffisant.

Les nouvelles d'Amérique continuent à prendre une physionomie de plus en plus favorable à la cause du Nord. Le cercle dans lequel le Sud a été enfermé va chaque jour en se rétrécissant, en même temps que des symptômes visibles de dissolution se manifestent parmi les États confédérés. La marche hardie de Sherman en Géorgie, qui forme un si complet contraste avec les opérations antérieures de cette guerre immobile, a été couronnée du plus heureux succès, en dépit des prophéties intéressées qui lui

prédisaient une destruction certaine. Son armée, après la prise de Savannah, s'est dirigée sur Augusta, pour se porter plus tard sur Charleston. Sur un autre point, les armées fédérales, après une tentative infructueuse, se sont emparées de tous les forts de Wilmington, dont on considère la chute comme imminente. De son côté, Grant resserre autour de Richmond le réseau de fer dans lequel il étroit cet immense entassement de fortifications et de retranchements. En présence de cet état de choses, la confiance des confédérés commence à être fortement ébranlée, et plusieurs États se montrent hésitants. Le parlement confédéré est, à ce qu'on assure, disposé à la paix, mais il n'ose encore manifester ses véritables sentiments sous l'intimidation que fait peser sur lui M. Jefferson Davis. C'est, du moins, ce qu'on serait autorisé à conclure de la mesure qu'il vient d'imposer à ce président dictateur, en lui retirant le commandement suprême des armées pour le donner au général Lee. N'osant attaquer son pouvoir de face, il l'entame et l'affaiblit sous prétexte de salut public. En même temps, les allées et les venues des négociateurs du Nord à Richmond accoutument les esprits à l'idée de la paix, si bien, qu'on discute déjà dans tous les journaux de l'Union quel emploi les États-Unis pourront faire de leur armée une fois que la paix sera signée. Ils s'accordent assez généralement à désigner le Mexique comme le but le plus convenable de cette promenade militaire. S'il en est ainsi, on comprend que l'empereur Maximilien se fasse juariste — c'est le dernier parti qui lui reste à prendre avant celui de mettre sa couronne en loterie. Mais nous, qu'irions-nous faire dans cette galère? On parlait ces jours derniers de l'acquisition de la Sonora; le moment serait, en vérité, bien choisi.

Je dirai maintenant quelques mots d'un homme que la démocratie française vient de perdre et dont elle était juste-

ment fière. Le colonel Charras¹ a succombé, il y a peu de jours, à la suite d'une courte maladie, dans la ville de Bâle où il résidait depuis quelques années. Tous ceux qui ont connu le colonel Charras attendaient beaucoup de lui, et ce n'est pas un médiocre honneur, dans un temps comme le nôtre, que d'avoir laissé de soi-même une grande idée. On comptait si bien sur lui, on lui savait une telle vitalité que, malgré les avertissements funèbres qui nous arrivaient chaque matin, on se refusait à croire sa fin aussi prochaine. Arrêté brusquement au début de sa carrière, au moment où il entrait dans la pleine possession de ses forces, Charras était loin d'avoir donné la mesure de ses rares qualités. Ces qualités, qui ont été comme perdues pour nous, elles eussent été l'honneur d'un pays libre. Elles allaient en progressant et en s'épurant sans cesse. Il y avait dans cet esprit naturellement passionné et porté aux extrêmes une admirable ardeur pour le juste et le vrai qui le ramenait sans cesse à des appréciations plus équitables, et il était récompensé de cette lutte contre lui-même par un équilibre et une supériorité chaque jour plus visibles. C'est par là qu'il a échappé à cette stérilité d'esprit dont l'exil frappe trop souvent ses victimes, comme s'il voulait les tuer deux fois. Mais le trait dominant de cette fière personnalité c'était le caractère, un caractère inflexible, indomptable, trempé comme une épée de combat. On sentait en lui dès le premier contact une volonté de force à user plusieurs vies au service de la cause qu'il avait embrassée. Cette fixité inébranlable, dans une âme où se déchainaient si facilement les tempêtes, avait une grandeur d'autant plus frappante que les natures passionnées s'en montrent rarement capables. Cette énergie se conciliait en lui avec les formes d'une courtoisie parfaite et tous les

1. Le colonel Charras est mort dans la matinée du 23 janvier 1865.

raffinements du cœur le plus délicat. Charras avait dans toute sa personne quelque chose de chevaleresque qui entraînait tout d'abord les sympathies. Mais, bien qu'il fût doué au plus haut point de ces qualités attrayantes dont les partis aiment à se parer, il est douteux que ses facultés eussent trouvé toute leur valeur et tout leur emploi dans un grand rôle politique. La politique exige des tempéraments dont ne s'accommodait pas cette loyale et ardente nature. C'eût été avant tout un incomparable soldat, plein d'élan, de verve, d'entrain, en même temps que de fermeté, de science et de sang-froid, mais un soldat orné de toutes ces vertus civiques que le monde a si rarement vues unies aux qualités militaires. Voilà ce que son pays a surtout perdu en lui. Il a voulu que son corps reposât sur la terre étrangère à la place même où la mort l'a frappé, car il a toujours considéré l'exil comme un champ de bataille, et il n'a jamais accepté comme définitives les défaites de la liberté.

8 mars 1865.

Voici près d'un mois que la session législative est ouverte, et nos représentants, ensevelis dans le huis clos de leurs bureaux, ne paraissent nullement pressés de dissiper le profond mystère qui plane sur les importants travaux auxquels ils sont censés se livrer. Quelque confiance qu'on ait dans le résultat de leurs méditations, il semble qu'ils pourraient sans inconvénient laisser pénétrer un peu d'air et de grand jour au sein de leur retraite, et le public leur serait reconnaissant de vouloir bien lui laisser entrevoir la fin de ce long recueillement. On y met, en

Angleterre, beaucoup moins de façons. Les membres du parlement n'y croient pas de leur dignité de s'enfermer pendant des mois comme pour se dérober aux regards profanes ; ils ne cherchent pas à se donner l'air de s'occuper des mystères d'Isis ; ils ne connaissent pas ces réunions préparatoires où l'on ne prépare rien, ils brusquent les préliminaires pour aller droit au but, c'est-à-dire à l'expédition des affaires, et c'est devant le pays tout entier qu'ils discutent les intérêts publics, depuis le plus petit jusqu'au plus grand. Enfin, ils ne croient pas une Chambre faite pour le silence du cabinet.

Quant à nous, il semble que nous ayons choisi, au contraire, une procédure ayant avant tout pour but d'entraver l'action législative et de compliquer les choses les plus simples. Au moment où nous écrivons, le Corps législatif n'est pas encore venu à bout de rédiger un projet de réponse au discours par lequel l'empereur des Français ¹ a ouvert la session, et la réponse elle-même sera à peine votée d'ici à un mois, ce qui fera deux mois employés à la rédaction d'une adresse. En revanche on peut prédire sans crainte que le budget sera discuté et voté en quinze jours. Nous avons le tort de ne pouvoir nous accoutumer à de pareilles inconséquences.

Le Corps législatif s'est laissé devancer en cette occasion par le Sénat, auquel, cependant, comme il l'a plus d'une fois donné à entendre, il ne se fait pas faute d'appliquer mentalement le *tardus ætate senex*. Nous possédons sous sa première forme l'expression des vœux ² que cette assemblée se propose de soumettre à l'empereur. Ce projet est, comme à l'ordinaire, un écho fidèle de la pensée impé-

1. Ce discours, prononcé à l'ouverture de la session législative, et auquel il est souvent fait allusion dans cette chronique, a été publié dans le *Moniteur universel* du 26 février 1863.

2. Consulter le *Moniteur universel* (séances du Sénat), du 15 février au 21 mars 1863.

riale. Le discours du trône de cette année possédait, à un degré inaccoutumé, le caractère distinctif de ces sortes de documents, je veux dire un optimisme solennel, traduit par une espèce de balancement oratoire entre le pour et le contre, qui vous fait songer à la pondération des pouvoirs et vous laisse dans une douce quiétude au sujet de toute chose. Le projet du Sénat en a repris et paraphrasé tous les traits saillants, mais sans rien laisser paraître des orages qui, au sujet de certaines questions, grondent sourdement dans son sein. Il y a lieu de supposer, par exemple, que M. Ségur d'Aguesseau n'a pas pris part à la rédaction du paragraphe relatif à la convention du 15 septembre.

Le projet du Sénat suit ainsi pas à pas le discours impérial avec toutes les formules d'une invariable approbation que nous ne nous permettrons pas de critiquer, car elle est légalement une démonstration sans réplique de notre propre satisfaction. Cependant, si l'auteur du projet n'a pas de restrictions, il a des préférences, et ses prédictions se trahissent par des nuances qu'il faut savoir comprendre à demi-mot. C'est avec un empressement très marqué qu'il s'écrie après l'empereur : « Fermons le temple de la guerre. » On voit que cette proposition a trouvé de l'écho dans le Sénat.

Une autre déclaration du discours impérial a été accueillie par le public, au moins aussi chaleureusement que par le Sénat, c'est celle qui est relative au rappel de nos troupes du Mexique. Ce rappel, tant de fois réclamé depuis le début de l'expédition, ne paraît malheureusement pas aussi facile à exécuter qu'à promettre. Une véritable fatalité semble peser sur cette entreprise, dans laquelle on a engagé si légèrement la fortune et le drapeau de la France. Dès le premier jour où il en a été question, tous ses inconvénients, tous ses dangers ont été signalés dans la presse et à la tribune avec une force et une clarté aux-

quelles même aujourd'hui on ne saurait rien ajouter. Tous ces avertissements ont été inutiles. Plus tard, après la prise de Mexico, il nous a été possible de nous retirer avec honneur ; on a insisté de nouveau, on a supplié de ne pas laisser passer une occasion inespérée et inméritée de se dégager. Les prières n'ont pas été mieux écoutées que les représentations. Nous nous sommes obstinés dans une tentative sans gloire et sans issue, nous y avons jeté des millions et des vies précieuses dans le chimérique espoir d'inculquer par force, sous prétexte de la régénérer, nos mœurs et nos idées à une population qui nous repousse ; et aujourd'hui que les prédictions se réalisent, aujourd'hui que nous sentons ce sol mouvant s'effondrer sous nos pieds, nous parlons d'évacuer le Mexique ! Nous en parlons, mais qui osera affirmer que nous le pouvons ? Tant que l'évacuation a été possible nous n'en avons pas voulu ; nous n'y avons songé que lorsqu'elle a commencé à devenir impraticable.

C'est maintenant surtout qu'il importe de ne plus se faire illusion et de voir les faits tels qu'ils sont. Le gouvernement français a déjà dû reconnaître l'inanité de beaucoup de ses rêves ; il ne parle plus aujourd'hui de relever en Amérique la race latine pour l'opposer à la race anglo-saxonne ; le Sénat lui dit sagement dans son projet d'adresse que notre expédition au Mexique n'a pas eu pour but « de susciter des *antagonismes de races*, » et si le Sénat lui dit cela, c'est qu'il veut qu'on le lui dise ; mais, même en laissant de côté tout le programme de la régénération latine, il nous reste au Mexique des engagements dont il faut savoir calculer la portée et mesurer l'étendue. Nous y avons fondé un trône ; ce trône, nous avons promis de le soutenir ou tout au moins de ne l'abandonner à ses propres forces qu'après l'avoir mis momentanément à l'abri des ébranlements qui le menacent. Toute la question est

donc de savoir si nous sommes, qui ou non, résolus à tenir cette promesse. Tant que cette question ne sera pas décidée dans le sens de la négative — et rien n'annonce qu'une telle décision soit prochaine — à quoi bon parler d'évacuation ? C'est là une parole vaine. C'est l'expression d'un vœu louable mais parfaitement illusoire.

Les nouvelles qui nous arrivent de ce pays en disent assez long là-dessus. Est-ce là ce peuple qu'on nous a si souvent dépeint comme définitivement rallié et soumis ? Comment nous retirer en présence de cette insurrection sans cesse renaissante qui occuperait nos positions aussitôt que nous les aurions abandonnées et qui aurait renversé notre importation monarchique avant même que nos vaisseaux eussent perdu de vue les rivages mexicains ? Cependant, oui, malgré tout, la retraite est encore possible, nous ajoutons même que, quelque pénible qu'elle pût être pour l'amour-propre de notre pays, elle serait strictement conforme à la justice. L'Espagne vient de prouver dans l'affaire de Saint-Domingue qu'il n'y a aucun déshonneur pour une nation à se courber devant la nécessité, surtout quand la nécessité ne fait qu'un avec le droit, ce qui ne lui arrive pas souvent. Il est vrai que l'Espagne ne songe pas à s'ériger à elle-même un arc de triomphe comme on est à la veille de le faire en France, disposition trop conquérante pour être de nature à faciliter l'évacuation du Mexique.

Notre punition d'avoir laissé s'accomplir cette regrettable expédition c'est que nous y sommes en quelque sorte enchaînés et ne pouvons plus nous en dégager. Nous ressemblons en ceci aux malheureux surpris par un engrenage : ils y ont mis le bout du doigt, la machine les attire et s'empare du corps tout entier. Au début, un corps de trois mille hommes devait suffire à tout ; on sait aujourd'hui de combien nous avons dépassé ce chiffre, mais tout cela n'est rien auprès des éventualités qui nous menacent.

Ces sacrifices si douloureux en hommes et en argent ne sauraient donner aucune idée des catastrophes qu'entraînerait une rupture avec les États-Unis. Voilà ce que nous sommes allés chercher de gaieté de cœur dans un pays où, par le plus inconcevable des malentendus, nous avons combattu nos alliés naturels pour y donner la main à un parti qui aujourd'hui est notre ennemi déclaré, de telle sorte que nous n'aurions pas mieux réussi si nous nous étions étudiés systématiquement à y réunir tout le monde contre nous.

Outre le rappel de nos troupes du Mexique, le discours d'ouverture nous avait annoncé diverses réformes libérales, entre autres des projets de loi sur l'instruction primaire, sur l'extension des franchises communales et départementales, sur des modifications à introduire dans les lois qui régissent les sociétés de commerce. Le calme profond, pour ne pas dire l'indifférence avec laquelle le public a accueilli ces promesses, nous semble plus significatif et plus éloquent que les sentiments de satisfaction qu'exprime à ce sujet le projet d'adresse du Sénat. Cette absence d'enthousiasme tient d'abord à de nombreuses déceptions qu'il est inutile de rappeler, et ensuite à la conviction instinctive chez les uns, raisonnée chez les autres, que ces libertés fragmentaires, à supposer même qu'on nous les donne dans leur intégrité, ce qui n'est pas, n'auront une réelle existence que lorsqu'elles auront reçu ce qui a toujours été leur indispensable complément, à savoir la liberté politique. Le rédacteur de l'adresse a beau avouer sa préférence pour « les libertés privées, qui sont les libertés fondamentales, » et proclamer leur supériorité sur « les libertés politiques qui *n'en sont que la garantie*, » il place sans s'en douter, ces dernières bien au-dessus des autres, car qu'est-ce que des libertés fondamentales réduites à se passer de garanties ? Il n'y a jamais eu, il n'y aura jamais de vraies libertés sans garanties.

Ces divers projets de lois n'ont pas tardé à paraître, accompagnés d'exposés de motifs qui sont de véritables traités. Nous avons souvent rendu au régime actuel la justice de reconnaître qu'il ne recule pas devant les mots et devant les théories qui sont en faveur auprès de l'opinion. Mais comme il est infiniment plus circonspect lorsqu'il s'agit des actes, il arrive souvent que les uns ne paraissent pas en parfait accord avec les autres, et qu'une profession de foi éminemment libérale aboutit à une mesure qui l'est fort peu. Dans les projets dont nous parlons, cette méthode a été pratiquée avec la désinvolture que nous connaissons ; dans l'un deux spécialement, celui qui concerne l'instruction primaire, elle a été poussée un peu loin. Le *Moniteur* a en effet publié un rapport de douze colonnes¹, très bien motivé d'ailleurs, de M. Duruy, en faveur de l'instruction gratuite et obligatoire, puis il a conclu par une note qui annonce que l'instruction ne sera ni gratuite ni obligatoire. Il y a encore eu des gens pour s'en étonner.

Le projet de loi sur les conseils généraux et les conseils municipaux, sans offrir une contradiction aussi flagrante entre la conclusion et les prémisses, donne lieu à une observation analogue. Ce projet était attendu avec une certaine curiosité, il nous était annoncé depuis plus d'un an, on savait qu'il était élaboré par le conseil d'Etat, qu'il serait comme le résumé de l'expérience et des lumières politiques de cette assemblée, et on était désireux de contempler enfin le produit de cette longue et mystérieuse incubation. Il a paru précédé d'un exposé de motifs rédigé par M. Thuillier. Comme le rapport de M. Duruy, cet exposé est conçu dans l'esprit le plus libéral, et il n'y manque guère que la conclusion. Le projet de loi n'est, malgré quelques amé-

1. A la date du 6 mars 1865.

liorations réelles, qu'une satisfaction extrêmement insuffisante donnée au mouvement d'opinion qui s'est produit chez nous en faveur de la décentralisation, et il semble qu'on soit d'autant plus disposé à rendre aux principes ces magnifiques hommages en théorie, qu'on est plus décidé à les éluder dans la pratique. C'est là assurément une tactique habile, mais à la longue tout s'use, et ce procédé ingénieux commence à ne plus produire autant d'effet que par le passé. La nouvelle réforme ne donne qu'une faible extension aux attributions des conseils municipaux et généraux et ne change rien à leur organisation actuelle. Elle contient cependant une innovation qui mériterait de rester historique et qui explique à elle seule les longues méditations du conseil d'État. Cette innovation, c'est l'idée de faire nommer par le peuple le plus léger et le plus changeant de la terre des conseillers municipaux à vie, ou du moins pour neuf ans, ce qui revient à peu près au même. On ne rend pas encore héréditaires les obscurs honneurs de la magistrature municipale, mais c'est un acheminement. Après avoir conçu cette idée neuve et hardie, nos conseillers d'État ont dû éprouver le besoin de se reposer. La pensée s'arrête avec complaisance sur une telle conception, elle ne se lasse pas d'en envisager tous les aspects et toutes les conséquences. Pour aujourd'hui, nous nous contenterons de dire que nous sommes fiers de nos législateurs du conseil d'État.

Des événements décisifs et d'une incalculable portée viennent des'accomplir aux États-Unis. La prise de Charleston, de Branchville, de Columbia a porté à la cause du Sud des coups dont elle ne semble pas en état de pouvoir jamais se relever. Tout annonce que la soumission du Sud est imminente, et que cette lutte déplorable touche à sa fin. On sait qu'à nos yeux elle n'intéressait pas seulement l'avenir de cette glorieuse république, mais celui de la

liberté dans le monde entier. Peut-être pourra-t-on vérifier avant peu combien nous avons raison de le penser. En attendant cette heure, qui est moins éloignée qu'on ne le suppose, s'il nous était possible de trouver quelque satisfaction dans les mécomptes d'une politique qui représente notre pays à l'étranger, quelle facilité n'aurions-nous pas de triompher des difficultés qu'elle s'est préparée et des méprises de toute sorte qu'on est en droit de lui reprocher? Combien de fois ne lui avons-nous pas rappelé que l'allié naturel de la France, c'était le Nord, centre et foyer de l'Union ; combien de fois n'avons-nous pas eu à répéter que les avances persistantes que nous faisons au Sud n'étaient pas seulement une violation du droit, mais la plus dangereuse des duperies. Ces affirmations sont-elles assez prouvées aujourd'hui. Lors des récentes négociations pour la paix, quel a été le premier mouvement de ces hommes auxquels nous nous montrions disposés à sacrifier nos principes, nos traditions, nos intérêts, et en faveur desquels nous avons tant de fois provoqué les interventions européennes! Leur premier mouvement a été de faire de notre expulsion du Mexique la condition *sine qua non* de la paix entre le Nord et le Sud. C'est pour arriver à ce résultat que nous les avons accueillis, encouragés, appuyés auprès de la diplomatie. Cette politique ne fait décidément pas honneur à la clairvoyance de nos hommes d'État, et elle explique du reste les alarmes tardives, mais trop justifiées, que le public commence à ressentir.

Quelque graves que soient les sujets d'émotion que nous apportent en ce moment les nouvelles d'Amérique; leur intérêt est presque effacé par l'impression que vient de produire un événement qui ne semblait pas, au premier abord, de nature à causer un si grand émoi. Pour produire cette sorte de saisissement, que notre apathie ne paraissait plus capable d'éprouver, il a suffi de la publica-

tion d'une préface¹ de quelques pages servant d'introduction à une *Histoire de Jules César*². A la vérité, cette préface est une profession de foi, et celui qui l'a signée est en position d'exercer une influence considérable sur les destinées de notre pays. Nous sommes donc loin de penser que le public a accordé une importance exagérée à cette déclaration de principes. Si l'on peut s'étonner de quelque chose, c'est uniquement de ce qu'on ait jugé opportun de revendiquer les doctrines qu'elle contient, et surtout de les revêtir de l'autorité du souverain. On a beau, en effet, vouloir séparer l'écrivain du souverain, et dire que l'un n'engage pas l'autre, cette distinction, qui est vraie, appliquée à une œuvre littéraire, est radicalement fausse en matière politique, où le souverain ne peut faire autre chose que mettre en pratique ce que pense l'écrivain. Le système politique formulé dans cette préface est donc une espèce de doctrine d'État qu'on peut considérer comme supérieure à la constitution elle-même, puisque son auteur s'est réservé le droit de changer nos institutions quand il le voudra, et ne pourra le faire que conformément à ses propres conceptions. Il nous a donné ici les idées dont il s'inspire, la source même où il ira puiser, lorsqu'il jugera à propos d'opérer cette transformation qui nous a été si souvent promise.

Il est inutile de se le dissimuler désormais ; cette doctrine c'est le Césarisme. Elle n'est pas nouvelle pour nous. Avant même que le régime actuel fût né, un pamphlet fameux nous annonçait le prochain avènement de ce système politique, sous le nom de l'*Ère des Césars* : mais il nous l'annonçait comme un châtiment, non comme une espérance. Depuis lors, cette théorie est revenue bien sou-

1. Cette préface écrite par Napoléon III se trouve dans le *Moniteur universel* du 26 février 1865.

2. Aussi de Napoléon III.

ent dans les discours de ceux qui nous gouvernent, elle a paru plus souvent encore dans leurs actes, mais on disait son influence combattue par un système emprunté aux idées anglaises, système beaucoup plus vanté que pratiqué par nos ministres, et dont les promesses toujours déçues n'ont pas contribué à populariser chez nous la maison de Hanovre. C'est entre ces deux théories de gouvernement que les doctrines officielles avaient semblé osciller jusqu'à ce jour. Depuis l'apparition de la préface de la *Vie de César*, le choix est fait, et c'est là ce qui a ému si vivement le sentiment public. Nous savons maintenant sur quoi nous devons compter.

A ce point de vue, nous devons être reconnaissants envers l'impérial écrivain, de l'extrême netteté qu'il a apportée dans l'expression de ses idées. Loin d'avoir cherché à les atténuer, il y mêle une sorte de mysticisme qui leur donne quelque chose de plus entier et de plus absolu. Les hommes qui ont fondé le système qu'il préconise ne sont plus à ses yeux les représentants de la force et de la nécessité, ce sont les élus de la Providence. Ce n'est plus de l'admiration qu'il réclame de nous, c'est un culte, et ce caractère sacré il l'étend à leurs continuateurs. En cela, il est strictement conforme à la tradition romaine, car les Romains ne se sont pas contentés de diviniser César, ils ont dit : *Divus Augustus, Divus Tiberius, Divus Claudius*, repeuplant ainsi l'Olympe qui commençait à devenir désert. Ces hommes ne sont donc pas seulement de grands génies, ce sont des véritables messies, et aveugles sont les peuples qui les méconnaissent.

Le culte des grands hommes est en soi une belle et noble idée, mais encore faut-il qu'il ne se trompe pas d'objet et ne dégénère pas en fétichisme. C'est là une vérité banale; beaucoup d'hommes de génie ne se sont servis de leurs facultés que pour abaisser leurs semblables et exercer une

puissance malfaisante. L'auteur de *la Vie de César* déclare lui-même qu'il faut savoir choisir, et il indique les signes auxquels on peut les reconnaître. Il va sans dire que les vrais grands hommes sont à ses yeux ceux que leur rapide et prodigieuse élévation montre avoir été, selon son expression, suscités par la Providence, et qui laissent après eux ces institutions dont la longue durée est une preuve de leur bonté, et surtout ce système qui triomphe en dépit de leur mort. Il nomme lui-même César, Charlemagne et Napoléon, en omettant, on ne sait trop pourquoi, Alexandre, qui les valait bien.

En ce qui concerne la mission attribuée à ces hommes-Messies, il convient de remarquer que l'action providentielle ne peut pas se scinder. Si la Providence a fait leur élévation, elle a également fait leur chute, qui a été plus éclatante encore; il n'est pas permis de l'évoquer à seule fin de diviniser un homme et de la congédier aussitôt derrière ses nuages. Si César est providentiel, Brutus ne l'est pas moins, et ces deux missions se détruisant l'une l'autre, il faut laisser de côté l'intervention céleste, et renoncer à s'en attribuer exclusivement l'honneur et le profit. Il est assez généralement admis aujourd'hui que la Providence n'est pas un personnage historique, l'on est convenu de respecter les voiles mystérieux sous lesquels elle se cache. C'est donc à l'histoire seule, abstraction faite de tout mysticisme, c'est à la conscience et à la raison humaine que nous devons demander quels hommes ont été dignes de ce culte qu'on réclame de nous. Au sujet de César, le type le plus achevé de ces dominateurs des peuples, la réponse est faite depuis des siècles, l'arrêt a été rendu par les plus grands penseurs qui aient honoré l'humanité depuis Tacite jusqu'à Montesquieu. Ils ont admiré son génie, ils ont maudit sa politique, ils ont flétri sa vie privée. Se seraient-ils donc trompés, et dans la confiance que leur jugement

nous inspire, serions-nous complices d'une haine aveugle ou dupes d'une inexplicable aberration? Ou plutôt ne sommes-nous pas en droit de dire ici, en empruntant ses propres paroles à l'*Histoire de César* : « Que la longue durée » de cette opinion et plus encore l'autorité des grands noms qui l'ont appuyée « sont une preuve de sa bonté? »

Mais oublions ce jugement tant de fois confirmé et qui retentit encore plus haut que leur gloire, acceptons la règle qu'on nous propose comme la seule vraie mesure des grands hommes, à savoir la durée de leur œuvre, la solidité des institutions qu'ils ont fondées. Cette règle nous la croyons bonne. Oui, ceux qui ont laissé après eux de fortes institutions de nature à accroître la vie, le bien-être, et la dignité des peuples; ceux qui, dans leur cité ou leur pays, ont fondé sur des bases solides le respect des droits, la prospérité publique et la liberté des citoyens, ceux-là ont été de vrais grands hommes et ont bien mérité de l'humanité. Mais par quelle étrange confusion d'idées, par quel abus de langage, par quel oubli de tous les enseignements de l'histoire a-t-on jamais pu rien voir de semblable dans l'œuvre de destruction accomplie par César et par ses imitateurs? Quand on nous parle des institutions fondées par César, il y a pour nous dans cette seule énonciation une énigme dont nous nous efforçons en vain de pénétrer le sens. César n'a laissé subsister après lui que le pouvoir absolu : c'est là son œuvre propre. Il n'a fondé en fait de système politique que le despotisme : or, le despotisme n'a jamais été et ne sera jamais une institution. Cette institution-là n'a pas besoin qu'on la fonde, elle dure par elle-même comme le néant. On ne fonde pas le néant. Le despotisme est, au point de vue politique, ce qu'est l'état sauvage au point de vue social : il n'a aucun mérite à durer, car il n'existe que par la faiblesse et l'abâtissement d'un peuple. Il y a telle contrée dans laquelle l'état sauvage

existe depuis des milliers d'années, on n'a jamais pensé jusqu'ici à faire de cette longue durée un titre de gloire en faveur de ceux qui y ont fondé cette *institution*. De même, le système politique qui a non seulement rendu possible, mais formé et maintenu sur le premier trône du monde cette longue série de monstres dont le nom seul provoque l'horreur et le dégoût, ne sera jamais un titre à la reconnaissance de l'humanité.

Le peu qui subsiste après César, de ce qu'on peut appeler des institutions, ce sont des institutions non pas politiques mais civiles : elles ne sont point son œuvre, mais celle de la république. Ce sont de beaux débris restés debout de la forte organisation romaine, et qui, tout ruinés qu'ils sont, empêchent le reste de crouler. Lors donc qu'on parle des institutions que César a fondées, c'est comme si l'on disait qu'il a fondé de belles ruines. Tel est le caractère de son œuvre ; c'est une vaste destruction qui épargne çà et là quelques éléments d'administration et de vie civile, auxquels César superpose une chose qui est bien importée par lui, mais qui n'est point de son invention, le despotisme. C'est le contraste offert par la survivance de ces antiques débris des institutions libres, au milieu des saturnales d'un despotisme asiatique, qui a donné au césarisme un caractère particulier.

Nous sommes d'ailleurs loin de nier la nécessité d'une grande transformation à opérer au sein de la société romaine, au moment où Cesar parut, mais transformer n'est pas détruire. Parmi ces réformes, une des plus urgentes était sans contredit l'extension du droit de cité aux provinces. César donna jusqu'à un certain point satisfaction à ce besoin, ce qui a suffi aux yeux d'une certaine école pour faire de lui une sorte de héros humanitaire. On ne réfléchit pas que, lorsqu'il donna à l'habitant des provinces ce titre si envié de citoyen romain, il ne lui céda qu'un titre avili

et sans signification; il eût peut-être mieux valu ne pas tuer un million de Gaulois, sauf à priver pour toujours leurs concitoyens d'un aussi insigne honneur.

Réaliser ces réformes en maintenant la liberté romaine était la seule tâche digne d'un grand génie; les réaliser en les appuyant sur le despotisme, c'était une grossière illusion, car le despotisme rend toute réforme sérieuse impossible, et partout où il existe, la première chose à réformer, c'est lui-même.

Voilà pour Cesar et pour ce qu'on appelle son œuvre. Quant à Charlemagne, c'est, en sa qualité d'homme du moyen âge, une personnalité beaucoup plus complexe, et c'est à tort, selon nous, qu'on le classe parmi les représentants du césarisme. Son système politique ressemblait beaucoup plus à une grande fédération qu'à la centralisation romaine. On sait d'ailleurs la singulière façon dont il fut fait empereur, pour ainsi dire malgré lui. Cependant si l'on y tient, qu'on cherche et qu'on dise ce qui reste de son œuvre après lui. Ceux-là seront de précieux antiquaires qui en retrouveront les débris.

Passons à Napoléon dont le nom se lit entre chaque ligne de la *Vie de César*, et qui en est le véritable inspirateur. Celui-là est bien en effet un vrai César. Il n'a, quoi qu'on en ait dit, rien de l'homme moderne. Depuis l'écroulement du monde romain, de nouvelles idées politiques ont surgi, une conception plus haute de la dignité individuelle, du rôle de l'État, des droits et des devoirs des citoyens, du jeu des institutions libres, a été développée, soutenue, agrandie par des philosophes, des publicistes, des législateurs qui sont l'honneur de l'esprit humain; de magnifiques expériences ont été faites, et il en a le résultat sous les yeux dans la libre monarchie d'Angleterre, dans la république de Washington, dans les essais avortés mais si féconds en enseignements de notre révolution française; il n'en tient

aucun compte. Il revient à l'idéal des Césars; il ne sait comprendre et réaliser que le pouvoir absolu et la conquête. Il ne se sert de la prodigieuse force d'expansion que la révolution a remise en ses mains, et d'un génie militaire incomparable, que pour élever un empire copié sur la domination romaine; et, malgré tout ce qu'une telle création a d'incompatible avec le génie de la civilisation moderne, il paraît un instant à la veille d'y réussir.

C'est sans doute en présence d'un si étonnant succès qu'on a murmuré pour la première fois ce mot d'homme de la Providence, que nous avons encore à contester aujourd'hui. Cependant il s'était choisi lui-même un nom plus sévère : il s'appelait l'homme du Destin. Mais s'il nous faut reconnaître la Providence dans le succès qui lui a donné l'Europe en douze ans, qui reconnaitrons-nous dans les revers qui la lui ont fait perdre en deux mois? Les attribuer à l'ingratitude des peuples, comme le fait l'historien de César, nous semble assez peu philosophique; nous aimerions autant, pour notre compte, les attribuer à l'intervention des puissances infernales, et ce serait à coup sûr plus logique. Il nous paraît toutefois plus simple d'admettre que si le succès a sa raison d'être, les revers ont aussi la leur.

Napoléon n'a d'ailleurs, pas plus que César, laissé d'œuvre qui lui soit propre. Cette domination unitaire, qu'il avait rêvée pour l'Europe, loin d'avoir conservé la moindre racine dans l'esprit des peuples, leur a laissé contre nous des rancunes et des défiances qui sont aujourd'hui plus envenimées que jamais. Cette conception, pour la réalisation de laquelle il a dépensé tant d'efforts de génie, et qui a été l'occupation capitale de son règne, n'était donc qu'un rêve stérile, repoussé par la nature des choses, et bon à reléguer dans le domaine des utopies. Et nous ne la jugeons ici qu'au point de vue des résultats, nous la qua-

lifierions beaucoup plus sévèrement si nous avions à l'apprécier au point de vue des principes.

Quant aux institutions qu'on le glorifie d'avoir laissées à la France, nous défions qui que ce soit de nous dire avec précision ce que nous devons entendre par là. Tout le monde sait, en effet, que sous le nom de Constitution de l'Empire, il y a eu deux systèmes politiques qui n'ont guère de commun que le nom. L'un n'a jamais été qu'un faible déguisement du pouvoir absolu, l'autre contenait, au contraire, la plupart des garanties essentielles à la liberté, mais il n'a eu qu'une durée de quelques semaines après le retour de l'île d'Elbe. Nous ne discuterons pas, comme on le fait souvent, jusqu'à quel point Napoléon a été sincère en écrivant sa seconde Constitution sous la dictée de Benjamin Constant ; nous nous bornons à demander dans lequel de ces deux systèmes politiques si différents nous devons voir l'expression de sa pensée définitive, et, par suite, la tradition dont nous lui sommes redevables, selon son auguste apologiste. Si c'est dans le premier, c'est-à-dire dans la constitution despotique, on élève contre sa mémoire, et sous prétexte de la glorifier, une bien grave accusation, car on s'inscrit en faux contre tout ce qu'il a écrit à Sainte-Hélène ; si c'est dans le second, c'est-à-dire dans la constitution libérale, il nous semble, en premier lieu, que le moment est mal choisi pour vanter la durée d'une œuvre dont il ne reste rien aujourd'hui, et à laquelle nos institutions actuelles n'ont rien emprunté ; nous estimons ensuite qu'on lui fait un médiocre honneur, car l'histoire est là pour attester que Napoléon n'a accepté l'Acte additionnel qu'avec les plus vives répugnances, et contraint par la nécessité.

C'est assez dire que nous avouons sans difficulté ne rien comprendre « aux grandes questions résolues, aux passions apaisées, aux satisfactions légitimes données aux peuples »

dont nous devons être reconnaissants au premier empire. En consultant les faits, nous ne trouvons, au moment de sa chute, que l'occupation étrangère, un pays épuisé par une effroyable guerre, et des pouvoirs publics déshonorés. A côté de la réalité, les paroles de l'impérial écrivain semblent des expressions mystiques, tant elles sont peu en rapport avec les faits, mais la comparaison qu'il établit entre l'histoire et la religion nous les explique. Elles n'ont pu lui être suggérées que par une sorte de sentiment religieux. Mais l'histoire interrogée par le sens critique ne répondra jamais rien de semblable. L'entreprise tentée par Napoléon et renouvelée de César est en contradiction avec tout le mouvement de la civilisation et des idées modernes, c'est là ce qui a fait sa chute si rapide. L'État dans l'antiquité absorbait tout, de là la facilité avec laquelle le césarisme s'y est implanté.

De nos jours, l'État n'a plus la même prise sur les sociétés, de là le caractère artificiel de la tentative de Napoléon. D'autres mœurs, d'autres ambitions se sont emparées des peuples. Les hommes n'entendent plus diviniser ces destructeurs qui n'ont fondé leur grandeur que sur l'abaissement de tous ; ils admirent ceux qui les élèvent, ceux qui les ennoblissent, ceux qui stimulent les passions généreuses de la nature humaine, au lieu de spéculer sur ses faiblesses ; ceux qui les encouragent à plus de liberté et à plus de vertu ; ceux qui établissent leur pouvoir non sur la force, mais sur le libre assentiment de leurs concitoyens, et pour tout dire en un mot, le héros moderne, ce n'est pas Napoléon, c'est Washington.

8 avril 1865.

Quelque brillant que soit chaque année le tournoi d'éloquence dont la discussion de l'adresse nous offre le spectacle au Corps législatif, nous avouons en toute humilité n'y pouvoir trouver qu'une satisfaction tout à fait incomplète. Pour mieux dire, cette discussion provoque en nous un étonnement toujours nouveau, et il faut que notre esprit soit affligé à cet égard d'une incurable infirmité. Il est absolument au-dessus de notre compréhension de concevoir que toute la vie politique d'une nation, qui a tenu et qui tient encore une si grande place dans le monde, doive consister à discuter et à commenter pendant près de trois mois par an une amplification vague et banale qu'un médiocre écolier de rhétorique rédigerait en une heure. Nous ne comprenons pas que les hommes les plus éminents d'une nation soient convoqués à grand bruit sur tous les points du territoire pour accomplir une tâche pareille, qu'ils s'assemblent gravement, mettent en commun leurs lumières pour rédiger, selon un type convenu, et déposer aux pieds du trône cette précieuse composition dont le premier mérite est de parler pour ne rien dire, et que moyennant cela cette nation se figure qu'elle est souveraine, qu'elle surveille et contrôle son gouvernement, enfin qu'elle a des institutions libres. Si un nouveau Gulliver nous contait de telles choses de quelque peuplade microscopique placée beaucoup au-dessous du Chinois dans l'échelle des êtres, l'histoire nous paraîtrait prodigieusement invraisemblable et divertissante. Qu'on nous dise pourtant de quelles prérogatives nous jouissons en dehors de ce droit d'amplification et du privilège non moins précieux de consentir à des dépenses déjà faites? Sans deman-

der aux choses humaines plus de sérieux qu'elles n'en comportent, particulièrement en France, nous croyons qu'on pourrait facilement avoir mieux sous ce rapport. L'empereur¹, empruntant il y a quelques jours une image à Montesquieu, comparait nos débats politiques à un concert dans lequel les dissonances ne font que concourir à l'effet général. La comparaison est ingénieuse, mais elle pourrait, malheureusement pour nous, être poussée plus loin encore. Nos institutions semblent, en effet, avoir été combinées de façon à ce que nos débats politiques ne sortent jamais du domaine musical. Ils ont si peu d'action sur les faits que ce n'est pas leur faire injure que de les comparer à une harmonie faite uniquement pour le plaisir des oreilles. Ils restent à l'état de pures chansons. C'est trop de musique, infiniment trop !

Quant à nous qui n'avons aucun goût pour le dilettantisme politique, les beaux discours que nous entendons, loin de nous consoler de ce qui nous manque, sous le rapport du contrôle et de la gestion effective de nos propres affaires, nous en font sentir plus vivement la privation. Dans les critiques qui viennent d'être formulées contre l'étrange abus que notre pénurie de franchises politiques nous force à faire du droit d'adresse, on ne verra donc pas l'intention de s'associer, dans une mesure quelconque, à ceux qui voudraient briser dans nos mains la seule arme qui ait été laissée aux amis de la liberté ; mais le regret qu'une telle cause n'ait pour toute ressource et pour tout levier qu'une loquacité sans résultat, qu'elle soit condamnée à chanter lorsqu'il faudrait agir. Nous n'oublions pas que, le jour où l'on nous retirerait ce dernier privilège, nous aurions tout perdu ; mais nous soutenons aussi que tant

1. Dans sa réponse à M. Troplong, président du Sénat, qui lui avait donné lecture de l'adresse. (Voir ce discours dans le *Moniteur universel* du 21 mars 1865.)

qu'un pareil état de choses sera maintenu, notre pays pourra posséder de grands orateurs, mais il n'entendra qu'une éloquence humiliée, car il y a un manque de dignité pour un peuple à exercer le droit de parler sans posséder le droit d'agir.

S'il nous fallait citer un exemple de la fâcheuse influence que cette habitude de se payer de belles paroles, sans tenir compte des faits, exerce sur les esprits et les caractères parmi ceux mêmes qui font profession de la combattre, il nous serait facile d'en trouver plus d'un dans les actes les plus méritoires de l'opposition ; mais la singulière scission qui vient de faire passer dans le camp ennemi deux de ses membres¹ nous en offre surtout un trait bien caractéristique. N'étant pas de ceux qui ont pris au tragique ce petit accident, nous pouvons en parler sans amertume. Il ne nous est jamais venu à l'esprit de nous écrier à ce propos : « la grande trahison du comte de Mirabeau, » selon la formule modeste que M. Ollivier se plaît à attribuer à ses ingrats concitoyens. Non, s'il était permis d'employer de si gros mots envers un orateur parlementaire, nous l'accuserions tout au plus de s'être trahi lui-même. Ce qui nous frappe dans sa détermination, ce n'est pas la trahison, c'est la duperie, et nous ne lui reprochons pas d'être trop ambitieux, mais de ne l'être pas assez. Avoir été une dissonance, et consentir à devenir un simple accompagnement, quelle chute !

Si les intentions de M. Ollivier sont devenues suspectes à quelques-uns de ses anciens amis, cela n'a nullement tenu à une malveillance systématique, mais à l'impossibilité où ils étaient de comprendre les motifs qui l'ont fait agir.

1. MM. Ollivier et Darimon s'étaient séparés de leurs collègues, ce qui fait que l'on désignait les deux fractions de l'opposition ainsi : « les deux oppositions. » Toute la presse démocratique avait blâmé ce changement subit et imprévu de ces messieurs, mais ils étaient soutenus par M. de Girardin.

Comment concevoir qu'on puisse être assez dupe des mots pour exécuter une pareille évolution, sans avoir d'autres gages que des assurances vagues et contradictoires, et le bruit menteur d'applaudissements qu'aucune adhésion n'accompagne? Une volte-face si peu motivée n'est pas le fait d'un esprit politique qui se détermine d'après des données positives, mais celui d'une intelligence habituée à se nourrir de phrases plus ou moins sonores, et qui ne cherche dans les situations et les événements que les effets oratoires qu'ils peuvent lui fournir. M. Ollivier est à la fois l'expression et la victime d'un régime plus propre à former des virtuoses que des politiques, et sous lequel la parole a été si longtemps séparée de l'action, qu'elle en est venue à se considérer comme étant à elle-même sa propre fin, et à se contenter de la vaine satisfaction qu'elle trouve à s'écouter elle-même.

Quant aux dissentiments qui, depuis quelque temps, séparaient M. Ollivier de ses collègues, ils ne sauraient en aucun cas, selon nous, être invoqués à l'appui de sa détermination. En admettant qu'il ait eu dans ces dernières années quelque juste motif de se plaindre du parti auquel il appartenait, ce que nous sommes loin de croire, il avait eu autrefois mille fois plus encore à s'en louer. Alors qu'il était encore tout jeune, obscur, sans autre titre que sa bonne volonté, ce parti l'avait comme pris par la main pour lui donner des marques éclatantes d'estime et de confiance, qu'il refuse souvent aux caractères et aux talents les plus éprouvés. Il fallait, pour effacer de tels souvenirs, d'autres griefs que ceux dont M. Ollivier croit avoir à se plaindre. Ces griefs eussent-ils été aussi fondés qu'ils le sont peu, et eût-on fait expier à M. Ollivier une faveur imméritée par d'injustes exigences; cela lui eût peut-être donné à la rigueur le droit de se séparer de ses anciens amis, mais non d'abandonner ses opinions, comme il l'a fait, en appuyant

une adresse qu'il désapprouve et en votant contre l'amendement relatif à la liberté électorale. On peut toujours se séparer d'un parti par lequel on se croit méconnu, mais en quoi une opinion peut-elle être rendue responsable des mécomptes qu'on a éprouvés avec tels ou tels hommes? Quel rapport doivent avoir les principes de M. Ollivier avec ses rancunes personnelles? Comment la liberté électorale, autrefois si sacrée à ses yeux, est-elle devenue factieuse depuis que M. Ollivier a eu maille à partir avec M. Jules Simon?

Avions-nous raison de dire que tout cela ne mérite pas d'être pris au sérieux? M. Ollivier n'a déjà plus les opinions de l'opposition et il n'a pas encore celles de la majorité; voilà au juste la situation peu confortable dans laquelle l'a placé son vote d'espérance. Il l'aurait mieux nommé un acte de foi, car il y a mis toute la naïve ardeur d'un nouveau converti, et on le contente si facilement qu'il est évidemment prêt à ajourner ses vœux à l'avènement d'un monde meilleur. Puissent ces espérances le consoler du succès peu flatteur qu'il a obtenu en entendant son témoignage invoqué contre les impatiences de l'opposition. Puissent-elles persister en dépit des démentis dont elle a été l'objet. Puissent-elles surtout le consoler du peu de cas qui a été fait de ses conseils et de ses recommandations au sein du parti même auquel il se donnait si libéralement. L'admiration et le dévouement de l'excellent M. Darimon verseront, il faut l'espérer, un peu de baume sur ces douloureuses blessures. Quand on a, comme M. Ollivier, endoctriné, catéchisé et enrubanné par le seul magnétisme de sa parole un homme qui passait pour le tentateur en personne, feu M. de Morny¹ (qu'une fin prématurée a seule empêché de recevoir le baptême libéral des mains de ce jeune député),

1. M. de Morny est mort le 10 mars 1865. Il était né en 1811.

il est dur de s'entendre traiter en petit garçon par le marquis d'Havrincourt¹ et ses collègues de la majorité, qui non seulement ne sont nullement disposés à se laisser convertir, mais qui ne semblent pas se douter de l'honneur qu'on leur a fait. Si M. Ollivier était moins sûr de lui-même, cette anomalie lui inspirerait des doutes au sujet de la conversion qu'il avait opérée.

Nous n'avons pas besoin d'expliquer une énigme aussi transparente. Ce qui toutefois nous paraît encore plus évident, c'est que M. Ollivier, qui se plaît à citer Mirabeau et particulièrement à rappeler les rapports de ce grand homme avec la cour (qui ne sont pas ce qu'il a fait de mieux), oublie que Mirabeau s'est imposé à la cour avant de lui offrir ses services, qu'il l'a vaincue avant de la relever, enfin qu'il est allé à elle sans renoncer à une seule de ses vues politiques, sans avoir jamais donné un vote d'espérance. Qu'il commence par nous rendre le diminutif même le plus effacé du premier Mirabeau, et nous verrons alors si nous pouvons lui pardonner d'aspirer à imiter le second. Jusque-là il faut qu'il se contente de l'estime de M. de Girardin.

Malgré nous, nous avons été plus sévère que nous ne l'aurions voulu pour un homme qui a rendu de réels services à la cause de la liberté ; mais si nous en parlions avec indulgence, c'est que notre jugement serait plus sévère encore. Le plus triste pour M. Ollivier serait, en effet, que ses derniers discours n'eussent causé aucune déception. Pour nous, loin de les lire avec parti pris, nous nous sommes efforcé de leur trouver une justification, et nous ne leur avons même pas trouvé une excuse. Si M. Ollivier avait exécuté son évolution le lendemain du 24 novembre, nous l'aurions compris, à la rigueur, bien que, le gouverne-

1. Voir la séance du Corps législatif du 29 mars 1865, où M. d'Havrincourt refuse d'accepter le programme de M. Ollivier.

ment étant alors censé aller à la liberté, il fût fort inutile que la liberté allât au gouvernement ; mais enfin l'illusion était permise, alors, ainsi que la reconnaissance, et l'on pouvait abjurer, sinon des convictions, du moins beaucoup de légitimes rancunes. Que s'est-il passé depuis, qui autorise la confiance illimitée que suppose une telle adhésion ? Est-ce l'expédition du Mexique ? Sont-ce ces semblants de réformes qui semblent n'avoir été conçus que pour tromper des aspirations qu'on ne veut pas satisfaire ? Sur quels faits se fonde M. Ollivier pour affirmer « que chaque fois qu'un besoin a été constaté on y a donné satisfaction ? » Il cite à l'appui de cette affirmation les quelques libertés industrielles qui nous ont été données, et cette loi des coalitions qui n'a été jusqu'ici funeste qu'à son auteur. Est-ce bien là ce qu'il ambitionnait pour son pays ? Dans ce cas, nous ne comprenons pas qu'il se soit jamais astreint à siéger dans les rangs de l'opposition. De semblables dissentiments ne valaient certes pas la peine d'être relevés. Quant à la loi sur les coalitions, la reconnaissance que M. Ollivier en témoigne au gouvernement est une façon délicate d'indiquer toute celle qu'on lui doit à lui-même, et il devrait, ne fût-ce que par modestie, la laisser en dehors du débat. Mais, à supposer qu'aucun des inconvénients qu'on y a signalés ne se réalise, ce qui ne prouverait pas que cette loi est bonne, mais seulement qu'on ne juge pas à propos de se servir du redoutable arbitraire dont elle arme le pouvoir, à supposer même que toutes les critiques dont elle a été l'objet soient une pure illusion, est-elle donc un bienfait de nature à ne plus nous laisser le choix qu'entre l'ingratitude et l'approbation ? Son auteur le pense peut-être, mais sans aucun doute il n'oserait pas le dire. Plus nous examinons l'apologie de M. Ollivier, moins nous pouvons la comprendre. Nous cherchons des motifs de sa conduite, et nous ne lui trouvons pas même des prétextes.

Quant aux insinuations qu'il a lancées contre l'opposition, elles ne sont qu'un écho timide et affaibli des reproches que les orateurs officiels lui adressent chaque jour, et il s'est montré, ce semble, bien pressé d'adopter leur langage. Si le gouvernement n'a pas réalisé toutes les améliorations qu'on réclame de lui, c'est qu'il est paralysé par la certitude qu'on ne s'en servirait que pour le renverser. Telle est l'accusation qui revient sans cesse au sujet des manifestes de l'opposition, sans qu'on puisse cependant lui reprocher d'être un seul instant sorti de la plus stricte légalité. Mais qui ne voit la dérision et la mauvaise foi d'une pareille fin de non-recevoir? Qui ne voit qu'avec cette méthode d'incriminer les intentions quand les actes sont irréprochables, on pourra toujours répondre par un déni de justice aux plus légitimes revendications? Les membres de l'opposition ont prêté serment à la Constitution, ils ont promis de rester dans la légalité, et ils s'y tiennent, quelle autre preuve prétend-on exiger de la sincérité de leurs intentions? Serait-ce aussi un vote d'espérance? Dans ce cas nous répondons comme M. Rouher : « On l'attendra longtemps. » Veut-on qu'ils renoncent d'abord à leur programme? N'est-ce pas une idée vraiment originale que de leur promettre de donner satisfaction à leurs opinions, à condition qu'ils commenceront par les renier?

C'est par une déduction de la même idée qu'on nous promet de nous donner la liberté lorsque nous n'aurons plus de parti parmi nous, ce qui revient à dire qu'on nous la donnera lorsque nous n'en voudrions plus. Ce qu'il y a sous cette apophtegme burlesque, c'est toujours cet aveugle préjugé qui consiste à frapper les partis, à vouloir les anéantir, soit par les proscriptions, soit par les interdictions politiques, au lieu de les désarmer de leurs griefs légitimes en allant au-devant des vœux qui leur donnent leur force sur l'esprit public. Les partis, envisagés dans

leur plus haute généralité, ne sont autre chose que l'expression des besoins d'un pays : les autres éléments dont ils se composent n'ont de puissance réelle qu'autant que ces besoins ne sont pas satisfaits. Il s'ensuit qu'il n'y aura chez nous, en fait de système politique solide et durable, que celui qui saura leur faire à chacun leur part en leur donnant la sauvegarde du droit commun, qui ne contentera pas toutes leurs prétentions et toutes leurs préférences, mais qui leur assurera toutes leurs garanties essentielles. Heureux le pouvoir qui apercevra le premier cette vérité et élèvera sa constitution sur ces assises inébranlables !

M. Thiers a vengé par un discours¹ plein de verve, d'esprit et de raison les libertés politiques, du dédain inintelligent de M. Ollivier, qui aurait volontiers répété après l'adresse du Sénat, que les libertés politiques ne *sont guère que la garantie* des autres. Oui, rien que cela en vérité, ce qui signifie que, lorsque celles-là sont absentes, les autres n'existent pas. Il ferait beau voir vraiment qu'avec la liberté de la boulangerie, de la boucherie et quelques autres reliefs de cette importance, on vint à bout de nous consoler de la perte de ces franchises fondamentales qui, dans tous les temps et dans tous les pays, se sont appelées la liberté par excellence et dont les peuples n'ont jamais pu se passer longtemps sans se dégrader. M. Thiers a aussi porté le coup de grâce aux théories de M. de Persigny, il a eu, à propos de la nuit du 4 août, un mouvement oratoire d'une vraie beauté, et nous avons éprouvé trop de plaisir à admirer l'habileté et les vives allures de ce spirituel discours, pour songer à en relever les côtés qui nous ont paru contestables. Nous sommes disposé à lui passer

1. Le discours de M. Thiers, ainsi que ceux des hommes politiques signalés par M. Lanfrey dans cette chronique, se trouvent dans le compte rendu des séances du Corps législatif publiés par le *Moniteur universel* de la deuxième quinzaine du mois de mars et du mois d'avril 1865.

jusqu'au *justum ac tenacem* qu'il a entonné à sa propre louange au début de son discours, en célébrant la fidélité immuable qu'il a conservée toute sa vie aux opinions qu'il avait embrassées dans sa jeunesse. Tout au plus nous permettrions-nous de rappeler ici les petites libertés qu'il s'est données à cet égard à l'époque de ses divers ministères. Il est cependant dans ce discours un sous-entendu au sujet duquel nous regrettons qu'il n'ait pas cru devoir dire toute sa pensée. C'est celui qui a trait à la convention du 15 septembre. Il déplore que, dans cette circonstance où la religion du pays était en jeu, on ait agi sans le consulter. L'idée de prendre le pays pour juge dans un tel débat n'a rien qui nous répugne, pourvu que ses représentants soient consultés à la suite d'élections faites dans des conditions normales, c'est-à-dire avec une entière liberté; mais cette façon de poser la question n'en est pas moins incomplète, car ce n'est pas de nous seuls qu'il s'agit; il s'agit d'un autre peuple beaucoup plus que de nous, et vouloir nous faire seuls juges de la difficulté, c'est absolument comme si, en 1789, on avait fait décider par les Transtévérins si le comtat d'Avignon continuerait, oui ou non, d'appartenir aux États du pape. N'est-il pas étrange qu'un raisonnement aussi élémentaire ne puisse, sous aucune forme, pénétrer dans des intelligences aussi compréhensibles que celles de M. Thiers et de ses amis? Tant qu'ils repousseront l'évidence avec cette obstination, par attachement pour des transactions usées et mille fois convaincues d'impuissance, ils n'auront pas le droit de s'étonner de la répulsion invincible qu'ils rencontrent chez tous les esprits fermes et sincères. Quoi qu'ils disent et quoi qu'ils fassent, cet indomptable sentiment de la justice leur survivra et renversera les obstacles qu'ils lui opposent, et, longtemps après qu'ils auront disparu, il rira de la petitesse de leurs calculs.

Ce qui est encore plus inexplicable pour nous, c'est que des hommes politiques, qui n'ont pas le moindre sentiment religieux intéressé dans la question romaine, dont l'opinion sur ce point n'a été déterminée que par leur opposition au gouvernement actuel, ne s'aperçoivent pas quelle force et quel appoint leur coalition avec l'ultramontanisme lui donne. Jamais passion plus mesquine n'a produit un plus complet aveuglement. Il faut qu'ils se le tiennent pour dit, la démocratie française ne cédera à aucun prix ce qu'elle a conquis sur ce terrain, et ceux qui cherchent à l'alarmer à cet égard ne font que la disposer à se donner corps et âme à quiconque voudra lui assurer la conservation de cette conquête. Ainsi le premier effet de cette coalition qui prétend travailler pour la liberté est, au contraire, d'en retarder indéfiniment l'avènement.

Au reste, nous reviendrons sur ce sujet, après la discussion des amendements relatifs à la question romaine, et nous espérons qu'il sera un peu mieux approfondi au Corps législatif qu'il ne l'a été au Sénat, où le débat a, d'un côté comme de l'autre, remué beaucoup de matériaux, mais manqué absolument de conclusion. Il est inadmissible, pour des esprits sérieux, qu'on ose encore nous parler du gallicanisme comme de la règle naturelle des rapports entre l'Église et l'État. Un homme d'État est tenu aujourd'hui de nous apporter autre chose que ces solutions surannées. Ce n'est qu'à cette condition qu'il peut avoir quelque prise sur les esprits.

Nous n'avons ni l'intention, ni le pouvoir d'examiner en détail toutes les discussions, auxquelles les amendements de l'opposition ont donné lieu au Corps législatif, il nous suffira d'en signaler le sens général. Ce que nous voyons avec regret se manifester de plus en plus dans les discours de la majorité, comme dans ceux qui émanent du gouvernement lui-même, c'est un parti pris de repousser ces

amendements, non pas en raison de la doctrine bonne ou mauvaise qu'ils renferment, mais en raison de leur origine même et par cela seul qu'ils sont l'ouvrage de l'opposition. Les reproches qu'on leur adresse, ne portent, en effet, presque jamais sur les principes dont ils sont l'expression ; ils sont presque toujours exclusivement dirigés contre les intentions présumées de ceux qui les ont rédigés, ce qui constitue un débat sans issue possible.

Le discours si violent de M. Thuillier, discours plus digne d'un clubiste que d'un homme d'État, peut passer pour un modèle en ce genre. M. Rouher, quoique plus modéré en général, ne manque jamais de se rejeter sur cette sorte d'accusation, lorsqu'il est à court de bonnes raisons, ce qui lui arrive souvent. Il faut se sentir bien embarrassé de trouver une justification plausible pour en venir à placer le système qui régit aujourd'hui la presse sous l'autorité du général Cavaignac, sous prétexte que, selon le général, tout gouvernement qui laisse discuter son principe est un gouvernement perdu. N'y a-t-il pas quelque indécence à invoquer cette mémoire honorée à l'appui d'une institution qui tient plus de la police que de la politique ? Et, si c'est la crainte seule d'entendre discuter le principe du gouvernement qui fait qu'on maintient les entraves qui enchainent et avilissent la presse française, que ne met-on ce principe à l'abri par une interdiction spéciale, en permettant la discussion sur tout le reste ?

La majorité montre un mauvais vouloir presque aussi systématique, car nous ne pouvons prendre, pour une concession sérieuse et efficace, les timides conseils d'économie auxquels elle a bien voulu s'associer. Dans certaines occasions elle montre même plus de zèle qu'on ne songe à lui en demander. Les regrettables attaques dont MM. Picard et Jules Favre ont été l'objet de sa part en ont fourni un curieux exemple. Elle pousse la susceptibilité encore plus

loin que les ministres, car si ceux-ci ne veulent pas qu'on mette en question le principe du gouvernement, la majorité ne souffre même pas qu'on parle de son origine.

Il n'est plus permis de remonter à la source, d'examiner les traditions, de renouer, comme on dit, la chaîne des temps, et ces deux honorables députés ont été fort durement traités pour avoir essayé de le faire. Cependant ils y avaient été, pour ainsi dire, conviés par plusieurs discours officiels, et particulièrement par l'allocution prononcée par M. Rouher sur la tombe de M. de Morny, avec un à-propos qui généralement a paru très contestable. Nous conviendrons volontiers que le 2 décembre est un souvenir assez inopportun à évoquer aujourd'hui, mais ce n'est pas pour l'opposition qu'il l'est le plus, et la majorité a semblé très convaincue de cette vérité.

Ce qui nous frappe encore dans ce que nous appellerons la stratégie des orateurs du gouvernement, c'est l'usage précieux qu'ils savent faire du suffrage universel, en tant qu'argument et artifice oratoire : quant à ce qu'ils en savent faire dans les élections, il est superflu d'y insister. Si l'on a cru pouvoir dire que la presse est une manufacture de révolutions, avec combien plus de raison ne peut-on pas déclarer que le suffrage universel est une merveilleuse machine de gouvernement. On a surabondamment signalé les services qu'il rend sous des mains habiles par sa docilité, sa lenteur à se mettre en mouvement, si favorable à l'esprit de conservation, sa lenteur plus grande encore à se pénétrer des idées qui, depuis longtemps, ont cours dans l'élite de la nation et qui n'arrivent jusqu'à lui que sous la forme d'une monnaie tellement usée, qu'elle n'a plus d'empreinte ; mais on ne se doutait pas encore des ressources qu'il peut offrir à un orateur à bout d'arguments.

La discussion de l'adresse vient de montrer quel parti on en peut encore tirer sous ce rapport. A-t-on à repousser

un amendement au sujet de la presse ? c'est le suffrage universel qui l'exige. Que deviendrait-il si la presse était jamais libre de l'infester de ses pernicieuses doctrines ? Faut-il combattre l'amendement relatif à la liberté électorale ? c'est que le suffrage universel a besoin d'être dirigé. Demande-t-on que les conseils généraux nomment leurs présidents, et les conseils municipaux leurs maires ? ces mesures, inoffensives sous tout autre régime, seraient des plus dangereuses sous celui du suffrage universel, et il faut absolument que la volonté du souverain lui fasse contre-poids. Ainsi, ce suffrage universel, qui fait notre gloire, et qui nous met au-dessus de tous les peuples du monde, est en même temps l'obstacle qui s'oppose à ce qu'on nous rende ces libertés dont les nations les plus déshéritées ne veulent plus se contenter aujourd'hui. N'est-ce pas là un instrument vraiment précieux — pour ceux qui en jouent ?

La liberté de tester a été l'objet d'une discussion très incomplète. Le temps de ces débats n'est pas encore venu en raison des craintes qu'il provoque chez les uns, et des espérances qu'il éveille chez les autres. Il en est de cette réforme comme de toutes les questions posées prématurément ; ni ses partisans, ni ses adversaires n'ont dit bien nettement ce qu'ils avaient en vue, et ils se sont moins préoccupés du sujet en lui-même que des intentions qu'ils se prêtaient les uns aux autres. En ce qui nous concerne, nous croyons que la liberté testamentaire, combinée avec certaines garanties en faveur des enfants mineurs, est la plus conforme au droit, à la dignité de la vie de famille, au maintien de l'autorité paternelle, si dégradée chez nous, en même temps que la plus avantageuse de beaucoup au point de vue économique. Nous ne nous effrayons pas pour notre pays d'une loi appliquée au sein de la société la plus démocratique qu'il y ait jamais eu dans le monde ; nous considérons comme un bienfait pour lui tout ce qui pourra

y rendre, à la famille et à l'individu, un peu de consistance et de stabilité.

La plupart des critiques qui ont été élevées contre la liberté de tester, soit par M. Guérault, soit par M. Marie, dont le discours est d'ailleurs remarquable à plusieurs égards, nous paraissent de purs fantômes et s'adressent au régime des substitutions et des fidéicommiss beaucoup plus qu'à la liberté testamentaire. Cependant nous reconnaissons que M. Marie a dit vrai lorsqu'il a parlé de la défiance et de l'antipathie universelles qu'une telle loi exciterait en France. Cet argument est décisif et tranche la question, car une loi qui ferait violence aux mœurs et aux opinions causerait infiniment plus de mal que de bien. C'est assez dire que nous ne la voterions pas aujourd'hui, bien que nous soyons persuadé qu'on y viendra un jour. La loi, telle que l'a faite le Code civil, a eu sa nécessité et a produit de bons effets à l'origine; elle n'en produit presque plus aujourd'hui que de mauvais. Ces résultats ont été maintes fois signalés dans l'ordre des intérêts par les économistes; ils sont peut-être plus fâcheux encore dans l'ordre moral; mais ils sont beaucoup moins perceptibles en raison même de leur nature, et ils ne frapperont les esprits qu'à la longue. Cette réforme est d'ailleurs de celles qui peuvent attendre sans grand inconvénient.

C'est là malheureusement ce qu'on ne peut pas dire de celles qui ont été réclamées par l'opposition; mais l'opinion de la Chambre paraît très arrêtée à cet égard, et le soin qu'elle a mis à repousser des amendements qui n'avaient pour ainsi dire pas un caractère politique, celui par exemple qui était relatif à l'élection des maires, est fait pour ôter toute illusion à ceux qui espéraient l'entendre élever la voix en faveur des libertés locales. Elle n'a pas accueilli plus favorablement les adjurations si pressantes de M. Jules Simon que les critiques acérées qui ont

été dirigées par M. Picard contre la dictature de M. Haussmann. Nous voici donc forcés, pour toute ressource, d'en revenir au fameux décret de décentralisation et de placer toutes nos espérances dans le libéralisme du conseil d'État. Nous n'exprimerons pas ici les sentiments qu'une telle perspective nous inspire. Nous aurions peur de devenir « libre jusqu'à la véhémence, » comme le dit si singulièrement M. Ollivier en parlant du ton de la presse.

Fuyons à l'étranger et vengeons-nous sur le prochain, c'est une grande ressource ; M. Thiers l'a remarqué avec perspicacité. Mais quoi ! combien de fois, sous la Restauration, ne lui est-il pas arrivé d'interpeller et de vilipender la dynastie des Stuarts ? Et, aujourd'hui même, combien de fois ne lui arrive-t-il pas, dans ses discours, d'employer la forme de l'apologue ou de l'allusion ? Qu'il nous laisse donc nos Bismark et nos prince Couza. Que deviendrait la polémique en France sans ces personnages symboliques ?

Au reste cette ressource nous manque aujourd'hui, et l'étranger ne nous fournit pas le moindre grain de mil. Le prince Couza continue à jouir en paix du fruit de ses exploits, et si M. de Bismark commence à éprouver quelques petits désagréments du côté de l'Autriche, il n'est pas homme à se troubler pour si peu. Partout ailleurs qu'en Allemagne, la motion qui vient de séparer à Francfort les États germaniques en deux camps ennemis aurait une incontestable gravité, car elle met en présence des prétentions qui ne semblent pas faciles à concilier ; mais M. de Bismark a trop souvent tâté le pouls à la Confédération, pour s'émouvoir des criâilleries des petits États, qui se sont ligués contre lui avec l'Autriche pour lui faire lâcher les duchés. Il serait regrettable, toutefois, que les choses en restassent là. Il faut que l'Allemagne expie, par ses divisions intestines, la violation du droit qu'elle a

commise, et nous ne désespérons pas de la voir se charger elle-même de nous offrir ce salutaire exemple.

Aux États-Unis, tout se prépare pour une lutte qu'on n'ose prédire devoir être la dernière, mais dont on ne peut, cependant, contester sérieusement la suprême importance, en présence des événements qui l'ont précédée. Beaucoup se plaisent à croire que cette guerre peut durer indéfiniment ; mais, ce qui est encore plus certain que les calculs auxquels ils se livrent à cette occasion, c'est que la paix peut-être conclue d'un instant à l'autre, et qu'elle a déjà été plus d'une fois à la veille de se faire. Or, il y a aujourd'hui, dans les États du Sud, beaucoup plus d'éléments pour la paix que pour la guerre. On peut dire que la cause même de la guerre a disparu, puisque la plupart des intérêts qui l'ont fait faire ont été entièrement anéantis.

8 mai 1865.

Malgré tout, le monde marche ! Voilà la vérité qui est venue nous frapper avec une force irrésistible au milieu de tous nos découragements, et qui nous permet d'envisager l'avenir sans crainte. Qui peut se reporter à notre situation générale d'il y a un mois, et ne pas sentir que depuis lors un progrès s'est accompli dans les choses humaines, que le monde a fait un pas ? Sans doute, aux yeux du philosophe, ce pas n'a point été fait dans ce court espace de temps ; il est la résultante d'efforts et de sacrifices sans nombre qui datent de bien des années déjà, mais le produit de ces longs et pénibles labeurs n'est devenu visible qu'au dernier moment, et alors que ceux qui avaient semé

le germe étaient loin encore de s'attendre à cueillir le fruit. Que ce succès d'une rapidité si imprévue, qui vient de couronner les efforts de nos frères d'Amérique, nous soutienne et nous encourage au milieu de l'apparente inutilité de nos luttes ! Attendons du moins, pour désespérer, que nous ayons fait, pour notre cause, une faible partie des sacrifices qu'ils ont si généreusement prodigués à la leur.

Le crime¹ qui est venu ensanglanter une si belle victoire, loin d'en affaiblir la portée, n'a fait qu'en relever l'éclat. La mort de M. Lincoln, qui dans la pensée de son auteur, devait tout compromettre, a été, au contraire, l'occasion d'une manifestation morale à laquelle le monde entier a pris part, et qui a donné aux États du Nord toutes les nations pour complices. En Amérique, elle a rapproché tous les partis, fait taire tous les dissentiments, imprimé à la direction des affaires une impulsion plus active que jamais. Ainsi il a été donné à ce juste de servir jusque dans la mort cette patrie à laquelle il avait dévoué toute sa vie.

Si les hommes ne se plaisaient pas, par-dessus tout, à glorifier ceux qui leur ont témoigné le plus de mépris, si la légende ne s'attachait pas le plus souvent à poétiser d'indignes héros, l'imagination populaire trouverait difficilement un type plus facile à idéaliser que cette pure et touchante physionomie d'Abraham Lincoln. Quoi de plus réellement poétique que ce pauvre fils de charpentier, s'élevant peu à peu, et par son seul mérite, jusqu'au gouvernement de la plus florissante société de son temps, conservant son autorité pure de tout excès au milieu de la crise la plus affreuse, sauvant sa patrie, qu'on croyait perdue, à force de sagesse, de droiture et de dévouement, et,

1. Le président des États-Unis, Lincoln, a été assassiné au théâtre par le comédien Booth, dans la soirée du 14 avril 1865.

une fois sa tâche remplie, recevant pour récompense cette fin tragique, comme le travailleur qui reçoit son salaire après avoir achevé sa journée. Mais il y a trop de simplicité et d'honnêteté dans ce modeste héros, pour que les hommes lui donnent la gloire qu'ils accordent si facilement à ceux qui les exploitent et les avilissent. Vous en feriez un Dieu plus facilement qu'un grand homme. Ne plaignons pas trop ceux qui ont obtenu l'estime du monde sans avoir arraché son admiration : qui sait, si, malgré tout, ils n'ont pas eu la meilleure part ?

Ce qui nous frappe le plus dans la courte vie publique de M. Lincoln, et ce qui en fera la beauté aux yeux de l'histoire, c'est le progrès constant dont témoigne sa conduite politique depuis son entrée aux affaires, jusqu'au dernier jour de son administration. Ceux qui savent combien ce mérite est rare chez les hommes d'État, et quelles facultés il implique, ceux-là tiendront compte à M. Lincoln, non seulement de ce qu'il a fait, mais de tout ce que promettait cette élévation croissante. Qui ne se souvient de ses tâtonnements des premiers jours, de la gaucherie et de la timidité de cette âme dépaycée au milieu des farouches passions de la guerre civile ? Peu à peu, son assurance se raffermir, ses vues deviennent plus nettes et plus précises, sa résolution devient plus arrêtée ; son gouvernement prend un caractère tout nouveau de vigueur et de décision, en même temps qu'il reste d'une inébranlable modération ; il domine les passions qui grondent autour de lui, en même temps qu'il demeure le maître de ses propres entraînements ; enfin, il traverse des périls inouïs et écrase une insurrection formidable sans avoir touché à une seule des institutions de son pays, spectacle, non pas rare, mais tout à fait sans précédents dans les annales des peuples. Si l'on rapproche de cette conduite les dispositions que montre M. Lincoln après la victoire, l'esprit de concilia-

tion, de sérénité, de justice, qui donne une si vraie noblesse à ses derniers manifestes, la douceur, l'élévation d'âme dont témoignent ses derniers entretiens dans leur familière simplicité, il est difficile de lui disputer le mérite d'avoir atteint à la vraie grandeur. Enfin, ce ne sera pas un médiocre honneur auprès des générations futures, que d'avoir attaché son nom à la fin de l'esclavage dans le monde !

Malgré tout ce qui a été dit et écrit pour et contre son successeur, nous nous abstiendrons, pour le moment, de le discuter ; nous nous ferons un devoir de ne le juger que sur ses actes. Un homme n'est pas tout aux États-Unis, même quand il est à la tête du gouvernement. Voilà ce que nous oublions trop facilement avec nos préjugés européens. Le président eût-il même l'importance que nous lui attribuons, il ne nous serait pas facile de désespérer d'un pays qui possède des hommes tels que M. Seward, ou, dans un autre ordre, tels que Grant et Sherman, dont la récente correspondance a révélé autant de grandeur d'âme que leur brillante campagne contre le Sud avait révélé de supériorité militaire.

L'Europe, où rien ne finit jamais, a reçu un salutaire contre-coup des événements d'Amérique, mais les effets de ce contre-coup ne pourront être aperçus que plus tard ; il n'est encore, pour le moment, qu'à l'état d'impression morale. En attendant que les peuples prennent chez nous, comme là-bas, la passion de la justice, nous assistons à une espèce d'intermède dans lequel on fait l'essai de divers compromis qui ne nous semblent pas destinés à avancer beaucoup les questions. Parmi ces expériences, il en est deux surtout qui occupent l'attention publique : la tentative que le roi d'Italie fait auprès du pape par l'entremise de M. Veggese et celle que l'empereur des Français fait pour relever notre colonisation en Algérie. Nous serions

heureux de pouvoir croire au succès de ces deux entreprises, mais ni l'une ni l'autre ne nous inspirent une grande confiance, et nous ne serons pas embarrassé lorsque nous aurons à dire les raisons de notre peu de foi. Nous attendrons pour cela que les mesures sur lesquelles elles doivent s'appuyer soient mieux connues.

Notre Corps législatif a terminé les débats de l'adresse¹, après une discussion sur la question romaine, dont l'effet n'a été bon pour personne. Nous avons vu reparaitre à cette occasion une foule de sophismes qu'on croyait morts et enterrés depuis longtemps, et nous nous sommes étonné une fois de plus de la vitalité que conservent, en France, toutes ces choses fossiles. Cela rappelle tout à fait une pièce intitulée *le Cadavre récalcitrant ou le Fossoyeur dans l'embarras*. Vous rencontrez à chaque pas des revenants qui vous soutiennent imperturbablement qu'ils n'ont jamais cessé de vivre. C'est là ce qui explique les beaux progrès que nous avons faits en soixante-dix ans de révolution. En Amérique, on emploie quatre ans à l'abolition de l'esclavage. Chez nous, en dix ans, on ne détruit même pas un raisonnement absurde. Il est infiniment regrettable que l'opposition ait cru devoir laisser à un membre de la majorité, M. Émile Ollivier, l'honneur de protester contre les théories étranges qui ont été formulées à cette occasion. C'est à la presse de suppléer à ce silence de la tribune.

Il est déjà bien tard pour parler du discours de M. Thiers². Cependant il ne nous est pas permis de le laisser passer sans en dire quelque chose, et nous nous sentons d'autant moins disposé à manquer à ce devoir, qu'on s'expose, en le remplissant, à la malveillance de beaucoup de coterie qui nous inspirent trop d'estime pour que nous

1. A la date du 13 avril 1865.

2. Voir le compte rendu de la séance du Corps législatif du 12 avril 1865.

redoutions leur dénigrement. Après avoir entendu les éloges qu'elles ont prodigués à ceux qui ont servilement accepté leur mot d'ordre, nous ne nous consolerions pas de n'avoir pas mérité leur blâme. On fait aux hommes qui ont à exprimer publiquement leur opinion sur le dernier discours de M. Thiers une situation vraiment singulière. Dans l'intimité, personne ne consent à paraître assez dupe pour prendre ce discours au sérieux ; on en parle en haussant les épaules, on sourit d'un air fin, pour bien donner à entendre qu'on ne fait pas partie du public épais auquel s'adressent ces gros lieux communs et toutes ces vieilleries ramassées dans l'antichambre de Talleyrand ; enfin, on admet sans difficulté vos objections ; mais du moment où vous en parlez dans un journal, c'est-à-dire au pays, vous êtes tenu d'admirer et de faire la gémulation, sinon vous êtes dénoncé, honni, mis à l'index, et l'aimable M. Paradol lui-même, oubliant la modestie qui convient à ses fonctions, vous menace de vous chasser de cette église libérale dans laquelle il sert d'enfant de chœur à Mgr Dupanloup.

Quelque rigoureux que soit ce châtiment, nous nous résignons à en courir le risque pour le simple plaisir de dire tout haut ce que chacun pense tout bas. Nous avouons d'ailleurs ne rien comprendre aux scrupules qui, en cette occasion, ont fermé la bouche à beaucoup d'adversaires de M. Thiers. S'il y a eu une agression, de quel côté est-elle venue ? Quoi ! cet orateur aura le droit d'accumuler les attaques les plus violentes et les calomnies les plus ridicules contre les principes que nous avons défendus toute notre vie, et il nous sera interdit de lui répondre autrement que par le silence ? Nous serons tenus de renier nos opinions de tous les temps ou de les taire, ce qui revient parfois au même, parce que, d'une part, le gouvernement a paru leur donner un faible encouragement, et que, de l'autre, il a plu à M. Thiers de les combattre ? On trouve

donc qu'il n'y a pas encore assez d'équivoque, assez d'obscurité et de sous-entendus dans notre situation politique ?

— Il faut entraver, diviser, avilir la seule opinion à laquelle il reste quelque force, la seule qui soit digne, franche et conséquente, celle qui veut la liberté en tout et partout, à l'extérieur comme à l'intérieur ?

Nous savons aussi bien que les thuriféraires de M. Thiers de quels prétextes se pare cette tactique. C'est au nom de l'opposition à outrance qu'elle se présente, et l'on nous vante cet expédient comme infaillible, à la condition, bien entendu, que nous en ferons tous les frais ; malheureusement l'héroïsme de ceux qui préconisent ce système est connu, et on les mettrait à une cruelle épreuve si on voulait les prendre au mot. Mais acceptons pour un instant cette savante stratégie qui consisterait à nous laisser couper les deux bras dans l'espérance qu'on arrachera un cheveu à notre adversaire ; c'est donc là la politique que vous nous proposez comme un instrument d'opposition efficace ? C'est en se faisant autrichiens et papistes que les libéraux se rendront redoutables au régime actuel ? Quelle plus complète apologie, quel plus beau *repaussoir* pouviez-vous imaginer à la politique du gouvernement ? Quoi de plus propre à la populariser, à la faire valoir que ce programme où l'on voit figurer la reconstitution du pouvoir pontifical, la restauration des princes italiens, l'alliance avec l'Autriche, l'alliance avec l'absolutisme politique et l'absolutisme religieux ? Ce sont là vos habiletés ! Vous ne sentez donc pas que le parallèle n'est pas à votre avantage ? Il ne vous souvient plus que ce programme a été mis à l'épreuve, qu'il est de l'histoire ? Faut-il donc vous rappeler avec quelles nausées et avec quel dégoût ce pays a rejeté cette politique misérable ?

Comme œuvre d'opposition, le discours de M. Thiers est jugé par ce résultat ; rien n'était plus propre à donner

des partisans à la politique qu'il combat. Comme œuvre de discussion, il n'est pas facile d'en suivre et d'en saisir la portée, car c'est un modèle de ce verbiage évasif et plein de fluidité qui touche à tout sans rien étreindre, et qui n'offre nulle part ni une pensée dominante ni une argumentation substantielle. C'est une sorte de macédoine des noms et des faits les plus étonnés de se trouver ensemble, et chacun d'eux est flanqué de l'épithète que l'orateur juge la plus propre à produire de l'effet, l'illustre Abailard, le grand Buffon, l'immortel Bossuet, le profond Cuvier, etc., etc. Quelquefois cette épithète est quelque peu aventurée, comme lorsque M. Thiers dit le *fervent* Descartes; personne ne s'était douté avant lui que Descartes était un catholique *fervent*; mais à quoi bon y regarder de si près? L'auditoire n'a-t-il pas applaudi? Ainsi que ces noms l'indiquent, il y a de tout dans ce discours, de la métaphysique, de la science naturelle, de l'histoire; on y trouve même des théories sur la peinture et l'architecture, des vues sur « l'art sévère et sublime de Michel Ange, » comparé « à l'art aux mille couleurs de Titien et de Véronèse; » il ne faut donc pas s'étonner si les questions essentielles y sont à peine effleurées.

Au surplus, on aurait grand tort de supposer que ces hors-d'œuvre n'avaient pas un but dans l'esprit de M. Thiers. Il s'est rabattu sur l'accessoire pour éviter les difficultés du principal, voilà tout. Et lorsqu'il peignait « Venise la reine des mers, s'endormant paisiblement dans les bras de l'aristocratie et des plaisirs, » ou bien encore l'église « recueillant l'esprit humain comme un pauvre enfant abandonné que, dans le sac d'une ville, on trouve expirant sur le sein de sa mère égorgée, » croit-on qu'il ne cherchait dans ces images d'un goût si médiocre et d'une coquetterie si surannée qu'une simple satisfaction littéraire? Non, par ces chatoiements de style, par cet

étalage de philosophie et de dilettantisme il se proposait de séduire et de charmer ses auditeurs en leur révélant leurs propres aptitudes artistiques et leurs connaissances variées qu'ils ignoraient. Mais, quand on risque une pareille tentative, il faut réussir, sans quoi l'artifice est percé à jour, et toute cette érudition de mauvais aloi, et le *fervent* Descartes, et le profond Guichardin, et *Vico*, et Filanghieri, tout cela tombe à plat. Le vigilant Polybe lui-même, qui est la principale autorité de M. Thiers en matière de politique extérieure, le vigilant Polybe à qui M. Thiers a emprunté sa généreuse maxime sur la nécessité « d'empêcher les petits États de devenir grands, » le neuf, l'ingénieux Polybe ne semble plus qu'une autorité du même ordre que ce fameux chapitre des *chapeaux* d'Aristote qui est si souvent cité par les médecins de Molière.

Après l'étalage d'érudition vient l'étalage de libéralisme. M. Thiers se vante plus que jamais d'être libéral. Il est un « ami de la vraie liberté, » ainsi qu'il l'écrivait autrefois au frontispice de cet ouvrage en vingt gros tomes, le plus épais monument qu'on ait jamais consacré à la glorification du despotisme. Lorsqu'il énumère les services qu'il a rendus à la cause de la liberté, il y a dans son accent un mélange de vanterie et de componction vraiment adorable; mais il oublie dans son énumération le plus mémorable de ses services, et malheureusement aussi le plus réel, celui d'avoir rendu la liberté si attrayante, que la France l'a prise en dégoût et depuis lors n'a plus voulu en entendre parler. Quant à la fidélité inviolable que M. Thiers se flatte d'avoir gardée à ce qu'il appelle ses convictions, il faudrait, avant de l'admettre, avoir oublié toutes les palinodies qu'on lui faisait tour à tour chanter et déchanter pour un porte-feuille. Qui n'a ri de cette triste comédie avant d'avoir eu à en déplorer les suites? Il lui serait difficile, même en

écrivait sa propre histoire, d'accréditer cette légende de fidélité, c'est trop compter sur notre peu de mémoire. Qui plus que lui a contribué à former cette génération sans cœur et sans dignité, pour qui la politique n'est qu'un moyen de parvenir, et qui n'a jamais eu d'autre dieu que le succès?

Après avoir rappelé à M. Thiers ces vérités élémentaires, nous voudrions, si notre faible voix pouvait arriver jusqu'à lui, le supplier de ne pas refuser à la liberté un dernier service qui effacerait tous ceux qu'il lui a rendus jusqu'à ce jour. Ce service consisterait à ne plus prononcer son nom. En présence de l'incroyable abus qui est fait de ce mot de liberté par les ultramontains d'une part, et par les officieux de l'autre, il ne sera bientôt plus permis aux honnêtes gens de s'en servir. M. Thiers, qui, en sa qualité d'académicien, possède le privilège de créer des mots nouveaux, arrivera facilement, en unissant ses lumières à celles de Mgr Dupanloup, et après avoir dûment invoqué le Saint-Esprit, à en forger un pour la chose louche, difforme et contre nature qu'il désigne sous ce nom. Ce serait pour la liberté une véritable réhabilitation que de n'avoir plus à subir ses éloges ni ceux de ses amis.

C'est, en effet, au nom de la liberté que M. Thiers réclame ce que les catholiques exigent au nom d'une foi inflexible et absolue qui ne s'est jamais défendue d'être tyrannique quand elle l'a pu. Là est l'originalité de son opinion. Il est nécessaire à la liberté de M. Thiers que les populations des États romains soient maintenues à perpétuité sous le gouvernement le plus méprisable et le plus avilissant qui ait jamais existé; il est nécessaire à la liberté de M. Thiers que ce gouvernement continue à jouir de toutes ses prérogatives, y compris le droit de voler les enfants aux pères de famille; si vous touchez à toutes ces ignominies, vous attendez à la liberté de M. Thiers. En

revanche, vous ne lui ferez jamais comprendre qu'il puisse aussi être nécessaire à la liberté de quelqu'un de lui prendre la sienne. Voilà, avec l'éloge de la *sage Autriche*, notre alliée naturelle, et l'apologie des princes italiens traîtres à leur patrie, la thèse de ce docteur du libéralisme; voilà les opinions dont on veut nous rendre solidaires, voilà le soufflet qu'on nous propose d'accepter en échange d'une égratignure faite à l'amour-propre d'un ministre, voilà l'image déshonorée qu'on ne craint pas de montrer aux générations nouvelles sous ce nom auguste de liberté. N'avons-nous pas raison de dire qu'il faut des mots nouveaux pour désigner de pareils accouplements d'idées? Refaites, si vous voulez, la langue française, mais cessez de la faire mentir!

Venons-en maintenant au curieux raisonnement sur lequel M. Thiers s'appuie pour démontrer qu'en touchant au pouvoir temporel on viole sa liberté de catholique. « Chaque culte, dit-il avec solennité, a son principe, et en touchant à ce principe on attente à la liberté de ce culte. Le protestantisme a pour principe le libre examen; le catholicisme a aussi son principe qui n'est pas moins respectable : ce principe, « c'est l'unité de la foi *maintenue par un chef étranger*. » Avez-vous compris toute la beauté de cette définition, lecteur? Prévoyez-vous bien toutes les conséquences que le grand orateur libéral va tirer de ces glorieuses prémisses? Car, enfin, si les catholiques ont droit, en vertu de leur foi, à un chef étranger, c'est-à-dire, a soin d'expliquer M. Thiers, « résidant à l'extérieur et régnant dans la résidence qu'il occupe, » il s'ensuit rigoureusement qu'en lui ôtant son royaume vous violez le droit des catholiques.

On pourrait d'abord demander quel est ce droit singulier qui ne peut se satisfaire qu'en empiétant sur le droit d'autrui. Mais tenons-nous-en à la règle que M. Thiers nous

dent relatif au discours d'Ajaccio ¹ est venu démontrer que cette observation n'a rien perdu de sa vérité, et pourrait s'appliquer même aux régences qui ne durent que quelques semaines. Le public a été sur le point de prendre l'événement au tragique, en présence du désaveu si sévère que la lettre impériale a infligé au discours; mais, chose singulière, la double démission offerte par le prince Napoléon l'a rassuré tout à fait, au lieu d'augmenter ses alarmes. La seule démission qui l'eût ému est justement celle que le prince n'a pas donnée. En quoi nous ne nous chargeons nullement de justifier ce public, tour à tour si exigeant et si facile à contenter! En ce qui concerne le fond même du débat, on concevra que, n'en pouvant dire qu'imparfaitement notre avis, nous nous abstenions complètement d'en parler. Le discours d'Ajaccio est, à nos yeux, de la fantaisie historique plutôt que de l'histoire; mais il n'a plus aujourd'hui d'autre importance que celle d'une opinion tout individuelle, et à ce titre il a droit à ce qu'on le laisse dormir en paix. On remarquera toutefois combien il faut que la mémoire de Napoléon ait été défigurée pour que ses héritiers eux-mêmes en viennent sur son compte à des interprétations aussi contradictoires. La divergence d'opinions ne serait pas plus grande s'il s'agissait de fixer le sens d'un chapitre de Hegel, et le mysticisme avec lequel on l'exprime n'annonce pas qu'elle soit près de finir. Nous n'avons pas besoin de dire, d'ailleurs, que ces deux tradi-

1. Pendant le voyage de l'empereur en Algérie, l'impératrice avait été nommée régente. C'est à cette époque que le prince Napoléon prononça, à Ajaccio, un discours à l'inauguration du monument élevé en Corse en l'honneur de Napoléon I^{er} et de ses quatre frères. (Voir le *Siècle* des 19 et 20 mai 1865.) Ce discours irrita l'empereur; et celui-ci le désavoua dans une lettre consignée dans le *Moniteur universel* des 26 et 27 mai de la même année. En réponse à cette lettre, le prince Napoléon offrit de se démettre de ses fonctions officielles de vice-président du conseil privé et de président de l'Exposition universelle de 1867. Cette offre fut acceptée. (Voir le *Moniteur universel* du 9 juin 1865.)

tions si dissemblables ne nous paraissent pas plus fondées l'une que l'autre : nous ne croyons pas plus à un Napoléon impénétrable et infaillible qu'à un Napoléon repentant et touché par la grâce. Nous n'avons pas là-dessus de révélation particulière, et nous nous en tenons aux enseignements de l'histoire, qui laissent aujourd'hui peu de chose à désirer sous le rapport de la clarté.

Le voyage de l'empereur en Algérie¹ approche de son terme, et personne ne sait encore à quoi s'en tenir au sujet des réformes qui sont destinées à ressusciter cette colonie. Nous disons ressusciter, le mot régénérer étant tout à fait insuffisant ici, et étant d'ailleurs spécialement consacré au Mexique. Nous craignons fort que cette œuvre, toujours si difficile, ne rencontre en Algérie, non seulement de graves obstacles, mais de véritables impossibilités. Quelque sensibles que puissent être les Arabes aux citations du verset de la vache et à la démonstration philosophique des avantages que la conquête apporte aux vaincus, il nous semble bien douteux que nos colons français, si peu actifs, si peu doués de la consistance et de la solidité qu'exige la rude tâche à laquelle ils se dévouent, parviennent jamais à s'assimiler à un degré quelconque une race aussi éloignée de nos idées et de notre civilisation. Ce résultat nous paraît problématique, même en supposant qu'on les délivre de toutes les entraves administratives et militaires qui ont jusqu'ici paralysé leur action, ce qui n'est pas probable. On a souvent discuté la question de savoir si nous étions aptes à la colonisation proprement dite, et ce seul doute, appuyé d'ailleurs sur des observations positives et caractéristiques, prouve tout au moins que cette aptitude n'est pas très prononcée chez nous ; mais la colonisation est en

1. Consulter le *Moniteur universel* des mois de mars et juin 1865 qui contient le récit de la visite de l'empereur en Algérie, ses proclamations et discours.

Algérie beaucoup plus compliquée que partout ailleurs, tellement compliquée, qu'on peut se demander si des peuples beaucoup mieux doués que nous, sous ce rapport y sauraient réussir.

On a relevé avec raison l'incompatibilité qui existe entre le système militaire et le développement progressif d'une colonie ; mais signaler la difficulté, ce n'est pas la résoudre. Comment, en effet, se passer d'une nombreuse armée en présence d'une population toujours menaçante, et comment entretenir en Algérie une nombreuse armée sans donner à l'autorité militaire une influence proportionnelle à son rôle et à ses services ? Même en rendant à l'autorité civile une prééminence qui, dans beaucoup de cas, restera forcément nominale, vous ne détruirez pas le mal, car vous n'en implanterez pas moins dans votre colonie les mœurs et les habitudes militaires si différentes de celles qui font le colon. L'Algérie est pour nous une conquête, elle n'est pas, et de longtemps elle ne sera pas une colonie. Si vous voulez savoir la différence qui existe entre ces deux choses, comparez ce que les Anglais font aux Indes avec ce qu'ils font en Australie : de l'un à l'autre système il y a toute la distance qui sépare un campement d'un établissement stable et définitif, une exploitation fondée sur la force d'un état de choses légal et régulier. Quoique nous semblions condamnés, par la nécessité même de notre occupation, à pratiquer envers les Arabes le système que les Anglais suivent à l'égard des Indiens, on comprendra que nous n'ayons aucun goût pour un semblable modèle, et que nous ne le proposons pas à notre pays comme un exemple à imiter. Peut-être, cependant, serons-nous amenés à reconnaître un jour qu'il est le seul praticable, et, dans ce cas, comme l'Algérie nous coûte au lieu de nous rapporter, il ne manquera pas de logiciens pour tirer la conclusion.

Il est inutile de dire que nous souhaitons vivement que

ces prévisions, inspirées par l'état de langueur de notre colonie d'Alger, persistant en dépit des tentatives de toute sorte qui ont été faites pour la galvaniser, reçoivent un complet démenti par suite des mesures qui ont été annoncées. On sait que les impressions des témoins des manifestations auxquelles le voyage impérial a donné lieu sont tout à fait différentes de celles que nous exprimons ici. Mais n'y a-t-il pas quelque sujet de craindre qu'on ait pris beaucoup trop au sérieux toutes ces fantasias arabes? Lors même qu'il en serait ainsi, ne nous hâtons pas d'accuser les Arabes de duplicité, ils n'auraient fait que nous rendre, comme on dit, la monnaie de notre argent. Si l'on veut bien connaître ces populations, beaucoup plus perspicaces qu'on ne pense, et le compte qu'on doit tenir de leurs démonstrations, on n'a qu'à se reporter aux souvenirs de la campagne d'Égypte. Le général Bonaparte, qui avait le premier imaginé les citations du Coran, et qui était passé maître dans l'art de parler tous les langages, eut un instant la conviction qu'il pourrait, grâce à ces petits artifices, s'emparer pour toujours des imaginations. Il se montrait dans toutes les cérémonies religieuses, ne jurait que par Allah et le prophète, se vantait dans ses proclamations d'avoir abattu le pape ennemi du croissant. Il en était là, et vivait au Caire en pleine sécurité, en parfaite confiance dans le succès de son procédé pour gagner l'esprit des populations arabes, lorsque éclata, dans la ville même où il résidait, cette insurrection terrible dont il faillit être la première victime. A dater de ce jour, il cessa de faire de la couleur locale. Il ne viendra sans doute à l'idée de personne de conclure de là que rien de semblable puisse se préparer en Algérie, mais on se défendra avec raison, d'après ce précédent et beaucoup d'autres semblables, d'attacher la moindre importance à des manifestations bruyantes, mais tout extérieures, et qui ne prouvent rien

de la part de populations profondément tenaces, persistantes, attachées à leurs coutumes, et avec lesquelles nous n'avons aucun point de contact réel. Il faut une grande dose d'optimisme pour espérer que la mobilité française pourra jamais entamer de telles mœurs.

La discussion du budget a commencé au Corps législatif après une trêve de quelques semaines, que cette laborieuse assemblée s'est accordée à elle-même, pour se remettre des fatigues que lui a coûté la rédaction et le vote de l'adresse. L'examen du budget étant un soin des plus futiles auprès de cette importante pièce de rhétorique que nos députés déposent tous les ans aux pieds du trône, on peut être assuré qu'ils y consacreront beaucoup moins de temps qu'aux débats de l'adresse. La discussion générale est déjà terminée, après deux discours de M. Thiers¹, qui a critiqué, avec la compétence que tout le monde lui reconnaît en cette matière, les complications et les obscurités qu'on pourrait croire calculées de notre répartition budgétaire, et l'imprévoyante prodigalité qui préside à la gestion de nos finances. Notre administration financière semble participer au goût de spéculation effrénée qui, depuis quelques années, s'est emparé des particuliers; toutes ses opérations et tous ses calculs sont essentiellement aléatoires et se fondent sur le développement supposé de la richesse nationale dans l'avenir, au lieu de prendre pour base les faits existants. Avec un tel système, il est facile de dissimuler les embarras présents à l'aide et aux dépens des ressources futures; mais on s'engage par là même à réussir toujours, ce qui est quelque peu téméraire; et si jamais il survient un revers ou seulement un temps d'arrêt, tout l'échafaudage peut s'écrouler en amenant d'immenses désastres.

1. Voir le compte rendu de la séance du Corps législatif dans le *Moniteur universel* du 2 juin 1865.

M. Thiers a fait ressortir avec son habileté accoutumée, quoique avec trop de diffusion; ce vice général de notre système financier; il en a mis en lumière les artifices et les illusions; il a rappelé les améliorations promises remplacées par de nouvelles aggravations. Nous ne lui reprochons ici que ses invocations trop fréquentes aux mânes du baron Louis, protecteur de son enfance. Le baron Louis paraît devoir succéder, dans les nouveaux discours de M. Thiers, au baron Polybe, dont le patronage ne lui a décidément pas porté bonheur. Mais ce n'est là de notre part qu'une critique oratoire; il en est une d'un autre genre et à laquelle nous attachons beaucoup plus d'importance. On devine qu'il s'agit ici de l'opinion que M. Thiers a exprimée relativement à la réduction de l'armée. M. Thiers devait être contraire à la réduction de l'armée, de même qu'il a été contraire au libre échange, au développement des chemins de fer, à la décentralisation, à l'unité italienne, à la séparation de l'Église et de l'État, à toutes les mesures réclamées par les idées et les besoins nouveaux; sans cela il ne serait pas le chef de l'opposition *libérale* dans ce pays amoureux de l'antithèse.

Tout cela est parfaitement dans l'ordre. Cependant, en ce qui concerne la réduction de l'armée, on ne se rend pas très bien compte des motifs qui inspirent M. Thiers. Que les partisans de la démocratie militaire, que ceux qui espèrent voir le régime actuel jeter le gant à l'absolutisme européen et entreprendre une croisade en faveur de la Pologne et de la Vénétie, tiennent au maintien intégral de l'énorme effectif actuel, on le comprend; mais qu'un partisan de la paix à tout prix, dont la politique ne consiste qu'à rassurer les puissances et à consolider les oppressions existantes, se refuse au licenciement de 80 ou 100,000 hommes sur une armée qui en compte près de 600,000, voilà ce qui passe notre entendement. Si ce maintien de l'effectif

n'a d'autre but que « d'empêcher les petits de devenir grands, » selon la maxime favorite de M. Thiers, c'est prendre une peine inutile ; il se trouvera toujours assez de gens en Europe pour écraser les faibles, et la France n'a pas besoin de se consacrer spécialement à cette glorieuse besogne. S'il n'a, au contraire, d'autre but que de pouvoir, à un moment donné, renouveler les fanfaronnades de 1840, c'est payer trop cher un plaisir sans danger.

La discussion du budget devait tout naturellement appeler l'attention sur cette expédition du Mexique dont le moindre inconvénient aujourd'hui est d'être le plus grave de nos embarras financiers. Quelque soin qu'on apporte à dissiper sur ce point les inquiétudes publiques, on a pu remarquer la distance qu'il y a entre les dernières paroles que M. Rouher a prononcées sur ce sujet et son ton triomphant d'il y a deux mois. C'est qu'en effet les événements tant de fois prédits sont en voie de s'accomplir, et bien que jamais plus inutiles avertissements n'aient été plus ponctuellement confirmés, on peut annoncer avec plus de certitude encore que d'ici à peu il sera trop tard pour revenir en arrière, et que cette dernière prédiction ne sera pas mieux écoutée que les précédentes. Un jour, quand l'histoire voudra mesurer avec précision le degré de liberté que renferment nos institutions depuis le 24 novembre, elle racontera la façon dont cette expédition s'est faite. Sur ce point, nous ne craignons pas de faire appel à tous les témoignages, à toutes les mémoires. L'immense majorité de la nation était contraire à cette expédition, et ceux mêmes qui la votèrent par esprit de discipline la virent avec regret. Ses inconvénients, ses dangers inévitables furent prévus, signalés par la presse, par la tribune, par tous les organes de l'opinion publique, avec une force, une unanimité qui ne laissaient rien à désirer.

Mais, bien que le souverain lui-même eût déclaré, dans

un manifeste mémorable, que son pouvoir avait besoin d'être averti et contenu, il ne se trouva pas un corps dans l'État qui osât prendre sur lui en cette occasion la responsabilité à laquelle on l'avait convié; et l'expédition eut lieu. C'est par des entreprises de cette nature que les nations expient l'abandon de ces garanties de contrôle qui sont le plus impérieux de leurs devoirs. Notre première punition d'avoir consenti à cette expédition est dans le spectacle de ce qui se passe au Mexique. — Je ne parle pas du sang et des sacrifices de tout genre qu'elle nous a coûté, mais de l'étrange politique qui s'y autorise de notre patronage. Qui n'a lu cette singulière Constitution, qu'on peut résumer en deux articles, l'un qui proclame les principes de 89, l'autre qui permet à l'empereur de les suspendre à volonté? Qui n'a lu le compte rendu des séances de ces conseils de guerre devant lesquels on voit de simples soldats seuls chargés de la défense des accusés? Se figure-t-on bien le courage civil et l'indépendance d'esprit d'un fantassin plaidant devant son colonel la cause d'un insurgé mexicain? Est-ce par de tels moyens qu'on fera prendre au sérieux notre programme de régénération?

Nous en doutons. Nous craignons également que les appréhensions qu'avait fait naître l'éventualité d'une intervention des États-Unis n'aient fait place à une trop grande sécurité. Il faudra beaucoup moins de temps qu'on ne l'imagine pour panser les blessures de l'Union. Aussitôt les préoccupations actuelles dissipées, l'attention publique ne peut manquer de se tourner du côté du Mexique, et le président Johnson ne paraît malheureusement pas homme à résister aux entraînements populaires, quelque bien disposé qu'on le dise pour nous. Sa conduite politique, depuis son avènement, témoigne d'une sorte d'exaltation qui n'est que trop explicable par ses malheurs personnels, et par la crise extraordinaire que les États-Unis viennent de tra-

venant, mais qui s'est terminée par quelques heures regrettables. Vole à et particulièrement la lecture aujourd'hui merveilleusement acquiescée de faire jurer à lui des les complices de Borgia et puis encore s'il est possible, l'association contre à l'entêtement contre Jefferson Davis. Ces deux faits ont présenté au Français une impression déconcertante. Jefferson Davis a montré dans son administration des qualités qui le rendent au-dessus d'un tel soupçon. S'il a commis une erreur fatale à son pays, cette erreur a été partagée par un grand nombre d'hommes, et il l'a évitée par le courage, le dévouement et la grandeur qu'il a portés dans l'accomplissement de sa tâche. Ses loeurs, comme ceux de ses amis, sont assez exposés par l'immensité de la catastrophe dans laquelle ils ont été justement entraînés.

Les Italiens viennent de cultiver la fibre du Dante avec un enthousiasme et un élan dignes de ce grand nom. Nous ne comprenons pas les critiques dont cette manifestation a été l'objet en France, même de la part de publicistes favorables au mouvement italien. Il faut avoir l'esprit singulièrement prévenu ou fermé à toutes les inspirations élevées, pour donner le nom de superstition à des hommages à la fois si légitimes dans leur expression et si salutaires par leurs effets. C'est une rare et enviable fortune pour un peuple que de posséder, parmi ses gloires historiques, un homme qui non seulement soit la plus haute personnification du génie national, mais qui soit accepté et reconnu comme tel par tout le monde. Or le Dante est cet homme-là pour l'Italie, comme Shakespeare l'est pour l'Angleterre, comme Luther devrait l'être pour l'Allemagne, comme Voltaire le sera peut-être dans quelques siècles pour la France. De tels hommages élèvent une nation; ils lui rendent le sentiment de sa dignité et de sa noblesse passée; ils remettent en honneur les exemples

antiques et les rappellent aux générations oublieuses; ils replacent dans leur vraie perspective les importances factices, les gloires bruyantes du moment; ils font évanouir l'illusion des ovations officielles. La mémoire d'un vrai grand homme est la partie la plus précieuse du patrimoine d'un peuple; elle est, pour lui, ce qu'étaient les dieux pour les nations dans l'antiquité : la personnification de la patrie elle-même. Les Italiens ne pouvaient choisir un plus noble représentant de leur esprit national que le Dante; aucun peuple ne leur opposera un nom qu'on puisse dire plus grand. Il importe fort peu d'ailleurs que les vues de ce beau génie, qui s'éleva aussi haut comme penseur que comme poète, s'éloignent en beaucoup de points des opinions qui inspirent le mouvement actuel de l'Italie. L'énorme différence des temps et des choses explique de reste cette divergence. Le Dante était gibelin; c'est assez dire qu'il y a un véritable non-sens historique à vouloir l'enrôler de force parmi les précurseurs de l'unité italienne. Mais sa conception des droits réciproques de la papauté et de l'empire n'en était pas moins, au fond, favorable aux idées qui triomphent aujourd'hui. Il est très vrai que le Dante ne concevait pas l'Italie comme formant un État isolé, ayant un chef national; elle était à ses yeux la tête d'une sorte de confédération européenne dirigée par un César cosmopolite; mais il maintenait intact jusqu'au bout, et à Rome comme partout ailleurs, le principe de la séparation des deux pouvoirs, qui est en somme la seule question en litige. Il n'admettait pas plus en faveur des papes qu'en faveur des empereurs la confusion du spirituel et du temporel : la souveraineté des papes n'était à ses yeux qu'une usurpation contraire aux idées chrétiennes, et la constance avec laquelle il défendit cette opinion lui valut l'exil de son vivant et l'honneur d'être déclaré hérétique après sa mort. Par ce côté de sa doctrine, le Dante est un

représentant de l'Italie nouvelle, de même que par la beauté, la grandeur et l'étonnante force plastique de ses vers, qui d'un trait éveillent tout un monde d'images et de sentiments, il est la plus éclatante expression de qualités dont la source semble tarie depuis Michel-Ange, et que la liberté seule peut faire renaître en ce pays.

L'unanimité avec laquelle le sentiment national s'est manifesté dans cette circonstance est faite pour dissiper les inquiétudes que l'essai de transaction tenté par M. Vegezzi a fait naître dans beaucoup d'esprits en Italie. On sait que la mission de M. Vegezzi, ostensiblement destinée à régler le mode de nomination des évêques dans les provinces annexées, a pris peu à peu les proportions d'un projet de réconciliation entre le pape et le roi d'Italie. Quant aux conditions qui ont pu être débattues de part et d'autre, dans le but de sceller le raccommodement, il n'en est rien transpiré dans le public, et l'on est obligé de s'en tenir là-dessus à des conjectures. Mais, comme il arrive toujours, les imaginations se sont beaucoup échauffées à ce sujet : en Italie, on fait des meetings, on crie à la trahison, on répète tout haut un mot fameux, selon lequel les princes de la maison de Carignan deviennent dévots aux approches de la cinquantaine ; en France, on considère assez généralement le rapprochement comme un fait accompli, et on applaudit d'avance les deux partis d'avoir mis fin au débat par un arrangement à l'amiable, d'avoir terminé la querelle en famille. On rit déjà de la déconvenue de nos ultramontains, du douloureux mécompte infligé à la sincère piété de M. Thiers ; on se demande si ce saint homme voudra être plus papiste que le pape, s'il n'ira pas jusqu'à excommunier le Vatican !

Nous croyons que des deux côtés on s'exagère singulièrement la facilité de la tâche, et que l'état réel des choses ne justifie ni ces appréhensions ni ces espérances

également excessives. Que dans le camp du pape, comme dans celui du roi d'Italie, on soit profondément las et dégoûté des difficultés que les ingérences étrangères ajoutent aux embarras d'une situation si compliquée par elle-même ; que les uns et les autres, en présence de tant d'essais infructueux et des menaces de l'avenir, éprouvent le désir d'y mettre fin par eux-mêmes en écartant les passions et les intrigues qui, sans intérêt réel dans le débat, ne s'y mêlent que pour l'envenimer, il n'y a rien là de surprenant ; mais malheureusement la bonne volonté ne suffit pas pour aplanir les obstacles qui séparent ces deux causes. Elles ne sont pas seulement ennemies, elles sont incompatibles. Le roi ne peut pas plus transiger sur le droit de la nation qui lui a donné sa couronne que le pape ne peut secouer le joug des traditions en vertu desquelles il existe. L'un et l'autre sont sous l'empire d'une situation qui les domine, et ils n'ont de force qu'à la condition de rester fidèles à la puissance qui les a créés. Cette condition d'existence restreint singulièrement la sphère des transactions qui peuvent intervenir entre eux. Il leur est possible de stipuler sur des faits et, à ce titre, de conclure des trêves plus ou moins longues ; mais ils ne peuvent ni signer la paix ni engager l'avenir en aucune manière, sous peine de s'y brûler les mains.

C'est une chose triste à dire, mais de jour en jour plus manifeste, la force seule, de quelque part qu'elle vienne, est capable de trancher le débat. De toutes les « influences morales » dont il est de mode de parler dans les conventions, la force est aujourd'hui la seule qui sache se faire écouter. Voyez ce qui se passe au sujet des États-Unis ! Combien de fois, au début de la guerre civile, n'avons-nous pas entendu, en France et en Angleterre, des hommes d'État soutenir gravement que la détresse de nos ouvriers cotonniers nous donnait *le droit*, — oui, ils disaient le

droit! — d'intervenir en faveur du Sud? Grâce à cette doctrine, nous nous trouvions avoir un droit au maintien de l'esclavage des noirs, comme nous en avons un au maintien de l'asservissement des populations romaines en vertu des théories de M. Thiers et des ultramontains; et l'histoire dira que l'intervention a été à la veille de s'établir sur ce prétendu droit, qu'elle se serait peut-être faite au nom de cette belle doctrine, si l'Angleterre n'avait reculé devant la crainte de consolider notre établissement au Mexique! Mais depuis que le Nord a montré sa force, qui oserait même rappeler ce souvenir? N'était-ce pas aussi au nom d'un droit analogue, au nom d'un droit emprunté au maintien de l'ordre et des intérêts généraux de l'Europe, que les souverains se coalisèrent contre nous à l'époque de la révolution française? Mais, après nos victoires, qui a jamais eu l'insolence de nous reparler de ce droit?

Le droit qu'on oppose aux vœux et aux besoins légitimes des Italiens n'étant pas autre chose, sous les grands mots dont on le recouvre, que la force brutale, c'est de la force seule qu'ils doivent attendre leur délivrance, car on ne répond à la force que par la force. Voilà à quoi ils doivent penser sans cesse, en se disant que ce qu'ils ont fait était plus difficile que ce qui leur reste à faire. S'ils étaient en état de se faire craindre, croit-on qu'il se trouverait quelqu'un en Europe pour parler de leur imposer un régime qu'ils détestent? Non, M. Thiers lui-même ferait violence à ses sentiments religieux et s'inclinerait devant la sage Italie. Leur grand tort, c'est qu'ils sont faibles. C'est uniquement pour ce motif qu'ils sont la proie des spéculateurs politiques, et que ceux mêmes qui se disent leurs amis, comme M. de Persigny¹, se croient permis de traiter leurs droits avec une si charmante désinvolture. M. de Persigny

1. Allusion à une lettre de M. de Persigny adressée de Rome à M. Troplong. (Voir le *Siècle* des 23, 25, 30 mai 1863.)

écrit une brochure en faveur de l'Italie, et il n'a rien de plus pressé que d'adopter, comme point de départ, cette idée que « Rome n'appartient pas à l'Italie, mais à l'univers, » ce qui est la thèse même de l'ultramontanisme. On ne saurait fournir plus ingénument des armes à ses adversaires. Mais ce qui est plus nouveau que cette proposition usée, ce sont les considérations sur lesquelles il l'appuie. Rome nous appartient, selon M. de Persigny, parce que nous sommes, nous Gaulois, les descendants de Rome tout aussi bien que les Latins, *car* elle a « mêlé son sang aux barbares comme les barbares se sont mêlés aux Romains. » Rome est le berceau de notre civilisation et de nos ancêtres. M. de Persigny y tient donc comme à un souvenir de famille. Il y attache un prix d'affection. Qui se serait douté que M. de Persigny était si Romain que cela ? Il est vrai qu'il y a bien des façons d'être Romain !

L'argument ethnographique devait avoir son tour dans la longue et lamentable série des divagations auxquelles cette question a donné naissance. Nous ne nous amuserons pas à le réfuter ; nous ferons seulement remarquer à ce propos la radicale impossibilité où sont les partisans de cette expropriation des États romains au profit de la chrétienté de formuler leur opinion dans un principe général qui soutienne un seul instant l'examen. On peut hardiment leur porter le défi d'être conséquents avec eux-mêmes. Soit qu'on invoque le principe de la séparation des deux pouvoirs comme les croyants, soit qu'on s'autorise de cette conception ethnographique, qui est une pure fantaisie de dilettante, comme M. de Persigny, soit enfin qu'on parte de la burlesque définition que M. Thiers a donnée du principe du catholicisme (l'unité de la foi sous un chef étranger !), sitôt qu'on en arrive à l'application de ces prétendus principes à l'Italie, on aboutit à des anomalies de la plus criante iniquité. Vauvenargues a dit :

« Qu'une pensée fausse, exprimée clairement, était réfutée d'avance. » C'est là aussi la condition et le châtiment des fausses théories. Elles sont condamnées aux obscurités du sophisme; du moment où elles osent affronter le grand jour, elles succombent aussitôt sous le ridicule. Quoi qu'on fasse et quoi qu'on dise, l'espèce de mort politique et civile dont on persiste à vouloir frapper les habitants des États romains, au prétendu avantage des autres peuples, est et sera toujours insoutenable au point de vue logique, inique au point de vue du droit, injustifiable même au point de vue religieux, car le chrétien, d'après l'Évangile, doit se sacrifier aux autres, mais non pas sacrifier les autres à soi-même.

Cette vérité fait son chemin, elle triomphera en dépit de la coalition d'intrigues, de préjugés, d'obscurantisme et de lâches passions séniles qui s'efforce de l'étouffer. Ses adversaires se sentent vaincus à l'avance; n'est-ce pas là le secret de l'accent de profonde mélancolie qui a succédé au ton d'assurance de M. Thiers? Qui n'en serait attendri? Il y a un mois à peine, on avait sauvé la religion, on avait rassuré le monde catholique contre les entreprises du césarisme, on avait raffermi la papauté ébranlée, on en avait des attestations formelles, écrites par toutes les dévotes de France et de Navarre. Aujourd'hui on déclame contre la popularité, comme M. Guizot, en 1847; on gémit sur l'insensibilité de ses ingrats concitoyens, qui ne remarquent pas qu'on s'épuise depuis quarante ans pour la patrie! on se plaint de n'être pas libre, parce que le public a trouvé vos arguments mauvais et les a déclarés tels. Triste consolation avec laquelle on voudrait bien pouvoir se tromper soi-même! Voilà ce qu'on gagne à endosser sur ses vieux jours l'uniforme de zouave pontifical, après avoir gagné ses éperons en écrivant l'apologie de Danton! La transition entre un tel commencement

et une telle fin paraîtra toujours un peu brusque au public, même après avoir été préparée par quarante années de pantalonades.

7 juillet 1865.

La clôture de la session législative ramène tout naturellement l'attention sur l'ensemble des travaux qui l'ont remplie. Depuis longtemps ce bilan n'est que trop facile à établir en France, et l'on est surtout frappé de son indigence et de ses lacunes si on le compare à celui des assemblées qui jouissent, soit des prérogatives parlementaires, soit du droit de représentation dans sa plénitude. Dans les pays qui ont le bonheur de posséder de telles assemblées, ce qui reste dans la mémoire à la fin d'une session, ce sont des lois et des actes ; chez nous, ce sont surtout des discours. A ce point de vue même, la session qui vient de finir a laissé une impression quelque peu inférieure à celle que nous avons gardée de l'année précédente. Ce reproche, on le comprend de reste, s'adresse principalement à l'opposition, car il eût été difficile à la majorité de rester au-dessous de notre attente, et nous sommes même heureux de reconnaître qu'en plusieurs circonstances elle l'a dépassée par les dispositions qu'elle a montrées, plutôt que par les votes qu'elle a émis. Quant à l'opposition, pour qui nous avouons être beaucoup plus exigeant, elle n'a montré, selon nous, ni la consistance, ni la fermeté d'attitude, ni l'habileté de conduite qu'on était en droit d'attendre d'elle. Un fait suffit pour établir la vérité de cette observation : quel est celui des discours de l'opposition qui a, je ne dirai pas, eu le plus d'influence ni mérité le plus d'estime ;

mais qui a le plus marqué et le plus fait parler de lui ? Le discours de M. Thiers sur la question romaine. Voilà l'œuvre d'opposition de cette session qui surnagera au bout de quelque temps dans les souvenirs. Cela est-il bon ? Cela est-il fait pour donner une grande idée de notre esprit politique ? Dès aujourd'hui on peut répondre, car l'effet de ce discours est depuis longtemps produit ; on a les résultats sous les yeux.

La cohésion de ce parti nouveau qui s'est formé depuis quelques années des débris des partis anciens, et que dans un récent et remarquable article du *Courrier du Dimanche* M. Duvergier de Hauranne nommait l'Union libérale, cette cohésion, il faut bien le dire, reposait en grande partie sur une hypothèse. On supposait chez les différentes fractions qui le composent un oubli de petites orthodoxies de parti et un sacrifice des prétentions personnelles ; on supposait chez les hommes qu'elles se sont donnés pour chefs un retour à des idées plus larges ; un abandon des vues systématiques dont cette opinion nouvelle est la condamnation par le seul fait de son existence, puisqu'elle n'a eu d'autre raison d'être que la nécessité de parer à leur insuffisance. Telle est la supposition sur laquelle reposait l'union libérale. Ce terrain neutre sur lequel nous nous donnions rendez-vous pour nous tendre la main en dépit de la diversité de nos origines, il ne pouvait être fait que des concessions réciproques ; et quant à la nature de ces concessions, le nom de liberté, que nous avons choisi pour mot d'ordre, disait assez ce qu'elle devait être.

En ce qui concerne les membres de l'ancienne opposition démocratique, qui ont accepté ce programme, on sait s'ils en ont fidèlement rempli les conditions. Ils ont non seulement fait abnégation de leurs préférences pour telle ou telle forme, mais ils ont combattu jusqu'à se rendre impopulaires les préventions et la routine de leur propre

parti, en même temps qu'ils allaient au-devant de leurs anciens adversaires ; et on les a vus se compromettre sans hésiter pour la liberté de la société de Saint-Vincent de Paul, qui certainement n'en aurait jamais autant fait pour la leur. Lors donc que M. Thiers et ses amis politiques nous parlaient de constituer et de soutenir le grand parti libéral, on était en droit de supposer qu'eux aussi ils avaient fait leur part de sacrifices, et qu'ils avaient en vue, sous ce nom, autre chose que le système étroit dont l'impuissance a été si péremptoirement démontrée par l'histoire. Cela est si vrai qu'eux mêmes ne pouvaient pas admettre un doute sur ce point ; et lorsque leurs ennemis affirmaient que la terrible leçon de février ne les avaient nullement corrigés, que si le pouvoir leur était jamais rendu, leur premier soin serait de relever l'ancien système et de recommencer les mêmes fautes, qui ne se souvient de leur indignation ? Ils se disaient méconnus, calomniés ; nous le disions aussi. Qui pouvait croire à la possibilité d'une telle aberration ?

Notre incrédulité était pourtant une pure hypothèse, et cette hypothèse, sur laquelle vivait l'union libérale, n'existe plus aujourd'hui. M. Thiers l'a mise à néant, par ce discours dans lequel on retrouve non seulement toutes les inconséquences et tous les préjugés de son ancienne politique, mais ceux mêmes qu'il combattait contre M. Guizot en 1847. Voilà les mesquines arrière-pensées dont on espérait nous rendre solidaires, voilà l'idéal politique qu'on a osé nous proposer comme la récompense de nos longs efforts et comme le dernier terme de notre ambition, un système que la France repoussait avec dégoût alors qu'il était dans sa nouveauté. Telle est la révélation inattendue qui est sortie de ce discours vanté comme un prodige d'habileté ! Après une pareille découverte, il est inutile de se le dissimuler, la confiance, sans laquelle il n'y a pas d'action commune possible, n'existe plus. Il importe peu qu'on

s'en réjouisse ou qu'on s'en afflige, le fait est là. Nous ne servons pas la même cause, et quand vous nous parlez de votre zèle désintéressé pour la liberté, nous savons désormais ce que nous devons entendre par ces mots. L'union libérale, que nous avons comprise comme une adhésion à des principes communs et qui ne pouvait être féconde qu'à ce prix, perdrait toute sa valeur à nos yeux du moment qu'elle n'aurait plus d'autre lien qu'une haine commune. Cela eût pu nous suffire, il y a quelques années, aujourd'hui nous avons des visées plus hautes, et nous croyons que notre pays mérite quelque chose de mieux qu'une œuvre aussi éphémère. Il possède heureusement un grand nombre d'hommes de bonne volonté qui sont capables d'entreprendre et de réaliser par leurs efforts individuels ce que nous avons vainement espéré d'une réconciliation des anciens éléments de sa vie politique.

Ces sentiments, qui ont ému et préoccupé la partie éclairée du public, l'opposition n'a pas paru les ressentir, bien que la scission qui les a produits soit en partie son ouvrage, car elle eût pu la prévenir avec un peu plus de prévoyance et de discipline. Si elle n'y prend garde, elle se laissera peu à peu envahir par une véritable promiscuité d'opinions qui portera un coup fâcheux à son autorité morale. Ce n'était pas la peine de faire si grand bruit des hérésies de M. Ollivier, qui après tout n'ont aucune importance pour le pays, si l'on devait à si peu de temps de là applaudir avec tant de désintéressement à celles de M. Thiers, qui sont infiniment plus dangereuses pour la liberté. Cette tolérance était faite pour encourager ceux qui se sentaient l'envie d'en profiter, et le vote récent de trois députés de la Seine, à propos de l'emprunt de la ville de Paris, a montré que ces exemples ne trouveraient que trop facilement des imitateurs. Cet emprunt est contraire aux principes que l'opposition a pour mission de soutenir,

non seulement parce qu'il est fait pour empirer l'état peu rassurant de nos finances, mais encore et surtout parce que l'impulsion exagérée qu'il donne à nos travaux publics crée à Paris une agglomération anormale et habitue toute une classe de travailleurs à compter sur des ressources qui lui manqueront forcément un jour. Un tel vote n'eût donc pas été possible dans une opposition bien disciplinée; mais, après les précédents que je viens de citer, il n'était qu'une peccadille, et devait passer d'autant plus inaperçu qu'un grand nombre des membres de la majorité se joignaient ce jour-là à l'opposition, comme s'ils avaient senti la nécessité de suppléer à cette défection.

Ces réserves faites, nous sommes heureux de reconnaître que les dernières discussions sur le budget ont fourni à l'opposition des sujets de débat dont elle a su tirer le meilleur parti en faveur de la cause qu'elle soutient. Tel est, par exemple, l'excellent et irréfutable discours de M. Berrier sur ce même emprunt de la ville de Paris; tels sont les brillants combats d'avant-garde de M. Picard sur presque toutes les questions, car aucun sujet ne rebute ce spirituel et infatigable lutteur; telle est encore la discussion¹ soulevée par M. Pelletan au sujet du secret des lettres, discussion d'où il résulte, de l'aveu même du gouvernement, que dans ce pays, le plus libre qui soit sous le ciel à la connaissance de M. de Persigny, les préfets ont le droit d'ouvrir les lettres à la poste, sans que personne ait rien à y redire. Citons aussi le discours dans lequel M. Jules Simon a fait valoir à la tribune, en y joignant le résultat de ses propres recherches, les observations que notre collaborateur H. de Lagarde avait développées ici même,

1. Tous ces discours sont contenus dans les comptes rendus des séances du Corps législatif du *Moniteur universel* des derniers jours du mois de mai jusqu'au 4 juillet 1865.

avec son esprit si fin et si juste, en faveur des détenus de la Petite-Roquette. L'auteur de *l'Ouvrière* et de *l'École* a la main heureuse dans le choix des plaidoyers ; il a le talent de plaider des causes qui, par le fait, sont presque toujours gagnées à l'avance, et qui lui assurent de véritables succès de sensibilité, non seulement auprès de la Chambre, mais, comme l'avait prouvé antérieurement le rapport de M. Duruy, sur l'instruction gratuite et obligatoire — dans des régions où ses collègues n'en obtiennent guère. Espérons que ce succès encouragera M. J. Simon à sortir plus souvent des questions, selon nous trop spéciales, auxquelles il semble vouloir consacrer exclusivement son talent. S'il consentait, par exemple, à prendre sous son patronage la scabreuse question de la liberté de la presse ; quel triomphe ce serait pour lui de provoquer l'attendrissement où les autres ne récoltent que des colères et d'obtenir sans combat une si difficile conquête ! Mais quel remords pour plus tard, que de ne l'avoir pas au moins essayé avec le don précieux dont il dispose !

Les plans de régénération proposés pour l'Algérie nous ont également valu un bon discours de M. Buffet, qui a fait ressortir avec habileté ce que les conditions faites à la compagnie Frémy-Talabot ont d'onéreux pour l'État. Le public ne connaît encore de ces plans que les statuts de cette grande machine financière qui nous fait songer, malgré nous, aux fameuses actions du Mississippi, et le sénatus-consulte que vient de rendre le Sénat sur l'état civil et la naturalisation en Algérie ; mais ce qu'il en connaît est loin de lui inspirer une confiance illimitée dans le succès de cette tentative d'assimilation des Arabes à la civilisation européenne. La première de ces deux mesures a le tort de trop rappeler ces grands monopoles à la déconfiture desquels nous assistons en ce moment en France ; nous croyons qu'il eût mieux valu s'en rapporter sur ce point

aux efforts individuels, après les avoir toutefois débarrassés des entraves de toute nature qui ont, jusqu'à présent, paralysé leur action en Algérie, et, au besoin, en les encourageant, comme on a su le faire dans d'autres colonies. Quant à la seconde, il suffit, pour caractériser sa valeur pratique, de rappeler que toutes les fois qu'un indigène voudra obtenir la qualité de citoyen français, il lui faudra solliciter un décret impérial, rendu en conseil d'État, en sorte que, pour satisfaire toute la population arabe, il ne faudrait pas moins de 500,000 décrets, ainsi que l'a fait observer le perspicace M. Michel Chevalier. En ce qui concerne les autres articles du projet de réforme, ils sont connus à peu près de tout le monde, c'est-à-dire de tous ceux que la question intéresse, mais le plus profond mystère est imposé sur ce point à la presse jusqu'à ce que le *Moniteur* ait parlé. On veut procéder en cela comme pour une révélation, et nous assisterons moins à une réforme qu'à une complète métamorphose. C'est précisément là, s'il faut le dire, ce qui nous met en défiance; et si l'on nous reproche notre peu de foi, nous répondrons que nous sommes malheureusement bien loin du temps où vivaient les fées. Nous craignons fort qu'elles ne viennent pas au rendez-vous qu'on semble vouloir leur donner pour fêter la renaissance de notre colonie d'Alger.

Nous terminerons cette revue nécessairement très sommaire de nos derniers travaux législatifs, en signalant l'important débat auquel a donné lieu la caisse de la dotation de l'armée. L'opposition a fait ressortir avec une parfaite justesse l'irrégularité qu'on a commise en faisant figurer au budget des recettes les 22 millions qui ont été empruntés à cette caisse, sous le prétexte de rembourser à l'État les sommes avancées par lui pour les pensions des corps non recrutés par la voie d'appel. Non seulement la caisse de la dotation de l'armée, qui est le produit des exonéra-

tions militaires, ne devait rien à l'État pour la pension de corps qui n'ont pas été formés par la conscription, mais il est même contraire à l'intérêt bien entendu des remplacés, comme à celui des remplaçants, que ses fonds servent à payer une pension quelconque ; car tout cet excédent dont on dispose d'une façon si imprévue est nécessairement pris soit aux uns, soit aux autres. La hausse croissante des exonérations militaires n'a pas d'autre cause que les prélèvements de toute nature qui sont faits au profit de la caisse de la dotation de l'armée ; tandis que le prix des exonérations devrait être réglé comme celui de tous les autres services, c'est-à-dire par le rapport qui existe entre l'offre et la demande. Quelque incontestables et quelque graves que soient ces objections, la question a un aspect encore plus important à nos yeux. Il n'est pas prudent, il n'est pas bon que dans un pays libre — et nous affirmons que notre pays est appelé à le devenir — l'armée possède des ressources personnelles et des intérêts séparés de ceux de la nation ; elle doit, au contraire, tout tenir d'elle et se retremper dans son sein ; car son vrai nom devrait être : la nation armée. Il n'est pas bon que les soldats s'habituent à former une classe à part parmi les citoyens. Tel est cependant le résultat que la caisse de la dotation de l'armée tend à amener chez nous par ses pensions et par ses primes de rengagement, qui, en retenant indéfiniment le soldat sous les drapeaux, font de lui, à la longue, une sorte d'étranger au sein de son propre pays. Nous condamnons donc plus encore l'institution elle-même que les abus auxquels elle vient de donner lieu.

Toutes ces discussions ont été en général bien menées et ont produit un salutaire effet sur le pays qui semble très décidément prendre intérêt à la gestion de ses propres affaires. Cet heureux symptôme, auquel la double élection qui vient d'avoir lieu dans la Marne et dans le

Puy-de-Dôme donne toutes les apparences d'un résultat acquis, nous fait prendre très facilement notre parti des atteintes qu'a reçues l'union libérale, car cette union n'avait de prix à nos yeux qu'autant qu'elle provoquerait un réveil du pays, et si ce but est en effet réalisé, nous sommes tout consolé de la voir disparaître. Pour reprendre et exécuter le programme auquel elle s'est montrée infidèle, le pays n'aurait nullement besoin d'entrer dans le cadre étroit où l'appellent des hommes qui voudraient être des chefs de parti et qui ne savent être que des chefs de coterie ; il n'a qu'à manifester sa volonté d'être libre et d'obtenir les garanties et le contrôle auquel il a droit. Ce qui nous plaît dans l'élection de MM. Goërg et Girod-Pouzol, c'est qu'il est difficile de lui attribuer une autre signification que celle que nous venons d'indiquer. Ce n'est pas un mot d'ordre de parti, mais le désir de s'affranchir de la tutelle administrative et de revendiquer les libertés perdues qui seul a fait le succès de ces deux candidats. Nous espérons que ces dispositions se montreront avec plus d'éclat et d'évidence encore dans les prochaines élections municipales. Nous regrettons seulement pour le succès de cette démonstration que le gouvernement ait jugé à propos cette fois de renoncer aux candidatures officielles. Avec l'ancien système on eût vu plus clairement le sentiment qu'elles commencent à inspirer aux populations. Il est vrai que la circulaire ministérielle a mis à cette abstention administrative la condition expresse que l'agitation électorale ne prendrait pas une couleur politique. Pourquoi cette restriction ? Est-ce que la politique ne se mêle pas à tout ? Et les maires ne sont-ils pas dans une certaine mesure des agents politiques ? Il faut s'y résigner ; tant que les gouvernants feront de la politique avec les maires, les gouvernés chercheront à en faire avec les conseils municipaux.

Pendant que nous nous préparons aux élections municipales, l'Angleterre s'apprête à des élections politiques dont il est difficile de prévoir l'issue, vu l'état actuel de ses partis qui se font à peu près contrepoids. Au reste, quel que soit le ministère qui sortira de la nouvelle majorité, il est fort probable qu'il y aura peu de chose de changé à la marche du gouvernement, et il résulte des déclarations mêmes des chefs du parti conservateur qu'un cabinet Derby ne ferait guère que chanter le même air que le cabinet Palmerston. Mais comme le premier aurait, selon toute apparence, quelque peine à trouver un chancelier de l'Échiquier capable de remplacer M. Gladstone, il est fort possible que nos voisins ne poussent pas le dilettantisme jusqu'à ramener les torys sur la scène pour le simple plaisir d'entendre des variations nouvelles sur un thème déjà connu. Quant au groupe qui s'est formé depuis quelques années autour de MM. Bright et Cobden, c'est encore une école plutôt qu'un parti politique dans l'acception ordinaire du mot, et surtout depuis la mort de ce regrettable économiste, il n'est pas de force à disposer du pouvoir autrement qu'en se donnant comme appoint à l'un ou à l'autre parti.

Malgré ce que ces prévisions ont de motivé, il y a toujours une telle part d'inconnu au fond d'un pareil scrutin, et il y a, grâce à la durée exceptionnelle du parlement actuel, si longtemps que la nation anglaise n'a pas été directement consultée, qu'une grande attente s'attache à ces élections. Si dans un pays libre il n'y a pas, à proprement parler, d'homme nouveau, parce que chacun s'y fait de bonne heure connaître et apprécier à sa véritable valeur, il s'y produit en revanche des combinaisons nouvelles qui souvent déroutent tous les calculs, et nous ne serions nullement étonné que, sous l'apparente stagnation dans laquelle une politique sénile vient de faire vivre l'Angle-

terre pendant six années consécutives, il se fût préparé une surprise de ce genre. On sait que, pour notre compte, nous l'appelons de tous nos vœux, car il nous serait pénible de voir le gouvernement de ce grand pays devenir peu à peu une véritable gérontocratie, résultat infaillible de la routine suivie par l'administration actuelle à laquelle M. Gladstone seul a donné un peu d'activité, de jeunesse et d'initiative. Par le même motif nous nous réjouissons de voir entrer au nouveau parlement quelques hommes, comme M. J. Stuart Mill, dont la candidature est mise en avant par le collège de Westminster. Nous sommes heureux que cette circonstance nous permette de rendre hommage en passant à cet éminent publiciste, qui est à la fois un des plus honorables caractères, et un des penseurs les plus vigoureux et les plus originaux de ce temps. Par la façon toute nouvelle dont il a posé sa candidature, l'auteur de *la Liberté* vient de donner un exemple de dignité qui, nous l'espérons, sera imité ailleurs qu'en Angleterre, et qui prouve une rare indépendance d'esprit. Il a déclaré qu'il accepterait le mandat de député si les électeurs le lui décernaient, mais qu'il était décidé à ne s'astreindre à aucune des dépenses d'usage. Il ne subira aucun interrogatoire, il ne chantera aucune des palinodies, il ne s'abaissera à aucune des flatteries que les électeurs ont en tout pays l'habitude de prélever sur le candidat, comme un tribut destiné à lui faire payer l'honneur qu'ils lui décernent. Si cet honneur est en effet pour lui, c'est en déprécier beaucoup la valeur que de le lui faire acheter à ce prix ; mais si cet honneur est pour eux, comment justifier de telles exigences ? M. Stuart Mill considère avec raison le mandat de député comme une charge onéreuse et redoutable pour celui qui en veut remplir consciencieusement les devoirs ; il estime que les électeurs ont mille fois intérêt à s'adresser au plus digne ; et lorsqu'ils l'ont reconnu, c'est

à eux d'aller au-devant de lui, et non à lui de les solliciter, de vouloir bien faire une chose avantageuse pour eux, pleine de difficultés et de déboires pour lui. Lorsqu'on se représente, par la pensée, le spectacle écœurant des artifices, des dissimulations, des volte-faces d'opinion, des basses flatteries qu'emploient les candidats à l'époque des élections, et dont les démocraties se montrent particulièrement avides, tout cœur un peu bien fait se dit que l'empire du monde lui-même ne mérite pas d'être acheté au prix d'un tel abaissement, et l'on fait des vœux pour que la tentative courageuse de M. Stuart Mill se généralise et devienne un précédent durable. Sans doute on ne détruira jamais les mesquines passions que toute brigue électorale met en jeu, mais en réformant la mauvaise routine qui a envahi peu à peu les mœurs électorales, en habituant les électeurs à prendre eux-mêmes l'initiative du choix des candidats, au lieu d'attendre que ceux-ci se désignent à leur suffrage, en les habituant surtout à respecter la dignité de ceux qu'ils prétendent honorer, on aura rendu un véritable service à la moralité politique et à la sincérité du système représentatif.

Le parlement, avant de se retirer, a rendu un vote de censure contre lord Westbury, déjà censuré par l'opinion publique, bien qu'il eût été acquitté par ses pairs. Un homme public ne doit en effet pas même être soupçonné, et cette susceptibilité fait le plus grand honneur à la Chambre des communes. Voilà encore un exemple qui pourrait être imité avantageusement dans beaucoup de pays de notre connaissance. Cette Chambre se sépare sans avoir rien fait pour cette réforme électorale en vue de laquelle elle avait été élue. Les complications extérieures qui sont survenues à l'époque de sa réunion lui ont d'abord fait rejeter au second plan cette préoccupation, et lorsqu'elle y est revenue à la fin de la carrière législative, sur

la motion de M. Baines, elle ne s'est plus sentie disposée à y mettre la main et a légué cette tâche à ses successeurs. Cette singulière abstention a donné lieu à un grand nombre d'interprétations différentes. En ce qui nous concerne, nous ne croyons pas que les arguments développés pour et contre la motion Baines au sein du parlement aient été pour rien dans sa détermination. Ces arguments étaient pour la plupart d'un ordre trop métaphysique pour avoir beaucoup de prise sur des esprits aussi éminemment pratiques que ceux des membres d'un parlement anglais. Ce qui a fait, selon nous, l'abstention de la Chambre des communes, c'est l'abstention du peuple anglais. Dans une question de ce genre, le parlement n'agit guère que sous la pression de l'opinion publique, et en cela nous estimons qu'il a raison.

Le sentiment public est en matière de représentation le juge en dernier ressort. Qu'est-ce, en définitive, qu'un peuple exactement représenté ? C'est celui qui croit l'être. Tous les raisonnements métaphysiques ne peuvent rien contre l'évidence de ce fait. De même qu'un peuple peut n'être que très imparfaitement représenté avec le suffrage universel, surtout s'il ne possède ni droit de réunion, ni liberté de la presse ; il peut l'être très suffisamment avec le suffrage restreint, si ce moyen fait en réalité prévaloir ses volontés, ses vœux, ses préférences. C'est pour ce motif que le public anglais a assisté avec indifférence à la récente agitation pour la réforme électorale, malgré la passion et le talent qu'y ont dépensés M. Bright et ses amis. La nation anglaise se sent suffisamment représentée pour le moment avec ses quinze cent mille électeurs ; voilà la vraie raison qui a fait ajourner une réforme dont l'opportunité seule a été sérieusement contestée. Le jour où l'opinion publique se prononcera, la réforme électorale sera faite. Heureux pays où de tels problèmes se résolvent si facilement !

Les derniers débats du parlement prussien nous ont valu une réapparition de M. de Bismark, qui, depuis quelque temps, ne faisait plus parler de lui. Il s'en était suivi une véritable déperdition de gaieté parmi les spectateurs de la comédie politique contemporaine. Il a repris, au grand amusement de la galerie, son attitude de matamore avec le parlement, et ses exercices variés avec les prétendants, auxquels il continue à jouer les tours les plus plaisants du monde. La provocation adressée par M. de Bismark à l'honnête professeur qui s'est fait l'organe des répugnances de la Chambre contre la politique qu'on veut lui imposer est certainement une des plus burlesques inspirations dont se soit avisée la fertile imagination de cet homme d'État. Quant à la consultation si gravement rendue sous sa dictée par les syndics de la couronne, elle égale certainement en force comique les plus désopilantes conférences des médecins de Molière, et l'on en rirait de bon cœur si l'on n'était forcé de plaindre le pauvre malade que sa mauvaise fortune a fait tomber entre les mains de pareils docteurs, nous voulons dire les duchés. Et quelle dextérité incomparable dans sa façon d'administrer ce coup *inexpressible* dans lequel Pierrot excelle aux Funambules! Qu'en pensez-vous, Augustenbourg et Oldénbourg, princes déplorables? Fût-il jamais de prétendants traités avec moins de cérémonie?

Malgré tout, M. de Bismark n'a pas fait beaucoup de progrès dans cette interminable question des duchés, et, quelque variés que soient ses expédients, il n'est guère plus avancé aujourd'hui que l'année dernière à la même époque. C'est encore là un signe des temps. M. de Bismark n'a trouvé en face de lui pas un seul adversaire résolu et sérieux, mais il y a dans les choses une force d'inertie qui lui résiste; elles refusent de se laisser manier par cet habile prestidigitateur. Sans cette force d'inertie,

insaisissable, mais partout présente, et qui est l'expression muette de l'universelle réprobation qu'il soulève, ce n'est certainement pas l'opposition de l'Autriche qui eût pu retarder si longtemps l'accomplissement des projets de M. de Bismark. Cette opposition n'a été efficace que parce qu'elle s'est rencontrée avec le sentiment public et l'a partout eu pour complice. M. de Bismark sera-t-il plus heureux à l'avenir ? Cela est possible aujourd'hui que le cabinet qui a combattu ses plans avec le plus d'activité se retire.

L'Autriche entre en ce moment dans une nouvelle phase de réformes et de remaniements intérieurs qui lui donnera assez d'occupation pour lui faire perdre de vue la question des duchés. Que peut-il sortir de là ? On fait grand bruit de la réconciliation de l'empereur avec la Hongrie et de sa conversion au programme de l'union personnelle. Il nous semble difficile que l'empereur d'Autriche accepte jamais les deux articles qui sont la base de ce programme, à savoir l'armée hongroise et le vote d'un budget hongrois. A ces conditions, l'empire deviendrait une sorte de confédération monarchique, au lieu de rester la monarchie unitaire constitutionnelle qui a été le rêve de M. Schmerling. Mais ni l'une ni l'autre de ces formes n'est possible, et surtout n'est compatible avec la liberté tant que l'Autriche gardera la Vénétie. Tant qu'elle s'obstinera à s'y maintenir, elle est condamnée à n'être, sous les apparences d'un libéralisme mensonger, qu'une bureaucratie absolutiste.

La mission Vegezzi a eu l'issue que nous lui prédisions. On a d'ailleurs comblé ce diplomate des plus flatteuses assurances et de toute l'eau bénite qu'il est d'usage de prodiguer dans ces sortes d'occasions, mais la vraie réponse du saint-siège n'est pas dans la note douceuse du *Journal de Rome*, elle est dans la lettre de monsignor Nardi à M. Troplong.

8 août 1865.

Les élections municipales, qui viennent de se terminer¹ chez nous, n'ont pas encore tenu dans les préoccupations publiques toute la place qui leur est due et qui leur sera faite un jour ; mais elles ont été, en somme, tout ce qu'on avait le droit d'attendre d'une nation chez laquelle, depuis des siècles, le gouvernement central s'est attaché spécialement à tuer toute vie locale. Il faut bien qu'elles aient eu quelque chose de bon pour que toutes les opinions, soit pour un motif, soit pour un autre, se croient autorisées à chanter victoire. Elles ont résolu le difficile problème de contenter tout le monde. Nous ne croyons pas cependant qu'aucun parti, ni même aucune nuance d'opinion, puisse en revendiquer particulièrement l'honneur ou l'avantage ; la satisfaction qu'elle ont produite est donc, avant tout, désintéressée. Chacun aurait sans doute désiré que les élections municipales se fussent prononcées dans un sens plus conforme à ses préférences personnelles ; mais, bien que ce vœu n'ait été exaucé ni pour le pouvoir ni pour les diverses nuances de l'opposition, chacun, sauf ce petit mécompte, a été satisfait, ou tout au moins a tenu à paraître satisfait de l'esprit général qui les a inspirées. Chacun a pris son parti de ses propres déceptions, ou plutôt en a fait le sacrifice au sentiment qui s'est manifesté dans notre pays dans cette circonstance. N'y a-t-il pas là un fait nouveau et digne d'attention ?

Quel est donc ce sentiment, quel est cet esprit qui, se produisant en dehors de toutes les vieilles classifications de parti, a le don de nous rassurer et de nous apaiser tout

1. Elles eurent lieu le dimanche 23 juillet 1865.

à la fois, et contre lequel les anciennes orthodoxies, d'ordinaire si exigeantes, se sentent désarmées? Nous osons dire que c'est l'esprit des générations nouvelles qui prennent aujourd'hui possession de la vie publique, et auxquelles appartient l'avenir prochain de notre pays. Elles sont loin, assurément, d'être telles que nous les aurions souhaitées; elles nous semblent trop lentes, trop indifférentes, trop oublieuses du passé, trop insensibles à de légitimes griefs, trop ingrates envers ceux qui ont souffert pour elles, trop indulgentes pour certains souvenirs et certains hommes; mais, que ce soit là un bien ou un mal, elles sont ainsi faites, et nous ne les changerons pas sur ce point, car le temps est contre nous. Elles sont comme des médiateurs forcés et tout-puissants qui s'interposent dans nos vieilles querelles avec une invincible force d'inertie, sans amour, sans haine, plus préoccupés d'eux-mêmes que de leurs devanciers, qui ne veulent plus entendre parler de nos rancunes réciproques ni même de nos plus légitimes ressentiments, qui ne consentent ni à charger leur avenir des justices que nous voudrions leur léguer, ni à se laisser enrégimenter sous les formules surannées, ni à consumer leur vie dans d'éternelles représailles. Ce qu'elles demandent, c'est qu'on leur fasse leur place au soleil, c'est qu'on leur rende leur part d'héritage, c'est que l'on reconnaisse leur majorité, c'est qu'on leur restitue un patrimoine confisqué pour des erreurs qu'elles n'ont pas partagées, au nom de nécessités qui n'ont plus même un prétexte; et si ce bien leur est rendu, peu leur importe de quelle main il leur viendra.

Telle est aujourd'hui la portion active et prépondérante de la nation, et telle elle s'est montrée dans les élections municipales. De là, le mélange de mécompte et de satisfaction auquel elles ont donné lieu. Elles ont montré que la grande masse est étrangère à toute animosité politique,

n'obéit à aucun mot d'ordre, à aucune discipline de parti, mais qu'elle est animée d'un désir de plus en plus vif et évident de faire et de contrôler ses propres affaires. Or, c'est là l'essentiel, le reste est accessoire. Nous pouvons regretter que ce désir n'embrace pas tous les objets et tous les sentiments que nous voudrions lui voir adopter; mais nous devons être, en définitive, heureux qu'il se soit éveillé au sein d'une nation depuis si longtemps endormie, et nous sommes tous intéressés à le faire prévaloir. Cette expression si incontestable du sentiment public nous offre d'ailleurs plus d'une leçon de conduite. Elle nous dit surtout, avec une parfaite clarté, sur quoi nous aurons à appuyer et ce que nous aurons à taire, si nous voulons jamais agir efficacement sur l'opinion du pays.

Mais c'est surtout pour un pouvoir nouveau que de telles dispositions sont une bonne fortune inestimable, s'il sait mettre à profit l'avertissement qu'elles contiennent. Quel point d'appui plus sûr peut-il désirer pour lui-même qu'une majorité à tel point détachée de tout esprit de parti, qu'on ne peut avoir de prise sur elle qu'à la condition de ne jamais montrer ni préoccupations personnelles ni passions exclusives? Nous ne croyons pas que, depuis cinquante ans, en France, un seul gouvernement se soit trouvé dans une situation aussi privilégiée. Tous se sont trouvés, dès leur origine, en présence de partis fortement organisés et exerçant une grande influence sur la nation; aussi leur défiance envers elle était-elle jusqu'à un certain point excusable. Ils ont trop facilement oublié que les partis n'ont de prise sur un pays qu'autant que l'opinion publique n'est pas satisfaite. L'époque actuelle semble contredire cette vérité; mais le démenti n'est qu'apparent. Il est très vrai que les partis n'ont exercé que fort peu d'action chez nous dans ces dernières années; ce n'est pas à dire pourtant que l'opinion fût satisfaite, elle sommeillait;

aujourd'hui elle se réveille, et il dépend du gouvernement qui nous régit de fortifier ou d'affaiblir ses anciens adversaires, en donnant une satisfaction solide et durable aux vœux et aux tendances qui viennent de se manifester dans les élections municipales, ou en s'obstinant à les méconnaître. Rarement on a vu une mise en demeure plus inoffensive et cependant plus claire que celle qui vient de lui être signifiée.

Le pouvoir actuel saura-t-il la comprendre? Nous n'avons pour notre compte rien vu jusqu'ici qui nous donne le droit de l'espérer, et nous ne le croirons qu'à bon escient, car nous persistons à considérer la foi que M. Ollivier a tenté, avec peu de succès, d'introduire dans la politique, comme étant exclusivement du domaine religieux. Les circulaires de M. de Lavalette sont écrites avec le tact et le goût d'un homme qui a été à l'école de M. de Morny, et qui possède l'art d'abandonner à temps ce qu'on ne peut plus défendre avec avantage; c'est là tout ce que nous avons su y découvrir, ayant l'imagination peu portée au mysticisme, surtout lorsqu'il s'agit d'actes officiels. Que le succès de cette expérience et le bon effet qu'elle a produit décident le gouvernement à renoncer également au système des candidatures officielles en matière politique, nous n'en serions nullement étonné, maintenant qu'il est constaté que ce patronage indispose les populations, et que leur initiative laissée à elle-même peut-être indépendante sans être agressive. Mais il y a loin d'une telle renonciation, à laquelle le pouvoir est aujourd'hui plus intéressé que nous ne le sommes nous-mêmes, aux réformes de toute nature que réclamerait l'œuvre qui lui est conseillée par l'esprit de conservation aussi bien que par la loi du progrès.

Nous dirons plus; quoique quelques-uns de ses actes semblent indiquer qu'il est disposé à entrer dans une voie nouvelle, tous les documents où se révèle sa pensée intime

et où il expose les traditions auxquelles il prétend rattacher sa politique le montrent au contraire plus engagé que jamais dans une routine bien faite pour décourager ceux qui espèrent le reconcilier avec les idées libérales. Nous comprenons jusqu'à un certain point qu'il se croie intéressé à maintenir un système de répression, cela peut se défendre comme expédient temporaire; ce que nous ne comprenons pas, c'est qu'il cherche à se rendre solidaire de théories qui érigent ce système en dogme immuable et absolu, c'est qu'il s'interdise ainsi d'avance la ressource si féconde des transactions, c'est qu'il ferme la bouche aux robustes croyants qui nous répondent de ses bonnes intentions et se portent caution de son futur libéralisme. C'est à ce point de vue seulement que nous attachons quelque importance à ces perpétuelles apologies du césarisme — aussi pauvres d'ailleurs par le fond que par la forme — qui reviennent sans cesse sur les lèvres de nos gouvernants. Quelle réponse plus malhabile et plus pitoyable à faire à une nation qui veut qu'on lui parle de garanties et de droits individuels? Qu'on lui dispute le présent, passe encore, mais quelle plus folle prétention que de vouloir lui fermer l'avenir et la condamner à parcourir de nouveau ce cercle honteux où pas un peuple moderne ne consentirait à se laisser enfermer?

Ce qu'il y a de plus singulier, c'est qu'en nous prêchant ces doctrines de la servitude, on voudrait nous faire espérer la liberté. Personne n'a plus souvent ce dernier mot à la bouche que M. Duruy, et cependant c'est lui qui est en même temps l'infatigable panégyriste de l'époque des Césars, quoique, en sa qualité d'ancien professeur d'histoire, il sache mieux que personne à quoi s'en tenir sur les mérites de ces souverains et de leur gouvernement. En quoi est-il nécessaire ou même utile de répéter sur tous les tons, comme le fait le trop zélé ministre, que nous en

sommes aujourd'hui à Auguste? Est-ce donc à dire que nous en serons demain à Tibère et après-demain à Néron? S'il ne le pense pas, qu'il cesse donc de jouer, pour un vain plaisir de rhéteur, avec de pareils souvenirs! Qu'il tâche du moins d'être un peu moins embarrassant pour ses collaborateurs qui invoquent des traditions toutes différentes! Que veut-il, par exemple, que dise ou fasse son collègue en herbe M. Émile Ollivier en présence de semblables manifestations? Il reste seul avec son vote d'espérance, et n'a d'autre ressource que d'écrire sur des albums des appels touchants, mais peu écoutés, aux mânes de Washington, de Turgot, de Mirabeau, en les assaisonnant de sentences qui rappellent les rébus de mirliton.

M. Duruy n'a pas craint, on le sait, de donner à développer à la jeunesse de nos lycées une thèse consistant à soutenir que l'ère des Césars a été l'âge d'or de l'éloquence. Si cette thèse a quelque chose de vrai, ce n'est pas à coup sûr dans le sens où le ministre l'a entendue. Le règne des Césars seul, en effet, a pu former l'éloquence d'un Tacite, génie unique qui domine tout ce que Rome a produit; mais il n'est pas probable qu'ils aient jamais songé à encourager des talents de ce genre, et s'il faut leur en faire un mérite, autant vaudrait leur rapporter l'honneur des vertus de Thraséas et de tous les grands hommes qu'ils ont immolés. Ce qui a été leur œuvre propre, en fait d'éloquence, ce sont des discours apologétiques avec lesquels les harangues de M. Duruy pourraient bien avoir quelques traits de ressemblance; et la récente diatribe de l'austère M. Dupin¹ contre les femmes eût marqué, pour leurs orateurs, le terme extrême de la hardiesse. Nous croyons que les œuvres oratoires qui ont été inspirées par la liberté

1. Allusion au réquisitoire prononcé par M. Dupin en comité secret du Sénat contre le luxe des femmes. (Voir le journal *le Siècle* du 14 juillet 1865.)

peuvent soutenir la comparaison sans désavantage. S'il faut l'avouer, nous ne pouvions nous défendre de cette réflexion, même en lisant la philippique de l'austère M. Dupin. Nous admirions, comme tout le monde, l'éloquente indignation qu'il a déployée contre la corruption des femmes. Que serait-ce, nous disions-nous, dans un pays et dans un temps où il lui serait permis de parler aussi de la corruption des hommes politiques ! C'est sur cette question que nous serions curieux d'entendre l'austère M. Dupin.

On calomnie la France lorsque, sur la foi de quelques analogies superficielles, on lui fait l'injure de la comparer à la Rome de Césars. Elle ne supporterait pas ce régime une heure. S'il n'y avait dans ce parallèle qu'une fantaisie historique plus ou moins ingénieuse, nous laisserions aux érudits le soin de dissiper de vaines apparences qui ne sauraient soutenir un instant d'examen ; mais, du moment qu'on en fait une sorte de doctrine d'État à laquelle on semble vouloir emprunter des procédés de gouvernement, on ne peut trop protester contre une pareille assimilation. Il n'est que trop vrai que Napoléon a aspiré un instant à jouer le rôle d'un César ; mais on sait aussi ce que cette entreprise insensée a coûté à lui et à nous. Les fléaux qu'il a déchaînés sur son pays en poursuivant cette chimère devraient faire un devoir à ceux qui ont intérêt à ménager sa gloire de ne jamais prononcer ce nom de césarisme, auquel ne répondent pas plus les éléments de la société actuelle que le pouvoir et la grandeur de ceux qui sont censés en représenter les traditions. Le monde peut encore voir des dictatures temporaires et des pouvoirs d'exception, il ne reverra rien qui ressemble à ce dur esclavage. Deux choses manqueront désormais pour sa reconstitution : la force chez les maîtres et l'avilissement chez les sujets.

On ne fera pas plus le césarisme que la domination

universelle. Ceux qui croient devoir jeter ce mot sonore en pâture à la vanité populaire devraient commencer par lui rendre d'abord l'empire du monde. C'est ce que Napoléon avait compris pour sa part et presque réalisé. Tant qu'ils ne l'auront pas imité sous ce rapport, on ne pourra voir dans le titre qu'ils revendiquent qu'une vaine forfanterie.

L'Angleterre, qui se compare aussi quelquefois, non pas à la Rome impériale, mais à la république romaine, ce qui nous paraît mille fois préférable, vient de terminer, de son côté, ses élections politiques. Ainsi qu'on l'avait prévu assez généralement, la force et la situation respectives des partis n'en ont pas été sensiblement altérées ; ils conservent leur physionomie et leur attitude. Le ministère a gagné une vingtaine de voix, mais on s'accorde à reconnaître que cet avantage est plus apparent que réel. Deux incidents ont surtout marqué ces élections : l'un est la nomination de M. Stuart Mill à Westminster ; nous avons déjà apprécié l'importance et l'originalité de ce choix qui honore à la fois celui qui en a été l'objet et ceux qui l'ont fait ; l'autre est l'échec si inattendu et d'ailleurs si vite réparé de M. Gladstone à Oxford. Cet échec a paru d'autant plus surprenant que M. Gladstone est aujourd'hui l'homme d'État le plus estimé de l'Angleterre, le seul du moins auquel s'attache une sorte de popularité européenne ; mais cette défaite électorale lui a valu tant de témoignages de sympathie qu'elle ne doit pas lui avoir laissé des souvenirs bien amers.

Malgré l'incontestable victoire que vient de remporter l'administration actuelle, tout le monde persiste à demander si lord Palmerston restera à la tête du ministère, et ce seul doute est une invitation indirecte à la retraite qui lui est adressée par l'opinion publique. Quand on a été ministre de la guerre en 1812, on a bien acquis le droit de

dormir sur ses lauriers en 1865; lord Palmerston aurait même pu, sans aucun inconvénient pour sa gloire, renoncer à ceux qu'il a cueillis dans ces dernières années, notamment en Pologne et en Danemark. Quel que soit son successeur, et tout porte à croire que ce successeur serait M. Gladstone ou lord Russell, la politique anglaise paraît, d'après toutes les probabilités, devoir persévérer avec plus de décision que jamais dans les errements qu'elle a suivis dans ces derniers temps, à savoir un développement de plus en plus actif donné aux réformes intérieures et une abstention à peu près complète dans les complications extérieures.

Ce système, quelle que soit sa valeur réelle, ne peut que gagner à être pratiqué avec franchise, et il ne l'a pas été jusqu'à présent. Il est incontestable, pour quiconque a observé les manifestations de l'opinion publique en Angleterre au moment des dernières élections, que cette politique est dans les vœux du peuple anglais, et que les tories eux-mêmes, loin d'essayer de la combattre, font profession de la pousser encore plus loin que leurs adversaires. Elle a pour elle un argument d'un très grand poids, c'est une prospérité matérielle inouïe qui a été, en partie, son ouvrage. Sous l'influence de ce spectacle, qui a sans doute son éloquence, mais qui n'a pas le droit de se subordonner tous les mobiles d'une grande nation, il s'est formé d'abord une école, puis une opinion, enfin un parti aujourd'hui très nombreux qui soutient que l'Angleterre ne doit intervenir à aucun prix et sous aucun prétexte dans les affaires européennes. Telle est la nouvelle interprétation qu'on donne en Angleterre au principe de non-intervention, et ces idées commencent à faire école chez nous.

Il serait à souhaiter, pour l'honneur des principes que nous défendons, que de pareils sophismes, moins dangereux à la vérité pour l'Angleterre que pour toute autre

nation, en raison de sa position insulaire, fussent soumis à l'épreuve de la pratique, pendant une époque quelque peu troublée; et l'on verrait au bout de peu de temps ce qui resterait, après cette épreuve, de l'influence et de la considération du pays qui aurait consenti à en courir le risque. Mais il n'y a pas à craindre qu'un peuple ayant le souci de sa dignité l'entreprenne jamais, sérieusement. L'Angleterre ne met aujourd'hui cette doctrine en avant que pour se dispenser de porter la main à des besognes qui lui vaudraient plus d'embarras que de profits. Elle est bien aise de s'en couvrir aujourd'hui, pour éviter de se compromettre en faveur du Danemark, ou de tout autre client dont la protection lui serait plus onéreuse que profitable; mais que demain les Russes entrent à Constantinople ou les Français à Anvers, et l'on verra jusqu'à quel point elle prend au sérieux son programme de désintéressement et d'abstention.

La non-intervention appliquée dans tous les cas, comme une règle immuable qu'on observe pour soi-même, sans se soucier de la faire respecter pour les autres, c'est le monde livré à la force, c'est la négation de toute loi internationale; et ce n'est pas la peine de proclamer un principe pour obtenir un pareil résultat. On n'a rien à proclamer, quand on se borne à reconnaître l'empire des faits. La non-intervention, pour devenir un principe, suppose une certaine communauté d'intérêts entre les divers membres de la confédération européenne; elle suppose des droits et des obligations réciproques; elle suppose enfin et surtout une garantie de chacun par tous. Si l'on n'admet pas ces idées générales, fondées sur la justice plus encore que sur l'intérêt, il ne faut plus parler ni de principe de non-intervention, ni de droit international, ni même de civilisation générale; il n'y a plus d'autre règle que la violence et la brutalité.

Le principe de non-intervention, entendu de cette façon étroite et absolue, peut, comme tout expédient, présenter momentanément quelques avantages au point de vue pratique, mais il n'offre théoriquement aucun sens et n'est plus qu'une sorte de gageure sophistiquée dans le genre de celles que soutenait Proudhon et dont s'amuse encore la subtilité de M. de Girardin. Si l'on peut s'étonner de quelque chose, c'est de ce qu'un homme pratique comme M. Cobden ait jamais pu prêter à de telles maximes l'autorité de son nom. Qu'on déclame tant qu'on voudra contre le don quichottisme, du moment qu'on a admis l'idée d'un droit public européen, c'est une honte, pour tous les peuples qui l'acceptent comme règle de leur conduite, de le laisser sans aucune sanction et à la merci de tous les outrages. Un jour viendra où les violations audacieuses de ce droit, auxquelles nous assistons, par exemple, dans les duchés, seront considérées comme le sont dès aujourd'hui les attaques à main armée autrefois si fréquentes et en quelque sorte régulières. Qui oserait soutenir que la comparaison est injuste, en songeant à la façon dont cette dernière entreprise a été conduite et en présence du spectacle que nous offrent ces malheureuses populations depuis si longtemps piétinées par des agresseurs aussi rapaces qu'insolents ?

Ces odieux abus de la force deviendront infiniment plus rares le jour où l'on osera proclamer cette vérité hardie, à savoir, que le brigandage international est un brigandage, et surtout où l'on aura démontré par deux ou trois salutaires exemples, aux Bismark de l'avenir, que ces aimables procédés, empruntés à la pratique des héros de grand chemin, peuvent devenir dangereux pour leurs auteurs et leur apporter plus de tribulations que de profits.

Dans l'état actuel des choses, on est réduit à attendre

que les coupables se punissent eux-mêmes, ce qui est en vérité une belle sanction pour un principe de justice. Cependant la peine que méritent de pareilles transgressions est tellement dans la nature des choses, qu'il n'est pas impossible qu'elle finisse par arriver toute seule, de son pied boiteux, comme disaient les anciens. Les libérateurs des duchés doivent au monde cette leçon consolante, et c'est déjà un vrai plaisir que de voir les traitements qu'ils échangent et les gros mots qu'ils se disent tout haut. Ils ont beau s'apercevoir qu'ils font scandale, qu'ils se déconsidèrent et se font plus de tort qu'ils n'auraient trouvé d'avantages dans les dépouilles qu'il s'agit de partager; rien ne peut les arrêter, et ils en seraient déjà venus aux coups sans les intérêts de toute nature qui s'interposent entre eux. Que de diplomatie dépensée cependant pour prévenir ces fâcheuses extrémités ! N'est-il pas divertissant de voir tant d'artifices perdus, et le génie tant vanté de ce grand Bismark ne pas même aboutir à faire réussir l'entrevue de Gastein ? Être si peu difficile sur le choix des moyens, et ne pas réussir ! il nous semble que cet homme d'État baisse singulièrement ou qu'il connaît bien mal son époque.

Il n'est pas plus heureux dans sa politique intérieure, car il perd du terrain au lieu d'en gagner, et l'on peut dire que, même en Prusse, dans une époque moins inerte et moins résignée que la nôtre, le triomphant Bismark aurait depuis longtemps disparu de la scène. La persistance avec laquelle il s'y maintient est un sujet d'étonnement sans fin pour ceux qui ne connaissent pas le flegme et la lenteur germaniques. Le succès de l'intimidation n'a assurément rien de plus surprenant en Prusse que partout ailleurs ; mais l'intimidation se perpétuant au pouvoir, non seulement malgré la volonté expresse d'un parlement, mais malgré la volonté plusieurs fois constatée de toute une

nation, et malgré les décisions des tribunaux et des corps judiciaires, voilà qui paraît plus difficile à concevoir et ce qui ne s'est pas encore vu ailleurs qu'en Prusse. Ce trait de résistance passive n'est évidemment possible que dans un pays saturé à l'excès de métaphysique allemande.

Les divisions de la Prusse et de l'Autriche étaient faites pour rendre quelque espoir aux anciens fauteurs de la ligue des États secondaires, si bruyants au début de l'affaire des duchés et si cruellement évincés après qu'ils eurent rempli le rôle qu'on leur avait ménagé dans cet imbroglio. M. de Beust a, en effet, reparu après sa longue éclipse avec son éternel projet de triade allemande ; mais les beaux jours du congrès de Londres sont passés, et M. de Beust a dû s'en apercevoir au peu de sensation qu'il a produit. Il manque trop de choses à sa fédération primitive pour qu'elle soit jamais populaire en Allemagne. Les Allemands, comme tous les peuples qui ont été longtemps dévorés par la féodalité, préfèrent d'instinct une domination unitaire à la tyrannie mesquine et tracassière des dominations locales. Les États secondaires ont eu un instant de popularité, grâce à la susceptibilité qu'ils ont su montrer les premiers dans une querelle que l'Allemagne considérait comme une question nationale ; mais ils n'ont pas assez de désintéressement pour aller au-devant des sacrifices qui leur seraient nécessaires afin de gagner les sympathies libérales et démocratiques, et, cela étant, ils sont forcément subordonnés aux deux grandes puissances germaniques et destinés à faire tôt ou tard retour à ces deux centres d'attraction.

Les appréhensions que certaines mesures du président Johnson avaient fait naître en Europe commencent à se dissiper à mesure que ses actes sont mieux connus, et il ne leur restera bientôt plus aucune raison d'être. Ces alarmes exagérées sont venues de ce qu'on a pris des

mesures comminatoires, qui n'étaient autre chose que des concessions en paroles données au sentiment public alors que ses passions étaient le plus vivement surexcitées, pour des représailles destinées à une stricte exécution. Mais la suite est bientôt venue montrer combien ces suppositions étaient erronées. Une fois ce premier moment passé et les passions apaisées, les autorités de l'Union ont prouvé, par la douceur de leurs procédés et la généreuse protection qu'elles ont étendue sur les vaincus, qu'elles les jugeaient assez punis par leur défaite même, et n'entendaient point y ajouter les rigueurs d'une répression qui n'eût plus été qu'une vengeance. Leur premier soin a été de rétablir partout la légalité, les pouvoirs civils, et de rendre aux États sécessionnistes leur ancienne constitution intacte, sauf en ce qui concerne l'esclavage, définitivement aboli.

Les hommes d'État auxquels on prêtait tant d'arrière-pensées de représailles contre leurs anciens compatriotes, n'ont pas cherché à garder un seul instant dans les États reconquis la dictature qu'ils tenaient de la victoire et qui leur eût permis si facilement de satisfaire les passions qu'on leur attribuait. On a un exemple frappant de la légèreté qu'on porte dans l'examen des affaires américaines dans les jugements auxquels a donné lieu le partage des territoires de l'Union en cinq grandes divisions militaires. On s'est empressé de voir là une mesure dictatoriale; et vérification faite, il s'est trouvé que ce n'était qu'une mesure de police qui existait déjà avant la guerre.

Quelque partialité qu'on apporte dans l'appréciation des événements qui viennent de s'accomplir aux États-Unis, on ne saurait disconvenir que ce sont là des faits qui ont quelque force; et, si l'on veut les juger avec équité, on n'a qu'à ouvrir l'histoire et à comparer la conduite du gouvernement actuel des États-Unis avec ce qui s'est pratiqué dans tous les temps et dans tous les pays, à la suite des

guerres civiles qui ont eu cette durée, ce développement, et qui ont amené un semblable déchaînement de passions.

Nous mettons au défi l'esprit le plus prévenu d'y trouver rien qui rappelle une victoire aussi clémente et aussi pure d'excès de tout genre, surtout après des actes aussi atroces que l'assassinat de Lincoln. Ce juste éloge ne nous empêche pas d'ailleurs de reconnaître que l'abolition de l'esclavage, qui est le fruit de la guerre, prépare aux États-Unis d'immenses difficultés qu'on n'a sans doute pas assez prévues, mais nous avons la confiance que les efforts qui sont venus à bout d'une pareille guerre civile sauront aussi mener à bonne fin cette entreprise.

8 septembre 1865.

Nous assistons depuis environ trois semaines à un débat des plus instructifs et qui ne sera pas sans influence sur l'avenir politique de notre pays. La presse et l'opinion publique, que les discussions de la Chambre n'avaient pas fait sortir un seul instant de leur tranquille somnolence, ont tout à coup pris feu à propos d'une question posée à l'improviste, et qui, bien que vitale entre toutes et depuis longtemps familière aux esprits éminents de ce pays, n'avait jamais préoccupé et encore moins passionné la grande masse du public. On devine que nous parlons ici de la décentralisation. Cette indifférence du public, on peut même dire ses préventions, ne tenaient pas seulement au sens négatif et mal défini de ce grand mot abstrait, aux traditions dictatoriales dont notre nation est gangrenée, à la routine intéressée qui a fait que tous nos gouvernements ont tour à tour conservé l'administration despotique du

premier empire comme un commode instrument de domination ; elles tenaient aussi à la complexité d'un sujet qui touche à tout et dont les intelligences peu exercées ne saisissent pas facilement l'ensemble. Cependant, si les publicistes qui viennent se déclarer avec plus de zèle que de succès contre la cause que ce mot représente avaient suivi avec un peu plus d'attention et de clairvoyance la marche de l'opinion et le mouvement intellectuel de ces dernières années, ils n'auraient pas été pris au dépourvu par la vive et éclatante adhésion qui se manifeste en faveur des idées de décentralisation, et surtout ils se seraient épargné le ridicule des airs d'infailibilité et du ton d'outrecuidance qu'ils ont si mal soutenus par leurs arguments.

Un seul fait suffisait pour les avertir de l'importance et de la popularité croissantes du mot et de la chose ; ce fait, c'est que le pouvoir actuel, qui n'est certes décentralisateur ni par origine ni par tradition, a cru agir sagement en se parant de ce titre, sauf à le justifier très imparfaitement par ses actes. Il y avait là, ce semble, une présomption qu'un mouvement d'opinion, assez fort pour imposer son mot d'ordre à ses ennemis naturels, n'était pas une compagnie improvisée par quelques étourneaux politiques. Quant à ceux qui ont observé son développement, ses progrès, son influence si frappante sur les dernières manifestations électorales, ils lui reconnaissent dès aujourd'hui tous les signes et toute la puissance d'un véritable mouvement national qu'on peut vouloir régler et diriger, mais qu'on ne peut traiter légèrement sans se faire à soi-même beaucoup plus de tort qu'on ne lui fait de mal.

Ce succès, chaque jour grandissant, des idées de décentralisation, et les équivoques qu'on y mêlait pour les exploiter, ont précisément suggéré aux écrivains si honorablement connus, auxquels nous devons l'excellent recueil

de M. Guérault dans toute sa plénitude, nous ne verrions là aucun motif de renoncer à notre opinion.

Il serait temps qu'on s'expliquât une bonne fois au sujet du sens, bon ou mauvais, qu'il convient d'attacher à ce mot de coalition dont on a fait un si ridicule abus dans ces derniers débats. On a beaucoup agité la question de savoir quelles coalitions sont légitimes, et quelles sont fâcheuses, illicites et immorales ; mais il ne nous semble pas qu'on ait touché le point vif de la question. Selon nous, ce qui dans nos coalitions politiques a toujours révolté, et à juste titre, la conscience publique, ce sont les compromis d'opinions sur lesquels elles se sont le plus souvent fondées. Quand on voit un voltairien soutenir la papauté, ou des publicistes soi-disant républicains acheter la tolérance du pouvoir par la violence avec laquelle ils attaquent ses ennemis, tout en le servant lui-même, tantôt par leur critique inoffensive, tantôt par leur silence complaisant, on devine l'hypocrisie et la dissimulation, on sent que les principes sont sacrifiés à la tactique et que, par conséquent, ils ne sont plus qu'une chose secondaire, qu'on peut glorifier ou mettre sous ses pieds selon l'opportunité.

Voilà ce qui constitue la coalition, dans le mauvais sens du mot : c'est celle qui implique un compromis d'idées et d'opinions, un sacrifice des principes à un intérêt passager. Nous défions qu'on nous donne, sur ce point, une autre règle de jugement. Sans cette règle il serait impossible aujourd'hui de faire un seul pas dans le dédale des questions que nous avons à résoudre, car il n'en est pas une seule au sujet de laquelle on ne rencontre à chaque instant réunies les adhésions les plus étonnées de se trouver ensemble. A-t-on rien de semblable à reprocher aux adhérents du manifeste de Nancy ? En est-il un seul parmi eux qui ait, je ne dis pas sacrifié quelque chose de ses opinions personnelles, mais qui ait caché ses restrictions et ses préfé-

rences ? Mais s'ils n'ont pas même offert l'ombre d'un prétexte à un pareil reproche, quelle idée faut-il donc se faire de la bonne foi de ceux qui le leur ont adressé, et que reste-t-il de toutes ces criaileries dont ils ont cherché à étourdir les badauds ?

Si nous avons du goût pour les récriminations personnelles, nous pourrions nous donner, sans beaucoup de frais d'imagination, le plaisir d'une facile revanche contre les aménités dont les démocrates décentralisateurs ont été l'objet. Nous étions « de pauvres dupes, des instruments du royalisme, des piliers de sacristie. » Notre pureté politique était suspecte à l'austère M. Jourdan ; et le plus doux de nos contradicteurs, M. Peyrat, faisait acte de magnanimité en nous accordant son indulgente commisération. Tout cela était profondément plaisant et inattendu. Mais aujourd'hui les rôles se trouvent quelque peu intervertis, et les représailles seraient une cruauté inutile. Les hommes qu'on traitait avec si peu de ménagements peuvent d'ailleurs laisser à leur passé le soin de répondre pour eux, fortune qui n'est pas donnée à tout le monde.

Ces rigueurs nous donnaient du moins le droit d'espérer que nos adversaires avaient fait de la question une étude approfondie et allaient substituer à la doctrine que nous avions proposée le résultat de leurs lumières et de leur expérience. Le public, surpris au premier moment de la vivacité de leur polémique, dont il connaît les prudentes allures lorsqu'il s'agit de juger la politique officielle, attendait comme nous cette révélation, pour employer une expression qui leur est chère. Mais voilà où a commencé l'amusante déconfiture de ces terribles pourfendeurs. Invités fort civilement par les auteurs du projet à vouloir bien exprimer leurs objections et formuler leurs propres idées, ils se sont mis à battre la campagne chacun de son côté dans une confusion indescriptible, et en s'assourdis-

sant les uns les autres d'un cliquetis de mots sonores, sans aucun rapport avec la question et de la plus discordante cacophonie qui se puisse imaginer. L'un s'escrimait contre la féodalité et flétrissait la félonie des grands vassaux; l'autre alléguait l'unité nationale et les quatorze armées de la république indivisible; un troisième évoquait le touchant souvenir de Blanche de Castille et de son fils saint Louis, qui, d'après ses calculs, se serait certainement opposé à l'élection des maires par les communes; un quatrième nous opposait victorieusement Vercingétorix, Jeanne Darc, Jeanne Hachette et Étienne Marcel, « assassiné par les Girondins de son époque. » N'est-ce pas toute une trouvaille et des plus ingénieuses que ce nom d'assassin accolé incidemment à celui de ces martyrs volontaires qui se laissèrent tuer plutôt que de se faire tueurs ?

D'excellentes discussions sont alors intervenues, dans lesquelles on s'est efforcé de ramener sur le terrain des faits ces brillantes imaginations. On les a mises au défi de citer, soit dans le présent, soit le passé, un seul peuple, un seul pays qui ait été libre avec la centralisation. On leur a demandé pourquoi la France ne pourrait pas être admise à posséder une faible partie des franchises dont jouissent sous nos yeux la Suisse, la Hollande, la Belgique, l'Italie, l'Angleterre et la démocratie américaine. On leur a rappelé que toutes nos constitutions républicaines, y compris celle de 1793, enfantée dans une ère de dictature illimitée, ont sanctionné les principes que nous invoquons aujourd'hui; que tous nos grands publicistes depuis 1789, Mirabeau, Benjamin Constant, Royer-Collard, Armand Carrel, Lamennais, Tocqueville, se sont accordés pour flétrir notre excessive centralisation comme le principal obstacle à la liberté. A ces accablants témoignages ils ont répondu, l'un « qu'il ne s'agissait pas d'aff-

faiblir le pouvoir, mais de s'en emparer, » c'est-à-dire apparemment qu'un gouvernement de liberté doit être armé de toutes les prérogatives d'un gouvernement de dictature ! L'autre, qu'en attendant que le peuple français soit mûr, « c'est à une minorité d'interpréter la révolution ! » c'est-à-dire que, jusqu'à ce qu'il plaise à ces petits dictateurs de reconnaître notre capacité, nous serons tenus de leur obéir. Ils ont, eux aussi, leur couronnement de l'édifice dans leur poche, mais ils ne cherchent pas à nous bercer d'illusions, et ils ont la bonté de nous informer à l'avance que, le cas échéant, ils seraient dans la dure nécessité de nous le faire très longtemps attendre. Tout cela n'est-il pas d'un burlesque achevé ?

Ce qu'il y a de caractéristique dans tout ceci, c'est que ces divertissants petits despotes, qui ne veulent ni de la liberté ni du gouvernement du peuple par lui-même, s'appellent les démocrates libéraux par excellence, et que nous, qui réclamons ces garanties, nous sommes des instruments de royalisme et de réaction. D'après ce vocabulaire nouveau, le mot démocratie signifie la domination absolue du petit nombre sur le grand. Ces mêmes hommes qui ont sans cesse à la bouche la souveraineté du peuple, l'intelligence et les perfections du peuple, qui disent que la voix du peuple est la voix de Dieu, qui sont toujours prêts à le combler de leurs hommages hypocrites, eux-mêmes refusent de lui reconnaître dans la pratique le degré de discernement qui est nécessaire pour élire un maire ou pour faire contrôler par ses mandataires les dépenses d'une commune.

Revenons au projet des publicistes de Nancy. Ce projet n'est, à nos yeux, et même aux leurs, qu'un *minimum* des réformes à opérer dans le sens de la décentralisation. Ils ont tout à la fois craint d'effaroucher l'esprit de routine si puissant dans notre pays, et voulu réunir le plus grand

nombre d'adhésions possible. Mais bien que ce double sentiment ait communiqué à leur œuvre un caractère marqué de timidité, nous l'avons appuyée de toutes nos sympathies parce qu'elle est dans la vraie direction à suivre, et parce qu'elle constituerait un progrès immense sur ce qui existe aujourd'hui. Elle porte principalement sur trois points : 1° le choix du maire au sein du conseil municipal, et l'extension des droits de la commune en ce qui concerne la fixation de son budget et la gestion de ses propres intérêts ; 2° la substitution du canton à l'arrondissement ; 3° l'attribution d'une partie des pouvoirs du préfet à une délégation du conseil général, qui ne touchera en rien à ses prérogatives politiques.

Telle est la substance du projet inoffensif qui a eu le don de faire éclore tant de mémorables absurdités. La plupart des adhérents allaient beaucoup plus loin que lui et l'ont déclaré avec toute la netteté désirable. Il y a sans doute beaucoup de façons de comprendre la décentralisation ; elle se prête avec une égale souplesse à la forme démocratique et à la forme aristocratique, mais il y a certaines données générales que ni l'une ni l'autre de ces formes ne peuvent éluder ; et lorsque ces points fixes ont pour base le suffrage universel, il faut avoir l'esprit singulièrement prévenu pour crier à la féodalité.

En ce qui nous concerne, nous faisons commencer la décentralisation à l'individu, mais nous ne comprenons pas qu'on puisse songer à l'arrêter là, sous prétexte que les libertés individuelles doivent nous suffire et qu'il importe peu que le pouvoir soit tout entier aux mains de l'État ou réparti entre l'État, le département et la commune. Il importe, au contraire, beaucoup, car c'est précisément cette monstrueuse concentration de pouvoir aux mains de l'État qui rend toute liberté individuelle impossible. A croire qu'on remettra cette toute-puissance illi-

mitée aux mains d'un gouvernement, et que l'individu isolé, face à face avec ce formidable antagoniste, restera libre parce qu'on lui aura donné pour garantie un morceau de papier, il n'y a que de l'ignorance et de la puérilité ; et ceux qui persistent à nous prôner ce merveilleux expédient après tant d'expériences successives devraient, par la même occasion, refaire la nature humaine sur un nouveau plan. On n'a découvert jusqu'ici qu'un seul moyen de prévenir les abus de la toute-puissance, c'est de ne pas la créer. Comment ceux qui possèdent pour instruments la justice, la religion, l'enseignement, l'armée, une administration incommensurable, la souveraine disposition de tous les intérêts, de toutes les forces dans les plus petites localités comme dans les plus grands centres, ne seraient-ils pas forcément entraînés à en abuser ? Comment surtout s'arrêteraient-ils devant une résistance individuelle qui les gêne ?

C'est pour ce motif que nous voulons qu'on ôte à l'État tout ce qui ne fait pas nécessairement partie de ses attributions, et ce qui gagnerait d'ailleurs à ne pas être fait par lui. C'est là tout le but et le mérite de la décentralisation. Pour nous, nous l'appliquons non seulement à la commune et au département, mais à la religion, qui ne doit pas être un instrument politique, mais une association d'un caractère tout spirituel ; à la justice, qui doit non seulement ne dépendre en rien de l'État, mais au besoin le dominer pour le soumettre à la loi comme les citoyens eux-mêmes ; enfin à l'enseignement lui-même, bien que l'État doive y participer dans une certaine mesure. Ces grandes fonctions sociales ne peuvent être fortes et fécondes qu'à la condition d'être indépendantes, et de puiser leur vie non dans le patronage du pouvoir, mais dans l'initiative et l'activité de la nation.

Ces vérités sont tellement banales et rebattues, que par-

tout ailleurs qu'en France elles feraient sourire le lecteur. Bien qu'elles soient encore chez nous à l'état de paradoxes pour beaucoup d'esprits, elles ont cependant fait dans ces derniers temps un chemin très rapide, grâce surtout aux vices de plus en plus frappants du système qui les méconnaît. Les partisans des idées de décentralisation sont aujourd'hui dans tous les partis, beaucoup plus influents, sinon plus nombreux que leurs adversaires. La presse est loin de donner à cet égard la proportion exacte de l'importance respective de ces deux opinions, et il y a à cela une raison très simple, c'est qu'elle a été monopolisée dans la personne de quelques privilégiés choisis par le pouvoir lui-même, et auxquels nous ne faisons, d'ailleurs, ni un tort, ni un mérite de cette préférence. Cependant cette préférence, on ne saurait le nier, leur ôte quelque chose de leur valeur de *représentation*, et lors même qu'on les verrait quelquefois marcher au rebours de l'opinion, il n'y aurait pas trop lieu de s'en troubler. Mais même dans la presse ainsi constituée, la cause que nous défendons a fait bonne figure, et les articles de MM. Eugène Forcade, Nefftzer, Prévost-Paradol, Pelletan, Ed. Hervé, pour ne pas nommer tout le monde, se tiennent assez bien à côté de ceux de MM. Labbé, Peyrat et Jourdan.

Nos idées sont en progrès, nous pouvons nous résigner pendant quelque temps encore à être appelés piliers de sacristie par de bonnes gens qui ne seront jamais les piliers de quoi que ce soit. Ne les privons pas de cette consolation. Laissons-leur même le plaisir innocent de se vanter de leur perspicacité pour reconnaître leurs ennemis. Rare pénétration, en effet, et qu'on ne se lasse pas d'admirer quand on voit avec quelle impétuosité ils se précipitent tête baissée sur ce lambeau d'étoffe non pas rouge, mais noire, qu'il suffit d'agiter devant leur yeux pour leur

faire renier la liberté et mettre en pièces leur propre cause. Mais la main qui tient l'appât et qui par ce moyen le mène où il lui plaît, n'espérez pas qu'ils l'aperçoivent, jamais ! Il est heureux pour la logique de ces perspicaces observateurs que MM. de Falloux et de Montalembert ne se soient pas encore avisés de déclarer publiquement que, pour rendre hommage à la vérité, ils se voient enfin dans la nécessité de reconnaître que deux et deux font quatre. Ce piège infernal tendu à leur bonne foi les forcerait à refaire de fond en comble les règles de l'arithmétique !

On nous pardonnera les développements peut-être excessifs que nous avons consacrés à une question dont nous sommes loin cependant d'avoir indiqué tous les aspects. Ce que nous tenions le plus à établir dans son vrai jour, à dégager de toute équivoque, ce sont les intentions des hommes qui ont apporté leur concours à cette manifestation. Ces intentions sont non seulement pures de tout compromis, elles sont éminemment désintéressées. Ils peuvent se rendre cette justice qu'ils ont agi non en hommes de parti, mais en citoyens dévoués à leur pays. S'ils s'étaient inspirés d'une pensée de parti, n'avaient-ils pas tout intérêt à demander le maintien de ce puissant et irrésistible levier de la centralisation ? Est-ce que tous les partis ne s'en sont pas emparés à leur tour pour l'exploiter à leur profit exclusif ? Est-ce que tous ne peuvent pas espérer le ressaisir un jour ? Bien oublieux et bien aveugle qui pourrait le contester ! Ceux donc qui ont su s'élever au-dessus de cette convoitise naturelle, dans l'espoir de fonder dans leur pays ces garanties de droit commun qui sont le patrimoine et la sauvegarde de toutes les opinions, ceux-là ont obéi à une inspiration patriotique et échappé au moins pour un instant aux étroits calculs de l'esprit de parti.

A l'exception de cette curieuse discussion au sujet de la

décentralisation, aucun fait saillant ne s'est produit dans notre situation intérieure. L'élection de M. de Tillancourt mérite toutefois de ne pas passer inaperçue, car elle a été un nouveau et très significatif témoignage des tendances actuelles de l'esprit public. Elle a confirmé d'une façon irrécusable l'interprétation que tout le monde a donnée aux élections de MM. Goërg, Girod-Pouzol et Bethmont. Elle n'a pas un sens d'hostilité, mais d'indépendance; elle montre dans l'esprit des localités un désir de plus en plus vif et prononcé de s'affranchir de la tutelle administrative; elle proteste non seulement contre le patronage officiel, mais plus encore contre ces insolentes théories qui s'arrogent, au nom de la démocratie, le droit de régenter la France et de la déclarer *mineure*. Elle n'est pas moins remarquable par la rare discipline dont elle a témoigné. Au premier tour de scrutin, les voix de l'opposition, qui s'étaient dispersées sur cinq ou six candidats de diverses nuances, se sont toutes réunies au second pour faire triompher celui qui offrait le plus de chances de succès. Ce n'est pas tout que de posséder le droit électoral, il faut encore savoir s'en servir, et le jour où les électeurs sauront le comprendre, ils pourront tout ce qu'ils voudront.

Les magnifiques parades maritimes dont notre rade de Cherbourg vient d'être témoin, les terribles engins de destruction que deux nations longtemps ennemies se sont montrés l'une à l'autre, non comme une menace, mais comme une garantie pour la paix du monde et la sécurité générale, enfin les assurances courtoises et amicales qui ont été échangées à cette occasion, toutes ces circonstances ont de nouveau évoqué à notre esprit l'idée de cette grande alliance franco-anglaise marquée par la nature des choses, à laquelle aucune puissance ne serait en état de résister, et qui serait si féconde pour la cause de la liberté et de la civilisation. Alors nous avons comparé ce qu'elle

pourrait être à ce qu'elle est réellement aujourd'hui, et nous nous sommes demandé si, au lieu de s'enorgueillir de ce formidable déploiement de forces, les deux nations n'avaient pas plutôt sujet d'en être humiliées en songeant à l'emploi qu'elles en ont fait. Dans le même moment où ces deux flottes, qui, si elles agissaient au nom de la liberté, pourraient faire rentrer dans le néant toutes les tyrannies européennes, échangeaient bruyamment à Cherbourg le joyeux salut militaire et étalaient avec fierté l'appareil d'une puissance maritime irrésistible, un guet-apens inouï, sans précédent dans notre siècle, nullement ignoré, car il avait été longuement et lentement préparé au vu et au su de tout le monde, recevait son dénouement dans l'entrevue de Gastein, comme pour donner un démenti aux illusions de cette pompeuse parade.

Le sentiment de honte et de colère qu'on éprouve à voir en pleine Europe, et après tant de révolutions faites au nom du droit des peuples, deux souverains se partager froidement les dépouilles d'une nation qu'ils ont prétendu délivrer de ses oppresseurs, en vendre et en acheter les habitants à 150 francs la pièce; ce sentiment, dis-je, augmente encore lorsqu'on se rappelle qu'au début de cette triste affaire il eût suffi d'un mot de la France et de l'Angleterre pour prévenir et réprimer cet acte de banditisme international, et qu'on songe à quelles puériles rancunes il a tenu que ce mot n'ait pas été prononcé.

La convention de Gastein couronne définitivement les cyniques exploits de M. de Bismark. Cette récompense depuis longtemps prévue, et bien due d'ailleurs au meneur qui a conduit et joué jusqu'au bout tous ses complices, s'était fait si longtemps attendre, qu'on commençait à croire à un ajournement indéfini. C'est pourquoi sa victoire de Gastein a produit l'effet d'un événement tout nouveau et ravivé des impressions endormies depuis les in-

trigues qui ont suivi la glorieuse prise de Düppel. Comme l'éloignement, qui rend aux choses leur vraie proportion et leur vraie physionomie, fait saisir maintenant la suite et l'ensemble de toute cette affaire et quelle clarté il leur donne. Au début on voit deux puissances plongées dans un mortel embarras et ne sachant guère comment en sortir : l'une est la Russie qui vient de recevoir un flétrissure publique pour sa conduite en Pologne, l'autre est la Prusse qui se voit sur le point d'être forcée de capituler avec son parlement soutenu par la nation tout entière. Ces deux gouvernements sont en quête d'une diversion ; l'affaire des Duchés les leur offre ; ils la saisissent avec un empressement dont les mobiles étaient déjà trop intéressés pour n'être pas aussitôt percés à jour par tous les esprits clairvoyants. Ces mobiles, on les signale à la démocratie allemande, déjà mise en mouvement par l'appât qu'on lui a montré. Mais elle a dès lors perdu de vue toutes ses réformes intérieures pour s'attacher exclusivement à la délivrance de ces deux millions d'Allemands qui sont opprimés par deux millions de Danois, et tellement opprimés que, pour se délivrer de cette tyrannie insupportable, ils ont besoin des secours d'une nation de 70 millions d'hommes.

Voilà le prologue de cette tragi-comédie. Le reste est présent à toutes les mémoires. Personne n'a oublié les prétextes que les envahisseurs ont mis en avant, le droit d'hérédité et le droit des nationalités invoqués tour à tour, et la tranquille impudence avec laquelle, une fois le coup fait, on les a désavoués l'un et l'autre pour ne plus laisser debout que celui même du souverain duquel on avait obtenu cette cession à main armée. Jamais la diplomatie, jamais le droit public européen écrit ou non écrit n'ont été plus ignominieusement bafoués. Aujourd'hui le tour est joué. M. de Bismark, du haut de ses succès, piétine

tout à son aise sur la démocratie allemande et sur le parlement qui lui faisait ombrage. Il a dans la main une armée dont les cadets peuvent assassiner avec impunité un citoyen français dans les rues d'une ville allemande ; il a des juges qui poursuivent les députés pour des opinions exprimées au sein du parlement ; il a à ses pieds tous ces États secondaires qui ont osé un instant lui faire obstacle ; il tient les duchés par Kiel, par Rendsbourg, par ses routes militaires, par le Sleswig, et d'ici à peu achètera le Holstein comme il a déjà acheté le Lauenbourg ; enfin il possède l'alliance intime de la puissance qui parlait il y a quinze jours de lui faire la guerre. L'Autriche, un moment si provoquante et si fière, lui a tout à coup abandonné tout ce qu'il demandait, et, loin de lui en vouloir de la violence qu'elle a subie, elle se rapproche de plus en plus de lui et ne peut plus se passer de son amitié.

Croira-t-on qu'elle lui a fait toutes ces concessions bénévolement et sans aucune réciprocité ? Il nous semble difficile qu'il se trouve des hommes d'État assez naïfs pour se le figurer, et nous pensons qu'il y a là pour l'alliance anglo-française un sujet de réflexion de nature à lui suggérer quelque chose de mieux que les inutiles parades de Cherbourg.

8 octobre 1865.

L'interminable débat sur la décentralisation a pris fin après avoir fait couler des flots d'encre, mais non sans avoir fait faire un pas à cette importante question. Ce qu'il y a de plus dangereux en politique, ce sont les idées vagues et indécises ; on a eu maintes fois l'occasion de le constater dans le cours de ce long et étourdissant carnaval

qui a suivi la révolution de Février. La discussion qui vient de finir a laissé dans beaucoup d'esprits des opinions nettes et arrêtées au sujet d'une question dont ils n'avaient jusque-là qu'une notion confuse et incomplète : à quelque camp qu'on appartienne, c'est là un résultat auquel on ne peut qu'applaudir, et il est juste d'en faire honneur aux publicistes qui ont pris l'initiative de ce débat. Nous souhaitons vivement que ce succès les encourage à entreprendre une nouvelle campagne du même genre. En fin de compte, il se trouve aujourd'hui que leurs adversaires eux-mêmes sont réduits, pour la plupart, à se dire décentralisateurs ; ils assurent seulement qu'ils le sont dans une mesure un peu différente, ce qui est le cas de la grande majorité des adhérents du fameux manifeste. Voilà tout ce qui reste de ces dénonciations aussi vaines que bruyantes. Quant au petit nombre de ceux qui persistent à croire que les libertés politiques peuvent exister indépendamment des libertés locales, il faut renoncer à les convaincre, puisque notre histoire ne leur a rien appris sur ce point ; mais on peut toujours les mettre au défi de citer un temps et un pays où ce phénomène se soit produit. Séparées des libertés locales, les libertés politiques manquent également de garantie et de vitalité ; elles sont nécessairement à la merci du pouvoir que la centralisation a armé de sa force irrésistible, et n'existant qu'en vertu de sa tolérance elles ne peuvent être qu'une ombre. Il ne suffit pas qu'elles soient proclamées en théorie, il faut qu'elles aient la force de se défendre, et cette force elles ne l'auront jamais, tant que le gouvernement pourra disposer de la nation entière comme d'un régiment.

Le visible progrès que de telles discussions font faire, chez nous, aux saines idées politiques, nous console, s'il faut le dire, des démentis peu encourageants que le gouvernement vient d'infliger à ceux qui avaient placé en lui

leurs espérances. N'ayant jamais été dans ce cas, n'ayant jamais compté sur ses largesses, et ne nous étant jamais « évertué » à faire en son nom des promesses qu'il a si rarement tenues, nous n'avons éprouvé aucune déception à l'entendre déclarer qu'il ne se départira pas du *statu quo*. Tout au plus avons-nous été surpris de le voir se dire calomnié parce qu'on lui prêtait des projets de réforme et d'amélioration. Nous laisserons à d'autres le soin d'examiner si cette déclaration lui a été dictée par la conviction, un peu désespérée, qu'il n'est plus réformable, ou par l'idée modeste qu'il est arrivé au pinacle de la perfection. Nous savons par expérience combien les pouvoirs les plus dédaigneux pour les vœux de l'opinion publique, sont sujets à varier sur ce point. Le pouvoir actuel suivra en cela la loi commune ; il changera de système quand il aura un intérêt évident à en changer, et il dépend de la nation de faire en sorte que cet intérêt existe avant qu'il soit longtemps. C'est donc sur elle plutôt que sur lui que nous comptons, et aujourd'hui il nous suffit qu'elle montre, par des signes non équivoques, qu'elle ne partage ni la quiétude ni la satisfaction dont témoignent les déclarations du gouvernement. C'est assez pour nous les faire envisager avec beaucoup de philosophie.

On pourrait d'ailleurs, à cette occasion, retourner le reproche qu'il adresse à ceux qui lui ont prêté toutes ces bonnes intentions, et lui démontrer facilement qu'il se calomnie lui-même. Il suffit pour s'en convaincre de comparer sa marche actuelle et ses actes les plus récents à ceux d'une époque peu éloignée de nous ; il est impossible de n'être pas frappé du contraste. Pour prendre un exemple concluant, la dernière circulaire de M. de Lavalette,¹ au sujet de l'usage des *communiqués*, n'est-elle pas

1. Voir le *Moniteur universel* du 23 septembre 1865.

très évidemment d'un pouvoir qui cherche à s'amender lui même, en faisant, il est vrai, les choses au plus bas prix possible? Qu'il renonce donc à l'excès d'orgueil ou d'humilité qui lui fait croire qu'il n'est pas perfectible, car non seulement il l'est — et à un degré dont il n'a encore aucune idée — mais il ne fait pas acte de bonne politique en se déclarant immuable. Lors même qu'on est décidé à ne rien accorder, il est toujours habile de laisser espérer quelque chose, — toutes les coquettes de France pourraient le renseigner sur ce principe élémentaire. La substitution partielle du régime des *communiqués* à celui des *avertissements*, est, après tout, une reconnaissance implicite du principe de la responsabilité ministérielle pour lequel on affiche une si sainte horreur. On préfère encore, il est vrai, signifier ses explications, sur un ton d'oracle, à des journalistes forcés par situation de tout accepter comme parole d'évangile, plutôt que de porter les mêmes justifications devant les représentants du pays armés d'un contrôle sérieux et efficace; mais on sent la nécessité d'obéir en cela à un besoin impérieux de l'esprit public, et l'on croit lui donner par là une satisfaction durable, sinon définitive. Malheureusement, s'il est une chose bien constatée en France, c'est le peu de goût du public pour la prose administrative. On peut déplorer comme un trait fâcheux d'aveuglement et de perversion la répulsion profonde que lui inspire toute cette littérature bureaucratique, mais il suffit d'avoir été témoin quelquefois de l'empressement invariable avec lequel le lecteur français passe par-dessus les dissertations officielles pour aller tout droit au poison que lui sert un écrivain séditieux; il suffit de consulter ses propres impressions pour être convaincu que l'éloquence de l'État journaliste n'opérera pas beaucoup de conversions, et que s'il est facile de se faire imprimer d'autorité, il l'est beaucoup moins de se faire lire par ordre.

On ne tardera pas à reconnaître l'insuffisance d'une telle propagande. Pour les esprits qui vont au fond des choses, il y a dans ce peu d'attention que le public accorde aux explications ministérielles une leçon pleine de sens et de justice. Le public sent d'instinct que des apologies, quelque plausibles qu'elles soient d'ailleurs, n'ont de valeur et d'autorité que lorsqu'elles se produisent devant des appréciateurs en situation de les discuter et au besoin de les contredire. Tant que la presse ne sera pas pleinement investie de ce droit, la prose ministérielle peut s'imposer aux journaux et inonder leurs colonnes ; il manquera toujours une petite chose à sa toute-puissance, — elle ne sera pas lue !

Le système des *communiqués* semble avoir été adopté par le gouvernement français pour les affaires extérieures comme pour celles de l'intérieur. On ne peut en effet donner un autre nom à la note en apparence si sévère, et en réalité si peu efficace, par laquelle M. Drouyn de Lhuys vient d'exprimer son opinion sur la convention de Gastéin. Pour le coup, s'il faut l'avouer, nous eussions préféré un avertissement ! La note, nous en convenons volontiers, est très bien faite et démontre avec une parfaite clarté que non seulement les deux puissances ont agi sans droit, mais qu'elles ne peuvent pas même invoquer l'ombre d'un prétexte. Mais quelle importance peut avoir cette tardive réprobation d'actes prévus, annoncés, et qu'on a toujours pu empêcher ? A quoi bon tant de paroles inutiles, comme vient de le rappeler si dédaigneusement le *Journal de Saint-Petersbourg* ? Ne semble-t-il pas qu'on parle d'autant plus haut, qu'on est décidé à ne pas agir ? Et lorsqu'on proclame solennellement au nom d'un grand pays l'iniquité d'un acte si considérable, est-ce se montrer digne de lui que de s'abstenir de tout effort pour faire prévaloir une autre politique ? Enfin, est-ce un moyen de faire reculer

M. de Bismark, que d'ébranler avec tant de force toutes les raisons qu'on a de le combattre, et en même temps de ne rien faire pour s'opposer à l'exécution de ses desseins?

Cet heureux ministre doit se considérer comme un bien grand politique; cependant son succès, comme beaucoup d'autres, sera peut-être expliqué un jour par toute autre chose que par la profondeur de ses combinaisons. Lorsqu'on saura plus tard qui a conspiré avec lui pour faire réussir des plans médiocrement conçus et mesquinement exécutés, on sera peut-être étonné du ton de certaines notes diplomatiques, mais on ne sera plus étonné de son succès. Quant à celle de M. Drouyn de Lhuys, elle est faite pour donner au ministre prussien une haute idée de son génie et de sa puissance. Quoi! voilà la pensée de la France sur ses projets et sur ses actes, et il lui est permis de passer outre et d'aller jusqu'au bout! il a plus que jamais le droit de dire: *Quo non ascendam?* Notre diplomatie joue dans toute cette affaire un rôle bien peu brillant si son langage est sincère, et bien peu honorable s'il ne l'est pas (ce qui se voit quelquefois en diplomatie, comme chacun sait). Qu'elle se résignât à une telle humiliation de la part d'une puissance placée loin de sa portée, et presque hors de ses atteintes, comme la Russie, cela peut jusqu'à un certain point se comprendre, s'excuser; mais l'accepter de la Prusse, c'est tenir trop peu de compte des justes susceptibilités de l'honneur national.

Nous savons bien qu'aux yeux de beaucoup de gens la dernière note de M. Drouyn de Lhuys n'a eu d'autre but que de prendre acte de la conduite de la Prusse et de l'Autriche dans les duchés, afin que nous puissions leur opposer une fin de non-recevoir péremptoire si nous jugeons à propos d'en faire autant un jour dans la Belgique. Cette politique a toujours eu beaucoup de partisans en France,

bien qu'elle ne nous ait guère porté bonheur. Quant à nous qui appliquons à la Belgique la même règle qu'aux duchés, nous ne croyons pas que la France ait rien à gagner à faire violence à ce petit peuple libre et heureux, qui tient à son indépendance, à ses institutions, et qui n'a malheureusement aucune bonne raison de désirer d'être incorporé à notre pays. Si l'on en juge par les craintes qui se manifestent en ce moment en Belgique, le peuple belge apprécie médiocrement l'honneur que nous voulons lui faire à son corps défendant. Il est même permis de conclure, d'après des faits tout récents, que ce qu'on nomme l'influence française n'est pas très salulaire pour lui, puisqu'elle tend à lui faire perdre en ce moment sa vieille réputation d'hospitalité qui avait fait de la Belgique un lieu d'asile presque inviolable.

La communauté de langue ne donne pas droit à un peuple sur un autre ; une annexion ne peut se justifier que par le consentement libre et spontané des deux parties contractantes. Le droit d'une nation à disposer d'elle-même et à se maintenir indépendante est le premier de tous ses droits. Il est d'autant plus nécessaire de rappeler ce principe, que, grâce à la confusion d'idées dans laquelle nous vivons, ceux mêmes qui élèvent la voix pour le défendre le méconnaissent à chaque instant. C'est ainsi que nous avons lu, non sans surprise, dans la protestation émanée du comité des Trente-Six contre la convention de Gastein, « que le droit des duchés à disposer d'eux-mêmes n'était limité que par les intérêts supérieurs de l'Allemagne ! » S'il nous faut admettre une pareille anomalie, pourquoi n'admettrions-nous pas aussi bien que ce droit est également limité par les intérêts supérieurs de la Prusse ? Les duchés ont là, en vérité, de bons défenseurs, et nous ne nous étonnons pas du peu de compte que M. de Bismark tient de leurs remontrances. En cette occa-

au partage des profits de la centralisation autrichienne. La représentation commença alors, et l'on sait avec quel succès ! L'illusion fut un instant complète, et le libéralisme autrichien — deux mots qui hurlent de se trouver ensemble — fit fureur en France, où l'on pouvait voir plus d'un amalgame du même genre. L'Autriche avait, en effet, au moins de nom, un parlement, une presse libre, des ministres responsables et tout ce qui s'ensuit. Tout cela, il est vrai, à l'usage exclusif de l'élément allemand qui était au comble de la satisfaction. Mais, comme les autres provinces se tenaient à l'écart, et comme la satisfaction de l'élément allemand, loin de suffire à leur bonheur, les mécontentait de plus en plus, la monarchie de Vienne sentait peu à peu le vide se faire autour d'elle, et se trouvait comme isolée au sein de son propre empire. Elle n'aurait pas mieux demandé que de continuer la comédie constitutionnelle qui lui a valu tant de beaux compliments, mais l'abstention prolongée de la Hongrie et de ses autres provinces diminuait sensiblement ses forces et son prestige ; et, en présence des échecs humiliants qu'elle a subis dans ces dernières années, en présence de la marche envahissante de la Prusse, elle a dû reconnaître la nécessité de changer de système.

L'Autriche cesse donc de s'appuyer sur l'élément allemand à l'exclusion de tous les autres ; elle a retiré du même coup le diplôme d'octobre et la patente de février, suppression que les provinces ont vue d'un œil indifférent ; elle espère ramener l'esprit provincial par de larges concessions locales ; elle tient surtout à gagner la Hongrie, qui est le nerf militaire de l'Empire et à laquelle elle offre la prépondérance qu'elle avait, jusqu'ici, donnée aux Allemands. C'est à la Diète hongroise qu'elle vient soumettre le plan de la prochaine constitution de l'Empire. Puissent les Hongrois, qui ont su montrer à l'occasion

tant d'énergie et de persévérance, comprendre les devoirs que cette situation privilégiée leur impose, et ne pas faire des droits de leurs anciens compagnons d'infortune la rançon de leur propre liberté, selon un égoïsme qui n'est que trop commun dans l'histoire !

Au reste, il est difficile de prendre au sérieux la déclaration par laquelle l'empereur s'engage à donner à toutes les provinces la constitution que les Hongrois auront consentie, car il en est au moins une, la Vénétie, à laquelle il sera dans l'impossibilité de l'octroyer. Pour plaire aux Vénitiens, cette constitution doit se résumer dans un seul article : l'expulsion de l'Autriche. La nouvelle œuvre de l'empereur ne peut donc que substituer la compression sous forme fédérative à la compression sous forme de centralisation, en remplaçant la prédominance de l'élément germanique par une hégémonie plus ou moins déguisée du peuple hongrois.

Cette question de Venise, qui sera une cause incessante de trouble et de malaise pour l'Europe, tant qu'elle n'aura pas été résolue, a été remise à l'ordre du jour en Italie depuis qu'on s'y occupe des prochaines élections qui auront lieu vers la fin d'octobre. Il est impossible que cette nation fasse un mouvement sans que ce point douloureux se fasse aussitôt sentir. Plus ses forces grandiront et avec elles les nobles susceptibilités de l'honneur national, plus cette blessure ouverte qu'elle porte au flanc lui deviendra insupportable ; c'est là un résultat inévitable et que devaient prévoir ceux dont cette préoccupation dérange la quiétude. On a pu voir tout récemment, par les orages qu'a soulevés la brochure de M. d'Azeglio, combien ce sentiment s'est développé et fortifié en Italie au lieu de s'y éteindre et de s'y amortir comme on s'en est longtemps flatté.

Personne n'a moins le droit de s'en scandaliser que la

France, car non seulement c'est elle qui s'est engagée d'honneur à favoriser cet affranchissement, mais c'est elle qui a été le premier et le principal auteur des maux qu'il s'agit aujourd'hui de réparer. Ce souvenir de Campo-Formio est sans doute très importun, mais il n'y a pas deux façons honorables de l'effacer ; et, en attendant que nous ayons lavé cette tache, nous devrions parler moins souvent de la générosité de notre pays. Si, comme on l'assure, notre honneur exige à tout prix un corresponsif de l'annexion des duchés, rendons Venise à l'Italie.

A mesure que les Italiens comprennent mieux l'importance capitale de ce complément si nécessaire de leur indépendance, ils envisagent avec plus de calme la transformation critique qui est sur le point de s'opérer à Rome. Plus l'événement approche et plus il perd à leurs yeux les proportions effrayantes qu'on lui avait d'abord données : appréciation juste et sensée d'une situation qu'il dépend d'eux de circonscrire, de maîtriser et, jusqu'à un certain point, de conduire. Une note du *Moniteur* vient de leur apprendre comme à nous que l'évacuation était sur le point de commencer ; une fois cette opération terminée, que peut leur vieil ennemi dans l'état auquel il est réduit ? Rome n'est-elle pas dès aujourd'hui italienne de sentiments, de volonté, c'est-à-dire de fait ? Ils n'ont donc qu'à laisser la papauté en tête-à-tête avec les Romains et attendre paisiblement les résultats du colloque qui ne peut manquer de s'engager entre eux. Les négociations entamées avec M. Vegézzi ont surabondamment prouvé que la cour romaine avait beaucoup rabattu de ses anciennes prétentions ; la lettre du cardinal d'Andréa prouve plus clairement encore que l'ennemi est dans la place, et qu'il y a au sein du sacré collège plus d'un prélat disposé à faire la part du feu et à transiger avec des droits qu'on ne peut plus méconnaître. L'état de trouble, l'affaiblissement d'es-

prit dont témoignent plusieurs des derniers actes de la politique romaine, particulièrement ce coup de foudre ridicule lancé à si grand bruit contre la franc-maçonnerie, ne sont guère propres à relever la cause pontificale ou à décourager ses adversaires. De ce côté l'Italie peut attendre.

Nous ne parlerons que pour mémoire de la conspiration des fenians, sur laquelle le jour s'est fait à l'heure qu'il est. Si l'on peut s'étonner d'une chose dans cette singulière aventure, c'est de l'éclat que le gouvernement britannique a cru devoir lui donner, et de l'étalage de précautions qu'il s'est plu à afficher. On eût dit un instant qu'il se préparait à repousser une nouvelle invasion des Normands. C'était faire beaucoup d'honneur à des ennemis bien peu dangereux pour lui. Toute conspiration qui ne s'appuie pas sur des griefs actuels et profondément sentis est par là même condamnée à avorter. Or c'était là le cas du fenianisme, complot où l'imagination et le souvenir jouaient le principal rôle, et qui, préparé en Amérique par des enthousiastes ignorants, devenus comme étrangers à leur propre pays, n'avait aucune racine en Irlande. Tout le monde sait, en effet, que depuis longues années déjà l'Irlande est en possession de tous les droits et de toutes les franchises politiques dont jouit l'Angleterre, ce qui lui a procuré un état de bien-être et d'apaisement qui tend chaque jour à s'accroître et qu'elle ne demande nullement à échanger contre les satisfactions qu'on lui promet. Cette situation relativement très prospère, ôtant aux passions insurrectionnelles leur principal point d'appui, et ne leur laissant pas même la ressource des haines religieuses aujourd'hui désarmées par l'entière liberté dont jouit le catholicisme en Irlande, le fenianisme a été réduit à ne plus compter que sur les convoitises et à soulever le riche contre le pauvre. Une cause qui a recours à de

pareils moyens est jugée, et ne peut pas être appelée une cause nationale. Aussi les fenians ont-ils contre eux l'immense majorité de leurs compatriotes. Ils ne forment pas un parti politique, mais une sorte de secte démagogique qui n'est pas sans analogie avec celle des mormons.

On a fait bien gratuitement aux États-Unis l'injure de leur attribuer une espèce de complicité dans la conspiration des fenians. Cette accusation semblera bien mal imaginée à quiconque connaît le peu de sympathie et de considération dont les Irlandais jouissent en Amérique. Si jamais les États-Unis veulent — ce qu'à Dieu ne plaise! — tirer vengeance des griefs trop légitimes que leur a donnés l'Angleterre dans le cours de la dernière guerre civile, il est à croire qu'ils lui créeront des obstacles plus redoutables, et surtout qu'ils s'y prendront d'une façon plus franche et plus digne. Mais tout, dans leur conduite, annonce des dispositions pacifiques et généreuses dont les gouvernements européens cherchent déjà à abuser. C'est ainsi qu'on ose aujourd'hui leur demander de reconnaître la dette des États confédérés, comme si cette demande n'équivalait pas à celle de la reconnaissance du droit de sécession! Ces exigences déraisonnables ne les feront pas dévier de la politique, si ferme dans sa modération, qu'ils ont adoptée dans leurs rapports avec les puissances étrangères comme à l'égard de leurs anciens adversaires de l'intérieur. Tout le monde est revenu aujourd'hui des appréhensions qu'avaient fait naître les mesures qui ont accompagné l'amnistie, et grâce à la douceur, aux ménagements et à l'intelligence avec lesquels on les a appliquées, la réconciliation entre le Nord et le Sud a fait des progrès si rapides, que des esprits modérés qui ne seront pas taxés de fanatisme, comme M. Sumner, en sont venus à s'en effrayer comme d'une menace pour la cause de l'abolitionisme. Cette crainte nous paraît exagérée, mais

on ne peut pas se faire illusion sur les immenses difficultés de la tâche que l'abolition de l'esclavage a léguée aux États-Unis. La question n'est pas, en effet, comme beaucoup d'esprits semblent le croire, en Amérique même, de donner aux noirs tous les droits civils et politiques dont jouissent les blancs ; le difficile est de les mettre en état de les exercer, c'est-à-dire de leur fournir d'abord les moyens de subsister, soit en leur assurant du travail, soit en les appelant à la propriété, et ensuite de les éclairer et de les moraliser par l'instruction. Avant de songer à leur donner tous les droits des citoyens, il serait peut-être prudent d'en faire d'abord des hommes.

La France a perdu dans le mois qui vient de s'écouler une de ses plus glorieuses illustrations militaires. Après Cavaignac, après Bedeau, après Charras, et non moins prématurément que ses illustres frères d'armes, Lamoricière¹ a succombé, consumé par l'inaction à laquelle on l'avait condamné, et accablé sous le poids d'une vie devenue inutile à son pays. L'histoire a souvent fait le compte des victimes que les peuples immolent dans leurs jours de fureur et de délire ; notre époque pourra lui fournir les éléments d'un calcul plus triste encore peut-être, je veux dire le compte des victimes qu'ils sacrifient dans leurs jours de lassitude. Le supplice est moins bruyant, il n'attire pas les regards de la foule, il ne commande ni n'implore la pitié ; mais combien la torture est plus lente, plus savante, plus raffinée ! Qui n'a été témoin d'un de ces duels silencieux, soutenus dans la détresse de l'isolement et de l'obscurité contre cet ennemi insaisissable qu'on nomme l'indifférence, l'ingratitude, l'oubli ? Qui redira l'angoisse de ces étouffements au milieu du vide, de cette longue agonie de tant de nobles cœurs réduits à tourner contre eux-

1. M. le général Lamoricière est mort le 10 septembre en son château de Prouzel, près d'Amiens.

mêmes cette force qui faisait la gloire et l'orgueil de leur pays ?

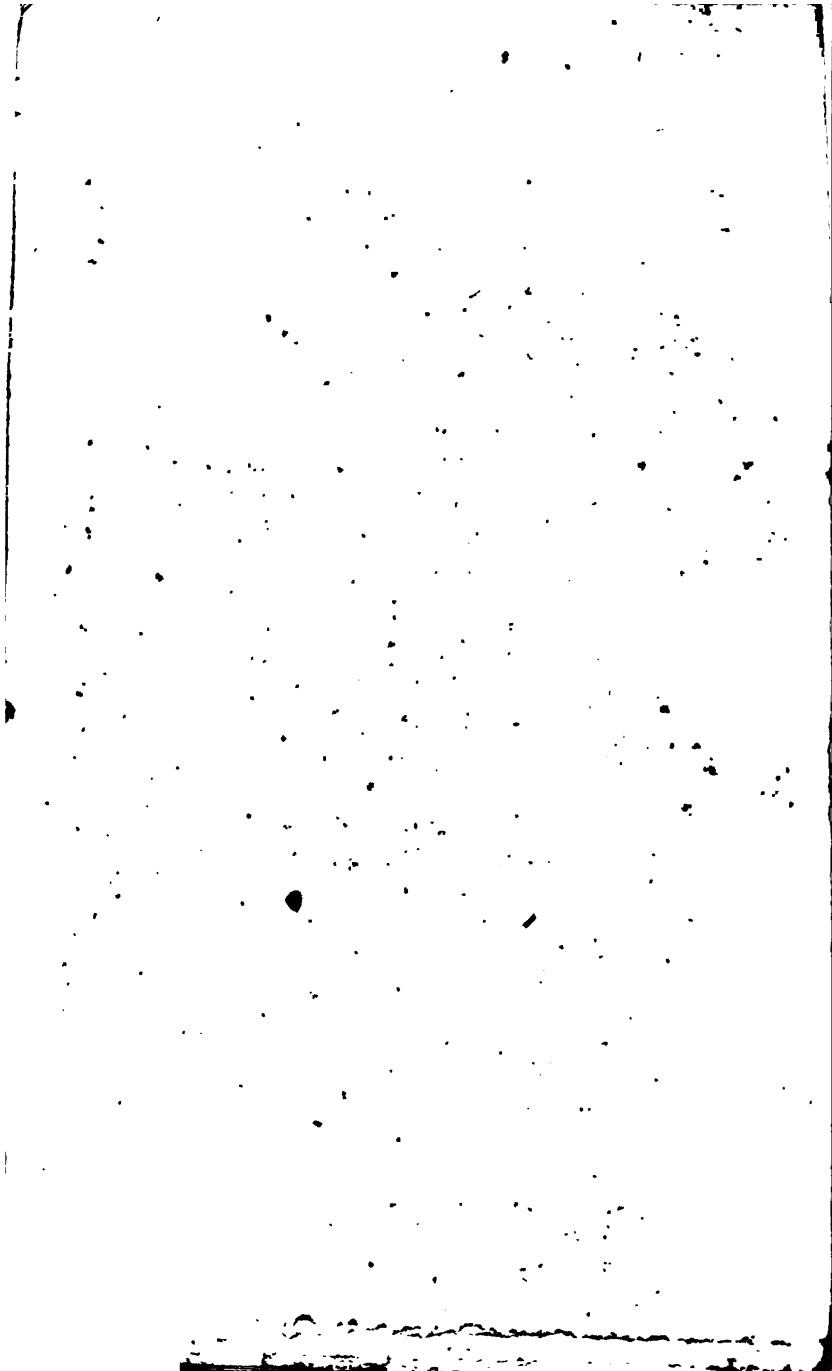
Tel a été le lot de Lamoricière arrêté brusquement en pleine activité, en pleine jeunesse, après les débuts les plus éclatants dans la carrière militaire et politique, pour se voir condamner aux obscurs loisirs d'une existence sans but et sans emploi. L'épreuve était mille fois plus pénible pour lui que pour tout autre, car toutes les facultés de son impétueuse et bouillante nature étaient tournées vers l'action ; cependant il la supporta sans fléchir, et si elle a pu à la fin lui faire commettre une grave erreur de jugement et de conduite, du moins elle n'a porté aucune atteinte à son caractère. La fermeté de son esprit a pu faiblir, mais non celle de son cœur. Il n'y a que des âmes bassement fanatiques qui puissent oublier ces justes tempéraments dans l'appréciation d'un tort si cruellement expié. Ce tort, nous l'avons déploré plus que personne, car c'était un spectacle douloureux que de voir un tel homme se fourvoyer dans la défense d'une pareille cause, mais ce n'est pas lui que nous en rendons surtout responsable. Qui pourrait contester que, loin d'avoir été inspiré en cela par un calcul peu avouable, il y a été en quelque sorte entraîné par quelques-unes de ses plus généreuses qualités ? Sa faute doit être imputée à ceux qui l'ont réduit à s'user dans les agitations désespérées d'une vie inactive, aussi bien qu'à ceux qui ont exploité la duperie de son cœur chevaleresque. L'avenir se souviendra surtout de ses premières années si belles et si brillantes, de l'éclat, de l'élan merveilleux de ce brave des braves, de sa compréhension si vive et si rapide, de ce temps enfin où l'armée semblait vouloir mettre sa gloire à être l'appui de la liberté, et où Lamoricière comptait au premier rang parmi les grands citoyens qu'elle nous avait fournis. Il y a de quoi faire oublier, des inconséquences ennoblies, d'ailleurs, par le

courage, l'abnégation et le dévouement. Il arrive souvent que le soldat vaut mieux que la cause. C'est ainsi qu'on éprouve souvent le regret de voir de magnifiques temples élevés à de faux dieux ; mais alors on admire l'artiste en oubliant l'idole.

Peu de temps avant Lamoricière s'éteignait une autre existence, dont le dévouement constant et désintéressé à une idée unique ne doit pas être passé sous silence dans un temps où cette vertu est devenue si rare. Nous sommes loin de vouloir préconiser ici les théories de M. Buchez¹ ; elles nous trouveraient prêt à les combattre s'il leur restait encore quelque puissance sur les esprits. Nous croyons qu'en voulant réconcilier le catholicisme avec la démocratie, elles n'ont guère réussi qu'à communiquer à celle-ci quelques-unes des tendances les plus absolutistes de l'église catholique ; mais ces justes réserves ne doivent pas nous faire méconnaître toutes les qualités qui rachètent à nos yeux cette erreur, les consciencieux travaux de Buchez, son talent d'écrivain, son abnégation, sa pauvreté volontaire, son inviolable fidélité à ses opinions. Là est la véritable influence d'un homme, beaucoup plus que dans un système bon ou mauvais. Au reste, Buchez a eu lui aussi son heure d'inconséquence et de faiblesse, et si la vie de Lamoricière montre combien l'inertie forcée est funeste aux hommes d'action, celle de Buchez ne montre pas avec moins de force combien les épreuves de la carrière politique peuvent être dangereux pour les esprits spéculatifs.

1. Buchez, auteur de l'*Histoire parlementaire de la Révolution*, Président de l'Assemblée nationale en mai 1848, mort en août 1863.

FIN DU SECOND VOLUME.





Extrait du Catalogue de la BIBLIOTHÈQUE-CHARPENTIER

13, RUE DE BERNELLE-SAINT-GERMAIN, 13, PARIS

à 3 fr. 50 le volume.

CONTEURS FRANÇAIS (CHEFS-D'ŒUVRE DES)

Publiés avec des Introductions, des Notes historiques et littéraires
et des Index

PAR M. CHARLES LOUANDRE

- PREMIÈRE PARTIE. — Conteurs français avant La Fontaine.**
1050-1050..... 1 vol.
- DEUXIÈME PARTIE. — Conteurs français contemporains de La Fontaine, XVII^e siècle.....** 1 vol.
- TROISIÈME PARTIE. — Conteurs français après La Fontaine.**
XVIII^e siècle 1 vol.

LABOULAYE (ÉDOUARD)

- Contes bleus** (Yvon et Finette. — La bonne Femme. — Poucinet. — Contes bohèmes — Les trois Citrons. — Pif paf, ou l'art de gouverner les hommes) 1 vol.
- Nouveaux contes bleus** (Briam le fou. — Petit homme gris. — Deux exorcistes. — Zerbin. — Pacha Berger. — Perlino. — Sagesse des nations. — Château de la vie)..... 1 vol.

MARC-MONNIER

- Contes populaires en Italie.....** 1 vol.

SÉBILLOT (PAUL)

- Contes populaires de la Haute-Bretagne.** (Les féeries et aventures merveilleuses. — Les Facéties et les bons tours. — Les Diableries, sorcelleries et histoires de revenants. — Contes divers 1 vol.
- Contes des paysans et des pêcheurs, 2^{me} série des Contes populaires de la Haute-Bretagne.** — (Les Fées des houlès et de la mer. — Les Féeries et les aventures merveilleuses. — Les Facéties et les bons tours. — Les Diables, les sorciers et les lutins. — Contes d'animaux et petites légendes... .. 1 vol.

(Ces deux ouvrages sont autorisés pour les bibliothèques populaires.)

- Contes des marins. 3^{me} série des Contes populaires de la Haute-Bretagne.** — (Les aventures merveilleuses. — Les contes des vents. — Les joyeuses histoires des Jaguens. — Les Facéties. — Les Diables, les sorciers et les Revenants. — Petites légendes de mer)..... 1 vol.



RETURN TO → CIRCULATION DEPARTMENT
202 Main Library

LOAN PERIOD 1	2	3
HOME USE		
4	5	6

ALL BOOKS MAY BE RECALLED AFTER 7 DAYS

Renewals and Recharges may be made 4 days prior to the due date.

Books may be Renewed by calling 642-3405.

DUE AS STAMPED BELOW

JAN 03 1991		
NOV 30 1990		

FORM NO. DD6

UNIVERSITY OF CALIFORNIA, BERKELEY
BERKELEY, CA 94720

03

U.C. BERKELEY LIBRARIES



C008110999

M324110

